



SERVICE SPÉCIAL DES DROITS PALESTINIENS

**CINQUIEME SEMINAIRE DES NATIONS UNIES SUR LA QUESTION
DE PALESTINE**

Thème: "Les droits inaliénables du peuple palestinien"

15-19 mars 1982

New York (Etats-Unis d'Amérique)

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
1. Rapport du Cinquième séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine	3
2. Déclaration prononcée par M. William B. Buffum, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, au nom du Secrétaire général de l'ONU	12
3. Déclaration du Président du Cinquième sémaine des Nations-Unies sur la question de Palestine	14
4. Déclaration de S. Exc. M. N. Krishnan, Président par intérim du Conseil des Nations Unies pour la Namibie	18
5. Message de l'Ambassadeur Maitama-Sule, Président du Comité spécial contre l' <u>apartheid</u>	20
6. Déclaration de S. Exc. M. Frank Owen Abdullah, Président du Comité spécial des vingt-quatre	23
7. Message de M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine	25
8. Etudes présentées au Séminaire	27
Les Institutions sociales et éducatives de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) Abu Kydayb	28
Les média canadiens et le Moyen-Orient Naylor	34
"La question palestinienne?" Wagner	53
La question de Palestine dans le contexte de l'occupation militaire McDougal	66
Les deux Galilées: La pratique sioniste dans le contexte de l'occupation militaire en Palestine Nakhley	74
Les syndicats canadiens et la Palestine Briemberg	88
Les influences nationales et stratégiques sur la formation de la politique des Etats-Unis au Moyen-Orient Solomon	105
Les influences stratégiques et nationales sur la politique des Etats-Unis depuis la deuxième guerre mondiale Pressberg	117

TABLE DES MATIERES (suite)

		<u>Pages</u>
Les Accords de Camp David et les droits fondamentaux du peuple palestinien	Nasser	141
Les droits palestiniens: leurs échos dans la vie et la pensée de Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II	Ryan	155
Les droits fondamentaux du peuple palestinien	Macquarrie	172
Les Palestiniens en Israël: une minorité colonisée à l'intérieur	Zureik	186
Le Canada et la Palestine	Epp	193
Un terrain où nul ne se hasarde?	Noble	206
La responsabilité des Etats-Unis en droit international touchant les violations par Israël des droits palestiniens sur la Rive occidentale et dans la Bande de Gaza	Quigley	283
Evolution de la politique des Etats-Unis au sujet de la question de Palestine sous la présidence de Carter et de Reagan	Tillman	302
Le rôle de l'Organisation des Etats-Unis dans la question de Palestine	Teuber	310
L'influence des massmedias et le rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la question de Palestine	Gauci	320
9. Liste des participants.		329

1. RAPPORT DU CINQUIEME SEINAIRE DES NATIONS UNIES SUR LA QUESTION DE PALESTINE

1. Le cinquième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine, avec pour thème central "les droits inaliénables du peuple palestinien", s'est tenu au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 15 au 19 mars 1982, conformément aux dispositions de la résolution 36/120 B de l'Assemblée générale. Le Séminaire a tenu neuf séances au cours desquelles 20 participants ont présenté des études consacrées à divers aspects de la question de Palestine.

2. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien de l'ONU était représenté par une délégation composée de S. Exc. M. Massamba Sarré (Sénégal), Président du Comité; S. Exc. M. Raúl Rao-Kouri (Cuba), Vice-Président; S. Exc. M. Victor J. Gauci (Malte), Rapporteur; S. Exc. M. H. Ott (République démocratique allemande); S. Exc. M. Natarajan Krishnan (Inde) et M. Zehdi L. Terzi, Observateur permanent de l'Organisation de libération de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies. S. Exc. M. Victor J. Gauci a exercé les fonctions de Rapporteur du Séminaire.

3. A la séance d'ouverture du Séminaire, le 15 mars 1982, M. William B. Buffum, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale de l'ONU, a fait une allocution. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants au nom du Secrétaire général, M. Buffum a fait observer que les efforts déployés pour trouver une juste solution à la question de Palestine demeurent l'un des principales préoccupations de l'Organisation des Nations Unies; ces efforts devaient être poursuivis car, tant que le problème persisterait, il continuerait de poser une menace à la paix et à la sécurité internationales. M. Buffum a exprimé l'espoir que le Séminaire contribuerait beaucoup à faire proposer l'étude de la question au sein de l'Organisation des Nations Unies, qui était largement reconnue comme étant le cadre dans lequel il convenait de trouver une solution d'ensemble.

4. A la même séance, M. Massamba Sarré, Président du Comité, a fait un bref exposé de l'oeuvre du Comité et a souligné à quel point il importait de veiller à ce que tous les faits entourant la question de Palestine soient connus du public de façon que tous les problèmes soient bien compris.

5. A la séance d'ouverture du Séminaire, S. Exc. M. Natarajan Krishnan, Président par intérim du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, M. Gervais Charles, Rapporteur du Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid et S. Exc. M. Frank Owen Abdullah, Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ont également fait des déclarations.

6. Un message de S. Exc. M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, a été communiqué au Séminaire par M. Zehdi L. Terzi, Observateur permanent de l'OLP.

7. A également participé au Séminaire Mme Lucille Mair, Secrétaire générale désignée de la Conférence internationale sur la question de Palestine.

8. Sept groupes ont été constitués pour étudier différents aspects du thème central, à savoir "les droits inaliénables du peuple palestinien". Ces groupes étaient constitués comme suit:

A. Groupe I: La nature et le rôle de l'Organisation de libération de la Palestine

M. Khaled Abu Kudayb

B. Groupe II: Le problème palestinien et l'opinion publique en Amérique du Nord

Pr Thomas Naylor
Rév. Donald Wagner
M. Philip Rivera

C. Groupe III: La question de Palestine dans le contexte de l'occupation militaire

Pr Harold McDougal
Dr Khalil Nakhleh
Dr Eqbal Ahman

D. Groupe IV: Les influences nationales et stratégiques sur la formation des politiques des Etats-Unis et du Canada

M. Mordecai Briemberg
Pr Mark Solomon
M. Jack O'Dell
Mlle Gail Pressberg

E. Groupe V: Les droits fondamentaux du peuple palestinien

Pr Jamal Nassar
Rev. Joseph L. Ryan, S. J.
L'Honorable Sénateur Heath Mcquarrie
M. Elia Zureik

F. Groupe VI: L'évolution des politiques des Etats-Unis et du Canada concernant la question de Palestine

Pr Frank Epp
Pr Paul Noble
Pr John Quigley
M. Seth Tillman

- G. Groupe VII: Le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la recherche de mesures efficaces afin de permettre au peuple palestinien d'obtenir et d'exercer ses droits

Pr Charlotte Teuber
S. Exc. M. Victor J. Gauci

9. Vu les recherches et les analyses approfondies contenues dans les études présentées au Séminaire, conformément à la pratique établie, ces études seront publiées intégralement par l'ONU en même temps que le rapport du Séminaire pour contribuer à mieux faire comprendre la question de Palestine.

10. La présentation des études à chaque séance a été suivie d'un échange de vues vivant, spontané et stimulant. La discussion a porté sur tous les aspects de la question de Palestine, et en particulier sur les droits du peuple palestinien qui, a-t-on convenu, était systématiquement continuellement violés par Israël.

11. Tout au long de la discussion, on a mis en relief le fait que tout échec dans la recherche d'une solution de la question palestinienne conformément aux différentes résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies ne ferait qu'exacerber la crise et poserait une menace toujours plus grande à la paix et à la sécurité internationales. La stabilité de la région, la création d'un environnement dans lequel tous les habitants de la région pourraient vivre en tant que communauté et l'instauration de la paix dépendaient directement de la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien et de ses aspirations.

12. Le Séminaire a entendu un compte rendu détaillé des institutions de l'Organisation de libération de la Palestine. L'on a noté que cette Organisation avait de vastes responsabilités, toujours plus larges, dans les domaines politique, économique, social et culturel.

13. Il a été noté qu'Israël menait une guerre totale pour réduire à néant les efforts incessants déployés par les Palestiniens pour faire valoir leurs droits, un des aspects les plus sinistres de la politique d'Israël étant la répression délibérée des institutions palestiniennes.

14. La lutte menée par les Palestiniens pour survivre, par ailleurs, était totale et n'était pas limitée aux activités militaires. C'était là un fait que les médias négligeaient régulièrement.

15. Si l'on voulait faire mieux comprendre, avec une plus grande objectivité, la nature véritable de l'Organisation de libération de la Palestine, il fallait établir de nouveaux liens afin de compenser l'absence d'informations diffusées dans les médias, qui non seulement ne faisaient pas connaître toutes les circonstances entourant la question, mais qui encore avaient tendance à les présenter avec un parti-pris contre l'Organisation de libération de la Palestine. Il fallait redoubler d'efforts pour lutter contre les attitudes négatives et peu objectives qui existaient en Amérique du Nord. Il fallait déployer des efforts renouvelés, dans différentes directions, pour dissiper l'impression erronée

propagée par les média selon laquelle l'Organisation de libération de la Palestine était seulement une organisation militaire vouée au terrorisme. Ses activités dans les domaines économique, social, éducatif et culturel et dans le domaine de la protection sociale, si elles étaient mieux connues, feraient mieux comprendre, en Amérique du Nord, le fait que l'Organisation de libération de la Palestine offre un cadre politique ainsi qu'une infrastructure de progrès sociaux économiques pour le peuple qu'elle représente, ce qui constitue l'essence même d'un Etat.

16. En bref, l'objectif de l'Organisation de libération de la Palestine n'est pas de rechercher l'affrontement mais plutôt la coopération de tous les peuples épris de paix.

17. Lors de la discussion des droits fondamentaux du peuple palestinien, le Séminaire a noté avec satisfaction que ces droits non seulement avaient été définis par l'Organisation des Nations Unies, mais aussi régulièrement réaffirmés. L'Attention a été appelée en particulier sur:

- i) La résolution 3236 (XXIX) de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée avait défini ces droits inaliénables, et
- ii) La résolution 3210 (XXIX) de l'Assemblée, dans laquelle l'Assemblée générale avait déclaré que le peuple palestinien était une partie principale à la question de Palestine et avait invité l'Organisation de libération de la Palestine, représentante du peuple palestinien, à participer aux délibérations de l'Assemblée sur la question de Palestine.

Ces deux résolutions avaient été mises en relief dans la résolution ES-7/2 adoptée par l'Assemblée générale à sa septième session extraordinaire d'urgence.

18. Le Séminaire a été d'avis que l'on ne pouvait pas permettre que l'on s'écarte des droits reconnus dans ces résolutions de l'Assemblée générale, les plus importants étant:

- a) Le droit des Palestiniens de retourner dans leurs foyers et de recouvrer leurs biens en Palestine, dont ils avaient été exclusés et dépossédés par la force;
- b) Le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, sans ingérence extérieure;
- c) Le droit du peuple palestinien à établir son propre Etat indépendant et souverain en Palestine;
- d) Le droit à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale;
- e) Le droit de l'Organisation de libération de la Palestine, représentante du peuple palestinien, de participer sur un pied d'égalité à tous les efforts, toutes les délibérations et toutes les conférences concernant la question de Palestine et la situation au Moyen-Orient dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies.

19. Il a été convenu que le coeur du problème du Moyen-Orient, à savoir la question de Palestine, demeurerait inévitablement le problème central qu'il faudrait résoudre si l'on voulait que la paix soit fondée sur la raison.

20. Dans ce contexte, on a relevé plusieurs éléments des Accords du Camp David qui, refusant d'accepter l'Organisation de libération de la Palestine - représentante du peuple palestinien - en tant que partenaire égal dans les négociations, cherchant à déterminer le destin du peuple palestinien en son absence et refusant à ce peuple ses droits fondamentaux, violaient les résolutions des Nations Unies. Il s'agit là d'un aspect qui est particulièrement évident dans la façon dont Israël a interprété et appliqué les Accords.

21. Lors de la discussion concernant la question palestinienne et l'opinion publique en Amérique du Nord et après une analyse détaillée des principaux facteurs en jeu, le Séminaire est parvenu à la conclusion que s'il y avait une prise de conscience progressive, aux Etats-Unis, de la cause palestinienne et des droits fondamentaux de l'homme des Palestiniens, il demeurerait des obstacles majeurs qui empêchaient les Américains d'accepter la cause palestinienne comme étant juste et humaine.

22. D'autres violations du droit internationale par Israël ont été relevées au cours des discussions, particulièrement ces bombardements du Liban, l'attaque lancée contre le réacteur nucléaire iraquien alors même que celui-ci était soumis aux garanties de l'AIEA, et l'annexion des hauteurs syriennes du Golan. Pendant le Séminaire, on a relevé avec une extrême inquiétude qu'une fois de plus, Israël avait eu recours à des mesures de répression en dissolvant par la force le conseil municipal élu d'Al-Bireh, ville située au nord de Jérusalem, en territoire occupé. Cette mesure arbitraire avait créé de vastes troubles et avait causé des morts par la main des forces d'occupation israéliennes.

23. Comme l'on commençait seulement à prendre conscience de la question palestinienne sur le continent nord-américain, il fallait répondre avec force pour se faire entendre. On a suggéré qu'une campagne plus intense et mieux organisée devrait être lancée pour faire connaître la question palestinienne à différents niveaux, qu'il s'agisse des églises, des groupes arabo-américains ou de campagnes de masses. On a estimé que le rôle des organisations non gouvernementales était particulièrement important à cet égard. Ces activités devraient englober des initiatives à la fois politiques et non politiques.

24. Le Séminaire a pu entendre d'un résident de la rive occidentale occupée un compte rendu de première main des dures conditions de vie imposées par Israël sous l'occupation militaire. Le Séminaire a également beaucoup apprécié les impressions et les conclusions retirées par les observateurs impartiaux qui s'étaient rendus sur la Rive occidentale et à Gaza récemment et qui avaient vu d'eux-mêmes l'application des mesures d'oppression dans le contexte de l'occupation militaire.

25. On a mentionné en particulier l'ordonnance No 854 promulguée par les autorités militaires d'occupation, qui avait imposé des restrictions très sévères à l'enseignement supérieur dans les territoires occupés en prévoyant une censure très large des manuels d'enseignement et en imposant des restrictions

aux programmes et aux manifestations péri-scolaires ainsi qu'à la liberté de déplacement des étudiants et des enseignants.

26. Le Séminaire est parvenu à la conclusion que l'ordonnance militaire No 854 s'inscrivait dans ce qu'il est convenu d'appeler la politique "de la main de fer" qu'Israël avait adoptée à la suite des Accords de Camp David, et que cette ordonnance violait le droit international et les conventions de La Haye. On a cependant fait observer que loin d'obtenir une soumission, cette ordonnance militaire avait engendré un renouveau de conscience et de résistance de la part des Palestiniens.

27. Néanmoins, il est ressorti clairement d'une analyse des déclarations faites et des plans annoncés par les dirigeants israéliens qu'il existait un danger très réel que la Rive occidentale et Gaza soit annexés par Israël et que les habitants arabes soient exilés ou soient réduits à vivre dans des réserves. On a dit que le monde était maintenant le témoin de ce qui constituait très clairement les dernières phases des tentatives israéliennes de liquider la Palestine.

28. Des parallèles ont été tracés entre les politiques israéliennes appliquées en Galilée, occupée en 1948, et les politiques appliquées sur la Rive occidentale, occupée en 1967. On a montré que dans les deux régions, l'occupation militaire avait été utilisée pour se saisir à la fois des terres et des populations par la dépossession de bonnes terres agricoles, par une judaïsation menée par la création de colonies et par une dépopulation obtenue par la dispersion des habitants arabes. Les mêmes considérations applicables à la Rive occidentale valaient tout autant pour la Bande de Gaza.

29. Dans une analyse détaillée et documentée évaluant la politique des Etats-Unis au Moyen-Orient, on a fait valoir que, sur le plan tant régional que mondial, la conséquence immédiate de l'alliance américano-israélienne était le soutien que les Etats-Unis accordaient aux assauts persistants menés par Israël contre les droits des Palestiniens. La preuve avait été faite d'une tolérance répétée des activités éhontées réalisées par Israël dans la région.

30. La politique suivie reposait essentiellement sur une répression militaire des aspirations régionales de plus en plus vive à l'autodétermination et à la nationalisation des ressources. Il y avait également une hostilité persistante à l'égard de l'Organisation de libération de la Palestine, perçue par les responsables politiques américains comme la pierre angulaire d'une radicalisation régionale et extérieure. En revanche, l'Europe occidentale semblait, de plus en plus, adopter une attitude indépendante à l'égard de la crise régionale et appuyer clairement l'autodétermination des Palestiniens.

31. On a fait valoir qu'il y avait des arguments de fait solides permettant d'attribuer aux Etats-Unis la responsabilité des violations par Israël des droits des Palestiniens sur la Rive occidentale et à Gaza étant donné que c'était l'assistance financière continue accordée à Israël qui lui permettait de persister dans ses violations, parfaitement connues des Etats-Unis et souvent critiquées par le gouvernement de ce pays.

32. On a notamment cité comme exemple la réaction des Etats-Unis devant l'acquisition de la Rive occidentale et de Gaza et devant le refus d'Israël de se retirer de ces territoires, ainsi que devant la politique israélienne de colonisation illégale des territoires occupés qui, bien qu'ayant été condamnée, pouvait se poursuivre en raison des fonds considérables fournis par les Etats-Unis, qui servaient indirectement à financer l'établissement des colonies. On a dit qu'en poursuivant cette politique, les Etats-Unis contrevenaient à leurs obligations juridiques internationales à l'égard du peuple palestinien.

33. La politique des Etats-Unis faisait apparaître depuis longtemps une tendance à faire de la Palestine une exception à la politique traditionnelle d'attachement au principe universel de l'autodétermination. Ces contradictions ont trouvé leur source dans la place occupée par Israël dans la pensée et la politique américaines et dans l'engagement concomitant, essentiellement contradictoire, pris par des gouvernements successifs à l'égard de ce pays.

34. On a également retracé l'évolution de la politique canadienne en ce qui concerne la question de Palestine et on a souligné le rôle indépendant du Canada en matière de politique étrangère, chose qui était bien documentée. On a dit que les intérêts du Canada au Moyen-Orient procédaient de considérations diverses mais que c'était seulement en période de crise que la situation retenait vraiment l'attention du pays. On a exprimé l'avis qu'il y avait un net penchant pro-israélien dans l'attitude et les politiques du Canada, en raison principalement des conceptions de légitimité de l'élite politique, de la structure des intérêts du gouvernement et des vues des alliés, autant d'éléments qui, pour l'essentiel, allaient dans le même sens et conduisaient les Canadiens à ne pas voir les Palestiniens comme un peuple ayant une identité et une conscience nationales.

35. Un élément important dans l'évolution de l'opinion publique et gouvernementale canadienne était la force et l'efficacité d'un certain nombre de lobbies et de groupes de pression pro-israéliens. On a cependant noté que l'on prenait progressivement conscience, au Canada, d'une responsabilité partagée de la situation actuelle dans la région ainsi que des injustices et de l'inquiétude de la situation. On commençait aujourd'hui à mieux discerner les objectifs d'Israël. Cela provenait, pour une large part, de l'intransigeance d'Israël ainsi que d'un souci accru concernant le sort et la situation des Palestiniens. Pour légère que cette amélioration ait été, l'on commençait à discerner quelques perspectives d'impartialité dans la façon dont le Canada concevait le problème du Moyen-Orient. La Rive occidentale et Gaza avaient été identifiées comme étant un territoire clairement défini sur lequel les Palestiniens avaient le droit d'établir leur patrie.

36. On a noté que l'un des moyens d'alerter l'opinion publique nord-américaine pour lui faire bien comprendre le refus par Israël de l'autodétermination palestinienne serait d'établir les parallèles entre la situation en Namibie et la situation en Palestine. Tant la Palestine que la Namibie étaient d'anciens territoires sous mandat de la Société des Nations, actuellement occupés par des régimes racistes. Si le public d'Amérique du Nord pouvait être amené à prendre conscience du problème de l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud, on pourrait mieux faire comprendre l'occupation illégale israélienne.

37. Le Séminaire a fait l'historique et souligné l'importance du rôle de l'Organisation des Nations Unies en tant que cadre dans lequel on pourrait parvenir à régler la question de Palestine. L'Organisation avait la responsabilité d'adopter des mesures efficaces pour mettre fin à l'occupation illégale d'Israël et aux politiques et pratiques israéliennes et pour offrir une solution qui soit conforme aux résolutions adoptées par les Nations Unies. Plus une solution équitale tarderait, plus le problème deviendrait complexe et difficile.

38. La question de Palestine relevait clairement des responsabilités des Nations Unies, qui avaient hérité du problème au début même de leur existence. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien avait reçu pour mandat d'élaborer un programme d'application afin de permettre aux Palestiniens d'exercer leurs droits inaliénables. C'est ce que le Comité avait fait après une analyse approfondie du problème, après avoir sollicité des avis auprès de tous les intéressés et après avoir passé en revue les opinions précédemment exprimées sur la question.

39. Les recommandations du Comité avaient été approuvées de façon répétée par l'Assemblée générale, mais elles n'avaient pas encore été appliquées en raison du vote négatif de l'un des membres permanents du Conseil de sécurité.

40. Dans ses recommandations, le Comité avait préconisé une solution juste et pacifique fondée sur les résolutions des Nations Unies et sur le droit international qui garantirait les droits inaliénables du peuple palestinien. Or, les progrès se faisaient attendre. Le Comité avait donc été autorisé à promouvoir l'application de ces recommandations en diffusant des informations et en s'employant énergiquement à ce que la cause des Palestiniens demeure au premier plan des préoccupations de la communauté internationale, tant au sein de l'Organisation des Nations Unies qu'à l'extérieur.

41. La tâche s'était révélée difficile en raison de la campagne néfaste de déformation des faits qu'avaient sans cesse menée les médias. Le comité s'était employé à rétablir la vérité et les faits entourant la question de Palestine.

42. Le caractère international de la Ville Sainte de Jérusalem a été fréquemment mentionné. On a souligné que la décision d'Israël d'annexer Jérusalem et de déplacer sa capitale dans cette ville avait été condamnée et déclarée comme dépourvue d'effet par la communauté internationale. On a insisté sur le fait que la législation d'Israël et les mesures prises par ce pays concernant Jérusalem ne devraient jamais être acceptées par la communauté internationale.

43. Vu la répression constante exercée par Israël dans les territoires occupés, le Comité devait également suivre les événements et faire connaître toutes les violations qui se produisaient.

44. Le Comité avait déjà obtenu, au sein de l'Organisation des Nations Unies, un soutien écrasant pour ses recommandations. On attendait encore une décision du Conseil de sécurité. Le Comité était conscient du fait qu'il demeurerait quelques obstacles à surmonter, mais on discernait un changement notable d'attitude même parmi les pays influents qui, jusqu'à présent, restaient en marge de la question.

45. Le Comité avait l'intention de renforcer le soutien déjà obtenu et d'encourager l'adoption de mesures positives permettant de renforcer l'élan acquis dans le sens d'une solution équitable. Il avait été pris note de nombreuses déclarations encourageantes, et le principe de l'autodétermination des peuples avait été mis en lumière dans l'Acte final d'Helsinki. L'esprit d'Helsinki était universel dans sa portée et dans son application.

46. On a mentionné la Conférence internationale sur la question de Palestine qui devait avoir lieu d'ici 1984. On a exprimé l'espoir que la Conférence déboucherait sur des résultats concrets en adoptant des mesures efficaces de nature à permettre au peuple palestinien d'obtenir et d'exercer pacifiquement ses droits inaliénables. L'ONU devait continuer à redoubler d'efforts et s'assurer le concours de tous les organismes qui lui étaient reliés afin de trouver une solution équitable et durable à la situation du peuple Palestinien.

47. A la clôture des travaux du Séminaire, le Président a remercié les participants et en particulier les auteurs des études qui, par le soin et le dévouement qu'ils avaient mis à leur tâche, avaient beaucoup contribué au succès du Séminaire.

2. ALLOCUTION PRONONCEE PAR M. WILLIAM B. BUFFUM, SECRETAIRE GENERAL
ADJOINT AUX AFFAIRES POLITIQUES ET AUX AFFAIRES DE L'ASSEMBLEE
GENERALE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES, AU NOM DU SECRETAIRE
GENERAL DE L'ORGANISATION

48. J'ai le plaisir de vous souhaiter, au nom du Secrétaire général, la bienvenue au Cinquième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine - le premier à se tenir sur le continent nord-américain - organisé comme suite à la résolution 36/120 de l'Assemblée générale.

49. Vu les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies dans la recherche d'une solution au problème de la Palestine, il n'est qu'approprié que ce Séminaire se tienne au Siège. Cela met en relief le fait que les efforts faits pour trouver une juste solution à la question de Palestine continuent d'être l'une des préoccupations majeures de l'Organisation. Cela contribue également à souligner un point fondamental, qui a été fermement établi dans plusieurs résolutions des Nations Unies, à savoir qu'une paix durable au Moyen-Orient ne pourra en définitive être instaurée qu'à la suite d'un règlement d'ensemble couvrant tous les aspects du problème, y compris, en particulier, les droits inaliénables du peuple palestinien.

50. On ne peut qu'être frappé par le caractère éminent des diplomates, des spécialistes et des experts réunis ici pour le Séminaire. Il s'agit là d'un témoignage éclatant du sérieux du problème et de l'urgence qu'il y a à trouver une solution équitable à ce qui, malheureusement, s'est révélé jusqu'à présent être un problème défiant toute solution. Nous savons tous que le sujet à l'examen pose depuis 35 ans un défi non seulement pour l'Organisation des Nations Unies mais pour l'humanité tout entière. Cependant, l'impossibilité de trouver des solutions dans le passé ne doit pas nous décourager dans nos efforts, que ce soit aujourd'hui ou à l'avenir. Sachant que tant que le problème restera sans solution, il constituera une menace pour la paix et la sécurité internationales, nous ne pouvons pas relâcher un seul instant les efforts à faire pour trouver une solution juste.

51. C'est pour cette raison que le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a été établi par l'Assemblée générale à sa trentième session afin d'élaborer un programme de réalisation des droits du peuple palestinien, tels que ceux-ci sont énumérés dans la résolution 3236 (XXIX) de l'Assemblée générale. En dépit de la complexité de sa tâche, le Comité a travaillé sans relâche pour s'acquitter de son mandat sous l'éminente présidence d'abord des Ambassadeurs Fall et Kane puis maintenant de S. Exc. l'Ambassadeur Massamba Sarré. Je sais d'expérience la chance que le Comité, et en fait la cause palestinienne, ont de voir les travaux du Comité dirigés par une personne d'une si grande sagesse et d'un si haut talent.

52. Les efforts du Comité ont aidé à centrer l'attention sur les droits inaliénables du peuple palestinien et ont permis de diffuser aussi largement que possible les faits et les circonstances entourant ces droits. Il s'agit là d'une contribution précieuse du Comité qui a aussi, conformément à son mandat, élaboré un programme de réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien. L'approbation répétée que l'Assemblée générale a donnée à ces

recommandations, ainsi que le renouvellement du mandat du Comité année après année attestent de l'importance que l'Assemblée générale attache à l'oeuvre du Comité. Un aspect de cette oeuvre est l'organisation du Séminaire qui s'ouvre aujourd'hui.

53. Ces deux dernières années, quatre séminaires ont eu lieu à ce sujet. Leur succès et la contribution précieuse qu'ils ont manifestement apportée à la recherche de solutions aux problèmes en cause, ont encouragés l'Assemblée générale à porter à trois le nombre de séminaires organisés chaque année. Le Séminaire qui s'ouvre aujourd'hui a, parmi d'autres, constitué un groupe qui étudiera le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la recherche de mesures efficaces de nature à permettre au peuple palestinien d'obtenir et d'exercer ses droits. Il ne fait aucun doute que les vues qui seront exprimées et les suggestions qui seront faites au cours des discussions contribueront beaucoup à faire progresser l'examen de la question au sein de l'Organisation, généralement reconnue comme étant le cadre dans lequel il faudra trouver une solution d'ensemble.

54. Au moment où vous allez entreprendre vos importantes délibérations, je désirerais, au nom du Secrétaire général et en mon nom propre, souhaiter au Séminaire un plein succès dans ses travaux.

3. DECLARATION DU PRESIDENT DU CINQUIEME SEMINAIRE DES NATIONS UNIES SUR LA QUESTION DE PALESTINE

55. Au nom du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, je vous souhaite la bienvenue au Cinquième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine.

56. Comme vous le savez, la convocation de ce premier Séminaire à se tenir en Amérique du Nord répond au mandat qui nous a été confié dans la résolution 36/120 B adoptée par l'Assemblée générale à sa 93e séance plénière, le 10 décembre 1981. Les séminaires régionaux précédents qui se sont tenus pendant la période biennale 1980-1981 à Arusha, à Vienne, à Colombo et à la Havane ont été instructifs et extrêmement utiles. Le fait que la majorité écrasante des Membres de l'Organisation des Nations Unies aient voté pour la poursuite et l'intensification de ces activités atteste clairement de leur valeur.

57. Il est salutaire que nous ayons aujourd'hui l'occasion d'élargir la portée de nos travaux en incluant l'Amérique du Nord dans notre programme. Je tiens à le relever car notre Comité a indiscutablement pour devoir d'éclairer et de mobiliser toute l'opinion mondiale sur une question à laquelle la communauté internationale se trouve sans cesse confrontée. Il s'agit, évidemment, de la question de Palestine, c'est-à-dire d'une question qui est constamment au coeur de l'instabilité au Moyen-Orient et qui demeure une menace toujours présente planant sur la paix mondiale.

58. L'absence d'une solution de la question qui soit acceptable pour toutes les parties intéressées retient l'attention de l'Organisation des Nations Unies depuis sa fondation même. L'accélération et l'intensification du conflit au fil des ans ont toujours compromis le bien-être des peuples de la région et, qui plus est, menacent de plus en plus les intérêts et la paix de toute la communauté des nations. Je suis certain que vous serez d'accord avec moi qu'il est impossible de prévoir une paix durable au Moyen-Orient, ou une atténuation de la menace qui pèse par là sur la paix et la sécurité internationale, si l'on ne trouve pas une solution équitable à la question palestinienne.

59. Nous avons actuellement, dans le cadre de notre Séminaire, l'obligation d'informer l'opinion publique mondiale des événements qui ont conduit à la situation actuelle. Nous avons aussi l'obligation solennelle, et j'utilise cet adjectif à dessein, d'aider à éviter un affrontement explosif futur. Je suis donc certain aussi que vous serez d'accord avec moi qu'il est utile de retracer brièvement les mesures prises par les Membres des Nations Unies pour éviter que se perpétue encore une situation que l'on ne peut décrire que comme l'inhumanité de l'homme vis-à-vis de l'homme.

60. Lors de l'une de ces premières tentatives de résoudre la question, l'Assemblée générale a, en 1947, adopté sa résolution 181 (II), dans laquelle elle a reconnu le droit des Arabes palestiniens d'établir un Etat indépendant aux côtés de celui du peuple juif. Comme nous le savons fort bien, seulement une partie de cette résolution a été en fait appliquée. Seul un Etat juif a

vu le jour. Or, cette situation n'ôte rien à la validité de la résolution 181 (II) ni à la validité égale de la résolution 194 (III) adoptée en 1948, dans laquelle l'Assemblée a décidé que les Palestiniens qui souhaiteraient retourner dans leurs foyers dès que possible et vivre en paix avec leurs voisins devraient être autorisés à le faire. L'esprit et la teneur de ces deux résolutions, qui contiennent le germe d'une solution, demeurent incontestables.

61. Néanmoins, différents obstacles ont empêché l'application intégrale de l'une ou l'autre résolution lors de leur adoption. Depuis lors, il a surgi d'autres obstacles encore qui n'ont fait que compliquer les graves difficultés dans lesquelles les Palestiniens se trouvent aujourd'hui. Entre autres exemples, je pourrais citer les suivants: la dispersion forcée des Palestiniens vers les Etats voisins; l'occupation par Israël, depuis 1967, de toute une région qui, selon les dispositions de la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale, constitue la patrie légitime des Palestiniens; qui plus est, les tensions continues, sinon un état de guerre réel, entre l'Etat d'Israël et les pays arabes voisins.

62. Il va sans dire qu'aucune de ces conditions n'augurait bien d'une expression légitime du droit des Palestiniens à l'autodétermination. En outre, pendant de nombreuses années, la communauté internationale a eu tendance à limiter l'examen de toute la question palestinienne aux aspects humanitaires plutôt que politiques du problème. Pour bien intentionnée et essentielle que cette attitude ait été vu la situation des réfugiées, elle était manifestement insuffisante si l'on voulait que les Palestiniens puissent un jour faire valoir leurs droits légitimes en tant que peuple, comme tant d'autres ont fait valoir leurs droits nationaux pendant l'ère de la colonisation qui a abouti à l'admission de tant de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies.

63. Le tournant est venu pendant les années 1970. Après 27 années, l'Organisation a repris l'examen politique de la question palestinienne. En 1971-1974, l'Assemblée générale, dans sa résolution 3236 (XXIX), a rappelé au monde la nécessité d'appliquer les résolutions précédentes, à savoir les résolutions 180 (II) et 194 (III). Les droits nationaux et les droits de retour ont ainsi été réaffirmés par la communauté internationale. Cependant, comme l'on craignait que ces recommandations puissent ne pas être appliquées, l'Assemblée générale a pris d'autres mesures. En 1975, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a été créé. Conformément à son mandat, le Comité a adopté des recommandations visant à faciliter l'exercice des droits consacrés dans la résolution 3236 (XXIX). Ces recommandations visent:

- i) A faciliter, d'une façon progressive, l'exercice des droits reconnus du peuple palestinien et à faire reconnaître le rôle de l'Organisation de libération de la Palestine en tant que représentant exclusif de ce peuple;
- ii) A trouver une solution pacifique satisfaisante pour tous les Etats et tous les peuples du Moyen-Orient;
- iii) A utiliser toutes les possibilités latentes de l'Organisation des Nations Unies afin de promouvoir la paix et de garantir la sécurité en supervisant le processus de changement recommandé;

- iv) A observer strictement le droit international et les dispositions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies.

64. Ces recommandations du Comité ont été approuvées par l'Assemblée générale à chacune de ses sessions depuis qu'elles ont été présentées en 1976. En dépit de leur autorité morale et juridique fondamentale, toutefois, leur application a constamment été bloquée du fait que le Conseil de sécurité a été empêché de prendre une décision quelconque sur la question par suite de l'exercice d'un veto de la part de l'un de ses membres permanents.

65. Pour décourageant que puisse être l'obstacle formidable qu'est un veto au Conseil de sécurité, le Comité est resté fermement convaincu que ces recommandations continuent d'offrir une base valable à une solution juste et durable du problème du Moyen-Orient. Par voie de conséquence, sur la demande du Comité, une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale a été convoquée en janvier 1980. A une majorité écrasante l'Assemblée a confirmé le droit du peuple palestinien d'établir son propre Etat indépendant et d'exercer ses droits inaliénables.

66. La façon dont les voix se sont réparties sur cette question a été particulièrement intéressante car elle a fait apparaître un changement important d'attitude de la part de plusieurs pays d'Europe occidentale. L'on peut à juste titre dire que cette réévaluation de leur position est due, dans une mesure non négligeable, à la diffusion de rapports et d'informations plus équilibrée sur les circonstances entourant la question de Palestine.

67. C'est le souci de contrebalancer le manque d'objectivité des rapports de presse qui, en 1978, a conduit à la création au sein du Secrétariat d'un Groupe spécial des droits des Palestiniens. Sous la direction du Comité, et en consultation avec lui, le Groupe a depuis lors établi et diffusé des études sur la question de la Palestine afin de faire mieux comprendre le problème. Les séminaires organisés par le Groupe ont également été efficaces et ont contribué à mieux faire connaître le sujet parmi le public. L'importance que le Comité attache à toute la question de l'information est continuellement mise en relief par l'inclusion d'un groupe sur l'information dans chacun de nos séminaires régionaux.

68. Notre actuel séminaire, comme vous le savez, a été précédé par des événements récents survenus en territoire syrien occupé des Hauteurs du Golan qui ont des répercussions directes sur la question de la Palestine. Ces événements n'ont fait qu'exacerber les tensions dans toute la région. La décision d'Israël d'étendre sa législation, sa juridiction et son administration à ce territoire occupé a été considérée comme équivalant à une annexion et a unanimement été déclarée "nulle et dénuée de tout effet juridique sur le plan international" par le Conseil de sécurité dans sa résolution 497 du 17 décembre 1981. Dans cette résolution, par conséquent, le Conseil a exigé qu'Israël rapporte sa décision.

69. Il convient de rappeler que cette mesure d'Israël n'est pas sans précédent. Israël a violé de façon persistante la Quatrième Convention de Genève du 12 août 1949 en établissant de nouvelles colonies dans des territoires illégalement occupés et en expulsant les maires d'Hébron et de Halhoul ainsi que

le juge d'Hébron. D'autres événements encore sont survenus comme l'annexion de Jérusalem par Israël, la décision d'implanter sa capitale dans cette ville et son attaque contre l'Iraq. Vu l'enchaînement des événements et du fait de la non-observation par Israël de la résolution 497 (1981), le conseil de sécurité a cherché à prendre d'autres mesures le 20 janvier de l'année en cours. A cette époque, en raison du vote négatif d'un membre permanent, le conseil n'a pu adopter un projet de résolution aux termes duquel - et en vertu des dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies - il aurait décidé que "tous les Etats membres doivent envisager d'appliquer des mesures concrètes et efficaces contre Israël pour annuler l'annexion par Israël des Hauteurs syriennes du Golan".

70. Par la suite, cependant, le 20 janvier 1982, le Conseil a adopté sa résolution 500 (1982), dans laquelle il a décidé qu'une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale devrait se tenir à propos de la décision israélienne et du refus d'Israël de la rapporter. C'est ainsi que le 5 février, par 86 voix contre 21, l'Assemblée générale a adopté une vaste résolution contenant l'annexion des Hauteurs du Golan, recommandant des sanctions et invitant instamment les Etats Membres à isoler Israël en raison de son acte d'agression.

71. Quelle que soit la solution qui sera trouvée au problème spécifique de l'annexion par Israël des Hauteurs syriennes du Golan, l'essence du problème - la question de la Palestine - subsistera. La tâche du Comité, et partant celle du présent Séminaire, est en vérité formidable dans la mesure où l'Assemblée générale nous a confié le soin de veiller à assurer à ce que les droits des Palestiniens soient réalisés. Cette tâche nous incombe également en vertu des dispositions de la Charte des Nations Unies.

72. Le Comité compte que le présent Séminaire contribuera à mieux faire comprendre les événements qui entourent la question palestinienne. Pour notre part, nous comptons que nos délibérations permettront de faire comprendre les faits et ainsi d'assurer que les Palestiniens puissent jouir des droits civils et politiques sur leur propre sol.

73. Au nom du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, je tiens à remercier tous ceux qui ont consacré tant de temps et tant d'efforts à la préparation des études qui ont été soumises et qui contribueront sans aucun doute au succès de ce Séminaire.

4. DECLARATION DE S. EXC. M. N. KRISHNAN, PRESIDENT PAR INTERIM
DU CONSEIL DES NATIONS UNIES POUR LA NAMIBIE

74. Je tiens à commencer en exprimant les remerciements du Conseil des Nations Unies pour la Namibie pour avoir été invité par le Comité à exprimer sa solidarité avec le peuple palestinien en lutte.

75. Le Conseil pour la Namibie a toujours admiré l'attitude constructive que le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, sous l'éminente présidence de l'Ambassadeur Sarré, a toujours adoptée dans l'accomplissement de son mandat en ce qui concerne la solution de la question de Palestine. Le Conseil pour la Namibie est convaincu que les problèmes du Moyen-Orient sont indissociablement liés à une juste solution de la question de Palestine; l'absence de solution de cette question continuera d'aggraver les tensions et les conflits au Moyen-Orient et de mettre en danger la paix et la sécurité internationales. Il ne pourra y avoir de paix durable au Moyen-Orient tant que le peuple de Palestine continuera de se voir refuser ses droits fondamentaux inaliénables à vivre en liberté, dans la paix et la dignité dans son propre pays. Le Conseil pour la Namibie est convaincu qu'une solution juste de la question de Palestine, qui est une condition sine qua non d'une paix durable au Moyen-Orient, ne pourra être trouvée sans la participation du peuple palestinien et de son représentant exclusif et authentique, l'Organisation de libération de la Palestine.

76. Le Conseil pour la Namibie a toujours souscrit aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies concernant le droit du peuple palestinien de retourner dans ses foyers et dans ses biens en Palestine, dont il a été expulsé et dépossédé par Israël. Le droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure pour le peuple palestinien ne doit pas et ne peut plus être remis en question. Le Conseil est convaincu que le refus d'Israël de faire droit à la cause juste et équitable du peuple palestinien à avoir sa propre patrie et son propre foyer prive l'Organisation des Nations Unies de la possibilité d'atteindre son objectif principal, qui est l'accession à la qualité de nation de la part de tous les peuples sous la domination étrangère et coloniale. L'Organisation des Nations Unies doit continuer d'insister auprès d'Israël, avec toute son autorité, pour que ce pays applique les dispositions de toutes les résolutions adoptées par l'Organisation sur la question de Palestine et sur celles qu'ont adoptées l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité depuis l'adoption par l'Assemblée générale, en 1947, de sa résolution 181 (II). L'Organisation doit également obtenir d'Israël qu'il observe les résolutions pertinentes qui ont confirmé le caractère historique de la Ville Sainte de Jérusalem, comme cela a été indiqué dans les résolutions 476 (1980) du 30 juin 1980 et 478 (1980) du 20 août 1980 du Conseil de sécurité, dans lesquelles le Conseil a rejeté la décision d'Israël de faire de Jérusalem sa capitale. Le Conseil pour la Namibie, solidaire avec le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, condamne les politiques et les plans d'Israël visant à réinstaller le peuple palestinien hors de sa patrie. Nous sommes fermement convaincus que toutes les manœuvres et initiatives politiques entreprises pour parvenir à un règlement de la question du Moyen-Orient au mépris des résolutions des Nations Unies ne peuvent qu'échouer.

77. La question de Palestine, comme la question de Namibie, continuent de tourmenter la conscience de la communauté internationale. Le Conseil pour la Namibie est convaincu que le moment est depuis longtemps venu d'entreprendre des programmes vigoureux et novateurs visant à résoudre ces problèmes sans retard. Comme la question de Namibie, la question de Palestine est à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations Unies depuis la fondation de l'Organisation, mais la solution continue de nous échapper. Entre-temps, les souffrances des peuples et les troubles dans ces régions, hélas, ne font que s'aggraver.

78. En Namibie, le régime raciste sud-africain continue de perpétrer ses brutalités contre la population dans le désir de la subjuguier et de la soumettre pour lui faire accepter son occupation coloniale illégale du territoire et pour pouvoir imposer ses politiques haïssables d'apartheid. Les efforts déployés par la communauté internationale pour renverser cette tendance continuent de se heurter à l'intransigeance arrogante du régime fasciste sud-africain.

79. En ce qui concerne l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, la responsabilité de l'impasse actuelle réside clairement auprès de l'Afrique du Sud, qui a toujours bloqué tous les efforts faits pour trouver une solution permettant d'appliquer cette résolution, qui constitue la seule base acceptable pour une transition pacifique vers l'indépendance de la Namibie.

80. Le Conseil pour la Namibie est fermement convaincu que les cinq puissances occidentales ont un rôle important à jouer en vertu des rapports particuliers qu'ils ont avec l'Afrique du Sud pour exercer des pressions sur ce pays.

81. A cet égard, nous souhaiterions mettre en garde les cinq puissances occidentales pour qu'elles ne donnent pas à l'Afrique du Sud l'occasion de rouvrir les négociations sur les questions à propos desquelles un plein accord est déjà intervenu et pour qu'elles ne fassent rien qui puisse être interprété par l'Afrique du Sud comme appuyant sa position intransigeante dans le processus des négociations.

82. L'Afrique du Sud, comme Israël, doivent commencer à comprendre que la voie qu'ils ont décidé de suivre dans leurs relations internationales compromet le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous exigeons que l'Afrique du Sud et Israël se conforment, dans leur comportement, aux normes universellement acceptées par la communauté internationale. Ces pays sont isolés et condamnés pour le défi qu'ils lancent continuellement à l'opinion mondiale. S'ils ne reconnaissent pas leurs propres intérêts supérieurs et demeurent intransigeants en continuant de refuser d'entendre l'appel de l'Organisation des Nations Unies, il faudra trouver des moyens efficaces de les forcer à le faire.

83. L'avenir est clair. Ni Israël, ni l'Afrique du Sud, ne peuvent l'ignorer plus longtemps.

5. MESSAGE DE L'AMBASSADEUR MAITAMA-SULE, PRESIDENT
DU COMITE SPECIAL CONTRE L'APARTHEID

Je désire toute d'abord vous adresser, Monsieur le Président, les sincères remerciements du Comité spécial contre l'apartheid pour l'invitation à participer à cet important Séminaire sur les droits inaliénables du peuple palestinien. Au nom de l'Ambassadeur Maitama-Sule, Président du Comité spécial, qui malheureusement est retenu par des engagements antérieurs, j'ai le plaisir de transmettre par votre intermédiaire notre profonde appréciation et nos plus vives félicitations au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. L'excellent travail de préparation qu'il a accompli assure d'ores et déjà le plein succès de ce Séminaire.

Au Comité spécial contre l'apartheid, nous nous identifions facilement au combat que mène le peuple palestinien. Nos expériences de lutte contre la politique et les pratiques impitoyables de répression et d'agression d'un régime inhumain nous y prédisposent grandement. C'est pourquoi nous tenons à réaffirmer une fois de plus notre ferme engagement à la défense du droit de tous les peuples à l'autodétermination et à l'indépendance, quelle que soit leur race ou leur religion.

Actuellement, la politique honnie d'apartheid pratiquée par le régime raciste à l'encontre de la majorité noire de l'Afrique du Sud constitue le problème principal en Afrique australe. De même, le noeud du conflit au Moyen-Orient demeure encore, après plus de trois décennies, le refus persistant par Israël au peuple arabe palestinien de son droit légitime à l'autodétermination et à l'indépendance.

Ces deux problèmes ne sont pas aussi distincts qu'ils le semblent de prime abord. Leurs causes profondes résident dans la violation flagrante et persistante des principes et normes du droit international et de la Charte des Nations Unies, ce qui se concrétise par le dépouillement des peuples opprimés de leurs droits inaliénables. Ces situations anormales posent de graves menaces à la paix et à la sécurité non seulement des régions directement concernées mais aussi du monde entier.

Notre organisation a maintes fois affirmé qu'une solution juste et durable au conflit du Moyen-Orient passe nécessairement par le retrait d'Israël des territoires occupés, y compris Jérusalem, et le respect des droits inaliénables du peuple palestinien. Ceci inclut le droit à l'autodétermination et à l'établissement d'un Etat sous la conduite de l'Organisation de libération de la Palestine.

Il est donc regrettable de constater que les efforts continus entrepris par la communauté internationale en vue d'amener une solution pacifique à la question palestinienne n'ont pu jusqu'à cette date aboutir à des résultats positifs à cause de l'attitude de défi adoptée par Israël.

La politique annexionniste de ce pays se passe de longs commentaires. Ainsi, en 1967, il acheva de conquérir ce qui restait de la Palestine, plaçant un million et demi de Palestiniens sous une occupation et une administration

militaires oppressives. Plus récemment, sans compter l'annexion de la partie est de Jérusalem en juillet 1980, Israël promulgua en décembre dernier la loi étendant sa juridiction sur les Hauteurs syriennes du Golan, ce qui constitue un acte flagrant d'agression selon les dispositions de l'article 39 de la Charte de notre Organisation et de la résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale. De plus, Israël continue à prendre des mesures dans les territoires occupés en violation de la 4ème Convention de Genève de 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et ce, dans un esprit de défi à l'encontre des résolutions et des décisions de l'Organisation des Nations Unies.

Il y a donc peu de doutes que ces actions audacieuses ne font qu'aggraver une situation déjà difficile, reculant ainsi les chances d'une solution pacifique et négociée à la tourmente du Moyen-Orient.

Un point important qu'on ne peut quand même passer sous silence est la lenteur de notre Organisation à trouver la solution qui s'impose au problème palestinien. Ceci constitue un défi important à la crédibilité et à la capacité des Nations Unies de s'acquitter de ses responsabilités fondamentales, c'est-à-dire la préservation de la paix et de la sécurité internationales. Je me permets d'avancer que cette situation est due à la fuite devant leurs responsabilités de la part des grandes puissances, Membres de notre Organisation. Le dernier exemple en date a été la non-adoption par le Conseil de Sécurité, le 20 janvier dernier, à cause de l'exercice d'un droit de veto, du projet de résolution jordanien. Ce projet prévoyait l'application par tous les Etats Membres de mesures concrètes et efficaces à l'encontre d'Israël en vue de provoquer le retrait de la législation d'ailleurs nulle sur l'annexion des Hauteurs syriennes du Golan.

Dans le même ordre d'idées, le Conseil de sécurité s'est trouvé l'an dernier dans l'impossibilité de condamner l'agression massive des forces militaires de l'Afrique du Sud contre l'Angola et engager en cette circonstance une action symbolique, comme proposé le 31 août dernier par les pays non-alignés, à cause du veto exercé par le même membre permanent.

Cette tendance à l'impotence de l'Organisation face à nos problèmes ne peut qu'encourager l'appétit de ces deux pays et les confirmer dans l'attitude de défi qu'ils ont adoptée.

Dans cette optique, il importe avant tout de suivre avec la plus grande vigilance la collaboration étroite d'Israël avec l'Afrique du Sud. Le Comité spécial contre l'apartheid condamne avec force et de façon continue la collaboration qu'Israël maintient avec le régime raciste d'Afrique du Sud en violation flagrante des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. Cette collaboration, qui s'étend aux domaines économique, financier, commercial, culturel, sportif, militaire et nucléaire, encourage le régime sud-africain dans sa politique criminelle d'apartheid et constitue un obstacle aux efforts de la communauté internationale tendant à l'élimination de cette pratique honnie.

La capacité nucléaire atteinte par ces deux pays et le renforcement croissant de leur alliance exposent la communauté internationale aux plus

graves dangers et les risques d'une conflagration généralisée se précisent de plus en plus.

Le Comité spécial contre l'apartheid et le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien ont des objectifs similaires, c'est-à-dire promouvoir l'exercice par les peuples concernés de leur droit à l'autodétermination. En conséquence, le Comité spécial contre l'apartheid souhaite une fois de plus assurer le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien de son support inconditionnel dans l'accomplissement de son mandat.

Nous devons sans délai prendre les initiatives qui s'imposent pour rassembler la crédibilité et l'efficacité de notre Organisation. Il importe donc de corriger sans plus tarder l'orientation actuelle de façon à permettre à notre Organisation de répondre aux aspirations placées en elle dès sa fondation par la communauté internationale.

En concluant, je voudrais souhaiter le plus grand succès à tous les participants à ce Séminaire, étant persuadé qu'il apportera les résultats escomptés. Il contribuera surtout à donner un nouvel élan à la campagne mondiale pour l'appui à la juste lutte en faveur des droits inaliénables du peuple palestinien.

6. DECLARATION DE S. EXC. M. FRANK OWEN ABDULLAH, PRESIDENT
DU COMITE SPECIAL DES VINGT-QUATRE

Au nom du Comité spécial des 24 sur la Décolonisation, je tiens à remercier le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien d'avoir organisé cet important Séminaire consacré aux droits inaliénables du peuple palestinien. Au Comité spécial, nous attachons une grande importance à la mobilisation de l'opinion internationale en vue de la réalisation des objectifs des Nations Unies en ce qui concerne la question de l'autodétermination de tous les peuples sous domination étrangère et coloniale. Nous sommes vivement conscients du fait que l'opinion publique mondiale est un moyen puissant dans la lutte contre l'injustice, l'oppression et la domination étrangère et coloniale. C'est donc pour moi une grande satisfaction que de me joindre à l'effort qui est ainsi fait pour éclairer et mobiliser l'opinion internationale en ce qui concerne la question de Palestine, devant une assemblée aussi influente et aussi représentative que celle qui est réunie ici aujourd'hui.

La décision de l'Assemblée générale en vertu de laquelle le présent Séminaire se tient confirme clairement le souci de plus en plus vif de la communauté internationale de faire avancer la juste cause du peuple palestinien et d'obtenir la réalisation de ses droits inaliénables. En dépit des efforts incessants déployés par notre Organisation depuis trente ans à la recherche d'une situation pacifique et juste pour toutes les nations et pour tous les peuples de la région, les progrès réalisés jusqu'à présent restent très en-deça de nos objectifs.

Comme nous le savons tous, la situation dans la région continue de constituer une crise qui porte en elle les germes explosifs d'un conflit qui met très sérieusement en jeu la paix et la sécurité internationales. Il est particulièrement important dans ce contexte, que l'Assemblée générale ait, à de nombreuses reprises, demandé que le peuple palestinien soit mis en mesure d'exercer pleinement, sans ingérence extérieure, son droit à l'autodétermination et à l'indépendance et à la souveraineté nationales, ainsi que son droit de retourner dans ses foyers et dans ses biens dont il a été expulsé et dépossédé.

Bien que la question palestinienne continue d'être l'un des problèmes les plus complexes, les plus difficiles et les plus dangereux auxquels cette Organisation se trouve confrontée, cela ne doit pas décourager la communauté internationale de rechercher une juste solution du problème. Au contraire, notre souci d'atteindre l'objectif énoncé dans un certain nombre de résolutions connexes des Nations Unies doit être renforcé par le sentiment de l'urgence de la situation.

C'est dans ce sens que la communauté internationale est aujourd'hui invitée à apporter une contribution positive et significative à cette tâche et, ce faisant, à veiller à ce qu'aucune mesure ne soit prise qui puisse exacerber la situation, ce qui rendrait un juste règlement plus difficile à obtenir.

Avant de conclure, je voudrais rendre hommage à l'oeuvre très importante réalisée par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien sous l'éminente direction de l'Ambassadeur Sarré du Sénégal.

Je tiens également à vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que tous les membres du Comité, pour l'aimable invitation qui m'a été faite de participer à ce Séminaire.

Je suis certain que la tenue de ce Séminaire nous rapprochera de l'accomplissement par l'Organisation de ses obligations à l'égard du peuple palestinien. Je vous souhaite par conséquent, Monsieur le Président et membres du Comité d'organisation, les meilleurs voeux de succès dans vos délibérations.

7. MESSAGE DE M. YASSER ARAFAT, PRESIDENT DU COMITE EXECUTIF DE
L'ORGANISATION DE LIBERATION DE LA PALESTINE

Au nom du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine et au nom de notre peuple palestinien, je tiens à vous adresser nos meilleurs voeux ainsi qu'un message de bonne volonté.

C'est pour moi un grand plaisir que de pouvoir m'adresser à ce Cinquième Séminaire sur les droits inaliénables du peuple palestinien, convoqué cette semaine conformément à une décision prise par l'Assemblée générale des Nations Unies avec seulement trois voix contre. L'Assemblée générale a demandé l'organisation d'un séminaire en Amérique du Nord, et votre Comité a envisagé de l'organiser à Chicago. Il est lamentable que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ait décidé de ne pas accepter la décision de l'Assemblée générale et ait refusé d'accorder au Comité spécial des Nations Unies l'autorisation de convoquer le Séminaire hors du district du Siège de l'ONU, faisant valoir que ceci "serait contraire à la politique des Etats-Unis concernant le Comité lui-même, dont le mandat, selon les Etats-Unis, devrait être abrogé".

La réponse positive qu'ont faite un si grand nombre d'éminentes personnalités d'Amérique du Nord - tant au Canada qu'aux Etats-Unis - est très significative et rassurante et nous confirme dans nos convictions que les peuples des Etats-Unis et du Canada veulent mieux comprendre la juste cause du peuple palestinien. Je suis certain que les délibérations de ce Séminaire auront des répercussions positives et contribueront à faire bien comprendre la question de Palestine, le sort du peuple palestinien et la lutte que mène celui-ci pour obtenir et exercer librement ses droits inaliénables. Simultanément, le Séminaire permettra de faire la lumière sur les politiques et les pratiques racistes des forces israéliennes qui occupent notre patrie palestinienne.

En fait, l'histoire des Nations Unies montre qu'Israël ne respecte aucunement les résolutions, les décisions et les recommandations du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale et encore moins les principes de la Charte, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des conventions internationales et du droit international.

Israël persiste dans ses politiques et pratiques d'oppression et dans ses violations des droits de l'homme, qu'il s'agisse des enseignants et des étudiants des établissements d'enseignement, de Bir Zeit, de Bethléem, des Fellâhins ou des paysans et des fermiers palestiniens qui sont de plus en plus assoiffés à mesure qu'Israël "vole" leur eau non seulement pour l'irrigation mais aussi pour s'approvisionner en eau potable. Ce ne sont là que quelques-unes des manifestations d'actes de terrorisme d'Etat dirigés contre notre peuple occupé. Le seul délit commis par notre peuple est de faire valoir ses droits, des droits reconnus par la majorité écrasante des gouvernements, des groupes politiques, des partis, des organisations professionnelles et populaires du monde entier.

Il est évident que des conférences, des résolutions et des séminaires n'ont guère permis à notre peuple d'exercer ses droits inaliénables, y compris son

droit de retourner dans ses foyers et vers les biens dont il a été dépossédé, son droit à l'autodétermination et son droit à établir son propre Etat indépendant sur son sol historique. Néanmoins, le peuple palestinien apprécie à sa juste valeur les résolutions et recommandations par lesquelles la communauté internationale a appuyé sa juste cause et a condamné l'occupation, l'agression et l'oppression raciale d'Israël, c'est-à-dire des résolutions dans lesquelles la communauté internationale a demandé - ou plutôt exigé - qu'il soit mis fin à cette occupation, à cette agression et à cette oppression raciale. Ces résolutions constituent un progrès important sur la voie de la réalisation des droits des Palestiniens et de leurs aspirations.

Les résultats obtenus par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien sous votre éminente direction, vous qui êtes fils de l'Afrique libérée et représentant du Sénégal, pays et peuple amis, ainsi que les efforts déployés conjointement par les membres du Comité, sont une autre raison qui renforce notre confiance dans l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies. Le programme d'application recommandé par le Comité et approuvé par la majorité écrasante des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies est en mesure positive et constructive sur la voie de la paix, qui passe par la reconnaissance et le respect des droits inaliénables de notre peuple. Cependant, le peuple palestinien lutte contre l'occupation et les politiques sionnistes par tous les moyens, des moyens légitimes sanctionnés par la communauté internationale.

Si la position du Gouvernement des Etats-Unis demeure inchangée dans son hostilité à l'égard des droits inaliénables du peuple palestinien, y compris son droit de choisir et de désigner son représentant - l'Organisation de libération de la Palestine - qui est internationalement reconnue et qui a reçu un statut au sein de cette Organisation, si le Gouvernement des Etats-Unis poursuit sa politique de soutien illimité et inconditionnel à Israël pour lui permettre de poursuivre et d'intensifier son agression contre notre peuple en Palestine occupée et contre les camps de réfugiés, particulièrement au sud du Liban, si l'administration de Washington demeure constante, nous notons avec satisfaction et estime la compréhension et le soutien accrus que notre cause reçoit de la part d'éminentes personnalités, comme en témoigne votre participation à ce Séminaire. Les observations faites par d'anciens présidents des Etats-Unis, les commentaires et les analyses d'anciens hauts fonctionnaires du gouvernement, les rapports de presse sont autant d'éléments qui permettent de penser que l'on comprend mieux, et de façon plus constructive, la nécessité d'instaurer la paix sur la base d'une solution juste et globale fondée sur une juste solution de la question palestinienne sous tous ses aspects, particulièrement l'aspect humain, sur le retour des Palestiniens dans leurs foyers pour qu'il soit mis fin à leur statut misérable de réfugiés apatrides, l'aspect des droits politiques, essentiellement le droit à l'autodétermination dans notre propre patrie, la Palestine, étant une autre des bases de la solution. Nous sommes également encouragés par le fait que des citoyens américains responsables considèrent que "toutes ces remarques et observations montrent qu'aux Etats-Unis l'avis selon lequel la paix ne pourra être instaurée sans les Palestiniens, c'est-à-dire sans l'Organisation de libération de la Palestine", gagne du terrain.

Le Gouvernement de Washington a eu recours à la méthode de négociations bilatérales entre l'Egypte et Israël, cherchant à laisser de côté le peuple

palestinien et la dimension palestinienne. La méthode de Camp David n'a pas permis d'instaurer la paix ni de trouver une solution. Cet échec était et demeure inévitable étant donné que le coeur du problème ou du conflit reste la question de Palestine et le sort et l'avenir du peuple palestinien et du territoire palestinien.

Nous sommes certains que les éminents participants à ce Séminaire des Nations Unies apporteront à notre cause une contribution utile et constructive.

Nous vous souhaitons à tous un plein succès dans vos travaux.

La révolution jusqu'à la victoire.

8. ETUDES PRESENTEES AU SEMINAIRE

LES INSTITUTIONS SOCIALES ET EDUCATIVES DE L'ORGANISATION DE LIBERATION DE LA PALESTINE (OLP)

Khaled Abu Hudayb

Depuis sa création, en 1964, et particulièrement depuis la fin des années 1960, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) assume des responsabilités de plus en plus grandes dans les domaines sociaux et autres de la révolution palestinienne. Le risque d'effacement de l'identité nationale palestinienne et les dures conditions de vie subies par les Palestiniens à la suite de l'établissement d'Israël en 1948 et de la dispersion qui en a résulté du peuple palestinien, ont, parmi d'autres facteurs, fait de la création de syndicats une tâche encore plus urgente. D'un autre côté, les attaques militaires massives menées contre les forces et populations civiles palestiniennes, ainsi que les arrestations en masse de militants et de citoyens palestiniens 1/, ont exigé la création et/ou le développement de certaines institutions chargées de s'occuper des familles des martyrs et des prisonniers. La création d'emplois pour les travailleurs palestiniens, auxquels sont généralement imposées des restrictions en matière de déplacement et de travail, est une autre considération, bien que peut-être moins importante, qui a motivé la fondation de certaines entreprises industrielles et entreprises d'artisanat. Par ailleurs, la nécessité de dispenser un enseignement au peuple palestinien, dont l'OLP avait vivement conscience, a conduit à la création d'un certain nombre d'établissements d'enseignement.

D'une façon ou d'une autre, l'OLP a beaucoup contribué à ces trois types d'institutions sociales (syndicats, établissements de protection sociale et industries et artisanat). En outre, les diverses organisations de résistance de l'OLP ont participé à des degrés divers à cette importante activité sociale. On trouvera ci-après un bref exposé des principales institutions sociales de l'OLP.

Organisation populaire (syndicats)

Ces syndicats comprennent l'Union générale des étudiants palestiniens (constituée en 1959), l'Union générale des enseignants palestiniens (1969), l'Union générale des artistes palestiniens (1969), l'Union générale des médecins et pharmaciens palestiniens (1974), l'Union générale des avocats palestiniens (1971), l'Union générale des ingénieurs palestiniens (1973), l'Union générale des travailleurs palestiniens et l'Union générale des femmes palestiniennes (1965). 2/

Ces organisations jouent, sous l'égide de l'OLP, un rôle important dans la mobilisation des différents secteurs du peuple palestinien et dans la préservation de son identité nationale. Elles sont représentées au sein du Conseil national palestinien et bénéficient du soutien de l'OLP de différentes façons.

En outre, certains de ces syndicats accomplissent des fonctions strictement sociales. L'Union générale des femmes palestiniennes, par exemple, est responsable du Foyer des enfants martyrs et du Foyer du refus pour enfants.

L'Union a également douze centres de formation professionnelle pour femmes, six au Liban, trois en Syrie, deux en Jordanie et un au Koweït.

Le Foyer du refus pour enfants (Beit al-Sumüd)

Ce foyer a été fondé en 1976 à Beyrouth. A ce moment-là, l'Union générale des femmes palestiniennes a ressenti la nécessité de satisfaire les besoins urgents de centaines d'enfants palestiniens et libanais et d'autres enfants arabes rendus orphelins par suite de la chute du camp de réfugiés de Tal al-Za'tar, saisi par le Parti phalangiste et ses alliés. Ces enfants sont devenus la responsabilité de l'Union, et des spécialistes en matière de protection de l'enfance ont été chargés de fournir à ces jeunes victimes un environnement familial, pour remplacer celui qu'ils avaient perdu.

Lorsque le foyer a été officiellement créé en 1977, il abritait 80 enfants, mais leur nombre est aujourd'hui de 216. Ces enfants vivent en familles de sept ou huit, choisis parmi des groupes d'âge différents, et sont éduqués et orientés par une tutrice qui vit avec eux et partage toutes leurs activités. Après une première étape de traitement psychologique visant à permettre aux enfants de s'adapter au programme, le Foyer réalise maintenant un programme d'éducation et d'activités, l'accent étant mis sur la formation professionnelle.

3/

L'Association d'ateliers pour les enfants des martyrs palestiniens (Sâméd)

L'idée du Sâméd a vu le jour en 1970 en Jordanie, lorsque la section féminine du Mouvement de libération nationale de libération de la Palestine (Fateh) a commencé, avec l'institution des affaires sociales du Mouvement, à superviser et à développer les centres existants de formation à la couture et à la broderie. Après s'être installé au Liban au début des années 1970 et avoir reçu l'agrément du Ministère de l'intérieur du Liban le 15 novembre 1973, le Sâméd représente actuellement l'organe social et économique reconnu et indépendant de la Révolution.

Le Sâméd a les objectifs suivants: 4/

1. Réadaptation des fils des martyrs de la Révolution, et une création de possibilités d'emplois pour eux.
2. Création de possibilités d'emplois pour les Palestiniens en général.
3. Création d'installations matérielles visant à assurer la survie du groupement palestinien, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de sa patrie.
4. Fourniture aux groupements palestiniens de différents produits à des prix raisonnables.
5. Préservation et diffusion aussi large que possible du folklore palestinien
6. Etablissement du noyau d'une économie palestinienne devant assurer l'autosuffisance de la Révolution et pouvant servir de modèles pour l'économie future d'une Palestine indépendante.

7. Maintien de relations économiques avec les pays arabes frères et les pays amis ainsi qu'avec les partis politiques démocratiques du monde entier.

Les activités du Sàmed recouvrent actuellement trois principaux secteurs: l'industrie, le cinéma et la production agricole, indépendamment du secteur commercial. Le secteur industriel comprend 35 unités de production réparties en douze catégories allant de l'artisanat manuel aux industries pleinement mécanisées. Le secteur cinématographique, jusqu'à présent, a produit les documentaires ci-après: "La clef", "L'aube de la terre" et un film éducatif sur la médecine préventive. Le secteur agricole parraine des entreprises agricoles en Guinée, en Guinée-Bissau, en Somalie, au Soudan et en Syrie. La section commerciale s'occupe de l'importation et de la commercialisation de tous les produits des différents secteurs de production ainsi que du renforcement des liens de coopération avec les pays intéressés. 5/

Le Sàmed emploie 4 500 travailleurs, dont 69 p. 100 sont des femmes, et a jusqu'à présent formé environ 20 000 personnes des deux sexes. 6/ Se fondant sur le principe selon lequel les ouvriers sont des associés dans le travail comme dans l'exercice des responsabilités, le Sàmed a obtenu progressivement différentes prestations pour ces travailleurs. Les travailleurs sont représentés aux comités syndicaux révolutionnaires élus par les travailleurs eux-mêmes ainsi qu'au Conseil d'administration du Sàmed, aux conseils exécutifs et aux conseils de la production industrielle. Le Sàmed offre des prestations sociales et des services sanitaires à ces travailleurs.

Institution des affaires sociales et protection des familles de martyrs

L'Institution a été fondée en 1965 par Fateh pour fournir des services de protection sociale aux familles des militants du Mouvement. Avec le temps, cependant, cette protection a été étendue aux familles des combattants de la liberté de tous les groupes de la résistance, et même des civils tués lors des attaques lancées par Israël contre les populations palestiniennes et arabes.

Les activités de l'Institution sont les suivantes: 7/

1. Fourniture d'une assistance régulière ou occasionnelle en espèces ou en nature.
2. Fourniture de services médicaux;
3. Fourniture d'une éducation pour les enfants;
4. Fourniture d'une formation professionnelle'
5. Soins aux blessés et aux invalides;
6. Lutte contre l'analphabétisme.

L'Institution a ouvert un certain nombre de centres de réadaptation professionnelle au Liban, en Syrie, en Iraq et au Koweït. Elle a également organisé des cours de formation et de recyclage à la couture, au tricotage, à la broderie et à la dactylographie, et les diplômées ont soit reçu un emploi au Sâmed, ou soit reçu les machines nécessaires pour un travail à domicile. L'Institution a également fondé des centres d'élimination de l'analphabétisme.

8/

La Société palestinienne du Croissant rouge 9/

La Société palestinienne du Croissant rouge a été créée au débbut de 1969.

Au Liban, la Société palestinienne du Croissant rouge a neuf hôpitaux, d'une capacité de six cents lits.

Elle gère également une clinique dans tous les camps de réfugiés palestiniens, et un certain nombre d'autres cliniques et laboratoires spécialisés qui fabriquent des prothèses.

Pour lutter contre la pénurie de personnel qualifié dans ces domaines, la société a créé une école qui forme les infirmiers et des infirmières ainsi que des assistants pharmaciens et des techniciens de laboratoire et des spécialistes de la radiographie.

La Société a également créé trois écoles de formation de jeunes gens et jeunes filles, qui apprennent le secrétariat et la couture. Elle a organisé des programmes d'emplois à domicile pour jeunes filles en leur fournissant un petit capital sous forme de tissus et de fil pour monter des robes folkloriques qui, une fois terminées, sont achetées et revendues dans le cadre d'expositions sociales organisées à cette fin.

L'Université ouverte

Les jeunes palestiniens se heurtent à un certain nombre de problèmes dans le domaine de l'enseignement universitaire.

- Toutes les universités palestiniennes se trouvent en territoires occupés par Israël. Par conséquent, elles peuvent être fermées ou harcelées par la puissance occupante sous un prétexte ou sous un autre.
- Environ 69 p. 100 des 42 000 élèves palestiniens de l'enseignement secondaire n'ont pas les moyens d'aller à l'Université.
- La qualité de l'éducation actuellement obtenue par les étudiants palestiniens ne tient pas compte de l'identité ou de la culture nationales ou des besoins du peuple palestinien.

Consciente de ces problèmes, l'OLP a adopté un plan de création d'une université ouverte palestinienne qui doit commencer à être exécuté en avril prochain. On estime que la première année universitaire commencera au printemps 1984 et qu'en 4 ans, le nombre d'étudiants atteindra 45 000. 10/

Institution de jeunesse et de clubs de scoutisme

L'Institution a pour but "d'élever une nouvelle génération d'enfants palestiniens de 6 à 16 ans et de veiller à l'épanouissement psychologique et physique de l'enfant. L'un des buts les plus importants est de développer les talents des jeunes afin d'assurer la création d'un Etat démocratique et séculier en Palestine, de faire bien comprendre les droits de l'homme et d'instaurer une paix internationale fondée sur la justice et l'égalité". 11/

Le programme d'enseignement de cette Institution comprend une éducation civique nationale, une éducation sociale, une éducation physique, une formation en matière de défense civile et une éducation artistique, indépendamment des activités péri-scolaires.

Autres institutions

Il s'agit notamment d'institutions affiliées à différentes organisations de résistance, par exemple la fondation culturelle Ghassan Kanafani et l'Organisation palestinienne de jeunes du Front populaire pour la libération de la Palestine, l'Organisation démocratique de la jeunesse (Front démocratique pour la libération de la Palestine), et l'Association Najdeh.

Ces institutions soutiennent les efforts déployés par l'OLP dans le domaine social, et certaines d'entre elles (qui ont un caractère polyvalent) dirigent une partie de leurs activités vers le secteur social, tandis que d'autres (qui s'occupent exclusivement de la protection sociale), concentrent tous leurs efforts sur un groupe spécifique de la population palestinienne.

NOTES

1. Selon une estimation, environ 250 000 des Palestiniens habitant dans les territoires occupés en 1967 ont été emprisonnés pendant des durées diverses. A. Kapeliuk, Al-Hamishmar, 5 juin 1981.
2. Pour plus amples détails, voir Nabila Breir, "Note relative aux institutions socio-culturelles de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP)", (étude non publiée soumise à la Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO), 1977, p. 2-7.
3. Palestine (Bulletin d'information de l'OLP), Beyrouth, Vol. 8, No 1, janvier 1982, p. 86.
4. Nabil Badran, "Al-Mu'assasât Al-Intâjiyyah Fî Al-Thawrah Al-Filastiniyyah" (Les institutions de production de la révolution palestinienne), Sâmed Al-Iqtisâdî, Beyrouth, Vol. 2, No 12, janvier 1980, p. 34)
5. Pour plus amples détails, voir Mohammed Sharu, "Samed Al-Tajrubah wa al-Tumûh fi 'Amiha al-Thâni ' Ashar" (Le Sâmed douze ans après: expérience recueillie et les ambitions pour l'avenir), Samed al-Iqtisâdî, Beyrouth, vol. 5, No 36, janvier 1982, p. 98-232.
6. Abû al-'Alâ, Directeur général du Sâmed, dans une interview organisée par Samir Ayyubm Sâmed al-Iqtisadî, Beyrouth, Vol. 5, No 36, janvier 1982, p. 27 et 42.
7. Annuaire Fateh (1969), p. 59 (en arabe)
8. Pour plus amples détails voir Intisar al-Wazir, "Centres de réadaptation de l'Institution des affaires sociales", dans les actes du Séminaire sur l'élimination de l'analphabétisme et la formation professionnelle organisé par le Conseil supérieur pour l'élimination de l'analphabétisme et l'Union général des femmes palestiniennes, 21 décembre 1981, (en arabe).
9. Interview de S. Ayyub, Chef de la section de l'information de la Société, août 1978, N. Breir, op. cit., p. 10.
10. Depuis une dizaine d'années, l'OLP a une école secondaire au Koweït.
11. Article II des statuts de l'Institution.

R. T. Naylor

C'est maintenant un truisme que de dire qu'avec la relance de la guerre froide et l'escalade de la course aux armements nucléaires, les années 1980 seront la décennie la plus dangereuse de l'histoire humaine. Les foyers de crise politique abondent dans le monde contemporain, et leur nombre ne fera probablement que s'accroître. Cependant, parmi la multitude de foyers de crises, effectifs et potentiels, ce ne sera pas la Namibie ou El Salvador, ni même la Pologne, qui amènera les grandes puissances à appuyer sur la gachette nucléaire et à incinérer la race humaine. La région qui pose le plus grand danger au cours des dix prochaines années est précisément celle qui a été la plus dangereuse depuis 30 ans, à savoir le Moyen-Orient. Cependant, en dépit du danger évident qu'elle cause pour la survie de l'humanité et en dépit des torrents d'encre qu'a fait apparemment couler la situation au moyen-Orient dans tous les media, le niveau d'ignorance des véritables origines et des dimensions réelles du problème parmi le public d'Amérique du nord demeure consternant. La conscience du public est façonnée par une information reposant sur des mythes, ce qui empêche toute discussion rationnelle du problème et toute mobilisation politique, en Amérique du nord, à propos de la question de politique étrangère qui exige précisément le plus une discussion rationnelle et une mobilisation politique. La responsabilité de la perpétuation de ce dangereux état de choses incombe aux media d'Amérique du nord, qui dépeignent la situation dans la région et ses problèmes politiques d'une façon qui n'est rien moins que scandaleuse.

La racine du problème

La tâche consistant à limiter et, en définitive, à réparer les dommages qui ont été causés à l'intérêt public par les media d'Amérique du nord est énorme et urgente. Elle est d'autant plus difficile, mais non moins urgente, si l'on tient compte des facteurs sociaux et culturels plus vaste qui déterminent la compréhension, ou l'incompréhension des problèmes du Moyen-Orient parmi le public. Le problème central, dans les bouleversements politiques qui ont déchiré les sociétés du Moyen-Orient et qui ont tant de fois conduit le monde au bord d'un conflit entre superpuissances depuis la deuxième guerre mondiale, est la question de Palestine. Or, l'opinion publique d'Amérique du nord ne comprend que rarement la nécessité morale ou politique d'une solution à la question de Palestine. Il est encore plus rare qu'elle voie les abus commis quotidiennement contre le peuple palestinien ou le refus de ses droits de l'homme et de ses droits nationaux comme une question méritant de retenir l'attention. Il ne s'agit pas simplement d'une absence d'informations factuelles, pour grave que cela soit. Même si l'on pouvait améliorer considérablement la publication de données exactes dans les media, l'opinion publique en Amérique du Nord demeurerait, dans une large mesure, impassible. Les incidents et des événements qui susciteraient l'indignation générale s'ils se produisaient ailleurs dans le monde contre un autre peuple ne créent que haussements d'épaules et indifférence en Amérique du nord lorsqu'ils sont dirigés contre les Palestiniens. Cette situation étonnante ne peut exister que parce que la question de Palestine a été indissociablement liée, dans la conscience de l'Amérique du nord, à trois autres influences puissantes qui conditionnent l'opinion publique.

Le premier élément, et le plus général, est que les Etats-Unis et le Canada sont des sociétés "nouvelles" de peuplement européen, où le folklore des "cowboys et des Indiens" est profondément enraciné dans l'esprit du public par les films, les fables et les livres d'histoire. Il en résulte une propension inhérente à sympathiser avec des situations parallèles, où la civilisation colons blancs est considérée comme opposant celle-ci aux "indigènes" dans une lutte visant à maîtriser la nature ou à faire fleurir les déserts.

Le deuxième facteur, plus particulier, est l'antipathie historique de l'Occident vis-à-vis de l'Orient, facteur souvent méconnu ces dix dernières années, alors que les conflits mondiaux étaient essentiellement conçus comme opposant le Nord au Sud. Cependant, le conflit de l'Occident contre l'Orient est encore plus puissant dans la mesure où il est enraciné dans plusieurs siècles d'expérience historique. Pour comprendre ce phénomène profond et complexe, il ne faut pas perdre de vue la mesure remarquable dans laquelle le progrès culturel et commercial occidental depuis la Renaissance a été conçu comme une émulation jalouse de l'Orient arabe, et s'opérant à ses dépens. Avec sa longue histoire de conflits politiques, économiques et militaires, l'Occident a toujours eu son "larron" islamique pour colorer sa culture populaire, qu'il s'agisse de Salah Ad-Din, qui a rejeté les croisés de Palestine, du Sultan ottoman Suleiman, frappant aux portes de Vienne, des pirates barbares chassant les navires anglais et français de la Méditerranée, plus récemment d'un Khomeini ou d'un Kadhaffi, brandissant ce qu'il est convenu d'appeler "l'arme du monde, image du guérillero palestinien, enveloppé dans son keffiyeh, son kalishnikov à la main, menaçant d'interrompre complètement l'aviation civile internationale. C'est ainsi que les Palestiniens sont, en un sens, simplement les derniers d'une longue série de victimes d'un processus occidental de noircissement racial et religieux qui a de profondes racines historiques. (Le fait que 20 p. 100 des Palestiniens soient chrétiens est évidemment rarement mentionné, si tant est qu'il le soit, dans les media d'Amérique du Nord).

Le troisième principal secteur qui influence les idées que l'on se fait en Amérique du Nord du Moyen-Orient est la réapparition de l'hystérie de la guerre froide, qui a récemment pris une dimension particulièrement folle avec l'énoncé d'une doctrine de guerre nucléaire limitée. L'esprit de la guerre froide est un élément particulièrement puissant dans la culture des masses nord américaines, d'où l'idée qu'une alliance stratégique entre les Etats-Unis et Israël est un instrument important pour contenir l'expansion de l'influence soviétique. Il suffit souvent d'affirmer simplement qu'un Etat palestinien indépendant serait un satellite de l'Union soviétique pour que le principe de l'autodétermination des nations, auquel les hommes d'Etat américain ont toujours dit souscrire, puisse se trouver relégué au second plan de la scène politique. Ainsi, la Palestine est, ou tout au moins est devenue, en un sens, un autre instrument dans le jeu des nations, dans lequel la moralité est toujours mise de côté lorsqu'elle entre en conflit, comme c'est généralement le cas, avec les existences d'une real politik mondiale. Le fait que ce soit précisément l'approbation générale et aveugle par les Etats-Unis d'un Etat sioniste expansionniste qui, historiquement, a donné à l'Union soviétique la possibilité de développer son influence au Moyen-Orient, est bien plus facile à ignorer.

Le résultat de ces trois facteurs - le racisme latent et souvent ouvert de la culture populaire d'Amérique du Nord, l'héritage de siècles de crainte et d'hostilité à l'égard de l'Islam et du monde arabe, et la politique d'hégémonie des superpuissances - joint à des rapports de presse entachés d'un parti-pris flagrant conduit à inculquer à l'Américain moyen l'image de terrorisme arabe et de fanatisme islamique, généralement décrit comme allant la main dans la main avec la Conspiration communiste internationale, ou d'une Jihad visant à détruire les fondements moraux et économiques d'un édifice imaginaire que l'on appelle la civilisation judéo-chrétienne. Voilà ce que les media d'Amérique du Nord appellent les "nouvelles" et cela vaut autant pour les media canadiens que pour les media américains.

L'image de l'Islam

Si l'on y peut comprendre l'attitude qui existe, en Amérique du Nord, à l'égard des Palestiniens et de leur lutte, il faut aller bien au delà de la question de Palestine. En effet, l'antipathie éprouvée par l'Amérique du Nord à l'égard du Palestinien est simplement une variation sur le thème général de l'hostilité à l'égard du monde arabe dans son ensemble et à l'égard de l'Islam, d'une façon plus générale. En fait, les attitudes qui existent en Amérique du Nord à l'égard de la Palestine ne peuvent même pas être dissociées de celles qui sont éprouvées à l'égard de l'Iran, en partie car la plupart des Américains du Nord, y compris la majorité des journalistes canadiens, seraient surpris d'apprendre que les Iraniens ne sont pas des Arabes en partie aussi en raison de leur caractère "islamique" commun, encore que, du point de vue théologique, les Palestiniens et les Iraniens en général soient très éloignés des uns des autres, mais principalement parce que les media, sous l'influence de l'idéologie de la guerre froide et de la campagne de propagande sioniste, ont cherché avec insistance à établir un lien politique entre le Mouvement national palestinien et le régime iranien actuel. Pour ne citer qu'un exemple, le Bulletin d'information national de Radio Canada a choisi un jour particulièrement bien indiqué pour répandre la fable selon laquelle le Front populaire et démocratique pour la libération de la Palestine était responsable de la saisie de l'~~amabassade~~ ~~américaine~~ américaine à Téhéran. Citant une source dont l'objectivité est impeccable, la CIA, Radio Canada a diffusé cette affirmation le jour même que l'Organisation des Nations Unies avait déclaré une Journée de solidarité avec le peuple palestinien. Il va sans dire que cette dernière information n'a pas été diffusée.

Il en résulte que dans le meilleur où, chose plus fréquente, dans le pire des cas, l'image de l'Islam, y compris celle de la Révolution iranienne, telles qu'elles sont présentées par les media canadiens et perçues par le public canadien, revêtent une importance vitale dans l'influence qu'elles ont sur la prise de conscience de la question de Palestine. L'image de l'Islam, telle qu'elle est dépeinte par les media canadiens, peut être illustrée par l'exemple suivant.

Le 14 février 1982, Radio Canada a présenté dans le cadre de sa série d'éditoriaux intitulée "Man Alive" un programme consacrée à "La guerre sainte d'Iran". Comme le titre l'indique, ce programme a donné au public l'impression que les Iraniens et, par voie de conséquence, les Musulmans en général, n'ont pas le temps de travailler, de dormir, de manger, de penser, de faire l'amour ou de se livrer aux autres activités humaines, tant ils sont

occupés à prier, à lutter et à comploter pour entraîner la chute de la civilisation occidentale moderne. Le commentaire de ce programme, s'est ouvert sur la phrase "l'appel du Minaret et l'appel de la Jihad", défini comme étant la "Guerre sainte". Indépendamment du simple fait que l'appel entendu du minaret était simplement l'appel normal à la prière et indépendamment de l'absurdité qui consisterait à penser que l'on puisse proclamer une Jihad d'un Minaret, indépendamment également du fait que le sens de la Jihad était déformé dans la mesure où elle était présentée comme un événement essentiellement militaire et que la Jihad n'est considérée comme un devoir sacré que par une école de pensée minoritaire parmi les juristes islamiques, le programme s'est poursuivi, de façon plus irréaliste encore, en décrivant les Iraniens comme étant possédés par une "détermination fanatique de réaliser la volonté de Dieu" et comme étant "voués à la Jihad pour lutter contre tout le monde séculier moderne". Ce programme a également réussi à déformer la politique iranienne en la présentant comme "la dernière théocratie du monde", méconnaissant complètement la Constitution iranienne et le rôle de l'Ayatollah Khomeini dans cette révolution. Il va de soi que ce programme était abondamment illustré d'images de foules assoiffées de sang et d'exécution en masse.

Trois thèmes se dégagent clairement de ce programme: l'image du musulman, et en particulier du Shi'a, comme un religieux fanatique; l'association de l'Islam avec la violence, et le lien entre les aspirations religieuses et une prétendue aspiration à un retour à une situation sociale et économique médiévale. Ces trois thèmes sont fréquemment réitérés dans les media canadiens au lien d'une analyse politique factuelle et d'une présentation exacte des faits.

Pour ce qui est de l'accent qui est constamment mis sur le fanatisme religieux des musulmans, et en particulier des Shiites, ainsi que sur la prétendue propension de ces derniers à rechercher le martyr, on ne peut qu'être frappé par l'observation de deux poids et de deux mesures. Nul ne décrit la conviction sincère du Pape, ni même du dernier Président des Etats-Unis, qui croient que leurs politiques sont inspirées par des croyances religieuses, comme une preuve de "fanatisme". Dans les livres d'histoire canadiens, par ailleurs, on trouve nombre de louanges adressées à l'égard des jésuites qui ont pénétré les nouvelles étendues du continent nord américain recherchant délibérément le martyr à la poursuite de leur double objectif terrestre, qui étaient de convertir les infidèles à la seule foi authentique et de s'assurer le contrôle du commerce des fourrures d'Amérique du Nord au profit de l'empire français. Leur comportement est compréhensible et louable. Celui des Iraniens qui se sont sacrifiés pour obtenir le renversement de l'un des régimes politiques les plus inhumains et répressifs qui soit en notre siècle est tout simplement "fanatique". Cette dualité de jugement est particulièrement frappante à une époque où le fondamentaliste religieux connaît également un renouveau parmi les chrétiens et les juifs, sans toutefois que les éminences grises des media sentent le besoin de faire des gorges chaudes.

Une autre des activités préférées des media canadiens consiste à associer l'Islam aux actes de violence, spécialement si l'on peut les présenter sous un jour sensationnel en termes particulièrement choisis. C'est ainsi que CTV, premier réseau privé de télévision au Canada, a, lors du bulletin national

d'information diffusé le 25 octobre 1981, le lendemain de l'assassinat de Sadate - imputé, naturellement, exclusivement au fanatisme religieux de ses opposants - en fait décrit des fusillades, au Caire, entre la police et un phénomène qualifié de "musulman clandestin"! S'abstenant de décrire l'espèce bizarre à laquelle appartiendrait cette créature, CTV n'a jamais éclairé le public, lui laissant l'impression qu'il s'agissait en quelque sorte d'un troglodyte adepte de Satan, impression renforcée comme il convient lorsque l'information suivante était consacrée à un ancien prisonnier politique hongrois décrivant la façon dont il avait dû lutter contre les rats dans sa cellule. Un autre exemplaire du sensationnalisme recherché par les media se trouve dans le numéro du quotidien canadien à plus grand tirage, le Toronto Star, du 10 octobre 1980, présentant fièrement une photographie d'un peloton d'exécution militaire en Mauritanie exécutant un assassin condamné, avec un gros titre présentant l'exécution comme un exemple de la "justice islamique". Indépendamment de la question qui vient immédiatement à l'esprit, qui est de savoir où, au septième siècle, des textes comme le Coran ou la Sharia, mentionnant des pelotons d'exécution, l'on est amené à se demander si le Star, ou tout autre d'Amérique du nord, annonçant l'exécution d'un assassin confirmé comme Gary Gilmour par un peloton d'exécution dans l'Utah il y a quelques années, l'aurait présenté comme un exemple de la "justice chrétienne". Pour passer à un autre thème, pratiquement tous les media canadiens se plaisaient à présenter les militants qui avaient saisi l'ambassade américaine à Téhéran comme des "étudiants islamiques". Quel autre genre d'étudiants comptaient-ils trouver en Iran? Peut-être des adventistes du septième jour? Inversement, il est intéressant de se demander quelle serait la réaction en Amérique du Nord si un journal de Damas avait publié un article sur un hold-up d'une banque à Toronto, la responsabilité en étant imputée à un gang de "protestants armés jusqu'aux dents". La réponse est évidente.

Peut-être le pire exemple de ce type de diffusion de parti-pris raciste et religieux dans les media se trouve dans le dessein que Terry Mosher, qui est probablement le premier caricaturiste politique du Canada, a jugé bon de faire publier pour ternir une carrière généralement brillante pour dépeindre Idi Amin. Amin était décrit, non pas comme brutalisant ses compatriotes en général, mais comme dévorant physiquement des chrétiens, ce qui projetait l'image du cannibale africain noir, qui plus est musulman de conviction, menant sa propre Jihad grotesque contre les adeptes de l'âge éclairé du christianisme, c'est-à-dire de l'Occident. Entre parenthèses, l'on peut se demander quelle serait la réaction en Amérique du Nord si un journal de Tel Aviv publiait une caricature montrant Adolphe Hitler avec dans une main la manette de la chambre à gaz et l'autre un crucifix.

De même, on peut se demander pourquoi Radio Canada, qui aime à parler de "bombe islamique" pour décrire un arsenal nucléaire inexistant, n'utilise pas également l'expression "bombe juive" pour décrire les éléments d'un arsenal nucléaire qui existe très réellement. En dépit de l'hypocrisie évidente et criante que cela représente la triste réponse est probablement que Radio Canada n'en connaît pas l'existence, alors même qu'il n'existe probablement pas de journaliste hors du Canada qui l'ignore.

Un troisième thème fort répandu dans les media est l'aspiration prétendue

dans les sociétés islamiques, à un retour à une situation sociale "médiévale" à mesure que croît l'intensité des croyances religieuses. L'adjectif "médiéval" a en fait été publié, de même que l'adjectif "fanatique" et que toute une série de termes et de phrases tout aussi insultants, dans les programmes de la Société d'Etat Radio Canada. En fait, même le quotidien intellectuel prestigieux de Montréal, Le Devoir, dont on pourrait attendre mieux, a une fois décrit la Fraternité musulmane comme une "organisation ultra conservatrice qui souhaite à retourner à une société strictement islamique" (1er décembre 1981). Or, si les auteurs de ces caricatures avaient pris la peine de prendre la précaution élémentaire d'étudier le programme politique de la Fraternité musulmane égyptienne, par exemple, ils auraient découvert, entre autre choses, que les objectifs de cet organisme étaient la nationalisation des ressources naturelles, l'élimination du contrôle exercé par les capitaux étrangers, la redistribution des terres, une assurance sociale générale, l'encouragement de la croissance industrielle fondée sur l'utilisation des matières premières locales et les traditions locales d'artisanat et une syndicalisation obligatoire. Un tel programme peut être assorti de bien des qualificatifs, mais "médiéval" n'est certainement pas l'un d'entre eux.

Pourquoi alors présenter le renouveau islamique comme un mouvement social tout à fait réactionnaire? Si les media refusent de comprendre les complexités sociales et politiques de la situation, c'est pour deux raisons. La première, la raison évidente, est que des stéréotypes religieux sont plus faciles à utiliser qu'une analyse politique approfondie et une présentation exacte des faits; pour cela, il faut des connaissances, produit bien rare parmi les éminences des media d'Amérique du Nord. C'est pourquoi les reporters et les producteurs ont recours à des explications simplistes qui correspondent à leur propre parti-pris personnel et au piètre état de leurs connaissances. La deuxième raison est que les populations étant convaincues que l'Orient est essentiellement un phénomène étranger et inexplicable, ceci devient une prophétie qui se réalise d'elle-même. L'Orient étant incompréhensible sinon du point de vue des superstitions bizarres des autochtones, il devient superflu de trouver des causes à la situation. Celle-ci reste donc inexpliquée et par conséquent inexplicable.

En fait, le phénomène du renouveau islamique est aisément compréhensible pour l'occidental si on l'explique en traçant un parallèle avec la propre évolution historique de l'Occident. La notion de séparation de l'église et de l'Etat, qui était inconnu en Orient au Moyen-Age est en fait un phénomène très récent et loin d'être complet aujourd'hui en Occident. S'il est tout à fait compréhensible que des portefeuilles ministériels aient été confiés à trois prêtres dans le gouvernement actuel du Nicaragua, pourquoi la présence d'hommes d'église au sein du Parlement iranien fait-elle à tel point l'objet de voyeurisme politique de la part des journalistes occidentaux? A tant de reprises dans l'histoire, les dissensions politiques et les exigences formulées pour obtenir une redistribution du pouvoir et des richesses dans les sociétés chrétiennes ont pris une forme manifestement religieuse. Les hommes d'église chrétiens ont joué un rôle de premier plan dans toutes sortes de mouvements militant en faveur d'une démocratie économique et sociale - le parti social démocrate canadien en est un excellent exemple - et ils continuent - et ils continuent encore à le faire aujourd'hui. Ce faisant, ces hommes d'église tirent leur inspiration spirituelle de la bible. Ces hommes sont considérés

comme sages et progressistes. Or, ceux qui fondent leurs aspirations à une transformation politique, économique et sociale sur les textes religieux écrits bien des siècles après les textes chrétiens sont stéréotypés comme étant des fanatiques primitifs et rétrogrades.

L'Image de l'Arabe

La façon dont les media traitent les Arabes repose sur, essentiellement, le même processus de stéréotype raciaux et religieux. Les faits sont encore plus déformés. En ce qui concerne le monde arabe, on trouve une fois de plus trois grands thèmes réaffirmés jour après jour dans les media: il s'agit d'une région retardataire habitée par des personnes qui ne sont pas dignes de confiance; le pétrole, une sorte de nouveau Saint-Sépulcre, doit être retiré par la force au contrôle d'Orientaux sans scrupules; et les Arabes, et en particulier les Palestiniens, ont une propension innée à commettre des actes de "terrorisme". Quelques exemples de chacun de ces thèmes suffiront, Radio Canada gagnant le premier prix soit pour une incompétence frappante, soit pour une malhonnêteté non dissimulée dans ses programmes.

C'est ainsi que le 18 octobre 1979, dans sa série de programmes consacrée aux grandes villes du monde, Radio Canada a diffusé un programme spécial sur Jérusalem. Ce programme a été diffusé aux heures les plus écoutées, à une époque où la politique étrangère du Canada concernant la question de Jérusalem était sérieusement remise en question sur les plans diplomatique et politique. Ce programme a été réalisé en Israël sans consultation d'une seule organisation chrétienne et musulmane. Le spectateur qui était incessamment asséné d'affirmations concernant le caractère "juif" de la ville, avec une seule référence condescendante à la chrétienté et aucune à l'Islam, la diatribe étant ponctuée d'images dépeignant les Palestiniens de deux façons seulement: soit vendant des articles dans la rue, soit chevauchant des ânes.

Ce processus, qui consiste à minimiser le rôle des Arabes et à récrire l'histoire pour l'en éliminer, est en fait un stratagème assez commun dans les media. Un autre exemple intéressant a été la façon dont CTV a parlé de la mort du maréchal Tito dans son bulletin national d'information. Tito était décrit dans le bulletin d'information comme l'homme qui, avec Nehru, en Inde, avait fondé le Mouvement non aligné. CTV a ensuite projeté une image de la Conférence à l'occasion de laquelle a été fondé le Mouvement non aligné, avec les trois pères fondateurs du Mouvement autour de la table. Nasser n'a jamais été identifié nommément, et rares ont dû être les spectateurs à avoir reconnu sa photographie.

Un exemple meilleur encore de la refonte de l'histoire pour l'adapter aux objectifs politiques contemporains se trouve dans un article paru dans le quotidien de langue anglaise le plus prestigieux et le plus lu dans le pays. Dans le Globe and Mail du 28 novembre 1981, un certain Robert Kaplan a raconté la fable d'une "invasion arabe, au VIIème siècle, qui a ravagé une bonne part de la terre sainte", sans doute pour attendre quelqu'un qui puisse à nouveau faire refleurir les terres ainsi laissées désertes.

Un deuxième thème très répandu dans les media est la prétendue vulnérabilité du monde occidental à l'utilisation de ce qu'on appelle l'arme

du pétrole. Si l'on interroge, au Canada, l'homme de la rue, il vous dira sans doute, sur la base de ce qu'il a appris dans les journaux et à la télévision, que l'OPEP est une organisation de cheiks (titre toujours mal prononcé) arabes maîtres du pétrole, dirigée par Yasser Arafat, dont les membres répartissent également leur temps entre le bombardement des synagogues et le jeu, perdant les profits illicites qu'ils ont extorqués des automobilistes occidentaux dans les casinos de Monte Carlo. Pour ne citer qu'un exemple, il n'est pas inutile de relever les louanges que le Globe and Mail, a adressées à la dernière tentative de Jane Fonda de se présenter comme l'apôtre des idées nouvelles face au traumatisme causé par l'âge qui avance. C'est ainsi qu'elle a été citée dans cet article, approbation à l'appui, comme décrivant l'Arabie saoudite comme "un pays de fondamentalistes islamiques fanatiques et peu démocratiques qui sont contre toutes nos valeurs" (sans doute comme l'énergie nucléaire et la guerre du Viet Nam); dans cet article, elle s'est déclarée également comme étant résolue à faire comprendre à l'Amérique quel était le grave danger auquel le pays se trouvait confronté, le plus grave danger, nous a-t-elle dit, dans l'histoire américaine. C'est là, certes, bonne littérature qui rappelle beaucoup le stratagème des mères qui, dans le sud de l'Autriche, cherchaient à effrayer leurs enfants pour qu'ils se tiennent bien en leur disant que, dans le cas contraire, les Turcs viendraient les chercher.

Si on ne peut pas dire qu'un film de Jane Fonda représente un exposé du problème faisant autorité, quelle que puisse être son influence s'agissant de façonner l'opinion publique, c'est certainement le cas d'un éditorial paru en première page de la section hebdomadaire de la Gazette (23 juin 1979), intitulé "Le grand brigandage pétrolier" et écrit par l'expert pétrolier bien connu Jon Kimche! Cet article consisterait essentiellement à dire que le monde nageait dans le pétrole et que les prix élevés de ce produit étaient simplement un outil de la politique étrangère diabolique d'Orientaux peu fiables.

Entre parenthèses, il convient de relever que Radio Canada et la Gazette de Montréal ont souvent recours aux talents particuliers du commentateur politique Kimche et se font l'écho de ses prétentions les plus ridicules notamment de sa théorie selon laquelle, à un moment donné, les présidents de l'Iraq, de la Libye et de l'Algérie ont perpétré un complot avec des terroristes internationaux pour organiser l'enlèvement de leurs propres ministres du pétrole, (As it Happens, Radio Canada, 22 janvier 1976). Cette fable, de même que bien d'autres signées Kimche, sont imprimées et diffusées sans aucune tentative de l'identifier comme l'ancien rédacteur en chef du Jewish Observer, mais comme le frère d'un sous-secrétaire du Département des affaires étrangères du Gouvernement israélien, ce qui pourrait conduire le lecteur ou l'auditeur à penser que cet "expert" a peut-être fait preuve de motivation politique. L'accusation est déjà assez grave lorsque Kimche est présenté comme étant un commentateur sérieux, en dépit de la réputation qu'il s'est faite parmi les milieux qui s'y connaissent, d'être épouvantablement inexact sur le plan des faits. La situation devient intolérable lorsqu'un journal prétendument respectable publie un article de Kimche en première page pour présenter ses commentaires sur le monde complexe et technique du pétrole. Pour parler franchement, Jon Kimche ne reconnaîtrait pas un baril de pétrole même s'il avait le nez dedans.

Les objectifs politiques recherchés par Kimche dans ses élucubrations sur le pétrole sont parfaitement clairs. Craignant que l'Occident puisse un jour s'inquiéter suffisamment de ses approvisionnements futurs en pétrole et rechercher une sorte ou une autre solution de compromis à la crise du Moyen-Orient qui exigerait d'entendre de façon plus équilibrée toutes les parties au différend, Kimche et ses séides mènent, depuis 1979, une campagne multilatérale et multidimensionnelle visant à convaincre le monde qu'il existe une abondance de pétrole de source classique permettant de satisfaire pendant un avenir indéfini toutes les demandes existantes à un coût de production plus ou moins constant. Cette thèse a également l'avantage de présenter l'augmentation des prix eu pétrole comme l'exploitation de l'Occident par les "Arabes", fable qui reçoit immédiatement la faveur des sociétés occidentales et particulièrement des sociétés nord américaines, assoiffées de pétrole et de produits pétroliers.

A cela, on peut opposer trois réponses évidentes et techniques. La première est que même les experts sont loin d'être d'accord sur l'état des réserves pétrolières mondiales; par conséquent, Kimche choisit simplement, parmi plusieurs points de vue, celui qui correspond le mieux à ses vues politiques. Deuxièmement, on exagère grossièrement le pouvoir qu'a l'OPEP de contrôler les prix. Troisièmement, même s'il existait une abondance de pétrole brut de source classique, la moralité exigerait que le pétrole serve non pas à satisfaire la consommation de masse des sociétés occidentales qui gaspillent l'énergie, mais plutôt à accomplir la tâche urgente qui consiste à alimenter la population mondiale, le pétrole et les produits pétroliers étant l'apport essentiel pour l'agriculture.

Cependant, au-delà d'une déformation des faits sur le plan technique, il y a trois hypothèses politiques tacites qui méritent d'être examinées. La première est que le pétrole se différencie de tous les autres produits dans la mesure où son prix n'est pas censé augmenter. Aucun des multiples problèmes ou articles spéciaux consacrés dans les media canadiens à ce qu'on appelle la "crise du pétrole" depuis l'augmentation du prix du pétrole intervenue en 1973 ne semble avoir jugé bon de mentionner que le prix réel du pétrole, ajusté compte tenu de l'inflation, est à peu près égal à ce qu'il était il y a 25 ans, ou que les augmentations du prix du pétrole intervenues en 1971, 1973 et 1979-80 n'ont fait que compenser les effets de l'inflation des prix des biens importés que les pays producteurs de pétrole achètent avec leurs recettes pétrolières.

Une deuxième hypothèse politique tacite est que l'accès au pétrole du Moyen-Orient est en quelque sorte un droit sacré de l'Occident, qui peut le piller comme il l'entend, à des prix déterminés. Par conséquent, toute mesure prise par les producteurs de pétrole pour conserver ce qui est dans certains cas leur seule ressource naturelle est moralement et politiquement inacceptable.

Le troisième est que le pétrole est malheureusement la prérogative des "Arabes" qui, étant retardataires, n'en ont pas besoin, et, étant sans scrupules, ne doivent pas le contrôler. Le fait que la vaste majorité des populations des populations des pays membres de l'OPEP n'est aucunement arabe serait un fait surprenant pour l'Américain du Nord moyen.

Pour illustrer ce dernier point, il suffit de se reporter à la caricature faite par la commentatrice Barbara Amiel dans la revue nationale canadienne McLean's. Pour reprendre ses propres termes, elle a décrit le pétrole comme étant "la chose qui se trouve dans le sable sur lequel les Arabes stationnent leurs chameaux". Ce genre de stéréotype racial susciterait la fureur au Canada, sinon une action en justice, s'il était appliqué à une autre minorité ethnique représentée dans la mosaïque canadienne. Dans la mesure où ce stéréotype est dirigé contre les Arabes, il est normal et acceptable. Il comporte aussi des connotations politiques évidentes.

Il va sans dire que le régime libyen a été la cible particulièrement recherchée de ce genre de traitement dans les media, vu la coïncidence d'importantes réserves de pétrole, d'une image politique "radicale" et d'un soutien solide à certains éléments du mouvement national palestinien. Le régime libyen est habituellement accusé d'utiliser ses recettes pétrolières pour tout type d'activités subversives et de "terrorisme", ce qui remet en question simultanément aussi bien la légitimité de la politique étrangère libyenne (qui est un sujet de discussion légitime) et de son droit moral de retirer un avantage matériel de ses ressources naturelles (qui ne l'est pas). Indépendamment des attaques dirigées contre la Libye et de l'image que l'on projette d'une poignée de bédouins qui n'ont rien de mieux à faire de leurs recettes pétrolières que de causer des ennuis à l'Occident, il y a l'hypothèse, qui procède de la guerre froide, selon laquelle l'utilisation des recettes publiques américaines, y compris celles qui proviennent de l'imposition du pétrole et du gaz, pour promouvoir la politique étrangère américaine est légitime, tandis qu'un comportement semblable de la part de la Libye ne l'est pas.

Pour illustrer ce processus qui consiste à identifier le régime de Kadhafi avec le diable, il suffit de se reporter à l'article ci-après, qui a paru dans le Globe and Mail, du 30 mai 1981, sous le couvert d'une critique d'un film financé par la Libye:

Le lion du désert

Les portes du ciel en burnous. Anthony Quinn et Oliver Reed mènent des camps opposés dans un western du Moyen-Orient qui a pour but de mobiliser le public en faveur des libyens en le rendant malade.

Il convient de noter qu'aucun passage de la "critique" ne porte véritablement sur le film lui-même qui, en dépit de ses (nombreux) défauts sur le plan de la technique et du goût, se trouve être un exposé historiquement exact de l'insurrection libyenne contre le régime italien pendant les années 1920. La critique se ramène par conséquent à affirmer qu'en raison du régime actuel libyen, les habitants de ce pays n'ont pas le droit de s'entendre raconter leur histoire. En effet, l'historique de leur lutte contre l'occupation et la colonisation italienne non seulement donnent aux libyens un élément très commun avec la plupart des autres pays de l'époque post-coloniale (dont on ne conteste jamais le droit de reconstruire leur passé sous leur propre image), mais encore peut donner à l'observateur perspicace une analogie assez ennuyeuse avec la lutte des Palestiniens.

S'agissant du pétrole, un dernier exemple suffira à illustrer la façon dont les craintes suscitées par la pénurie d'énergie sont utilisées comme instrument pour soutenir et en fait activer les antagonismes de l'Occident vis-à-vis du Moyen-Orient ou tout en sapant la légitimité des droits nationaux palestiniens. En 1981, une organisation tout à fait respectable de Toronto intitulée "Energy Probe", dans le cadre de la campagne menée pour faire prendre conscience, parmi le public, des faits qui sont véritablement à la source de la situation de l'énergie en Amérique du Nord, a commenté une étude intitulée "Over A Barrel", dont la première partie s'ouvrait sur la phrase suivante: "Octobre 1972. A la veille de la fête religieuse juive du Yom Kippur, les Etats arabes attaquent Israël. Ce qu'il est convenu d'appeler "l'embargo sur le pétrole" s'en est suivi. C'est ainsi que, logiquement, vu la première ligne de cette étude, toutes les difficultés énergétiques de l'Occident trouvent leur cause dans l'un de ces domaines. Il convient de noter que non seulement ces Arabes ont été suffisamment repréhensibles pour vouloir que leurs ressources naturelles cessent d'être pillées à volonté par un occident gaspilleur, mais encore ils ont été suffisamment mal polis pour riposter et pour essayer de regagner un territoire volé en une fête religieuse juive. La perfidité des Arabes, manifestement, ne connaît aucune limite.

Entre parenthèses, on peut se demander pourquoi l'Energy Probe n'a pas mentionné le fait que la guerre d'octobre a également coïncidé avec la fête religieuse musulmane du Ramadan. En fait, le fait même que le lexique populaire et journalistique parle de la "guerre du Yom Kippur" au Canada plutôt que de la "guerre du Ramadan", révèle la profondeur des préjugés et des partis-pris sur la question.

Cependant, les deux thèmes susmentionnés - la nature rétrograde et étrangère de la société arabe et la vulnérabilité de l'Occident à l'égard d'un embargo sur le pétrole - reçoivent bien moins d'attention de la part des media et font beaucoup moins de mal que l'exploitation par les media du troisième grand thème dans la façon dont il traite le monde arabe, à savoir la prétendue propension des Arabes, et spécialement des Palestiniens, à commettre des actes de "terrorisme". En fait, l'expression "terroriste arabe" est si souvent utilisée sur les ondes et dans les journaux que les deux mots qui la composent sont devenus non seulement indissociablement liés mais virtuellement interchangeables dans l'esprit du public. Pour illustrer ce processus, il suffit de prendre l'exemple d'un film antinucléaire, excellent à d'autres égards, produit par la société canadienne National Film Board. Dans le film intitulé "No Act of God", l'accent est dûment placé sur les dangers qui pourraient surgir si du plutonium tombait entre les mains des terroristes. Il s'agit en effet d'une possibilité effrayante. Or, au lieu de mentionner une organisation terroriste nommément, le film a immédiatement fait suivre sa mise en garde concernant les dangers d'actes terroristes en projetant immédiatement l'image d'un soldat israélien, fusil à la main, montant la garde auprès d'une ville de la Rive occidentale, dont on voyait se dessiner sur l'arrière-plan les minarets; la scène suivante dépeignait les membres de milices armés courant sans contrôle dans les rues de Beyrouth.

Indépendamment de la réplique évidente - à savoir que l'objectif des Palestiniens est de retourner dans leur patrie, et pas d'en faire un tas de

de cendres radioactives - on peut s'interroger sur ce qu'il est advenu de la notion "d'équilibre" et d'exactitude dans la présentation des problèmes. Le film ne mentionne aucunement le fait que le sixième arsenal du monde, par ordre d'importance, se trouve sous le contrôle du seul ancien terroriste actif à être librement élu pour représenter son peuple comme chef d'Etat, que le seul cas prouvé de vol, organisé par l'Etat, de matières fissiles a été effectué par les services secrets de ce même Etat, qu'Israël est le seul Etat du Moyen-Orient ayant une capacité nucléaire à avoir refusé le traité sur la non-prolifération, et qu'Israël est le seul Etat, indépendamment des deux superpuissances, à avoir effectivement et ouvertement menacé ses voisins d'incinération nucléaire afin de réaliser ses objectifs politiques.

Pour prendre un autre exemple, dont un certain nombre de membres de Radio Canada sont très fiers, le réseau national canadien, le 25 septembre 1979, dans un de ses meilleurs programmes de nouvelles et d'informations, Fifth Estate, a présenté une émission intitulée "La filière russe", au vu de laquelle les observateurs informés du Moyen-Orient étaient partagés entre le rire et les larmes. Dans ce programme, l'OLP était présentée comme un réseau organisé de "terroristes". Il n'y avait aucune mention de la myriade de fonctions sociales, culturelles et éducatives de l'OLP ni des écoles, des hôpitaux et des services de secours aux réfugiés qu'elle administre. En outre, cette émission s'efforçait, de façon absurde, de présenter l'OLP comme un agent de Moscou, le terrorisme arabe et la Conspiration communiste internationale allant, une fois de plus, la main dans la main. Enfin, de crainte que le dernier élément de la Sainte Trinité de la mythification des media soit négligé, le programme dépeignant la guerre civile libanaise (l'un des phénomènes politiques les plus complexes et les plus divers de notre siècle) comme rien d'autre qu'une bataille entre Palestiniens", d'une part, et "chrétiens", de l'autre. Le fanatisme arabe conjugait ses forces avec le terrorisme arabe pour faire le jeu de Moscou dans la guerre menée contre la civilisation chrétienne.

Cependant, le programme avait bien une solution au problème. "Exterminez les", a suggéré, pour se rendre utile, le porte-parole militaire israélien.

Cela, a déclaré ensuite Radio Canada, visait simplement à assurer une couverture équilibrée des événements.

De peur que le principal rival de Radio Canada, CTV, ne se sente l'objet d'une discrimination par omission, il convient de noter aussi que cette chaîne s'est montrée à la hauteur en diffusant auprès du public canadien des mythes sur la situation réelle. C'est ainsi que, pendant la guerre des huit jours au Sud du Liban en 1978, CTV a fidèlement rediffusé une émission d'un réseau américain sur les opérations israéliennes de nettoyage aboutissant à une attaque sur un nid de "terroristes". La cache était entourée de troupes israéliennes, qui ont invité les "terroristes" à sortir les mains en l'air, ou qui ont proféré quelques phrase analogue tirée d'un script non retenu de John Wayne. Ces phrases étaient prononcées non en arabe ni en hébreu ni même en français, mais en anglais, tandis que l'équipe de prise de vues, soucieuse de plaire, s'employait à capturer l'image pour la postérité. De cette cache est sorti un individu habillé en civil - sans arme d'aucune sorte ni même de

ni même de gaine ou de ceinturon de munitions - déclarant avec une peur manifeste "je suis Libanais". De retour au studio de CTV, le commentateur a annoncé sans détour le résultat de l'opération: "Deux terroristes tués, un capturé". Il se trouve que les trois "terroristes" en question étaient des journalistes de Beyrouth, mais aucun éclaircissement ni aucune correction n'ont jamais été faits sur CTV.

D'un côté, ce genre d'erreurs ou de mensonges délibérés, selon le cas, sont amusants et un témoignage frappant de la très basse qualité technique ou d'intégrité professionnelle des journalistes canadiens et de leurs institutions. D'un autre point de vue, cependant, ce sont des éléments tragiques et dangereux car ils contribuent beaucoup au processus général de déshumanisation de l'image des Palestiniens aux yeux du public nord américain. Ainsi, ces déformations des faits servent de couverture au terrorisme d'Etat d'Israël qui vise à liquider l'existence nationale, et en fait l'existence physique même du peuple palestinien. Une fois que les media auront achevé leur processus de noircissement de l'image des Palestiniens, toute sympathie qui pourrait demeurer auprès du public nord américain se trouverait éliminée complètement et les media pourront coopérer avec le sionisme politique pour utiliser l'arme ultime dans la guerre menée pour réprimer les droits nationaux et les droits de l'homme du peuple de Palestine.

L'arme ultime

Comme on l'a noté plus haut, c'est une chose que de déceler une antipathie historique de l'Occident à l'égard de l'Orient, alimentée par la jalousie et par la peur. C'est tout autre chose que d'expliquer comment cette antipathie s'est intensifiée pendant la période qui a suivi la deuxième guerre mondiale, alors que le monde arabe, et l'Islam en général, peuvent difficilement être considérés comme une menace majeure aux intérêts économiques et politiques de l'Occident, quelles que puissent être les affirmations exagérées faites à ce propos de la question du pétrole. Si les media intensifient leur campagne de dénigrement racial et religieux c'est tout au moins en partie parce que cette campagne est utile aux propagandistes qui servent le sionisme politique. Le sionisme politique, dans la lutte qu'il mène contre le nationalisme palestinien, et son affrontement concomitant avec le monde arabe dans son ensemble et, d'une façon plus générale, avec le monde islamique, a souvent recours à l'arme ultime de la propagande, qui consiste à attiser les braises de l'Holocauste puis à faire passer le blâme de l'Occident sur les peuples de l'Orient. Ce processus a débouché sur son point d'aboutissement absurde du point de vue anthropologique lorsque Menahem Begin, de descendance polonaise, et l'architecte d'un programme intensifié visant à détruire la vie nationale des habitants arabes sémites de Palestine, est autorisé à se présenter devant les représentants des media et, sans contestation, à parler de l'OLP en tant qu'organisation "antisémite"! Les media ont coopéré avec enthousiasme à cette entreprise de calomnies. Bien que même Hollywood ne se soit pas abaissé au point de présenter les Arabes de Palestine comme opérant les chambres à gaz dans les camps de concentration nazis, le sionisme politique emploie néanmoins des moyens indirects mais tout aussi efficaces d'imprimer au fer rouge un tel message dans l'esprit du public nord américain par le film, la télévision, la radio, la presse et même les caricatures.

Autre tache qui assombrit la carrière, habituellement remarquable, du caricaturiste Terry Mosher, celui-ci a dépeint l'Ayatollah Khomeini comme lisant le Coran, derrière lequel se cache un exemplaire de Mein Kampf. Etant donné la sympathie bien connue et clairement exprimée de Khomeini avec la lutte palestinienne, la triple association d'idées qui est faite ici n'a d'égale en habileté, que sa malhonnêteté fondamentale.

La plupart des caricatures de Terry Mosher paraissent dans la Gazette de Montréal, qui est elle-même plus un recueil de blagues qu'un journal dans sa présentation des affaires étrangères. Cependant, la Gazette est parfaitement capable de jouer le jeu des associations d'idées même sans l'aide manifestement experte de Mosher. C'est ainsi que le 30 octobre 1979, le titre d'un article proclame "Je n'ai jamais pensé que des prisonniers puissent aller à la mort, déclare un ex-nazi" tandis qu'immédiatement au-dessous figure un autre titre déclarant "Un agent israélien a aidé les Allemands à interroger un suspect Palestinien"!

Naturellement, Radio Canada ne veut pas être en reste dans cette sorte de jeu. C'est ainsi que lorsque le programme national de télévision a annoncé les attaques à la bombe dans lesquelles les maires de Naplouse et de Ramallah ont subi de si graves blessures, de même que sept civils innocents qui se trouvaient là, Radio Canada a annoncé que, selon les spéculations, ces attaques étaient l'oeuvre d'ultra-nationalistes juifs". Radio Canada a cependant continué en notant, avec certitude cette fois, que cette attaque à la bombe avait eu lieu "très près du lieu où six juifs avaient été tués par des terroristes arabes". La performance de Radio Canada le 20 octobre 1981, a été encore plus remarquable, lorsque tout le scénario, le terrorisme arabe, l'Holocauste et la Conspiration communiste internationale, a été présenté aux spectateurs. Le programme télévisé d'informations a commencé en montrant le Président de l'OLP, Yassir Arafat, à Moscou, à l'occasion de l'octroi du statut diplomatique intégral à l'OLP. Il a immédiatement poursuivi en parlant de l'attaque à la bombe d'une synagogue d'Anvers, disant qu'il n'y avait pas de suspects immédiats mais que la police avait indiqué que deux Palestiniens avaient été arrêtés qu même endroit l'année précédente, sans mentionner, immédiatement, le motif de l'arrestation, qu'il s'agisse d'une contravention aux règles de la circulation ou d'une attaque à la bombe contre d'autres synagogues. Il y a eu immédiatement ensuite un passage consacré aux prétendu regain de l'antisémitisme en Pologne, imputé, sans preuve quelconque, à l'influence accrue de l'Union soviétique. Le cercle est ainsi bien refermé, l'Union soviétique et les terroristes palestiniens agissaient de concert pour éliminer les juifs du monde et pour s'attaquer aux libertés démocratiques.

Un dernier point doit être souligné pour compléter la longue liste de mythes présentés comme des informations. Immédiatement après le bombardement par Israël du réacteur de recherche iraquien, l'affirmation de Menachen Begin selon laquelle "nous ne serons jamais les premiers à introduire des armes nucléaires dans la région" a été fidèlement reproduite dans le quotidien de langue anglaise de Montréal, à la télévision et à la radio, sans qu'un seul reporter ou commentateur ou producteur ne s'inquiète de dire qu'Israël possédait un arsenal nucléaire substantiel et prêt à servir depuis au moins dix ans et que l'Iraq, à la différence d'Israël, avait signé le Traité sur la non-

Un dernier point doit être souligné pour compléter la longue liste de mythes présentés comme des informations. Immédiatement après le bombardement par Israël du réacteur de recherche iraquien, l'affirmation de Menachen Begin selon laquelle "nous ne serons jamais les premiers à introduire des armes nucléaires dans la région" a été fidèlement reproduite dans le quotidien de langue anglaise de Montréal, à la télévision et à la radio, sans qu'un seul reporter ou commentateur ou producteur ne s'inquiète de dire qu'Israël possédait un arsenal nucléaire substantiel et prêt à servir depuis au moins dix ans et que l'Iraq, à la différence d'Israël, avait signé le Traité sur la non-prolifération et avait donc sur place des inspecteurs de l'AIEA pour superviser l'utilisation des matières fissiles. Ce qui n'était en réalité rien d'autre qu'un slogan électoral pour la coalition de Bégin a servi aux média Canadiens de prétexte pour une autre série d'attaques contre les Arabes, les éditorialistes de livrant à des merveilles de gymnastique logique pour justifier l'attaque. Le sentiment général de désenchantement éprouvé par les dirigeants mondiaux à propos de l'action israélienne les 13 et 14 juin 1981 était suivi d'une contre-offensive dans les media de Montréal. Le Devoir a lancé en première page une série d'articles concernant les préoccupations de "sécurité" d'Israël; la Gazette, indépendamment d'un éditorial applaudissant l'acte israélien, a encore une fois prouvé son habileté en juxtaposant deux manchettes en première page, l'une disant "un Montréalais pleure en retrouvant des survivants de l'Holocauste" et l'autre disant "Obtenez que l'on retire les missiles, Begin dit à Habib".

Derrière les manchettes

Aux Etats-Unis, les raisons de la perpétuation et de l'intensification des stéréotypes raciaux et religieux traditionnels et le renforcement concomitant de l'antipathie du public à l'égard des Palestiniens, ainsi que l'absence de sympathie éprouvée à l'égard de la lutte que les Palestiniens mènent pour sauvegarder et exercer les droits nationaux et naturels que l'on tient pour acquis partout ailleurs dans le monde sont parfaitement clairs: tous ces éléments procèdent de la conjonction actuelle d'intérêts entre les partisans de l'affrontement de la guerre froide et les apologistes du sionisme politique, le tout dans un contexte de préjugés historiques. C'est ce qui explique l'heureux consensus que l'on peut constater tous les jours à Hollywood, dans les grands journaux, dans les réseaux de télévision et parmi les literati "éclairés" de New York.

Cependant, les raisons de ce même processus de stéréotypes raciaux et religieux, qui se produit avec la même intensité au Canada, ne sont pas aussi immédiatement évidentes. Avec un peu de réflexion, cependant, on peut déceler quatre principales raisons pour lesquelles les média canadiens suivent essentiellement la même ligne que les média américains. La raison évidente est la présence au Canada, comme aux Etats-Unis, une machine de relations publiques israéliennes très compétente, appuyée par un lobby sioniste bien organisé et bien placé, alors qu'en revanche, les efforts déployés par les Arabes pour présenter leur point de vue sont peu coordonnés et insuffisamment financés. Cependant, le sionisme n'a pas inventé les préjugés des médias. Il faut donc rechercher les raisons pour lesquelles les média canadiens présentent une image si déformée dans des facteurs beaucoup plus profonds que la simple présence d'un groupe de lobbying actif et puissant.

L'une des causes profondes du conformisme canadien à l'égard de la perspective américaine est que les Canadiens, nonobstant leurs pieuses dénégations, partagent essentiellement la conception américaine du monde, partagée entre "les cowboys et les Indiens", conception dans laquelle s'insère fort bien une image d'Israël présentée comme le dernier rempart de la civilisation blanche assiégée par les hordes barbares. Ainsi, avec la Rive Occidentale en état d'insurrection ouverte et de nombreux jeunes Palestiniens tombant sous les balles des forces d'occupation, le programme d'informations radiodiffusés de Radio Canada intitulé As it Happens (25 mars 1982) est centré sur les conséquences de la mort d'un soldat israélien. Le Canada partage également l'antipathie fondamentale de l'Occident à l'égard de l'Orient car ce pays est aussi un produit des efforts déployés en Europe après la Renaissance pour se libérer de la subordination culturelle et économique à l'égard du monde islamique. Les Canadiens partagent aussi avec les Etats-Unis l'esprit de la guerre froide. En effet, la conscience politique, en dernière analyse, procède de circonstances matérielles, et les Canadiens savent certainement de quel côté du rideau de fer leur pain est beurré.

Une autre raison pour laquelle le Canada souscrit à la vision américaine du monde est que le Canada anglophone - qui représente environ 70 p. 100 de la population du pays - n'a pas de culture nationale forte et cohérente qui lui soit propre. Le pays est donc extrêmement vulnérable à l'afflux de valeurs morales, politiques et culturelles venues de New York, de Hollywood et du Pentagone, particulièrement lorsque ces trois pôles idéologiques dominants des Etats-Unis se trouvent essentiellement d'accord, comme ils le sont aujourd'hui à propos du Moyen-Orient.

Une autre raison encore, intimement liée aux deux autres, réside dans la structure institutionnelle actuelle des médias et des sources d'information au Canada.

Du point de vue du cinéma, Hollywood contrôle presque complètement tout ce qui est offert au public. Indépendamment des efforts souvent (bien que, comme l'a cité ci-dessus, pas toujours) louables du National Film Board, organisme fédéral contrôlé et financé par le gouvernement dans les films qui sont rarement suivis par le grand public, le cinéma canadien se ramène en réalité à l'utilisation de l'argent des contribuables canadiens pour financer la production au Canada de films américains. Le sommet de ce processus s'est récemment manifesté par les subventions que l'Etat canadien a versées pour couvrir le cachet de Burt Lancaster dans la production "canadienne" d'un film de Louis Malle intitulé "Atlantic City".

Pour ce qui est des journaux, la situation apparaît à première vue très différente car il existe des lois efficaces qui restreignent la propriété et le contrôle étrangers des journaux et qui encouragent la production locale de revues et de périodiques. Cependant, la propriété en tant que telle est moins importante que le contrôle sur le flux de l'information dans le domaine des nouvelles internationales. Aussi, bien que les chaînes de journaux canadiens soient autonomes du point de vue des nouvelles nationales, et les différents éléments de ces chaînes autonomes pour ce qui est des nouvelles locales, les journaux canadiens sont lourdement tributaires, pour les affaires

internationales, des agences de presse américaines. En outre, ils complètent souvent les rapports des agences de presses américaines en publiant des articles spéciaux tirés du New York Times et d'autres grands journaux américains; par ailleurs, ils s'en remettent aux mêmes "experts" comme Jon Kimche pour des évaluations "objectives" de la scène étrangère. La presse francophone canadienne se trouve dans une situation un peu plus favorable non seulement en raison de son mérite intrinsèque - qui a tendance à être plus grand - mais aussi par l'effet accidentel de la barrière linguistique qui les conduit à se tourner vers l'Agence France Presse et à réimprimer des articles provenant de sources comme Le Monde qui ont toujours été beaucoup plus exactes et objectives que les sources américaines.

Cependant, la dépendance des journaux canadiens à l'égard des sources américaines n'est pas absolue. Il y a une agence de presse canadienne et les principaux quotidiens ont des commentateurs et journalistes spécialisés dans les affaires internationales qui leur sont propres. Or, les résultats ne sont guère encourageants. Les reporters affectés aux affaires internationales, compte tenu des ressources limitées et de l'importance limitée attachée à la tâche, sont déplacés rapidement et sont obligés de devenir des experts instantanés, et ne peuvent donc pas acquérir la longue expérience et le contact nécessaires si l'on veut écrire d'une façon exacte et intelligente sur des domaines divers et des événements différents. Au Canada, il est déjà difficile de trouver dans un grand quotidien anglophone un journaliste qui parle le français, et ne parlons même pas de l'arabe, du perse ou de l'Ourdou; la première réaction, dans le cas de bien des événements comme l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique, est de se précipiter vers un Atlas pour voir où se trouve le pays.

Comme les contraintes de structure empêchent d'acquérir des connaissances approfondies, les rapports de presse sur le moyen-Orient parus dans les journaux canadiens reflètent deux influences principales, comme c'est d'ailleurs le cas pour le reste de la scène étrangère. L'une réside dans les préjugés sous-jacents de la société dans son ensemble, préjugés que partagent et reflètent les reporters. L'un est la nécessité constante de parler du "terrorisme arabe". L'autre est la conséquence des craintes quant à leur propre "antisémitisme" potentiel, qui les amène à le rechercher et à l'inventer constamment, puis à le dénoncer chez les autres). La deuxième grande influence est les pressions commerciales qui s'exercent sur les journaux. Les journaux sont, tout compte fait, des entreprises commerciales qui veulent développer leur tirage pour s'assurer des rentrées de recettes publicitaires. Il faut par conséquent suivre le goût, ou l'absence de goût, des lecteurs. D'où le sensationnalisme ou, à l'inverse, le peu d'intérêt avec lequel les nouvelles sont présentées.

Enfin, il y a la télévision, qui est la plus importante du point de vue de ses répercussions sur le public d'Amérique du Nord. Au Canada, la télévision, comme les journaux, est de propriété nationale. Comme les journaux également, elle est organisée en deux chaînes nationales, dont deux - la chaîne privée CTV et la chaîne publique Radio-Canada - dominant. En dépit de la propriété effective, cependant, ce sont essentiellement les points de vue américains qui sont présentés. Indépendamment du fait qu'il est tout à fait aisé de se brancher sur une station américaine, une part énorme du temps d'antenne des réseaux canadiens sert à répéter des programmes américains. La télévision exerce surtout son influence non pas sur le plan des nouvelles

mais en massant gentiment la perspective du public avec des programmes de fiction qui vont de films policiers aux romans-feuilletons. Il n'est pas besoin de faire de commentaire sur le type de stéréotype de l'Arabe qui est présenté à la télévision américaine, stéréotype qui est répété peu après sur les stations canadiennes.

Pour ce qui est des nouvelles diffusées à la télévision, comme c'est le cas pour les journaux, il y a une lourde dépendance à l'égard des programmes américains consacrés aux nouvelles internationales. Et lorsque les réseaux canadiens entreprennent eux-mêmes leur propre reportage sur les affaires étrangères, tout au moins pour ce qui est des nouvelles concernant le Moyen-Orient, on retrouve un grand nombre des difficultés auxquelles se heurtent les reporters des journaux. Ces difficultés reflètent en partie les insuffisances du personnel de recherche, qui est notoirement mal préparé, ne serait-ce parce qu'il doit produire une information instantanée. C'est une situation qui a été douloureusement illustrée lorsque, le jour de l'assassinat du président Sadat, un chercheur de Radio-Canada, cherchant ostensiblement à faire un historique, a demandé "lorsque Nasser est arrivé au pouvoir en 1948 (!), n'a-t-il pas persécuté les Juifs en Egypte?" (En fait, la façon dont a été rapportée l'assassinat à Radio-Canada ne peut être décrite que comme "embarrassante".) Ces difficultés reflètent aussi en partie le choix de commentateurs de l'extérieur. C'est ainsi que le 23 mars 1982, le programme d'informations du matin de CTV, souhaitant donner au public un compte-rendu récent de l'insurrection palestinienne sur la Rive Occidentale, a demandé à l'Ambassadeur Israélien au Canada, et à lui seul, de venir dans les studios pour commenter les événements. Il ne faut pas oublier non plus le choix même des journalistes de la télévision dont certains, particulièrement à Radio-Canada, sont notoires pour laisser leurs préjugés personnels déformer leur performance publique. Il n'est guère besoin de spécifier la direction dans laquelle les nouvelles sont déformées.

Les deux principaux réseaux sont en proie à ces problèmes. Il y a cependant une différence importante entre eux dans la mesure où la chaîne publique Radio-Canada diffuse beaucoup plus de nouvelles et programmes d'informations que la chaîne privée CTV. Dans le cas du Moyen-Orient, le seul résultat de cette différence, historiquement, est que le réseau public commet plus d'erreurs et diffuse plus de mensonges que le réseau privé, et que les contribuables canadiens doivent payer de l'argent pour entendre les fantaisies et les inventions de Radio-Canada. Celles du réseau privé sont gratuites. Cette situation est particulièrement scandaleuse. En effet, étant une société d'Etat, Radio-Canada a une responsabilité morale et politique de faire son travail aussi bien que le lui permettent ses ressources; du fait de son financement public, Radio-Canada a les ressources financières nécessaires pour résister, dans une certaine mesure, aux pressions commerciales immédiates auxquelles sont soumis les médias du secteur privé. Le fait que Radio-Canada ne s'acquitte pas de ses responsabilités publiques semble remettre très nettement en question les raisons d'être mêmes d'une telle institution.

La situation en ce qui concerne la conception que le public se fait du Moyen-Orient en général et des droits du peuple palestinien en particulier est manifestement inacceptable, ne serait-ce que pour des raisons morales. Elle est très dangereuse aussi vu la nette possibilité que lors des prochaines

hostilités au Moyen-Orient, lorsqu'Israël pénétrera au Sud du Liban pour essayer de liquider la résistance palestinienne et d'annexer le territoire, dégèneront en un affrontement direct entre superpuissances à un moment où les tensions de la guerre froide ne font que se renforcer. Mais heureusement, au Canada, les tentatives qui ont été faites pour faire comprendre aux médias le mal qui était fait et les dangers que créait leur parti pris ont, d'une façon générale, été tout à fait vaines. Le Globe and Mail, qui se flatte d'être le journal national canadien, en dépit de protestations, continue de ne rien voir de répréhensible à accorder régulièrement la possibilité à un rabbin de Toronto de commenter les affaires du Moyen-Orient. Cela suit une tradition d'information "objective" établie de longue date par le Toronto Star. Et le Star, lorsqu'on l'accuse de présenter les nouvelles de façon sensationnelle pour accroître son tirage, par exemple en imprimant la photographie de l'exécution en Mauritanie avec sa légende trompeuse, rejette pieusement les accusations. Il n'était pas vrai que cela soit fait pour accroître le tirage, a dit le Star, car la photographie en question a été reproduite en page 12 et donc, pour l'avoir vue, il fallait déjà avoir acheté le journal.

De même, les plaintes dirigées contre Radio-Canada ne suscitent que des réponses de routine, quel que soit le niveau hiérarchique auquel on s'adresse dans l'organisation, affirmant que la programmation du réseau est équilibrée et objective. Si l'on va plus haut et l'on s'adresse, non plus à Radio-Canada, mais à l'organisme de tutelle du gouvernement fédéral (le CRTC), on obtient aucune réponse; les objections soulevées directement auprès des ministres qui sont en dernière analyse responsables des médias au Canada ne suscitent que des platitudes et la répétition des idioties que Radio-Canada offre pour justifier les calomnies présentées au lieu d'informations. Cependant, ce n'est pas ainsi que l'on doit s'acquitter des responsabilités sociales. Ceux qui savent ce qui se passe effectivement doivent continuer d'élever la voix dans toutes les instances disponibles, de mettre en place de nouveaux mécanismes pour porter la réalité effrayante à la connaissance du grand public et d'exiger que les médias corrigent la situation. Si chacun doit le faire, ce n'est pas seulement pour faire valoir les droits du peuple palestinien, bien que cela soit certainement une raison suffisante, mais aussi parce que tous les habitants du globe ont un enjeu dans l'affaire, qui peut fort bien être leur propre survie.

"LA QUESTION DE PALESTINE?"

(Perspectives d'humanisation du peuple palestinien auprès de l'opinion publique américaine)

Rev. Donald E. Wagner

L'Américain moyen doit surmonter des barrières imposantes, s'il veut connaître le Palestinien en tant qu'être humain. Ceux qui, parmi les milieux politiques, les médias, les églises, les éducateurs et bien d'autres milieux, façonnent l'opinion publique ont créé une image unidimensionnelle des Palestiniens au cours des 30 dernières années. A ce jour, l'expérience américaine, à un petit nombre d'importantes exceptions près, a été un engagement émotif positif à l'égard des Juifs israéliens et un tableau négatif des Arabes en général des Palestiniens en particulier.

Cependant, les récents sondages d'opinion montrent que les Américains commencent à prendre conscience de la cause palestinienne et des droits fondamentaux de l'homme des Palestiniens. Par exemple, il ressort d'enquêtes effectuées par les trois principaux réseaux de télévision que l'attention accordée aux Palestiniens est beaucoup plus vive depuis 1976. Dans une enquête réalisée en janvier 1975, Yankelovitch a constaté que 52 p. 100 seulement des Américains interrogés avaient entendu parler de l'OLP. En mars 1979, ce chiffre avait atteint 77 p. 100. En outre, 41 p. 100 des Américains qui suivent les événements du Moyen-Orient se sont dits favorables à l'Etat palestinien indépendant, lors d'une Enquête réalisée la même année. 1/

D'autres analystes de l'opinion publique américaine concernant les Arabes comme Jack Shaheen, Edward Said et Edmund Ghareeb sont parvenus à la conclusion que les Arabes, du point de vue des stéréotypes des médias, se trouvent habituellement au bas de l'échelle de la société américaine. Leurs études relèvent les attitudes racistes extrêmes qu'ils manifestent dans la façon dont les Arabes sont dépeints dans les programmes de télévision, au cinéma, dans les caricatures ou dans les autres déterminants de l'opinion publique de la société américaine. 2/

Il me semble que, bien que nous commencions à déceler une plus grande ouverture à l'égard de la question palestinienne aux Etats-Unis, il demeure des obstacles massifs qui empêchent les Américains de concevoir la cause palestinienne comme juste et humaine. Il me semble aussi que nous avons devant nous une double tâche si nous voulons que l'opinion publique américaine adopte une attitude plus ouverte à l'égard de la question palestinienne. Premièrement, nous devons analyser la complexité des obstacles qui compromettent la cause des Palestiniens aux Etats-Unis; et, deuxièmement, nous devons rechercher toutes les instances et tous les médias dans lesquels la question palestinienne peut être soulevée en tant que question humaine légitime. Notre objectif doit être d'évoquer un écho humain dans la population américaine sur ce point. Cet objectif n'est que l'étape suivante dans le processus qui consiste à améliorer la compréhension de la question de Palestine parmi le public.

Cette tâche ne doit pas être envisagée du point de vue d'une discipline particulière, qu'il s'agisse de la science politique, de la sociologie, des communications, etc., mais plutôt se présenter comme une enquête pluridisciplinaire sur la question de Palestine, sur son opposition et sur ses possibilités, dans le contexte américain. Je poursuis cette question en avouant mon parti pris, à savoir que la question de Palestine est en fait une cause juste et légitime qui réside au coeur du plus vaste conflit qui oppose Arabes et Israéliens. En outre, je suis convaincu que la poursuite des droits fondamentaux de l'homme du peuple palestinien n'exige aucunement que l'on refuse aux Juifs ou autres Arabes d'exercer l'intégralité de leurs droits de l'homme. 3/

Avant de commencer, je dois lancer une mise en garde. Il serait vain et naïf pour nous d'accepter, ne serait-ce qu'un moment, l'illusion qu'en racontant seulement l'histoire palestinienne sous un jour humain, la politique étrangère américaine s'infléchira et/ou justice sera enfin rendue aux Palestiniens. Pendant bien des années, de nombreux palestiniens ont été convaincus que la justice fondamentale de leur cause recevrait le soutien de la communauté internationale et qu'ils pourraient un jour retourner dans leurs foyers. L'époque à laquelle nous vivons est bien trop complexe et est dominée par les expressions les plus démoniaques de la "realpolitik". Malheureusement la justice ne vient pas naturellement dans notre monde.

En tant qu'Américain, je peux être encore plus franc dans la mesure où cela s'applique aux Etats-Unis. Nous sommes un peuple pragmatique et, de plus en plus, nous considérons le monde et les peuples d'autres nationalités en nous demandant "que peuvent-ils faire pour moi et pour sécurité économique et militaire?". Mon côté le plus sceptique me dit que tant que les Américains n'en retireront pas d'avantages militaires et économiques, ils refuseront de considérer la question palestinienne.

Passons maintenant à quelques-uns des obstacles que nous devons comprendre si nous voulons essayer d'humaniser la question palestinienne dans l'opinion publique américaine. La liste est loin d'être complète, mais il y a six considérations importantes. Premièrement, la question de Palestine se heurte à l'obstacle qui combine les craintes des Américains et leur sentiment de supériorité à l'égard des peuples du tiers monde. Les Américains en général, avec cependant un nombre croissant d'exceptions, n'ont guère de respect pour les coutumes traditionnelles, les luttes économiques ou même la langue des peuples en développement. Ces peuples sont discutés en public ou présentés dans les médias comme étant retardataires, primitifs et appartenant à une espèce inférieure. Si des transformations révolutionnaires se produisent au sein de ces peuples, comme c'est le cas pour les Palestiniens, il y a plus la crainte que les pauvres indigènes se trouvent attirés dans l'orbite de Moscou, de la Havane ou de Pékin. Pour les Palestiniens, la chose est encore plus grave grâce à la politique de M. Reagan et de Haig, qui les associent à un réseau de terroristes mondial et les mettent dans le même sac que Khadafi, en Libye, et les Brigades Rouges.

La réponse traditionnelle donnée par les Américains dans leurs rapports avec les peuples du tiers monde a été de les neutraliser, d'acquiescer sur eux une influence ou d'adopter une attitude militaire agressive, envisagée soit comme une protection soit comme une mesure de contrôle. Au premier plan

de ces attitudes, il y a l'assistance militaire et économique qui a généralement conduit à un état de dépendance, et le soutien américain aux régimes dictatoriaux. Les cas dans lesquels les Etats-Unis ont créé des glaces pour se protéger du communisme, comme le Viet-Nam, l'Iran et aujourd'hui et Salvador, se passe d'autres commentaires.

Ces attitudes de crainte et de supériorité persistent et sont actuellement intensifiées par le Gouvernement américain d'aujourd'hui, ses institutions politiques, les intérêts commerciaux internationaux et multinationaux et, évidemment, les médias. La question de Palestine, face à cet obstacle complexe et profondément enraciné, se heurte à des difficultés énormes. L'image et la rhétorique révolutionnaires des Palestiniens provoquent les anxiétés les plus graves possibles chez l'Américain moyen. Il faut aider les Américains en approfondissant l'analyse et en organisant des rapports plus humains avec le peuple palestinien. L'analyse simpliste de conflits politiques et historiques complexes qui se ramènent généralement à savoir qui est pro-américain ou anticomuniste est non seulement superficielle mais aussi dangereuse.

Un deuxième obstacle réside dans la tendance des médias américains, y compris les journaux et le cinéma, à présenter les Palestiniens de façon peu humaine et les Juifs israéliens comme des personnes pleines de compassion, proaméricaines et orientées vers le pouvoir. Une analyse des médias nous dit que le pouvoir, l'efficacité et l'image du "petit David conquérant Goliath" flattent les sentiments américains. Depuis 1948, ceux qui façonnent l'opinion ont diffusé une image humaine du "petit David" qui a lié l'Amérique à l'expérience juive. Refusant d'attacher une valeur à cette association, je ne parlerai que de ceux qui ont été présentés comme d'affreux terroristes et des réfugiés sans visage, les Palestiniens. Les Américains continuent de concevoir les Palestiniens comme appartenant à une race surhumaine, image tout à fait raciste et inexacte comme celle qui a été présentée sur le programme "20/20" de la chaîne ABC-TV par Giraldo Rivera il y a un an. De telles tromperies sont diffusées auprès de consommateurs qui n'ont guère de conscience politique ou historique de la situation, et l'information est présentée sous le couvert de l'objectivité.

Bien entendu, il y a de nombreuses raisons plausibles pour lesquelles les journalistes et les commentaires de télévision doivent réduire leurs informations en fonction du temps ou de l'espace disponible. Cependant, nul ne peut excuser la forme anti-arabe d'antisémitisme qui entache l'objectivité de la presse. Un journalisme comme celui de Rivera, qui ne correspond ni au monde des Palestiniens, ni aux réalités américaines, ne crée pas de dimension humaine. Très peu de la passion, de la profondeur, de la beauté ou même de la diversité professionnelle des Palestiniens en tant que peuple n'est connue.

Ce qu'il faut, c'est une analyse en profondeur, et diverse, du peuple palestinien dans les médias. La plupart des gens, lorsqu'on leur demande de citer un Palestinien, nomme Yasser Arafat. leurs sentiments à son égard ont été façonnés par des caricatures racistes, des éditoriaux pleins de préjugés ou des articles de presse sur les terroristes arabes. Pourquoi les Américains ne peuvent-ils pas nommer des auteurs, des poètes ou des maires palestiniens

ou l'un quelconque des autres professionnels qui, de par le monde, apportent une contribution notable à leur collectivité? Les analystes politiques et les médias en général ont diffusé auprès des Américains des images trompeuses de la question de Palestine comme s'il s'agissait de l'ensemble du problème. La tâche qui reste à accomplir consiste à rouvrir la question et à lui donner un caractère humain.

Le troisième obstacle réside dans le fait que le monde arabe n'a pu présenter ses arguments de façon humaine en comparaison du perfectionnement bien supérieur mis par les sionnistes à raconter leur propre histoire. Je veux être parfaitement clair sur ce point. Je ne souscris aucunement à la notion d'une conspiration sionniste qui contrôlerait les médias, et je ne veux pas accréditer une telle idée. Quelques-uns des meilleurs articles sur la question de Palestine sont écrits par des Juifs israéliens, européens ou américains comme Peretz Kidron et bien d'autres en Israël et Eric Rouleau du Monde. En outre, les médias américains sont un secteur beaucoup trop complexe pour pouvoir être contrôlés par un seul groupe d'intérêt, pour efficaces que son lobby et sa présence puissent être au sein des médias.

John Weisman, dans son article intitulé "Blind Spot in the Middle East" 4/ paru dans TV Guide a souligné plusieurs points importants, et surtout l'avantage marqué qu'un journaliste de la presse ou de la télévision a en Israël par opposition au monde arabe. L'accès aux populations, les technologies disponibles, une censure moins stricte, des relais techniques avec les stations de télévision et de radio américaines, sont parmi les obstacles pratiques que les Israéliens ont surmontés et qui ont le plus besoin de diffuser leurs arguments à l'Occident. Bien entendu, les dirigeants sionistes ont reconnu très rapidement la nécessité de communications efficaces et, lorsqu'ils ont déplacé leur siège de Londres à New York en 1942, ils ont franchi un pas important s'agissant de capturer et de contrôler l'esprit américain en ce qui concerne la question de Palestine.

Un autre aspect de cette inefficacité arabe et de ce perfectionnement israélien est la façon dont les médias sont utilisés, de plus en plus, pour calculer les répercussions des initiatives politiques en Moyen-Orient. Aussi bien les Arabes que les Israéliens tiennent de plus en plus compte des effets de propagande de leurs initiatives respectives, qu'il s'agisse d'action ou d'initiative de paix. Le processus de Camp David a amené le directeur d'un réseau de télévision à dire ce qui suit:

"Il semble ne faire aucun doute que les médias ont été la principale instance de négociations. Il ne fait aucun doute non plus que nous avons servi d'intermédiaires. Toutefois, il est difficile de dire où s'achève le journalisme et où commence la communication de message".5/

Encore plus suspectes ont été les mesures prises par Menachem Begin pour virtuellement annexer les Hauteurs du Golan tandis que les Etats-Unis et l'Europe occidentale étaient préoccupés par la Pologne. Il semblerait que l'accent que les médias ont placé sur cette difficile situation ont fourni à Bégin l'occasion nécessaire, l'esprit de l'Occident étant alors tourné vers d'autres choses, pour exécuter cette tactique attendue de longue date mais illégale au

moment le plus propice. les fuites qui ont eu lieu dans la presse israélienne et les rapports des services secrets ont indiqué l'existence d'un plan massif d'invasion du Sud du Liban à la suite de l'annexion du Golan, encore une fois sous le couvert des médias préoccupés par la Pologne. Ces événements montrent à quel point les médias sont manipulés. Tant que des voix ne s'élèveront pas pour opposer un "non" parfaitement clair à ces orchestrations, on continuera certainement de descendre de plus en plus bas.

Un quatrième obstacle à l'humanisation de la question de Palestine est l'effet d'accoutumance que les médias produisent sur notre esprit lorsqu'il s'agit de comprendre la violence et l'oppression. Il ressort des études qui ont été faites que la télévision et le cinéma ont influencé notre capacité de comprendre la souffrance humaine et de réagir. Pour bon nombre d'entre nous, cela a commencé avec les décomptes quotidiens de cadavres et les photographies de carnage pendant la guerre du Viet-Nam. De même, l'agression israélienne contre le Liban et les Palestiniens a produit aussi un certain effet d'accoutumance et de tolérance.

Un article paru récemment dans Middle East International a exprimé cela clairement:

"Le monde est devenu si habitué à l'agression israélienne que les commentateurs politiques et même les hommes d'Etat discutent avec détachement de la question de savoir quelle sera la prochaine cible d'Israël. Une autre invasion du Sud du Liban? Une attaque aérienne sur la vallée du Bekaa? L'annexion de la Bande de Gaza ou de la Rive Occidentale, ou des deux? Bien que tous ces événements représentent des violations du droit international et des obligations assumées par Israël en tant que Membres de l'Organisation des Nations Unies, ils sont envisagés aussi clairement que si Israël avait parfaitement le droit de décider de son propre chef des attaques à prévoir contre ses voisins pour saisir, occuper et, en définitive, annexer leur territoire et en expulser les habitants". 6/

Encore une fois, il n'y a guère de protestation publique aux Etats-Unis, et certainement aucun mot crédible de la part des dirigeants de Washington. L'agression d'Israël a eu pour effet non pas tant de lui aliéner l'opinion publique, mais plutôt de conduire les gens à la justifier ou à faire la sourde oreille devant l'escalade de la violence. Les victimes restent dans l'ombre, et les questions qu'elles soulèvent ne sont plus entendues.

Un cinquième obstacle réside dans l'opposition politique et économique à la question palestinienne au sein des partis politiques américains. Le mouvement sionniste a eu le soutien des partis républicain et démocrate depuis la réélection du président Truman, en 1948. En outre, l'aide étrangère et l'assistance militaire fournies par les Etats-Unis à Israël a dépassé 3,5 milliards de dollars, montant qui a servi à garantir les intérêts américains au Moyen-Orient. A la lumière de ces deux facteurs seulement, un Etat palestinien indépendant ne servirait pas les intérêts politiques et économiques des Américains dans un proche avenir.

Tout homme politique qui entame un dialogue avec l'OLP ou préconise la

création d'un Etat palestinien indépendant s'expose à des problèmes. Il suffit de prendre le cas du député de l'Illinois, Paul Findley, qui a publiquement préconisé un dialogue avec l'OLP. Bien que sa circonscription ait moins de 5 p. 100 d'électeurs juifs, les organisations sionistes du pays tout entier ont dépensé des sommes considérables sans sa circonscription pour qu'il ne soit pas réélu en 1980. Il a été réélu mais la campagne de 1982 a maintenant commencé, avec des réunions dans des synagogues de Chicago et une campagne de collecte de fonds organisée sur le thème "pour protéger notre héritage".

Les sionistes et les partis américains traditionnels étant si opposés à la question de Palestine, on peut aller plus loin et dire que cette politique se reflète dans les médias. A mon avis les médias américains reflètent généralement la politique gouvernementale et s'il y a place pour des opinions diverses, les médias s'inspirent essentiellement de ce que Edward Said a identifié comme "l'appareil politique". Le Professeur Said identifie les éléments suivants:

"...l'intelligentsia, alliée à une communauté de stratèges géopolitique. Tout cela est présidé par les grands pouvoirs établis, les sociétés pétrolières, les énormes sociétés multinationales, les milieux militaires et les services secrets, et l'exécutif du gouvernement." 7/

Cela semble s'appliquer très directement à notre souci d'humanisation de la question palestinienne. Cela explique aussi pourquoi le terrorisme d'Etat dirigé par Israël contre les Palestiniens continue d'être innové par le représentant des Etats-Unis à l'Organisation des Nations Unies ainsi que dans les médias. Cela nous aide à comprendre pourquoi le Département d'Etat des Etats-Unis établit tous les ans des rapports sur les droits de l'homme qui ignorent presque complètement la documentation soumise par huit organismes de réputation internationale prouvant qu'Israël torture effectivement les prisonniers palestiniens. Cela explique pourquoi ces rapports ont été ignorés par les médias et pourquoi les fameux télégrammes d'Alexandra Johnson ont été doucement mis de côté.

La conclusion est que, d'une façon générale, les médias reflètent la politique du Gouvernement des Etats-Unis et que ces images, cette connaissance imparfaite et cette orientation ruissellent vers le bas et projettent des images des Palestiniens qui ignorent leur dignité humaine.

Pour souligner ce point en prenant un exemple tiré dans un domaine différent bien que connexe, le Media Institute a publié le 112 mars 1982 une étude selon laquelle les réseaux de télévision ont trop dépendu des sources d'informations gouvernementales pendant les crises pétrolières de 1973 et 1978. Le Président du Media Institute, Leonard J. Theberge, dit que l'étude avait porté sur les informations diffusées par les réseaux de télévision pendant les deux périodes de pénurie de pétrole aux Etats-Unis et de hausse vertigineuse des prix. Les ordinateurs ont traité 1 462 nouvelles représentant 39,5 heures de programmation pendant les deux périodes, et les conclusions de l'étude étaient notamment les suivantes:

- 1) On a estimé que le gouvernement avait fourni 56 p. 100 d'informations, l'industrie du pétrole 17 p. 100 et que les avis de l'extérieur (universitaires, économistes attachés à des établissements financiers, etc.) n'avaient représenté que 2 p. 100 du temps d'antenne,
- 2) Lorsque des questions ont été posées quant aux solutions possibles, les hommes politiques et les représentants du gouvernement ont fourni 70 p. 100 de toutes les réponses. 8/

Si l'on devait faire une étude analogue sur la question de Palestine, je pense que les statistiques seraient encore plus élevées pour ce qui est de l'apport du gouvernement. Le dernier obstacle à l'humanisation de la question de Palestine est un sujet qui est rarement discuté ouvertement et qui certainement doit être mieux connu. Il faut se préparer à des accusations de paranoïa lorsqu'on parle de cette question en public. Je veux parler du climat bien connu d'intimidation et de musellement pure et simple des porte-parole de la question palestinienne aux Etats-Unis.

Le journaliste britannique Michael Adams, du Manchester Gardian qui a une connaissance de première main de cette activité, a écrit ce qui suit:

"la presse traite le problème du Moyen-Orient d'une façon très différente de celle dont elle traite les autres sujets controversés. Des opinions extrêmement divergentes sur ces autres questions ont été exprimées, sans que l'on s'en excuse. Il n'y a pas eu, à ma connaissance, de tentatives concertées d'étouffer les nouvelles d'une partie ou de l'autre dans des situations aussi controversées. Je ne crois pas non plus qu'il y ait eu de tentative délibérée de noircir le caractère ou de compromettre la réputation de ceux qui ont cherché à présenter les arguments pour l'une ou l'autre des parties intéressées. Cependant, le différend entre les Arabes et Israël est tout à fait différent. En l'occurrence, il y a eu une tentative concertée d'empêcher un côté d'exprimer librement ses opinions; j'irai même plus loin et dirai qu'il s'agit d'un élément conscient et délibéré de la stratégie sioniste qui vise à prévenir, dans toute la mesure du possible, la publication d'informations favorables aux Arabes ou critiques à l'égard d'Israël. 9/

Ma propre expérience, limitée de la question palestinienne dans le contexte américain met cela en lumière. L'exemple le plus frappant que je peux rapporter est le cas de Ziad Abu Ein, jeune Palestinien extradé en Israël par les Etats-Unis le 12 décembre 1981 après une procédure judiciaire longue et complexe. Ceux d'entre nous qui ont travaillé sur cette affaire avons été constamment frustrés par l'ingérence du Département d'Etat dans le processus judiciaire et par son rôle dans les médias. Par exemple, en novembre 1979, un porte-parole du Département d'Etat a déclaré avant le commencement du procès sur la National Public Radio que Ziad était coupable de terrorisme. En outre, le Service de presse du Département d'Etat a communiqué la décision relative à l'extradition de Ziad aux médias. Par exemple, en novembre 1979, un porte-parole du Département d'Etat a déclaré avant le commencement du procès sur la National Public Radio que Ziad était coupable de terrorisme. En outre, le Service de presse du Département d'Etat a communiqué la décision relative à l'extradition

de Ziad aux médias bien avant que l'avocat de la défense, les membres de sa famille et les partisans du Ziad ne l'apprennent, de sorte que l'affaire n'a pu être suivie que sur les stations de radio, en entendant seulement le point de vue du gouvernement.

Un autre aspect de cette situation était le refus des médias de parler de l'épreuve de Ziad, spécialement à Chicago. Il ne fait aucun doute que la principale raison en a été le manque d'expérience que nous avons s'agissant de traiter avec les médias et le fait que la coordination voulue n'a pas été maintenue au sein d'une campagne soutenue auprès de différentes associations arabo-américaines. Cependant, plusieurs conférences de presse, campagne par lettres et contacts téléphoniques, au cours d'une année et demie, n'ont produit que des résultats minimes.

Enfin, en juin 1981, plusieurs journaux et stations de radio ont commencé à s'intéresser au cas de Ziad. Un reporter de télévision appartenant à une station affiliée à un réseau national à Chicago a réalisé une excellente enquête sur Ziad, comportant notamment une interview en prison. Puis, tout d'un coup les nouvelles se sont tues. Le reporter nous a dit que des pressions incroyables avaient été exercées sur la station de télévision ainsi que sur lui-même. En quelques semaines seulement, le reporter a silencieusement déménagé dans une autre ville.

Les informations publiées le 26 février 1982 ajoutent une autre dimension encore à cet obstacle. Selon plusieurs rapports de presse, le FBI et Israël avaient l'intention d'envoyer en Israël, en avril, le prisonnier Jerome Radick pour témoigner et déclarer qu'il avait entendu Ziad avouer le crime en question. Cependant, dans une déclaration faite sous serment devant un avocat, M. Radick a dit les raisons pour lesquelles il devait témoigner:

"Un certain Jerry Howe, du FBI, est entré en contact avec moi et m'a demandé de travailler pour eux pour avoir Ziad Abu Ein. Un Grand Jury fédéral a été organisé pour faire une enquête sur Ziad, sa famille et ses partisans. Avant de témoigner devant le Grand Jury, le FBI m'a dit quoi dire. Ils m'ont aussi dit d'affirmer que Ziad avait avoué devant moi avoir déposé une bombe à Tibériade. Ce n'est pas vrai. A aucun moment Ziad n'a avoué pareille chose devant moi." 10/

Les pressions exercées par le FBI et le Département d'Etat des Etats-Unis non seulement ont entravé la bonne marche de la justice dans le cas de Ziad, mais ont aussi servi à créer des données, à intimider les médias, à harceler les défenseurs de Ziad Abu Ein et, d'une façon générale, à soustraire cette affaire délicate à l'opinion publique. Ce dernier obstacle est extrêmement complexe et mal documenté, mais il faut en tenir compte lorsqu'on évalue l'opinion publique sur la question de Palestine.

II. Passons maintenant, brièvement, à trois ou quatre seulement des nombreux principes qui peuvent être mentionnés s'agissant d'apporter une dimension humaine à la question de Palestine.

Une émission télévisée réalisée à Beyrouth sur le bombardement israélien de civils libanais et palestiniens en juillet dernier a rencontré un écho

sympathique chez la plupart des Américains. En revanche, un discours politique de Yasser Arafat lors d'une réunion au sommet des pays arabes a entraîné une réaction négative. Dans chaque situation, le spectateur américain n'a reçu aucune information de caractère général pour pouvoir se faire une idée juste de la question. Si une réaction a été suscitée dans l'un et l'autre cas, l'absence d'historique et l'environnement humain de chaque cas empêchaient une compréhension complète de la question.

A notre avis, notre objectif, qui est d'humaniser la question de Palestine est double: il faut d'abord évoquer un écho positif et humain et, ensuite, interpréter l'histoire et l'environnement du Mouvement palestinien auprès du public américain, qui, à l'heure actuelle, connaît mal la politique concernant le Moyen-Orient.

Dans la plupart des cas, notre perspective sur le processus de communication se trouvera renversée. Nombre d'entre nous sommes programmés pour communiquer notre message politique, historique ou religieux de la façon la plus claire possible. Selon le spécialiste des médias Anthony Schwartz, le message de base n'est pas le point de départ, mais le produit fini. Cela semble s'appliquer particulièrement à notre souci actuel, qui est de renverser le stéréotype négatif des Palestiniens. Schwartz pense que nous devons commencer par la question: "comment pouvons-nous évoquer un écho favorable auprès de notre public?" 11/ Autrement dit, comment pouvons-nous parler de la question pour que les gens nous entendent, plutôt que d'avoir une réaction négative?

Schwartz dit que ce processus fait intervenir trois domaines de recherche, que je n'exposerai pas en détail ici, mais mentionnerai seulement pour ceux qui voudront s'atteler à cette tâche:

1. Quelles sont les précédentes images auditives et visuelles mémorisées dans l'esprit des gens et comment pouvons-nous passer d'une attitude de répulsion à une attitude de confiance? (Il convient de noter à quel point la publicité est fondée sur un message initial de confiance par l'association du produit avec une célébrité ou un environnement positif);
2. Quelle technique pouvons-nous employer dans le secteur des communications pour exprimer au mieux le message des différents niveaux compte tenu de l'existence de plusieurs publics américains (qui et comment);
3. Le nouveau message sera conçu à la lumière de ces réalités et, à ce stade, on définit le message de base que l'on veut communiquer. 12/

Un excellent exemple de ce processus est une interview récemment diffusée par la chaîne de télévision NBC avec Yasser Arafat et plusieurs dirigeants de L'OLP. Les images précédentes d'Arafat étaient trop controversées pour un média comme la télévision américaine. Comme la plupart des politiciens arabes, l'image d'Arafat est façonnée en fonction de son peuple, et il est habitué à faire de longs discours devant les milliers de personnes lors des manifestations politiques en plein air. L'interview sur NBC a commencé sur plusieurs scènes familières aux Américains puis est passée sur une table de salle à manger. Une discussion non formelle avec M. Arafat et le porte-parole de l'OLP Labadi dans un contexte très détendu a présenté M. Arafat sous un jour

plus intime et plus humain. Les mêmes entretiens au coin du feu avec les Présidents américains et les gros plans de leurs visages à la télévision visent à réduire la distance psycho-sociale entre sujet et public.

Plusieurs aspects des médias doivent être remis en question, qu'il s'agisse de l'usage d'un certain langage et de stéréotypes et de la nécessité pour la presse de publier des enquêtes plus approfondies. Cependant, comme la prise de conscience de la question palestinienne n'en est encore qu'à ses tous premiers stades parmi les Américains, il faut, si l'on veut être entendu, susciter un écho favorable. Il n'y a rien de simple, d'immédiat ni de garanti dans cette approche. Il faudra des années pour surmonter les obstacles qui existent et réparer les dommages qui ont été causés.

Une deuxième considération relative aux médias a de nombreuses autres ramifications, de sorte qu'il faut dépasser le stade de "l'Arabe acceptable" que nous avons atteint avec le président Sadat. M. Sadat, pour différentes raisons politiquement acceptables, a pu surmonter un grand nombre des associations négatives dont souffrent les Arabes en Amérique. Parmi ces raisons, on peut citer la nécessité du Gouvernement des Etats-Unis de conjuguer ses forces avec les dirigeants sionistes pour faire accepter Camp David par les consommateurs américains et, chose plus importante, de créer un autre porte-parole des Palestiniens. L'image de Sadate s'est améliorée à tel point que, comme l'indiquerait un sondage d'opinions réalisé par l'Institut Harris en avril 1978, les Américains auraient autant confiance en Sadate qu'en Begin s'il surgissait un désaccord dans les négociations de paix. En mars 1979, un sondage de l'Institut Gallup a montré que 36 p. 100 des personnes interrogées étaient d'avis que l'Egypte faisait tout ce qu'elle pouvait pour la paix tandis que 28 p. 100 seulement pouvaient en dire autant d'Israël. 13/

L'étape suivante, en ce qui concerne la politique et l'opinion américaines, doit être d'humaniser les Palestiniens de façon à les faire accepter comme étant des porte-parole dignes de confiance non seulement de leur propre cause mais aussi de la paix dans l'ensemble du Moyen-Orient. Nous n'avons pas besoin d'un événement blanchi par les médias comme dans le cas de M. Sadate. Nous n'avons pas besoin d'une "personnalité sûre" fabriquée de toutes pièces dans les services de presse du Département d'Etat. Ce dont nous avons besoin, c'est de porte-parole éduqués et humains, peut-être des femmes, qui puissent rencontrer le public aux mêmes niveaux de crainte et d'arrogance et peu à peu faire connaître en profondeur la question palestinienne. Ce processus doit être entamé dans le cadre de colloques universitaires, de dîners d'Eglise, d'entretiens télévisés, de bulletins d'informations et dans d'autres instances.

La dernière des nombreuses suggestions que je voudrais faire est que le moment est depuis longtemps venu de redoubler d'efforts pour faire comprendre la question palestinienne à différents niveaux, qu'il s'agisse d'églises, de groupements arabo-américains ou de campagnes de masses. Dans notre société pluraliste, avec la concurrence qui existe dans les structures politiques et les processus de prise de décisions, les groupes organisés peuvent influencer la conscience du public et la prise de décisions. Plus les groupes seront efficaces et plus leur participation sera large, plus ils auront de chance de succès. Heureusement ou malheureusement, selon le cas, l'opinion publique et politique gouvernementale vont de pair. L'une et l'autre sont façonnées par les groupes de pression.

J'espère qu'à mesure que de tel groupes se constitueront pour défendre la question palestinienne, ils éviteront les tactiques maladroites de la "majorité morale" et du lobby israélien, l'AIPAC. Un progrès à court terme obtenu par des pressions intenses et par des manipulations conduit généralement à une aliénation à long terme du public.

Ces activités doivent englober des initiatives tant politiques que non politiques. Un certain nombre de programmes culturels et religieux peuvent être organisés dans le cadre de différentes confessions chrétiennes et de réseaux éducatifs ou culturels. Il faut également étudier la possibilité d'utiliser les institutions existantes et les organisations auxquelles appartiennent généralement les Américains. Si les problèmes sont différents et que les méthodes doivent nécessairement être ajustées, on peut tirer une leçon immédiate d'une analyse du Mouvement européen pour la paix et de son apparition aux Etats-Unis avec des intérêts comparables au mouvement contre la guerre des années 1960. Les initiatives ont été prises à tous les niveaux ces deux dernières années, qu'il s'agisse de projets de lois déposés par les membres du Sénat ou de la Chambre des représentants, de campagnes et de pétitions massives, de concerts de musiciens professionnels ou des prises de position de différentes églises et synagogues. Tout cela ne se ramène pas à une question aussi complexe que la question de Palestine, et un mouvement comparable est peu probable, mais il y a beaucoup à apprendre.

* * * * *

L'exposé ci-dessus a cherché à explorer la dimension humaine de la question de Palestine, les raisons pour lesquelles ces questions se trouvent exclues de l'opinion publique américaine et à faire quelques suggestions. Les tendances actuelles de la société américaine et du Moyen-Orient peuvent éliminer les possibilités qui demeurent de faire entendre des valeurs humaines au public américain. Si tel est le cas, la "conscience américaine" ne pourra être éveillée que par des négociations politiques, un boycottage du pétrole par les Arabes et la guerre. Les négociations et un boycottage pétrolier sont des outils qui peuvent infléchir l'opinion publique, la guerre et ses conséquences nucléaires étant un dernier ressort.

Le Professeur Edward Said a récemment invité les milieux universitaires du Moyen-Orient à sortir de leurs disciplines spécialisées et de leurs "analyses olympiennes" pour chercher à appliquer leurs talents à la solution des réalités quotidiennes auxquelles les populations de cette région se trouvent confrontées. Ces paroles valent aussi pour d'autres disciplines, qu'il s'agisse de reporters de la télévision et de la radio, des éditorialistes, des producteurs de cinéma, des hommes d'église, des représentants des gouvernements, etc.

"...toute connaissance est interprétation, et cette interprétation doit être prudente dans ses méthodes et dans ses buts si l'on veut qu'elle soit vigilante et humaine. Au-dessous de toute interprétation d'autres cultures, cependant, il y a le choix que doit faire le savant ou l'intellectuel. Mettre son intellect au service du pouvoir ou au service de la critique, de la communauté et du sens moral. Ce choix doit être le premier acte d'interprétation aujourd'hui, et il doit aboutir à une décision, et pas seulement à un ajournement." 14/

J'espère que la nécessité d'humaniser la question de Palestine retiendra l'attention des milieux et des organisations véritablement créateurs dans tous les secteurs de la société américaine, les perspectives d'une solution juste et pacifique du conflit du Moyen-Orient s'amenuisant chaque jour.

NOTES

1. William C. Adams, Editor, Television Coverage of the Middle East, Norwood, N.J.: Ablex Publishing Company, 1981, p. 20.
2. Michael C. Hudson et Ronald White, The American Media and the Arabs, Washington: Center for Contemporary Arab Studies, 1980, pp. 39-66.
3. La base des droits fondamentaux de la personne humaine est consacrée dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et dans les Pactes relatifs aux droits économiques, civils et politiques et aux droits sociaux et culturels.
4. John Weisman, "The Blind Spot in the Middle East," TV Guide, October 24, 1981, p. 7 et suivantes.
5. Edmund Ghareeb, Splitvision, Washington: Institute of Middle Eastern and African Affairs, Inc. 1977, p. 13
6. Middle East International, No 169, 26 février 1962, p. 1.
7. Tiré d'une étude non publiée intitulée "la formation de l'opinion publique américaine sur la question de Palestine", Edward Said, présenté au deuxième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine, 25-29 août 1980, p. 384.
8. Chicago Sun-Times, 2 mars 1982, Clark W. Bell, "Marketing (Advertising)".
9. Michael Adams, "Reason for Pro-Israel Bias", in The Arab World: From Nationalism to Revolution, publié sous la direction d'Abdeen Jabara et Janice Terry, Wilmette, Illinois: Medina University Press, 1971, p. 88-91, Voir également Publish It Not, Mayhew and Adams, Londres: Longman Publishers, 1975.
10. Le texte intégral de cette déclaration sous serment a été communiqué aux médias dans la soirée du 26 février 1982, et a été reproduit par l'Agence de presse UPI. On en a parlé dans plusieurs journaux et stations de radio. Le texte intégral de cette déclaration peut être obtenu en s'adressant à: Palestine Human Rights Campaign Office, 202 South State Street, Chicago, Illinois - 60604.
11. Anthony Schwartz, The Responsive Chord, Garden City, N.Y.: Anchor Press (Doubleday), 1972 p. 26-27.
12. Ibid. p. 27.
13. Adams, Television Coverage of the Middle East, p. 19
14. Edward Said.

LA QUESTION DE PALESTINE DANS LE CONTEXTE DE L'OCCUPATION MILITAIRE

Pr. Harold A. McDougal

I. Introduction

Au paragraphe 3 a) de sa résolution 36/120 B relative à la "Question de Palestine", adoptée le 10 décembre 1981, l'Assemblée générale a demandé l'organisation tous les ans d'un séminaire en Amérique du Sud pour faire mieux comprendre la question palestinienne à l'échelon internationale. C'est pour moi un grand honneur que d'être invité par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien à participer au Séminaire de cette année.

J'ai été invité par l'Association arabo-américaine des diplômés d'universités à me rendre en visite sur la Rive Occidentale occupée par Israël et à Gaza en novembre 1980 pour y étudier les répercussions de l'Ordonnance militaire No 854 israélienne concernant les universités palestiniennes sur la Rive Occidentale. Je faisais partie d'un groupe de huit professeurs d'universités américains invités eux aussi, dont mon collègue et professeur John Quigley, de la faculté de droit de l'Université de l'Ohio, qui participe également à ce Séminaire.

L'Ordonnance 854 a été promulguée par le Commandant militaire israélien de la Rive Occidentale, dirigée par Benyamin Bel Eliezer, le 6 juillet 1980, et a eu des effets spécifiques sur l'Université Bir Zeit, Université nationale Al Najah, Université de Bethléem et le Centre d'études islamiques, le Collège Al Shahrayah. Intitulée "ordonnance portant modification de la loi jordanienne No 16 de 1964 relative à l'éducation et à la culture (Judée et Samarie), 1980". L'Ordonnance No 854 modifie la législation jordanienne régissant l'organisation et la gestion des "gymnases", c'est-à-dire des écoles élémentaires et secondaires en l'étendant aux établissements universitaires. En d'autres termes, les règlements concernant les programmes d'étude, les lectures, les cours et le personnel, initialement rédigés en ayant à l'esprit les écoles élémentaires, doivent maintenant s'appliquer à des universités qui décernent des diplômes. En outre, un élément important de l'Ordonnance 854 est la section 6, qui prévoit que les universités auxquelles l'Ordonnance est applicable doivent être considérées comme opérant sur la base d'une licence temporaire, valable pour un an seulement. Cette section de l'Ordonnance fait aux universités l'obligation de faire une demande tous les ans aux autorités militaires simplement pour rouvrir leur porte au début de chaque année universitaire. Dans la jurisprudence américaine, c'est ce que nous appelons un effet de "refroidissement", le résultat inévitable étant de conduire le sujet de la loi à une prudence extrême, à charge de la preuve, s'agissant d'établir que son comportement est acceptable, lui incombant plutôt qu'aux autorités. Le Commandant militaire peut refuser, et refuse ou révoque en fait, les autorisations accordées à ces universités pour des raisons très diverses, formelles ou non.

Mes huit collègues et moi-même sommes parvenus à la conclusion que l'Ordonnance No 854, telle que nous l'avons vu appliquée sur la Rive Occidentale, imposait des "restrictions extrêmes" à l'enseignement supérieur. L'Ordonnance No 854 impose également une vaste censure des ouvrages d'enseignement (plus de 1 100 livres de différents types ont expressément été interdits dans les classes ou entre les mains d'individus) ainsi que de lourdes restrictions sur les cours magistraux et les programmes et manifestations périscolaires. Encore plus grave que le contrôle et la censure militaire systématique des programmes, avons-nous constaté, sont toutes les restrictions imposées à la liberté des étudiants et des enseignants, qu'il s'agisse de détention arbitraire, de refus de permis de travail, de suspension ou d'expulsion d'étudiants, de restrictions imposés à la liberté de déplacement et, dans certains cas, l'expulsion pure et simple d'étudiants ou d'enseignants de la Rive Occidentale elle-même. Nous sommes parvenus à la conclusion que l'Ordonnance No 854 faisait partie intégrante de ce qu'il est convenu d'appeler la "politique de la main de fer" du premier ministre Begin adoptée à la suite des accords de Camp David.

La répression, cependant, engendre la résistance, ce qui vaut pour la Rive Occidentale comme pour le reste du monde. Loin d'entraîner l'ordre et la soumission, l'Ordonnance No 854 a suscité un renouveau de la conscience et de la résistance nationales palestiniennes, comme l'ont prouvé les manifestations de masse qui ont eu lieu par la suite et qui se poursuivent encore aujourd'hui. J'ai été touché personnellement par l'étendue de la résistance palestinienne lorsque, le 26 novembre 1980, j'ai rendu visite à un étudiant hospitalisé par suite des blessures reçues lors d'une manifestation qui avait eu lieu la veille à l'Université Al Najah de Naplouse.

L'étudiant avait reçu une balle dans le genou droit, et de l'os du genou avait dû être retiré par un chirurgien. Le médecin a dit à l'étudiant qu'il semblait y avoir eu une explosion lorsque la balle avait pénétré dans sa jambe, ce qui avait rendu nécessaire l'ablation de l'os. L'étudiant ne pourra plus jamais marcher normalement. Précédemment, mon collègue Masao Mioshi de l'Université de California, à Berkeley, et moi-même, avons trouvé une balle dans une boîte de papiers se trouvant dans un kiosque dans le hall d'entrée de l'Université Al Najah, pas loin de la porte d'entrée. On nous avait dit à la radio que les soldats appelés à intervenir lors des manifestations d'étudiants utilisaient des balles en caoutchouc et du gaz lacrymogène pour disperser les étudiants. Ces "balles en caoutchouc" avaient percé les portes en métal de l'entrée de l'Université et avaient blessé deux étudiants cachés derrière les portes fermées. Les soldats ont refusé de laisser entrer une ambulance pour aller chercher les étudiants qui perdaient leur sang, selon les témoignages que nous avons reçus des enseignants d'Al Najah. Il semble qu'il y ait eu un médecin à l'intérieur du bâtiment qui a arrêté l'hémorragie. La balle que nous avons trouvée avait traversé la porte en métal, pénétré les cloisons en métal et en formica du kiosque et perdu sa force dans une boîte de papiers qui se trouvait à l'intérieur du kiosque. Lorsque nous avons examiné la balle, nous avons constaté que la pointe en était aplatie, il s'agissait apparemment d'une balle creuse ou d'une balle "explosive" conçu pour faire un trou de la taille d'une pièce américaine de 25 cents, voire plus grand. L'utilisation de ces balles, interdite par les lois de la guerre 1/ en période d'hostilités, peut certainement être qualifiée de crime contre l'humanité 2/ lorsqu'elle est

dirigée contre une population civile, quels que soient les besoins en matière de sécurité d'une occupation militaire. 3/. Ma révolusion, apprenant qu'une telle arme était utilisée contre des civils, se trouvait aggravée lorsque j'ai interviewé l'étudiant blessé à l'hôpital plus tard dans la journée et lui ai dit, ainsi qu'à son médecin, que l'explosion qui lui avait déchiré le genou était due à balle explosive, une balle creuse, habituellement appelée balle "dum-dum", ce qui était manifestement contraire aux lois de la guerre et de la civilisation.

Cependant, mon but n'est pas ici d'établir l'illégalité des moyens par lesquels Israël maintient l'ordre public sur la Rive Occidentale; je suis certain que d'autres aborderont cette question dans le contexte des Conventions de Genève et de la Haye d'une façon beaucoup plus compétente que moi. Ma conclusion est que l'Ordonnance No 854 viole le droit international; c'est l'effet immédiat de répression de l'Ordonnance No 854 qui a donné naissance au conflit que j'ai pu observé, et que c'est de cette loi que je parlerai par conséquent.

II. L'Ordonnance militaire israélienne No 854 est contraire aux Conventions de la Haye relatives à la conduite de l'Occupation militaire

L'Article 43 de la Convention de La Haye de 1907 interdit à la puissance occupante de modifier la législation d'un territoire occupé, si ce n'est dans des cas de nécessité graves, c'est-à-dire pour assurer la sécurité de ses forces militaires. 4/. La Convention de la Haye est reconnue par Israël comme étant contraignante tant sur le plan formel que par la place qu'elle a acquise dans sa pratique.

L'Ordonnance No 854 modifie manifestement la législation jordanienne, qui régit les programmes d'études, etc., des écoles secondaires seulement et ne prévoit pas de réglementation au niveau universitaire. Les autorités israéliennes prétendent que la loi jordanienne ne mentionnait pas l'enseignement universitaire privé car elle souhaitait décourager la constitution d'universités autres que l'Université publique d'Amman, créé en 1964 par la "Loi No 17 de 1964 relative à l'Université jordanienne". La position israélienne semble reposer sur le raisonnement fallacieux selon lequel tout ce qui n'est pas autorisé est interdit. Un jugement définitif quant à la validité d'une telle affirmation devrait attendre le témoignage autorisé d'un représentant du Gouvernement jordanien. Cependant, il ne semble pas raisonnable que des règlements promulgués en vue de maintenir la discipline entre élèves en âge de fréquenter l'école élémentaire soient adaptés dans le cas d'une université, où la liberté universitaire est considérée comme essentielle par les enseignants et les administrateurs d'université, ainsi que par les étudiants, dans le monde entier.

La préoccupation éprouvée par Israël quant à l'illégalité d'une modification d'une loi préexistante dans les territoires occupés est révélée par la démarche adoptée lors de la promulgation de l'Ordonnance No 854. Apparemment, trois options ont été considérées: i) l'obligation d'appliquer à des universités privées comme Bir Zeit, établies de façon non formelle pendant l'occupation israélienne, des dispositions de la loi jordanienne relatives à l'Université publique d'Amman; ii) extension de la Loi No 16 de la Jordanie

relative à l'éducation et à la culture en l'adaptant de façon à mentionner les établissements d'enseignement supérieur; et iii) formulation d'une législation nouvelle fondée sur le droit israélien. La première option doit exiger d'Israël qu'il se substitue à la Jordanie en ce qui concerne le contrôle des universités, mesure qui avait évidemment de claires cannotations d'annexion; la troisième option aurait été une violation évidente de la Convention de La Haye. L'option ii), celle qui a été retenue, a conduit à l'adoption de l'Ordonnance No 854, qui est une violation plus subtile, mais toute aussi réelle, de la Convention de La Haye.

III. Quelle autre loi existante l'Ordonnance militaire israélienne No 854 pourrait-elle modifier?

Comme on l'a dit plus haut, l'Article 43 de la Convention de la Haye de 1907 interdit à la puissance occupante de modifier des lois du territoire occupé. Dans la deuxième partie de la présente étude, j'ai montré comment l'Ordonnance militaire israélienne No 854 modifie la législation jordanienne et par conséquent viole la Convention de La Haye en ce qui concerne la Rive Occidentale. Je crois que la même chose vaut pour des modifications analogues de la législation égyptienne dans la Bande de Gaza.

On peut cependant s'interroger sur le point de savoir si les lois de la Jordanie (Rive Occidentale) et de l'Egypte (Bande de Gaza) sont les seuls systèmes juridiques qui intéressent notre étude. La Convention de La Haye interdit à Israël de modifier la législation de l'Etat ou de l'entité juridique internationale souveraine sur la Rive Occidentale et la Bande de Gaza lorsqu'elles ont été occupées par Israël en 1967. Mais quel Etat ou personne morale internationale était souveraine à cette époque? La Jordanie, par exemple, a adopté comme position que son administration de la Rive Occidentale de 1948 à 1967 n'était que provisoire, apparemment à titre de fiducie au profit du peuple palestinien.

La pratique israélienne sur la Rive Occidentale, par exemple, met en relief cette ambiguïté. Dans un effort d'éviter une violation formelle de la Convention de La Haye, Israël administre le territoire occupé en utilisant non seulement la législation jordanienne, mais aussi la législation de l'Empire ottoman et les lois promulguées par la Grande-Bretagne pendant la période du mandat (spécialement les règlements concernant le contrôle militaire britannique). Autrement dit, la pratique israélienne révèle une profonde incertitude de la part de ce pays. Israël, apparemment, ne sait pas avec certitude qui exerçait la souveraineté sur la Rive Occidentale et sur la Bande de Gaza au moment de l'invasion israélienne en 1967, l'Empire Ottoman, la Grande-Bretagne en tant que puissance mandataire, ou la Jordanie (Rive Occidentale) ou l'Egypte (Bande de Gaza).

Il y a au moins six candidats possibles à la souveraineté sur la Rive Occidentale et sur Gaza au moment de l'occupation israélienne en 1967:

1) l'Empire Ottoman (Turquie); 2) la Société des Nations; 3) la Grande-Bretagne en tant que puissance mandataire; 4) l'Organisation des Nations Unies; 5) la Jordanie (Rive Occidentale) et l'Egypte (Gaza) et 6) le peuple palestinien. Certaines de ces possibilités sont mentionnées dans l'excellent

opuscule qui a été préparé récemment sous la direction du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, intitulé "le Statut juridique de la Rive Occidentale et de la Bande de Gaza" (1982), page 8. J'ai l'intention d'étudier toutes ces possibilités dans une prochaine étude.

A l'heure actuelle, cependant, je souhaite simplement suggérer certaines des incidences de la troisième possibilité, à savoir que la Grande-Bretagne ait conservé la responsabilité souveraine (sinon l'autorité souveraine) sur les territoires en 1967, en dépit de sa tentative de transférer cette autorité à l'Organisation des Nations Unies en 1948. Des arguments en faveur d'une telle proposition se trouvent dans les premier et troisième avis rendus par la Cour internationale de justice dans les affaires du Sud-Ouest africain et de la Namibie. En l'occurrence, la Cour n'a pas pu déterminer si l'ONU avait automatiquement succédé à l'autorité de tutelle de la Société des Nations en ce qui concerne les mandats non expirés, et la décision finale de la Cour a dépendu d'une résolution de l'Assemblée générale confiant formellement l'autorité de tutelle sur le Sud-Ouest africain (la Namibie) à l'Organisation des Nations Unies. Autrement dit, quelle base juridique existait-il pour le transfert d'une autorité souveraine sur la Palestine de la Grande-Bretagne à l'Organisation des Nations Unies? Dans le cas de la Namibie, le transfert de la Société des Nations à l'Organisation des Nations Unies à titre de supervision seulement a été accompli par une résolution de l'Assemblée générale. Cependant, le transfert par la Grande-Bretagne à l'ONU de l'autorité souveraine sur la Palestine en tant que puissance mandataire ne pouvait certes pas se faire simplement par le retrait de la Grande-Bretagne.

On pourrait dire, comme analogie imparfaite entre la Palestine et la Namibie, que des résolutions de l'Assemblée générale ont continué une base juridique suffisante pour transférer une autorité soit souveraine, soit de supervision. Dans le cas de la Palestine, tout au moins, l'autorité souveraine transférée serait limitée aux dispositions du Mandat. La façon dont l'ONU a traité la question en 1947 et 1948 révèle-t-elle une observation des dispositions du Mandat, particulièrement telles que celles-ci ont été modifiées par la norme péremptoire relative à l'autodétermination? Ces questions donnent à penser que la Grande-Bretagne supporte peut-être encore une certaine responsabilité du sort actuel du peuple palestinien.

L'article 15 du Mandat sur la Palestine, par exemple, reconnaît, entre autres, "le droit de chaque communauté de maintenir ses propres écoles pour l'éducation de ses propres membres dans sa propre langue, tout en observant les dispositions générales, en matière d'éducation, pouvant être imposés par l'administration". 5/. En outre, l'article 16 limite encore le pouvoir de l'administration en ce sens qu'il ~~exclut~~ ^{exclut} les mesures nécessaires pour "le maintien de l'ordre public et de la bonne marche de l'administration" 6/, aucune mesure ne devrait être prise en Palestine pour faire obstruction aux activités d'organes philanthropiques ou pour établir une discrimination contre tout représentant ou tout membre de ces organisations pour des motifs de religion ou de nationalité". Il s'agit là d'un élément extrêmement important pour notre étude de la validité de l'Ordonnance No 854. Enfin, l'Article 26 du Mandat fait l'obligation à la Puissance mandataire de soumettre à la Cour permanente de justice internationale tout différend qui pourrait surgir entre le mandataire ou tout Etat membre de la Société des Nations concernant l'interprétation et l'application des dispositions

du Mandat si ledit différend ne pouvait pas être réglé par voie de négociation.

Il n'est pas exclu que le Gouvernement britannique puisse aujourd'hui être tenu pour responsable du fait que, dans le passé comme actuellement, il n'a pas protégé les droits des Palestiniens garantis par le Mandat initial sur la Palestine et qu'il puisse être actionné devant la Cour internationale de justice par tout pays qui était membre de la Société des Nations, l'Ethiopie étant un exemple qui vient immédiatement à l'esprit. La juridiction découle de l'Article 37 du Statut, identifiant la Cour internationale de justice comme étant l'organe ayant succédé à la juridiction établie dans la Cour permanente de justice internationale par voie d'accords ad hoc ou ante hoc. Je suis certain que les différends relatifs aux Mandats de la SDN relèvent clairement de cette dernière catégorie, comme la Cour l'a reconnu dans les affaires du Sud-Ouest africain et de la Namibie.

L'examen de la possibilité que la Grande-Bretagne puisse avoir eu une certaine responsabilité souveraine sur la Rive Occidentale et sur Gaza en 1967 par suite de ses obligations non expirées et non remplies en vertu du Mandat sur la Palestine qui lui avait été confié par la Société des Nations soulève un point important sur le plan idéologique comme le plan juridique. Il y a des parallèles entre la lutte que mène le peuple namibien contre l'Afrique du Sud et la lutte que mène le peuple palestinien contre Israël. Aussi bien la Palestine que la Namibie sont d'anciens mandats de la Société des Nations qui ne sont pas encore parvenus à l'autodétermination (ce sont probablement les derniers). Les deux sont illégalement occupés par des régimes fascistes, l'un anti-arabe, l'autre anti-africain. L'autorité sur la Namibie a été formellement confiée à l'Afrique du Sud par la Société des Nations Unies, ce qui témoigne du respect que la SDN avait pour les aspirations légitimes des peuples sujets auxquels elle avait promis l'autodétermination. Il en va de même pour le Mandat sur la Palestine, qui n'est que promesses, incorporé par référence dans la Déclaration Balfour et ignorant également les droits légitimes du peuple palestinien à l'autodétermination. Aujourd'hui, les régimes racistes d'Israël et d'Afrique du Sud exercent leur contrôle sur ces peuples captifs de façon remarquablement semblable, assignation au domicile, expulsion, punition collective, torture.

Il y a lieu de relever ces similitudes dans un séminaire organisé en Amérique du Nord. L'opinion publique nord-américaine, particulièrement l'opinion des Américains d'ascendance africaine, a été alertée sur le problème posé par l'occupation illégale par l'Afrique du Sud de la Namibie et le refus concomitant des aspirations légitimes du peuple namibien à l'autodétermination. La prise de conscience du peuple nord-américain en ce qui concerne le problème posé par l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud pourrait les amener à mieux comprendre l'occupation illégale de la Rive Occidentale et de Gaza par Israël. Ces parallèles entre le statut de la Namibie et le statut de la Palestine devraient aussi être tracés de façon plus consciente et plus régulière.

IV. Résumé et conclusion

J'ai argué que l'Ordonnance militaire israélienne No 854 viole la Convention de La Haye de 1907, dont l'Article 43 interdit à toute autorité occupante de modifier la législation existante. J'ai également exploré

la possibilité que la "législation existante" englobe, ce qui est probable, les droits du peuple palestinien en vertu du Mandat initial de la SDN sur la Palestine. Dans ce dernier contexte, je suis d'avis que les droits du peuple palestinien en vertu du Mandat initial de la SDN sur la Palestine subsistent et sont encore renforcés par la norme péremptoire, établie depuis lors, relative à l'autodétermination. Tout Etat qui était Membre de la Société des Nations pourrait faire valoir ses droits devant la Cour internationale de justice.

NOTES

1. Comme cela était défini dans les Conventions de La Haye de 1912, dans la formulation des Principes de Nuremberg par l'Assemblée générale et dans la Convention de Genève de 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre. Voir également L. Friedman, 1, The Law of War - A Documentary History 3-5 "les anciennes règles hébraïques applicables à la guerre. Pour ce qui est des ennemis immédiats, il est autorisé de supprimer tout homme, toute femme et tout enfant... Les règles sont exposées dans: Deuteronomie 20 ...".
2. Selon la définition qui figure dans la formulation des Principes de Nuremberg par l'Assemblée générale et dans la Convention sur le génocide.
3. Voir note 4 ci-dessous.
4. "En droit international, à titre d'occupant 'n'étant pas souverain du territoire il n'a pas le droit de modifier les lois ou l'administration si ce n'est dans la mesure rendue temporairement nécessaire par l'intérêt qu'il a à maintenir ses armées et à en assurer la sécurité ainsi qu'à réaliser l'objet de la guerre. Au contraire, il a le devoir d'administrer le pays selon les lois existantes et selon les règles d'administration existantes'." La Commission internationale des juristes et le Droit au service de l'homme The West Bank and the Rule of Law, (tiré de la préface de Nial MacDermot, Secrétaire général de la Commission internationale des juristes, citant International Law d'Oppenheim, publié sous la direction de Lauterpacht, 7ème édition, Vol. II, p. 437).
5. On peut arguer que l'Ordonnance No 854 est d'une telle "exigence générale", mais j'ai décidé de ne pas débattre ce point dans la présente étude. Mon intention est de seulement montrer que le droit qui trouve sa source dans le Mandat sur la Palestine annulerait toute exigence aussi excessive que l'est, à mon avis, l'Ordonnance No. 854.
6. J'ai décidé de ne pas débattre de la question de savoir si des considérations d'ordre public pourraient justifier l'Ordonnance No 854, mais simplement de démontrer que, faute de cette justification, l'Ordonnance serait contraire aux dispositions du Mandat sur la Palestine.

LES DEUX GALILEES: LA PRATIQUE SIONISTE DANS LE CONTEXTE

DE L'OCCUPATION MILITAIRE EN PALESTINE

Khalil Nakhleh

I. Introduction

Dans une étude récente sur "les colonies israéliennes en territoire arabes occupées" établie en vue du Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine qui s'est tenu à la Havane du 31 août au 4 septembre 1981, la sociologue Janet Abu-Lughod a écrit: "les parallèles entre la Galilée et la Rive Occidentale ont une signification plus profonde qu'il n'y paraît à première vue" (page 33). La présente étude a pour but de montrer qu'en dépit des différences évidentes quant à la date et aux modalités de l'occupation militaire, la Rive Occidentale, dans la pratique sioniste, est traitée comme une autre Galilée. La présente étude montrera également que les parallèles que fait apparaître l'occupation sioniste des deux régions de Palestine ne sont pas accidentelles mais procèdent du caractère singulier de l'objectif sioniste, qui est d'étendre son hégémonie sur la totalité de la Palestine.

Les parallèles entre la Galilée et la Rive Occidentale (et Gaza) ne sont pas surprenants étant donné que l'occupation militaire de la Rive Occidentale a commencé 19 ans après l'Occupation de la Galilée, qui a été caractérisée par une expérience assez réussie de gouvernement et de contrôle militaires. Il n'est donc guère étonnant que les leçons tirées lors de cette occupation militaire réussie aient été appliquées dans une région nouvellement occupée, dont le principal ingrédient - une population palestinienne dense en comparaison de l'Etat juif - est semblable à celui de la Galilée. Cependant, ces parallèles vont au-delà de simples tactiques de contrôle et dénotent une conception sioniste à l'égard des parties récemment occupées de la Palestine qui reflète l'attitude adoptée à l'égard des parties de la Palestine occupées en 1948 pour ce qui est de leur rapport avec l'Etat juif. Il est donc important d'explorer systématiquement ces parallèles et d'en évaluer les incidences.

Certes, ce n'est pas à dire que des similitudes existent à tous les niveaux entre la Galilée et la Rive Occidentale. La superficie de la Rive Occidentale, par exemple, est environ une fois et demie celle de la Galilée (5,5 millions de dunums contre 3,5 millions de dunums). Par ailleurs, la population palestinienne de la Rive Occidentale représente plus du double de celle de la Galilée (704 000 contre 296 100 habitants) (Statistical Abstract of Israël 1981: 32-33 et 714). Cependant, aux fins de la discussion, il importe de mettre en relief deux similitudes qui ont d'importantes répercussions: premièrement, les deux régions contiennent la concentration la plus dense de population palestinienne en Palestine et, deuxièmement, les deux régions constituent les deux principaux membres de l'Etat arabe de Palestine, tel qu'il était proposé dans le Plan de partage de 1947. Comme nous le verrons, ces similitudes apparaissent très clairement dans les plans sionistes et expliquent dans une large mesure les parallèles qui existent dans la pratique appliquée par les Sionistes dans les deux régions.

Bien que les parallèles qui existent dans la pratique sioniste en Galilée et sur la Rive Occidentale existent à bien des niveaux, je me bornerai à parler de deux principaux éléments: 1) le processus de contrôle et d'expansion de l'hégémonie sioniste; et 2) le processus de judaïsation et la dépopulation palestinienne.

II. Le contrôle et l'hégémonie sioniste

L'occupation sioniste de la Galilée a été menée à bien le 31 octobre 1948, soit environ 5 mois et demi après la constitution formelle de l'Etat d'Israël. Cependant, le plan visant à incorporer la Galilée à l'Etat juif par tous les moyens possibles a été mis en oeuvre peu après le Plan de partage de 1947 par un recours efficace à un terrorisme coordonné et soutenu (Nazzari, 1978). Ainsi, cette mission accomplie, et avec l'accord concernant l'incorporation de la Rive Occidentale au Royaume Hachémite, l'idée d'un Etat arabe palestinien s'est trouvée frustrée.

Toutefois, la stratégie sioniste consistant à s'acquérir une Galilée privée d'Arabes a échoué, comme cela était le cas pour l'ensemble du pays. Environ 63 p. 100 de la population totale du District Nord en 1948 étaient des Arabes, qui étaient répartis en 70 villages et villes. Pour les stratèges israéliens, par conséquent, la nouvelle situation avait deux graves incidences de deux points de vue: contrôle et judaïsation de la région. Il est intéressant de noter que les occupants sionistes se sont trouvés confrontés à cette situation pour la deuxième fois en 1967, lors de l'occupation de la Rive Occidentale et de Gaza et que les deux situations sont qualifiées dans le jargon sioniste comme l'équivalent au "problème démographique" ou au "cauchemar démographique".

J'examinerai ci-dessous comment ce "problème démographique" a été "contrôlé" et quels ont été les plans mis au point par les Sionistes pour l'éliminer complètement dans les deux Galilées. Le contrôle de la Galilée en 1948, où vivaient environ 50 p. 100 des Palestiniens demeurés derrière les lignes israéliennes, a été assuré directement par un gouvernement militaire total. Pendant les deux premières années (1948-1950), la Galilée a vécu sous une occupation militaire pure et simple. Toutefois, officiellement, le Gouvernement militaire a été constitué en janvier 1950 sur la base du Règlement britannique de 1945 relatif à la défense et aux situations d'urgence (Jiryes 1976: 16). Ce Règlement a donné au gouvernement militaire un pouvoir discrétionnaire absolu sur la domination des commandants militaires et a investi les tribunaux militaires de l'ensemble du pouvoir judiciaire.

Le contrôle du gouvernement militaire a duré 18 longues années, jusqu'à la fin de 1966. Pendant cette période, le gouvernement militaire a invoqué très largement différents articles du Règlement d'urgence. Selon Jiryes (1976: 17-18), le plus notoire était l'article 125. Sur la base de cet article, le gouverneur militaire était habilité à déclarer toute région une "région", l'entrée et la sortie de cette région étant subordonnées à une autorisation écrite. C'est ainsi que tous les villages et peuplements arabes de Galilée, le Triangle et le Negueve, ont été divisés en petites poches qualifiées de "régions fermées", comprenant habituellement un ou

plusieurs villages arabes, les Arabes ne pouvant ni y entrer ni en sortir pour quelque raison que ce soit sans obtenir d'abord une autorisation écrite du gouverneur militaire de la région.

L'intention évidente, dans l'utilisation de cet article, était de fragmenter, d'enclaver de circonscrire tous les groupements de populations arabes dans l'Etat juif. Etant donné que le nouveau gouvernement militaire ne pouvait pas empêcher la proximité physique et géographique de la population arabe, il s'est efforcé plutôt d'en limiter la mobilité et ses possibilités d'accès aux lieux de travail qui, de plus en plus, étaient éloignés des lieux de résidence. Les autorisations sont ainsi devenues des symboles de récompense ou de punition pendant les 18 premières années du gouvernement militaire.

Les autres articles du Règlement d'urgence utilisés à volonté par le gouverneur militaire était l'article 109, qui permettait de prononcer des arrêtés d'interdiction contre des individus, l'article 110, qui permettait au gouverneur militaire de prononcer des assignations à résidence, l'article 111, qui permettait de placer des personnes en détention préventive, et l'article 137, qui exigeait l'octroi de permis pour des armes à feu.

Le gouvernement militaire était si complet pendant ces premières années d'occupation qu'il affectait tous les aspects de la vie palestinienne sous l'occupation. Les villages arabes sont devenus des enclaves incontestées où le gouverneur militaire, ou les "quislings" armés collaborant avec lui, pouvaient exercer une terreur sans borne et un contrôle total. Pour reprendre, les termes d'un gouverneur militaire (cité dans Jiryes 1976: 40):

Le gouvernement militaire affecte la vie des citoyens arabes de leur naissance à leur mort. C'est lui qui a le dernier mot pour toutes les questions concernant les travailleurs, les paysans, les membres des professions libérales, les commerçants et les personnes éduquées, l'enseignement et les services sociaux. Il intervient dans l'enregistrement des naissances, des décès et même des mariages, pour toutes les questions foncières et dans la nomination et la révocation des enseignants et des fonctionnaires. Il arrive souvent aussi qu'il s'ingère arbitrairement dans les affaires des partis politiques, dans les activités politiques et sociales et dans les affaires des conseils municipaux locaux.

La manipulation des aspects quotidiens de la vie des villages palestiniens en Galilée et dans d'autres régions très peuplées s'est accompagnée, évidemment, d'un processus total de dépossession des terres dans la mesure où les villageois arabes ne pouvaient pas avoir accès à leurs terres. Grâce au système du gouvernement militaire, c'est pendant cette période qu'ont été expropriées la majeure partie des arabes. Cela a conduit Ben Gourion à déclarer que "le gouvernement militaire a vu le jour pour protéger les droits de colonisation juive dans toutes les régions de l'Etat" (Jiryes 1976: 53). Je reviendrai plus tard sur la question de la judaïsation.

Avec la dissolution formelle du gouvernement militaire à la fin de 1966, il y a eu un petit nombre de changements notables, comme l'instauration de la

liberté de déplacement et l'abrogation du système d'autorisations écrites exigées pour entrer en Galilée et en sortir. Cependant, un "département des services spéciaux" de la police a été constitué pour remplacer le gouvernement militaire et traiter avec la population arabe. A bien des égards, la situation qui existe depuis le début de 1967 est plus pernicieuse. Le Règlement d'urgence est demeuré en vigueur et continue d'être invoqué pour justifier des détentions préventives, pour limiter la liberté d'association et pour prononcer des assignations à résidence. Aujourd'hui, les individus et groupes politiquement "indésirables" sont punis en vertu de ce Règlement (Jiryes 1976: 64-5). La dernière de ces mesures a été l'interdiction par Bégin, en sa qualité de Ministre de la défense par intérim, d'une manifestation que la population arabe d'Israël a l'égard des Palestiniens (New York Times, 2 décembre 1980).

L'occupation militaire de la Rive Occidentale et de Gaza par Israël n'a commencé que six mois environ après l'abrogation formelle du gouvernement militaire en Galilée. Ainsi, après avoir établi son joug en Galilée pendant 18 ans, l'appareil du gouvernement militaire a recommencé sur la Rive Occidentale après une défaite militaire rapide et démoralisante semblable à celle qui avait été subie en Galilée, bien que son intensité, sa durée et sa date aient été différentes. La première mesure des militaires a, évidemment, consisté à établir la prééminence de la loi militaire sur les terres palestiniennes nouvellement acquises qui, une fois de plus, avaient une population palestinienne très dense. La section 2 de la Proclamation 2 du commandement militaire israélien sur la Rive Occidentale se lit comme suit:

toutes les lois en vigueur dans la région le 7 juin 1967 resteront en vigueur dans la mesure où elles ne contredisent pas la présente proclamation ou tout autre proclamation ou ordonnance promulguée par moi (le Commandant de la région de la Rive Occidentale) ou ne sont pas contraires aux changements apportés par suite de l'occupation de la région par les forces de défense israéliennes (Shehadeh et Kuttab 1980: 18).

N'ayant pas réussi, pour la deuxième fois depuis 1947, à réaliser le rêve sioniste, qui est d'acquérir la Palestine sans Palestiniens, et se trouvant occuper toute la Palestine après une victoire militaire éclatante, mais toutefois avec un autre million d'Arabes palestiniens, le gouvernement militaire a édicté une série de proclamations ayant pour but d'acquérir les terres et de contrôler les population. Bien que n'invoquant pas directement le Règlement d'urgence de 1945, les proclamations militaires ont suspendu toutes les libertés fondamentales de la population nouvellement occupée, exactement comme cela avait été fait en Galilée une vingtaine d'années auparavant. Les libertés de déplacement, de réunion, de parole et d'expression et la liberté universitaire se sont toutes trouvées affectées. Par l'Ordonnance militaire No 3, par exemple, le Commandant militaire s'est arrogé le pouvoir de déclarer certaines régions "fermées", soumettant à autorisation les déplacements en provenance et à destination de ces régions. C'est ainsi que l'ensemble de la Rive occidentale a été déclarée "région fermée" et que les autorisations d'y entrer ou d'en sortir sont accordées "au gré exclusif du gouverneur militaire" (Shehadeh et Kuttab 1980: 71).

Les autres restrictions imposées à la liberté de déplacement en vertu de différentes ordonnances militaires sont l'application de couvre-feu prolongés, l'érection de barrages routiers, l'imposition d'assignations à domicile et l'interdiction faite aux habitants de la Rive Occidentale de passer la nuit dans les régions occupées en 1948 et vice-versa. Ces restrictions ont été imposées en même temps qu'une liberté de déplacement totale était accordée aux colons sionistes afin de judaïser la Rive Occidentale, comme on avait essayé de la faire en Galilée depuis 1948, mais avec un zèle et une ardeur coloniale sans précédent.

Comme en Galilée, le gouverneur militaire a assumé des pleins pouvoirs qui ont affecté tous les aspects de la vie des populations. La section 3 de la Proclamation No 2 se lit comme suit:

Tous les pouvoirs en matière gouvernementale, législative et administrative, en matière de nomination dans la région ou concernant ses habitants seront désormais exercés par moi [le Commandant de la région de la Rive Occidentale] exclusivement et ne pourront être exclusivement et ne pourront être exercés que par moi ou par des personnes nommées par moi à cette fin ou agissant en mon nom (Shehede et Kuttah 1980: 101).

Une telle proclamation, en fait, a eu pour effet d'investir le Commandant de la région d'un pouvoir législatif intégral.

Le contrôle des deux régions de la Palestine les plus peuplées - la Galilée et la Rive Occidentale - a été assuré, tout d'abord par la manipulation des mesures juridiques et économiques existantes ou par l'adoption de nouvelles mesures à cette fin, autrement dit par une force militaire directe. Dans les deux régions, cependant, le gouvernement militaire a dû s'en remettre à des "quislings" pour exercer son hégémonie sur la région. Les liens de parenté et les structures des clans sont utilisés largement pour créer des agents du régime au coeur de la population occupée. La création, depuis trois ans, des "ligues de villages" sur la Rive Occidentale, qui sont appuyées par les pistolets mitrailleurs "uzi" de l'armée israélienne, la possibilité d'accéder au gouverneur militaire et les récompenses économiques dispensées aux villages qui s'associent au système, ressemblent de manière frappante aux mesures adoptées pour contrôler la Galilée, spécialement sous le gouvernement militaire. Des processus semblables sont aujourd'hui appliqués sous des modalités légèrement différentes (voir Lustick 1980).

Etant donné que le but de l'occupation des deux régions en cause est de mener à bien le processus sioniste d'établissement d'un Etat sioniste juif dans toute la Palestine et comme les deux régions comprennent de bonnes terres agricoles et sont très peuplées par les Palestiniens, le double objectif de la terre et de la population - judaïsation et dépopulation - a caractérisé la pratique de l'occupation militaire israélienne dans les deux régions. Les mesures appliquées par le gouvernement militaire pour contrôler la population palestinienne en Galilée et sur la Rive Occidentale ont comme but ultime la dépopulation et la judaïsation de ces régions.

III. La judaïsation

La transformation de la Palestine en une entité juive a été l'objectif de l'organisation sioniste de l'Agence juive depuis bien avant l'établissement de l'Etat juif en 1948. Malgré l'existence d'une minorité arabe importante à l'intérieur des frontières d'Israël, cet objectif a continué d'être poursuivi au moyen de l'expropriation constante des terres arabes et de l'effacement et de la destruction simultanée des villages et des villes arabes. Cette vue sioniste a été réaffirmée sans détour en 1976 par le Premier Ministre d'alors, Yitzhak Rabin. Lors d'une réunion entre le Comité des chefs des autorités arabes locales en Israël et le Premier Ministre tenue le 24 mai 1976, Rabin a affirmé: "Israël est un Etat juif dont le but est la réalisation des aspirations sionistes..." (Nakhleh et Zureik 1980: 214-5). En tant que premier porte-parole du gouvernement, Rabin a réaffirmé la position bien établie des sionistes selon laquelle la population arabe palestinienne ne peut pas constituer une "minorité nationale" en Israël: elle ne peut constituer que des communautés religieuses ou des sectes disparates et fragmentaires. Comme leurs frères et soeurs sur la Rive Occidentale et à Gaza, par conséquent, les Palestiniens ne peuvent être définis que comme les Arvei Eretz Yisrael (Les Arabes de la Terre d'Israël). Si l'on ne cherche pas à en faire des Juifs, on leur refuse cependant le droit d'être Palestiniens.

Les desseins sionistes de contrôle et de judaïsation de la Galilée ont été mentionnés dès 1937 pendant le témoignage de Ben Gourion devant la Commission Peel. Cependant, comme la Galilée était arabe, tant du point de vue du Plan de partage de 1947 que du point de vue démographique, la dépopulation et la judaïsation de la Galilée ont reçu la priorité la plus élevée. La première tentative massive de réaliser cet objectif a été entreprise pendant la campagne militaire sioniste lancée pendant le deuxième semestre de 1948, qui a débouché sur l'occupation de tout le District Nord et sur la réduction soudaine de la population arabe palestinienne autochtone d'environ 56 p. 100. Simultanément, comme cela va de soit, il y a eu une augmentation de 35 p. 100 de la population juive du district, comme cela apparaît dans le tableau ci-dessous:

Tableau 1 - Population arabe et juive dans le District Nord
à différentes époques sélectionnées

Année	Arabes	Juifs
12/21/1946*	207,490	39,410
11/ 8/1948**	90,600	53,400
Différences (en pourcentage)	-56.3%	+35.5%

* ONU, Assemblée générale, Comité ad hoc, deuxième session, 1er novembre 1947, Rapport du Sous-Comité 2, A/AC.14/32, p. 43.

** Statistical Abstract of Israel, 1981: 32, tableau II/3.

La Galilée est restée la première cible de la judaïsation car, jusqu'en 1967, c'était la seule région défiant, sur le plan démographique, le caractère juif d'Israël. (La Rive Occidentale et Gaza ont maintenant pris la première place à cet égard). Les représentants sionistes ont, à bien des reprises, expliqué clairement leurs desseins. Joseph Mahmani, qui dirigeait Keren Kayemet Li-Ysrael (Le Fonds national juif) entre 1935 et 1965 et qui a la paternité du "projet de judaïsation de la Galilée a déclaré ce qui suit dans un mémorandum qu'il a adressé en 1953 au Ministre de la défense, Ben Gourion:

La Galilée occidentale, bien qu'elle soit maintenant occupée, n'est toujours libérée de sa population arabe, comme cela s'est produit dans d'autres régions du pays. Il existe encore 51 villages et la ville de Nazareth dont les habitants ne sont pas partis... L'existence même d'un groupe arabe unifié dans cette région du pays équivaut à une invitation faite aux Etats arabes de faire valoir leurs revendications sur la région... (cité dans Jiryes 1976: 105-6).

La façon dont les sionistes envisagent la transformation requise de la Galilée dépasse une simple répartition de population. Leur caractérisation du "problème", tant pour la Galilée que pour la Rive Occidentale, réside dans une conception essentiellement raciste de la population arabe autochtone de la région. En 1977, dans une déclaration brutale et dépourvue d'équivoque dans son arrogance, le Ministre de l'agriculture d'alors, Sharon, a lancé une mise en garde à propos des "gentils" que constituait la population arabe, et a demandé que l'on "sauve la Galilée" (Al-Ittihad, 12 septembre 1977). Il ne faut pas oublier que c'est la même personne qui est aujourd'hui le Ministre israélien de la défense et que ses plans "envisagent 2 000 000 de colons sur la Rive Occidentale seulement" (Tamari 1980: 88). Deux ans après la mise en garde lancée par Sharon, un officier supérieur des forces de défense israéliennes a exprimé l'avis que les Arabes de Galilée sont un "cancer" dans le corps de l'Etat (Haaretz, 30 novembre - 7 décembre 1979).

Ce racisme latent n'est pas limité aux hauts fonctionnaires du gouvernement, ni aux Arabes de Galilée. Il imprègne les différents aspects du projet de colonisation (hitnahlout), qu'il soit officiel ou non. Le passage suivant illustre cette conception:

Dans un autre cas, un paysan a demandé à un représentant [de l'Office foncier israélien] : "Que m'offrez-vous? Ma terre ne vaut-elle que 200 livres le dunum? La réponse a été la suivante: "cette terre ne vous appartient pas, elle est à nous, et nous vous payons un salaire de "gardien", car c'est tout ce que vous êtes. Vous avez gardé nos terres pendant 2 000 ans, et maintenant nous vous payons vos gages. Cependant, la terre a toujours été à nous! (Hanna Naqqara, Al-Ittihad, 15 juillet 1966, cité dans Jiryes 1976: 73-74).

Les colons eux-mêmes souscrivent à cette conception de la judaïsation totale de la Palestine, quelle que soit la région, l'accent étant cependant mis sur les deux régions considérées. Les propos d'un colon d'Ofra, près de Ramallah, sont frappants:

Je crois qu'en dernière analyse, la terre d'Israël sera essentiellement juive et c'est sur la base de cette conviction que je règle mes rapports avec la minorité arabe du pays... Si je le pouvais, j'annexerais tout le

territoire aujourd'hui entre nos mains à l'Etat d'Israël, et ce aujourd'hui, je laisserais les Arabes choisir la citoyenneté arabe de leur choix... Il n'y a rien de répréhensible à leur rendre la vie difficile dans l'espoir qu'ils émigreront. (Halabi 1981: 208).

Bien qu'il soit facile, pour certain de faire peu de cas des vues exprimées par les colons sur la Rive Occidentale en disant qu'il s'agit de fanatiques religieux ou ultranationalistes, il ressort clairement de cette comparaison que non seulement les pratiques officielles sont comparables dans les deux régions, mais que c'est également le cas des vues des colons les plus "éclairés" en Galilée. Dans une série de quatre articles intitulée "La Galilée des Arabes et des Juifs" parus en 1969 (Haaretz, 30 novembre - 7 décembre 1979), Amos Elon a fait porter son oeil de journaliste sur la colonie de Carmiel. Etant l'un des "points de développement" les plus réussis et attrayants de la Galilée, Carmiel a été créé sur les terres arabes expropriées en 1964. "les rapports entre les Juifs et les Arabes en Galilée", écrit-il, "n'ont jamais été aussi tendus que depuis l'établissement de l'Etat". Elon a constaté que les habitants de Carmiel (dont la majorité sont des immigrants hautement qualifiés provenant d'Europe occidentale et des Etats-Unis) souscrivent à l'avis selon lequel les Arabes en Galilée sont un "cancer" dans le corps de l'Etat. Il a également affirmé, ce que savaient tous les villages aux lois arabes dans la région, que Carmiel "n'est jamais devenu un 'centre de service' pour les villages arabes avoisinants, comme on l'avait promis au début, si ce n'est le poste de police!". En outre, il est évident pour Elon que Carmiel avait été créé "pour les Juifs seulement" et que pour les villageois, c'est-à-dire les Arabes, il constitue le centre de l''apartheid' non officielle dans la région".

Avec la dissolution formelle du gouvernement militaire en Galilée à la fin de 1966 et avec l'occupation des nouvelles régions palestiniennes très peuplées en 1967, les efforts de colonisation ont été réorientés vers la Rive Occidentale. Craignant un manque de dynamisme dans les efforts faits pour judaïser la Galilée, il a été mis au point une stratégie nouvelle, plus énergique, visant à exproprier de nouvelles terres arabes en Galilée. La stratégie de "judaïsation de la Galilée" a été expliquée comme suit dans une publication du Ministère de l'agriculture parue en octobre 1975:

"... le problème particulier à la région de la Galilée est que la population juive est moins nombreuse que la population non juive (sic)...

Il faut modifier la situation existante de la proportion démographique entre la population juive et non juive en réalisant un programme de développement à long terme...

... Etant donné que l'objectif fondamental de la proposition - qui est de faire de la Galilée une région à majorité juive - ne peut apparemment pas être réalisé dans un avenir immédiat, le plan a été conçu comme comprenant une première phase allant jusqu'en 1980, puis une phase à plus long terme s'étendant de 1980 à 1990." (cité dans MERIP No 47, p. 4).

Qu'arrive-t-il des proportions démographiques entre Arabes et Juifs en Galilée? Comme on l'a déjà dit, l'occupation militaire de la région en 1948 a réussi à éliminer dans une large mesure la concentration arabe dans tout le district Nord. Le tableau 2 décrit la répartition des population dans le District depuis 1948.

Après avoir constitué 84 p. 100 de la population totale du district à la fin de 1946, le pourcentage de la population arabe dans le District Nord est tombée à 60 p. 100 en 1948. Le gouvernement militaire, ayant à sa disposition tout un arsenal de mesures législatives visant à exproprier les terres arabes, a réussi à réduire la concentration arabe dans le district de 20 p. 100 dans les 13 premières années d'occupation, tout en augmentant simultanément les concentrations de populations juives. En 1972, les priorités immédiates étant désormais les régions occupées, le pourcentage des populations arabes a recommencé à augmenter.

Tableau 2 - Population du District Nord, par groupe de population et par année*

Groupe de population	Année				
	1948	1961	1972	1979	1980
Nombre total de Juifs dans le pays (en milliers)	716.7	1,932.3	2,686.7	3,218.4	3,282.7
Nombre total de Juifs dans le district (en milliers)	53.4	194.3	255.7	307.2	316.9
Pourcentage de Juifs dans le district	7.5	10.0	9.5	9.5	9.7
Nombre total d'Arabes dans le pays (en milliers)	156.0	247.2	461.0	617.8	639.0
Nombre total d'Arabes dans le pays (en milliers)	90.6	142.8	217.6	286.9	296.1
Pourcentage d' Arabes dans le district	58.1	57.7	47.2	46.4	46.3
Population totale dans le district (en milliers)	144.0	337.1	473.3	594.1	613.0
% Jews	37.1	57.6	54.0	51.7	51.7
% Arabs	62.9	42.4	46.0	48.3	48.3

* Tableau adapté tiré de Statistical Abstract of Isarel, 1981: 32-33,

Tableaux II/3,4.

Les chiffres figurant au tableau 2, cependant, obscurcissent la direction de l'effort de judaïsation dans le district, ainsi que la mesure dans laquelle le gouvernement militaire a réussi à dessiner totalement la population arabe dans certains sous-districts. Le tableau suivant (tableau 3) illustre clairement les objectifs des nouveaux efforts de judaïsation dans le District Nord. Seules deux régions de Galilée contiennent encore une majorité arabe: la Basse Galilée occidentale, avec 87,6 p. 100 et Nazareth et les montagnes de Tir'an, avec 74,3 p. 100. Le reste a été effectivement transformé, c'est-à-dire judaïsé. En fait, les objectifs immédiats des expropriations intervenues en 1975 et 1976 se trouvaient dans la Galilée occidentale et dans la région de Nazareth. La population arabe a protesté contre ces expropriations lors d'une grève générale massive, le 30 mars 1967, dans laquelle six Arabes ont trouvé la mort aux mains de la police frontalière israélienne.

Profondément affecté par ces événements, le Commissaire de district du District Nord, représentant de rang le plus élevé du Ministère de l'intérieur affecté dans le Haut Nazareth (Nasareth juif), a notamment recommandé ce qui suit au Premier Ministre dans un mémorandum secret:

Il faut développer et enraciner les colonies juives dans les régions où la contiguïté de la population arabe est grande et où les Arabes sont considérablement plus nombreux que les populations juives; il convient d'examiner la possibilité de diluer les concentrations existantes de populations arabes (Koening 1976: 193).

Entre-temps, le gouvernement militaire sur la Rive Occidentale s'employait avec un zèle hystérique à accélérer la judaïsation de la région. Il serait intolérable pour les planificateurs sionistes qu'il y ait une autre Galilée - plus peuplée et plus intacte - sous la juridiction d'Israël. Ainsi, les terres arabes situées sur la Rive Occidentale sont devenues explicitement la nouvelle cible de l'expropriation, dans l'espoir de pouvoir judaïser la région tout entière. L'objectif est le même en Galilée et sur la Rive Occidentale: il ne s'agit pas seulement de créer des colonies juives, pour important que cela soit.

L'implantation de colonies juives sur la Rive Occidentale (hors de Jérusalem) a pour objectif de s'appropriier les terres tout en isolant et, en définitive, en expulsant les populations, dont on a jamais entendu les associer à l'Etat. (Janet Abu-Lughod 1981: 38).

Le plus récent d'une série de "plans cadres" visant à réaliser cet objectif, qui a de façon dissimulée, relié le processus de colonisation de la Rive Occidentale à celui de la Galilée, est le plan proposé par Matiyabu Drobes concernant "Le développement des colonies en Judée et en Samarie, 1979-1983", sous les auspices de l'Organisation mondiale sioniste. Le plan repose notamment sur les principes suivants:

La colonisation, sur toutes les terres d'Israël, répond à des considérations de sécurité et est un droit. Une série de colonies implantées dans des endroits stratégiques renforce la sécurité tant interne qu'externe, et nous permet de réaliser concrètement notre droit à Eretz-Israël (c'est nous qui soulignons)

Tableau 3 - Population du District Nord par groupes de populations et par sous-districts (31 décembre 1980)*

District Nord	Arabes			Juifs	
	Population (en milliers)	Tribus de Bédouins	Localités	Population (en milliers)	Localités
Sous-district de Safad	5.0	-	3	60.2	58
Bassin de Hula	0.0	-	-	26.5	23
Haute Galilée orientale	2.9	-	2	24.0	27
Région de Hazor	2.1	-	1	9.7	8
Sous-district de Kenneret	14.4	1	3	46.5	42
Kinerot	1.5	1	-	40.1	25
Basse Galilée orientale	12.9	-	3	6.4	17
Sous-district de Yizreel	111.7	10	25	113.8	92
Bassin de Beisan	0.0	-	-	21.6	20
Valley de Harod	0.8	-	1	5.8	9
Plateau de Kokhav	3.8	-	5	2.0	4
Bassin de Yizreel	2.9	-	3	44.5	42
Plateau de Menashe	0.0	-	-	3.9	7
Nazareth - Montagnes de Tir'an	104.2	10	16	36.0	10
Sous-district d'Akka	165.0	3	39	96.4	70
Basse Galilée occidentale	103.1	3	17	14.5	14
Région de Yehiam	28.1	-	12	7.1	18
Région d'Elon	4.9	-	3	4.5	14
Région de Nahariyya	12.7	-	4	37.2	16
Région d'Akka	16.3	-	3	33.0	8

* Statistical Abstract of Isarel, 1981: 36, tableau 11/7

Les colonies doivent être situées non seulement autour des points de peuplement des minorités, mais aussi entre eux, conformément à la politique de colonisation adoptée en Galilée et dans d'autres régions du pays. (Organisation sioniste mondiale, 1978: 1, c'est l'original qui souligne)

Il est donc clair que ce que l'on peut appeler le damier de la colonisation - Nazareth contre Nazareth Ilit, Tarshiha contre Ma'alot, Galilée occidentale contre Carmiel - correspond au plan appliqué depuis les années 1950 en Israël et sur la Rive Occidentale depuis 1967. Il n'est évidemment guère utile de relever les parallèles qui existent entre les mesures juridiques et économiques qui ont été appliquées pour exproprier les terres.

Le caractère singulier des desseins sionistes concernant les deux régions aboutit à une situation "d'emprunt" qui a été appliquée avec succès en Galilée et qui est appliqué de nouveau sur la Rive Occidentale. Le plan consistant à construire des "points d'observation" (*matzpim*), essayé d'abord sur la Rive Occidentale, est appliqué en Galilée depuis trois ans. Cela permet à l'Etat, par son appareil militaire, de déclarer une région tout entière, déjà confisquée et surplombant une concentration arabe, comme étant un endroit souhaitable pour un "point d'observation". Cela signifie que sans avoir besoin d'un grand nombre de colons (ce qui est intéressant dans un pays où il y a de moins en moins de "pionniers"), une certaine région peut être revendiquée et détenue par l'Etat. En 1979-1980, 29 de ces "points d'observation" étaient prévus en Galilée. Un document récent de l'Agence juive était intitulé "L'établissement de points d'observation dans les montagnes de Galilée: la lutte menée pour protéger les terres du pays et garantir le caractère de la région pour l'avenir". Le titre se passe d'explication. La situation, telle qu'elle est décrite dans ce mémorandum, est si grave qu'elle "fait peser une menace majeure sur le caractère de la région en tant que partie de l'Etat juif, sur le contrôle juif de la région et même sur la souveraineté israélienne sur la région" (Halabi 1981: 255).

Voici ce qui semble se passer: un nouveau rapport dialectique a été instauré entre les deux Galilées par suite de l'occupation militaire. Un gouvernement militaire impitoyable a débouché sur l'expropriation et la judaïsation d'une région (la Galilée) ce qui, à la suite de la nouvelle occupation militaire d'une autre région (la Rive Occidentale), conduit à une nouvelle série d'expropriations et de mesure de judaïsation. Mais, comme nous l'avons vu, on impute à la judaïsation de la Rive Occidentale l'échec de la judaïsation totale de la Galilée. D'où la nécessité de redoubler d'effort en Galilée. C'est ainsi qu'Amos Elon, dans sa série d'articles sur la Galilée, prétend que Carmiel "a été victime de cette négligence". Pour étayer son affirmation, il a comparé les chiffres de la population des colonies prévus dans le plan de développement et les chiffres effectifs. Tandis que la population effective de Carmiel en 1979 (lors de la publication de la série d'articles en question) était de 13 000 personnes, le chiffre projeté aurait dû être 20 000 personnes. De même, la différence en 1970 entre les chiffres effectifs et les chiffres projetés était d'environ 9 000 personnes (Haaretz, 30 novembre - 7 décembre 1979). Il va de soi qu'il est très peu probable que la cause de ce "déficit" soit imputable aux efforts de colonisation sur la Rive Occidentale car il y a eu aussi d'autres facteurs. Ce qui est clair,

cependant, c'est que ces affirmations et ces pressions ont conduit à une nouvelle intensification du processus de judaïsation en Galilée. S'il y avait eu suffisamment de colons potentiels, le plan d'établissement de "points d'observation" n'aurait pas été nécessaire.

Compte tenu de ce qui précède, le processus de coloniation juive dans "régions occupées" (la Rive Occidentale et Gaza) ne doit pas être considéré comme une étape unique et différente de l'occupation de la Palestine. Il ne doit pas être considéré non plus comme un simple prolongement de ce qui est arrivé en Galilée. Le contrôle et la judaïsation de la Galilée et de la Rive Occidentale ont toujours été inspirés par la théorie qui continue de guider l'action sioniste: aucune partie de la Palestine ne peut avoir de majorité arabe; les concentrations palestiniennes arabes doivent être fragmentées et divisées; les rapports de propriété entre les Palestiniens et la terre doivent être rompus; enfin, la terre elle-même, quelle que soit la population, doit passer directement sous le contrôle juif. Du point de vue de leurs objectifs, les planificateurs sionistes n'ont jamais pu se permettre d'établir une distinction entre la Galilée et la Rive Occidentale; du point de vue des nôtres, qui sont de mener à bien la libération, nous ne le pouvons pas non plus.

- - - - -

LES SYNDICATS CANADIENS ET LA PALESTINE

Mordecai Briemberg

Introduction

La politique et les actes des syndicats canadiens concernant la Palestine sont bien moins connus qu'ils ne devraient l'être, particulièrement de la part des travailleurs canadiens qui appartiennent à ces syndicats eux-mêmes.

La présente étude est un exposé succinct d'attitudes adoptées en public, ainsi qu'une tentative préliminaire d'expliquer quelles sont les principales sources des attitudes adoptées et des activités réalisées par le mouvement syndical canadien concernant la Palestine. Enfin, elle contient quelques suggestions, dont il y a lieu d'espérer qu'elles seront utiles, de nature à accroître le soutien accordé dans ce milieu aux droits inaliénables du peuple palestinien.

S'il s'agit seulement d'un exposé succinct, c'est pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les recherches ont été limitées essentiellement à une fédération syndicale, bien que la plus importante, le Congrès canadien du travail (CTC), et n'ont englobé que marginalement la Confédération des syndicats canadiens (CSC) et la Confédération des syndicats nationaux (CSN), essentiellement basés au Québec. En outre, l'étude a totalement laissé de côté certains syndicats comme la Fédération des enseignants du Québec. Il convient peut-être d'ajouter qu'il ne s'agit pas d'un exposé des positions et des actes du mouvement ouvrier dans son ensemble. En effet, même l'ensemble des syndicats canadiens ne représente qu'une partie du mouvement ouvrier et pas numériquement la plus importante dans la mesure où elle n'inclut ni les travailleurs non syndiqués ni, généralement parlant, le nombre de plus en plus grand de chômeurs. 1/

A. Le Congrès syndical canadien

1. Symboles

L'assemblée qui a fondé le CCT s'est tenue en 1956. Un délégué "frère" et orateur invité à cette première assemblée était Moshe Bar-Tal, représentant l'organisation israélienne Histadrut 2/. A deux exceptions près, un représentant de l'Histadrut a personnellement pris la parole devant toutes les assemblées du CCT 3/. Il ne fait aucun doute que le CCT et l'Histadrut ont des relations "spéciales". Si l'on considère l'influence qu'il exerce, l'Histadrut se trouve sur le même pied que les fédérations syndicales américaines (AFL-CIO), britannique (TUC) et internationale (CISL). Ainsi l'Histadrut dépasse les mouvements syndicaux de tout autre pays au monde.

Les quatre présidents du CCT depuis sa fondation ont, individuellement ou collectivement, reçu des prix de l'Histadrut, ont pris la parole lors de manifestations réalisées au Canada par l'Histadrut et ont accueilli des visiteurs de l'Histadrut au Canada 4/.

2. Déclarations

"A chacune de ses assemblées annuelles, le CCT a adopté des résolutions nettement pro-israéliennes reflétant l'évolution du conflit arabo-israélien tous les ans". Telle est l'analyse d'un important groupe sioniste canadien 5/. C'est là, certes, une exagération, mais celle-ci représente l'essentiel de la vérité. S'il n'y a pas eu de résolution concernant Israël aux troisième (1960), onzième (1976) ou douzième (1978) assemblées biennales, les résolutions adoptées lors des dix autres assemblées ont été très certainement "pro-Israël".

Comme dans le cas de toute organisation, les assemblées ne sont que l'une des occasions qui existent pour faire des déclarations de politique générale. Il y a aussi des réunions des administrateurs, des éditoriaux internes, des mémoires rédigés à l'intention du gouvernement. Les administrateurs du CCT ont également utilisé ce moyen pour exprimer des attitudes "nettement pro-Israël".

Les principaux éléments des déclarations faites par le CCT depuis 1956, sont les suivants: des appels à la reconnaissance de "l'intégrité territoriale" d'Israël, en faveur de "négociations directes" entre Israël et les "Etats arabes". et en faveur de "l'abrogation du blocus économique" d'Israël et du "règlement du problème des réfugiés". Ces éléments sont présentés comme essentiels pour l'instauration de la paix au Moyen-Orient 6/.

Sauf lorsqu'il s'agit de dénoncer une "attaque meurtrière", le nom "palestinien" reste imprononçable dans les déclarations publiques du CCT 7/.

L'année 1956 est celle de l'invasion israélo-britannico-française de l'Egypte. Quelques mois auparavant seulement, lors de l'assemblée fondatrice du CCT, les ventes d'armes à Israël ont été énergiquement encouragées, une telle mesure ayant été présentée comme ayant un caractère "défensif". Les achats d'armes par les Arabes ont été condamnés comme constituant "une grave menace à la paix" 8/. En mars 1957, on trouvait l'observation suivante dans l'éditorial de l'organe interne du CCT: "Pour regrettable que puisse être l'intervention militaire d'Israël, de la France et de la Grande-Bretagne à Suez en octobre dernier, il ne fait aucun doute qu'il y a eu des provocations extrêmes de la part de l'Egypte" 9/.

Ce phénomène, à savoir une expression d'"inquiétude" avant le déclenchement d'une guerre militaire à grande échelle et d'"acceptation" de l'expansion territoriale israélienne après la bataille, s'est trouvé répété en 1967 10/. En 1968, les principales conquêtes militaires israéliennes du mois de juin précédent sont simplement caractérisées comme "une brève lutte militaire entre Israël et les Arabes... qui s'est transformée en cessez-le-feu fragile, aucune négociation directe n'étant en vue parmi des pays qui vivent très proche les uns des autres et qui devraient partager une destinée commune 11/. Lors des invasions précédentes, en 1958, du Liban par les Etats-Unis et le Royaume-Uni 12/ qui avaient conduit le CCY à demander un retrait des troupes étrangères, dans le cas des invasions israéliennes, le CCT a borné ses propositions à la création d'une "zone tampon" placée sous le contrôle de l'Organisation des Nations Unies 13/.

En 1972, la "préoccupation" a fait place à une expression d'"alarme" à propos des menaces de guerre 14/. Pour la première fois lors d'une assemblée, il y a eu une critique publique directe, bien que timide, de la politique israélienne.

Dans une résolution plus générale, le CCT a exprimé son "inquiétude concernant le programme de développement entrepris par Israël dans la région occupée après la 'guerre des six jours'. Un tel investissement dans des territoires contestés compliquera certainement la recherche d'une solution permanente" 15/.

Lors de la guerre de 1973, pour la première fois, le CCT s'est dit "profondément choqué", et son président a écrit au Ministre canadien des affaires étrangères en demandant l'affiliation "immédiate d'un cessez-le-feu" 16/.

En 1975, mais seulement dans un document interne, le CCT a infléchi radicalement ses attitudes. "Il apparaît de plus en plus que les hostilités risquent de reprendre si l'on ne trouve pas rapidement un règlement négocié reconnaissant le droit aussi bien des Israéliens et des Palestiniens à une existence souveraine dans un Etat pacifique".

Ce même document expose d'autres vues qui, cependant, ont toujours été exprimées en public. Des critiques sont dirigées à l'endroit de "certains" gouvernements, qui ne sont pas nommément mentionnés, "qui ont obtenu le soutien d'un solide bloc d'Etats membres (de l'ONU et d'institutions des Nations Unies) partisans d'une solution fondée sur une approche partisane du problème du Moyen-Orient" 17/. Peut-on conclure que l'auteur du CCT considère que son organisation est favorable à une solution "non partisane"?

Conformément à ce document interne critiquant "certains" gouvernements, le Président du CCT a, en 1976, déclaré la volonté de son organisation de "lutter contre toutes les initiatives visant à appliquer" la résolution dans laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies avait identifier le sionisme au racisme. Cette résolution, a dit le président Morris, 'a légitimé' l'antisémitisme et les pogroms contre les Juifs" 18/.

En 1977, le Conseil exécutif du CCT a réaffirmé son opposition de toujours aux sanctions économiques contre Israël "condamnant le boycottage arabe des Canadiens qui commercent avec Israël", et en exerçant des pressions sur les gouvernements provinciaux et sur le gouvernement fédéral pour qu'ils adoptent "des mesures législatives interdisant ce type de boycottage". Ironiquement, au nom du syndicalisme, les dirigeants du CCT ont fait valoir que le boycottage "porte atteinte aux pratiques commerciales légitimes"! 19/

Lors d'une cérémonie que l'on pourrait qualifier de "mini Camp David" organisée lors de l'assemblée de 1980, les dirigeants du CCT ont fait monter sur la même estrade le Secrétaire général de la Fédération des entreprises industrielles de l'Histadrut israélien (Hevrat Ovdim) et le Président de la Fédération syndicale égyptienne. Dans la résolution adoptée cette année-là, le CCT a exprimé son "soutien" aux accords de Camp David et a déclaré qu'il espérait "qu'un accord sur le statut des territoires occupés sur la Rive Occidentale interviendrait sous peu" 20/.

3. Précédents

Les résolutions "nettement pro-Israël" adoptées par le CCT de 1956 à 1980 ne sont pas sans précédent dans le mouvement syndical canadien. Les deux fédérations syndicales qui ont fusionné pour constituer le CCT, le Congrès du travail canadien (CTC) et le Congrès professionnel et ouvrier du Canada (CPOC) avaient fréquemment l'une et l'autre épousé les vues sionistes.

Le Président du CPOC (Bengough), le Président du CCT (Mosher) ainsi que le Secrétaire général (Conroy) et le Directeur général (Robinson) étaient tous des membres actifs du Comité Canada-Palestine constitué en 1943 pour promouvoir une installation juive en Palestine et la création de l'Etat d'Israël 21/.

Des déclarations ont été faites, des résolutions ont été adoptées, et des pressions ont été exercées auprès du gouvernement fédéral (par exemple en juillet 1948 pour qu'il reconnaisse officiellement l'Etat d'Israël) 22/.

L'un des premiers syndicalistes d'Amérique du Nord à se rendre en Israël sur l'invitation de l'Histadrut était Pat Conroy, Secrétaire-Trésorier du CCT. Il s'est rendu en Israël en 1950 et a fait de nombreuses allocutions devant des groupes syndicaux, des professionnels et des associations religieuses à son retour 23/.

Les précédents remontent plus loin encore. En 1939, le Président du CPOC, Bengough, a protesté contre le "Livre blanc" du Royaume-Uni restreignant l'immigration juive en Palestine, comme étant une violation de la Déclaration Balfour 24/. La Déclaration Balfour elle-même avait été approuvée lors de l'Assemblée de 1917 de l'AFL, à laquelle était affilié le CPOC, quelques jours seulement après que Balfour l'eut rendue publique 25/.

4. Soutien financier

Le CTC a-t-il transformé ses paroles en actes? L'Encyclopedia of Zionism and Israel parle d'une "assistance tangible" et d'"achats importants" de bons israéliens par l'AFL-CIO 26/. Ces syndicats affiliés au CCT, qui ont leur siège aux Etats-Unis, envoient une partie des cotisations de leurs membres à travers la frontière. Ainsi, "l'assistance tangible" décidée aux Etats-Unis provient, en partie du nord du 49ème parallèle.

Le 20 décembre 1955, moins de six mois après être rentré de sa première visite, le Président David Dubinsky a fait savoir que l'International Ladies Garment Workers' Union (ILGWU) s'était engagée à faire à Israël un don de 1,1 million de dollars. Selon l'auteur de sa biographie officielle, Dubinsky a estimé que "la moitié de cette somme proviendrait des caisses des fédérations syndicales locales des Etats-Unis et du Canada. Le reste serait rassemblé dans le cadre de collectes volontaires de fonds parmi les membres du syndical" 27/. Soutenant l'agression israélienne de 1967, l'ILGWU a acheté cette année-là pour 1 million de dollars de bons israéliens 28/.

Les mécanismes de collecte des fonds aux Etats-Unis, auprès du mouvement syndical, opèrent aussi directement d'une façon parallèle au Canada: la campagne

de l'Histadrut (ou du Gewerkschaften), les conseils syndicaux de l'Histadrut et la vente de bons israéliens. Nous savons que la campagne de Gewerkschaften aux Etats-Unies, depuis son commencement, en 1923, jusqu'à la fin de 1967, a rassemblée environ 73 millions de dollars 29/. Des chiffres précis pour le Canada, cependant, ne sont pas disponibles.

Selon le Comité Canada-Israël, les "dirigeants du CCT ont également participé activement à la réalisation de projets éducatifs organisés par l'Histadrut en Israël 30/. Bien que l'on ne dispose pas de détail, ces projets ont certainement un élément financier 31/.

5. Réseaux

Il est normal que des organisations tel que le CCT appartiennent à des "réseaux" plus importants qui sont influencés par les politiques et les actes du CCT et qui, à leur tour, contribuent à les façonner.

S'agissant de la question de Palestine, il y a au moins trois séries de contacts qui méritent d'être étudiées: a) Les rapports entre le CCT et les réseaux de fédérations syndicales internationales; b) les rapports entre le CCT et les réseaux du Département canadien des affaires étrangères; c) les rapports entre le CCT et les réseaux intellectuels canadiens. Les informations actuellement disponibles sont bien trop fragmentaires pour que l'on puisse mener cette tâche à bien, mais il y a de quoi commencer.

a) Les rapports entre le CCT et les réseaux des fédérations syndicales internationale

Le premier directeur du Département des affaires internationales du CCT, Kalmen Kaplansky, a déclaré dès 1957 que le CCT "commençait à occuper des positions importantes dans la 'fonction publique' du mouvement syndical international". Kaplansky a donné des noms, et bien d'autres peuvent y être ajoutés depuis lors, y compris le sien 32/. Le "mouvement syndical international" dont il parlait était constitué par la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), l'Organisation internationale du travail (OI) et l'Organisation interaméricaine régionale des travailleurs. Des recherches même superficielles montrent que bien des gens, et particulièrement ceux qui ont le plus critiqué le CCT, ont sous-estimé l'importance de ce réseau.

Dans un document publié en 1969 par le Département des affaires internationales, on peut lire ce qui suit: "Récemment, le Groupe des ouvriers de la CISL ne peut plus facilement remporter les élections cruciales au Conseil d'administration de l'OIT et, en 1978, un accord a été conclu entre la CISL et l'Organisation de l'unité syndicale africaine pour obtenir un soutien réciproque lors des élections. Le Département des affaires internationales a joué un rôle capital dans les négociations et, par la suite, le représentant de l'Histadrut a réussi à être élu malgré l'opposition arabe 33/.

Dans un rapport publié lors d'une précédente conférence de l'OIT (1975) le Directeur du Département des affaires internationales du CCT a indiqué avec franchise comment Joe Morris, Président du CCT jusqu'à cette

année-là, a utilisé ses fonctions de Président de comité de l'OIT pour déjouer une proposition tendant à ce que l'OLP soit admise à l'Organisation en qualité d'observateur 34/.

Un an avant, le Directeur précédent du Département des affaires internationales, Romeo Maione, a exprimé sa stupéfaction que "des problèmes politiques" comme la "politique de discrimination, de racisme et de violation des libertés et des pratiques syndicales par les autorités israéliennes en Palestine et en d'autres territoires arabes occupés" soient même discutés au sein de l'OIT 35/.

b) Les rapports entre le CCT et les réseaux du Département canadien des affaires étrangères

Le premier directeur du Département des affaires internationales du CCT a, en même temps, fait partie des délégations du Gouvernement canadien à l'Unesco (1958) et à l'ONU (1963). Son successeur est passé du CCT à un poste important à l'Agence canadienne de développement international (ACDI). L'actuel directeur du Département des affaires internationales était avant d'entrer au CCT directeur exécutif de l'Association professionnelle des fonctionnaires des affaires étrangères. C'est sous sa direction qu'un fonctionnaire des affaires étrangères a été affecté directement du Département des affaires étrangères à un poste important au Département des affaires internationales du CCT.

Les déclarations et les actes du CCT en matière de politique étrangère commencent seulement maintenant à être étudiées 36/. Le processus de formulation de la politique étrangère du CCT et son influence l'ont été encore moins 37/. Cette étude, lorsqu'elle sera faite, s'insérera certainement dans le cadre des importants débats sur le "tripartisme" au sein du CCT, ne serait-ce qu'en raison des rapports étroits et des échanges qui existent entre le Département des affaires internationales du CCT et les Affaires étrangères 38/.

c) Rapports entre le CCT et les réseaux intellectuels canadiens

Il existe tant au sein du mouvement syndical qu'à sa périphérie bon nombre d'intellectuels. Certains font des recherches sur les syndicats et publient des ouvrages. D'autres ont des connaissances juridiques et techniques spécialisées qui les mettent en contact avec les syndicats, par exemple comme médiateur ou comme arbitre. Par ailleurs, les syndicats emploient directement des intellectuels pour faire des recherches et présenter leurs "dossiers" et pour les représenter dans des instances où des connaissances spécialisées sont considérées comme un avantage. Il s'agit là de milieux dans lesquels les idées concernant la Palestine, comme c'est le cas pour les autres sujets de préoccupation du CCT, circulent et prennent forme. Il va de soi que ces intellectuels font partie d'un plus vaste réseau au Canada et, dans une certaine mesure, à l'étranger.

Il n'est pas inintéressant de noter, du point de vue de l'orientation et de l'influence de la politique du CCT en ce qui concerne la Palestine, que

le premier directeur des Affaires internationales ait occupé un poste de direction à l'Institut canadien des affaires internationales, groupe d'étude qui rassemble des spécialistes des universités et du gouvernement dans le domaine de la politique étrangère canadienne et que Andy Andras, autre intellectuel employé par le CCT et membre du Comité sioniste des ouvriers juifs du mouvement syndical, ait été membre du Comité d'administration de l'Université Carleton à Ottawa, importante université canadienne, particulièrement du point de vue de la fonction publique.

Une publication canadienne consacrée au Moyen-Orient et lancée en mai 1978 indique que son but est "d'encourager l'étude et l'analyse des questions sociales, politiques et économiques sous-jacentes aux conflits du Moyen-Orient, en vue d'éduquer le grand public..." 39/. Indépendamment des idéaux élevés, que cette publication professe, Middle East Focus, est un moyen d'expression pour les professeurs pro-sionistes, nombre d'entre eux israéliens. Cette publication a eu à son conseil de direction, et a encore, des universitaires connus pour être proche du mouvement syndical canadien et pour en avoir retracé l'historique 40/. On peut cependant se demander si ces auteurs ont cherché à diffuser cette publication auprès du grand public, c'est-à-dire du public syndical, par l'intermédiaire de leur contact avec le CCT.

Le CCT a publié un nombre considérable d'articles pro-sionistes dans ses organes internes (aujourd'hui défunts) Canadian Labour et Canadian Labour Comment particulièrement entre la fin des années 1950 et le milieu des années 1960 41/. Ces articles étaient régulièrement diffusés auprès de tous les membres.

Le Département des affaires internationales du CCT publie des opuscules, organise des colloques éducatifs, prépare des cours et adresse des articles et des publications à un nombre considérable de dirigeants syndicaux 42/. L'on peut par conséquent se demander quelle est l'utilisation que le CCT fait aujourd'hui de publications comme Middle East Focus.

6. Membres

Les déclarations publiques du CCT reflètent-elles les vues de ses membres? Il serait présomptueux, certainement erroné de penser qu'il n'y a aucune correspondance entre les attitudes régulièrement adoptées par le CCT et la façon de voir de ses membres. Mais il serait aussi présomptueux et erroné de croire qu'il n'existe pas de divergence de vues sur ce point.

Les déclarations concernant le Moyen-Orient qui ont été soumises aux assemblées sont rédigées par le Comité des affaires internationales du CCT, un des comités les plus prestigieux des assemblées, qui rassemble habituellement des dirigeants syndicaux de rang élevé. Les résolutions soumises par les fédérations syndicales membres sont incorporées dans le rapport du Comité, sont modifiées ou en sont omises, au gré du Comité. Si l'on n'a pas examiné toutes les résolutions soumises par les différentes fédérations sous leur forme initiale, on ne peut pas formuler de conclusion sur la mesure dans laquelle ces résolutions sont différentes des déclarations du Comité.

Sauf lors de la première assemblée, il n'y pas eu beaucoup de discussions sur la partie du rapport du Comité des affaires internationales traitant du Moyen-Orient. A une exception modeste près, les observations des délégués ont été extrêmement positives, mais les discussions semblent également avoir été dominées par les dirigeants suprêmes du mouvement 43/.

Cependant, à la douzième assemblée (1978) il apparaît dans le compte rendu que deux délégués ont essayé d'introduire des résolutions allant dans un sens tout à fait opposé à celles soumises par le Comité des affaires internationales assemblée après assemblée. Un délégué a demandé au CCT de reconnaître l'Organisation de libération de la Palestine comme étant le représentant du peuple palestinien et de l'inviter à prendre la parole lors de la prochaine assemblée 44/. Le deuxième délégué a demandé à l'assemblée de condamner la dernière invasion israélienne du Liban 45/. En dépit des protestations de ces délégués, il n'a pas été autorisé de vote ni de discussion sur l'une ou l'autre de ces propositions.

Je n'ai connaissance que d'un seul cas où il y a eu discussion ouverte sur la question de Palestine lors d'une assemblée syndicale au Canada. Il s'agit de la quatorzième assemblée de l'International Longshoremen's and Warehousemen's Union (ILWU) en 1976 46/. A la fin d'un débat libre et sérieux, il convient de relever au moins deux choses: d'abord, que les avis concernant la nature du sionisme, les droits des Palestiniens et le caractère de l'OLP étaient divisés, assez également 47/; et, deuxièmement, que la résolution finalement adoptée était beaucoup plus critique à l'égard d'Israël que les résolutions présentées lors des assemblées du CCT 48/.

B. Confédération des syndicats canadiens et Confédération des syndicats nationaux

Si, jusqu'à présent, la CLC ne s'est intéressée à la question de Palestine que de façon tout à fait marginale, tel n'est pas le cas de la CSN. Cependant, les attitudes que l'un et l'autre ont adoptées sont très proches et très différentes de celles du CCT.

Tandis que le CCT entretient des rapports presque exclusifs avec l'Etat israélien et les organisations sionistes et n'a jamais reconnu l'OLP, aussi bien la CSC que la SCN préconisent leur reconnaissance de l'OLP et ont donné à des porte-parole palestiniens la possibilité de s'exprimer au Canada 49/.

Tandis que le CTC a surtout soutenu l'Etat israélien, la CSN a manifesté non appui à la "juste libération du peuple palestinien" 50/. Les dirigeants du CCT se rendent en Israël et entretiennent avec les représentants de l'Histadrut; les dirigeants de la CSN se sont rendus au Moyen-Orient et ont rencontré des représentants de l'OLP 51/. Parce que les dirigeants du CCT prennent la parole lors de manifestations organisées par l'Histadrut au Canada, des dirigeants de la CSN ont pris la parole lors de manifestations palestiniennes au Québec 52/. Tandis que lors de sa dernière assemblée, le CTC a été fier d'organiser un mini Camp David, le Conseil de Montréal de la CSN avait, l'année précédente, envoyé un représentant à une conférence syndicale internationale de solidarité avec les ouvriers et les populations de Palestine tenue en Syrie 53/.

Il convient cependant de lancer une mise en garde: je n'ai pas étudié de façon approfondie tous les actes de la CSN et je n'ai malheureusement pas encore lu une résolution adoptée en 1978, qualifiée de "pas sur la voie de la modération dans sa politique concernant le Moyen-Orient" 54/. Telle qu'elle est résumée dans une publication du Comité Canada-Israël, il se peut que cette résolution ne soit pas diamétralement opposée au document interne du CCT publié en 1975 parlant de la "souveraineté" aussi bien pour Israël et pour les Palestiniens.

C. Sources

De nombreux ouvrages ont été écrits à propos des rapports entre les syndicats canadiens et les partis politiques, particulièrement la Co-operative Commonwealth Federation (CCF) sociale démocrate, et son successeur, le Nouveau parti démocratique (NPD). Cependant, personne ne semble avoir étudié les rapports réciproques entre les uns et les autres en ce qui concerne la question de Palestine ou la politique étrangère en général 55/.

Il faut cependant dire que les sources des politiques et des actes du CTC concernant la Palestine resteront mal comprises tant que l'on n'aura pas étudié comme il convient l'idéologie et l'organisation sociale démocrate et leurs bases matérielles.

En lisant le texte de certains des discours prononcés par les représentants de l'Histadrut lors des assemblées du CCT et de certains des discours prononcés par les représentants du CCT lors de réunions de l'Histadrut, on découvre les éléments communs de leur idéologie sociale démocrate. Ces éléments sont l'appel à la "démocratie" (conçue comme le parlementarisme), l'encouragement des coopératives et de la participation des ouvriers à la direction des entreprises et à la gestion des affaires sociales et le sens de la mission des peuples "avancés" (les Européens) qui doivent éclairer les peuples "reculés" 56/.

Les activités réalisées par le CCT au Canada dans le cadre des groupes de pression me mettent en rapport constant avec les organisations sionistes. Encore une fois, ces rapports se nouent dans les domaines qui préoccupent le plus le mouvement social démocrate: l'adoption de mesures législatives de protection sociale et les "droits de l'homme" 57/.

Même un examen superficiel des politiques de la Co-operative Commonwealth Federation et du NPD concernant la Palestine fait apparaître un sionisme énergique. La CCF a été le premier parti politique canadien à soutenir publiquement la création d'un Etat juif en Palestine 58/. Plus que tout autre parti politique canadien, les principaux dirigeants de la CCF (Douglas, Coldwell, Knowles, Joliffe) appartenaient au Comité Canada-Palestine, qui préconisait une "patrie juive" 59/. La CCF a été le principal parti politique à pousser le gouvernement MacKenzie King à reconnaître de jure Israël en 1948 60/.

Lorsque le Parti travailliste du Royaume-Uni a temporairement abandonné son attitude de sionisme inconditionnel après sa victoire aux élections de 1945, Stanley Knowles, de la CCF, a déclaré devant la Chambre des communes canadienne que son parti avait adressé un télégramme à Atlee pour qu'il ouvre la Palestine à l'immigration juive 61/. C'était là être plus catholique que le Pape, si l'on peut se permettre cette expression pour parler d'un mouvement social démocrate canadien très influencé par le protestantisme.

Et quel est le rôle des ouvriers juifs dans la formulation des politiques du CCT? Il n'y a eu de classe ouvrière juive nombreuse au Canada que pendant une génération, essentiellement entre les deux guerres. Il y avait alors un élément ouvrier sioniste. Mais cette période historique représente une période de recul plutôt que d'apogée pour le sionisme 62/. En fait, c'est précisément lorsque la classe ouvrière juive syndiquée au Canada était la plus forte que l'opposition au sionisme était la plus active. La classe ouvrière juive canadienne est diverse sur le plan politique: il y avait certainement des Sionistes, amis aussi des adeptes du Bund et des communistes 63/.

Le mouvement social démocrate est le principal terrain de rencontre pour les protestants, les catholiques, les juifs et les sionistes athées au sein des syndicats. Cela ressort clairement de ce que nous savons de l'historique de la CCF et du NPD, ainsi que du Parti travailliste britannique 64/ et de l'International socialiste 65/.

D. Suggestions

En bref, les activités visant à éclairer les syndicalistes canadiens pourraient mettre l'accent sur les trois thèmes ci-après:

- a) Le caractère extrêmement limité de l'Histadrut en tant que syndicat défendant les droits et les intérêts des travailleurs.

L'Histadrut étant le représentant le plus actif du sionisme au CCT, il faut faire la lumière sur son prétendu caractère "progressiste" et faire mieux connaître et mieux comprendre son caractère corporatiste.

- b) Il faut mettre en relief la contradiction qu'il y a à soutenir l'Histadrut et l'Etat israélien, d'une part, et les ouvriers et les paysans d'Azanie et d'Amérique centrale et du Sud, de l'autre.

Assemblée après assemblée, les délégués au CCT approuvent des campagnes de boycottage et de soutien aux luttes de libération menées en Azanie, au Chili, en El Salvador et au Nicaragua. Ce faisant, toutefois, on ignore le soutien, notamment militaire, qu'Israël accorde à ces régimes. On ne sait pas non plus comment les activités "syndicales" de l'Histadrut sont un outil de cette politique réactionnaire 66/.

- c) Il faut mettre en relief le fait qu'une partie importante du peuple palestinien, qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes, appartient à la classe ouvrière 67/.

En faisant mieux connaître la situation quotidienne des Palestiniens de la classe ouvrière, on pourra jeter un pont entre syndicats et aider les ouvriers, au Canada, à ne plus considérer les Palestiniens sous l'image stéréotypée de "terroristes" et de "réfugiés".

NOTES

1. Le mouvement syndical canadien se compose aujourd'hui d'un certain nombre d'organisations distinctes et parfois antagonistes. Les principales fédérations syndicales sont: a) le Congrès du travail canadien (CTC) dont de nombreux membres ont leur siège aux Etats-Unis et sont affiliés à l'AFL-CIO. Fondé en 1956 par suite de la fusion du Congrès professionnel et ouvrier du Canada et du Congrès canadien du travail, il a 2 360 351 membres (1981); b) la Confédération des syndicats canadiens (CSC) dont les syndicats membres se trouvent exclusivement au Canada et sont exclusivement contrôlés par des adhérents canadiens. Fondée en 1968, elle a environ 38 000 membres (1981); c) la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Fédération de syndicats indépendants basée presque exclusivement au Québec. Fondée en 1921 sous le titre de Fédération des ouvriers catholiques du Canada, elle a adopté sa dénomination actuelle en 1960 et a 20 430 membres (1981). Un nombre important de syndicalistes n'appartiennent pas à de grandes fédérations. Il peut y en avoir en tout environ 500 000. Finalement, seulement 43 p. 100 des ouvriers canadiens et 17 p. 100 des ouvrières canadiennes sont affiliés à un syndicat.

2. L'Histadrut est toujours présentée aux délégués et au CTC comme faisant partie du mouvement syndicaliste international et même comme la "seule organisation syndicale démocratique du Moyen-Orient" (Actes de la première assemblée, p. 92). Les résolutions affirmant un soutien à l'Histadrut ont été adoptées (1962) et les mesures prises par l'Histadrut ont été louées dans des publications du CTC. L'auréole dont cette organisation est entourée est telle que le Secrétaire général du très important secteur des entreprises industrielles de l'Histadrut peut prendre la parole comme syndicaliste frère (1980).

3. Lors de l'assemblée de 1958 du CTC, le Secrétaire-trésorier a donné lecture devant les délégués de salutations écrites de l'Histadrut. L'autre exception était la sixième assemblée (1966).

4. Le président du CTC ont été Claude Jodoin, Donald MacDonald, Joe Morris, et Dennis McDermott (Président actuel). Jodoin a été le premier Canadien à recevoir le "Prix humanitaire d'Histadrut" (en 1960). Joe Morris a été honoré par la création du Fonds de bourses Amal, bourses octroyées à des Israéliens souhaitant poursuivre leurs études professionnelles et techniques et financées de façon permanente par des contributions de syndicalistes canadiens (1978). MacDonald s'est rendu en Israël en 1978 et encore une fois en 1976 avec Morris et McDermott a visité Israël en 1973. Des voyages en Israël sont régulièrement organisés par le CTC "pour promouvoir la compréhension et la coopération internationale au sein du mouvement ouvrier". Le journal des United Steelworkers of America a publié un article sur les impressions recueillies lors d'un voyage récent. (Steel Labour, Juin 1981). Ce groupe comprenait 18 personnes, dont un député du NPD, un MLA du Saskatchewan d'appartenance NPF, un membre des United Automobile Workers of America, un employé à plein temps des Steelworkers et d'autres personnes. Jodoin (4 novembre 1956) et MacDonald (21 février 1959) ont pris la parole devant d'importantes assemblées de l'Histadrut au Canada. Des représentants de l'Histadrut sont régulièrement accueillis au Canada. Le rapport du Département des affaires internationales du CTC pour la période janvier-juin 1980, par exemple, mentionne la visite de Shimon Avizimer.

5. Cette déclaration a été faite par le Comité Canada-Israël dans sa publication Canada-Israel Friendship, the First Thirty Years, éditée par Bessin et Kaufman, Toronto, 1979, p. 137 (publication ci-après dénommée "Friendship").
6. Les déclarations du CTC ont deux principales sources. L'une est les Convention Proceedings du CTC, qui contiennent un compte rendu des rapports, des résolutions et des débats des comités. L'autre principale source est la publication officielle du CTC, Canadian Labour et Canadian Labour Comment, publiée de 1956 à 1979. Voir en particulier Convention Proceedings 1956, p. 92; 1958, p. 61; 1966, p. 71.
7. La première référence directe à l'existence des Palestiniens dans une résolution adoptée par les assemblées se trouve dans la résolution adoptée par le Conseil exécutif du CTC à la dixième assemblée (1974). Cette résolution condamnait le "Front de libération de la Palestine" à l'occasion de Maalot. (Convention Proceedings, p. 115).
8. First Convention Proceedings, 1956, p. 92
9. Canadian Labour, mars 1957 p. 4
10. Voir la déclaration faite par la CISL le 25 mai 1967 et reproduite dans le Canadian Labour, Volume 12, No 6, p. 31; voir également le rapport concernant les communications adressées par le CTC à Ottawa, ibid., volume 13, No 5, p. 72.
11. Seventh Convention Proceedings, 1968, p. 43-44.
12. Le 29 août 1958, le Conseil exécutif du CTC a demandé le retrait des troupes des Etats-Unis et du Royaume-Uni, du Liban et de Jordanie et leur remplacement par des forces de l'ONU. Canadian Labour, Volume 17, No 3. p. 15.
13. Ibid.
14. Ibid.
15. Ninth Convention Proceedings, p. 31
16. Canadian Labour Comment, 2 novembre 1973, p. 2
17. "Mémorandum" du Département des affaires internationales du CTC, 1975 p. 73 (c'est nous qui soulignons).
18. Canadian Labour Comment, 16 janvier 1976, p. 2
19. Résolution du Conseil exécutif du CTC adoptée les 27 et 28 septembre 1977 et communiquée aux dirigeants des syndicats affiliés au CTC le 6 octobre 1977;
20. Thirteen Convention Proceedings, 1980, p. 61

21. Canada and Palestine: The Politics of Non-Commitment, Zachariah Kay, Jérusalem, 1978 (ci-après dénommé "Non-Commitment"). Dans une lettre adressée aux parlementaires, le CTC leur a demandé de "se servir de leur influence pour amener le Gouvernement canadien à adopter une politique de soutien à la création d'un foyer national pour le peuple juif", p. 115.

22. Le Canadian Unionist, publication officielle du CCT, mentionne un appel au CCT pour que "la Palestine soit ouverte à l'immigration juive" ainsi qu'une déclaration de "sympathie avec les efforts faits pour ouvrir une patrie juive" (juin 1944, p. 8). Il est indiqué dans la même publication que le secrétaire-trésorier du CCT, Conroy, a adressé une lettre au Ministre canadien des affaires étrangères en juillet 1948 pour lui demander de reconnaître officiellement Israël. (septembre 1948, p. 206).

23. Friendship, p. 136

24. Non-Commitment, p. 124-5

25. Encyclopedia of Zionism and Israel, Raphael Patai éditeur, New York 1971, Volume 1, p. 29.

26. Ibid.

27. The World of David Dubinsky, Max Danish, New York 1957, p. 279 (c'est nous qui soulignons).

28. American Jews and the Zionist Idea, Naomi Cohen, Etats-Unis 1975, p. 139. L'ILGWU était connu, au début du siècle, pour ses contributions financières. Par exemple, pendant la première guerre mondiale, une somme de 250 000 dollars a été versée par les secours de guerre en Europe de l'Est. Pendant la grande grève des aciéries qui a eu lieu aux Etats-Unis en 1919, et bien que représentant 1/25ème seulement de l'ensemble des membres de l'AFL, les syndicats du vêtement ont versé des contributions de 200 000 dollars. Ce montant représentait 24 fois les contributions totales des syndicats affiliés à l'AFL. Il est clair que le sionisme n'a pas été la seule cause à recevoir un soutien important, bien qu'il ait eu recours à cette "tradition". Voir "Jewish Labour Movement in America", Moses Rischin, Labour History, automne 1963, p. 245.

29. The Political World of American Zionism, Samuel Halperin, Détroit 1961, Appendice IV.

30. Friendship, p. 139

31. Il y a certainement l'aide représentée par une publicité positive, par exemple le compte-rendu, en 1963, du voyage d'un "enseignant-directeur d'école" de Toronto, H. James Helliott, qui s'est rendu en Israël pour former des enseignants israéliens (Canadian Labour, Volume 8, No 2, p. 23). Cependant, il est hors de doute que le comité Canada-Israël a autre chose à l'esprit. Comme on l'a vu plus haut (note 4), ce sont des fonds de syndicalistes canadiens qui financent un programme de bourses de formation d'Israéliens établi par l'Histadrut pour honorer Joe Morris, président du CTC. Les choses vont évidemment bien plus loin.

32. Kaplansky a nommé Millard (Directeur de l'Organisation de la CISL) et Buey (Secrétaire adjoint de l'ORIT). (Canadian Labour, Volume 2, No 8, p. 34). Depuis lors, on peut au moins ajouter Jodoin et Morris, directeurs du Département des affaires internationales du CTC comme Kaplansky et Maoine, et Swerdlow, à un moment donné directeur de l'éducation du CTC.

33. "The International Affairs Department: Into the 1980s", John Harkerm Directeur du Département des affaires internationales, (document interne), 14 septembre 1979, p. 3.

34. A la différence des délégués de l'AFL-CIO qui ont ensuite quitté la réunion lorsque l'OLP a été admise (par 246 voix contre 35, avec 66 abstentions), les représentants du CTC sont restés alors même que leur manœuvre peut dissimulée se soit soldée par un échec (Canadian Labour, septembre 1975, p. 10)

35. Ibid., septembre 1974, p. 21

36. Une exception notable et excellente est un opuscule qui vient d'être publié: Partners in Imperialism, The Canadian Labour Congress and Social Democracy in the Third World, Saskatoon Solidarity Committee, Saskatoon 1981.

37. Les études qui ont été faites sur le processus de formulation de la politique étrangère de l'AFL-CIO font apparaître des liens intéressants avec ceux qui se sont particulièrement occupés du projet sioniste. Ces études montrent également que les liens qui existent entre les syndicats et le sionisme visent nettement des objectifs anticomunistes plus vastes. Voir "The AFL Foreign Policy Making Process from the End of World War II to the Merger", Roy Goldson, Labour History, été 1975. Cela n'est pas sans parallèle avec les éléments anticomunistes de la Déclaration Balfour. Sur ce point, voir "Gentile Zionism and the Balfour Declaration", par R. H. Crossman, The Commentary Reader, Norman Podhoretz Editeur, New York, 1966, p. 284-94.

38. Ibid.

39. Volume 1, No 1, mai 1978 (c'est nous qui soulignons).
"Middle East Focus, Canada's Magazine on the Contemporary Middle East"

40. Harry Crowe était le "fondateur" et rédacteur en chef, jusqu'à sa mort, de "Middle East Focus, Canada's Magazine on the Contemporary Middle East". Dans l'éloge funèbre rendu à Crowe dans cette revue, on parle de lui à la fois comme d'un historien du mouvement ouvrier et comme d'un "combattant" des luttes menées par le mouvement syndical canadien. On parle également de lui comme étant le "moteur" du mouvement Canadian Professors for peace in the Middle East (CCPME), dont cette publication est le principal moyen d'expression. Le CCPME a été créé immédiatement après la guerre de 1973, et "Middle East Focus" a commencé à être publiée après le pèlerinage de Sadat en Israël. Un des principaux membres du conseil de rédaction, depuis la mort de Crowe, est Irving Abella, autre historien réputé du mouvement syndical. Un troisième historien canadien étroitement associé à cette publication est David Bercuson. Abella et Bercuson ont récemment commencé à étudier les aspects de l'histoire diplomatique canadienne concernant la Palestine et l'immigration juive.

41. Les premiers discours faits par des représentants de l'Histadrut lors des assemblées du CTC ont été reproduits, de même que les discours prononcés par les présidents du CTC lors des manifestations organisées par l'Histadrut au Canada. Bien que je n'aie pas comparé la longueur respective des comptes rendus, j'ai l'impression à la lecture des publications du CTC, qu'aucun autre Etat n'a fait l'objet de rapports aussi étendus et aussi favorable qu'Israël.

42. Voir le rapport de la section de l'éducation du Département des affaires internationales, Canadian Labour, Volume 7 No 5.

43. Cette exception s'est produite en 1970. Lors de la huitième assemblée, un délégué s'est prononcé en faveur de l'application de la résolution dans laquelle l'Organisation des Nations Unies avait demandé à Israël de restituer les terres saisies en 1967. (Convention Proceedings, p. 52). Lors d'un débat consacré à l'Irlande, lors de la neuvième assemblée (1972), un délégué a établi ce parallèle: "Nous condamnons les Américains pour être au Viet-Nam et nous condamnons les Israéliens pour être dans les pays arabes, et je crois que le moment est venu de commencer à condamner les Britanniques pour être en Irlande du Nord. (Convention Proceedings, p. 35).

44. Twelfth Convention Proceedings, p. 138-9.

45. Ibid., p. 139

46. Proceedings of the ILWU (Canadian Area), Vancouver, 1976, p. 193-205.

47. Le vote sur la motion a été de 31 voix contre 22.

48. Cette résolution comportait des critiques du "terrorisme" israélien, un appel au "retrait" des territoires occupés en 1967 et un appel à la reconnaissance de l'OLP en tant que représentant des Palestiniens. Cette résolution critiquait également le "terrorisme" palestinien, demandait la reconnaissance d'Israël et condamnait l'attitude adoptée par l'ONU en ce qui concerne le sionisme.

49. Cela a été expressément le cas d'une résolution adoptée par le conseil exécutif national du principal syndicat affilié à la CSC (CAIMAW) en 1979. En septembre 1977, une réunion du Conseil de l'Ontario de la CSC adoptait une résolution demandant que le peuple palestinien soit représenté par l'OLP lors d'une "Conférence de Genève sur la paix au Moyen-Orient" qu'il avait été proposé de convoquer. Cette résolution a été adoptée après un exposé fait par des représentants de la Canadian Arab Federation et une "longue période de questions et de débats" (CCU Ontario Council minutes, 17 septembre 1977, p. 2). Le Conseil Confédéral de la CSN, en 1976, a demandé au Gouvernement canadien de reconnaître l'OLP. En 1979, le Conseil de Montréal de la CSN a envoyé des télégrammes aussi bien au Premier Ministre du Québec qu'au Premier Ministre du Canada demandant la reconnaissance de l'OLP.

50. CNTU Executive minutes, 2 mars 1970. Ce texte a été adopté à l'unanimité à titre de recommandation à l'Assemblée générale.

51. Michel Chartrand et Colette Legendre en 1972. Voir le rapport qu'ils ont présenté à l'Assemblée générale de la CSN sur leur voyage le 5 septembre 1972, Minutes, p. 39-43.
52. Par exemple, lors de la "Semaine Québec-Palestine" de 1974.
53. Voir la lettre adressée le 11 mai 1979 par le Secrétaire général du Conseil de Montréal aux organisateurs de la conférence.
54. Friendship, p. 141
55. Encore une fois, une exception notable est l'opuscule intitulé Partners in Imperialism, qui examine les rapports réciproques entre les politiques du NPD et de la CLC en Amérique latine et en Afrique australe.
56. Pour les discours de l'Histadrut, voir Convention Proceedings. Pour les discours de la CLS, voir Canadian Labour, décembre 1956, p. 22 et mars 1959, p. 32. Le numéro de Canadian Unionist, de février 1950, p. 30, reproduit le texte d'un discours de Pat Conroy, membre du Comité exécutif du CCT:
57. Organized Labour and Pressure Politics, CLC 1956-1968, David Kwavnick, 1972, Appendice B, "The Web or Inter-group Relations". Canadian Labour, Volume 24, No 5, p. 5, annonce une prochaine conférence de deux jours, rassemblant notamment de très importants dirigeants du CCT et organisée par la section de l'Ontario de l'Histadrut. La conférence porte sur ces questions: Moyen-Orient, Droits de l'homme, les sociétés multinationales du tiers monde, les réalisations et les aspirations de l'Histadrut.
58. Non-Commitment, p. 93
59. Non-Commitment, Appendice B.
60. Ibid., p. 65
61. Ibid., p. 101
62. The Political World of American Zionism, op. cit.; l'Appendice 1 et l'Appendice 4 respectivement donnent des chiffres sur le nombre de membres et les fonds rassemblés par les organisations sionistes aux Etats-Unis entre les deux guerres et pendant la période d'après-guerre. Il n'est guère vraisemblable que les tendances aient été différentes au Canada. Il va de soi qu'il y avait auparavant des ouvriers juifs, dont certains ont posé les voies ferrées du Canadian Pacific, de même qu'il y a des ouvriers syndiqués juifs aujourd'hui. Cependant, cela ne veut pas dire que la composition par classe des Juifs au Canada se soit modifiée sensiblement depuis la période qui s'est écoulée entre les deux guerres. En 1973, le Président du Comité juif du travail était un avocat (Canadian Labour, Volume 8, No 12, p. 35). Voir également The Jewish Community in Canada: A History, volume 1, Stuart Rosenberg, Toronto 1970, p. 225.
63. On trouve quelques "comptes rendus familiers" de la politique de la classe ouvrière juive au Canada: Jews: An Account of Their Experiences in Canada, Erna Paris, Toronto 1980, p. 117-210 et "Portrait of a Jewish Professional

Revolutionary: The Recollections of Joshua Gershman", publié avec une introduction d'Irving Abella dans Labour/Le Travailleur, 1977, Volume 2, p. 185-213. Lorsque l'Union soviétique est entrée dans la deuxième guerre mondiale en 1941, la politique de Moscou à l'égard du sionisme et celle de son séide, le Parti communiste du Canada se sont infléchies. Plus récemment encore, les travailleurs syndiqués qui appartiennent au Parti communiste n'ont guère soutenu les droits des Palestiniens. Aucune résolution concernant la Palestine n'a été présentée aux assemblées annuelles des United Fishermen and Allied Workers Union (IFAWU) de 1968 à 1980 inclusivement. Il s'agit cependant là d'un syndicat où les membres du Parti communistes ont beaucoup d'influence. Des résolutions ont été adoptées à propos de l'Afrique du Sud, du Chili, de la paix et du désarmement, du retrait du Canada de l'OTAN et du NORAD, de l'appui à Angela Davis et aux Panthères noires face à la répression d'Etat et des protestations dirigées contre l'occupation de l'Irlande du Nord par l'armée britannique. Voir les rapports des assemblées annuelles de l'IFAWU.

64. On trouvera un compte rendu de la politique de l'International socialiste concernant la Palestine dans: History of the International, World Socialism 1943-1968, Julius Braunthal, Londres 1980, p. 349-365.

65. Un compte rendu documenté des attitudes adoptées par le Parti travailliste britannique concernant le sionisme jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, figure dans: The Jews and Palestine, A Study in Labour Zionism, S. Levenberg, Londres, 1945.

66. Par exemple, en Amérique latine, c'est avec les syndicats membres de l'ORIT que l'Histadrut entretient les rapports les plus étroits (voir: Isarel-Latin American Relations, Kaufman, Shapira Barroni, New Jersey 1979, p. 55-57). Ce sont les mêmes syndicats boliviens que la femme d'un mineur Domitila Chungara, New York, 1978, p. 39). Il existe un nombre de plus en plus grand d'ouvrages sur les liens qui existent entre Israël et l'Afrique du Sud. Un des premiers est "David and Goliath Collaborate in Africa", Africa Research Group, Cambridge 1969. En outre, depuis 1973, plus de la moitié des exportations israéliennes d'armes vont vers les Etats d'Amérique latine, y compris El Salvador et, précédemment, le Nicaragua sous le régime Somoza (Israel-Latin American Relations, op. cit., p. 104-8).

67. On peut trouver des informations dans: "The Proletarianization of Palestinian Women in Israel", Amal Samed, MERIP Reports, No 50 et "Transformation of Class Structure Among the Arabs in Israel: From Peasantry to Proletariat", Elia Zurick, Journal of Palestine Studies, Autumn 1976, p. 39-66.

LES INFLUENCES INTERNES ET STRATEGIQUES SUR LA FORMATION DE LA POLITIQUE DES ETATS-UNIS AU MOYEN-ORIENT

Mark Solomon

La politique des Etats-Unis au Moyen-Orient, et particulièrement sa position à l'égard des droits palestiniens, reflète des influences internes et stratégiques puissantes. Ces influences, à leur tour ont été façonnées par des circonstances politiques et économiques extrêmement changeantes sur le plan tant interne qu'international.

Depuis la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis ont accumulé une puissance économique et une influence politique sans précédent. Cette puissance a reposé sur trois piliers: un système interne modifié de possessions sociales qui avait été conçu à l'origine comme une solution à la grande dépression de 1930, une expansion rapide de l'activité économique dans le monde entier qui a conduit à l'internationalisation presque totale du capital des Etats-Unis, et le développement d'une source nucléaire et d'un établissement militaire classique massif. 1/

Cependant, au début et au milieu des années 1960, des signes de déclin ont commencé à apparaître. Les dépenses énormes nécessaires pour entretenir près de 2 500 bases et postes militaires et pour équiper les forces de régimes amis ont créé pour les Etats-Unis une grave crise de balance des paiements. Des dépenses atteignant presque 300 milliards de dollars consacrés à la poursuite au Viet Nam d'une guerre dont on n'attendait pas qu'elle dure si longtemps ont encore aggravé le problème. En 1971, l'instabilité du dollar a contribué à une inflation mondiale. 2/

Au milieu des années 1970, il y a eu un tournant historique. L'effondrement de l'empire portugais a représenté une contraction majeure des possibilités d'investissements hautement profitables et d'extraction des matières premières qui avaient été vitales pour les pays industrialisés de l'Occident. A cette époque, les Etats-Unis, du fait de l'accumulation de leur puissance sur le continent asiatique, ont commencé à faire porter leur attention sur la région du Golfe Persique et de l'océan Indien. Cependant, cette réorientation s'est produite à un moment où les transformations sociales s'accéléraient dans cette région du monde. Une nouvelle érosion des terrains internationaux d'investissements et des possibilités de recherche des profits tirés de l'extraction de ressources naturelles s'est produite lorsque l'Ethiopie, le Nicaragua, le Kampuchea, l'Afghanistan et l'Iran ont commencé à traverser des transformations sociales.

Pendant la même période, la structure économique interne des Etats-Unis a commencé à stagner. Les répercussions d'une militarisation intensive de l'économie se sont fait sentir à mesure que le secteur civil se trouvait régulièrement privé des ressources en capital et des compétences techniques nécessaires pour faire concurrence aux tendances de la modernisation qui se faisait jour en Europe et au Japon. Progressivement, les concurrents européens et japonais d'importances industries civiles comme l'automobile et l'électronique ont commencé à contester avec succès la prédominance des Etats-Unis. Un facteur qui a, à cet égard, beaucoup compliqué l'économie des Etats-Unis a été l'accroissement régulier de la dette publique et privée.

Pendant toute la période d'après-guerre, et spécialement au cours des deux dernières années, l'économie américaine avait été alimentée par des emprunts massifs des sociétés et de l'Etat. Récemment, la dette publique a dépassé mille milliards de dollars, la dette privée des sociétés dépassant apparemment trois mille milliards de dollars et continuant d'augmenter rapidement. Les principaux établissements de prêts détenant une accumulation presque inimaginable d'échéances comptables sur la production, il y a eu une tendance régulière à une "dépression administrée". Cette situation est caractérisée par une hésitation persistante à investir dans le pays dans de nouvelles installations et dans du nouveau matériel, particulièrement dans les biens d'équipement, par des taux d'intérêt, par une volonté croissante d'assurer le service de la dette par des changements sans précédent de la politique sociale interne, par une fuite de plus en plus rapide des capitaux vers les pays étrangers où les salaires sont bas et où de tels investissements restent possibles, par une réaffirmation d'intérêts économiques et stratégiques "vitaux" dans les pays en développement et par une escalade des dépenses militaires.

L'administration actuelle de Washington représente un regroupement significatif, bien qu'aujourd'hui précaire, des forces économiques et militaires qui déterminent les politiques des Etats-Unis. Pour contrebalancer la contraction des possibilités internationales d'investissement des capitaux et pour lutter contre la diminution de la rentabilité des infrastructures internes atrophiées, d'importants changements sont recherchés dans les domaines de la politique fiscale, de la politique sociale, de la structure de l'administration et de la doctrine militaire. Ces changements visent à mettre fin presque complètement aux concessions accordées aux travailleurs, à accroître le transfert des richesses du secteur public au secteur privé par des dépenses militaires massives et à raviver des rapports hautement profitables dans le pays comme à l'étranger, le tout avec une inclination accrue à envisager l'utilisation d'armes nucléaires et de forces d'intervention.

La politique étrangère des Etats-Unis est inspirée de plus en plus par deux principaux objectifs: assurer un accès à des conditions favorables aux ressources minérales et à la main-d'oeuvre bon marché du monde en développement, et endiguer, réduire ou renverser les mouvements socialistes existants ainsi que la tendance à la nationalisation des ressources dans le monde entier. Dans ce calcul, l'accent qui est mis sur les forces militaires et les rapports stratégiques devient si marqué qu'il semble parfois avoir une vie propre. Essentiellement, la méthode militaire devient la substance politique. Tel a été souvent le cas de la politique des Etats-Unis au Moyen-Orient, et c'est ce qui caractérise aussi la situation actuelle.

Sur le plan des rapports mondiaux entre grandes puissances, la politique des Etats-Unis a récemment traversé des étapes bien marquées. Au début des années 1970, la détente, qui devait être poursuivie dans le cadre d'accords stratégiques sur les armements avec l'Union soviétique, est liée à la participation soviétique au maintien du statu quo dans les pays en développement, tout au moins à l'acceptation soviétique des efforts déployés par l'Amérique en ce sens. Cependant, les transformations politiques intervenues dans le monde en développement n'ont pas tenu compte des intentions des grandes puissances. Avec la désintégration de l'empire portugais au milieu des années 1970, les Etats-Unis ont offert aux soviétiques une variante

de la théorie des "sphères d'influence", selon laquelle l'Europe serait considérée comme une sphère soviétique tandis que l'Europe occidentale et de vastes régions du monde en développement seraient reconnues comme une sphère américaine. Une fois de plus, cette conception était sans rapport avec le processus autochtone de transformation sociale dans le tiers monde. En 1977, Zbigniew Brzezinski, conseiller de Jimmy Carter, a proposé que les Etats-Unis excluent tout simplement l'Union soviétique des efforts qui étaient déployés pour résoudre les problèmes liés aux pays en développement. Cet objectif s'est révélé être un élément essentiel des Accords de Camp David, qui ont constitué la pierre angulaire de la politique des Etats-Unis au Moyen-Orient. 3/

L'administration actuelle de Washington a approfondi et amplifié certaines tendances de la politique étrangère héritée des administrations précédentes. La guerre nucléaire avait déjà été prévue par la Directive présidentielle 59 de Jimmy Carter comme pouvant constituer un moyen de décourager le soutien accordé par l'Union soviétique et le bloc socialiste aux mouvements nationaux dans la mesure où des instructions étaient données aux planificateurs de la stratégie de se préparer à un "conflit nucléaire limité mais prolongé". 4/ L'administration Reagan a souscrit à ce concept en recherchant un nouveau plateau technologique d'armes de première frappe.

Avec ces considérations politiques et stratégiques mondiales à l'esprit, le caractère général de la politique des Etats-Unis est peut-être plus facile à comprendre. Les racines économiques et stratégiques de l'intervention américaine au Moyen-Orient remontent au moins à la grande redistribution du monde intervenu entre les puissances victorieuses à l'issue de la première guerre mondiale. A cette époque, les Etats-Unis, investis d'une puissance sans précédent du fait qu'ils étaient le premier créancier du monde se sont imposés dans les sphères d'influence pétrolière britanniques et françaises sur la péninsule arabe et dans d'autres régions du Moyen-Orient. 5/ Il s'agissait là du début d'une participation relativement ininterrompue des Etats-Unis à l'exploitation relativement ininterrompue des Etats-Unis à l'exploitation des ressources de la région. La participation accrue des sociétés américaines au raffinage, au transport et à la distribution du pétrole a entraîné des bénéfices sans précédent.

Vu la contraction mondiale des possibilités d'accès aux ressources et les pressions internes qui se sont exercées récemment pour obtenir une maximalisation des bénéfices, le pétrole du Moyen-Orient a commencé à jouer un rôle des plus importants dans la politique mondiale des Etats-Unis, l'Europe occidentale et le Japon. Aujourd'hui, les responsables américains continuent de suivre de près l'approvisionnement en pétrole de leurs partenaires, particulièrement dans la région critique du Golfe Persique, en partie pour des raisons économiques, mais aussi en raison de considérations stratégiques. Les Etats-Unis cherchent actuellement à consolider leur rôle de garant des approvisionnements en pétrole de leurs partenaires, et simultanément à décourager ces derniers de rechercher d'autres sources d'énergie, spécialement en ce qui concerne le gazoduc reliant l'URSS à l'Europe du centre et de l'Ouest. Cette insistance sur un rôle de garant vise à maintenir l'existence d'un levier pour s'opposer aux efforts déployés par les alliés des Etats-Unis pour adopter des conceptions politiques et stratégiques indépendantes, que

ce soit au Moyen-Orient ou à l'échelle mondiale.

Le pétrole est aussi maintenant une ressource critique qui alimente littéralement une énorme force militaire des Etats-Unis et de l'OTAN, et qui permet aux Etats conservateurs producteurs de pétrole d'acheter des armes aux Etats-Unis d'Amérique, qui permet de conclure des contrats de construction avec des sociétés américaines pour des milliards de dollars et qui permet à des sociétés américaines internationalisées de se livrer à des activités économiques extrêmement diverses et distantes en Arabie saoudite et dans d'autres pays de la région.

Avec de tels intérêts économiques, politiques et stratégiques au Moyen-Orient, les Etats-Unis ont cherché à exercer des pressions énergiques pour s'opposer aux mouvements qui luttent contre le néo-colonialisme et qui préconisent des transformations sociales radicales. Pour les responsables américains, cela a entraîné la nécessité d'endiguer l'influence actuelle et potentielle de l'Union soviétique dans le monde en développement ainsi que de prévenir les révolutions internes. Sans la poursuite de ces objectifs, les Etats-Unis ont toujours recherché des alliés et des personnes interposés sur le plan militaire. Pendant les années 1950, à mesure que diminuait le rôle du Royaume-Uni en tant que policier régional, les Etats-Unis ont comblé les vides ainsi laissés. En 1957, le Président Dwight D. Eisenhower", qui visait à s'opposer à la "révolution communiste" dans le monde arabe. Le Secrétaire d'Etat John Foster Dulles a cherché à recréer des alliances militaires anti-communistes entre les Etats conservateurs de la région afin d'écraser l'objet d'une grave préoccupation - à savoir les mouvements nationaux d'indépendance. 6/ Cette politique a été poursuivie sans grand changement pendant toute une série de "doctrines" et a abouti à la "Doctrine Carter" de février 1980, dans laquelle il était dit que les Etats-Unis d'Amérique utiliseraient la force militaire pour protéger des intérêts vitaux non spécifiés au Moyen-Orient contre les prétendus agresseurs de l'extérieur. Cinq jours plus tard, le Secrétaire à la défense Harold Brown, a rendu publique sa "Doctrine Brown", moins connue, qui mettait en question l'hypothèse implicite du Président Carter selon laquelle l'expansionnisme soviétique constitue la principale menace à la stabilité dans la région. Il a soutenu que la "turbulence" interne était la plus grave menace pesant sur les intérêts vitaux de l'Amérique. Cela annonçait déjà le "codocille Reagan" d'octobre 1980. Selon cette déclaration, les forces militaires des Etats-Unis seraient utilisées au Moyen-Orient non seulement pour lutter contre les menaces extérieures, mais aussi pour s'opposer à tout défi interne lancé aux intérêts de l'Amérique.

Cherchant à cultiver leurs mandataires stratégiques, les Etats-Unis ont aidé le Schah d'Iran à créer une vaste force militaire pour s'opposer à la révolution dans son pays comme ailleurs, tandis que les ventes d'armements dans la région recycloient les pétrodollars et liaient les Etats-Unis et les régimes militaires clients dans une série d'alliances stratégiques.

Cependant, au coeur de la recherche d'alliés stratégiques dans la région, il y a les rapports entre les Etats-Unis et Israël. Depuis qu'Israël a abandonné les derniers vestiges du non-alignement à la fin des années 1940 et au début des années 1950, il a reçu pour près de 10 milliards de dollars de matériel militaire américain et reçoit aujourd'hui environ un tiers de toute l'aide étrangère des Etats-Unis. Près de la moitié de la dette

contractée par Israël pour acheter du matériel militaire a été pardonnée par le Congrès des Etats-Unis. Aucun autre pays n'a été saturé d'armes à des conditions aussi favorables.

Ces livraisons d'armement ne sont pas conçues étroitement d'un point de vue défensif. Pour reprendre les termes du sociologue James Petras: "L'intérêt d'Israël pour les planificateurs militaires tourne autour de son rôle de contraceptif politique permettant de se préserver contre les mouvements nationalistes révolutionnaires au Moyen-Orient". 7/ Sur le plan régional comme sur le plan mondial, une conséquence immédiate de l'alliance stratégique entre les Etats-Unis et Israël a été le soutien fourni par les Etats-Unis pour l'assaut persistant mené par Israël contre les droits palestiniens. Essentiellement, le désir américain de saper les mouvements nationaux régionaux et l'effort déployé par Israël pour étouffer et éliminer les aspirations palestiniennes se sont trouvés confondus. Leila Meo, spécialiste des affaires du Moyen-Orient, a fait observer que "... les Etats-Unis ont fourni le muscle militaire et financier nécessaire aux responsables israéliens pour absorber les terres arabes et pour fouler au pied les droits et les aspirations des Palestiniens ... Israël, assuré d'une aide militaire et financière illimitée des Etats-Unis, a constamment opposé un défi aux résolutions des Nations Unies concernant le rétablissement des droits palestiniens, a empiété sur d'autres terres arabes et a utilisé sa maîtrise des cieux arabes et son abondance de bombes et de bombardiers américains pour tuer ou blesser des centaines de Palestiniens et de civil libanais à Beyrouth et ailleurs ...". 8/

En août 1979, Ronald Reagan a défini la façon dont il comptait que continueraient à se développer les "rapports spéciaux" entre les Etats-Unis et Israël. Israël a été conçu comme une société plus tolérante et plus stable sur le plan interne que les Etats arabes de la région et comme pouvant ainsi jouer trois rôles liés les uns aux autres: rassembler et échanger des renseignements, permettre aux Etats-Unis d'utiliser ses connaissances et ses services techniques et participer à des activités non spécifiées hors de leurs frontières en cas de crise entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. 9/ Sur le plan mondial, ces rapports entre les Etats-Unis et Israël ont été renforcés par le rôle tenu par Israël en tant que fournisseur direct d'armes aux alliés conservateurs de l'Amérique en difficulté, qu'il s'agisse de l'Amérique centrale, de l'Afrique ou de l'Asie.

Dans ce contexte, les administrations successives de Washington ont fait preuve d'une tolérance persistante à l'égard des activités truculentes d'Israël dans la région. Le raid lancé par Israël sur Beyrouth le 17 juillet 1981, qui a fait des centaines de morts et de blessés parmi la population civile, a temporairement interrompu les expéditions d'armes mais n'ont pas suscité de condamnation officielle de la part de Washington; l'annexion par Israël des hauteurs du Golan a entraîné la suspension d'un accord de coopération stratégique, mais la tiédeur et le caractère temporaire de cette mesure se trouvent mis en relief par le veto opposé par les Etats-Unis à la résolution du Conseil de sécurité demandant l'imposition de sanctions à l'endroit d'Israël. Les visites périodiques dans la région par l'envoyé spécial Philip Habib au milieu de crises périodiques ont eu pour but non pas d'infléchir l'opposition d'Israël à l'autodétermination palestinienne ou son hostilité à l'égard de ses voisins arabes, mais à amener Israël à abandonner

les actions militaires de caractère provocateur considérées comme venant mal à point d'un point de vue tactique. Les Accords de Camp David ont été conçus de manière à ne pas exercer de pression sur Israël pour que ce pays conclut un règlement d'ensemble comprenant également la solution de la question palestinienne. Il s'agissait plutôt d'un arrangement militaire - le dégagement de deux Etats clients des Etats-Unis précédemment opposés - foisonnant de dispositions militaires secrètes, concernant notamment l'introduction de forces de "amintien de la paix" dirigées par les Etats-Unis dans le Sinaï, la fourniture de nouveaux équipements militaires perfectionnés à Israël et l'affectation de techniciens et conseillers américains chargés de moderniser les forces armées égyptiennes. Ces accords n'envisageaient aucun rôle pour l'Organisation de libération de la Palestine et pour la Syrie et cherchaient à éliminer l'Union soviétique et, par conséquent, la Conférence de Genève, de toute participation au processus de paix. 10/

Cependant, les accords de Camp David ne représentent pas un système cohérent d'alliances des Etats-Unis au Moyen-Orient. La politique des Etats-Unis au Moyen-Orient se dirige depuis un certain temps dans le sens de la déclaration faite par Alexander Haig le 19 mars 1981, selon laquelle cette politique viserait essentiellement à constituer un "consensus stratégique" afin de s'opposer à une prétendue menace soviétique dans une région allant du Pakistan à l'Egypte et comprenant la Turquie, Israël et l'Arabie saoudite. Cela suggérerait une politique plus complexe et plus complète visant à renforcer la coopération militaire avec l'Arabie Saoudite et avec d'autres pays pour compléter les rapports établis avec Israël.

Pour comprendre cette évolution, il faut brièvement revenir au milieu et à la fin des années 1970. Dans les mémoires qu'il a publiés récemment, Years of Upheaval, Henry Kissinger cite une conversation constructive avec le Premier Ministre chinois Chou En-lai, dans laquelle Kissinger reconnaît que la détente avec l'Union soviétique était poursuivie pour "veiller à ce que les Etats-Unis ne soient pas paralysés par les pressions du public ou les pressions alliés de la part de ceux qui voyaient en eux la cause des tensions". Une politique de négociations avec les Soviétiques visant à gagner du temps et à obtenir "la liberté de manoeuvre dont nous avons besoin pour résister dans les régions qui risquent le plus d'être des points d'attaque ou de pression". Kissinger a déclaré que lui-même et le Président Richard Nixon étaient convenus de l'importance de la Turquie, du Pakistan et de l'Iran", mais regrettaient qu'il n'y ait guère eu de soutien, dans le pays, pour leurs alliés peu recommandables "dans le contexte de l'équilibre mondial des forces". 11/

Cependant, il s'agissait alors des forces et des circonstances qui devaient réorienter les rapports entre grandes puissances. Au milieu de la campagne présidentielle de 1976, une éminente "Equipe B" d'adepte non gouvernementaux de la guerre froide, nommée par le Directeur de la CIA d'alors, George Bush, a "découvert" un prétendu écart croissant entre les dépenses militaires soviétiques et américaines. L'existence d'un nouveau fossé a été proclamé, et diverses forces anticomunistes dans l'administration comme dans le secteur privé ont commencé à constituer une coalition pour exercer des pressions sur l'opinion publique et pour relancer une nouvelle guerre froide. Tandis que l'Amendement Clark empêchait l'envoi de forces américaines en Angola, de nouvelles bases étaient cependant jetées pour

répondre à la modification de l'équilibre des forces dans la Corne de l'Afrique à mesure que progressaient les révolutions au Yémen du Sud et en Ethiopie. L'embargo pétrolier de 1973 a été encore plus important s'agissant de rappeler aux alliés européens de l'Amérique que le Golfe Persique et les fragiles Etats conservateurs de la péninsule revêtaient une importance prédominante.

Le 1er octobre 1977, il a semblé y avoir un écho d'un reste de détente. Dans une déclaration conjointe, l'Union soviétique et les Etats-Unis ont préconisé la convocation d'une conférence internationale de paix devant comprendre Israël, l'OLP, la Syrie, les Etats-Unis et l'Union soviétique. Les principes de la Conférence proposée étaient notamment le retrait d'Israël de tous les territoires illégalement saisis en 1967, le droit du peuple palestinien, représenté par l'OLP, à l'autodétermination, et le droit à des frontières sûres pour tous les pays de la région. Cependant, les Etats-Unis ont rapidement abandonné cette conception et il a été mis en route le processus qui a conduit du Caire à Jérusalem puis à Camp David. La Déclaration conjointe a, en définitive, été utilisée par les responsables américains non pas pour favoriser un règlement pacifique, mais pour créer une panique parmi les alliés conservateurs de la région afin de pouvoir resserrer l'alliance militaire grâce, notamment, à des livraisons accrues d'armements à l'Egypte, à Israël et à l'Arabie saoudite. Il y avait maintenant une trilogie stratégique naissante appuyée par les chasseurs F-16, F-15 et F-5E saturant désormais le Moyen-Orient. Il était établi un lien entre les ventes d'armements parmi des pays de la région précédemment opposés en tant que pierre angulaire de la politique des Etats-Unis, tandis que les dirigeants du Congrès et de l'administration conjuguèrent leurs forces pour contrôler un lobby sioniste précédemment puissant. La justification apportée à cette politique était la menace que faisaient peser sur les intérêts américains les révolutions en cours en Ethiopie et dans le sud du Yémen et les troubles dans les autres pays de la région.

Les préoccupations causées par le Golfe Persique se sont transformées en alarmes en 1979 lorsque la révolution islamique a balayé le Schah d'Iran. George Ball, l'un des représentants de la conjonction caractéristique des grands milieux d'affaires et du Département d'Etat, s'est publiquement plaint de ce que les événements d'Iran ôtent toute validité à la "Doctrin Nixon", qui reposait sur la nécessité de "gaver un Etat arriéré de quantités massives d'armements". 12/ L'aggravation de la crise a exigé l'établissement de plans d'intervention directe. Zbigniew Brzezinski à renforcer les forces navales américaines dans l'océan Indien et à accélérer la "planification d'urgence" d'une intervention dans la région du Golfe. L'on continuerait certes à rechercher des clients, mais il s'agissait là d'un retour à la conception tout à fait interventionniste du "piquet d'incendie" qui avait été appliquée par l'administration Eisenhower au Liban en 1958. Des forces militaires américaines à assez grande échelle ont été introduites dans la région avec une "Operation Bright Star" qui s'est déroulée en deux étapes à l'ombre des grandes pyramides d'Egypte. Une "Force de déploiement rapide" (RDF) a été organisée par le Pentagone pour constituer, en cas d'attaque au Moyen-Orient, un corps de 33 000 parachutistes des 82ème et 101ème divisions aéroportées, de deux divisions de Marines (20 000 hommes chacune), de 601 à 1 000 chasseurs,

bombardiers et autres appareils, de 700 avions cargos, d'avions ravitailleurs et de transports de troupes, de deux à quatre porte-avions plus un navire de commandement accompagné de trois destroyers. 13/

La Force de déploiement rapide a été organisée pour s'opposer à ce que Zbigniew Brzezinski a appelé un "arc de crises" dans la région créé par les pressions soviétiques. 14/ Mais cet "arc" se trouvait de plus en plus défini par des troubles internes. La prise de la mosquée à La Mecque a mis en lumière l'instabilité qui existait en Arabie Saoudite; les craintes causées par une tentative de coup d'Etat à Bahreïn ont conduit le Pentagone à conjecturer sur l'existence d'un "plan cadre visant à créer des troubles dans un certain nombre d'autres pays du Golfe Persique, y compris l'Arabie Saoudite: 15/ Selon le Boston Globe, un pacte tripartite conclu entre la Libye, le Yémen du sud et l'Ethiopie avait obligé les organisateurs de la Force de déploiement rapide à ajouter à la prétendue menace soviétique "la nécessité d'étudier les moyens par lesquels des puissances de moindre importance peuvent mener des activités subversives dans la région de l'océan Indien, l'étude devant porter notamment sur les activités de la Libye ...". 16/ Au milieu de rumeurs d'"extrémistes musulmans entraînés par les Iraniens" décidés à plonger l'Arabie saoudite dans le chaos, les stratèges du Pentagone ont pensé à mettre moins l'accent sur une intervention soviétique directe dans la région qui, pour reprendre les termes d'un analyste non identifié du Pentagone "semble être la menace la moins vraisemblable" et a insisté plutôt sur les soulèvements internes, tous étant généralement définis comme "inspirés par les communistes".

Ainsi, le "strategic consensus" d'Alexander Haig contre le communisme représente un effort visant à utiliser toute une série d'options militaires, y compris l'intervention directe et l'action par personne interposée, pour éliminer les transformations sociales non souhaitées, spécialement dans la région de l'océan Indien et du Golfe Persique.

Le Pentagone a récemment demandé la mise au point d'une "stratégie des deux guerres", que le Secrétaire de la défense Gasper Weinberger a caractérisée comme étant la capacité de mener une guerre sur le front d'Europe centrale de l'OTAN tout en "garantissant l'accès, dans ce contexte, aux champs pétrolifères". Un programme d'équipement de la marine, d'une valeur de 120 milliards de dollars, reflète la détermination de l'administration américaine de maintenir sa supériorité maritime, spécialement sur les routes maritimes qui relient l'Europe au Moyen-Orient. Au Moyen-Orient, un accent plus marqué est placé sur "la nécessité d'assurer un accès continu au Golfe Persique" et sur une "présence" terrestre. Le Secrétaire Weinberger, dans une déclaration faite devant la Commission des armées du Sénat le 4 mars 1981 a déclaré ce qui suit: "Nous ne pouvons pas nous opposer à un effort soviétique à 10 000 kilomètres de distance. Nous devons être sur place". 17/

Ainsi le Pentagone a négocié l'utilisation de bases aériennes et de ports par les forces de frappe de la RDF, sur la côte méditerranéenne de l'Egypte à Ras Banas, au port somalien de Berbera, près de l'embouchure de la mer Rouge, à Masira, au large de la côte de l'Oman, à Seeb, près de l'entrée du Détroit d'Hormuz, et à Mombasa, au Kenya. Ces derniers jours, Weinberger, dont la société, Bechtel, détient des intérêts majeurs en Arabie saoudite, a obtenu

de ce pays l'engagement de constituer un comité mixte américano-saoudien chargé de coordonner les efforts militaires. Alexander Haig a conclu un accord semblable avec le Maroc et a progressé dans ses négociations concernant l'utilisation des bases aériennes marocaines. En même temps, Weinberger a insisté auprès du Sultan de l'Oman sur la nécessité de constituer un comité militaire mixte et a cherché à persuader le roi Hussein de Jordanie à se tourner vers les Etats-Unis pour ses achats d'armements.

Ces importantes initiatives tactiques ont obligé les Etats-Unis à renforcer ses rapports militaires avec Israël pour permettre à ce pays de maintenir une supériorité militaire et ses rapports spéciaux avec son partenaire américain. Après la vente d'appareils perfectionnés d'alerte avancée (AWACS) aux Saoudiens, les Etats-Unis ont conclu un accord de coopération stratégique avec Israël pour s'opposer à différentes menaces soviétiques dans la région. Le rôle que devait jouer Israël dans la formulation des politiques a été consacré dans un accord de coopération en matière d'assistance militaire qui prévoyait la réalisation "de manoeuvres militaires conjointes, y compris de manoeuvres navales et aériennes, dans l'est de la Méditerranée", ainsi que la fourniture "réciproque d'une assistance militaire afin de répondre aux menaces pesant sur la sécurité de la région tout entière". Si, pour l'essentiel, le document demeure secret, un mémorandum publié a fait allusion à "l'organisation d'activités de préparation conjointes, y compris en ce qui concerne l'accès aux installations d'entretien". Le Boston Globe a ajouté que "l'on peut sans doute en conclure que les avions et navires de guerre des Etats-Unis pourront être entretenus en Israël ...". Ce quotidien concluait comme suit: "Les Etats-Unis ont fourni des armes à Israël, l'ont soutenu sur les plans diplomatique et logistique dans ses guerres avec les pays arabes, ont officieusement échangé des renseignements avec ce pays et ont reçu de lui des armes de fabrication soviétique capturées pour analyse. Cependant, les deux pays n'avaient jamais convenu officiellement, auparavant, d'agir sur le plan militaire". 18/ En outre, on continue de dire que l'accord secret prévoit une couverture aérienne israélienne pour les unités de la RDF, un hôpital militaire pour les forces de la RDF et la communication à Israël des photographies de reconnaissance américaines. Sur le plan technique, cet accord est actuellement suspendu par suite de l'annexion par Israël des hauteurs du Golan. Cependant, il est très vraisemblable, vu la pratique passée, que l'accord sera rapidement remis en application.

Le "consensus stratégique contre le communisme" est fondé sur l'hypothèse que les pays de la région subordonneront leurs préoccupations régionales en ce qui concerne le conflit arabo-israélien et la question palestinienne à la préoccupation globale créée par une prétendue menace soviétique. Cependant, tandis que la question régionale demeure la plus urgente, la "communauté d'intérêt (anti-communiste)" favorisée par les Etats-Unis semble être un assemblage hétéroclite constitué par les Accords de Camp David, "l'autonomie" palestinienne de plus en plus lointaine, le maintien de la supériorité militaire qualitative d'Israël, un accent très marqué mis sur le soutien militaire accordé aux régimes amis dans la région du Golfe, et des plans accélérés d'interventions directes américaines.

Or, cela ne laisse présager que de nouveaux épanchement de sang et un refus continu des droits palestiniens. Au centre de cette politique, on trouve

un désir militaire de s'opposer aux aspirations régionales croissantes à l'autodétermination et à la nationalisation des ressources. On y trouve aussi une hostilité constante à l'égard de l'Organisation de libération de la Palestine, qui est conçue par les responsables américains comme le point d'appui du radicalisme régional et extérieur. Cependant, la stabilité de la région, l'instauration de la paix et la création d'un environnement dans lequel tous les habitants de la région peuvent vivre en communauté, dépendent de la réalisation des droits et des aspirations du peuple palestinien.

La dynamique du "consensus stratégique" va à l'encontre de cet objectif. Toute mesure militaire pour s'opposer au changement dans le Golfe Persique et dans l'océan Indien, au nom du "consensus", s'accompagne inévitablement d'une acceptation par les Etats-Unis d'une combativité accrue d'Israël, de la fourniture d'un volume encore plus grand d'armes à cet allié préféré et d'une dépendance continue à l'égard de la formule de plus en plus dépassée et stérile de Camp David. L'intensification de la coopération stratégique régionale entre les Etats-Unis et ses partenaires a en fait aggravé l'instabilité, comme en témoignent l'attaque israélienne contre le réacteur nucléaire iraquien, le raid sur Beyrouth le 17 juillet, l'annexion des hauteurs du Golan et maintenant de sombres perspectives d'une attaque israélienne à grande échelle imminente contre le Sud du Liban. 19/

La question palestinienne ne peut pas disparaître et ne disparaîtra pas derrière l'écran de fumée du "consensus stratégique". Le renforcement des arsenaux militaires et la présence proche de la force de déploiement rapide vont à l'encontre des intérêts des peuples de la région. Si la question palestinienne n'est pas résolue dans le sens indiqué dans diverses résolutions des Nations Unies, la crise se trouvera inévitablement exacerbée et creusera encore le fossé entre les forces en litige dans la région. Ironiquement, le "consensus stratégique" pourra fort bien être la première victime si les aspirations du peuple palestinien ne sont pas réalisées.

En dépit de l'étalage apparemment impressionnant de forces militaires qui constituent la base de la politique actuelle des Etats-Unis, une précarité inquiétante est de plus en plus apparente. L'on dit maintenant que le Secrétaire Haig est persuadé que l'Egypte, après Sadate, pourra abandonner les accords de Camp David et rejoindre ses voisins arabes après le retrait projeté d'Israël du Sinaï. La politique américaine qui a cherché à isoler les soviétiques a réussi à isoler considérablement les Etats-Unis. L'Europe semble de plus en plus insister sur sa propre conception indépendante de la crise régionale et a manifesté un clair appui à l'autodétermination palestinienne. L'OLP est sortie considérablement renforcée des engagements récents.

Si les forces économiques, militaires et politiques qui façonnent la politique des Etats-Unis au Moyen-Orient sont extrêmement puissantes, l'histoire et la situation actuelle ne suggèrent pas de déterminisme fatal. La complexité même de la situation et la constellation d'intérêts qui oeuvrent en faveur d'une juste solution de la question palestinienne et de la paix sont de forts éléments qui peuvent encore prévaloir. C'est de cette perspective que doivent s'inspirer tous ceux qui continuent de travailler en faveur de la paix et de la justice.

NOTES

1. Voir Loyd C. Gardner, Walter F. LaFeber, Thomas J. McCormack, Creation of the American Empire (Chicago, 1973), p. 443-515.
2. Paul M. Sweezy, "The Present Stage of the Global Crisis of Capitalism", Monthly Review, vol. 29, No. 11 (Avril 1978), p. 4-9.
3. Voir Henry Trofimenko, "The Third World and U.S.-Soviet Competition: A Soviet View, "Foreign Affairs" (été 1981), p. 1021-1040.
4. Pour une discussion approfondie de la directive présidentielle 59, voir Michael Myerson et Mark Solomon, Stopping World War III (New York, 1981), p. 9-31.
5. Gardner, et. al., op. cit., o. 364-366; Carl Parrini, Heir to Empire: United States Economic Diplomacy, 1916-1923, (Pittsburg, 1969), passim.
6. Leila Meo, éditeur, U.S. Strategy in the Gulf; Intervention Against Liberation (Belmont, M.A. 1981., 1981), p. 9
7. James F. Petras et Roberto Korzeniewica, "U.S. Policy Towards the Middle East", Ibid., p. 70.
8. Meo, Ibid., p. 8.
9. Washington Post, 15 août 1979.
10. Voir Fayez A. Sayegh, The Camp David Framework for Peace: An Agreement on Procedures or a Declaration of Principles? in Faith Zeady, Editor, Camp David: A New Balfour Declaration (AAUG Publications, février 1979), p. 13-33.
11. Article tiré de Years of Upheaval, Boston Globe, 8 mars 1982
12. Boston Globe, 2 avril 1979
13. Meo, op. cit., p. 1-11; Grand Strategy: Counter Currents, vol. 1, No 5 (1er septembre 1981), p. 2
14. Voir Georgi Arbatov, "US Foreign Policy at the Onset of the 1980s" dans Peace and Disarmament Research Council, éditeurs, Peace and Disarmament (Moscou, 1980), p. 67. Parlant de l'"arc de crise", Arbatov note: "... qui donc a remarqué qu'une bonne part de la courbe inventée à Washington passe le long de la frontière méridionale de l'Union soviétique et passe à travers une région qui est extrêmement importante pour la sécurité de l'Union soviétique et pour les intérêts vitaux?"
15. Boston Globe, 12 février 1982.
16. Ibid.

17. Cité dans Grand Strategy, op. cit., p. 2
18. Boston Globe, 1er décembre 1981
19. L'ambassadeur israélien aux Etats-Unis, Moshe Arens, avait déjà annoncé la possibilité d'une attaque israélienne contre le Liban. Boston Globe, 26 février 1982.

LES INFLUENCES STRATEGIQUES ET INTERNES SUR LA POLITIQUE

DES ETATS-UNIS DEPUIS LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

Gail Pressberg

"Pour les Américains, le Moyen-Orient sera pendant les années 1980 ce que l'Indochine a été pendant les années 1960".

L'ancien membre du Département d'Etat qui a fait cette remarque il y a plusieurs mois s'est empressé d'ajouter qu'il ne voulait pas dire que les Américains iraient se battre au Moyen-Orient au cours des dix prochaines années. Ce qu'il voulait dire, c'était qu'à son avis, l'attention des Américains serait centrée sur cette distante région avec autant d'acuité qu'au plus fort de la guerre du Viet Nam. Son raisonnement était clair. Pendant les années 1980, le Moyen-Orient, a-t-il dit, continuerait d'être la région la plus volatile et la plus importante du monde.

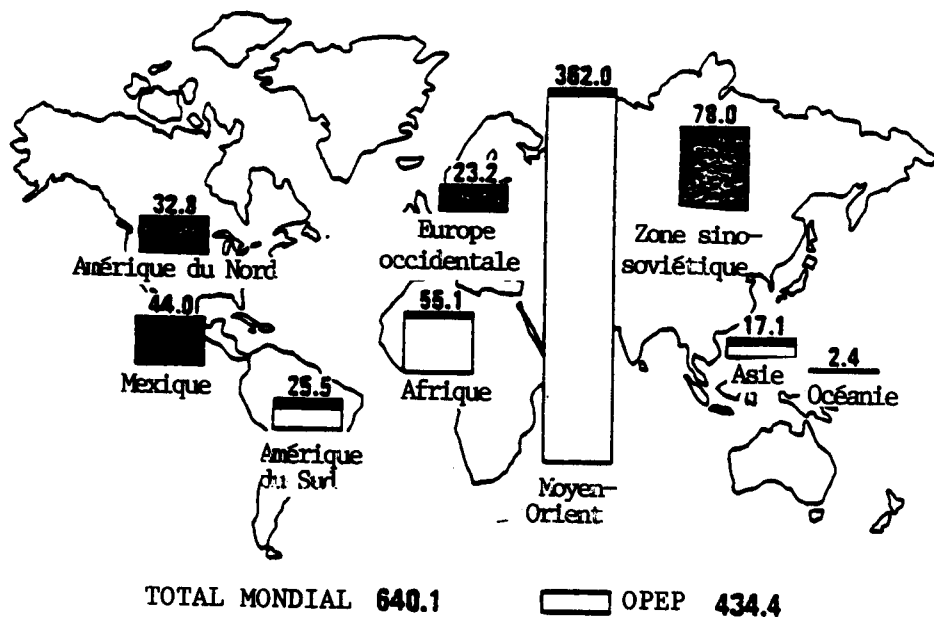
Son importance est éloquentement illustrée par la carte des réserves prouvées de pétrole du monde. Elle montre que 64 p. 100 du pétrole brut de l'Occident est situé dans les pays du Moyen-Orient membres de l'OPEP; si l'on pousse l'analyse, on constate qu'un pays, l'Arabie saoudite, détient à lui seul 30 p. 100 du pétrole dont peut actuellement disposer l'Occident. Les Etats-Unis, entre-temps, qui consomment environ un tiers du pétrole acheté par l'Occident, a moins de 5 p. 100 des réserves en pétrole du monde.

Une deuxième carte illustre de façon encore plus frappante la façon dont la production du pétrole provenant du Golfe s'est développée en dix ans. La largeur des flèches est proportionnelle aux volumes effectifs du pétrole et des produits pétroliers expédiés par citernes et par oléoducs.

D'où l'importance évidente du Moyen-Orient. La volatilité de la région est bien connue également. Le conflit que connaissent la plupart des Américains est le différend arabo-israélo-palestinien mais, si celui-ci constitue le conflit majeur, avec des répercussions qui dépassent de beaucoup Israël et ses voisins arabes, ce n'est pas le seul qui risque de déboucher sur des hostilités. Selon les personnalités américaines, il existe ce qu'il est convenu d'appeler un arc de crises, s'étendant du Maroc, à l'ouest, au Pakistan, à l'est, et de la corne de l'Afrique, au sud, jusqu'à la Turquie, sur la frange septentrionale. A l'intérieur de cette région, qui comprend des pays qui n'ont jamais été considérés comme faisant traditionnellement partie du Moyen-Orient, il est des pays menacés de guerre civile, des mouvements séparatistes, des rébellions, des pays ayant été désignés irrédentistes sur des territoires voisins et des pays dont le sort tragique est presque indescriptible.

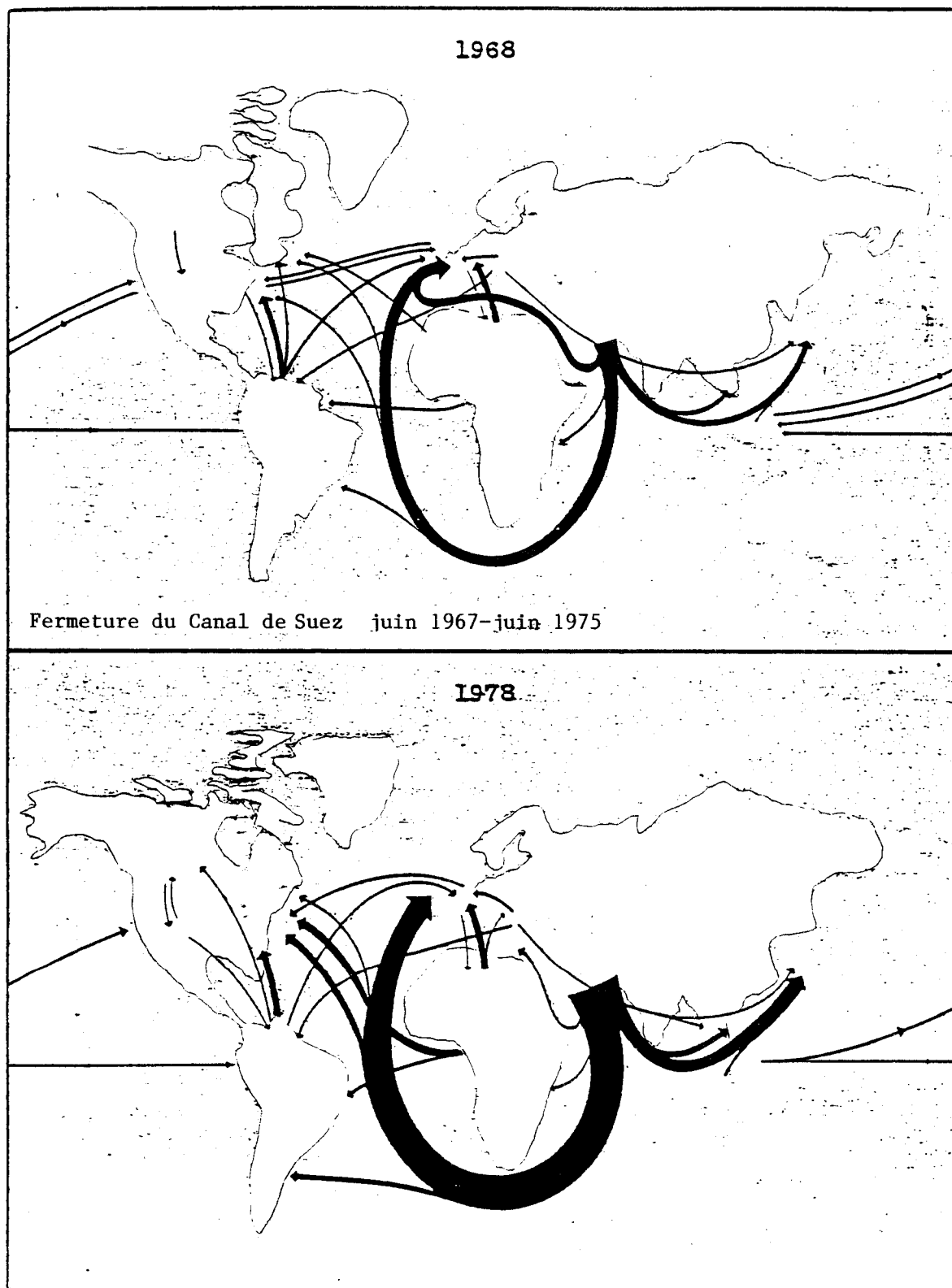
L'observateur pourrait initialement supposer que les Etats-Unis - pays dont le but avoué est de maintenir la stabilité et la paix dans la région - se trouvent au premier plan des tentatives qui sont faites pour régler à l'amiable, sans retard et sans recours à la force, les différends régionaux. En fait, toutefois, depuis plus de 10 ans, les Etats-Unis ont été le principal fournisseur d'armes d'un grand nombre des pays de la région et, actuellement, ils sont la puissance extérieure qui risque le plus de faire étalage de son pouvoir pour

Réerves prouvées de pétrole brut dans le monde
 1er janvier 1981 - en milliards de barils



Source: World Energy Outlook 1981-2000,
 Standard Oil Company of
 California, mai 1981

PRINCIPALES ROUTES MARITIMES DU PETROLE



intervenir. Ces politiques militaristes n'ont pas été lancées par l'administration actuelle, mais celle-ci a fidèlement suivi les traces de ses prédécesseurs.

Ces dernières semaines, l'Administration Reagan a a) engagé des forces américaines dans les manoeuvres militaires en Egypte, baptisées "Bright Star", le sommet de l'opération devant être un vol de 10 000 kilomètres de six B-52 de leur base dans le Dakota du Nord, pour lâcher des bombes de 500 livres sur le désert égyptien, b) demandé au Congrès d'adopter une loi sur l'assistance à l'étranger autorisant plus de 5 milliards d'armes d'aide pour l'exercice fiscal 1982, la majeure partie devant aller au Moyen-Orient, etc) déclaré "qu'elle ne permettrait pas que l'Arabie saoudite devienne "un autre Iran".

Il y a trois siècles, le poète anglais John Milton a écrit que: "Le commencement de toutes les guerres se manifeste non seulement par le premier acte d'hostilité, mais par les conseils et par les préparatifs qui le précèdent". Si Milton a raison, et l'histoire semble effectivement lui donner raison, les Etats-Unis risquent fort de se trouver impliqués dans une guerre au Moyen-Orient au cours des dix prochaines années en raison des tendances militaristes de sa politique actuelle.

Pour comprendre comment les choses en sont arrivées là, il convient de passer en revue l'histoire stratégique de la politique des Etats-Unis à l'égard de la région.

Les origines de la politique des Etats-Unis

Les Etats-Unis ont commencé de manifester un intérêt plus que passager pour les affaires du Moyen-Orient dès qu'il est devenu clair, au début du XXème siècle, qu'il s'y trouvait de vastes gisements de pétrole. Le pétrole, après tout, était apparu comme étant une des ressources les plus précieuses du monde. Il se traduisait en richesses économiques et en puissance politique, fait dont l'importance n'a pas été méconnue par les pays en voie d'industrialisation.

Or, au début, l'intérêt manifesté par les Etats-Unis à l'égard du pétrole du Moyen-Orient était essentiellement commercial et pas stratégique. A la différence de puissances européennes comme la Grande-Bretagne et l'Allemagne, les Etats-Unis avaient à l'intérieur de ses frontières des réserves de pétrole plus que confortables. Contemplant les réserves de pétrole du Moyen-Orient, les Etats-Unis n'y voyaient pas une ressource dont l'importance était cruciale pour le bon fonctionnement de l'économie américaine. Le Gouvernement des Etats-Unis y voyaient simplement une possibilité économique à l'exploitation de laquelle devraient participer les sociétés américaines.

Par accident comme à dessein, cependant, les Britanniques avaient réussi à monopoliser ce Moyen-Orient riche de pétrole en 1919 et détenaient toutes les concessions intéressantes. Sous la pression des sociétés américaines, le Gouvernement des Etats-Unis a protesté contre les mesures prises par son ancien allié. Les Etats-Unis ont fait observer à juste titre qu'ils avaient alimenté les alliés, pendant la première guerre mondiale, en vastes quantités de pétrole prélevées sur les réserves américaines et ont insisté sur le fait qu'ils avaient maintenant le droit à une part du pétrole du Moyen-Orient. Après des

années d'hésitations, les Britanniques ont en définitive manifesté leur accord et le fameux "Accord de la ligne rouge" a été conclu en 1928. Pendant plus de 20 ans, ce document a servi de base à la répartition du pétrole du Moyen-Orient entre les sociétés américaines et leurs homologues européennes.

Avec le déclenchement de la deuxième guerre mondiale, l'idée que le Gouvernement des Etats-Unis se faisait de la région et de son importance a commencé à s'infléchir, bien que lentement, sous les pressions exercées par les sociétés américaines titulaire de concessions pétrolières. Ces sociétés ont fait miroiter à l'administration Roosevelt des réserves de pétrole fabuleuses, dépassant de beaucoup ce que quiconque avait imaginé. Il est ressorti d'une étude réalisée sur la demande du Département de l'intérieur que le centre de la production pétrolière mondiale passerait inévitablement au Moyen-Orient dans les dix années à venir. Le Gouvernement des Etats-Unis a commencé à prendre les mesures diplomatiques et politiques nécessaires pour protéger ce qui était devenu un intérêt stratégique en temps de guerre. Ils ont ouvert des ambassades, établi des relations diplomatiques, fourni une assistance prêt-bail et cherché à établir des bases militaires dans la région.

Après la guerre, on aurait pu s'attendre que les intérêts américains redeviennent strictement commerciaux. Tel n'a cependant pas été le cas, la raison en étant la nécessité de reconstruire les économies des pays d'Europe et du Japon dévastés par la guerre. Les responsables américains ont compris que si un relèvement économique rapide ne pouvait pas être engendré dans ces pays, les sentiments politiques considérés comme contraires aux intérêts américains pourraient y prévaloir. Deux ingrédients seraient nécessaires pour reconstruire ces pays: des courants de capitaux importants et une énergie bon marché, facile à obtenir. Les Etats-Unis pourraient fournir les premiers (et c'est ce qu'ils ont fait sous la forme du Plan Marshall) mais seul le Moyen-Orient avait la capacité d'éteindre la soif de pétrole de l'Europe et du Japon, qui n'avaient guère de réserves. Le pétrole du Moyen-Orient est devenu une nécessité stratégique pour les Etats-Unis car il s'agissait d'un élément essentiel pour le genre de systèmes économique et politique que les Etats-Unis étaient résolus à ériger en Occident. La préservation du contrôle sur le pétrole de la région est donc devenue une préoccupation fondamentale des administrations qui se sont succédées.

A peu près en même temps, les Etats-Unis ont décidé que le pétrole du Moyen-Orient était un intérêt géopolitique de première grandeur, et un événement survenu dans une autre partie de la région a commencé à constituer un dilemme difficile pour la politique américaine. Cet événement, bien entendu, a été la fondation de l'Etat d'Israël en 1948.

En fonction des critères traditionnels de la politique étrangère, il semblerait qu'il n'y eut réellement aucun dilemme. Le pétrole était reconnu comme étant un intérêt stratégique vital des Etats-Unis, et pour y avoir accès, il fallait avoir de bonnes relations avec les pays arabes producteurs de pétrole. Israël, en revanche, n'avait pas de pétrole et le soutien manifesté par les Etats-Unis à l'Etat naissant risquait d'aliéner d'importants Etats arabes.

Or, au grand chagrin du Département d'Etat, le Président Truman s'est hâté de reconnaître l'Etat juif. Ses raisons étaient fondées sur des considérations morales et sur la situation politique interne. L'Holocauste

survenu en Europe pendant la deuxième guerre mondiale avait créé un profond sentiment de culpabilité en Occident et Truman, parmi bien d'autres, était convaincu que l'autodétermination pour la communauté juive en Palestine, qui comprenait de nombreux survivants de l'Holocauste, constituait en quelque sorte une récompense. Par ailleurs, Truman devait faire face à une difficile bataille électorale pour obtenir sa réélection en 1948 et la reconnaissance d'Israël promettait de lui gagner un soutien accru de la part de la communauté juive américaine, partie de l'électorat politiquement active et peut-être cruciale.

Ainsi, à la fin des années 1940, les deux objectifs fondamentaux, bien qu'apparemment contradictoires, de la politique américaine à l'égard du Moyen-Orient étaient en place: l'accès au pétrole, et le soutien d'Israël. Les responsables politiques américains allaient devoir jongler avec ces intérêts pour empêcher un conflit.

Le champ de bataille de la guerre froide: les années 1950

Pendant la décennie dominée par la guerre froide, la politique américaine au Moyen-Orient (et ailleurs) a été caractérisée par les tactiques de "l'endiguement". Le Gouvernement des Etats-Unis, en fait, a cherché à établir un cordon sanitaire autour de l'Union soviétique et de l'empêcher de s'étendre au-delà des régions sur lesquelles elle exerçait déjà son influence. Pour parvenir à cet objectif, les Etats-Unis ont dispensé une aide militaire et économique substantielle aux pays "menacés" par l'expansionnisme soviétique et ont cherché à conclure des pactes de défense bilatéraux ou des alliances régionales avec les pays limitrophes des soviétiques.

En fait, on peut dire que la politique d'endiguement des années 1950 trouvait ses origines au Moyen-Orient. L'un des tout premiers conflits de l'après-guerre entre les anciens alliés s'est produit à propos de la présence continue de troupes soviétiques en Iran après la fin des hostilités. L'Union soviétique avait également essayé de mettre en place un régime qui lui serait favorable dans la province septentrionale iranienne de l'Azerbaïdjan, mais cet effort s'était trouvé frustré lorsque les forces soviétiques ont été retirées en 1946 sous la pression des Etats-Unis et de l'Organisation des Nations Unies. Peu après, bien entendu, il y a eu des crises politiques en Turquie et en Grèce. Tous ces conflits à la lisière d'un Moyen-Orient riche en pétrole, ainsi que les événements en Europe, ont conduit le Président Truman à annoncer la Doctrine Truman en 1947, première déclaration exposant expressément la doctrine de l'endiguement de l'Union soviétique.

La menace la plus grave qui pesait sur l'accès de l'Occident au pétrole, toutefois, ne provenait pas de l'Union soviétique pendant la période de la guerre froide. Elle provenait plutôt des forces nationalistes qui voyaient progressivement le jour dans l'ensemble du Moyen-Orient ainsi que dans la majeure partie de ce qui allait devenir le tiers monde. L'Iran en est un exemple.

En 1951, le Parlement iranien a voté à l'unanimité de nationaliser la principale source de richesse du pays, l'Anglo-Iranian Oil Company, entité contrôlée par les Britanniques qui détenaient la concession exclusive sur tout

le pétrole iranien. Ce vote a ouvert une crise qui, pendant deux ans et demi, allait retenir l'attention de tous les pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient, et, en définitive, leur servirait de leçon à ne pas oublier au cas où ils seraient tentés de suivre la même voie.

Les Britanniques ont naturellement résisté à la tentative qui était faite de leur ôter cette concession lucrative et ont annoncé en guise de représailles un embargo sur tout le pétrole iranien. Ils ont été aidés dans cette tâche par les sociétés pétrolières américaines, qui craignaient que la nationalisation du pétrole par l'Iran ne constitue un précédent au Moyen-Orient qui puisse conduire à la perte des concessions exclusives américaines, par exemple en Arabie saoudite. Etant donné qu'entre eux, les Britanniques et les Américains contrôlaient littéralement le commerce international du pétrole, le boycottage du pétrole a été efficace et la production de pétrole en Iran a pratiquement cessé.

Le Premier Ministre Mohammed Mossadegh, leader des forces de nationalisation, a fait appel au Gouvernement des Etats-Unis pour qu'il force les sociétés américaines à lever le boycottage. Washington a bien envoyé le médiateur pour essayer de résoudre le différend mais les efforts de ce dernier se sont rapidement trouvés voués à l'échec dès qu'il est devenu clair que ses sympathies allaient nettement aux Britanniques. En outre, le Gouvernement des Etats-Unis a interrompu toute l'assistance bilatérale au Gouvernement iranien dans une nouvelle tentative d'étouffer l'économie et de faire capituler les Iraniens.

La crise a finalement été réglée lorsque les Britanniques et les Américains ont eu recours à des moyens dissimulés de réaliser ce qu'ils n'avaient pu obtenir pendant plus de deux ans, à savoir la chute de Mossadegh et des forces favorables à la nationalisation. De concert avec un groupe de militaires iraniens, la CIA et son homologue britannique ont fomenté des manifestations qui ont renversé Mossadegh et ouvert la voie au retour au pouvoir du jeune Schah, qui s'était enfui à l'étranger. La production de pétrole a repris, les Etats-Unis ont annoncé pour 45 millions de dollars d'assistance économique, et le Schah a réprimé tous les mouvements dissidents. Il s'agissait là en fait d'une leçon de choses pour tous les pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient.

En un sens, cependant, la crise iranienne de 1951-53 a été une anomalie pour les responsables politiques américains. Elle avait été une menace interne, locale, à la dominance de l'Occident et il avait été relativement aisé d'y faire face en raison de la dépendance de l'Iran à l'égard de l'Occident. Ce qui a plutôt continué de préoccuper les responsables américains pendant la majeure partie de cette décennie était le spectre d'une menace extérieure sur les approvisionnements en pétrole de la région, menace qui ne pouvait provenir que de l'Union soviétique car, en théorie tout au moins, seul ce pays possédait une force considérée comme suffisante pour s'opposer aux Etats-Unis. Curieusement, les Soviétiques n'avaient pas fait grand-chose pour exploiter les troubles en Iran pendant la crise, alors même que le parti Tudeh, favorable aux Soviétiques, était le premier plan de ceux qui préconisaient la nationalisation. Néanmoins, la stratégie américaine a continué d'être inspirée par la crainte de la pénétration soviétique.

L'organisation au Moyen-Orient d'une alliance semblable à l'OTAN en Europe ou à l'OTASE dans le reste de l'Asie allait être problématique, bien que l'on ne se soit pas fait faute d'essayer. En 1955, le Pacte de Bagdad, création du Secrétaire d'Etat John Foster Dulles, a été inauguré. Le Pacte unissait l'Iran, l'Iraq, le Pakistan, la Turquie et la Grande-Bretagne dans un traité d'assistance mutuelle en matière de défense et en matière économique et, bien que les Etats-Unis n'en aient pas été membres à part entière, ce fait était sans importance sur le plan pratique. Agissant en qualité d'"observateur", les Etats-Unis fournissaient la majeure partie des fonds nécessaires à la réalisation des grands programmes économiques entrepris au titre du Pacte de Bagdad et ayant une utilité militaire: un système de télécommunications sur micro-ondes, un lien routier entre la Turquie et l'Iran et un lien ferroviaire entre la Turquie et l'Iran également. Ils ont également financé les programmes d'assistance militaire à l'Iran, au Pakistan, à la Turquie et à l'Iraq, et c'était un général américain qui dirigeait l'Etat-major militaire mixte du Pacte de Bagdad. Cependant, le Pacte et son successeur (le CENTO, à partir de 1959, ont eu une vie tumultueuse et n'ont guère produit d'effet. La raison en était imputable à la contradiction innée, dans la politique américaine, qui existait entre le contrôle du pétrole et le soutien accordé à Israël.

Cette contradiction s'est parfois manifestée de manière évidente. Par exemple, pendant les années 1950, l'administration Eisenhower s'est abstenue de devenir un important fournisseur d'armes à Israël de crainte d'offenser les Etats arabes et a abandonné ce rôle à la France et au Royaume-Uni, pays qui avaient bien moins de concessions pétrolières dans les pays arabes producteurs de pétrole. (En fait, la France et le Royaume-Uni ont considéré qu'il était de leur avantage d'armer Israël pendant leur différend avec l'Egypte à propos du Canal de Suez pendant les années 1950). D'un autre côté, les Etats-Unis devaient également s'abstenir de resserrer leurs rapports avec les Etats arabes, qui étaient manifestement opposés à Israël, en raison des clameurs politiques que d'importantes ventes à l'Egypte, par exemple, provoqueraient dans le pays.

Néanmoins, pendant les années 1950, la contradiction que recouvrait la politique américaine s'est également manifestée de façon bien plus subtile, généralement sous la forme suivante. Un régime monarchique ou conservateur corrompu révèle son ineptie dans l'affrontement contre Israël. Mus par cet échec, les sentiments nationalistes s'élèvent contre les pays occidentaux, considérés comme agissant de concert avec Israël. Si les concessions pétrolières ont été accordées à l'Occident ou s'il existe des bases militaires occidentales ou s'il y a d'autres arrangements économiques ou politiques extraordinaires, le régime au pouvoir est accusé, parfois ouvertement, d'agir dans l'intérêt de l'impérialisme. Il se produit une révolution, souvent dirigée par des officiers imbus de sentiments nationalistes. Maintenant qualifié d'Etat "radical" par l'Occident, le nouveau régime ne peut pas obtenir l'aide militaire ou économique habituelle. Ensuite, il s'oriente vers la seule autre puissance capable de remplacer l'Occident dans une certaine mesure, à savoir l'Union soviétique.

La signification véritable de la contradiction implicite dans la politique américaine était que le soutien accordé à Israël, pour limiter qu'il soit, a servi à catalyser le nationalisme arabe, inévitablement aux dépens

des intérêts stratégiques des Occidentaux. Chacun des pays qui ont traversé ce processus avait évidemment sa propre histoire, unique, de divisions ethniques ou religieuses, d'occupation coloniale et de plaintes, fondés ou non, concernant la domination occidentale. Le principal problème pour la politique américaine, toutefois, était que, dans chaque cas, l'existence d'Israël a ouvert une boîte de Pandore de griefs politiques et sociaux contre les régimes pro-occidentaux au pouvoir après la deuxième guerre mondiale.

L'Egypte, évidemment, était le plus important Etat arabe à subir ce processus pendant les années 1950. Les mauvais résultats obtenus pendant la guerre de 1948-49 contre Israël, joints à de profonds griefs socio-économiques et politiques, ont conduit les "officiers libres" à renverser le roi Farouk en 1952 et finalement à installer le colonel Gamal Abdel Nasser au pouvoir en Egypte. Lorsque celui-ci a pris le pouvoir, il a annoncé que la politique du pays serait la suivante: justice sociale accrue, redistribution des terres, amélioration des services médicaux, amélioration des possibilités d'éducation et une opposition plus vigilante à l'égard d'Israël. Cependant, les premières années du régime ont été consommées, dans une large mesure, par d'amères luttes avec la France et le Royaume-Uni à propos du Canal de Suez, et en particulier avec les Britanniques en raison des bases militaires qu'ils maintenaient en Egypte.

En 1955, l'armée égyptienne a subi une défaite retentissante de la part des forces israéliennes lors de combats à proximité de la bande de Gaza, défaite que Nasser a attribuée aux armes plus perfectionnées que l'Occident avait fournies à Israël et au désir d'affaiblir son pays. Frustré, Nasser est devenu le premier dirigeant arabe à se tourner vers l'Union soviétique qui a accepté, avec prudence, d'approvisionner l'Egypte par l'intermédiaire de son Etat client, la Tchécoslovaquie. Les Etats-Unis et les autres puissances occidentales ont considéré l'initiative de Nasser comme étant d'une telle impudence qu'ils ont ensuite refusé de financer les bases des aspirations de développement économique de l'Egypte, le barrage d'Assouan. En représailles, Nasser a rompu l'Accord précédent concernant le Canal de Suez et a pris des mesures pour le nationaliser totalement, envisageant d'utiliser les recettes provenant du canal, plutôt que l'aide de l'Occident, pour financer le barrage. Cette crise dans les rapports de l'Egypte avec l'Occident a débouché sur la guerre de Suez.

Avec l'aide d'Israël, le Royaume-Uni et la France ont envahi l'Egypte en 1956, espérant non seulement conserver le contrôle du canal mais défaire leur adversaire Nasser et provoquer son renversement. Toutefois, une vive résistance a vu le jour aux Etats-Unis car ce pays a vu que cet étalage ouvert d'une politique impérialiste compromettrait les intérêts bien supérieurs à ceux que représentait simplement le canal. Les Etats-Unis n'étaient pas disposés à tolérer l'attaque lancée par ses alliés, spécialement de concert avec Israël, bien qu'ils n'aient pas dissimulé le fait que leurs sympathies allaient effectivement à la Grande-Bretagne et à la France. Les trois envahisseurs ont été forcés de se retirer et Nasser est devenu le leader incontesté du nationalisme panarabe en vertu de sa victoire éclatante.

Pour les responsables politiques américains, la vague de nationalisme arabe semblait sur le point de déferler sur la totalité du Moyen-Orient, avec l'aide, sinon l'incitation, de l'Union soviétique. Simultanément, les puissances

occidentales n'avaient jamais été plus faibles et plus divisées dans leurs vues. Il en est résulté une évolution de la politique américaine, les Etats-Unis devant assumer un rôle plus actif maintenant que l'influence des Britanniques et des Français avait décliné. Les éléments fondamentaux sont demeurés les mêmes, savoir l'accès au pétrole et le soutien accordé à Israël. Mais pour contrebalancer Nasser, que l'on supposait être, dans le meilleur des cas, un pantin de Moscou, il fallait une assistance militaire économique supérieure à celle qui avait été prévue par la Doctrine Truman. En janvier 1957, dans son allocution sur l'Etat de l'Union, Eisenhower a dévoilé une nouvelle doctrine, qui était précisément dirigée vers le Moyen-Orient. Les Etats-Unis, a déclaré Eisenhower, "sont disposés à utiliser la force armée pour aider ... tout pays ou tout groupe de pays qui aurait besoin d'une assistance pour désister à une agression armée de la part d'un pays contrôlé par le communisme international."

Cette déclaration nonobstant, les Etats-Unis n'ont rien fait pour prévenir l'importante révolution nationaliste qui allait suivre au Moyen-Orient. Les forces qui ont conduit à la rébellion de 1958 en Iraq ont pris les services de renseignements et les analystes occidentaux par surprise, mais il s'agissait alors, en réalité, d'une situation devenue très familière. Le monarque hachémite corrompu installé par les Britanniques après que sa famille eut été déposée de la Mecque, en était venu à être considéré comme un agent des intérêts occidentaux, particulièrement depuis que le Pacte de Bagdad avait été signé, en 1955, avec l'Iraq parmi les principaux membres.

Au lieu de l'Iraq, le premier pays du Moyen-Orient à ressentir les effets de la Doctrine d'Eisenhower a été le plus faible, le Liban. Pendant que l'Iraq traversait sa révolution, le Liban connaissait d'importants troubles internes. La raison principale en était la tentative faite par le Président sortant, Camille Chamoun, d'abroger la constitution libanaise qui avait été **mûrement** étudiée, pour prolonger son mandat. Il s'agissait là d'une initiative extrêmement hardie dans un pays divisé par des différences familiales ethniques et religieuses, et les musulmans libanais s'y sont énergiquement opposés. Ayant présente à l'esprit la transformation radicale intervenue en Iraq, l'administration Eisenhower envisageait avec répugnance un autre tournant dans un pays pro-américain du Moyen-Orient. Lorsque Chamoun a clamé que les communistes étaient sur le point de saisir le Liban - une inexactitude grossière - les Etats-Unis ont saisi ce prétexte pour y introduire 5 000 Marines. La Grande Bretagne a fait la même chose en Jordanie lorsque le roi Hussein s'est senti menacé de la même façon.

Bien que l'intervention militaire directe de l'Occident ait été amèrement dénoncée par l'Egypte, par la Syrie, par d'autres Etats arabes et par l'Union soviétique à l'Organisation des Nations Unies, ceux-ci n'ont pu obtenir le retrait qu'au moment où les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont décidé de partir, laissant dans leur sillage des Etats pro-occidentaux. C'est là, en dépit de plusieurs reculs un exemple de l'équilibre des forces favorables à l'occident qui existait au Moyen-Orient à la fin des années 1950. En effet, bien que l'Union soviétique ait gagné de l'influence, elle n'était pas encore en mesure, militairement, de menacer et d'intervenir. Le cercle de bases militaires américaines et britanniques qui existait dans l'ensemble de la région donnait à ces deux pays une supériorité écrasante et, même si le

nationalisme arabe sous Nasser avait fait basculer de nombreux Etats précédemment pro-occidentaux, ce mouvement avait des limites pratiques. Cependant, les principaux producteurs de pétrole - l'Iran et l'Arabie saoudite - demeuraient aussi tributaires que jamais à l'égard de l'Occident. Par ailleurs, des Etats ostensiblement "radicaux" comme l'Iraq étaient néanmoins hautement vulnérables aux pressions occidentales. L'Occident continuait d'être le seul débouché du pétrole que l'Iraq avait besoin de vendre pour obtenir des devises.

L'équilibre ne devait pas demeurer favorable au cours des dix années suivantes.

Les années 1960: la politique américaine se dénoue

Des événements augurant mal pour la politique américaine ont commencé à se produire dès 1961. L'un des alliés les plus importants mais les plus faibles des Etats-Unis, l'Arabie saoudite, a fait savoir qu'il ne permettrait plus aux forces américaines d'utiliser la base aérienne de Dhahran, à proximité des champs pétrolifères. Quelques semaines plus tard, le roi Saoud a expliqué que cette décision était en partie due à "l'aide américaine à Israël. Ainsi, la jonglerie de la politique américaine a commencé à échouer lorsque même les régimes les plus conservateurs et les plus dépendants du Moyen-Orient ont commencé à remettre en question l'affirmation américaine selon laquelle l'Union soviétique, par l'intermédiaire de Nasser, était une menace plus grave qu'Israël.

Un autre événement inquiétant pour la politique américaine, telle que celle-ci a été conçue en 1961, était la formation d'une organisation décidée à améliorer le pouvoir de négociation des producteurs de pétrole. La fondation de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, l'OPEP, n'a guère eu l'attention de l'administration et de la presse américaines. Cela vient en partie des circonstances particulières entourant l'intervention américaine au Moyen-Orient. La plupart des pays, lorsqu'ils poursuivent un intérêt stratégique, assurent une participation gouvernementale dans toute entité constituée pour défendre cet intérêt, sinon une nationalisation. Or, inspirés par une idéologie économique reposant sur l'entreprise privée, les responsables américains se sont contentés de laisser les grandes entreprises mener ces importantes affaires sans guère de supervision. Cette répartition du travail devait en définitive déboucher sur un chaos et une grande confusion.

Troisièmement, un autre tournant, mais un tournant critique, s'est produit en 1962, date à laquelle, après des années d'insistance, un président a cédé aux pressions internes et a accepté de vendre des armes américaines à Israël. La première vente, composée essentiellement de missiles militaires à court rayon d'action et dont la valeur n'atteignait pas 2 millions de dollars, n'a pas revêtu une grande importance du point de vue de l'équilibre militaire entre Israël et ses voisins mais a été hautement symbolique et devait annoncer la fourniture d'armes accrue qui allait suivre dans un proche avenir. En 1966, l'administration Johnson a annoncé la vente à Israël de plusieurs bombardiers tactiques à réaction représentant une valeur de plus de 60 millions de dollars.

Cependant, l'événement majeur des années 1960 a été la guerre de juin 1967 entre Israël et les Etats arabes de première ligne. La victoire éclatante remportée par Israël sur tous les fronts en moins de six jours n'a rien fait pour résoudre le conflit arabo-israélo-palestinien et, en fait, n'a fait que l'exacerber. Comme un des spécialistes du problème, Isaac Deutscher, l'a écrit peu après la fin de la guerre, "la guerre et le 'miracle' de la victoire d'Israël n'ont résolu aucune des problèmes auxquels Israël et les Etats arabes se trouvent confrontés. Au contraire, ils ont aggravé tous les anciens problèmes et en ont créé de nouveaux, encore plus dangereux". Israël détenait maintenant des terres appartenant à la Syrie, à l'Egypte et à la Jordanie. Chose plus importante, Israël occupait des territoires contenant près d'un million de Palestiniens, ce qui faisait de l'armée d'Israël, traditionnellement restreinte en temps de paix, une armée permanente d'occupation.

Pour les Etats-Unis, qui s'étaient efforcés à grand-peine de maintenir la distinction entre les deux éléments de sa politique, la guerre a été un coup sérieux. Les bombardiers à réaction Skyhawk vendus à Israël en 1966 avaient beaucoup contribué à écraser à terre les forces aériennes arabes en 1967 et mettaient en relief un lien militaire que les Etats-Unis avaient longtemps cherché à dissimuler. Avant même la fin de la guerre, sept Etats du Moyen-Orient, l'Egypte, la Syrie, l'Iraq, le Soudan, l'Algérie et le Yémen - ont rompu leurs relations diplomatiques avec les Etats-Unis. Par ailleurs, deux pays arabes producteurs de pétrole, le Koweït et l'Iraq, ont osé interrompre les approvisionnements de pétrole aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

La guerre de 1967, cependant, n'était que l'un des quatre événements survenus à la fin des années 1960 et au début des années 1970 qui, considérés ensemble, devaient en définitive dénouer la politique suivie par les Etats-Unis dans la région depuis la Doctrine Eisenhower. Les autres événements ont été, en succession extrêmement rapide, l'annonce par le Royaume-Uni, en 1968, qu'il entendait retirer le reste de ses troupes de l'est de Suez d'ici 1971; la révolution des prix du pétrole, déclenchée par le Libyen Muammar Kadhafi en 1970-71 et l'expansion du "syndrome du Viet Nam" parmi le public américain.

De ces trois événements, le plus profond a été le "syndrome du Viet Nam", issu de la guerre qui, en Indochine, avait consommé le sang et le trésor américain, au milieu d'une controverse toujours plus vive, depuis 1965. Cette guerre a entraîné l'éclatement du consensus public sur la politique étrangère américaine - consensus intact depuis que Truman avait annoncé sa doctrine d'endiguement - à mesure que les Américains ont commencé à remettre en question les prémisses qui les avaient impliqués dans le combat le plus long et le plus amer dans l'histoire des Etats-Unis. Nombre d'Américains ont commencé à comprendre qu'essentiellement, il était mauvais, tant du point de vue des valeurs américaines que de la nécessité d'assurer une sécurité authentique, pour les Etats-Unis d'avoir parmi ses alliés, au sein d'un monde dit "libre" certains des gouvernements les plus répressifs, les plus impopulaires et les plus corrompus qui soient. La presse a appelé cette détermination, largement répandue, de ne plus intervenir dans les conflits du tiers monde, le "syndrome du Viet Nam".

L'administration Nixon n'a pas tardé à prendre conscience de cette nouvelle contrainte pesant sur la politique étrangère des Etats-Unis. Mais,

pour Nixon, "plus de Viet Nam" ne signifiait pas la fin absolue des hypothèses stratégiques qui avaient inspiré la politique américaine pendant l'après-guerre. Au contraire, ce syndrome ne dictait qu'un changement de tactique c'est-à-dire la question de savoir à qui appartiendraient les hommes qui serviraient à mener des guerres impopulaires. Comme l'utilisation de troupes américaines était "un spectacle qui ne trouverait plus de public parmi les Américains moyens", pour reprendre les termes de John Erlichman, les alliés menacés devraient assumer la responsabilité essentielle de leur propre défense. Sauf en cas de circonstances extraordinaires, le rôle des Etats-Unis serait limité à fournir le matériel et l'entraînement nécessaires. Autrement dit, un volume plus grand d'armements et des armes plus perfectionnées, que toutes celles que les Etats-Unis avaient exportées jusqu'alors.

Cette nouvelle tactique a été énoncée pour la première fois en 1969, six ans avant la fin de la guerre du Viet Nam, et appelée Doctrine de Guam ou Doctrine Nixon. Initialement, elle est apparue comme une couverture diplomatique polie du plan qu'avait Nixon de retirer les troupes américaines et de "vietnamiser" la guerre. Il est cependant rapidement devenu clair qu'elle avait été formulée pour une autre raison: la disparition définitive du Royaume-Uni en tant que partenaire de l'Amérique pour protéger les intérêts occidentaux au Moyen-Orient. Bien que les Etats-Unis aient été reconnus comme l'ultime arbitre depuis au moins 1956, le Royaume-Uni avait continué de jouer un rôle important dans la protection du pétrole du Golfe Persique. C'était là une tâche que le Royaume-Uni était bien placé pour accomplir en raison de ses liens traditionnels avec les pays du Golfe et les pays voisins, liens qui remontaient souvent à l'époque coloniale. Toutefois, maintenant, le Royaume-Uni n'avait plus les moyens d'entretenir des forces coûteuses à l'étranger.

Pour les Etats-Unis, dont les capacités se trouvaient déjà dispersées par une guerre et par leurs engagements à l'égard de l'OTAN, il était impossible de remplacer les Britanniques au Moyen-Orient. C'est ainsi que la Doctrine Nixon a été opportunément élargie au-delà de l'est de l'Asie à une autre scène stratégique, le Moyen-Orient. Dans cette région, un pays ou un groupe de pays serait choisi et recevrait de vastes quantités d'armes modernes de sorte qu'en contrepartie de ces armes, le pays ou le groupe de pays en question puisse défendre non seulement ses propres intérêts mais également les intérêts américains. En fait, les pays choisis joueraient le rôle de gendarme régional pour le compte des Etats-Unis.

Il convient de noter que les raisons pour lesquelles la Doctrine Nixon a été modifiée tenaient non seulement à la politique intérieure mais aussi à l'économie. Les sociétés américaines et le Pentagone s'intéressaient à une augmentation des ventes d'armes en raison des perspectives qu'elles offraient de pouvoir contribuer à la solution de certains de leurs problèmes. Pour les sociétés, les importants marchés publics passés pendant la guerre du Viet Nam avaient créé un boom dans le secteur des armements et de l'aéro-espace que l'on n'avait pas vu depuis le plus fort de la deuxième guerre mondiale. Cependant, à mesure que les Etats-Unis restreignaient leur intervention au Viet Nam, ces secteurs se trouvaient confrontés à la perspective inévitable d'un rétrécissement des marchés et des réductions de la production. Etant donné que les stimulants économiques à une production de temps de paix étaient modestes, voire inexistants, les exportations d'armes vers de nouveaux marchés promettaient d'être une solution aisée.

Entre-temps, au Pentagone les dépassements de devis étaient devenus quotidiens. Cela était dû, certes à la médiocrité des modalités de passations des marchés, mais, de plus en plus le coût des progrès enregistrés dans la métallurgie, la balistique, l'aérodynamique, l'optique et l'électronique dépassait les ressources disponibles. A mesure que les coûts augmentaient, le Pentagone devait réduire le nombre d'armes qu'il pouvait commander. La vente de ces mêmes produits ou de produits semblables à l'étranger, cependant, permettrait de régler ce problème de plusieurs façons. Non seulement les coûts de recherche et de développement pourraient être répartis entre les clients étrangers, mais une production supérieure permettrait de réduire d'une manière significative le coût unitaire à la charge du Pentagone. En outre, un niveau élevé de production "en temps de paix" permettrait de garantir l'état de préparation de l'industrie au cas où les Etats-Unis se trouveraient impliqués dans un conflit armé. Essentiellement, les Etats-Unis supportaient le fardeau d'une économie de guerre qui avait désespérément besoin de nouveaux marchés, ce que la Doctrine Nixon leur a opportunément offerts.

Une autre condition devrait être remplie pour que la Doctrine Nixon puisse être appliquée avec succès. Les clients préférés achetant les armes américaines ont besoin de dollars pour les payer. On ne pouvait pas attendre du Congrès qu'il ouvre les milliards de dollars de crédits nécessaires pour financer l'achat de tous ces armements sous forme d'une assistance pure et simple. Dans le meilleur des cas, peut-être, le Congrès pourrait être persuadé de prêter les fonds nécessaires mais même dans ce cas, les bénéficiaires devraient un jour rembourser le Gouvernement américain. Heureusement pour les auteurs de la Doctrine Nixon, à partir de 1971, les pays producteurs de pétrole au Moyen-Orient, y compris les alliés importants des Etats-Unis, ont commencé à toucher des recettes sans précédent, le tout dû aux efforts initiaux d'un obscur colonel libyen appelé Kadhafi.

Kadhafi a été le dernier des dirigeants nationalistes à remplacer une monarchie pétrolière corrompue: il a renversé le roi Idris en septembre 1969. Un an après être arrivé au pouvoir, il avait accompli ce qu'aucun pays producteur de pétrole n'avait osé depuis le renversement de Mossadegh en 1953. Il a obligé les sociétés multinationales à payer plus cher le pétrole libyen qu'elles exploitaient. Très rapidement, tous les autres pays producteurs de pétrole ont cherché à émuler la victoire de la Libye et bien que l'augmentation qu'ils ont obtenue (moins de 1 dollar par baril) paraît relativement modeste avec le recul, elle était une manne économique pour ces pays, tous largement tributaires des exportations de pétrole pour leurs recettes en devises.

L'Iran: la cristallisation de la Doctrine Nixon

Un pays, plus que tout autre, a cristallisé l'application de la Doctrine Nixon au Moyen-Orient: l'Iran. L'Iran avait toutes les conditions requises pour devenir un gendarme régional: des liens manifestes avec les intérêts américains du fait de ses ressources et de sa situation géographique; une population importante parmi laquelle on pouvait recruter une armée nombreuse; une économie nageant dans les pétrodollars; et un dirigeant vivement désireux d'assumer ce rôle car il avait sa propre vision d'un autre empire perse.

En dépit de toute sa richesse, cependant, l'Iran était fermement enraciné dans le tiers monde. Le Gouvernement était une dictature corrompue et notoirement répressive, et le pays devait faire face à des pressions socio-économiques explosives exercées par un accroissement démographique rapide, le chômage, la diminution de la production alimentaire et une urbanisation désordonnée. La Doctrine Nixon devait être appliquée aux dépens de la solution de ces problèmes fondamentaux.

La politique américaine à l'égard de l'Iran entre 1945 et 1970 a été modérée et circonspecte, bien que ce soit là une affirmation avec laquelle les Iraniens qui se rappellent le coup d'Etat de 1953 instigué par la CIA ne seraient pas d'accord. Cependant, la modération qui a pu exister a disparu en 1971 lors d'une réunion, à l'aéroport de Téhéran, entre le Président Nixon, son conseiller en matière de sécurité nationale, Henry Kissinger, et le Schah. Nixon a personnellement assuré les dirigeants iraniens qu'ils pourraient acheter toutes les armes qu'ils voudraient si, en échange, les forces armées iraniennes acceptaient de protéger le transit du pétrole en provenance du Golfe. A son retour à Washington, Kissinger a alors donné au Département d'Etat et au Département de la défense l'ordre de vendre au Schah même les armes les plus perfectionnées, déclarant expressément que le Gouvernement iranien serait en définitive l'arbitre de ses propres besoins, et pas les analystes des Etats-Unis.

Les chiffres du Pentagone attestent des résultats de cette politique. La valeur des exportations d'armes, de 135 millions de dollars pendant l'exercice 1970, est passé à 392,515 et 1,100 millions de dollars les années suivantes. Une corruption massive, des gaspillages et des achats inutiles ont accompagné l'augmentation des exportations. Les sociétés, les généraux et les animaux américains se sont bousculés pour chercher à persuader le Gouvernement iranien d'acheter un système d'armement ou un autre. Les représentants du Gouvernement iranien ont été aisément convaincus, spécialement lorsqu'une "commission de 10 p. 100" ou une part de bénéfices accompagnait la vente. Le beau-frère du Schah, qui dirigeait alors l'armée de l'air, s'est fait une grande réputation pour les millions de dollars qu'il a gagnés sur les marchés d'armement. Selon les estimations les plus prudentes, tous ces pots de vin ont dépassé un milliard de dollars, non compris les omissions versées aux conseillers américains.

La guerre de 1973 au Moyen-Orient puis le quadruplement des prix du pétrole n'ont fait qu'accélérer la munificence du Schah. Pendant l'exercice 1974 seulement, l'Iran a signé de nouveaux accords pour une valeur dépassant 4,3 milliards de dollars, soit plus de 40 p. 100 de toutes les armes américaines vendues pendant l'année au monde tout entier. De 1974 à 1976, le Schah a dépensé en moyenne 7,4 millions de dollars par jour pour acheter des armes américaines destinées à des forces armées dont les effectifs avaient doublé depuis 1968 pour atteindre 410 000 hommes. Comme l'ancien diplomate américain George Ball l'a relevé par la suite, le chèque en blanc que la Doctrine Nixon constituait pour le Schah équivalait à "donner à un alcoolique les clefs de la plus grande cave du monde".

L'Iran a également illustré la dépendance croissante des sociétés américaines à l'égard des pays étrangers pour leurs bénéfices et parfois même pour leur simple survie. L'exemple qui vient immédiatement à l'esprit s'est produit en 1974, lorsque Grumman Aircraft était au bord de la faillite en raison d'un dépassement massif de devis et des pertes encourues lors de la

réalisation de son contrat de construction d'appareils F-4-14 pour la marine américaine. Les banquiers américains de Grumman ont refusé de lui prêter plus d'argent. Mais le Schah, qui avait commandé 80 appareils d'interception perfectionnés F-14, avait tout intérêt à assurer la survie de Grumman. C'est ainsi qu'une banque iranienne a prêté 75 millions de dollars à la société, ce qui a persuadé les banques américaines d'apporter une contribution supplémentaire de 125 millions de dollars. En fait, le Schah a sauvé un fabricant américain d'armes de la ruine.

Si l'Iran a été le consommateur le plus notoire des armes dispensées avec largesse conformément à la Doctrine Nixon, il ne s'agissait aucunement d'un exemple isolé. Une augmentation énorme des exportations vers le Moyen-Orient s'est produite pendant la période 1970-76 en comparaison de la période 1962-69. Les exportations d'armes ont représenté au total une valeur de 33 millions de dollars pendant cette période, soit une augmentation de 1 255 p. 100.

Indépendamment de la proclamation de la Doctrine Nixon, évidemment, la principale raison de cette augmentation explosive est la guerre arabo-israélienne de 1973, la quatrième en moins de 30 ans. Tout cela a intensifié une course aux armements déjà extrêmement vive. L'administration Nixon n'a fait preuve de presque aucune modération, dispensant des armes avec encore plus de facilité après le conflit qu'avant, et cette politique du laissez-faire a été rapidement reprise à leur compte par les autres grands fournisseurs d'armes, savoir l'Union soviétique, la France, le Royaume-Uni et l'Italie. Jusqu'à la guerre, Israël et l'Iran s'étaient taillé la part du lion dans les exportations d'armes américaines dans la région; avec le sentiment latent d'insécurité qui a prévalu par la suite, l'Arabie Saoudite est passée au premier rang des acheteurs d'armes américaines, et a commandé pour 16 milliards de dollars d'armes et de projets d'infrastructure militaires au cours des trois années qui ont suivi la guerre.

L'événement le plus marquant de la guerre a été le boycottage des Etats-Unis par les pays arabes producteurs de pétrole en raison d'une expédition massive d'armes vers Israël. C'était là le conflit entre pétrole et Israël que craignait depuis longtemps les responsables politiques américains. Ce qu'ils n'avaient pas prévu, chose étonnante, était la mesure dans laquelle les Etats-Unis eux-mêmes en étaient venus à dépendre du pétrole étranger. Pendant une bonne partie de la période d'après guerre, le Gouvernement américain, sous la pression des sociétés pétrolières, avait imposé des contingents d'importation du pétrole pour empêcher que le marché intérieur soit inondé d'un pétrole à bon marché. Mais en 1973-74, les Etats-Unis en étaient arrivés inexorablement à une situation où ils étaient en fait tributaires d'importations étrangères à concurrence de 40 p. 100 de leurs besoins, considérables comme chacun sait.

La réponse de l'administration Nixon au boycottage du pétrole a été doublé. D'une part, il a été fait des allusions peu dissimulées suggérant que si l'Occident était la cible d'un étranglement économique, il devrait avoir recours à la force contre les producteurs de pétrole. La plus fameuse de ces allusions a été l'interview, largement citée, donnée par Henry Kissinger à Business Week au début de 1974. L'autre réaction de l'administration Nixon, cependant, a été bien plus significative. Kissinger décidait d'engager les

Etats-Unis, dans une mesure jamais osée précédemment, à la recherche d'un règlement au différend opposant les Etats arabes et Israël.

Vu la profondeur du conflit, il s'agissait d'un risque calculé. Cependant, une paix semblait possible car l'on se rendait compte que les armées arabes avaient gagné une victoire "politique", alors même qu'en fait, tant la Syrie que l'Egypte étaient au bord d'une défaite militaire encore plus grave que celle subie en 1967. Un autre facteur justifiant une tentative américaine de régler le différend était que seuls les Etats-Unis semblaient capables d'amener Israël à la table des négociations. L'autre superpuissance, l'Union soviétique, avait rompu ses liens avec Israël et ne pouvait pas être considérée comme un intermédiaire honnête.

Au cours des années qui ont suivi, les parties au conflit ont participé à la "navette diplomatique" de Kissinger et à la conception d'une paix "par étape". Les accords qui ont séparé les armées israéliennes et syriennes et les armées israéliennes et les armées égyptiennes ont été négociés et ont été suivis d'autres accords de dégagement dans le Sinaï. Il s'agissait là d'une méthode raisonnable et défendable tant qu'elle permettait de progresser vers la solution du problème, à savoir le différend israélo-palestinien. Après que deux années se furent écoulées, cependant, il est devenu de plus en plus clair que les responsables américains cherchaient plus à sauvegarder les intérêts des Etats-Unis, c'est-à-dire à écarter l'Union soviétique de la région, qu'à résoudre les problèmes locaux qui assuraient la persistance des troubles dans la région. En fait, les "efforts de paix" des Etats-Unis ont nettement contribué à plonger le Liban dans la guerre civile de 1975-76.

Les risques causés par les exportations d'armes

Si, d'une façon générale, les efforts déployés par Kissinger pour résoudre le différend arabo-israélien ont été soutenus dans le pays, la Doctrine Nixon, au cours des années qui ont suivi la guerre de 1973, a été de plus en plus vivement attaquée dans la presse et au Congrès du point de vue des exportations massives d'armes qu'elle supposait. Beaucoup ont commencé à s'interroger sur la question de savoir dans quelle mesure les exportations menaçaient en fait la sécurité des Etats-Unis?

Le danger le plus profond résidait dans la tendance qu'ont les armements d'aggraver des conflits persistants pouvant impliquer les Etats-Unis. Si l'objectif avoué de la politique américaine était d'instaurer un monde pacifique, des exportations illimitées d'armements cultivaient un climat incompatible avec la paix où le recours à la force était rendu possible, acceptable et même attrayant. Si ce n'était pas là chose nouvelle, le problème ayant existé depuis l'administration Truman, la Doctrine Nixon l'avait considérablement aggravée. La cause n'était pas simplement la vaste quantité d'armes perfectionnées qui étaient exportées; la raison majeure était le changement subtil dans les rapports entre fournisseurs et clients qui s'est produit lorsque la Doctrine Nixon a permis le passage d'une assistance militaire sous forme de subventions à des ventes pures et simples.

Pendant l'ère des subventions, les Etats-Unis décidaient d'une façon unilatérale de ce dont les bénéficiaires avaient besoin et des raisons

pour lesquels ils en avaient besoin. Comme des proches reconnaissants, les bénéficiaires prenaient généralement ce qu'on leur donnait et utilisaient rarement ces armes à des fins qui puissent susciter le courroux du donateur. Cependant, lorsque les bénéficiaires ont commencé à payer les armes, ils ont commencé à faire preuve de plus d'insistance quant à ce dont ils avaient besoin et de moins de crainte quant à l'endroit où les armes seraient utilisées et quant au moment de leur utilisation. Progressivement, toute corrélation entre les objectifs recherchés par les Etats-Unis dans la vente et ceux recherchés par les bénéficiaires dans l'achat a disparu.

Le résultat immédiat a été de promouvoir une course aux armements au Moyen-Orient. Les armes américaines alimentaient des rivalités latentes et naissantes même entre Etats clients. Invariablement, les exportations américaines étaient justifiées au Congrès comme constituant des mesures prudentes visant à rétablir un déséquilibre militaire. Cependant, des équilibres parfaits n'existaient que sur le papier dans la mesure où des rivaux ne synchronisaient jamais le renforcement de leurs arsenaux. Les nouveaux acheteurs demandaient des armes qui pouvaient non seulement compenser mais aussi dépasser les arsenaux de leurs rivaux. La bureaucratie du Département d'Etat faisait ostensiblement les études nécessaires pour peser les risques et l'arrivée de nouvelles armes avaient seulement pour effet d'inciter l'autre côté à accroître encore sa mise. Comme le fournisseur de "l'autre côté" était souvent l'Union soviétique, l'on courait constamment le risque qu'un déclenchement des hostilités puisse provoquer un affrontement entre superpuissances.

Indépendamment des risques de guerre, la Doctrine Nixon a enlisé les Etats-Unis dans plusieurs guerres réelles. Dans certains cas, le lien entre les Etats-Unis et la violence a été incontestable, par exemple lorsque le Maroc a annexé le Sahara espagnol en utilisant des armes d'origine américaine. Cette invasion constituait une violation du droit international et de la Charte des Nations Unies, sans même parler des dispositions relatives à la "légitime défense" en vertu desquelles les armes américaines avaient été vendues.

A d'autres moments, les Etats-Unis ont été liés aux hostilités de façon moins directe. En 1977, par exemple, dans la Corne de l'Afrique, les Etats-Unis se sont trouvés avoir des liens, à des degrés divers, avec toutes les parties belligérantes, tout en professant leur neutralité. Cinq bénéficiaires d'armes américaines - l'Iran, l'Egypte, Israël, l'Arabie saoudite et la Yougoslavie - ont, a-t-on dit, participé au transfert des armes américaines vers des tiers parties au conflit ou ont gardé les armes américaines pour remplacer celles qu'ils envoyaient vers la Corne de l'Afrique. La Yougoslavie a envoyé des pièces détachées de chars et Israël a livré des pièces détachées à l'Ethiopie, l'Egypte a envoyé des armes de fabrication soviétique à la Somalie après que les Saoudiens ont promis de les remplacer par des armes américaines, l'Iran, paraît-il, a envoyé de vieux chars américains à la Somalie et des armes légères allemandes aux rebelles de l'Erytrée, certains que des armes américaines plus modernes ne manqueraient pas d'arriver. Ces "transferts" vers des pays tiers "étaient fréquemment réalisés de façon clandestine, autre preuve du contrôle minime que les Etats-Unis exerçaient sur le lieu et le moment de l'utilisation effective des armes qu'ils avaient fournies.

Le danger que les Etats-Unis se trouvent impliqués dans des courses aux armements classiques, dans des guerres d'agression et dans des transferts clandestins n'était que l'un des dangers que la Doctrine Nixon faisait peser sur la sécurité des Etats-Unis. A mesure que cette doctrine a continué de se développer au milieu des années 1970, ces risques ont commencé à se manifester de plusieurs autres façons:

Présence de techniciens américains: Bien qu'en théorie, la doctrine Nixon rende inutile la nécessité d'envoyer d'importants contingents américains à l'étranger pour défendre les alliés dans le tiers monde, la pratique était très différente de la théorie. En Iran, par exemple, une étude réalisée par le Sénat en 1976 a constaté qu'il fallait près de 25 000 techniciens américains pour former les Iraniens et leur permettre d'utiliser et d'entretenir comme il convient leurs armes hautement perfectionnées. Cependant, il était impossible de trouver assez vite des recrues qualifiées, et les Américains ont fréquemment dû faire fonctionner et entretenir du matériel pour l'utilisation duquel ils entretenaient ostensiblement les Iraniens. L'étude s'achevait comme suit: "... l'Iran ne pouvait pas, au cours des cinq à dix prochaines années, mener une guerre avec son stock actuel et envisagé d'armes perfectionnées ... sans le soutien quotidien des Etats-Unis".

La profusion de ce que l'on a appelé "les mercenaires en cols blancs" supposait, de la part des Etats-Unis, un engagement auquel le Congrès n'avait jamais formellement souscrit. Les dangers étaient évidents. En cas de guerre, les techniciens américains seraient simplement considérés comme des combattants par toutes les parties et les Etats-Unis pourraient facilement se trouver impliqués dans le conflit. Par ailleurs, si l'on donnait aux techniciens américains l'ordre d'éviter toute participation au conflit, le pays hôte demanderait incontestablement une indemnisation. Dans l'un ou l'autre cas, les intérêts des Etats-Unis se trouveraient compromis au Moyen-Orient.

La nécessité d'un soutien continu. L'achat d'armes perfectionnées supposait non seulement la présence d'experts américains sur place mais aussi une dépendance à long terme accrue envers les Etats-Unis pour l'achat de pièces détachées et de rechange ou pour un "soutien continu". L'utilisation et l'entretien des armes américaines coûtent toujours plus cher aux pays, que le prix d'achat initial. Il va sans dire que cela aggravait les risques que les Etats-Unis se trouvent impliqués dans des conflits autres que ceux de son choix, avec tous les risques que comporte le maintien ou l'interruption des exportations d'armes.

Les risques de découverte des technologies américaines. La menace la plus immédiate à la sécurité des Etats-Unis réside peut-être dans le fait d'exporter au Moyen-Orient les mêmes armes que l'Amérique acquiert pour son propre arsenal. Il n'est pas nécessaire qu'un pilote détourne vers l'Union soviétique un F-14 armé de missiles perfectionnés Phoenix pour compromettre des technologies secrètes et des secrets militaires; il suffit d'obtenir un exemplaire du manuel d'entretien. Cependant, malgré les préoccupations que cette possibilité a suscitées au Congrès, notamment lors des débats sur les exportations vers l'Iran, les représentants du Département d'Etat et du Département de la défense ont assuré sans relâche les membres du Congrès que

"les rapports spéciaux des Etats-Unis avec le Schah" rendaient très improbables les possibilités de fuite. Cette possibilité improbable s'est matérialisée, et des secrets américains ont été découverts à la suite la révolution.

La diffusion des connaissances techniques américaines. De nombreux pays du Moyen-Orient ont commencé à insister pour obtenir des droits de fabrication ou de montage des armes qu'ils achetaient, en partie pour en diminuer les coûts. En vertu de la Doctrine Nixon, ces transferts de technologies étaient effectués de bon gré et allaient de fusils M-16 et de munitions à des chasseurs à réaction F-5E.

Le fait de permettre à d'autres pays de fabriquer des armes dépasse de beaucoup les problèmes que peut poser le fait d'être un unique fournisseur. Comme un président de Texas Instruments l'a relevé un jour: "La divulgation de connaissances techniques est une décision irréversible. Une fois divulguées elles ne peuvent être ni reprises ni contrôlées". Ces transferts ont renforcé la capacité indépendante de belligérance des pays bénéficiaires, surtout Israël, et ont considérablement accru le nombre de sources potentielles d'armes de conception américaine.

Les effets sur l'état de préparation des forces américaines. La politique traditionnelle du Pentagone était précédemment de satisfaire les acheteurs étrangers de matériel militaire sans compromettre les approvisionnements des forces américaines. En raison de l'augmentation des exportations en vertu de la Doctrine Nixon, cependant, des articles parfois populaires destinés à des unités actives ont été détournés ou leur ont été retirés. Il ressort d'une étude réalisée par le Bureau américain de la comptabilité nationale en 1977 qu'il a fallu à l'armée américaine quatre ans pour reconstituer ses stocks de véhicules blindés de transport de troupes M-113 après la guerre de 1973 car des pays comme le Maroc avaient reçu des priorités plus élevées. Dans un autre cas, le déploiement de missiles TOW dans 13 installations de l'armée américaine avait été retardé en raison d'une accélération des ventes à l'étranger.

Le Bureau de la comptabilité nationale est parvenu à la conclusion que "le détournement et le retrait de matériel et de pièces détachées ont atteint un tel niveau que les quantités essentielles minimum n'ont pu être fournies aux forces américaines". Si une gestion plus rationnelle permettait sans doute d'atténuer en partie le problème, le Bureau a déclaré que la concurrence future entre les forces américaines et les clients étrangers en matière d'entretien pourrait aggraver encore le problème.

La promesse de l'administration Carter

Bien qu'à partir de 1974, le Congrès ait essayé de pallier à certains des pires excès de la Doctrine Nixon au Moyen-Orient et ailleurs, il n'avait ni le mandat ni les ressources, ni les connaissances techniques nécessaires pour pouvoir s'opposer à une administration présidentielle résolue à vendre des armes. Le Congrès a bien essayé d'imposer certaines limites en adoptant des lois comme la Loi de 1976 relative au contrôle des exportations d'armes, mais les lois ne sont généralement qu'un piètre moyen d'imposer une politique à l'exécutif, d'autant plus lorsqu'il s'agit de la politique étrangère. Pour qu'il y ait véritablement un changement, il faudrait attendre l'arrivée au pouvoir d'une

administration différente.

C'est alors qu'est arrivée au pouvoir l'administration Carter. Si les intentions peuvent être mesurées en fonction des discours pendant la campagne électorale, les perspectives d'une réduction des exportations d'armes au Moyen-Orient étaient excellentes lorsque Jimmy Carter a été élu en 1976. Pendant sa campagne électorale, Carter a critiqué les exportations d'armes tant du point de vue des droits de l'homme que, surtout, du point de vue de la sécurité nationale. Les Etats-Unis ne pouvaient pas être "à la fois le principal champion mondial de la paix et le principal fournisseur mondial d'armes de guerres", a déclaré Carter, et il s'est engagé "à mettre l'accent sur la paix et à réduire le commerce d'armes".

Lorsqu'il a assumé ses fonctions, il a semblé que Carter donnerait rapidement suite à cet engagement. L'un de ses premiers actes a consisté à ordonner au Conseil national de la sécurité d'entreprendre une étude complète de la politique des Etats-Unis, y compris de toutes les considérations politiques, militaires et économiques. Cette étude a débouché sur le Mémorandum présidentiel 12, qui contenait les bases factuelles de la "politique de limitation des armements" de Carter annoncée le 19 mai, c'est-à-dire quatre mois seulement après son arrivée au pouvoir.

L'abandon de la Doctrine Nixon semblait d'autant plus plausible que l'administration Carter semblait disposée à s'attaquer au noeud du conflit entre Israël et les Etats arabes, à savoir la question palestinienne. Carter a déclaré que la conception d'une paix "par étape" au Moyen-Orient serait abandonnée et que, désormais, les Etats-Unis s'emploieraient à obtenir une paix d'ensemble convoquant à nouveau à Genève une réunion au sommet de toutes les parties au conflit y compris l'Union soviétique.

Une remarque faite par le Président Carter lors d'une réunion tenue dans une ville du Massachusetts semblait indiquer qu'il comprenait les questions en jeu et qu'il était décidé à chercher à les résoudre. Il est devenu le premier Président américain à souscrire à l'idée d'une "patrie" palestinienne. Trois mois plus tard, le Vice-Président Walter Mondale a fait un important discours sur le Moyen-Orient et a indiqué en détail les vues de l'administration Carter en mettant l'accent sur un plan de paix en trois points: le retour à des frontières voisines de celles de 1967, la création d'une patrie palestinienne probablement reliée à la Jordanie, et l'instauration d'une paix complète et de relations normales entre tous les Etats de la région.

Or, il est devenu rapidement clair qu'en fait l'administration Carter était déchirée entre cette politique nouvelle et le rôle plus traditionnel joué par les Etats-Unis dans la région, qui visait à obtenir des avantages unilatéraux pour les intérêts stratégiques des Etats-Unis.

Trois semaines seulement après avoir annoncé sa politique de limitation des armements, Carter invoquait "des circonstances extraordinaires" pour justifier la vente d'avions AWACS de surveillance par radar extrêmement perfectionnés au Schah, ce qui était une claire indication, pour la région et pour les puissances de l'extérieur, qu'en dépit des discours, rien n'avait changé dans les rapports

avec l'Iran. Même le propre directeur de la CIA de Carter, Stansfield Turner, a eu des difficultés à accepter cette vente, jusqu'au moment où l'administration a accepté, sous des pressions considérables exercées par le Congrès, à vendre au Schah une version simplifiée de l'avion. L'armée de l'air américaine, dans l'intervalle, avait silencieusement exercé des pressions pour obtenir la vente des avions en raison des dépassements considérables de devis intervenus sur ses propres marchés d'acquisition d'avions AWACS.

Neuf mois plus tard, Carter s'est encore écarté une fois de ses propres directives en annonçant la plus grande vente d'armes jamais intervenue au Moyen-Orient: les Etats-Unis vendraient des douzaines de F-15 et de F-16 à Israël et à l'Arabie saoudite et une vingtaine de chasseurs à réaction F-5E au dernier client des armes américaines, l'Egypte, la valeur totale de ce marché représentant 4,8 milliards de dollars. Cette dernière vente d'armes, évidemment, a été proposée après la visite inouïe de Sadate à Jérusalem, et a confirmé dans l'esprit des observateurs du Moyen-Orient que les Etats-Unis avaient l'intention de forger une paix non entre les ennemis mais entre les amis des Etats-Unis.

Bien que ces objectifs avoués n'aient pas été atteints, l'administration Carter, après la signature du Traité de Camp David en mars 1979, a annoncé à grand bruit qu'un règlement proche d'une paix avait été instauré au Moyen-Orient.

Le fait que Carter avait demandé au Congrès d'approuver pour plus de 4 milliards de dollars d'aide militaire à Israël et à l'Egypte avant que l'encre du Traité ne sèche et le fait que les traités aient suivi de peu ce que Henry Kissinger a appelé "le plus grand désastre pour la politique étrangère américaine, depuis la deuxième guerre mondiale" ont confirmé que les Etats-Unis n'avaient obtenu rien d'autre qu'une modification des alliances.

Le désastre dont parlait Kissinger était la chute du Schah d'Iran au début de 1979. Alors que chacun pensait que le Schah était invincible grâce à ses vastes arsenaux d'origine américaine, les Etats-Unis ont été les témoins impuissants - ils n'avaient pas d'autre choix - de l'écroulement du pilier de sa politique au Moyen-Orient sous les pressions incessantes de citoyens désarmés.

Ne s'étend jamais véritablement dissociée des principes de la politique américaine tels qu'ils avaient été énoncés dans la Doctrine Nixon, l'administration Carter a dû à la hâte trouver un nouveau gendarme pour remplacer le Schah. Pour la première fois, l'Egypte était disponible, ayant maintenant reconnu Israël. Or, la chute rapide et surprenante du Schah montrait qu'aucun pays du Moyen-Orient (à l'exception peut-être d'Israël, qui présentait cependant d'autres inconvénients) n'était suffisamment stable pour que l'on puisse compter sur lui pour défendre les intérêts américains. Il en est résulté un retour sans bruit à une politique qui, pour la première fois depuis le "syndrome du Viet Nam" apparu à la fin des années 1960, envisageait une intervention militaire directe des Etats-Unis pour protéger des intérêts ostensiblement vitaux. Dans un premier temps, et sans publicité, l'administration Carter a commencé à moderniser la base de Diego Garcia, dans l'océan Indien, et a recherché des bases ailleurs, à proximité du Golfe Persique. Des plans d'organisation d'une force de déploiement rapide, qui se composerait d'environ 225 000 hommes et qui serait équipée du matériel militaire voulu, ont été mis

sur pied, et le Pentagone a commencé de désigner le Golfe Persique par l'appellation "Asie du Sud-Est", euphémisme visant à ne pas offenser les régimes pro-américains de la région.

Cet effort a cependant languï jusqu'au moment où il a trouvé un appui dramatique, à la fin de 1979, dans l'invasion de l'Afghanistan par des troupes soviétiques. L'administration Carter n'a pas tardé à invoquer cette agression comme une preuve concluante d'une menace soviétique dirigée contre la jugulaire de l'Occident, le pétrole. Dans une initiative rappelant beaucoup celle d'Eisenhower 20 ans plus tôt, Carter a déclaré devant une réunion conjointe du Congrès en 1980 que "toute tentative d'une force extérieure, quelle qu'elle soit, de s'assurer le contrôle de la région du Golfe Persique sera considérée comme une attaque contre les intérêts vitaux des Etats-Unis d'Amérique et cette attaque sera repoussée par tous les moyens nécessaires, y compris la force militaire".

Le consensus stratégique de Reagan

Lors de son premier voyage dans la région après sa prise de fonctions, le Secrétaire d'Etat Alexander Haig a déclaré que les Etats-Unis chercheraient à dégager un "consensus stratégique" des Etats souscrivant aux mêmes buts contre la plus grande "menace" dirigée contre la région, l'Union soviétique. Il est encore trop tôt pour dire si l'administration conserve la même vue simpliste du Moyen-Orient après les événements majeurs qui sont intervenus depuis le voyage de Haig. La crise continue au Liban, le différend israélo-syrien sur le Golan et les missiles au Liban, les raids aériens d'Israël sur Bagdad et Beyrouth, les émeutes et les manifestations sur la Rive occidentale et Gaza, la guerre entre l'Iraq et l'Iran, l'éventualité de mouvements séparatistes au Pakisatn, l'instabilité au Soudan et, chose tout aussi importante, l'assassinat du Président Sadate, sont autant d'éléments dont on aimerait à croire qu'ils ont modifié l'idée que l'administration se fait de ce qui constitue la plus grave menace à la paix dans la région.

Si l'administration a repensé sa position, cela ne s'est pas encore manifesté dans les faits. Des armes sont fournies en plus grande quantité que jamais à des Etats comme Israël qui violent ouvertement les conditions auxquelles les transferts d'armes sont assortis (sans parler des frontières des Etats voisins) et des Etats comme l'Arabie saoudite, qui recevront vraisemblablement pour 60 milliards d'armes et d'infrastructures militaires qui ne pourront certainement pas être utilisés adéquatement ou judicieusement.

Pis encore, comme les armes américaines ne parviennent pas à assurer une stabilité régionale - en vérité, elles constituent une preuve majeure et une cause d'instabilité - l'administration semble vouloir revenir au déploiement d'une force américaine, comme si une telle démonstration pouvait endiguer la marée montante. Mais nous ne sommes plus en 1958. Une intervention américaine provoquerait une vive réaction soviétique, mais elle ferait un martyr de tout chef d'Etat du Moyen-Orient même isolé qui serait attaqué.

L'administration américaine doit abandonner sa camisole de force idéologique qu'elle s'est elle-même imposée et reconnaître que l'Union soviétique - qui, après tout, jouxte le Moyen-Orient - a certains intérêts qui doivent être respectés, de même que l'Union soviétique doit se rendre

compte que les intérêts occidentaux, y compris l'accès au pétrole, revêtent une importance vitale. Deuxièmement, l'administration doit s'efforcer de trouver des solutions politiques et économiques valables et appropriées aux problèmes locaux de la région, qui ont un caractère à la fois politique et économique. Au premier plan de ces problèmes se trouve le différent israélo-palestinien.

S'il n'y a pas de changement de cap, ce qui apparaît maintenant comme étant simplement une politique en faillite pourrait rapidement devenir catastrophique.

LES ACCORDS DE CAMP DAVID ET LES DROITS FONDAMENTAUX DU PEUPLE PALESTINIEN

Jamal R. Nassar

Les premiers dirigeants sionistes disaient de la Palestine qu'elle était "une terre sans peuple pour un peuple sans terre" 1/. Pourtant, lorsque les Juifs sont arrivés en Palestine, ils n'ont pas trouvé un territoire vide mais une terre habitée depuis des siècles par les Arabes palestiniens. L'établissement d'Israël par la suite a provoqué une diaspora palestinienne. Aujourd'hui, les Arabes de Palestine sont "un peuple sans terre": on a résolu le "problème juif" en créant un "problème palestinien". Alors que le plan de partage de l'ONU prévoyait à la fois un Etat juif et un Etat arabe palestinien en Palestine, seul l'Etat juif a été créé. De plus, il occupait dès 1948, non pas la moitié de la Palestine, comme le voulait le plan de l'ONU, mais plus des trois quarts. Quant à l'Etat arabe palestinien, il reste encore à créer.

Israël étant le produit de la guerre et non de la paix, le conflit s'est éternisé, et Israël a fini par occuper toute la Palestine, et même des territoires appartenant à des pays arabes limitrophes. Tout récemment encore, les Palestiniens étaient une donnée oubliée dans ce que l'on en est peu à peu venu à appeler le conflit israélo-arabe. Aujourd'hui, cependant, personne ne conteste plus que les Palestiniens sont au coeur de ce conflit.

La présente étude a trois objectifs. On cherchera tout d'abord à faire comprendre le contexte entourant certaines données fondamentales qui sous-tendent, depuis le début le conflit israélo-palestinien et ont jusqu'à présent empêché le peuple palestinien d'exercer son droit fondamental à l'autodétermination. On retracera ensuite l'évolution qui a abouti aux accords de Camp David. Enfin, on analysera et évaluera la façon dont les Palestiniens voient ces accords et le raisonnement qui les a amenés à les rejeter presque immédiatement.

Le contexte

Si nous revenons maintenant aux origines historiques de notre cause, c'est parce qu'en ce moment même sont présents parmi nous ceux qui, alors qu'ils se sont installés dans nos foyers, font paître leur bétail dans nos pâturages et cueillent les fruits de nos arbres, prétendent dans le même temps que nous sommes des esprits désincarnés, des êtres fictifs sans présence, sans traditions et sans avenir 2/. Yasser Arafat.

Un observateur objectif pourrait constituer un "dossier palestinien" et un "dossier juif" à partir de données historiques, et aussi paradoxal que cela puisse paraître, ces deux dossiers seraient l'un et l'autre tout à fait convaincants. A l'appui de la cause palestinienne, on peut faire valoir que les puissances coloniales, de concert avec le sionisme, ont imposé une migration venue d'Europe, un Etat juif et une diaspora palestinienne en ne tenant absolument aucun compte des vœux de l'écrasante majorité d'une population qui n'avait rien à se reprocher. Quant à la cause sioniste, elle repose sur les aspirations d'un peuple qui a connu l'exil et d'impitoyables persécutions. Le conflit entre les deux peuples est apparu à l'évidence dès le début: les

problèmes sont d'ordre moral, juridique, culturel, historique et religieux. Chacun des deux adversaires estime que ses droits sont évidents et reposent sur de solides fondements logiques et juridiques. Au fil du temps, chacun en est venu à commettre des actes que l'autre n'est disposé ni à oublier ni à pardonner. Après des dizaines d'années de guerre, la passion a fini par prendre le pas sur la raison, et l'irrationnel est devenu monnaie courante. Aujourd'hui, il est devenu bien difficile à ces deux peuples de distinguer entre ce qui est dicté par la passion et ce qui est du domaine de la raison.

Le fait que le conflit israélo-palestinien a été en fin de compte subordonné à des intérêts régionaux et internationaux vient encore compliquer le cheminement vers la paix. Ainsi, on en parle souvent comme d'un conflit israélo-arabe. Allant même plus loin, les commentateurs et les diplomates vont parfois jusqu'à faire passer les affaires du Moyen-Orient après des considérations intéressant le monde entier. C'est ainsi que la détente et la guerre froide en arrivent à s'imbriquer dans le conflit israélo-palestinien.

Toutes ces préoccupations sont certes légitimes et l'on doit en tenir compte, mais il ne faut cependant pas brouiller le tableau en faisant abstraction des autres données. C'est le noeud du problème, à savoir le conflit israélo-palestinien, qui doit rester le pôle d'attention si l'on veut une paix fondée sur la raison.

Les origines du conflit israélo-palestinien remontent à l'année 1895. A cette époque, un Juif européen, le penseur Theodor Herzl, écrivait un livre intitulé L'Etat juif, dans lequel il préconisait la création d'un Etat juif qui permettrait d'échapper à l'antisémitisme qui sévissait en Europe. En ce qui concernant l'emplacement géographique de cet Etat, il écrivait: "Nous prendrons ce qui nous sera donné, et ce que choisira l'opinion publique juive" 3/.

Répondant à l'appel de Herzl, le premier congrès sioniste se réunit à Bâle le 29 août 1897. Dans son allocution inaugurale, Herzl exposa le but de la réunion en ces termes: "Nous sommes ici pour poser la première pierre de l'édifice qui doit abriter la nation juive" 4/. Le Congrès entreprit alors dans l'enthousiasme de fonder l'Organisation sioniste mondiale. Au moment de se séparer, trois jours plus tard, les délégués décidèrent d'un commun accord que l'Etat que l'on se proposait de fonder serait en Palestine, et ils publièrent une déclaration connue sous le nom de Programme de Bâle. Dans ce programme, on lisait que le but du sionisme [était] de créer pour le peuple juif un foyer en Palestine qui serait garanti par le droit public" 5/.

Le Programme de Bâle fut bien accueilli dans la presse européenne. L'un des commentaires prend cependant un relief tout particulier; c'est celui d'un critique du sionisme, Judah L. Magnes, juif lui-même, qui écrivait "Il semble que nous ayons pensé à tout sauf aux Arabes" 6/. Et effectivement, on a des raisons de penser que bon nombre des fondateurs du sionisme, y compris Herzl lui-même, n'avaient pas conscience que la Palestine était habitée. On raconte que "l'un des collègues de Herzl, Max Nordau, ayant entendu dire pour la première fois qu'il y avait en Palestine une population arabe, courut voir Herzl en s'écriant: J'ignorais tout de cela; mais alors, nous sommes en train de commettre une injustice! Herzl n'avait pas répondu" 7/.

Pendant la première moitié du XXe siècle, l'histoire de la Palestine a essentiellement été celle d'une rivalité entre trois forces qui essayaient chacune d'imposer sa mainmise et sa souveraineté. Avec le Mandat, le pays fut officiellement placé sous contrôle britannique. Bien entendu, les Palestiniens rejetèrent le Mandat et se battirent pour l'indépendance. De leur côté, les Britanniques refusèrent aux Palestiniens le droit de disposer d'eux-mêmes et oeuvrèrent de façon à favoriser la création d'un "Foyer national juif", car ils voulaient honorer les engagements dans la Déclaration Balfour vis-à-vis du sionisme.

Les Palestiniens eurent finalement le dessous et quand arriva l'année 1947, les sionistes avaient réussi à s'assurer une position suffisamment forte et à être suffisamment organisés pour contraindre les Britanniques à renoncer au Mandat. C'est alors que l'ONU prit l'affaire en main et recommanda le partage de la Palestine. Les Palestiniens, qui constituaient plus de 70 p. 100 de la population, rejetèrent le plan de partage, dans lequel ils voyaient une atteinte à leur droit à l'autodétermination. Immédiatement après, "La Palestine connut la pire de ses guerres opposant les deux communautés" 8/. Le 15 mai 1948, les dirigeants sionistes proclamaient la création de l'État d'Israël. C'est à ce moment-là que le conflit s'est tout à fait arabisé. Des unités militaires venues de sept pays arabes entrèrent en Palestine pour y porter assistance à leurs congénères palestiniens. Mais "il n'y avait ni unité de commandement ni plan d'action cohérent" 9/. Aussi, lorsqu'en 1949, le médiateur des Nations Unies, Ralph Bunche, fut en mesure de négocier la préparation d'accords d'armistice, Israël avait encore gagné du terrain. La Jordanie étendit son autorité sur le reste de la Palestine, y compris la Vieille Ville de Jérusalem, mais à l'exclusion de la bande de Gaza, qui passa sous contrôle égyptien.

La période précédant la fondation d'Israël fut marquée par l'exode des Arabes de Palestine; à la fin de 1948, la plupart d'entre eux se trouvaient en situation de personnes déplacées. Jusqu'en 1967, les pays arabes refusèrent de reconnaître le nouvel Etat d'Israël. Mais cette année-là, la guerre introduisit de nouvelles données, qui obligèrent la plupart des responsables arabes à réviser leurs positions. Alors que jusque-là Israël n'occupait qu'une grande partie de la Palestine, il étendit son occupation à la totalité du pays et même à des territoires appartenant à d'autres Etats arabes souverains. Depuis lors, toutes les parties au conflit, à l'exception des Palestiniens, ont fini par accepter la résolution 242 du Conseil de sécurité, en date du 22 novembre 1967. C'est peut-être cette résolution qui indique le mieux quelles sont les questions politiques fondamentales qui se posent aujourd'hui dans le conflit israélo-arabe.

La résolution 242 soulignait "l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre et la nécessité d'oeuvrer pour une paix juste et durable..." 10/. Son dispositif comportait les dispositions suivantes:

- 1) Retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés;
- 2) Cessation de toutes assertions de belligérance et respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat de la région et de [son] droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues;

- 3) Liberté de navigation sur les voies d'eau internationales;
- 4) Juste règlement du problème des réfugiés;
- 5) Garanties assurant l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque Etat de la région, par des mesures comprenant la création de zones démilitarisées.

Le propos du Conseil de sécurité n'était pas d'élaborer les détails d'un plan de règlement d'ensemble, mais plutôt de définir un cadre de négociation. Il se peut donc que les auteurs de la résolution 242 aient délibérément choisi de laisser ces détails dans le vague. Mais de ce fait, on a assisté à des interprétations contradictoires de la part des parties en présence.

Israël, par exemple, a toujours prétendu qu'il n'était pas tenu de se retirer jusqu'aux frontières antérieures aux hostilités de 1967, car un tel retrait serait incompatible avec d'autres dispositions de la résolution, principalement celles qui mentionnaient des "frontières sûres et reconnues". Israël arguait que puisque la résolution ne lui faisait pas expressément obligation d'évacuer tous les territoires occupés, une extrapolation en ce sens devait rester affaire de négociation.

De leur côté, les Etats arabes interprétaient la résolution selon ce qu'ils appelaient "la stricte adhésion" à la règle de droit consacrée dans la Charte 11/. Dans cette optique, le principe de "l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre" signifiait qu'Israël devait complètement évacuer tous les territoires occupés.

Les Palestiniens, pour leur part, rejettent la résolution 242, non pas en raison de son imprécision ou de clauses controversées, mais parce qu'elle ne reconnaît pas les droits de leur peuple en tant que nation. La seule référence aux palestiniens est la disposition qui demande "un juste règlement du problème des réfugiés". Les Palestiniens et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en sont arrivés à considérer que la résolution 3236 adoptée par l'Assemblée générale en 1974 prend le pas sur la résolution 242 du Conseil de sécurité, adoptée en 1967, et cela en partie parce que la résolution 3236 affirme les droits des Palestiniens en tant que nation.

L'évolution jusqu'aux Accords de Camp David

Le secrétaire d'Etat américain, John Foster Dulles, pensait que le conflit de Palestine ne se résoudrait qu'avec le temps. Pour lui, la nouvelle génération de Palestiniens n'aurait plus aucune attache avec la Palestine et perdrait le souvenir de la terre de ses ancêtres. Or, cette nouvelle génération est maintenant là, et loin de confirmer la thèse de Dulles, elle a donné naissance à un mouvement de partisans voués à la cause de la libération nationale et adeptes convaincus de la lutte armée 12/.

L'erreur d'appréciation de Dulles n'était ni la première ni la dernière commise aux Etats-Unis à l'égard du conflit de Palestine. Depuis longtemps, les erreurs de jugement et les mauvais calculs caractérisent la politique américaine au Moyen-Orient, et ils ne sont l'apanage d'aucun gouvernement en particulier.

Jusqu'en 1967, les Américains ont adopté à l'égard du conflit israélo-palestinien une politique à deux volets, l'un consistait à insister sur un équilibre des forces militaires pour circonscrire le conflit, et l'autre à assimiler la question de Palestine au problème des réfugiés. Le conflit devait être circonscrit grâce à la puissance militaire d'Israël, et les efforts en vue de l'empêcher de s'étendre étaient souvent considérés comme s'inscrivant dans le cadre de la politique générale "d'endiguement" des Etats-Unis visant à contenir la pénétration soviétique.

En ce qui concerne les réfugiés palestiniens, les Etats-Unis concentrèrent leur action sur la plan de mise en valeur du Jourdain, qui devait améliorer les conditions dans l'agriculture afin que ce secteur puisse absorber les réfugiés. L'entreprise, est-il besoin de le dire, tourna court, car on n'avait pas tenu compte des graves problèmes politiques qui entraient en jeu. On avait mal apprécié également les possibilités de coopération entre les Israéliens et les Arabes, coopération pourtant nécessaires pour que le plan réussisse. Enfin, la thèse selon laquelle un Etat israélien militairement fort empêcherait le conflit de s'étendre se révéla fautive elle aussi. Il y eut en effet deux grandes guerres, l'une en 1956 et l'autre en 1967, qui aboutirent à une influence soviétique accrue dans la région.

Jusqu'en 1967 donc, les Etats-Unis étaient pour le maintien du statu quo, espérant ainsi pouvoir réinstaller les réfugiés. Sous-estimant la montée de la révolution palestinienne et la détermination avec laquelle les Arabes refusaient leur défaite de 1967, le Gouvernement Johnson décida de profiter de la victoire des Israéliens. Les Américains avaient le sentiment que cette guerre fournissait au gouvernement la première occasion véritable de s'employer à rechercher un règlement qui établirait la paix de façon permanente. Le principe selon lequel il fallait se servir des territoires arabes occupés pour obtenir en échange une paix durable devint la pierre angulaire de la politique américaine.

Il semblait que la politique énoncée par le Président Johnson coïncidait avec l'intérêt qu'avaient les Israéliens à voir le conflit se résoudre. De plus en plus, les Etats-Unis en vinrent à s'aligner presque entièrement sur les positions israéliennes. Selon Nadav Safran, professeur spécialisé dans les questions du Moyen-Orient à l'Université Harvard, "le maintien de l'occupation israélienne dans les territoires conquis et le blocus du canal de Suez constituaient le principal levier dont les Etats-Unis se servaient pour essayer d'atteindre leur objectif. Le gouvernement jugea que ce serait une mauvaise tactique que d'affaiblir cet avantage en faisant publiquement ressortir les divergences entre sa position officielle et celle d'Israël ..." 13/. Mais s'étant tracé cette ligne de conduite, il n'avait plus le choix et était obligé de s'opposer à toutes manoeuvres soviéto-arabes ayant pour but "de supprimer ou d'affaiblir l'avantage que possédait Israël, et le Gouvernement américain lui-même en opposant une résistance sur le plan diplomatique et en prenant des mesures comme la reprise des livraisons d'armes à Israël" 14/. Cette politique allait d'ailleurs dans le sens des sentiments pro-israéliens de l'opinion américaine.

Passant outre aux leçons de l'histoire sur la façon de mener des négociations à bonne fin, les responsables américains essayèrent sans aucune

chance de succès d'amener les parties en présence à un accord. L'histoire prouve que les négociations réussissent "lorsque les parties en présence ont à peu près la même puissance militaire, c'est-à-dire lorsqu'il n'y a pas de disproportion marquée sur ce plan" 15/. Les Arabes refusèrent donc de négocier en position d'infériorité.

Ce n'est qu'après la guerre d'octobre 1973, lorsque les Arabes parvinrent à ce qu'ils considéraient être un match nul sur le plan militaire, que les négociations devinrent possibles. C'est dans ce contexte qu'Henri Kissinger s'est lancé dans sa diplomatie "des petits pas" pour minimiser le risque d'un nouvel affrontement dans la région. Avec un président américain de plus en plus préoccupé par des scandales internes, Henry Kissinger avait toute latitude pour régler dans le détail la politique américaine à l'égard du conflit. Sa "diplomatie de la navette" a débouché sur des accords partiels et donné faussement l'impression que la paix était presque à portée de la main. En 1976, il était devenu évident que même Henry Kissinger n'avait pas réussi à instaurer une paix durable dans la région.

Au moment même où les limites de la démarche de Kissinger devenaient évidentes, le Président Carter arrivait au pouvoir à Washington. Il était tout naturel dans ces conditions que le nouveau Président abandonne la démarche de Kissinger pour essayer de réaliser un règlement d'ensemble. Carter est le premier Président des Etats-Unis à avoir préconisé un "foyer national palestinien" 16/. Il a également admis et constaté que la question palestinienne était au coeur même du conflit 17/, et est allé jusqu'à parler des "droits légitimes" du peuple palestinien 18/. Mais s'étant ainsi aliénés les forces pro-israéliennes du pays, il revint à des positions plus traditionnelles, faisant un pas en avant puis un pas en arrière, alors qu'il s'efforçait de contenter tout le monde.

On peut discerner deux phases dans l'évolution de la politique de Carter au Moyen-Orient: la première commence à l'époque où il est entré en fonctions en janvier 1977; la seconde part du voyage de Sadate à Jérusalem. Pendant la première phase, il privilégia l'idée d'une conférence du type des conférences de Genève, qui réunirait toutes les parties afin qu'elles négocient un règlement d'ensemble. Dans ce but, et reconnaissant qu'une "paix durable" ne pourrait se faire sans l'Union soviétique, les Etats-Unis publièrent en octobre 1977 une déclaration commune avec Moscou pour demander l'organisation d'une conférence à Genève. Mais des questions de procédure empêchèrent d'aller jusqu'au bout de cette initiative. Toutes les difficultés tournaient en fait autour de la question de la participation des Palestiniens. Carter ayant reconnu que la question palestinienne était au coeur du conflit, des pressions soviétiques et arabes s'exercèrent sur lui pour qu'il invite l'OLP à siéger à la conférence. Comme Israël faisait lui aussi pression de son côté et comme le Congrès voulait honorer les engagements de Kissinger, qui en 1975 avait assuré Israël que les Etats-Unis ne reconnaîtraient pas l'OLP aussi longtemps que celle-ci ne reconnaîtrait pas Israël, Carter se trouvait dans un dilemme diplomatique. Lui-même et ses conseillers se rendaient bien compte qu'il "n'y aurait pas place pour des accords tant qu'on ne s'attellerait pas au problème qui était au centre du conflit du Moyen-Orient, à savoir les relations entre Israël et les Palestiniens - c'est-à-dire en fait, l'OLP presque à coup sûr" 19/ - mais ils ne pouvaient pas faire intervenir cette dernière directement.

On se trouvait donc dans une impasse, lorsque le Président Sadate se rendit à Jérusalem le 19 novembre 1977. Ce voyage de Sadate en Israël résolvait le dilemme dans lequel se trouvait Carter, car l'activité diplomatique se trouva de nouveau axée sur les négociations bilatérales entre l'Egypte et Israël. L'idée de réclamer une conférence de Genève fut alors abandonnée et la politique de Carter entra dans sa seconde phase.

Le voyage de Sadate démentit les idées préconçues au sujet du désir de paix des Arabes; en fait, il montra que Sadate voulait la paix à tout prix. Pris au dépourvu et dans l'incertitude, les responsables américains révisèrent avec une extraordinaire rapidité leurs façons de penser. Les pièces de l'échiquier du Moyen-Orient furent tout de suite réarrangées et le gouvernement Carter s'empressa de profiter de l'occasion.

Lorsqu'arriva l'automne 1978, les négociations en vue d'un règlement d'ensemble entre l'Egypte et Israël étaient dans l'impasse et il paraissait qu'une intervention des Etats-Unis était la seule chance qui restât. C'est alors que Carter, risquant le tout pour le tout, invita Sadate et Begin à se rencontrer à Camp David. Au bout de 13 jours de négociations menées dans un isolement total, les trois chefs d'Etat réapparurent pour annoncer qu'ils avaient conclu deux accords, l'un définissant les bases de la paix au Moyen-Orient, l'autre un cadre en vue de la conclusion d'un traité de paix entre l'Egypte et Israël.

Les accords de Camp David ne constituaient pas un règlement définitif, mais marquaient simplement une étape dans un processus de négociation. En mars 1979, après que Carter eut entrepris sa "diplomatie de la navette", les deux pays signèrent un traité de paix bilatéral. La deuxième phase prévoit des négociations entre l'Egypte, la Jordanie, Israël et les représentants des Palestiniens afin de déterminer le sort de la Rive occidentale et de la bande de Gaza. Ces négociations ont commencé en avril 1979, mais uniquement avec la participation de l'Egypte et d'Israël.

Les accords de Camp David et les droits des Palestiniens

"Nous avons dit que nous accepterions la paix s'il était mis fin à l'occupation militaire et aux colonies de peuplement illégales. Et pourtant, malgré tout cela, qui se paie par la souffrance quotidienne de notre peuple, vivant dans l'exil, sous l'occupation, victime du terrorisme d'Etat perpétré par Israël et de la discrimination raciale, on nous dit qu'en vertu des accords de Camp David, non seulement l'occupation militaire ne prendrait pas fin, mais notre identité même de Palestiniens serait réduite au statut de "simples habitants arabes". Au lieu d'un état souverain, on nous offre un moyen terme entre un bantoustan et une réserve d'Indiens". Membre du Comité exécutif de l'OLP 20/.

Les accords de Camp David furent immédiatement et officiellement rejetés par les Palestiniens. Ils furent signés le 17 septembre 1978 et le Comité exécutif de l'OLP fit connaître sa première réaction dès le lendemain matin, le 18 septembre 1978. Dans sa déclaration, l'OLP dénonçait ces accords, considérant qu'ils constituaient "une capitulation totale de la part de Sadate"

et se déclarait "résolue à s'élever contre cette conspiration et à la déjouer" 21/. Pour bien comprendre la position de l'OLP, il suffit d'examiner les dispositions de base concernant les Palestiniens 22/.

les accords stipulent qu'une autorité autonome sera créée sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza. Les modalités d'établissement de cette autorité ainsi que ses pouvoirs et ses responsabilités doivent être négociés par Israël, l'Egypte et la Jordanie. Cette autorité, une fois créée, doit exercer ses pouvoirs pendant une période transitoire de cinq ans, durant laquelle il y aura des négociations entre les trois parties et les représentants de l'autorité afin de préciser le statut futur de la Rive occidentale et de la bande de Gaza.

En examinant de plus près les arrangements proposés, on en distingue les lacunes du point de vue des droits des Palestiniens. La principale est que les représentants palestiniens sont exclus des négociations initiales visant à préciser les pouvoirs et les responsabilités de l'autorité autonome. De plus, ces arrangements semblent être fondés sur le plan de Bégin de décembre 1977 23/.

D'après ce plan, "les résidents de Judée, de Samarie (Rive occidentale) et du district de Gaza éliront un conseil administratif ... qui s'occupera de toutes les questions administratives intéressant les résidents arabes" de ces régions. "La sécurité et le maintien de l'ordre seront", toutefois, "confiés aux autorités israéliennes". L'article 24 du plan proclame qu'"Israël ne renonce pas à ses droits et continue à revendiquer la souveraineté sur la Judée, la Samarie et le district de Gaza" 24/.

Bien que les accords de Camp David ne mentionnent pas expressément la souveraineté israélienne sur la Rive occidentale et Gaza, c'est à Israël qu'ils confient principalement le soin d'y maintenir la sécurité. Il en résulte que l'un et l'autre plan font une distinction entre le sort de la population et celui de la terre. La population jouirait de l'autonomie mais la terre serait placée sous le contrôle d'Israël. La question de la souveraineté serait simplement renvoyée sine die.

Les accords de Camp David prévoient aussi la possibilité d'une participation des Palestiniens aux négociations intéressant leur avenir. A cet égard, on se souviendra peut-être de l'important discours que le Président Sadate avait prononcé à la treizième session du Congrès national palestinien en mars 1977:

"Le peuple palestinien est seul habilité à prendre des décisions pour tout ce qui a trait à son destin et à sa cause. Personne, absolument personne, ne peut exercer une tutelle sur le peuple palestinien ou lui imposer sa volonté. Car une décision qui n'est pas librement prise est privée de toute substance. Nous Egyptiens, exigeons que la volonté palestinienne demeure indépendante, dégagée de toute servitude et libre de toute ingérence. Nous exigeons également que toutes les décisions reflétant cette volonté soient pleinement respectées, et avant tout celle de désigner l'organisation de libération de la Palestine comme le seul représentant légitime du peuple palestinien et le défenseur de ses droits et de ses intérêts" 25/.

Les successeurs de Sadate ne peuvent plus émettre de telles affirmations. Après les accords de Camp David, les déclarations se sont faites plus modérées. Pourtant même ces déclarations ne s'avèrent pas vraies. L'ancien Secrétaire d'Etat américain, Cyrus Vance, par exemple, a dit devant l'Assemblée générale des Nations Unies:

"Le cadre convenu à Camp David donne également aux Palestiniens un rôle vital dans la structuration de leur destin, en reconnaissant qu'ils doivent participer à tous les aspects des négociations qui détermineront leur avenir. Les palestiniens participeront aux négociations visant à établir leur autorité autonome..." 26/.

Bien entendu, ces négociations se déroulent sans les Palestiniens. Ceux-ci n'y participent pas en partie parce que les accords de Camp David vont à l'encontre des éléments fondamentaux d'une solution juste qui mettrait fin à leur situation tragique et en partie parce que ces accords ne prévoient pas leur participation aux négociations en tant que partenaires égaux et indépendants. Le regretté Fayez Sayegh, intellectuel palestinien bien connu, a énuméré six limitations décisives à la participation des Palestiniens:

1. L'accord précise que "les délégations égyptienne et jordanienne peuvent comprendre des Palestiniens de la Rive occidentale et de Gaza ou d'autres Palestiniens avec l'assentiment des parties". La participation des Palestiniens n'est donc pas automatique mais laissée à la discrétion des Gouvernements égyptien et jordanien.

2. De plus, les Palestiniens choisis seront les représentants officiels non pas de leur peuple mais des gouvernements qui les auront nommés.

3. Si même l'un des gouvernements décidait d'inclure des Palestiniens dans sa délégation - et l'Egypte ne l'a pas fait ou n'a pas pu le faire; quant à la Jordanie, elle n'y participa pas - la participation de chacun de ces Palestiniens devrait faire l'objet d'un "accord mutuel". Israël peut donc opposer son veto à la participation de tout Palestinien.

4. Les propositions présentées par les membres palestiniens des délégations arabes doivent être approuvées par ces délégations avant d'être officiellement présentées.

5. Les propositions jugées inacceptables par les participants palestiniens ne seront pas rejetées par la délégation arabe dont ils font partie à moins que le gouvernement de cette dernière ne les trouve lui aussi inacceptables.

6. Toute proposition présentée par un participant palestinien, à supposer qu'elle soit approuvée et officiellement présentée par la délégation arabe dont il fait partie, doit être approuvée par la délégation israélienne avant de figurer dans l'accord final 27/.

Avec de telles limitations, le rôle des Palestiniens - en admettant que certains choisissent de participer ou y soient autorisés - est en vérité bien éloigné du "rôle vital" dont parlait M. Vance.

En vertu des accords de Camp David, les forces israéliennes continueront pendant la période transitoire de cinq ans à être stationnées dans les territoires occupés. Ayant été réglée d'avance, la question du maintien de la présence militaire israélienne sur la Rive occidentale et à Gaza n'a pas à être négociée plus avant. L'acceptation militaire israélienne deviendra donc légitime pendant la période transitoire, sinon de façon permanente. Ainsi, l'occupation israélienne qui a été condamnée par toute la communauté internationale comme étant illégale se voit conférer un caractère de légitimité.

Un autre point est encore plus inquiétant pour les Palestiniens, à savoir qu'il a été délibérément prévu que les pouvoirs et responsabilités de l'autorité autonome qu'on se propose de créer ne s'étendraient pas à Jérusalem. On se souviendra qu'Israël a officiellement annexé Jérusalem. La composition géographique de la ville a été modifiée par le déplacement et la déportation de milliers de résidents palestiniens et l'implantation de colonies juives dans la ville. En excluant Jérusalem des accords de Camp David, les Etats-Unis et l'Egypte en ont peut-être indirectement reconnu l'annexion. De même, en ne mentionnant pas les hauteurs du Golan, les accords de Camp David ont donné à Israël la possibilité de les annexer sans paraître violer les accords.

Une autre question qui a beaucoup retenu l'attention de la presse occidentale est celle de la controverse à laquelle ont donné lieu les colonies de peuplement israéliennes dans les territoires occupés. Cette question vitale est, depuis le début, extrêmement confuse, en partie parce qu'on mélange deux documents. Il est évident que les colonies israéliennes en territoire égyptien doivent disparaître. Mais dans l'accord concernant la Rive occidentale et Gaza, il n'est pas fait mention des colonies de peuplement. Les Etats-Unis ont insisté pour qu'il n'y ait pas, pendant la période des négociations, de nouvelle implantation de colonies, position avec laquelle Israël était en désaccord. Vu ce qui s'est produit depuis, on ne peut que déplorer que les accords de Camp David ne comportent pas de dispositions à ce sujet. Depuis la signature de ces accords, Israël a non seulement légitimé les colonies de peuplement illégales existantes, mais en a en outre installé de nouvelles tout en agrandissant celles qui existaient déjà. Il est maintenant manifeste que M. Begin a décidé de continuer à coloniser la Rive occidentale et Gaza.

Tout comme le plan Begin de 1977, les accords de Camp David prévoient le retour de certains Palestiniens déplacés. Ce retour est toutefois limité aux habitants de la Rive occidentale et de Gaza qui ont été déplacés en 1967, ce qui représente 10 p. 100 du total de la diaspora palestinienne. Le retour est soumis à une autre limitation encore puisque les accords donnent explicitement à Israël le droit de veto en ce qui concerne l'admission de toute personne. Le droit absolu de retour, reconnu par le droit international et exigé par la communauté internationale - [résolution 3419 C (XXX) de l'Assemblée générale, par exemple] - a donc été transformé à Camp David en un privilège sélectif d'admission.

Les partisans de l'Accord de Camp David surtout ici aux Etats-Unis, réagissent à la critique en soulignant que l'Accord stipule bel et bien que: "la solution issue des négociations doit également reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien et ses justes revendications". Il s'agit là toutefois d'une déclaration creuse et totalement dénuée de valeur. Les mots

"droits légitimes" peuvent assurément prêter à confusion. Si ce sont des droits qui font l'objet des négociations, ils sont évidemment légitimes. Et s'ils sont légitimes, ce sont donc des droits. Le qualificatif "légitime" n'est donc au mieux qu'une redondance et au pire un terme qui dissimule plus qu'il n'explique 28/. Il se peut que cette notion ait été incorporée à l'accord dans le but délibéré de séduire les Palestiniens et de tromper leurs partisans, sans obliger Israël à quoi que ce soit de précis.

Il découle de ce qui précède que ni le Gouvernement des Etats-Unis ni le Gouvernement israélien ne sont prêts à accepter l'OLP comme partenaire dans les négociations arabo-israéliennes. La question de Palestine a été considérée comme un sous-produit du conflit arabo-israélien, dont la solution s'inscrit donc dans le contexte de la paix arabo-israélienne. En prévoyant des arrangements distincts pour les Palestiniens de la Rive occidentale et de Gaza, les accords de Camp David ont en fait essayé de retirer à l'OLP son caractère de représentant légitime des Palestiniens et de rompre la solidarité palestinienne sur laquelle s'appuie l'OLP. A Camp David, un Israélien, un Américain et un Egyptien ont négocié l'avenir des Palestiniens en l'absence de ces derniers. Les trois dirigeants ont donc tenté une opération déconseillée par les médecins: recoudre une plaie sur un foyer d'infection.

Camp David et le droit des Palestiniens à l'autodétermination

Le droit des Palestiniens à l'autodétermination est aujourd'hui largement reconnu. L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté de nombreuses résolutions qui le reconnaissent. La résolution 2535 de l'Assemblée générale, en date du 10 décembre 1969, par exemple, "réaffirme les droits inaliénables du peuple de Palestine" 29/. En 1970, deux résolutions similaires ont été adoptées. L'une "condamne les gouvernements qui refusent le droit à l'autodétermination aux peuples auxquels on a reconnu ce droit, notamment les peuples d'Afrique australe et de Palestine" 30/; l'autre "reconnaît que le peuple de Palestine doit pouvoir jouir de l'égalité de droits et exercer son droit à disposer de lui-même, conformément à la Charte des Nations Unies" 31/. Des résolutions similaires ont été depuis adoptées chaque année. En fait, l'Organisation des Nations Unies et d'autres organes internationaux ont adopté tant de résolutions affirmant le droit des Palestiniens à l'autodétermination qu'il est impossible de les énumérer toutes dans un article ou un livre.

La Charte des Nations Unies définit l'autodétermination comme le droit de tous les peuples "à déterminer leur statut politique, économique, social et culturel" 32/. Cette définition est généralement acceptée par la plupart des spécialistes. Alfred Cobban, par exemple, définit l'autodétermination comme le droit de chaque nation "de constituer un Etat indépendant et de déterminer la forme de son propre gouvernement" 33/. Pour Rupert Emerson, c'est le droit des nations "de choisir leur propre destin et de conserver leur identité" 34/.

Il va sans dire que les accords du Camp David sont une mascarade du droit fondamental des Palestiniens à l'autodétermination. En fait, le destin des Palestiniens a été fixé en l'absence des palestiniens. On pourrait même dire que les accords de Camp David violent le droit appliqué par

l'Organisation des Nations Unies et sont donc contraires au droit international. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'OLP, a traduit les sentiments des Palestiniens sur les accords de Camp David et l'autodétermination des Palestiniens lorsqu'il a dit:

"Il s'agit (les accords de Camp David) d'auto-administration (et non pas d'autodétermination); balivernes, oui. Tout est sous le contrôle d'Israël, même l'eau. Citez-moi, un village, où que ce soit dans le monde, qui n'ait pas le contrôle de son eau potable. Israël veut davantage de frontières que tout autre Etat du monde. Des frontières défendables, des frontières historiques, des frontières bibliques, et maintenant il veut des frontières hydrauliques. Camp David, l'autonomie, l'auto-administration, nous avons tout rejeté, et nous continuerons à nous y opposer jusqu'à ce que nous puissions vivre librement dans notre pays" 35/.

Références

1. Le présent document est fondé sur un article du même auteur, qui sera publié dans Al-ittihad: A Quarterly Journal of Islamic Studies, intitulé "The Palestinians and Camp David".
2. Yasser Arafat, "Déclaration devant l'Assemblée générale des Nations Unies" 13 novembre 1974.
3. Theodore Herzl, "The Jewish State" (New York: Scopus, 1943), p. 42.
4. Cité dans Arthur Hertzberg, ed. The Zionist Idea: A Historical Analysis and Reader (New York: n.p. 1959), p. 50.
5. John Norton Moore, ed. The Arab-Israeli Conflict: Documents (Princeton: Princeton University Press, 1974), vol. III, p. 4.
6. Moshe Menuhim, Jewish Critics of Zionism (Détroit: Association of Arab-American University Graduates, 1976), p. 22.
7. Ibid., p. 11.
8. Hassan S. Haddad et Basheer K. Mijim, ed., The Arab World: A Handbook, (Willemette, IL: Medina Press, 1970), p. 135.
9. W. F. Abboushi, Political Systems of the Middle East in the 20th Century (New York: Dodd, Mead and Co., 1970), p. 224.
10. Etats-Unis, Department of State Bulletin, vol. 57 (1967), p. 218.
11. Muhammad H. El-Farra "The Role of the U.N. Vis-a-Vis the Palestine Question", Law and Contemporary Problems, vol. 33 (1968), p. 77.
12. Hisham Sharabi, Palestine Guerrillas: Their Credibility and Effectiveness, Beyrouth: The Institute for Palestine Studies, 1970), p. xi.
13. Nadav Safran: From War to War: The Arab-Israeli Confrontation, 1948-1967, (new York: Pegasus, 1969), p. 414.
14. Ibid., p. 415.
15. W. F. Abboushi, The Angry Arabs (Philadelphia: The Westminster Press, 1974), p. 202.
16. New York Times, 17 mars 1977.
17. Ibid., 28 juin 1977.
18. Texte dans Ibid., 2 octobre 1977.

19. Zbigniew Brzezinski, et al.: "Peace in an International Framework"; Foreign Policy (été 1975), p. 10.
20. Déclaration de M. Ahmad Dajani prononcée à Beyrouth le 10 octobre 1978. Réimprimée dans Faith Zeady, ed., Camp David: A New Balfour Declaration (Détroit: A.A.U.G., 1979), p. 60 à 70.
21. OLP, Statement by the Executive Committee, 18 septembre 1978. Traduit et reproduit dans le Journal of palestine Studies, vol. VIII, No 2 (hiver 1979), p. 177 à 179.
22. Pour le texte des accords et les documents connexes, voir Ibid., p. 205 à 214.
23. Pour le texte intégral du plan Begin, voir The Jerusalem Post du 29 décembre 1977.
24. Ibid.
25. Al-Ahram, 13 mars 1977. Traduit par Fayez A. Sayegh, "The Camp David Agreement and the Palestine Problem", Journal of Palestine Studies, vol. VIII, No 2 (hiver 1979), p. 39.
26. Document de l'Organisation des Nations Unies publié sous la cote A/33/PV.14.
27. Sayegh, op. cit., p. 7 et 8.
28. F.A. Sayegh, "Prospects of the Palestinian Cause in the Diplomatic Arena" dans B. Abu-Laban et F. T. Zeady, eds, Arabs in America: Myths and Realities (Willmette, Illinois: Medina Press, 1975), p. 248.
29. Résolutions 2535 (XXIV) de l'Assemblée générale en date du 10 décembre 1969. partie B.
30. Résolution 2649 (XXV) de l'Assemblée générale en date du 30 novembre 1970.
31. Résolution 2672 (XXV) de l'Assemblée générale en date du 8 décembre 1970, partie C.
32. Louis B. Sohn, Cases on United Nations Law (Brooklyn: The Foundation Press, 1956), p. 808.
33. Alfred Cobban, National Self-Determination (Londres: Oxford University Press, 1945), p. 4.
34. Rupert Emerson, Self-Determination Revisited in the Era of Decolonization New Haven: Huvert University Center for International Affairs, 1964, p. 31.
35. Extrait d'une interview de Yasser Arafat dans le Time du 14 avril 1980, p. 49.

LES DROITS PALESTINIENS: LEUR ECHO DANS LA VIE
ET LA PENSEE DE SA SAINTETE LE PAPE JEAN PAUL II

Joseph L. Ryan, S.J.

Dans le discours qu'il a prononcé devant l'Organisation des Nations Unies le 2 octobre 1979, le Pape Jean Paul II a parlé dans un contexte de solennité inoubliable. Ce pape slave, Pape du Second monde, pourrait-on dire, le fils ardent d'un peuple ayant une riche culture et une longue histoire de souffrance, s'adressait au sein de leur propre assemblée aux représentants de tous les peuples du monde. Lors de son allocution, il a rappelé les termes fameux sur lesquels s'ouvre la Charte des Nations Unies, à savoir que "les peuples des Nations Unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre" ont solennellement proclamé à nouveau leur "foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droit des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites". 1/

Lorsque je me suis demandé de quel aspect des droits palestiniens j'allais parler aujourd'hui, à titre individuel seulement, j'ai pensé à réfléchir à ces droits à la lumière de certains facteurs qui existent aujourd'hui au sein de l'église catholique romaine contemporaine, spécialement dans la personne du Pape Jean Paul II. Plusieurs raisons m'amènent à choisir ce sujet.

1. La nature des droits de l'homme. La force ne prime pas le droit. Les droits trouvent leur source non dans la force physique, la puissance militaire, la pression militaire, la pression politique ou l'habileté diplomatique, mais dans l'ordre moral.

Dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, les fondements des droits proclamés sont indiqués comme étant le fait que tous les être humains naissent libres et égaux en dignité et en droits". (Article premier). En outre, ces droits, pour être réalisés, exigent une communauté. "Chacun a des droits à l'égard de la communauté, au sein de laquelle seulement est possible le libre et plein épanouissement de sa personnalité". (Article 19, par. 1). Les droits, par conséquent, ne sont pas simplement des créances contre d'autres personnes, mais des créances sur la communauté dans son ensemble. 2/

Les êtres humains, donc, ont une créance qui est fondée sur les principes les plus élémentaires de la justice, et cette créance est le droit au respect des autres peuples et des autres sociétés. De l'essence même de la personne découle un droit à la liberté, à la liberté d'être à l'abri de la coercition, de l'agression, des menaces ou des manipulations d'autrui. La conviction selon laquelle les être humains ont des droits est ce qui leur permet d'espérer de lutter contre l'oppression sous toutes ses formes. Avoir des droits signifie pouvoir se tourner vers ses voisins, vers son pays ou la société des Nations pour obtenir réparation d'un tort, l'élimination d'injustices et la fin de la violence qui compromet radicalement la dignité que les êtres humains tiennent de Dieu. Un droit est la possibilité d'obtenir la liberté et la justice.

Il est donc naturel, lorsqu'on considère les droits, particulièrement dans le contexte d'un problème aussi ancien et aussi grave en soi comme dans les répercussions qu'il a sur la paix à l'échelon régional comme à l'échelon mondial, comme les droits des Palestiniens, de rechercher un soutien auprès des gouvernements et des peuples, mais particulièrement auprès des institutions expressément chargées de défendre l'ordre moral. L'Organisation des Nations Unies est incontestablement l'une de ces institutions, comme en attestent la Charte, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels et le présent séminaire convoqué par l'Assemblée générale.

2. L'Eglise catholique romaine est incontestablement une autre des institutions chargées de défendre l'ordre moral. Elle est même, pour plusieurs raisons, dont certaines lui sont extérieures, l'une de ces principales institutions. Il suffit de considérer le nombre de ses fidèles et leur présence dans le monde. Il suffit de considérer aussi le magistère exercé par l'Eglise catholique par l'intermédiaire du Pape - aucun autre groupement religieux majeur dans le monde ne reconnaît à tel point la direction d'une seule personne - par l'intermédiaire des institutions à l'église à Rome, des institutions diplomatiques du Vatican, etc. Etant présenté dans de nombreux pays, cette église transcende un seul pays ou un seul groupe de pays et peut ainsi plus facilement parler de situations qui transcendent les frontières nationales.

3. Dans ce même ordre d'idée, l'église catholique, même à ce stade de son évolution, se trouve occuper une place importante aujourd'hui en raison des préoccupations sociales, par opposition aux préoccupations strictement religieuses, exprimées dans son histoire récente. Au cours des 90 années qui se sont écoulées depuis la publication de l'Encyclique Rerum Novarum, par le pape Léon XIII en 1891, le Saint-Siège a fait preuve d'un dynamisme accru en matière sociale, non seulement pour les questions touchant aux situations économiques internes, mais, de plus en plus, dans un contexte international plus large. 3/

4. Dans ce rôle changeant de l'Eglise catholique se détache la personnalité du Pape Jean Paul II, dont les antécédents personnels, intellectuels, nationaux et religieux en font un défenseur particulièrement important et actif de la dignité humaine et des droits de l'homme, défenseur non seulement pour aujourd'hui mais aussi pour demain. Arrivé au trône pontifical en 1978 au relativement jeune âge de 58 ans, le Pape, à moins d'accident imprévu, dirigera vraisemblablement l'église jusqu'au seuil du prochain millénaire.

Je pense par conséquent qu'il convient, au présent séminaire, de parler des droits palestiniens non en soi mais à la lumière de la conscience très nette que l'Eglise catholique contemporaine a des droits, telle que cette conscience est incarnée dans la personne du Pape Jean Paul II.

Tout d'abord, je citerai les déclarations faites par le Pape à trois occasions, lorsqu'il a parlé expressément du problème palestinien. En second lieu, je discuterai de certains aspects de ses antécédents, de son intervention personnelle dans la lutte menée pour la justice en tant que Polonais et que prêtre, ainsi que des répercussions que son expérience a eue sur les déclarations qu'il a faites en sa qualité de pape concernant la dignité humaine, le droit à l'autodétermination et l'identité culturelle. Ces déclarations, ainsi que

des répercussions que son expérience a eue sur les déclarations qu'il a faites en sa qualité de pape concernant la dignité humaine, le droit à l'autodétermination et l'identité culturelle. Ces déclarations, ainsi que les observations faites par le pape à propos des douloureux phénomènes qui se produisent lorsque ces droits sont refusés - les réfugiés, la perte de souveraineté et de biens, la violence - ne peuvent que rencontrer un profond écho dans le coeur des Palestiniens dans le contexte de leur propre expérience nationale.

- I -

1. Dans son discours à l'ONU, le Pape Jean Paul II a parlé du Moyen-Orient. Pour les Palestiniens, qu'a-t-il dit d'important? Indépendamment d'une critique implicite du processus de "paix" israélo-égyptien, le Pape n'a pas mentionné le reste du monde arabe, ni expressément l'Etat d'Israël, ni d'ailleurs un autre conflit mondial, à l'expression du différend entre l'Argentine et le Chili. Il a abordé expressément trois sujets touchant le Moyen-Orient, à savoir Jérusalem, le Liban et les Palestiniens. Il a dit:

"J'ai l'espoir fervent qu'une solution de la crise du Moyen-Orient également est peut-être en vue. Tout en étant disposé à reconnaître la valeur de toute mesure adoptée ou de toute tentative faite pour régler le conflit, je tiens à rappeler que celle-ci serait sans valeur si elle ne représentait pas véritablement la 'première pierre' d'une paix flobale et générale dans la région, d'une paix qui, étant nécessairement fondée sur une reconnaissance équitable des droits de tous, ne peut méconnaître un juste règlement de la question palestinienne."

Il a parlé ensuite du Liban:

"Liée à cette question est celle de la tranquillité, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du Liban dans le cadre de la formule qui en a fait un exemple de la coexistence pacifique mutuellement fructueuse entre communautés distinctes, formule qui, je l'espère, prévaudra dans l'intérêt commun avec des ajustements requis par l'évolution de la situation."

Sur Jérusalem, il a dit:

"J'espère également qu'il sera établi un statut spécial qui, avec des garanties internationales - comme l'a dit mon prédécesseur Paul VI - respectera le caractère particulier de Jérusalem, patrimoine sacré et vénéré par des millions de fidèles de trois grandes religions monothéistes, le judaïsme, la chrétienté et l'Islam." 4/

Les propos du Pape étaient brefs et modérés mais, vu les circonstances propres à l'Organisation des Nations Unies et vu le souci traditionnel des papes de ne pas sembler prendre parti dans les différends entre peuples, ils étaient dramatiques et hardis.

2. Je voudrais citer une deuxième déclaration de Jean-Paul II. Le dimanche 5 octobre 1980, lors d'une messe célébrée en plein air à Orante, à environ 500 kilomètres de Rome, il a dit:

"La région du Moyen-Orient foisonne en tensions et en différends, qui risquent constamment de déclencher de nouvelles guerres."

Il a expliqué que les principaux éléments du drame du Moyen-Orient sont bien connus:

"Le peuple juif, après une expérience tragique et l'extermination de tant de fils et de filles, a donné le jour à l'Etat d'Israël. Mais c'était à ce même moment qu'a été créée la situation du peuple palestinien qui, dans une large mesure, s'est trouvé exclu de sa patrie."

Le Pape a dit que Jérusalem "est aujourd'hui l'objet d'un différend qui paraît insoluble", mais exprimait l'espoir que cette ville "puisse constituer demain le centre de la réconciliation et de la paix". Il a ajouté: Je prie que Jérusalem, plutôt que d'être comme aujourd'hui l'objet de litiges et de divisions, puisse devenir le point de rencontre vers lequel Chrétiens, Juifs et Musulmans continueront à se tourner." 5/

A mon avis, pour factuels et brefs qu'aient été les propos du Pape lorsqu'il a dit que les Palestiniens avaient été exclus de leur patrie, cette déclaration est étonnante. Pour évidente que soit l'exclusion des Palestiniens, combien d'autres dirigeants en ont parlé en public d'une façon aussi directe?

3. La troisième occasion à laquelle le Pape a parlé du problème palestinien est plus récente. Le 7 janvier 1982, le Ministre des affaires étrangères israéliens Yitshak Shamir, se trouvant à Rome pour s'entretenir avec les autorités italiennes, a eu une entrevue avec le Pape et une discussion au sein de laquelle "la situation actuelle au Moyen-Orient et les négociations en cours pour régler le conflit ont été examinées." Le communiqué du Vatican a décrit les vues que le Pape a exprimées de la façon suivante:

"Sa Sainteté, après avoir pris note de l'application du Traité de paix entre Israël et l'Egypte, a déclaré qu'il était urgent d'intensifier les efforts déployés pour instaurer une paix équitable et stable dans l'intérêt de toutes les populations de la région, qui ont souffert et qui continuent de souffrir par suite d'un conflit qui dure depuis des décennies; il a insisté sur le fait qu'il fallait que le processus de négociations englobe toutes les parties intéressées mais repose sur une volonté réelle de paix en englobant toutes les questions non réglées et en tenant compte, entre-temps, des conventions internationales, le tout devant favoriser le dialogue et la négociation."

"Parmi ces questions, le problème des Palestiniens, aussi bien ceux qui vivent en Terre sainte que ceux qui sont réfugiés dans les pays voisins, revêt une question particulière. Un ferme engagement de rechercher une solution juste et équitable compte tenu également du problème que pose la sécurité de l'Etat d'Israël donnerait au

processus de paix un élan nouveau et déterminant. Un progrès majeur aura été réalisé lorsque les Palestiniens de la Rive occidentale et de la Bande de Gaza verront qu'ils peuvent jouir d'une situation sereine dans le plein respect de tous les droits."

Après avoir parlé du Liban, le communiqué du Vatican se poursuivait comme suit:

"le Saint-Père a confirmé la position bien connue du Saint-Siège relative à une solution juste et convenue de la question de Jérusalem et insisté sur le fait que la Ville sainte devait demeurer un croissant de paix et de rencontre pour les fidèles des trois religions - la chrétienté, le judaïsme et l'Islam - qu'ils la considèrent, qu'il y résident, qu'ils y aillent en pèlerinage ou simplement qu'ils la vénèrent, comme un centre sacré de l'histoire et la vie de leur propre religion". 6/

Aux fins qui nous intéressent, ces trois références spécifiques du Pape Jean Paul II aux Palestiniens sont extrêmement claires et concrètes. Je voudrais maintenant parler des antécédents de la personne qui a fait non seulement cette déclaration mais aussi d'autres déclarations sur des thèmes qui rencontrent un écho dans l'expérience palestinienne.

- II -

Karol Wojtila est né le 18 mai 1920 dans la petite (10 000 habitants) ville de Wadowice, à 30 kilomètres de Cracovie, où son père, militaire, était en garnison et où à l'âge de trois ans, il a perdu sa mère.

Installé à Cracovie en 1938, Karol est entré à l'Université jagellonienne (dont Lénine fréquentait la bibliothèque de 1912 à 1914, où il a suivi des études de philosophie et en particulier de philologie polonaise. La culture polonaise était florissante à l'université, et le jeune Karol en a ressenti l'influence. Il écrivait des poèmes et s'est associé à un groupe d'acteurs appelé le Théâtre de la Rhapsodie. Quarante ans plus tard, dans une allocution prononcée devant les jeunes polonais, il a dit:

"L'âme de la nation se refète dans la culture polonaise. C'est dans cette culture que vit l'histoire de la nation. Pour cette raison, cette même histoire peut avoir des exigences et confirmer des idéaux sans lesquels il est difficile de croire dans sa propre dignité et de s'éduquer soi-même.

Ces propos vous viennent d'un homme qui doit sa propre formation spirituelle, dès le début, à la culture polonaise, à sa littérature, à sa musique, à ses arts plastiques, à son théâtre, à l'histoire polonaise, aux traditions chrétiennes polonaises, aux écoles polonaises, aux universités polonaises." 7/

L'année suivante devait éclater la deuxième guerre mondiale en Pologne, avec l'invasion nazie. Dans le discours qu'il a prononcé en 1979 devant l'ONU le Pape a avoué: "J'ai encore à l'esprit l'image de la deuxième guerre

mondiale en Europe, qui a commencé il y a 40 ans, le 1er septembre 1939." L'occasion était dramatique: il avait entendu la messe à la cathédrale de Cracovie le matin même, lorsque les raids aériens sur la ville ont annoncé le déclenchement des hostilités. 8/ La Pologne était envahie de l'Est comme de l'Ouest. Le 17 septembre de la même année, l'armée russe a déferlé sur la Pologne; la Pologne devait perdre un vaste territoire, y compris les villes de Vilna et de Lwow, à sa frontière avec l'Union soviétique.

Deux mois après le commencement de la guerre et après l'occupation de Cracovie par les nazis, le 6 novembre 1939, 183 professeurs de son université, convoqués par les Allemands pour entendre un cours sur le rôle de l'éducation sous le nouveau régime allemand, ont été arrêtés et envoyés dans des camps de concentration. 9/

Les nazis ont annexé une partie de la Pologne et ont constitué, pendant le reste de l'occupation, ce qu'ils ont appelé le Gouvernement général. En juillet 1940, Hitler a déclaré que tout le gouvernement général faisait partie intégrante du Grand Reich.

Toutes les écoles secondaires ont été fermées pendant toute l'occupation. La plupart des enseignants de Cracovie sont alors passés dans la clandestinité. Karol, dont le père était mort en 1981, travailla d'abord dans une carrière puis à l'usine de produits chimiques Solvay, continuant de participer clandestinement au théâtre de la Rhapsodie, qui était alors devenu un genre de mouvement culturel de la résistance qui cherchait à maintenir en vie la culture polonaise.

En 1942, Karol est devenu séminariste, travaillant le jour, mais vivant et étudiant au séminaire secret, la résidence du Cardinal Adam Sapieha, Archevêque de Cracovie, symbole de la résistance (le Cardinal Hlond, Primat de Pologne, s'était enfui en France) et a entrepris une lutte dans laquelle 1 600 prêtres auraient été exécutés ou sont morts dans des pays de concentration. 10/

Le Cardinal, qui était lié à la conspiration nationale polonaise contre les nazis et à la résistance clandestine, était convaincu que, plus qu'une attaque directe contre l'ennemi, il importait de lever une nouvelle milice de prêtres pour la Pologne qui émergerait certainement du sang et des cendres. 11/

A Cracovie, de nazie, l'occupation devient soviétique. En août 1944, les troupes soviétiques ont commencé à pénétrer dans les régions qui constitueraient les régions orientales de la République populaire de Pologne. En janvier 1945, les forces militaires soviétiques contrôlaient Cracovie.

Après la fin des hostilités, la Pologne d'avant guerre fut, en gros, divisée également entre l'Allemagne et l'Union soviétique. Environ 175 000 kilomètres carrés de la Pologne d'avant guerre avec une population de 22 millions d'habitants, sont passés sous le contrôle nazi, et environ 180 000 kilomètres carrés, avec environ 13 millions d'habitants, sont passés sous le contrôle soviétique. 12/

Le 1er novembre 1946, Karol Wojtyla était ordonné prêtre; après son ordination, il a quitté la Pologne pour poursuivre ses études de doctorat à l'Université Angelicum de Rome de 1946 à 1948. A son retour, il a exercé dans des paroisses, puis a repris ses études, cette fois à l'Université catholique de Lublin, où il a fait sa thèse sur Max Scheler, philosophe catholique disciple de Husserl, le fondateur de la phénoménologie. Ses recherches sur Scheler ont eu de profondes répercussions sur sa pensée concernant la dignité de la personne humaine, comme en témoignent abondamment les déclarations qu'il a faites ensuite du trône pontifical. Ses études achevées, il a commencé à enseigner à l'Université en continuant d'écrire des poèmes.

Après la deuxième guerre mondiale, et en particulier pendant la période staliniste de 1951-1956, les rapports entre l'Eglise et l'Etat en Pologne ont parfois été très tendus. En 1953, la situation politique en Pologne s'est aggravée. Le Cardinal Wysinski a été assigné à résidence, comme huit autres évêques, prêtres et fidèles catholiques en prison. Cependant, avec la mort de Staline et avec l'accession au pouvoir de Gomulka en 1956, la situation s'est améliorée et les détenus ont été libérés. 13/

Pour compléter la liste des faits marquants de la vie au Père Wojtyla, il convient de mentionner qu'il est devenu évêque auxiliaire de Cracovie en 1958, archevêque en 1964, cardinal en 1967 et pape en 1978.

A son arrivée à Rome comme Pape, Karol Wojtyla était porteur de toute l'expérience de son peuple, de ses mille années d'histoire mais aussi des souffrances subies par ce peuple sous le harcèlement politique et militaire de voisins plus puissants. Il portait avec lui aussi sa propre expérience personnelle de Cracovie et les souffrances subies sous deux armées d'occupation. La Pologne a perdu dans la guerre plus de citoyens que tout autre pays d'Europe: un citoyen sur cinq, sans compter les millions de personnes envoyées dans les camps d'autres pays d'Europe pour y subir des tortures affreuses et l'incinération. Il n'y a pas de terme spécial, en polonais, pour l'holocauste spécifiquement juif. 14/ les Polonais, les juifs et les non-juifs ont souffert et sont morts ensemble, en nombre à peu près égal.

Je me suis étendu un peu sur les souffrances de la Pologne car leur importance est incontestable dans notre contexte. Quelques parallèles entre la Pologne et la Palestine sont remarquables. Un pape comme Jean Paul II peut facilement comprendre la lutte des Palestiniens, tandis qu'un Palestinien, s'il réfléchit sur les souffrances polonaises, ne peut qu'être frappé par de nombreuses comparaisons. La place manque malheureusement pour faire une longue comparaison entre les deux peuples.

Karol Wojtyla a apporté avec lui à Rome, en tant que Pape, sa formation intellectuelle, ce qui est important dans le cadre de notre sujet mais impossible à décrire ici. Le Professeur George Williams, de Harvard, dans son ouvrage intitulé "The Mind of John Paul II", a étudié les origines de sa pensée et de son action de façon très détaillée. Résumant sa pensée, le Professeur Williams souligne en premier lieu la conception que Karol Wojtyla a de la dignité de l'homme. 15/ C'est là un thème que le Pape mettra en relief à de nombreuses reprises de façon extrêmement explicite.

Ayant donné un bref aperçu de la vie de Karol Wojtyla, je voudrais parler maintenant de certains des thèmes dont il a parlé et qui trouvent un reflet dans la situation des Palestiniens.

1. L'Homme, sa dignité et les droits de l'homme

Le refus le plus nettement ressenti par les Palestiniens, qui sont dans bien des cas apatrides, est le refus de leur identité ou de leur dignité, le refus de leur valeur inhérente, refus cristallisé par l'affirmation: "Il n'y pas de Palestiniens".

Dans son discours à l'ONU, Jean Paul II a relevé l'importance de l'Homme et de la dignité humaine:

"Aujourd'hui, profitant de l'occasion solennelle qui m'est offerte de m'entretenir avec les représentants de toutes les nations du monde, je tiens par-dessus tout à saluer tous les hommes et toutes les femmes qui vivent sur cette planète. Je tiens à saluer chaque homme et chaque femme, sans aucune exception. Chaque être humain vivant sur la terre appartient à une société civile, à une nation, dont beaucoup sont représentées ici. Chacun d'entre vous, Mesdames et Messieurs, représente un Etat, un système et une structure politique déterminée, mais ce que vous représentez par-dessus tout, c'est des être humains; vous êtes tous des représentants d'hommes et de femmes, de pratiquement tous les peuples du monde, d'individus, de communautés et de peuples qui vivent l'étape actuelle de leur propre histoire et qui font également partie de l'histoire de l'humanité dans son ensemble, chacun étant investi de dignité en tant que personne humaine, ayant sa propre culture, son expérience et ses aspirations, ses tensions et ses souffrances, et ses buts légitimes. C'est ce rapport qui justifie toute activité politique soit nationale ou internationale, car en dernière analyse, cette activité vient de l'homme, est exercée par l'homme et est pour l'homme." 16/

Rappelant la visite qu'il avait effectuée en tant que Pape à Auschwitz, le camp de concentration nazi situé dans le ressort de son ancien archidiocèse de Cracovie, il en a parlé comme "débordant d'un mépris de l'homme et de ses droits fondamentaux". Il a poursuivi en disant:

"Vous me pardonnerez, Mesdames et Messieurs, d'évoquer ce souvenir. Mais je ne saurais pas dife à l'histoire de notre siècle, je serais malhonnête à l'égard de la noble cause de l'homme que nous voulons tous servir, si je restais silencieux alors que je viens du pays sur le corps duquel un jour a été construit Oswiecim. Ce que je veux, en évoquant ce souvenir, c'est surtout démontrer quelles sont les expériences et les souffrances douloureuses de millions de personnes qui ont donné naissance à la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui est l'inspiration fondamentale et la pierre angulaire

de l'Organisation des Nations Unies. Cette Déclaration a été payée par les souffrances et les sacrifices de millions de nos frères et soeurs, par les brutalités qui ont obscurci et asséché la conscience humaine de leurs oppresseurs et de ceux qui sont les auteurs d'un véritable génocide. Ce prix ne peut pas avoir été payé en vain."

17/

2. L'autodétermination

Un deuxième refus fondamental vivement ressenti par les Palestiniens est le refus de leur droit à l'autodétermination, qui s'exprime aujourd'hui par le terme méprisant "autonomie".

Dans l'allocution qu'il a faite le 16 janvier 1982, devant les diplomates accrédités du Saint-Siège, le Pape a parlé de la loi martiale en Pologne et de ses conséquences, à savoir "l'emprisonnement de milliers de citoyens, spécialement les intellectuels et les dirigeants des organisations libres de travailleurs, et des contraintes morales imposées aux citoyens."

Rappelant la contribution remarquable que les Polonais ont apportée dans leurs sacrifices et dans leur sang, particulièrement depuis la fin du XVIIIème siècle et depuis l'holocauste de six millions de citoyens pendant la dernière guerre, a poursuivi en disant:

"Appartenant à ce peuple fier et travailleur, j'ai profondément ressenti dans mon coeur les répercussions des vicissitudes récentes. Mais celles des autres pays me font souffrir tout autant. En effet, ce n'est pas seulement le fils de la Pologne qui souffre, mais aussi le heu visible de l'Eglise catholique, le dirigeant du Saint-Siège, à qui tous les peuples ... sont également chers. Il est impossible de rester silencieux lorsque les droits inviolables de l'homme et les droits non moins sacrés des différentes nations se trouvent mis en danger". 18/

Le Pape a alors poursuivi et a tiré une conclusion plus générale concernant l'autodétermination:

"La conviction se répand progressivement dans l'opinion publique que les peuples doivent pouvoir choisir librement l'organisation sociale à laquelle ils aspirent pour leurs propres pays et que cette Organisation doit être conforme à la justice, à la liberté, aux convictions religieuses et aux droits de l'homme en général. Il est généralement reconnu qu'aucun peuple ne doit être exploité par d'autres peuples comme un subordonné ou comme un instrument, au mépris de l'égalité qui est inscrite dans la conscience humaine et qui est reconnue par les normes du droit international.

Tout comme dans les rapports entre individus, nul ne peut disposer d'autrui comme d'un objet, dans la vie internationale, il faut dénoncer tout ce qui attaque la libre expression de la volonté des nations. Le fait qu'il existe des divisions en sphères d'hégémonie,

qui peuvent trouver leur origine dans des situations particulières et passagères, ne peut pas justifier leur persistance, surtout dans la mesure où elles limitent la souveraineté des autres. Chaque peuple doit pouvoir agir librement en ce qui concerne la libre détermination de son propre destin. L'Eglise ne peut qu'appuyer de telles convictions" 19/.

Parlant aux autorités civiles polonaises le 2 juin 1979, le Pape a relevé l'importance de l'autodétermination:

"Nous, Polonais, ressentons d'une façon particulièrement profonde le fait que la raison d'être de l'Etat est la souveraineté de la société, de la nation, de la patrie. C'est ce que nous avons appris pendant toute notre histoire, et particulièrement pendant les dures épreuves des siècles récents. Nous ne pourrions jamais oublier cette terrible leçon historique, la perte de l'indépendance polonaise de la fin du XVIIIème siècle au commencement du XXème. Cette expérience douloureuse et essentiellement négative est devenue, en quelque sorte, une nouvelle forge du patriotisme polonais. Pour nous, le mot 'patrie' a un sens aussi bien pour l'esprit que pour le coeur, ce que ne semblent pas savoir les autres pays d'Europe et du monde ..." 20/

3. La culture

Leurs droits ayant été violés, les Palestiniens, dans leur impuissance, ont trouvé une force et un soutien remarquable dans leur culture.

Dans un discours prononcé au Siège de l'UNESCO, à Paris, le 2 juin 1980, Jean Paul II a longuement parlé à la culture et de la nation. Il a dit:

"La nation est, en fait, la grande communauté d'hommes unis par des liens divers mais, par-dessus tout, précisément par la culture ... C'est cette communauté qui possède une histoire transcendant l'histoire de l'individu et de la famille ... Dans tout ce que je proclame actuellement ... mes propos reflètent une expérience particulière, un témoignage particulier en son genre. Je suis le fils d'une nation qui a vécu les plus grandes expériences de l'histoire, dont les voisins l'ont condamnée à mort plusieurs fois, mais qui a survécu et qui est restée elle-même. Elle a gardé son identité et elle a gardé, en dépit de partages et d'occupations étrangères sa souveraineté nationale, non pas grâce aux ressources de la force physique, mais exclusivement à sa culture. Cette culture s'est révélée, en l'occurrence, plus puissante que toutes les autres forces ... Il existe une souveraineté fondamentale de la société qui se manifeste par la culture de la nation. C'est la souveraineté par l'intermédiaire de laquelle, simultanément, l'homme est suprêmement souverain". 21/

4. La liberté et la sécurité

Le peuple palestinien a été cruellement spolié de ses droits par une violence institutionnelle et gouvernementale justifiée par des considérations de "sécurité", considérations qui ont souvent, de façon honteuse mais efficace,

réduit au silence les protestations à l'étranger.

Parlant à l'ONU, le Pape Jean Paul II a rappelé sa visite à Auschwitz et a dit que tout ce qui rappelle de telles expériences doit disparaître à jamais:

"tout ce qui représente le prolongement de ces expériences, sous des formes différentes, à savoir les différents types de tortures et de pression, qu'elles soient physiques ou morales et qu'elles soient exercées par un système quelconque et dans un pays quelconque. Ce phénomène est d'autant plus affligeant s'il se produit sous le prétexte de la 'sécurité' interne ou de la nécessité de préserver une paix apparente". 22/

Dans son discours devant les membres de l'Organisation des Etats américains à Washington, le 6 octobre 1979, le Pape a parlé de la Pologne et a dit ce qui suit:

"L'expérience douloureuse de l'histoire de mon propre pays, la Pologne, m'a prouvé à quel point la souveraineté nationale est importante lorsqu'elle est servie par un Etat digne de ce nom et libre dans ses décisions, à quel point elle est importante pour la protection non seulement des intérêts légitimes d'un peuple mais aussi de sa culture et de son âme." 23/

Se référant "aux traditions, difficultés et expériences historiques propres" aux membres de l'OEA, il a poursuivi en ces termes:

"Cependant, si de telles difficultés et expériences peuvent parfois exiger des mesures exceptionnelles et une certaine période de mûrissement en vue de nouveaux progrès dans le partage de responsabilités, elles ne justifient jamais, jamais, les attaques dirigées contre la dignité inviolable de la personne humaine ou contre les droits authentiques qui protègent cette dignité. Si certaines idéologies et certaines interprétations de préoccupation légitime concernant la sécurité nationale devaient conduire à subjuguer à l'Etat l'homme et ses droits et sa dignité, elles cesseraient par ce fait même d'être humaines et perdraient tout droit à invoquer la religion chrétienne. Au yeux de l'Eglise, il est un principe fondamental: l'organisation sociale est au service de l'homme et non vice-versa. Cela est vrai également des niveaux les plus élevés de la société, où le pouvoir de coercition est le plus fort et où les abus, lorsqu'ils se produisent, sont particulièrement graves. En outre, une sécurité à laquelle les populations se sentent désormais étrangères car elle ne les protège plus dans leur humanité même, est fallacieuse: devenant de plus en plus rigide, elle fait apparaître des symptômes de faiblesse de plus en plus grands et des perspectives d'une ruine de plus en plus proche." 24/

5. Les réfugiés

Le terme "Palestiniens" a été presque synonyme de "réfugiés".

Dans l'allocution qu'il a prononcée le 16 janvier 1982 devant les diplomates accrédités auprès du Saint-Siège, le Pape a parlé en termes énergiques et émouvants de ceux qui sont "exilés" hors des frontières de leur pays pour des raisons politiques. Il a dit:

"Cette mesure, essentiellement violente, est une tentative de se débarrasser de citoyens détestés ou auteurs de troubles, en les déracinant de leur pays natal et en les condamnant à une vie précaire et difficile dans laquelle ils sont souvent victimes de découragements et de difficultés par suite des problèmes inhérents à la recherche d'un nouvel emploi et à l'acclimation à un climat nouveau, même pour les membres de leurs familles. Nul ne peut méconnaître le fait que toute personne exilée incarne une violation sérieuse des normes de la vie en société qui est nettement contraire à la Déclaration universelle des droits de l'homme et à la vie internationale elle-même, et le fait que les conséquences d'une telle punition sont dramatiques pour l'individu, la société et l'ordre moral. L'homme ne doit pas être privé de son droit fondamental de vivre et de respirer dans le pays dans lequel il est né, où se trouvent les souvenirs les plus chers de sa famille, les tombes de ses ancêtres, la culture qui lui confère son identité spirituelle et qui le nourrit, les traditions qui lui donnent vitalité et bonheur ainsi que tous les rapports humains qui le soutiennent et le défendent.

Dans l'encyclique Laborem Exercens, parlant du phénomène de l'immigration due à l'absence de travail, j'ai dit que l'homme, s'il a le droit de quitter son pays d'origine, a également le droit d'y retourner (voir 23). J'ai mis en relief l'appauvrissement qui résulte de l'abandon du pays ... Pour l'exilé, cependant, il ne s'agit pas d'une question tenant à une situation d'urgence, d'une question provisoire, mais plutôt d'une exclusion véritablement forcée qui le touche dans ses affections les plus profondes et qui peut souvent correspondre à ce qu'on appelle la 'mort civile'. 25/

6. La violence

La violence est à mon avis l'un des grands dilemmes palestiniens. Pendant des années, lorsque la non-violence palestinienne a été remarquablement profonde, générale et, d'une façon générale, sans tache, le monde n'y a guère prêté attention, comme c'est généralement le cas lorsque cette tradition se maintient. Le peuple palestinien a été et continue d'être la victime de la violence.

Pour un pape dont la vie personnelle a été vécue sous l'occupation et dont tout le "troupeau" est exposé, dans bien des pays, à l'oppression et aux privations, la question de la violence revêt souvent une importance immédiate. A son arrivée en Irlande le 19 septembre 1979, le Pape a parlé à Drogheda, ville proche de la frontière de l'Irlande du Nord, de l'amer conflit à travers la frontière:

"Le christianisme ne nous ordonne pas de fermer les yeux devant les problèmes humains difficiles. Il ne nous permet pas de méconnaître et de refuser de voir les situations sociales internationales injustes. Ce que le christianisme interdit, c'est de rechercher des solutions à ces situations par la haine, par l'assassinat de gens sans défense, par le terrorisme. Je voudrais aller plus loin: le christianisme comprend et reconnaît la noble et juste lutte menée pour la justice; toutefois, le christianisme est nettement opposé à la haine, à la violence, à la promotion de la violence ou à la lutte simplement motivée par le désir de lutter. Le commandement 'tu ne tueras point' doit lier la conscience de l'humanité si l'on ne veut pas répéter la tragédie terrible et suivre le sort de Caïn.

Nous devons, surtout, voir clairement où résident les causes de cette lutte dramatique. Nous devons appeler par leur nom les systèmes et les idéologies qui sont responsables de cette lutte. Nous devons également réfléchir sur le point de savoir si l'idéologie de la subversion sert la cause de votre peuple, le bien de l'homme. Est-il possible d'ériger le bien d'individus et de peuples sur la haine et sur la guerre? N'est-il pas nécessaire de rechercher différemment des solutions à nos problèmes? La lutte fratricide ne rend-elle pas plus urgente pour nous la tâche qui consiste à rechercher des solutions pacifiques de toutes nos forces? ..." 26/

- IV -

Résumé

Depuis 85 ans, c'est-à-dire depuis que Herzl a invité les juifs d'Europe à constituer un Etat juif, avec une majorité de citoyens juifs sur la terre de Palestine, une Palestine dont les habitants arabes, alors en majorité écrasante, étaient unanimement opposés à l'appel de Herzl, le peuple palestinien a dû, pour soutenir indéfectiblement la justice de sa cause, continuer à insister sur ses droits de l'homme qui ont été violés par cet appel et dans la façon dont il a été appliqué.

La même chose est vraie aujourd'hui. D'où l'importance, pour des Palestiniens et pour tous ceux qui se soucient de leurs droits, qu'il y a à appuyer leurs revendications morales.

D'où la valeur continue des personnes, des institutions et dirigeants qui se préoccupent des revendications morales.

D'où la contribution d'un dirigeant moral qui, outre qu'il a de profondes convictions intellectuelles et religieuses concernant les droits de l'homme, trouve dans sa propre mémoire et dans la mémoire de son peuple l'expérience d'une violation continue, violente et générale des droits de l'homme.

Ce dirigeant est le Pape Jean Paul II. Ses quelques déclarations brèves et explicites, sur le problème palestinien, et ses nombreuses

déclarations sur les thèmes qui ont une profonde affinité avec l'expérience du peuple palestinien, accordent à la question un soutien moral et personnel dynamique qui revêt une importance toute particulière.

NOTES

1. Pèlerin de la paix, No 16, p. 25.
2. Hollenbach, p. 28.
3. Hollenbach, spécialement chapitre 2; O'Brien and Shannon, p. 11-43. Le Pape Jean Paul II aux diplomates, 16 janvier 1982, Origins 11, 35 (11 février 1982) No 10, p. 563.
4. Pèlerin de la paix, No 10, p. 21-22
5. NC News, Catholic Free Press, Worcester, 10 octobre 1980, p. 2 Pour la réaction israélienne, voir Robin Wright.
6. Origins, 11, 33 (28 janvier 1982), p. 531.
7. 3 juin 1979. The Person, the Nation and the State, No 14, p. 23
8. Williams, p. 62.
9. Ibid.
10. Wytwycky, p. 51.
11. Williams, p. 81
12. Wytwycky, p. 39
13. Hebblethwaite, p. 165
14. Williams, p. 400. Pour des détails sur les Polonais qui sont morts, voir Wytwycky, p. 39-52. Six millions de Polonais sont morts, moitié juifs, moitié chrétiens; sur ces 6 millions, 600 000 ont trouvé la mort comme suite directe des hostilités, c'est-à-dire en tant que combattants des forces armées polonaises ou dans la résistance armée pendant l'occupation. Le reste a été victime de l'holocauste, p. 51.
15. Williams, p. 264-279
16. Pèlerin de la Paix, No 6, p. 18
17. Ibid., No 9, p. 20
18. Origins, 11, 33 (28 janvier 1982), p. 561.
19. Ibid., p. 562
20. The Person, the Nation and the State, No 18, p. 27.
21. Catholic Mind, LXXXIX, 1351 (mars 1981), No 14, p. 58

22. Pèlerin de la paix, No 8, p. 20
23. Ibid., No 3, p. 143
24. Ibid., No 4, p. 143-4
25. Origins, 11, 33 (28 janvier 1982), p. 562
26. Catholic Mind, LXXVIII, 1340 (février 1980), p. 59.

BIBLIOGRAPHIE

- Hebblethwaite, Peter, The Year of the Three Popes. Cleveland, New York: Collins, 1979.
- Hollenbach, S.J., David, Claims in Conflict: Retrieving and Renewing the Catholic Human Rights Tradition. New York: Paulist Press, 1979.
- Jean Paul II, "Address at Drogheba", Catholic Mind Vol. LXXVIII, No 1340 (février 1980), pp. 56-64.
-
- Pilgrim of Peace: Homilies and Addresses of Pope John Paul II in the United States, October 1979. Washington, D.C.: Publications Office, U.S. Catholic Conference. n.d.
-
- "Address to UNESCO", Catholic Mind Vol. LXXIX, No 1351 (mars 1981), pp. 50-64.
-
- Malinski, Mieczyslaw, Pope John Paul II: The Life of Karol Wojtyla. New York: Seabury Press, 1979.
- Murphy, William (ed.), The Person, the Nation and the State: Texts of John Paul II (October 1978 - January 1980). Vatican City: Pontifical Commission "Iustitia et Pax", 1980.
- O'Brien, David J. and Thomas A. Shannon, Renewing the Earth: Catholic Documents on peace, Justice and Liberation. Garden City, N.Y.: Image Books, Doubleday, 1977.
- Ryan, S. J., Joseph L., "Jerusalem in Roman Catholic Perspectives", in Jerusalem Key to Peace in the Middle East, O. Kelly Ingram (ed.). Durham, N.C., Triangle Friends of the Middle East, 1978. pp. 25-38.
-
- "The Catholic Faith and the Problem of Israel and Jerusalem", in Jerusalem: the Key to World Peace. Londres: Islamic Council of Europe, 1980, pp. 40-75.
- Stevens, Richard P., "The Vatican, the Catholic Church and Jerusalem", Journal of Palestine Studies, Vol. X, No 3 (printemps 1981), pp. 100-10.
- Williams, George H., The Mind of John Paul II: Origins of his thought and action. New York: Seabury Press, 1981.
- Wright, Robin, "Strange Bedfellows: The Pope and the PLO", Washington Post, 24 janvier 1982.
- Wytwycky, Bohan, The Other Holocaust, Washington: Novak Report, 1980.

LES DROITS FONDAMENTAUX DU PEUPLE PALESTINIEN

Heath Macquarrie

Que le peuple palestinien possède des droits inaliénables, cela est indéniable. Que l'exercice de ces droits leur soit actuellement dénié c'est, hélas, une vérité cruelle et tragique de l'époque contemporaine. Réparer ce tort est la responsabilité de ceux qui, en grande partie en ont été la cause, et cela aussi devrait être évident.

D'autres ont certes endossé une part de culpabilité de temps à autre, mais les nations et les peuples occidentaux, par leur diplomatie, leurs décisions et, parfois, leur mauvaise foi ont créé le problème palestinien. Le Canada, bien qu'il n'ait pas joué un rôle de premier plan dans ces agissements, pour ne pas dire cette ignominie, y a tout de même participé dans une certaine mesure. On assiste actuellement à une lente prise de conscience quant à sa part de responsabilité dans la situation actuelle, dont on reconnaît de plus en plus l'injustice et l'iniquité.

Si l'on considère la situation actuelle du peuple palestinien et la configuration du pouvoir et de la conduite des affaires politiques dans le monde en 1982, il semble clair que la capacité de redresser la situation et de faire justice appartient aux grands pays occidentaux, principalement les Etats-Unis d'Amérique. On pourrait même dire que c'est exclusivement ce pays qui en a le pouvoir.

S'il est particulièrement encourageant de prendre acte de l'appui remarquable apporté à la cause palestinienne par la grande majorité des membres de l'Organisation des Nations Unies - et le rôle de premier plan joué par les Etats non alignés à cet égard ne saurait être trop loué - l'adoption de résolutions dans ce bâtiment ou lors de réunions de l'ONU tenues ailleurs n'a pas suffi et ne suffira pas pour réparer des torts ou rétablir des droits. Si nous renonçons à la rhétorique pour adopter un point de vue réaliste. Il nous faudra admettre que l'appel aux armes n'est qu'un slogan et non une solution. Dans un monde armé jusqu'aux dents et doté d'effroyables armes de destruction massive, je suis un homme de paix pour des raisons d'ordre moral. Mais, en faisant simplement appel au sens commun, peut-on sérieusement postuler la destruction militaire effective d'Israël, qui possède une armée extrêmement efficace et jouit de l'appui considérable d'une superpuissance avec laquelle il entretient des relations d'amitié particulièrement étroites?

Il peut sembler futile de conseiller la patience et la modération à un peuple qui a souffert aussi longtemps, aussi cruellement et aussi injustement que le peuple palestinien mais, en ce qui concerne, c'est la seule voie que je souhaite ou que je puisse recommander. Il serait très facile de discourir l'éventualité de triomphes fulgurants pour demain et d'une vengeance totale pour le surlendemain, mais ces proclamations seraient dépourvues du réalisme le plus élémentaire.

Le fait que l'on ne puisse trouver de solutions immédiates et faciles ne signifie pas qu'il y a lieu d'être pessimiste. Ceux qui croient dans

les droits inaliénables du peuple palestinien peuvent appeler l'attention sur des progrès importants accomplis ces dernières années. On a assisté à une prise de conscience beaucoup plus aiguë quant à la manière dont sont perçus les objectifs des Israéliens. Dans le monde occidental, nous avons fait beaucoup de chemin depuis le temps où l'on approuvait et appuyait systématiquement toute action entreprise par cette entité souvent qualifiée de "brave petit pays". Cette prise de conscience est imputable en grande partie à l'intransigeance hautaine des Israéliens, mais on a pu également constater une sympathie accrue quant au sort et à la situation des Palestiniens.

A l'Organisation des Nations Unies, des progrès considérables ont été effectués. L'accueil réservé au Président Arafat, l'octroi du statut d'observateur à l'OLP, la diffusion utile d'informations dans le cadre de séminaires tels que celui-ci, sont d'importantes contributions à la cause de la vérité et de la justice.

On ne peut que se réjouir de voir grandir le nombre des pays qui reconnaissent l'OLP. L'évolution de l'attitude de l'Europe occidentale, telle qu'elle s'est manifestée à la réunion de Venise revêt une grande importance. Dans quelle mesure ce progrès a été contrecarré par la visite récente du Président Mitterand en Israël, on ne peut encore le savoir.

Si nous pensons, et je crois que nous le devons, que l'affaire palestinienne et la cause palestinienne doivent être appuyées dans les pays occidentaux, le rôle du Canada est particulièrement important. Il serait facile de déclarer de façon superficielle que la position internationale du Canada est la réplique de celle des Etats-Unis. Depuis longtemps, nous votons pour Israël à l'étranger et, chez nous, nous avons droit à la propagande. Il existe un lobby sioniste extrêmement puissant et efficace, les moyens d'information ne sont pas objectifs (beaucoup plus toutefois qu'aux Etats-Unis) et, d'une manière générale, on constate une certaine passivité chez les Canadiens d'origine arabe.

Cependant, si le Canada et les Etats-Unis votent souvent de la même façon à l'ONU sur les questions se rapportant au Moyen-Orient, de même que sur d'autres questions, nous ne sommes pas des copies conformes. Nous n'avons pas hésité, dans certains cas, à prendre une position différente de celle de notre allié le plus puissant et de notre ami le plus proche. Je pense ne pas me montrer chauvin en citant deux exemples où la position canadienne a été beaucoup plus réaliste que celle des Etats-Unis. En 1962, nous avons refusé de rompre nos relations diplomatiques et commerciales avec Cuba. Plus tard, nous avons accordé la reconnaissance diplomatique à la République populaire de Chine et appuyé son admission à l'Organisation des Nations Unies.

Ce que je vais dire peut paraître exagéré et on pourra me qualifier de visionnaire, mais je pense qu'il est tout à fait possible que, s'agissant du Moyen-Orient, le Canada montre également la voie à suivre. Il serait par conséquent intéressant de passer en revue les points essentiels de la politique étrangère canadienne concernant le Moyen-Orient.

D'une manière générale, cette politique a été le produit de notre mauvaise volonté, de notre négligence, de notre dépendance excessive à l'égard

d'une grande puissance, de l'importance insuffisante accordée aux réalités économiques et de la position presque invariablement pro-israélienne que nous avons adoptée.

Il n'est guère surprenant que les Canadiens ne se soient pas sentis très responsables des événements de Palestine avant le milieu des années 40. Si Neville Chamberlain pouvait en 1938, parlant de la Tchécoslovaquie, la qualifier de petit pays lointain et peu connu, on pouvait difficilement s'attendre à ce que les dirigeants politiques canadiens considèrent le Moyen-Orient comme un domaine devant susciter leur préoccupation. Certains Canadiens étaient des sionistes convaincus; parmi les dirigeants chrétiens se trouvaient des personnes qui portaient un intérêt sentimental à la Terre Sainte, mais la plupart des citoyens, comme leurs dirigeants, trouvaient satisfaisant de laisser cette question entre les mains des Britanniques. Mackenzie King, lorsque les événements l'ont obligé à porter l'attention sur cette région, représentait ce que nous pourrions considérer comme un consensus national lorsqu'il s'est efforcé de tenir le Canada à l'écart, dans toute la mesure du possible, et a recommandé d'une manière générale que soient fermement appuyées les positions et les stratégies britanniques. Bien que la Grande-Bretagne qui a produit et appliqué la Déclaration de Balfour et a trahi les Arabes à d'autres occasions, doive prendre une large part du blâme en ce qui concerne les crises du Moyen-Orient, elle s'est montrée, d'une façon générale, sensible au potentiel de la bonne volonté arabe et des ressources arabes. Les Américains, leurs héritiers en tant que suzerains dans la région, ont appris cette leçon lentement et imparfaitement.

MacKenzie King, au début et au milieu des années 40, a de nouveau montré son habileté à devancer l'opinion publique canadienne. Lorsque les Juifs et les Arabes se sont affrontés en Palestine, les Canadiens étaient pargagés. Ils avaient énormément compati aux souffrances des Juifs en Europe et appréciaient vivement leur contribution militaire à la cause alliée. Cependant, même les Canadiens les plus engagés étaient choqués par les excès terroristes des groupes Irgun et Stern. Un sondage d'opinion dont les résultats ont été publiés le 9 février 1948 a révélé que la population n'avait pas d'idées très arrêtées et ne s'était pas ralliée franchement à l'une ou l'autre cause. Cinquante-huit pour cent des personnes interrogées n'avaient pas d'opinion, 19 p. 100 étaient pour les Juifs et 23 p. 100 pour les Arabes. Dans une telle situation, les politiciens et les diplomates disposaient d'une marge de manoeuvre et d'action considérable.

Les Canadiens ont joué un rôle non négligeable pendant la période importante du retrait progressif de la Grande-Bretagne, jusqu'alors responsable de la région de Palestine (où des problèmes se posaient depuis déjà longtemps), et des efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies en vue de la création de l'Etat d'Israël. Malgré le rôle de premier plan joué par les Canadiens, il est toutefois évident que la principale raison qui les poussait à intervenir était d'atténuer les tensions entre grandes puissances: Etats-Unis et Grande-Bretagne, puis Etats-Unis et Union soviétique. M. Pearson était conscient du rôle qui incombait au Canada à cet égard et s'en est acquitté avec compétence et finesse.

Un juge canadien, M. Ivan Rand, faisait parti de la commission spéciale des Nations Unies pour la Palestine dont il était, selon des spécialistes de la question pro-sionistes, l'un des membres les plus importants.

A l'issue des délibérations de la Commission spéciale, lorsque l'idée d'un partage a été examinée et que ces cartes ont été établies, c'est Rand qui a convaincu les autres membres de la Commission d'accorder aux Juifs l'autonomie dans un territoire contenant des terres d'une superficie suffisante. L'influence de Rand sur les délibérations de la Commission a joué un rôle considérable.

Rand n'avait pas reçu d'instructions de son gouvernement, mais Pearson en avait certainement reçu. L'un et l'autre se sont vu décerner des louanges par l'agence juive.

Dans State in the Making, Davis Horowitz écrivait ce qui suit:

"En temps opportun, les délégués (canadiens) ont commencé à jouer dans nos affaires un rôle qui m'a rappelé celui de leur compatriote Ivan Rand à la Commission spéciale des Nations Unies pour la Palestine. Lester Pearson, force dynamique et éclairé ... Son adhésion au clan favorable au partage a été une étape décisive. Son influence, en tant que l'une des plus éminentes personnalités à l'Organisation des Nations Unies, était considérable. On peut dire que le Canada, plus que tout autre pays, a joué un rôle décisif à tous les stades des discussions de l'ONU concernant la Palestine. Les activités de Lester Pearson et de ses compatriotes à Lake Success ont été l'aboutissement mérité des efforts déployés par Ivan Rand, de sa propre initiative, à la Commission spéciale des Nations Unies pour la Palestine."

On persistait néanmoins à ménager les sympathies britanniques (Mackenzie King était à pied d'oeuvre jusqu'en 1948), ce que révèle en partie le temps que nous avons pris à reconnaître le nouvel Etat d'Israël, mais l'alignement sur Washington était déjà bien en place.

Le rôle joué par le Canada aux premiers jours de l'Organisation des Nations Unies a démontré que nous étions pour cet organisme un membre beaucoup plus précieux que pour son prédécesseur malheureux, la Société des Nations. L'Organisation des Nations Unies jouissait d'un appui considérable auprès du public et l'on considérait qu'être un Membre utile de l'Organisation était un objectif sérieux et important pour le Canada. L'Organisation des Nations Unies était si populaire à cette époque que rares étaient ceux qui relevaient que l'Organisation mondiale n'avait pas réussi à résoudre de façon très satisfaisante la crise de Palestine, n'avait pas fait preuve de la justice la plus élémentaire face aux revendications et aux droits des Palestiniens et n'avait certainement pas créé une atmosphère pacifique dans la région.

L'occasion suivante, pour le Canada, de jouer un rôle de premier plan dans les affaires du Moyen-Orient s'est produite en 1956, ce qui s'est traduit par une importance accrue accordée au rôle des forces de maintien de la paix, par un nouveau déclin du prestige international de la Grande-Bretagne et de la France, et par un prix Nobel pour Lester Pearson. Je ne

pense pas manquer de respect et de considération à l'égard de M. Pearson en pensant toutefois qu'il était mû davantage par le souci d'assurer la viabilité de l'Organisation des Nations Unies, l'harmonie de l'alliance occidentale et la continuité du Commonwealth que par une anxiété profonde concernant le Moyen-Orient.

Un professeur canadien particulièrement perspicace, M. Tareq Ismael, a écrit à propos de la crise de Suez et des invasions israélienne, britannique et française:

"L'objectif du Gouvernement canadien est resté assez constant, une fois apprises les invasions, mais c'est la gravité des différends au sein de l'Alliance occidentale et du Commonwealth qu'il considérait comme l'aspect le plus préoccupant. L'objectif de M. Pearson était de rapprocher à nouveau l'OTAN et les membres du Commonwealth au sein de l'Alliance atlantique et de rétablir la paix dans la région à des conditions acceptables pour tous. Dès le début, la préférence du Canada pour une action multilatérale et une solution pratique qui fournirait le moyen de la mener à bien était évidente."

Tareq Ismael évoque cette observation de M. Pearson à John Foster Dulles (31 octobre 1956):

"Nous voulons aider la Grande-Bretagne et la France. Je voudrais qu'elles puissent se retirer en perdant la face aussi peu que possible et faire en sorte qu'elles soient réalignées sur les Etats-Unis."

Il convient de rappeler qu'à cette époque lointaine, certains politiciens et journalistes canadiens ont critiqué Pearson et le gouvernement d'alors pour avoir "lâché" la Grande-Bretagne et la France!

A la Chambre des Communes, Howard Green a accusé le gouvernement d'avoir fait du Canada le valet des Etats-Unis d'Amérique et d'avoir déserté nos deux "mères patries". Déplorant une situation dans laquelle le Canada semblait être un meilleur ami pour Nasser que pour la Grande-Bretagne et la France, il a déclaré que cette période était la plus regrettable de l'histoire du Canada et qu'il était grand'temps que le Canada ait un gouvernement qui ne poignarderait pas ses meilleurs amis dans le dos.

Ce déchaînement politique a été en partie déclenché par une observation du Premier Ministre Saint-Laurent, généralement posé et courtois, qui avait publiquement exprimé l'opinion que pour les "surhommes de l'Europe" l'heure de diriger le monde était passée. Comme on le voit, 25 ans c'est bien loin!

Dans l'ensemble, le rôle joué par le Canada en 1956 a été utile pour maintenir la paix. Nous avons apporté une importante contribution à la force d'urgence des Nations Unies, tant sur le plan de sa conception que sur celui de sa composition. Un grand soldat canadien, le général E.L.M. Burns, a dirigé le Groupe de supervision de l'armistice de l'ONU et est ultérieurement devenu le commandant de la FUNU. Nous avons toujours versé d'importantes contributions à l'UNRWA, dont le premier Directeur général, le général Kennedy, était canadien.

Concernant la plupart des aspects de la situation au Moyen-Orient entre 1948 et 1967, l'attitude des Canadiens n'était pas particulièrement engagée. Ceux qui avaient une opinion étaient, à une écrasante majorité, en faveur d'Israël. Avec les Arabes, nous avons généralement des contacts aussi rares que lointains. Nous avons toutefois ouvert une ambassade à Beyrouth, et plus tard au Caire en 1955, mais la vaste région du Moyen-Orient arabe était généralement, même à une époque de communications instantanées et de transports rapides, pratiquement terra incognita.

La guerre de 1967 a placé le Canada dans une position beaucoup plus inconfortable. Dans les milieux officiels et officieux, on exprimait quelque surprise que nous soyons considérés comme bien loin d'être impartiaux dans le conflit entre les Arabes et les Israéliens.

En fait, les relations entre le Canada et l'Egypte étaient si tendues que notre contingent de la FUNU a été le premier à être invité à partir.

L'un des principaux journalistes canadiens, Charles Lynch de Southam Press, a fait des observations intéressantes concernant ce qu'il décrivait comme une crise de croissance du Canada face à cette guerre:

"Le Premier Ministre (Pearson) a admis ressentir un certain sentiment de désespoir face à la guerre du Moyen-Orient. L'une des choses qu'il s'efforce de faire est de freiner la tendance du Canada à adopter une position anti-arabe.

Pendant des semaines, les Arabes n'ont cessé de reprocher au Canada d'avoir depuis longtemps renoncé à la neutralité dans le différend du Moyen-Orient et a pris parti pour Israël ...

La difficulté, pour tenter de revenir à une position de neutralité, est que pendant les dix années écoulées depuis la crise de Suez, peu de progrès ont été accomplis au Canada pour mieux comprendre la position arabe, alors que la position israélienne a bénéficié d'une promotion vigoureuse à l'aide d'un appareil de propagande efficace, fermement établi aussi bien au Canada qu'aux Etats-Unis ...

Le problème qui se pose à nos dirigeants est de ne pas perdre de vue les aspects positifs de la position arabe, alors que les Arabes ont déjà cessé de compter sur le Canada qu'ils considéraient comme ayant pris parti pour Israël."

A Ottawa, on a abondamment et frénétiquement accusé Nasser. On a reproché au Secrétaire général de l'ONU, U Thant, et à l'Organisation elle-même de s'être inclinés devant une décision égyptienne que le groupe des Nations Unies avait retirée. Il est intéressant de noter que, face à ces expressions de colère de l'Egypte, rares ont été ceux qui se sont souvenus qu'en 1956, si l'Egypte avait accepté une présence de l'Organisation des Nations Unies, Israël avait refusé l'accès à son territoire d'un contingent de l'ONU.

Alors qu'en 1956, le Canada avait été considéré comme ayant adopté une attitude hostile à l'égard de ces piliers de la respectabilité internationale occidentale que sont la Grande-Bretagne et la France, un rôle tout à fait différent nous a été dévolu en 1967. Nasser, qui n'était pas précisément connu pour sa modération oratoire sur la scène internationale, a déclaré que le Canada s'était joint à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis pour essayer de se servir de la FUNU comme d'un instrument pour l'exécution de plans impérialistes. Pour Al Ahram, le Canada était "un laquais des puissances occidentales qui s'efforçaient de coloniser le monde arabe avec l'aide d'Israël"

L'évaluation égyptienne du rôle et des objectifs du Canada était plus rhétorique que précise. L'engagement du Canada à la cause de l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies est l'une de nos motivations internationales les plus fortes. Le rôle joué par le Canada lors de la crise de Suez et à propos de la FUNU a été pour nous un moment de fierté et de réussite sur la scène internationale. En 1967, nous avons été consternés par l'échec de la paix ou du cessez-le-feu bien fragile qui était intervenu sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Les Canadiens étaient désolés de constater que leur rôle à la FUNU semblait avoir brusquement pris fin.

Si j'ose m'aventurer dans le labyrinthe mystérieux de la psychologie, je pense que le sens de la vertu non récompensée peut être un sentiment très profond et peut-être est-ce ce sentiment que nous éprouvions en 1967.

Il existe souvent une étrange dichotomie dans la perception qu'ont les Canadiens du rôle de leur nation sur la scène internationale. L'approche équilibrée, objective et parfois neutre est considérée par certains comme la position appropriée. En revanche, nous sommes membres fondateurs de l'OTAN et, par ailleurs, avons pris un engagement profond à l'égard de l'une des grandes alliances qui marque les différenciations liées à la guerre froide.

La crise de 1967 a bouleversé de nombreux Canadiens qui pensaient que le monde entier les aimait.

S'agissant des questions se rapportant au Moyen-Orient, nous espérions, comme d'habitude, être considérés comme ni pro-Israël ni pro-arabes. Nous continuions à nous abstenir à l'Organisation des Nations, au moment du vote. Toutefois, tout observateur perspicace à l'échelle nationale ne nous aurait certainement pas considérés comme ayant un comportement juste ou objectif. Dans la presse et au parlement, lorsque la question était évoquée, c'était toujours de façon claire et souvent flagrante, dans des termes favorables à Israël, ce "brave petit pays", "champion de la démocratie au Moyen-Orient" ou "Etat progressiste". Ces expressions plaisaient aux Canadiens. De nombreux citoyens fournissaient une aide pour le développement économique d'Israël en versant d'importantes contributions, et des groupes de pression extrêmement bien organisés s'activaient là où il le fallait. La législation tout à fait particulière d'Israël en matière de citoyenneté ne perturbait pas notre gouvernement. Certains Canadiens pouvaient suivre la procédure très aisée consistant à acquérir et accepter la citoyenneté israélienne sans porter atteinte de quelque façon que ce soit à leur qualité de citoyens canadiens. De nombreux groupes de Canadiens se sont rendus en Israël, encouragés par des organisations religieuses ou par des associations de Canadiens nettement et fermement partisans de la cause israélienne.

Lors de la crise de 1967, le Canada était membre du Conseil de sécurité et, à des périodes critiques, son représentant en assurait la présidence.

Toutefois, l'influence de nos déclarations et de nos actes a été beaucoup moins forte ou importante qu'en 1956. Le 23 juin 1967, le Secrétaire d'Etat aux affaires extérieures, M. Paul Martin, s'est adressé à la session extraordinaire de l'Assemblée générale et a rappelé certaines des contributions du Canada en faveur de ce qu'il qualifiait d'efforts vers la médiation en Palestine. Après avoir récapitulé ce que le Canada avait fait à la Commission spéciale des Nations Unies pour la Palestine, au Conseil de sécurité en 1948-1949, à l'UNRWA, à l'ONUST et sous la direction de M. Pearson en 1956, puis à la FUNU, M. Martin a poursuivi en exprimant ce que l'on pourrait considérer comme les réserves modestes qui sont caractéristiques du Canada:

"Je ne prétends pas que, ce faisant, mon pays ait acquis une perspicacité particulière quant au problème de la Palestine ou qu'ils soit particulièrement qualifié pour le résoudre. Ces faits aident toutefois à expliquer pourquoi le peuple et le Gouvernement canadiens ont suivi les événements récents avec angoisse. Nous n'avons pas d'intérêts importants à promouvoir. Nous n'avons pas d'autres prétentions que celles issues d'une aspiration profonde et légitime à la paix et à la justice au Moyen-Orient, et même dans le monde entier, dans le souci de la réputation de l'Organisation des Nations Unies, puisque notre qualité de Membre de l'Organisation a été la principale raison qui nous a menés à nous occuper de ces problèmes."

S'efforçant sans aucun doute de démontrer l'impartialité du Canada, M. Martin a ajouté:

En 1948-49 et en 1956-57, la délégation canadienne à l'Assemblée a souligné que la paix et la sécurité au Moyen-Orient dépendaient essentiellement de la reconnaissance de deux faits. Le premier était que le nouvel Etat d'Israël était né et que, en partie au moins, il devait son existence, en tant que membre de la communauté internationale, à une recommandation de la présente Assemblée, recommandation qui a été approuvée par les deux tiers de ses Membres; le second fait était l'obligation de l'Etat d'Israël - et je reprends les termes utilisés par le représentant du Canada le 22 novembre 1948 - de "s'imposer des limites quant à ses revendications." M. Pearson, alors Secrétaire aux affaires extérieures et actuellement Premier Ministre du Canada, a déclaré à cette tribune il y a dix ans:

"Nous ne pouvons que reconnaître que si Israël a le droit de vivre dans la prospérité, sans craindre d'être étouffé par ses voisins, les Etats arabes ont eux aussi le droit d'avoir la certitude qu'Israël ne tentera pas d'agrandir son territoire à leurs dépens". (660ème séance, par. 46).

M. Martin, pour concorder cette déclaration intéressante, quoique peu laconique, a présenté quelques suggestions en vue de la solution de la crise au Moyen-Orient:

"En premier lieu, il faut que soit respectée l'intégrité territoriale des nations de la région et que des dispositions soient prises en vue de la sécurité et de la supervision internationale des frontières. En second lieu, il faut assurer le droit de passage innocent de toutes les nations dans les eaux internationales. Troisièmement, il faut que soit résolu rapidement et équitablement le problème des réfugiés. Quatrièmement, il faut reconnaître la préoccupation que suscite à l'échelle internationale la sauvegarde des intérêts particuliers d'ordre spirituel et religieux à Jérusalem - chrétiens, juifs et musulmans - éventuellement en confiant à l'Organisation des Nations Unies la responsabilité d'assurer un contrôle international pour la protection de ces intérêts; il ne faudrait pas non plus prendre de décision précipitée qui pourrait leur porter préjudice".

En 1967, il a accompli un pas qui, s'il n'a pas été productif, était néanmoins important pour promouvoir la reconnaissance des droits du peuple palestinien:

"Un pas essentiel vers la réalisation d'une paix et d'une stabilité durables au Moyen-Orient est de faire en sorte que les réfugiés palestiniens soient traités justement. Ils ont trop longtemps été les perdants dans le tragique conflit d'intérêts qui sévit dans la région. Le problème est toutefois d'une telle ampleur que seule une combinaison de méthodes peut amener une solution. Il serait illusoire, je crois, de continuer de penser que le problème des réfugiés sera résolu simplement sur la base de leur retour en Israël. De même, on ne peut s'attendre que les Etats arabes se chargent à eux seuls de réinstaller et d'intégrer dans ces pays arabes les réfugiés qui pourraient faire un tel choix. Un effort international dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, en vue du développement économique régional du Moyen-Orient et prévoyant la réinstallation des réfugiés, est une condition essentielle et les Membres de l'Organisation des Nations Unies ont l'obligation de l'envisager.

Mon pays est disposé à jouer son rôle dans un tel effort international, comme le Premier Ministre du Canada l'a déjà indiqué dans notre pays, à la Chambre des communes."

C'est à l'occasion de la guerre de 1973 que le Canada, de même que l'ensemble du monde industrialisé, a pris conscience avec angoisse d'un élément nouveau de la situation au Moyen-Orient, à savoir le rang élevé de priorité que revêtait le pétrole et l'importance considérable de la politique pétrolière. Le Canada, sorti depuis peu de temps, et plutôt rudement, de sa confiance somnolente en ce qui concerne ses propres ressources, s'est retrouvé dans une incertitude douloureuse quant à la position à prendre concernant l'embargo sur le pétrole. Il faudrait être bien présomptueux pour prétendre que nous ayons jamais su dans quelle catégorie nous devons nous ranger. Il est toutefois indéniable que cette crise du pétrole a élargi nos horizons en ce qui concerne nos intérêts dans le monde arabe. Les hommes d'affaires canadiens, tout comme les ministres au gouvernement, ont considéré d'un oeil nouveau le potentiel économique immense qu'offrait l'existence de contacts plus étroits avec les millions d'habitants du monde arabe dans toute son étendue. Des missions commerciales ont été envoyées, des accords de prêts

et des accords en vue d'une aide au développement ont été conclus.

Cependant, l'embargo de 1973 sur le pétrole était loin d'être la dernière crise du Moyen-Orient à perturber la diplomatie canadienne. Le Gouvernement canadien avait demandé que la Conférence des Nations Unies sur la prévention du crime ait lieu à Toronto, mais avant la date désignée (septembre 1975), l'OLP s'était vu octroyer le statut d'observateur à l'Organisation des Nations Unies. Dans l'intervalle entre ces deux événements, les protestations les plus vives se sont multipliées contre la tenue d'une telle réunion qui compterait parmi ses participants un groupe "terroriste" comme l'OLP. Les politiciens provinciaux et municipaux ont été les premiers à protester et ce sont eux qui ont protesté le plus fort. (Un élément provincial était inévitable). La presse a violemment protesté contre un tel "outrage". Il fallait sauver Toronto et, devant des protestations aussi intenses, le Gouvernement canadien a capitulé. Il a suggéré non de retirer son invitation, mais de remettre la conférence à plus tard de sorte qu'elle se tienne à Genève, ville que la présence de quelques Palestiniens lors de conférence ne semblait pas perturber.

Bien qu'il y eut au stade initial quelques protestations contre la tenue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement (HABITAT) à Vancouver en mai 1976, le Gouvernement a tenu bon et la conférence a eu lieu. Il ne m'appartient pas de juger, dans le contexte du présent mémoire, du succès de cette conférence, mais je me bornerai à dire que le Gouvernement canadien s'est acquitté de ses fonctions d'hôte et de son rôle de membre éclairé de l'Organisation des Nations Unies. La grande ville de Vancouver ne semble pas avoir souffert de la présence de quelques juristes palestiniens pendant quelques jours.

Sur la scène politique et diplomatique, le Canada s'exprime avec une crédibilité accrue. Au Caire, le 12 janvier 1976, M. Allan MacEachen, alors Secrétaire d'Etat aux affaires extérieures, déclarait: "La politique au Canada concernant ce différend extrêmement complexe et tragique vise à l'équilibre et à l'objectivité. Elle est également fondée sur des principes. L'application de cette politique a parfois suscité des doutes de part et d'autre, symétrie que nous jugeons rassurante".

Il a également déclaré, ce que la plupart de ses prédécesseurs n'avaient pas dit de façon aussi claire et nette:

"Toute solution, si elle doit être équitable et permanente, devra tenir dûment compte des intérêts et des aspirations légitimes de tous les peuples de la région, y compris les Arabes palestiniens".

En mars 1977, dans une déclaration à l'Association B'Nai Brith à Toronto, son successeur, M. Don Jamieson, déclarait: "Aucun règlement de paix au Moyen-Orient ne durera longtemps si les Palestiniens ne l'ont pas accepté".

A la même époque, Joe Clark, désigné depuis peu chef de l'opposition déclarait à la congrégation de la Synagogue Beth Emeth-Baod Yehuda à Toronto que les Palestiniens devraient être reconnus et que leurs représentants devraient être acceptés en tant qu'élément des négociations de Genève.

M. Clark est devenu Premier Ministre en mai 1979 et sous son bref régime, un aspect de la politique du Moyen-Orient a attiré l'attention de la nation.

Aucun fait concernant le Moyen-Orient n'a suscité autant de passion, sur le plan intérieur, que le projet de transférer l'ambassade de Tel Aviv à Jérusalem. Il s'agissait d'une promesse faite pendant la campagne électorale de 1979 et qui n'avait suscité qu'un maigre intérêt hors de Toronto, ville d'où cette idée malheureuse avait sans aucun doute vu le jour. Toutefois, le jour de son entrée en fonctions, lors d'une conférence de presse retransmise dans tout le pays par télévision, le nouveau Premier Ministre a déclaré que cette politique avait été adoptée une fois pour toutes et qu'il ne restait qu'à l'exécuter.

La coalition contre cette décision et, dans une certaine mesure, contre le Gouvernement Clark, était impressionnante, sinon imprévue. Les Gouvernements arabes se sont comportés avec plus d'unité et de force que dans d'autres cas. Les milieux d'affaires canadiens ont vite pris conscience, avec la plus grande inquiétude, du déficit commercial considérable qu'entraînerait le fait de s'aliéner le monde arabe. Bien que leur campagne ait été un jeu d'enfant comparée à celle menée par leurs homologues américains au sujet des AWACS aux Etats-Unis en 1981, elle a révélé l'importance croissante des milieux d'affaires dans l'orientation de la politique à l'égard du Moyen-Orient. Le parti libéral qui, jusqu'alors, ne s'était pas montré particulièrement sensible aux aspirations des Etats arabes, a dénoncé dans les termes les plus vifs le projet de transfert de l'ambassade. Cette épopée a été considérée par certains comme une démonstration symbolique de l'incompétence totale de M. Clark sur la scène internationale.

Au bout de quelques semaines, le Premier Ministre a fini par prendre une décision positive, aussi avisée et subtile que le projet original était insensé et stupide. Il a chargé la personne la plus compétente du pays, M. Robert Stanfield, d'étudier la question de façon approfondie et de se rendre au Moyen-Orient pour rencontrer les dirigeants. Il l'a également autorisé à tenir des discussions avec des personnalités politiques dans d'autres Etats et avec les gouvernements provinciaux.

Vers la fin du mois d'octobre 1979, M. Stanfield, dans un rapport provisoire a conseillé de ne pas transférer l'ambassade dans l'immédiat. Le Premier Ministre a judicieusement décidé d'accepter sans délai cette recommandation. M. Stanfield a continué son étude, et poursuivi ses entrevues et a présenté un rapport des plus utiles sur la question beaucoup plus large des relations entre le Canada et le Moyen-Orient. Malheureusement, le Gouvernement Trudeau n'a pas encore donné suite aux suggestions utiles qui figuraient dans ce document.

L'épisode de l'ambassade, s'il a ameuté les foules, a eu au moins un résultat utile: les Canadiens, plus nombreux que jamais auparavant, ont commencé à prêter attention à la zone perturbée du Moyen-Orient et au rôle que devait jouer le Canada à cet égard.

Cette réflexion à l'échelle nationale pourrait aboutir à une approche plus équilibrée et modérer un peu plus notre comportement, automatiquement pro-israélien,.

Un journaliste canadien voyageant alors au Moyen-Orient a rapidement compris la façon dont les Arabes considéraient l'attitude du Canada. Michel Valpy, du Vancouver Sun, écrivait ce qui suit du Koweït:

"Toutefois, un Canadien qui arrive dans le monde arabe et y passe quelques jours, même dans ce coin un peu fou (à mes yeux au moins) et léger du monde arabe, perché tout en haut du Golfe arabe, ne peut éviter de se rendre compte de certains faits.

En premier lieu, on est conscient de l'absurdité de la politique étrangère du Gouvernement canadien et de ses prétentions en ce qui concerne le Moyen-Orient. Ottawa prétend être neutre et suivre une voie médiane entre le monde arabe et le monde israélien. Non-sens.

Joe Clark a réussi une chose par sa gaffe du transfert de l'ambassade: il a démontré aux Canadiens ce que tout habitant du Moyen-Orient, Israélien ou Arabe, qui ne s'est jamais préoccupé du Canada sait depuis des années, à savoir que le Canada penche du côté d'Israël.

Tout simplement, le Gouvernement canadien est de parti pris, quoi que puisse prétendre la rhétorique officielle.

Si la gaffe de l'ambassade commise par Joe Clark a pour résultat d'amener une réévaluation de la politique étrangère qui aura pour effet d'aligner la rhétorique sur la position adoptée, quelle que soit cette position, tout sera pour le mieux.

A l'heure actuelle, nous ne faisons que nous tromper nous-mêmes: les Arabes savent quelle est notre position et les Israéliens de même.

En second lieu, on a conscience du fait qu'il y a deux faces - ou plus exactement qu'il n'y en a pas du tout - à la lutte pour la Palestine, la terre de Canaan".

Bien que ces dernières années aient vu une plus grande objectivité au Canada, en partie en raison du comportement hautain et hostile du Gouvernement Begin à l'égard de l'opinion internationale et des décisions de l'Organisation des Nations Unies, il reste une bonne part de vérité dans le jugement prononcé par M. Valpy.

Les Canadiens sont conditionnés par les moyens d'information, en général pro-israéliens. Tous les Palestiniens sont des "terroristes", toute augmentation du prix du pétrole est de la faute des affreux arabes. Les Canadiens, bien qu'ils ne lisent pas beaucoup la Bible, continuent de s'identifier aux enfants d'Israël, comme le disait M. Pearson:

"Je dois admettre l'existence d'un facteur émotionnel qui m'a amené à m'intéresser à ce problème de façon toute particulière: il s'agit en effet de la Terre Sainte, celle de mes leçons de catéchisme".

La Terre Sainte de nombreux Canadiens n'a pas grand'chose à offrir aux descendants d'Ismael.

Etant donné la compassion sélective dont font preuve de nombreux Canadiens en établissant un ordre de priorités quant aux droits de l'homme, les préoccupations concernant le sort infligé aux Palestiniens continuent à n'occuper qu'un rang très peu élevé. A quelques exceptions près, même nos églises n'ont prêté que peu d'attention à la détresse des malheureux qui végètent dans les sinistres camps de l'UNRWA dans tout le Moyen-Orient.

Trop nombreux sont les Arabes et les Canadiens d'origine arabe qui sont harcelés par les services de l'administration canadienne. On n'entend que trop d'histoires de promotions retardées ou gelées dans l'administration, d'incidents contrariants aux services d'immigration, de prétendus risques sur le plan de la sécurité, etc.

Un élément important qui détermine l'opinion canadienne, aussi bien populaire que gouvernementale, est le pouvoir et l'efficacité d'un certain nombre de groupes de pression israéliens. Contre ceux-ci, à tous ceux qui s'efforcent de faire progresser la cause arabe mènent une bataille difficile et perdue d'avance. Comme l'écrit le Comité Canada-Israël:

"Pour de nombreux Canadiens, en particulier les chrétiens soucieux de la tradition, Israël suscite un intérêt profond car c'est la Terre Sainte. En même temps, les Canadiens ont été attirés vers Israël parce que c'est un Etat moderne attaché à la démocratie et, tout comme eux, extrêmement préoccupé par les questions d'indépendance politique et culturelle. Les rapports entre les deux pays ont également bénéficié de l'influence exercée par d'éminentes personnalités canadiennes. Israël a pu compter parmi ses partisans les plus dévoués de nombreuses personnalités politiques et sociales canadiennes, y compris tous les premiers ministres depuis 1948 ... il importe de ne pas oublier que la volonté du Canada d'agir au Moyen-Orient et l'influence positive que ce pays a exercé sur les affaires de la région sont le résultat de cette combinaison de facteurs au niveau de la société et de la direction du pays, assortie de calculs de caractère politique."

Le compte rendu qui précède ne semble pas inciter à l'optimisme; cependant, des progrès ont été faits peu à peu sur divers fronts. Grâce à des contacts plus nombreux et plus étroits, le Canada a appris à mieux connaître les Etats arabes et, de ce fait, a accordé une plus grande considération aux Arabes et à leur optique. Le Centre d'information palestinien, sous la direction d'Abdullah Abdullah, a contribué à susciter un intérêt accru pour la tragédie qui nous occupe. Les visites d'éminents Palestiniens tels que El Hout ont joué un rôle utile. Les étudiants palestiniens ont été de précieux ambassadeurs.

Nombre de Canadiens n'ont pu s'empêcher de critiquer l'agression israélienne. L'attaque contre l'Iraq, le bombardement sauvage des civils libanais et palestiniens, l'annexion des hauteurs du Golan dans un contexte d'arrogance à l'égard du monde entier sont autant de facteurs qui ont contribué à un fléchissement de la sympathie pour Israël chez les Canadiens moyens objectifs.

Bien qu'elle puisse ne pas être considérée comme une solution satisfaisante par beaucoup, la déclaration de l'actuel Secrétaire d'Etat aux

affaires extérieures, Mark MacGuigan, constitue la reconnaissance la plus complète des droits palestiniens qui ait été faite à ce jour par un ministre canadien:

"Au Moyen-Orient, il y a également un conflit et, au coeur de ce conflit, se trouve le différend entre les Arabes et les Israéliens, aussi vieux que l'Organisation des Nations Unies elle-même. Nous ne pouvons nous permettre de tarder davantage dans la recherche d'une solution négociée à ce conflit qui dure depuis des générations, solution à laquelle toutes les parties intéressées doivent participer. Les Israéliens et les Palestiniens ont des droits et des préoccupations légitimes dont il est nécessaire de tenir compte. La recherche, par Israël, de sa sécurité et de frontières reconnues ainsi que son droit à être accepté sans réserve par ses voisins ne peuvent être satisfaits que dans un contexte politique et non militaire. Il en est de même des droits légitimes des Palestiniens, y compris de leur droit à une patrie dans un territoire clairement défini, la Rive occidentale et la bande de Gaza."

Les Canadiens et leur gouvernement sont confrontés à l'heure actuelle à de graves problèmes économiques. Le moment n'est peut-être pas bien choisi pour lancer des initiatives audacieuses de politique étrangère. Toutefois, aussi modeste qu'aient été les progrès réalisés, la perspective d'une approche canadienne réellement équitable en ce qui concerne le Moyen-Orient est désormais apparente.

LES PALESTINIENS EN ISRAEL: UNE MINORITE
COLONISEE A L'INTERIEUR

Elia Zureik

Toute analyse objective de la situation des Palestiniens en Israël est généralement tendancieuse en raison de deux facteurs idéologiques. En premier lieu, pendant longtemps la position des Palestiniens dans le contexte géopolitique du Moyen-Orient a été négligée, masquée sous le problème général du conflit entre Arabes et Israéliens. Pour certaines raisons, qui ne sont pas de pur hasard, la place véritable des Palestiniens dans le conflit du Moyen-Orient a été repoussée au second plan, sous le couvert d'une définition idéologique. Il allait de soi que le conflit au Moyen-Orient était essentiellement un conflit entre Etats. En mettant ainsi l'accent sur le rôle des Etats dans ce conflit - point de vue largement approuvé, d'une part, par une machine de propagande sioniste efficace en Occident et, d'autre part, par les gouvernements arabes incompétents, on a créé des malentendus et rendu le cas palestinien ambigu aux yeux du grand public. Golda Meir, l'un des architectes de la politique de mystification sioniste de l'affaire palestinienne a ainsi pu nier d'un trait de plume l'existence d'un peuple entier et réussir son opération - mais pas pour très longtemps, comme elle-même et d'autre porte-parole sionistes qui l'ont suivie dans cette voie ont pu s'en rendre compte plus tard.

Un second facteur qui a rendu particulièrement difficile toute analyse objective des Palestiniens est un autre mythe intouchable, à savoir qu'Israël demeure, aux yeux de ses mentors, l'unique bastion des valeurs démocratiques au Moyen-orient. Une partie du prix que l'Europe et l'Occident ont eu à payer, et continuent à payer, en compensation de leur antisémitisme historique est d'adopter un comportement tolérant et exempt de toute critique à l'égard d'Israël et de ses principes sionistes. Ce comportement s'est traduit par une absence totale d'intérêt pour la position palestinienne, en particulier pour les Palestiniens vivant sous la juridiction israélienne. Cette assimilation des institutions israéliennes aux institutions démocratiques a ainsi été transposée du plan du mythe à celui de la réalité, au plus grand péril de tous les intéressés.

Il serait inexact de dire que l'analyse, autrefois à la mode, du régime sioniste fondée sur les postulats erronés que l'on vient de mentionner continue d'être acceptée sans discussion. L'analyse critique, qui a pour objet d'exposer le caractère fallacieux de l'idéologie sioniste, fait des progrès certains dans les instances dignes de considération; le présent séminaire des Nations Unies n'est que l'un de ces témoignages de la démystification croissante des dogmes sionistes concernant la question de Palestine.

Le présent mémoire porte sur un segment de la population palestinienne vivant dans la Palestine historique: ces 600 000 Palestiniens qui continuent à vivre en tant que citoyens du régime sioniste et qui représentent un résident sur six de l'Etat sioniste. Il ne sera donc pas tenu compte des Palestiniens, au nombre de 1,1 million, résidant dans l'autre partie de la Palestine historique désignée par l'expression "territoires occupés" (la Rive occidentale

et Gaza), ni des réfugiés palestiniens, au nombre de 2,3 millions, qui vivent en dehors de la Palestine historique, principalement dans les pays arabes voisins.

En concentrant l'attention sur les Palestiniens vivant à l'intérieur des frontières de 1967, je voudrais démontrer que leur position est, en fait, celle d'une minorité colonisée à l'intérieur. Je tenterai de donner un tableau synoptique de la question, d'un point de vue sociologique, en retenant quatre grands thèmes; enseignement, politique, politique foncière et économie.

Enseignement

L'enseignement des Palestiniens en Israël a été régi de tout temps, et continue à l'être, par un ensemble de critères qui sont sans rapport avec leurs besoins et à la formulation desquels ils n'ont pris aucune part; relevant d'un service distinct du Ministère de l'éducation, la politique d'enseignement des Palestiniens a toujours été l'oeuvre de bureaucrates sionistes du Ministère et de fonctionnaires de parti, et non celle d'éducateurs spécialisés soucieux des besoins d'une minorité défavorisée et assujettie. Il est difficile de voir comment les valeurs universelles de l'enseignement pourraient être réalisées dans une société telle que celle d'Israël, lorsque le groupe majoritaire énonce une philosophie pseudo-pluraliste fondée sur une culture sioniste de caractère exclusif qui se manifeste au mépris de l'identité culturelle et nationale des Palestiniens. C'est ce que démontrent les preuves détaillées dont on dispose concernant la nature des programmes d'études relevant du gouvernement aux niveaux primaire et secondaire et même au niveau universitaire. Les étudiants arabes se voient imposer un enseignement sioniste intensif, comme il ressort à l'évidence de l'ampleur et du contenu du programme d'études consacré au sionisme ainsi que du programme d'études consacrée à la culture et à l'histoire sionistes. Comme l'a dit un chercheur, "le refus de prévoir des programmes d'études pertinents pour les étudiants arabes (en Israël), qui en sont ainsi privés, semble s'intensifier" dans les écoles.

Il est évident que pour les jeunes Palestiniens vivant en Israël, le système d'enseignement à tous les niveaux joue le rôle d'un organisme de contrôle social et politique et non d'une institution ayant pour objet de créer des personnalités démocratiques enrichies par la créativité et l'esprit critique.

Sur le plan quantitatif, les chiffres les plus optimistes fixent le pourcentage des étudiants palestiniens dans les universités israéliennes à 3 p. 100 environ des effectifs universitaires totaux. Cela malgré le fait que, comme je l'ai dit plus tôt, les Palestiniens représentent près de 16 p. 100 de la population totale. Pour ce qui est de l'octroi des diplômes universitaires, la proportion totale de diplômés dans le secteur palestinien est inférieure à 0,1 p. 100 alors que pour la population juive elle se situe aux environs de 1,32 p. 100, soit 13 fois plus!

En chiffres absolus, il convient de noter que les diplômés d'université parmi la population juive sont au nombre de 1 300 pour 100 000 habitants alors que chez les Palestiniens d'Israël on n'en compte que 130 pour 100 000 habitants, ce chiffre étant sans aucun doute le plus bas de tout le Moyen-Orient sinon de la plupart des pays du monde.

Qu'il s'agisse de l'enseignement professionnel, des épreuves en vue de l'inscription dans les établissements scolaires du secondaire, ou du système universitaire, les Palestiniens semblent être défavorisés.

De nombreux facteurs contribuent à la modicité du nombre d'inscriptions dans les universités parmi les 600 000 Palestiniens d'Israël. Ces facteurs sont les suivants: 1) absence de moyens de formation adéquats et de salles de classe équipées de façon satisfaisante aux niveaux primaire et secondaire, comme il ressort des statistiques gouvernementales concernant l'existence (ou l'absence) de laboratoires scientifiques, les classes surchargées et les bâtiments dilapidés, choses qui ne seraient jamais tolérées dans les écoles juives; 2) absence d'enseignants possédant la formation et les qualifications voulues dans le secteur arabe, où les chiffres officiels montrent qu'au moins la moitié des enseignants arabes ne devraient pas occuper leur poste vu l'insuffisance de leurs qualifications pédagogiques; 3) blocage de débouchés, au niveau de la mobilité sociale, pour les Palestiniens diplômés d'universités en Israël, ce qui contraint nombre d'étudiants diplômés du secondaire à renoncer totalement à l'université; 4) discrimination persistante en ce qui concerne l'admission des étudiants dans les secteurs scientifiques clefs (électronique, physique nucléaire, aéronautique, etc.) prétendument pour des "raisons de sécurité", ce qui oblige un nombre croissant d'étudiants palestiniens qui souhaiteraient se spécialiser dans des domaines scientifiques à opter pour les lettres et sciences sociales, domaines de spécialisation où les perspectives d'emploi sont limitées. La conséquence de cet état de choses est que nombre d'entre eux finissent par émigrer en Europe et en Amérique du Nord.

Non seulement existe-t-il une discrimination contre les Palestiniens, au niveau du cadre institutionnel, dans le domaine de l'enseignement, où l'on pourrait espérer que s'appliquent les critères universalistes par excellence, mais elle existe aussi très concrètement au niveau du traitement que leur réservent les étudiants juifs. Harcèlement, coups et banditisme pur et simple ont caractérisé l'attitude de la majorité des étudiants juifs à l'égard des étudiants palestiniens. Israël doit représenter une anomalie de taille dans le système international, le comportement d'extrême-droite et même carrément fasciste étant plus répandu parmi les étudiants que dans le grand public, avec un rapport de 3 pour 1. L'Afrique du Sud elle-même ne peut se vanter d'une telle corrélation entre l'enseignement supérieur et l'extrême-droite.

La situation lamentable de l'enseignement palestinien a été dévoilée, de la façon la plus curieuse, dans le document, tristement célèbre désormais, établi par Israël Koenig, commissaire du Ministère de l'intérieur pour la Galilée pendant 14 ans. Outre qu'il suggérait l'adoption de procédures plus strictes pour l'inscription dans les universités, ce qui diminuerait vraisemblablement encore le nombre minuscule des étudiants palestiniens au niveau universitaire, Koenig recommandait "de faciliter les voyages d'études à l'étranger, tout en adoptant des mesures plus strictes en ce qui concerne leur retour et leur emploi - politique apte à encourager l'émigration"

La réaction palestinienne à cette domination culturelle et éducative s'est manifestée sous deux aspects étroitement liés. En premier lieu, l'hostilité et l'aliénation à l'égard de l'Etat a sensiblement augmenté, en

particulier chez les intellectuels. En second lieu, comme l'ont récemment démontré des chercheurs à l'Université de Haïfa, on a constaté au cours de la dernière décennie une nouvelle flambée de palestinianisme parmi ceux que le régime sioniste préfère appeler les "Arabes israéliens". Une autre étude de l'intelligentsia palestinienne réalisée par des chercheurs à l'Université de Tel Aviv a abouti à une conclusion analogue:

"Le tableau qui se dégage est effectivement effrayant. Certains (des Palestiniens) ont affirmé que sur le plan professionnel leurs activités politiques étaient soumises à des restrictions et des pressions, et que la liberté d'expression dont ils jouissaient était limitée ..."

Les auteurs de l'étude concluaient en prévoyant que "à l'avenir ... il y aura un raffermissement de la position pro-palestinienne parmi l'intelligentsia". Ce raisonnement tantologique selon lequel les Palestiniens sous occupation israélienne sont décrits comme manifestant un étrange syndrome "pro-palestinien", est symptomatique de l'échec intellectuel et moral de la pensée sioniste. Ces conclusions sont particulièrement significatives car elles montrent le caractère fallacieux et même la banalité des prétentions sionistes selon lesquelles les Palestiniens qui sont nés et ont grandi dans la Palestine historique sous l'hégémonie sioniste en viendront à apprécier la culture sioniste, qui est supérieure, et se résigneront à occuper à jamais une position inférieure dans la société israélienne.

Que peut-on attendre d'une société dans laquelle entre les deux tiers et les trois quarts des citoyens juifs disent, lors de sondages d'opinion, que les Arabes sont plus paresseux que les Juifs, qu'ils sont moins intelligents, que les Arabes sont inférieurs et malhonnêtes, que les Arabes sont cruels et qu'ils ne sont pas aussi braves que les Juifs? Ces conclusions ne rappellent-elles pas celles qui caractérisaient l'Allemagne nazie et qui continuent à caractériser l'Afrique du Sud, si l'on se borne à remplacer "Arabe" par "Noir" et "Juif" par "Allemand"?

C'est dans ce contexte que l'éminent sociologue américain Seymour Martin Lipset, ardent partisan d'Israël et du sionisme, a déclaré, après avoir fait des recherches sur la société israélienne:

"Les sondages d'opinion effectués avant la guerre de Yom Kippur indiquaient que la majorité des Juifs considéraient les Arabes comme un peuple inférieur. Comme dans d'autres sociétés multi-ethniques, l'existence pendant de longues périodes, au sein d'un même pays, de peuples différents vivant à des niveaux extrêmement différents du point de vue de la culture, de l'enseignement et des qualifications professionnelles, produit ou nourrit le phénomène décrit aux Etats-Unis sous les termes de racisme institutionnalisé."

Il poursuivait, sur un ton plutôt prophétique, qui tout compte fait est, et a été, une réalité dans la société israélienne: "Si Israël ignore sa population arabe et s'appuie sur un vaste "prolétariat extériorisé" il pourrait devenir un Etat raciste."

Conditions économiques

Le "prolétariat extérieur" dont fait mention Lipset est l'équivalent pour Israël du prolétariat noir d'Afrique du Sud, ces travailleurs qui font la navette entre leur réserve et la métropole sud-africaine. C'est ce phénomène qui donne aux Palestiniens sous domination israélienne un statut analogue à celui des Noirs d'Afrique du Sud, colonisés à l'intérieur.

Le trait le plus saillant de la détérioration de la structure sociale palestinienne parmi les Palestiniens vivant en Israël, au nombre de 600 000 environ, a été que de paysans travaillant la terre, ils sont devenus des ouvriers prolétariés. Ce processus de changement de classe sociale dans un marché du travail exclusivement dominé par les sionistes reflète les caractéristiques suivantes: 1) déracinement progressif des paysans palestiniens arrachés à leur environnement traditionnel pour devenir des travailleurs migrants dans la métropole juive; 2) dépendance totale du travailleur arabe vis-à-vis des fluctuations du marché juif, comme en témoigne le taux de chômage élevé chez les Palestiniens en période de crise économique, ce taux chez les Arabes étant généralement le double, sinon plus, de ce qu'il est dans le secteur juif; 3) en raison de la forte concentration de travailleurs palestiniens dans les professions non spécialisées et en raison également de la dimension importante des familles, le revenu par habitant des Palestiniens dans le secteur urbain est d'environ la moitié de celui des Juifs, et il est encore bien inférieur dans le secteur agricole palestinien, plus pauvre, où un nombre non négligeable de Palestiniens continuent à travailler; 4) le rabattage des paysans palestiniens vers le secteur juif allait de pair avec la stagnation persistante dans les villages arabes, qui continuaient à dépendre du secteur juif - phénomène qui a amené un économiste nord-américain, d'ailleurs pas moins sympathique au sionisme que Lipset, mentionné plus haut, à dire que le secteur arabe était les Appalaches d'Israël; 5) le retard économique dans le secteur palestinien s'est traduit par des niveaux de vie sensiblement plus bas, mesurés d'après divers indicateurs économiques et de consommation; 6) les conditions de vie difficiles dans le secteur arabe ont eu des répercussions sur le taux de nuptialité - en raison de la pénurie aiguë de logements et de l'insuffisance des revenus, ces taux chez les Palestiniens ont baissé considérablement pendant la dernière décennie. Alors que 25 p. 100 des Arabes vivent à quatre personnes ou plus par pièce, le chiffre correspondant pour la population juive est de 1,5 p. 100. De même, alors que près de 50 p. 100 de la population juive est répartie, en moyenne, à raison d'une personne au moins par pièce, le pourcentage correspondant n'est que de 15 p. 100 pour la population arabe; enfin, 7) on ne peut décrire le sort tragique des Palestiniens en Israël sans mentionner le problème foncier qui, à de nombreux égards, est un condensé du conflit entre les Palestiniens et les sionistes: une fois les paysans palestiniens dépossédés de leurs terres par des séries d'expropriations et de confiscations, la majorité des Palestiniens se sont retrouvés sans terre et sans biens dans leur propre pays.

Politique et stratégie foncière

Le slogan sioniste du début du XX^{ème} siècle, de "terre sans peuple" à "peuple sans terre", demeure plus ou moins la pierre de touche de l'idéologie

sioniste, même après les Accords de Camp David de 1978. L'expulsion des Palestiniens de leur patrie, leur emprisonnement (Israël à cet égard se vante de ce que la prison de Nafha dans le Negev, où se trouvent les prisonniers politiques palestiniens, soit un modèle du progrès technique humain où les méthodes les plus récentes de torture et d'incarcération sont commercialisées librement à l'intention d'autres démocraties douteuses du type sud-africain, chilien, argentin ou autre) et, par-dessus tout la confiscation de leurs terres et de leurs biens, sont devenus pratique courante dans les annales du sionisme. L'expansion continue des zones de peuplement sionistes sur la Rive occidentale et à Gaza est le prolongement naturel de ces mêmes pratiques qui ont été utilisées avec un certain succès pour déposséder les Palestiniens de leurs terres en Israël même. Le processus de "judaïsation" de la Palestine s'est traduit par une oblitération inouïe du paysage arabe de la Palestine.

Pour une série de lois visant à justifier la confiscation des terres palestiniennes de façon à récupérer plus de 90 p. 100 des terres en Israël en 1967, contraste marqué par rapport à la situation qui existait en 1948 immédiatement avant que les Palestiniens soient dépossédés de leurs terres.

Les dossiers sionistes montraient alors que six à sept p. 100 au maximum des terres de Palestine étaient la propriété légale d'institutions et de particuliers sionistes.

Les droits sur l'eau, les réseaux de communication et l'infrastructure industrielle ont tous été conçus de façon à renforcer la colonisation sioniste de la Palestine et à étouffer la population arabe autochtone.

Ces pratiques racistes ont produit des anomalies notables dans le contexte de la vie sociale israélienne. Les travailleurs palestiniens se sont retrouvés en train de construire à la sueur de leur front des villes nouvelles sionistes dans lesquelles ils n'avaient pas le droit de vivre. C'est le cas de Carmiel et de la ville haute de Nazareth. Au sujet de cette dernière, la densité de population élevée constatée chez les Palestiniens à Nazareth s'accompagne des taux de densité les plus faibles du pays, dans la ville haute de Nazareth toute proche. Les colonisateurs juifs semblent se refuser à vivre en Galilée où se trouvent de vastes concentrations de population arabe. Ainsi, alors qu'une ville est surpeuplée, une autre se plaint parce qu'il y a insuffisamment de résidents et que les appartements sont vides!! Apartheid pur et simple.

Il est inutile de s'attarder sur la législation complexe d'Israël en matière de droit et de citoyenneté, qui témoigne de son caractère théocratique et exclusif, Israël est l'Etat des juifs, où qu'ils se trouvent. Ce n'est guère l'Etat de ses propres citoyens, encore moins celui des réfugiés arabes qui étaient ses premiers habitants. Que dire d'un système de droit qui accorde la citoyenneté à quiconque, indépendamment du lieu où il réside ou est né (du moment qu'il est juif), alors que les Palestiniens qui sont nés sur place se voient refuser ce droit? Rapprochées de la définition juive de la propriété foncière (une fois que la terre est juive, elle restera juive à perpétuité), les lois du retour et de la citoyenneté engendrent un système politico-légal fondé sur des critères racistes.

Une imposture commune que révèle l'analyse de la vie politique en Israël est le fait d'invoquer son caractère démocratique. La participation des Palestiniens aux élections est généralement saluée comme la preuve ultime de l'honnêteté du système. Il est bien rare que des questions soient posées quant à la signification de cette participation rituelle des Palestiniens à la vie politique sioniste.

Pour se rendre compte à quel point les prétentions sionistes concernant la représentativité du gouvernement sont dénuées de tout fondement, il suffit d'enregistrer le nombre de fois où le régime sioniste a fait taire les Palestiniens qui ont osé critiquer et mettre en question la légitimité du régime, et ce par divers moyens: expulsion, emprisonnement, assignation à résidence, démolition d'habitations ou terrorisme psychologique pur et simple.

Pour caractériser le système politique en Israël, il suffit de dire qu'il fonctionne par la menace et la corruption; ceux qui se refusent à reconnaître la suprématie de l'éthique sioniste sont menacés de perdre leur emploi et leurs moyens d'existence. Ceux qui acceptent de coopérer tirent quelques avantages d'un régime qui a été établi sur la pure violence et sur le refus de reconnaître les droits fondamentaux de ses citoyens autochtones.

Diverses tentatives faites depuis 30 ans par les Palestiniens pour créer de véritables partis d'opposition ont été écrasées par des interventions terroristes du régime. A l'exception du parti communiste, aucune tentative de la part des Palestiniens pour créer un parti autochtone et nationaliste reflétant les aspirations des Palestiniens n'a été tolérée par le régime.

La lutte des Palestiniens en Israël s'inscrit dans la lutte globale du peuple palestinien. Une enquête franche sur les conditions de vie des Palestiniens relevant de la juridiction israélienne s'impose. Entre-temps, on peut à peine s'imaginer le désespoir des palestiniens. Il convient d'achever cet exposé en rappelant les mots du poète palestinien Samih al-Kassem décrivant son expérience du régime sioniste:

Je perdrai peut-être mon salaire si c'est ce que vous voulez;
Je perdrai peut-être mes vêtements et mon lit;
Je travaillerai peut-être dans une carrière;
Comme manoeuvre ou balayeur des rues!
Je m'évanouirai peut-être de faim;
Mais ce qui est sûr, ennemi du soleil, c'est que je n'accepterai
jamais de compromis;
Je résisterai jusqu'au dernier battement de mon poul.

Vous pouvez me voler ma terre;
Vous pouvez laisser périr ma jeunesse enchaînée;
Vous pouvez brûler mes poèmes et mes livres;
Vous pouvez faire de mon village un cauchemar de terreur;
Mais ce qui est sûr, ennemi du soleil, c'est que je n'accepterai
jamais de compromis;
Je résisterai jusqu'au dernier battement de mon poul.

LE CANADA ET LA PALESTINE

Frank H. Epp

Le Canada a à maintes reprises joué un rôle dans la crise qui sévit au Moyen-Orient à propos de la Palestine depuis 35 ans, mais n'est que depuis peu de temps, relativement, qu'il se préoccupe des droits nationaux et politiques des Palestiniens, ainsi que de l'expression territoriale de ces droits. En fait, c'est en 1981 seulement que l'on a commencé à mentionner expressément la Rive occidentale et Gaza comme patrie possible pour les Palestiniens 1/, à moins évidemment que le plan de partage de 1947 puisse être considéré sous cet aspect.

Le Canada n'avait guère l'expérience des affaires internationales à la fin de la deuxième guerre mondiale, mais ce pays et ses dirigeants (Tableau 1) ont été entraînés dans les problèmes du Moyen-Orient. Le Canada était l'un des fondateurs de l'Organisation des Nations Unies et un proche allié des Etats-Unis comme de la Grande-Bretagne. L'une des quatre principales nations occidentales, le Canada est devenu Membre de la commission spéciale des Nations Unies pour la Palestine, qui a établi le rapport de 1947 recommandant le partage. Après la première guerre arabo-israélienne, le Canada est devenu membre de l'ONUST, l'organisme des Nations Unies chargé jusqu'à ce jour, en l'absence d'une paix permanente, de la supervision des accords d'armistice de 1949. 2/ C'était la première d'une série de forces de "maintien de la paix" des Nations Unies auxquelles le Canada a participé (Tableau 2).

Deux Canadiens, Lester B. Pearson et Ivan C. Rand, ont joué un rôle si important dans les efforts qui ont amené la Commission spéciale à adopter une décision considérée comme favorable par les dirigeants sionistes, qu'il a été rendu ~~expressément~~ hommage à leur contribution. On disait de Pearson, alors Sous-Secrétaire d'Etat, qu'il était le "balfour du Canada" 3/ et une chaire Rand a été créée à la Faculté de droit de l'Université hébraïque de Jérusalem 4/. Pearson, toutefois, ne considérait pas que le Canada jouait un rôle indépendant mais plutôt qu'il tenait compte des desiderata des Britanniques, d'une part, et des Américains, de l'autre. 5/

Depuis la constitution de la Commission spéciale des Nations Unies pour la Palestine, le lobby pro-sioniste a redoublé d'efforts au Canada par l'intermédiaire d'organisations juives aussi bien que non juives, y compris l'Organisation sioniste canadienne, le Comité canadien pour la Palestine et le Conseil sioniste unifié 6/. Ce dernier a retenu les services d'un ancien éditeur municipal de l'Ottawa Citizen pour travailler à plein temps, en dehors d'Ottawa, avec des politiciens et des fonctionnaires. L'Organisation sioniste du Canada se tenait en communication chaque semaine avec les éditeurs de journaux de l'ensemble du Canada. Par comparaison, les efforts analogues de la Ligue canadienne-arabe d'amitié ont été très limités et inefficaces, en partie en raison de la crainte qui régnait partout après la guerre de susciter la moindre hostilité contre les juifs, où que ce soit et pour quelque raison que ce soit. Les organisations canadiennes, comme l'Association pour les Nations Unies du Canada et divers groupes syndicaux, en particulier le Congrès du travail, étaient en faveur d'une patrie juive.

Le Canada n'a pas immédiatement accepté l'Etat d'Israël et, à cet égard, il s'est davantage inspiré de la position de la Grande-Bretagne que de celle des Etats-Unis qui ont reconnu de facto ce pays, le jour même (14 mai 1948) où Israël a unilatéralement déclaré son indépendance et sa souveraineté. Le Canada s'est abstenu à l'Organisation des Nations Unies lors du vote, tenu 6 mois plus tard, relatif à l'admission d'Israël à l'Organisation, vote dont le résultat a été négatif. Un mois plus tard (24 décembre 1948), toutefois, le Canada a reconnu Israël et près d'un an après sa fondation (11 mai 1949) l'a aidé à se faire admettre à l'Organisation des Nations Unies et par là-même dans la communauté mondiale. En même temps, le Canada s'efforçait d'amener les parties au conflit, Israël et cinq pays arabes, à accepter un armistice (16 novembre 1948).

A la suite de l'armistice et de la mise en place de l'ONUST, chargée d'observer et de superviser les accords d'armistice entre Israël et ses voisins arabes et d'étudier les plaintes relatives à des violations de frontière, et à la suite de la création de l'UNRWA, l'attention portée par le Canada au Moyen-Orient a quelque peu diminué en partie en raison d'autres crises internationales et du fait de la nécessité pour le Canada d'évaluer ses divers intérêts mondiaux et sa participation aux alliances de l'après-guerre.

Toutefois, le Moyen-Orient ne se laissait pas oublier. Le lobby pro-israélien était très actif au Canada et sur un très large front, mais dès 1955 le conflit entre Arabes et Israéliens s'était intensifié. En 1956, la nationalisation par l'Egypte du Canal de Suez a débouché sur une série d'événements internationaux dont le point culminant a été l'invasion du Sinaï par Israël. Le Canada a suspendu la vente à Israël de matériel de guerre, y compris d'avions à réaction, vente dont le montant avait dépassé un million de dollars par an les deux années précédentes. Le fait de se dissocier ainsi d'une guerre à laquelle la Grande-Bretagne participait encore et le rôle que le Canada a alors joué à l'Organisation des Nations Unies pour faire approuver une force de paix pour le Sinaï montraient plus que jamais auparavant le caractère indépendant du rôle du Canada en matière de politique étrangère, tout en soulignant l'importance du rôle de l'Organisation des Nations Unies de préférence à l'une ou l'autre des grandes puissances.

Ainsi, le Canada s'est de plus en plus préoccupé de renforcer ses propres liens économiques et sa présence diplomatique au Moyen-Orient (Tableaux 3 à 5) tout en s'acquittant de bonne foi des responsabilités qu'il avait acceptées en ce qui concerne l'UNRWA et les diverses forces de maintien de la paix.

Exception faite du versement de contributions à l'UNRWA le Canada se félicitait d'occuper le troisième rang parmi les principaux donateurs 7/ - les Palestiniens en tant que peuple ayant une identité distincte et des droits nationaux étaient loin des esprits, en partie parce qu'ils étaient éclipsés par les conflits entre Israël et les Etats arabes et en partie du fait de leur dissimulation et de leur subordination à ces autres juridictions.

La guerre de juin 1967 a marqué le début d'une lente réorientation de la politique du Canada au Moyen-Orient. Alors que le Canada faisait preuve envers l'UNRWA et les Palestiniens d'une générosité accrue, Paul Martin commençait à penser qu'il fallait envisager de résoudre "le problème sous-jacent" 8/. Il est essentiel disait-il à l'Assemblée générale en 1967, "que soient pris en considération les droits et les revendications des réfugiés dans le cadre d'un règlement global". Il espérait qu'il serait possible d'étudier

sérieusement "l'élaboration d'un plan coordonné d'action internationale en vue du développement régional à vaste échelle". 9/,

Au nom du Gouvernement Trudeau, en 1968, Mitchell Sharp évoquait également "un juste règlement qui offrirait aux réfugiés la possibilité de vivre dans la paix et la dignité". 10/. Un accord conclu entre les Etats arabes et Israël étaient considéré comme le contexte nécessaire à cet égard. A la Chambre des communes du Canada, il a préconisé "une approche objective des problèmes actuels de la région" tout en réaffirmant que "la reconnaissance du droit à l'existence de l'Etat d'Israël demeurerait "un élément essentiel de notre politique au Moyen-Orient". 11/

La résolution 242 était évoquée en tant que "cadre le plus approprié des progrès vers la paix dans la région" 12/. Ultérieurement, le Canada a émis un vote négatif ou s'est abstenu lors de la mise aux voix de toute résolution de l'Organisation des Nations Unies qui, à son avis, s'écarterait "de l'équilibre et de l'intégrité" de la résolution 242 13/. Le Canada s'est également déclaré opposé aux résolutions découlant du rapport d'un comité spécial créé pour enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés, du fait que le comité n'avait pu avoir accès à ces territoires, et en raison du mandat du comité, qui laissait à désirer.

Eviter d'aborder de front les problèmes liés aux droits des Palestiniens, pour des raisons techniques ou en évoquant un manque "d'équilibre", telle était plus ou moins la pratique canadienne au moment de voter. Lorsque les résolutions favorisaient sous quelque forme que ce soit les Palestiniens du point de vue politique, le Canada s'abstenait ou votait contre. Le Canada s'est même abstenu lorsqu'une résolution relative à l'UNRWA affirmait le droit des Palestiniens à l'autodétermination. 14/ Il a néanmoins augmenté sa contribution à l'UNRWA, qui passait d'un demi-million de dollars par an à plus de 2 millions de dollars 15/.

A la suite de la guerre d'octobre 1973, le Canada à nouveau a été amené à participer aux forces de maintien de la paix et, dans ce contexte, il a été contraint de revoir de nombreux aspects des problèmes du Moyen-Orient. En expliquant la position du Canada à la Chambre des communes, Mitchell Sharp envisageait un retrait d'Israël et "l'établissement de frontières sûres et reconnues" dont le tracé "se révélerait une tâche de longue durée" 16/.

Un sommet arabe au Maroc a abouti à une campagne en vue de la reconnaissance internationale de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) comme "seul représentant légitime" du peuple palestinien. En même temps, le Conseil national de la Palestine adoptait une position plus modérée en offrant de limiter à la Rive occidentale et à Gaza l'autorité palestinienne indépendante envisagée. Ultérieurement, le Président de l'OLP, Yasser Arafat, a pu prendre la parole à l'Assemblée générale des Nations Unies. 17/

Quelques semaines plus tard, le Canada reconnaissait qu'un règlement global devait tenir compte des "intérêts légitimes des Palestiniens". De ce fait, il a appuyé leur droit "à se faire entendre et à participer à toutes

négociations sur le Moyen-Orient mettant en jeu leur avenir". 18/ Toutefois, le Canada était également opposé à l'octroi du statut d'observateur permanent à l'organisation de libération de la Palestine et s'est abstenu lors du vote sur la résolution relative au droit du peuple palestinien à l'autodétermination, parce que les droits d'Israël n'étaient pas affirmés simultanément. Dans une déclaration à l'Assemblée générale, Allan MacEachen a indiqué qu'Israël était "une partie essentielle lorsqu'il s'agissait de décider "si l'Organisation de libération de la Palestine pouvait ou non représenter les Palestiniens 19/ et que ...

"si la naissance d'une entité palestinienne, quelle qu'elle soit, devait être envisagé à un certain stade, il serait essentiel que cela soit le fruit d'un accord entre les parties directement intéressées, y compris bien entendu Israël. A cet égard, l'établissement, l'évolution et l'existence d'une telle entité ne devrait en aucune façon compromettre l'existence de l'Etat d'Israël." 20/

Le Canada a considéré l'Assemblée générale de 1975 comme un effort manquant d'équilibre "en vue d'une reconnaissance accrue des droits des Palestiniens" et n'a appuyé que quatre des 14 résolutions adoptées à cette fin. 21/ Les résolutions établissant un lien entre le sionisme et la doctrine raciale de l'apartheid ont été rejetées car le Canada les jugeait "inappropriées, imprécises et inutiles" 22/.

En même temps, le Canada n'ignorait pas qu'un "règlement durable du conflit" ne pouvait être réalisé sans tenir compte "pleinement des préoccupations légitimes du peuple palestinien" 23/. En 1976, le Canada a déclaré pour la première fois qu'un "cadre territorial approprié" était essentiel pour que le peuple palestinien puisse "s'exprimer politiquement" et le droit de ce peuple à participer "au processus de mise en place d'une structure appropriée" a été affirmé. 24/ Pour la première fois également, la politique israélienne consistant à établir des zones de peuplement sur le territoire palestinien a été déplorée 25/.

La nouvelle politique canadienne sur le Moyen-Orient, qui tenait également compte des Palestiniens, a été encore développée à la dixième convention de la Fédération arabe canadienne par Allan MacEachen, à la suite d'un long périple au Moyen-Orient au cours duquel de nouveaux accords de coopération économique ont été conclus avec des pays arabes. 26/ C'était désormais le consensus de la communauté mondiale, a ajouté le représentant du Canada, qu'"un règlement juste et durable ne pourrait être atteint" tant que "les intérêts légitimes des Palestiniens" ne seraient pas pris en considération. Le Canada n'était toujours pas en mesure d'exprimer une opinion sur le point de savoir si l'OLP "devait ou ne devrait pas être le seul représentant du peuple palestinien"; cependant, MacEachen a reconnu que "l'OLP est devenue le porte-parole proéminent du peuple palestinien à l'heure actuelle, comme on pouvait également en conclure "des récentes élections municipales sur la Rive occidentale" 27/

MacEachen a confirmé que le Canada accueillerait la Conférence Habitat et admettrait les membres de l'OLP. Cette position était en contraste avec le comportement du Canada un an plus tôt lorsqu'une conférence des Nations

Unies qui devait avoir lieu à Toronto a été reportée - pour être tenue ultérieurement ailleurs - face aux pressions politiques intenses dans le pays pour que les représentants de l'OLP ne soient pas autorisés à y participer.

Lors d'un exposé analogue où il passait en revue la politique du Canada au Moyen-Orient devant le Comité Canada-Israël, MacEachen n'a toutefois fait aucune mention de la question des droits palestiniens, bien qu'une grande partie de son exposé ait été consacrée à la condamnation de l'établissement d'un lien entre le sionisme et le racisme, question dont la gratuité et le caractère provocateur étaient flagrants". 27/ Israël était assuré de l'appui sans réserve du Canada. MacEachen a ajouté ce qui suit:

"Je me rends compte que dans ce monde, dans les instances internationales et ailleurs, Israël a été attaqué et Israël a été malmené, mais je tiens à vous dire qu'il y a un pays qui n'a pas maltraité Israël, ni dans les instances internationales ni en insistant pour qu'il accepte des positions contraires à ses propres intérêts - et ce pays est le Canada". 28/

La question palestinienne a été de nouveau rejetée dans l'ombre lors Don Jamieson prit la parole devant l'Assemblée générale des Nations Unies pour la première fois à l'automne de 1976. Mais un an plus tard, il affirmait dans la même instance que le règlement de tous les problèmes territoriaux "devrait fournir une solution juste, humanitaire et politique au peuple palestinien" 29/. Entre-temps, un membre du parlement déclarait lors d'un séminaire national d'Hadassah-WIZO à Montréal, consacré aux affaires publiques, que "le peuple palestinien a des aspirations légitimes qui appellent une solution politique". On a également rappelé aux membres du séminaire que le Canada avait appuyé une résolution demandant que soit convoquée sans tarder la Conférence sur la paix de Genève, bien que celle-ci autorisât implicitement le Secrétaire général de l'ONU à inclure l'OLP dans les futures consultations sur le Moyen-Orient 30/.

L'accent avait été mis toutefois sur la conférence et non sur l'OLP. Le Canada "ne reconnaît pas l'OLP et nous ne voyons aucun rôle constructif pour cette organisation dans le processus de négociation à moins que ses porte-parole acceptent le droit d'Israël à exister et tous les principes de la résolution 242 du Conseil de sécurité".

"Nous considérons que le peuple palestinien doit être représenté dans toutes les discussions mettant en jeu son avenir, comme la Conférence de Genève. Dans les circonstances actuelles, l'OLP représente en fait un élément important de la population palestinienne. Le principal obstacle à l'inclusion de l'OLP dans le processus de paix est qu'elle continue à s'en tenir à sa position officielle concernant l'élimination d'Israël ... Cela ne signifie nullement qu'il ne faut pas lui adresser la parole... Comment pouvons-nous espérer autrement amener l'OLP ou toute organisation qui lui succéderait à changer de politique, si ce n'est en assurant sa participation, tout au moins en partie, à un processus de consultations? Elle ne disparaîtra pas si nous nous contentons d'essayer de prétendre qu'elle n'existe pas". 31/

Le Canada a continué de s'abstenir de voter sur la plupart des résolutions concernant le Moyen-Orient, ou il s'y est déclaré opposé, parce que, selon Jamieson, "nombre de ces résolutions se contentaient d'exprimer des jugements moraux et ne contenaient aucune proposition d'action pratique" 32/. Ainsi, en 1978, quatre seulement des 13 résolutions sur le Moyen-Orient ont pu être appuyées par le Canada. 33/

Au cours des deux années 1977 et 1978, on a vu le Canada recourir à l'expression "fondation territoriale" pour décrire le "cadre territorial" en vue de la réalisation des aspirations politique palestiniennes dont il a été question plus haut. 34/ En 1978 également, le Canada s'est félicité des Accords de Camp David et "des progrès remarquables accomplis au cours de l'année écoulée sur la voie d'une solution juste du conflit du Moyen-Orient" 35/. Le Canada a également attaché "une grande importance au succès des entretiens sur l'autonomie" 36/.

Une nouvelle initiative concernant le Moyen-Orient est apparue avec l'annonce par le nouveau Gouvernement Clark, en juin 1979, que le Canada transférerait son ambassade en Israël de Tel Aviv à Jérusalem, reconnaissant ainsi de facto les revendications israéliennes sur Jérusalem. En revanche, un sénateur conservateur suggérerait quelques mois plus tard que le Gouvernement canadien devrait "envisager favorablement l'ouverture d'un bureau de l'OLP à Ottawa" 37/, suggestion vivement rejetée par Flora MacDonald, nouvelle Secrétaire d'Etat aux affaires extérieures:

"Nous ne reconnaissons pas l'OLP en tant qu'état ou groupe parlant au nom d'un état et le Premier Ministre a clairement précisé que le Canada ne reconnaîtrait pas l'OLP, tout au moins tant que celle-ci n'aura pas satisfait à deux conditions très clairement énoncées par le Premier Ministre: d'une part elle doit renoncer à la violence en tant que moyen de réaliser ses objectifs et, d'autre part, elle doit reconnaître sans réserve le droit de l'Etat d'Israël à exister ..." 38/

La position ainsi annoncée concernant Jérusalem s'est traduite par une violente réaction politique au Canada. En conséquence, le Gouvernement a nommé comme représentant spécial un ambassadeur sans portefeuille chargé "d'étudier l'ensemble des relations du Canada avec les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord" 39/. Lorsque, huit mois plus tard, l'ambassadeur, R. L. Stanfield, a présenté ses recommandations finales, il a confirmé que l'engagement du Canada quant à la protection d'Israël "devrait demeurer un élément fondamental de la politique canadienne au Moyen-Orient", mais que cela ne devait pas empêcher l'établissement et le développement de "bonnes relations avec les peuples arabes qui eux-mêmes ont apporté une contribution si importante à notre civilisation" 40/.

De plus en plus, a-t-il ajouté, "on était conscient au Canada du drame palestinien", dont il voyait le remède dans l'application de la résolution 242. Sans donner de précisions sur l'ampleur essentielle du retrait israélien il a néanmoins indiqué que les préoccupations en matière de sécurité ne pouvaient "justifier des revendications territoriales qui revenaient à refuser une patrie palestinienne". Il n'était pas suffisant non plus, a-t-il ajouté, de traiter les Palestiniens "comme des réfugiés exclusivement. Il ajoutait:

"L'apparition d'une prise de conscience nationale palestinienne de plus en plus forte depuis 1967 a clairement démontré que l'avenir politique du peuple palestinien est une question qui doit être traitée directement lors de négociations. En fait, la solution de ce problème est essentielle si l'on veut résoudre le conflit du Moyen-Orient dans son ensemble et assurer ainsi la protection et la sécurité d'Israël..." 41/

Le Canada, disait Stanfield, devrait appuyer le droit des Palestiniens à une patrie. Il n'a pas précisé quelle "forme cette patrie devrait avoir, ses frontières exactes et si elle devrait constituer un Etat indépendant ou un élément fédéré ou autre d'une entité existante...". C'était aux Palestiniens et à leurs voisins qu'il incombait de décider. Stanfield a vivement critiqué toutes les actions "qui semblent préjuger la nature d'un règlement éventuel du statut de la Rive occidentale et de Gaza". Parmi ces actions, il a mentionné l'établissement de zones de peuplement israéliennes, l'exploitation par Israël des ressources naturelles des territoires et "l'intégration croissante de l'infrastructure de base à Israël" 42/.

Stanfield a noté que l'OLP s'était écartée de ses vues initiales touchant le rejet total d'Israël - ce qu'il qualifiait de "progrès encourageant" - mais qu'un "changement de comportement beaucoup plus définitif" demeurerait nécessaire. Il a encouragé le Canada à élargir ses contacts avec l'OLP "en tant que seul porte-parole du peuple palestinien jouissant de l'appui d'une fraction vaste et importante de l'opinion palestinienne", tout en demeurant fermement opposé à "toute activité terroriste perpétrée par des sous-groupes armés de cette organisation" 43/.

Pour ce qui était de Jérusalem, l'Ambassadeur a recommandé "qu'en attendant une solution globale de ce différend, le Canada s'en tienne à sa politique traditionnelle consistant à ne pas reconnaître l'annexion par Israël de la partie orientale de Jérusalem et de ses banlieux, conformément à la résolution 242 de l'Organisation des Nations Unies" 44/.

Au Gouvernement Clark, qui était conservateur, a succédé en 1980 un gouvernement libéral. Le Ministre des affaires étrangères du Gouvernement Trudeau, Mark MacGuigan, a considéré qu'"un accord concernant des arrangements provisoires d'autonomie pour la Rive occidentale occupée" était l'étape suivante la plus importante lors de l'exécution des Accords de Camp David. Il s'est exprimé à ce sujet, à la Chambre des communes, dans des termes catégoriques:

"Mais le monde doit aussi reconnaître les droits des Palestiniens et ceux-ci comprennent leur droit à une patrie dans un territoire clairement défini, et par cela je veux dire la Rive occidentale et la Bande de Gaza". 45/

A l'Assemblée générale des Nations Unies, il s'est exprimé dans le même sens:

"Les efforts faits par Israël pour assurer sa sécurité et avoir des frontières reconnues ainsi que droit à être accepté sans réserve par ses voisins ne peuvent aboutir que dans un cadre politique et non dans un cadre militaire. Il en est de même des droits légitimes des Palestiniens, y compris leur droit à une patrie dans un territoire clairement défini: la Rive occidentale et la Bande de Gaza" 46/

D'une certaine manière, il semble que l'acceptation par le Canada d'une patrie palestinienne sur un territoire spécifique soit venue trop tard. L'annexion formelle par Israël des territoires occupés semblait toute proche: la zone palestinienne était totalement morcelée et les terres palestiniennes s'étaient rapidement réduites à des enclaves entourées de zones de peuplement israéliennes. Juste au moment où le Canada était prêt à ressusciter la Palestine, sa liquidation se poursuivant rapidement conformément à la politique adoptée de longue date par Israël et consistant à établir des faits irréversibles dont la reconnaissance de facto ne pouvait ensuite être refusée par la communauté mondiale.

Telle semblait être la situation. Il convient de se souvenir sur le plan de la reconnaissance officielle, peu de progrès ont été faits et qu'il était devenu politiquement impossible pour le Canada de transférer son ambassade à Jérusalem. De même, si rien n'a été fait concernant l'annexion des hauteurs du Golan, cette annexion n'a pas été acceptée. Un jour peut-être, plus tôt peut-être qu'on le pense, la communauté internationale insistera pour que soit appliquée la résolution 242.

Le temps qu'il a fallu pour que le Canada reconnaisse la validité des droits nationaux palestiniens est dans une certaine mesure un mystère étant donné le rôle qu'il a joué dans l'établissement parallèlement à l'Etat juif. On ne peut s'empêcher de conclure que ceux qui ont établi ce plan créaient un Etat juif et rien de plus. Dans la situation actuelle, on peut regretter que les Palestiniens n'aient pas alors accepté le plan, mais on voit également clairement pourquoi ils ne l'ont pas fait. L'Etat juif était quelque chose que l'on était en train de créer. L'"etat palestinien était quelque chose qui déjà alors était en train d'être démantelé.

Une autre conclusion des plus regrettables doit être tirée de l'évolution historique de la prise de conscience actuelle, sur le plan international et au Canada, quant à la nécessité d'un Etat palestinien. On pourrait penser que les traditions libérales et démocratiques occidentales auraient amené à concentrer l'attention sur la violation des droits fondamentaux de l'homme dans le cas des Palestiniens, sans l'intervention de pressions extérieures. Les pays occidentaux n'ont rien voulu entendre de la question des droits de l'homme et des droits nationaux jusqu'à ce que la violence et les réalités économiques les aient contraints à se rendre compte que les Palestiniens n'étaient pas que des réfugiés. Le message ayant maintenant été enregistré et les conclusions justes ayant été atteintes, on peut espérer des progrès rapides et un règlement global qui prévoirait un Etat palestinien en relation étroite, sur les plans économique et politique, avec ses voisins. S'ils ne font pas preuve de sagesse et d'audace politique, Israël et la Palestine continueront l'un et l'autre à risquer l'extinction.

Tableau 1

LISTE DES PREMIERS MINISTRES ET MINISTRES
DES AFFAIRES ETRANGERES DU CANADA

(de 1947 à 1982)

<u>Période</u>	<u>Premier Ministre</u>	<u>Parti*</u>	<u>Secrétaire d'Etat aux affaires extérieures</u>
1947	McKenzie King	L	St. Laurent
1948	St. Laurent	L	Pearson
1957	Diefenbaker	PC	Smith Green
1963	Pearson	L	Martin
1968	Trudeau	L	Sharp MacEachen Jamieson
1979	Clark	PC	MacDonald
1980	Trudeau	L	MacGuigan

* L: Libéral;

PC: Conservateur progressiste

Tableau 2

FORCES DES NATIONS UNIES AU MOYEN-ORIENT

(auxquelles le Canada a participé)

<u>Année de création</u>	<u>Force</u>	<u>Région</u>
1949	ONUST	Frontières entre Israël et les pays arabes
1956	FUNU	Sinaï
1958	Groupe d'observateurs des Nations Unies au Liban	Liban
1964	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	Chypre
1973	FUNU II	Sinaï
1973	FNUOD	Hauteurs du Golan
1978	FINUL	Liban

Tableau 3

PRESENTATION DU CANADA AU MOYEN-ORIENT

(comparaison, 1948 à 1980)

<u>Années</u>	<u>1948</u>	<u>1980</u>
Missions	3	13
Personnel	11	73

Tableau 4

REPRESENTATION DU MOYEN-ORIENT AU CANADA

(comparaison, 1948 et 1980)

<u>Années</u>	<u>1948</u>	<u>1980</u>
Missions	3	14
Personnel	14	120

Tableau 5

ECHANGES COMMERCIAUX DU CANADA AVEC
LE MOYEN-ORIENT

(comparaison des importations (I) et des exportations (E)
en 1948 et en 1978, en millions de dollars EU)

	<u>Israël</u>		<u>Iran</u>		<u>AOPEC</u>		<u>Other ME</u>	
	<u>I</u>	<u>E</u>	<u>I</u>	<u>E</u>	<u>I</u>	<u>E</u>	<u>I</u>	<u>E</u>
1948	0.0	5.0	1.0	1.0	1.0	1.0	3.0	29.0
1978	43.0	72.0	570.0	134.0	891.0	451.0	126.0	195.0

NOTES

1. Mark MacGuigan, "The United Nations" Place in World Affairs", trente-sixième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York, 21 septembre 1981.
2. Pour l'analyse du rôle du Canada dans le partage de la Palestine, voir: Anne Trowell Hillmer, "Canadian Policy on the Partition of Palestine, 1947", thèse de maîtrise (M.A.), Université de Carleton, 1981.
3. Robert A. Spencer, Canada in World Affairs: From the UN to NATO, 1946-1949. (Toronto, 1949), p. 147
4. Stewart Rosenberg, The Jewish Community in Canada. II: In the Midst of Freedom. (Toronto, 1971), p. 31.
5. L.B. Pearson, "Some Principles of Canadian Policy" dans Words and Occasions (janvier 1948), p. 71.
6. D'après des recherches de David B. Dewitt et John J. Kirton, mentionnées dans un projet de mémoire sur la politique étrangère canadienne à l'égard du Moyen-Orient.
7. Voir, par exemple, le rapport annuel du Département des affaires extérieures pour 1969, p. 18 et 19.
8. Paul Martin, "Canada and the Universal Forum for Peace", Assemblée générale des Nations Unies, 17 septembre 1967.
9. Ibid.
10. Mitchell Sharp, "Canada and the United Nations, 1968", Assemblée générale des Nations Unies, 9 octobre 1968.
11. Mitchell Sharp, "Visit to the Middle East", Chambre des communes, 19 novembre 1969.
12. Ibid.
13. Voir, par exemple, Rapport annuel du Département des affaires extérieures pour 1975, p. 37.
14. Département des affaires extérieures, Rapport annuel pour 1974.
15. Département des affaires extérieures, Rapport annuel pour 1973, p. 9
16. Mitchell Sharp, "Canadian participation in the United Nations Emergency Force for the Middle East", Chambre des communes, 14 novembre 1973.
17. D'après un manuscrit (avant-projet) de Paul Noble sur le thème "Canada and the Status of the Palestinians, 1967-1980".
18. Département des affaires extérieures, Rapport annuel pur 1974, p. 9.

19. Allan J. MacEachen, "The Middle East: the will to peace and the form it takes must be evolved by the parties concerned", Assemblée générale des Nations Unies, New York, 20 novembre 1974.
20. Ibid.
21. Département des affaires extérieures, Rapport annuel pour 1975, p. 37.
22. Ibid., p. 38.
23. Ibid., p. 36.
24. Département des affaires extérieures, rapport annuel pour 1976, p. 8; Canada at the 31st General Assembly, Département des affaires extérieures, p. 13.
25. Département des affaires extérieures, rapport annuel pour 1976, p. 8.
26. Allan J. MacEachen, dixième Convention annuelle de la Fédération arabe canadienne, 16 mai 1976.
27. Allan J. MacEachen, Comité Canada-Israël, 29 avril 1976.
28. Ibid.
29. Don Jamieson, Assemblée générale des Nations Unies, New York, 26 septembre 1977.
30. Fernand Leblanc, "Canada and UN Resolutions Concerning Israel and the Middle-East", huitième séminaire national Hadassah-WIZO concernant les affaires publiques, Montréal, 15 juin 1977.
31. Ibid.
32. Don Jamieson, Assemblée générale des Nations Unies, 26 septembre 1977.
33. Département des affaires extérieures, Rapport annuel pour 1978, p. 17.
34. Département des affaires extérieures, Rapport annuel pour 1977, p. 14. Rapport annuel pour 1978, p. 87.
35. Don Jamieson, "The UN Attests the Common Accountability of its Members", Assemblée générale des Nations Unies, 16 septembre 1978.
36. Département des affaires extérieures, Rapport annuel pour 1979, p. 60.
37. Chambre des communes, Comité permanent sur les affaires extérieures et la défense nationale, 29 novembre 1979, p. 7:4-5.
38. Ibid.
39. R.L. Stanfield, "Final Report of the Special Representative of the Government of Canada Respecting the Middle East and North Africa", 20 février 1980.

- 40. Ibid.
- 41. Ibid.
- 42. Ibid.
- 43. Ibid.
- 44. Ibid.
- 45. Mark MacGuigan, "Foreign Policy Begins in national Interest and Ends in International Action", Chambre des communes, 15 juin 1981.
- 46. Mark MacGuigan, "The United Nations' Place in World Affairs, Assemblée générale des nations Unies, New York, 21 septembre 1981.

Le Canada et le statut des Palestiniens de 1967 à 1980

Paul Noble

Avant 1948, la "question de Palestine" était au coeur du conflit arabo-israélien. L'avenir de l'ancien territoire sous mandat était le problème central et la population palestinienne locale, avec les colons juifs, étaient les principaux participants au conflit. Après l'établissement de l'Etat d'Israël en 1948, puis la prise de contrôle par les Etats arabes voisins sur la partie arabe restante du territoire, la question de Palestine s'est trouvée releguée à l'arrière-plan. Les questions en jeu dans le conflit se sont trouvées redéfinies, particulièrement en Occident. Le partage du territoire était considéré comme ayant résolu définitivement la question de Palestine. La légitimité du nouvel Etat d'Israël était universellement acceptée par les gouvernements et les peuples de l'Occident. La question fondamentale était maintenant considérée comme étant l'acceptation par les Arabes du droit d'Israël à l'existence. En outre, ce qui avait commencé comme un conflit entre Palestiniens et sionistes en était venu à être considéré essentiellement comme un conflit entre Arabes et Israéliens, les Palestiniens ne jouant qu'un rôle très mineur. Dans leur situation faible et fragmentée, les Palestiniens ont cessé d'être considérés comme une force majeure ou même comme une entité distincte.

Au moment de la guerre de 1967, c'était essentiellement ainsi que l'on concevait la situation en Occident. A la fin des années 1960, cependant la nature du conflit a commencé à se transformer. Une prise de conscience nationale accrue et l'accent mis sur l'autosuffisance ont conduit les Palestiniens à faire valoir leurs droits de façon plus énergique, ce qui s'est reflété dans l'apparition de plusieurs organisations de commandos. Les activités de ces organisations ont forcé le monde à se rendre compte que le problème palestinien n'était pas simplement un problème de réfugiés mais un problème national aussi. Cela s'est trouvé renforcé par les efforts déployés par les gouvernements des pays arabes au début des années 1970 afin d'obtenir une reconnaissance internationale des "droits légitimes" du peuple palestinien. Toutefois, ce n'est qu'après la guerre de 1973 que la question palestinienne a évidemment commencé à assumer une place de premier plan sur la scène internationale.

Cette nouvelle prééminence a été le résultat de la conjonction de plusieurs facteurs. Tout d'abord, le déclenchement et la dynamique de la guerre de 1973 avaient démontré clairement l'instabilité de la situation au Moyen-Orient et les dangers que celle-ci faisait courir au monde. En particulier, la force militaire et économique dont le monde arabe venait de faire preuve a obligé les pays occidentaux à accorder une attention sérieuse au Moyen-Orient et particulièrement aux vues des pays arabes concernant le conflit avec Israël. Simultanément, l'apparition d'un nouveau climat dans le monde arabe a conduit certains gouvernements à se montrer disposés à parvenir à un accommodement avec Israël. Simultanément, l'apparition d'un nouveau climat dans le monde arabe a conduit certains gouvernements à se montrer disposés à parvenir à un accommodement avec Israël, ce qui a ouvert pour la première

la possibilité d'un progrès notable vers une solution diplomatique du conflit. Cette nouvelle volonté de parvenir à un accommodement, cependant, s'est accompagnée d'une insistance sur la reconnaissance de certains "droits fondamentaux du peuple palestinien. Ce lien a été mis en relief non seulement parce que les exigences des Palestiniens étaient considérées comme légitimes en soi, mais, chose plus importante, parce que les Palestiniens étaient devenus une force politique importante dans le monde arabe. Par conséquent, les gouvernements des pays arabes disposés à s'entendre avec Israël ont jugé nécessaire de minimiser l'opposition à un règlement de la part des milieux palestiniens en les assurant que leurs intérêts légitimes seraient pris en compte dans tout règlement de paix. Israël, pour sa part, s'est énergiquement opposé à toute concession véritable aux Palestiniens, doutant sérieusement des intentions des Palestiniens, et plus particulièrement de l'OLP, à leur égard. De ce fait, la question palestinienne est devenue un obstacle majeur, sinon l'obstacle principal, d'un règlement d'ensemble du conflit arabo-israélien.

Après 1973, donc, la question palestinienne a cessé d'être simplement une question marginale et est devenue au contraire un problème central dans le conflit arabo-israélien. De ce fait, les pays occidentaux, comme le Canada, n'ont plus pu éluder la question et ont été forcés de l'envisager carrément. A la fin des années 1970, la question palestinienne est devenue le centre de tensions et le noeud des négociations, particulièrement après la conclusion du Traité de paix entre l'Egypte et Israël (1979) et l'ouverture de pourparlers concernant l'avenir de la Rive occidentale et de Gaza. La question palestinienne était maintenant devenue, manifestement, le centre du conflit, et l'on a généralement reconnu qu'une solution à ce problème était une condition préalable indispensable à l'instauration d'un règlement durable entre le monde arabe et Israël.

Vu la place importante occupée par ce problème et les conséquences sérieuses qu'il pouvait avoir pour la région, pour les pays occidentaux et, en fait, pour le monde tout entier, s'il n'était pas résolu, il serait intéressant, à ce stade, d'analyser l'évolution de la politique canadienne concernant la question palestinienne depuis 1967. Comment le Gouvernement canadien envisageait-il la question palestinienne à l'origine? Quels changements sont intervenus dans les idées et les politiques canadiennes dans ce domaine depuis 1967? Quelle est la position actuelle du Canada sur la question palestinienne? Dans la présente étude, l'accent sera mis sur la politique nationale c'est-à-dire sur la position officielle des gouvernements qui se sont succédé au Canada. Cette analyse sera cependant complétée, le cas échéant, par une mention des vues exprimées par les porte-parole de l'opposition et les députés de tous les partis à propos des différents aspects du problème.

Il convient de noter d'emblée que la question palestinienne fait intervenir non pas un problème unique mais plutôt une multiplicité de problèmes. Certains d'entre eux ont un caractère à long terme tandis que d'autres ont un caractère passager, découlant de la situation de conflit qui existe faute de règlement.

Pour ce qui est des perspectives à long terme, deux questions fondamentales se posent: l'une est la question territoriale. Israël sera-t-il tenu de se retirer complètement des territoires habités par les Palestiniens et occupés en 1967 (par exemple la Rive occidentale, l'Est de Jérusalem et Gaza) ou sera-

t-il autorité à annexer ou, d'une autre manière, à conserver le contrôle sur une partie du territoire? L'autre question, incontestablement plus fondamentale, concerne le statut ultime du peuple palestinien. Les Palestiniens devront-ils rester en permanence sous la juridiction politique d'autrui? (Israël et/ou les Etats arabes voisins)? Le problème palestinien doit-il être considéré seulement comme un problème de réfugiés auquel il convient de trouver une solution humanitaire? Ou bien doit-il être traité comme un problème national, les Palestiniens étant acceptés comme un peuple ayant le droit d'avoir une forme ou une autre de patrie? Dans l'affirmative, quelle forme devra revêtir une telle solution politique (Etat indépendant, fédération lâche, etc.)? A quelles conditions une telle solution devrait-elle être subordonnée?

Pour ce qui est de la période intérimaire précédant un règlement définitif, il se pose trois grandes séries de problèmes. La première concerne la représentation de la population palestinienne, particulièrement dans les négociations relatives à un règlement du conflit. Dans l'affirmative, à quelles conditions? Quelle forme revêtira leur représentation (dans le cadre d'une délégation plus vaste ou de leur propre délégation) et, surtout, qui représentera les Palestiniens? Une deuxième série de problèmes intérimaires concerne la situation dans les territoires palestiniens occupés. Ces problèmes tiennent essentiellement aux politiques et aux comportements d'Israël dans ces territoires, tant en ce qui concerne les habitants actuels et les récents arrivés, que la composition physique et démographique de la région elle-même. La dernière question intérimaire a trait aux méthodes utilisées par les Palestiniens et par les Israéliens dans la lutte qu'ils continuent de mener à propos de l'avenir du territoire (c'est-à-dire les problèmes du terrorisme et de la violence).

Si tous ces problèmes méritent d'être étudiés, l'on se bornera ici à examiner la politique canadienne concernant la question fondamentale à long terme du statut du peuple palestinien. L'évolution de la politique dans ce domaine peut être divisée en deux étapes distinctes, l'une qui recouvre la période qui s'est écoulée de la guerre de juin 1967 à la guerre d'octobre 1973, l'autre la période qui s'est écoulée depuis la guerre d'octobre.

I. De la guerre de juin (1967) à la guerre d'octobre (1973)

Les facteurs qui ont déterminé les politiques

Si l'on veut comprendre la politique du Canada à l'égard de la question palestinienne au sommet de la guerre de juin et ensuite, il est bon de commencer par examiner les facteurs sous-jacents qui ont inspiré la politique du Canada à l'égard du Moyen-Orient en général et du conflit arabo-israélien en particulier.

En premier lieu, le Moyen-Orient n'était pas un secteur d'intérêt particulier en matière de politique étrangère pour le Canada. Cela était dû essentiellement au fait que les intérêts spécifiques du Canada n'étaient pas directement en jeu dans la région. En tant que puissance d'importance moyenne, les capacités et l'étendue géographique des activités du Canada étaient limitées, ce qui limitait également la portée de ses intérêts stratégiques et politiques directs. Par ailleurs, le Canada n'avait pas de liens historiques ni de présence pouvant conduire le pays à se trouver nettement impliqué dans la région. Enfin, les intérêts économiques du Canada dans la région étaient mineurs vu que le pays ne dépendait que dans une mesure limitée du pétrole du Moyen-Orient.

Les intérêts du Canada au Moyen-Orient, par conséquent, tenaient essentiellement à des considérations autres que des intérêts nationaux directs. La série de ces considérations avait un caractère sous-national, à savoir la présence dans le pays d'une communauté influente - la communauté juive - ayant des liens solides avec l'un des Etats de la région. On reviendra sur cette question plus loin.

L'autre importante série de considérations avait un caractère supranational 1/. Ici, il y avait deux facteurs fondamentaux qui avaient amené le Canada à se trouver concerné par le Moyen-Orient avant 1967. L'un était son appartenance à l'Organisation des Nations Unies et la valeur que le Canada s'attachait à cette organisation. Le Canada considérait l'ONU comme un organe au sein duquel des petites et moyennes puissances comme lui pouvaient établir des contacts et jouer un rôle significatif au plan international. Le Canada était convaincu également que l'ONU était un instrument précieux pour régler l'usage de la force, sinon pour effectivement régler les conflits. L'ONU ayant fréquemment été appelée à s'occuper des conflits au Moyen-Orient, et en particulier du conflit arabo-israélien, il n'était pas surprenant que le Canada se trouve rapidement impliqué dans la région, plus précisément dans un rôle de supervision de la trêve et de maintien de la paix. Le deuxième facteur supranational était l'appartenance du Canada à l'Alliance occidentale. En tant que membre de l'OTAN, le Canada s'estimait affecté par l'extension de l'influence soviétique et les possibilités d'affrontement entre l'Est et l'Ouest où que ce soit dans le monde. Il se préoccupait également de la mesure dans laquelle les intérêts occidentaux pourraient se trouver compromis par des situations régionales ou par les activités de membres de l'Alliance ailleurs dans le monde. Au fil des ans, le Moyen-Orient était devenu une importante source de problèmes pour l'Alliance d'un point de vue comme de l'autre (voir par exemple Suez). Cela a renforcé l'intérêt que le Canada portait à la région.

Vu l'absence d'intérêt national direct canadien au Moyen-Orient et vu le caractère particulier de ses intérêts "supranationaux", il n'est pas surprenant que ce n'ait été qu'en période de crise que le Canada se soit sérieusement préoccupé de l'évolution de la situation dans la région. Une de ces situations de crise était la guerre arabo-israélienne de 1967. Une fois la guerre finie, cependant, le sentiment de crise a disparu et les préoccupations du Canada à propos du Moyen-Orient se sont amoindries. Certes, à l'échelon régional, le conflit arabo-israélien demeurerait une source de tensions constantes qui éclataient périodiquement en actes de violence à une échelle urgente. Vu le déséquilibre militaire, on estimait que les Arabes n'étaient pas en mesure de se livrer à des hostilités à une grande échelle contre Israël dans un avenir prévisible. Pour la même raison, le risque d'un affrontement entre superpuissances dans la région semblait à ce moment-là limité. Par ailleurs, il ne semblait pas y avoir de menace imminente d'une action arabe contre les intérêts occidentaux, particulièrement en ce qui concerne les approvisionnements en pétrole, afin de forcer les puissances occidentales à exercer des pressions sur Israël pour qu'il se retire des territoires occupés. En bref, de 1967 à 1973, il semblait y avoir une certaine instabilité "stable" dans la situation au Moyen-Orient.

Pour ce qui était des activités de gestion du conflit, la seule forme de participation directe dans la région, à savoir le maintien de la paix, avait disparu avec le retrait de la FUNU en 1967, bien que le Canada continuât de jouer un rôle limité au sein de l'Organisation des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST). Par ailleurs, vu l'intensité accrue du conflit arabo-israélien après 1967 en comparaison de celle qui prévalait avant 1967, l'attention de la communauté internationale s'est portée non plus tant sur les activités de maintien de la paix exclusivement que sur une recherche active d'un règlement de fond. De ce fait, la responsabilité s'est trouvée de plus en plus dévolue aux superpuissances, qui étaient les seuls Etats ayant assez de moyens de pression sur les parties pour pouvoir aboutir à un règlement. Pour cette raison, le rôle potentiel de puissances de moindre importance, comme le Canada, a diminué. En outre, le fait que les Etats-Unis, leader de l'Alliance occidentale et le plus proche allié du Canada, avait assumé un rôle de premier plan en ce qui concerne les activités de gestion du conflit arabo-israélien a incité le Canada à s'abstenir de toute activité diplomatiques qui puisse impliquer les choses pour les Etats-Unis et compromettre les relations entre les Etats-Unis et le Canada.

N'ayant pas d'intérêts nationaux directs en jeu dans la région et vu que ses capacités limitées ne lui donnaient guère le moyen d'influencer les événements, le Canada n'était pas disposé à assumer un rôle actif dans la diplomatie concernant le Moyen-Orient. Cette attitude a été renforcée par la configuration susmentionnée des situations régionales et internationales qui existaient entre 1967 et 1973. En 1967, certes, le Gouvernement canadien a participé à la formulation de certains principes généraux consacrés dans la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, visant à servir de principes directeurs dont devrait s'inspirer un règlement du conflit arabo-israélien. Cependant, s'il l'a fait, c'est essentiellement parce que le Canada était à l'époque membre du conseil de sécurité. Après quoi, le Canada a assumé un rôle relativement passif, préférant laisser la responsabilité de la recherche d'un règlement à d'autres pays qui étaient plus directement impliqués dans la région et qui avaient plus de moyens de pression sur les parties. Par ailleurs, non seulement le Canada n'était pas disposé à jouer un rôle diplomatique actif, mais encore il ne voyait aucune nécessité de formuler une politique détaillée qui lui soit propres à propos des différentes questions en cause dans le conflit. Pour le Canada, il suffisait de manifester son soutien aux principes consacrés dans la résolution 242, pour généraux et ambigus qu'ils puissent être, et d'en rester là. Cette hésitation à formuler des attitudes précises sur les problèmes en jeu était motivée par plusieurs raisons. En premier lieu, le gouvernement estimait qu'il serait présomptueux de sa part, vu l'expérience et l'influence limitée du Canada dans la région, de vouloir le faire. Par ailleurs, une telle attitude risquerait de mécontenter l'une ou l'autre des parties au conflit, un groupe d'intérêt national influent (la communauté juive canadienne) et/ou le principal allié au Canada (les Etats-Unis), qui accordaient une importance considérable à la situation au Moyen-Orient. Par conséquent, il n'était guère vraisemblable qu'une quelconque déclaration canadienne quant aux conditions possibles d'un règlement du conflit arabo-israélien allant au-delà des généralités énoncées dans la résolution 242 produise un quelconque progrès vers un règlement ou assure des avantages politiques au Canada, alors même que le coût politique d'une telle déclaration était certain.

En bref, l'attitude du Canada à l'égard du Moyen-Orient se caractérisait essentiellement par l'inaction et l'ambiguïté. De ce fait, la politique canadienne vis-à-vis de la région a eu essentiellement un caractère de réaction plutôt que d'action. En général, les déclarations politiques ne reflétaient pas une initiative consciente de la part du gouvernement mais plutôt une réaction devant les initiatives prises par d'autres, qu'il s'agisse de l'évolution de la situation dans la région, des résolutions adoptées à l'ONU, ou même de pressions internes. En outre, la politique n'a évolué que très lentement, non seulement parce qu'elle avait un caractère de réaction plutôt que d'action. En général, les déclarations politiques ne reflétaient pas une initiative consciente de la part du gouvernement mais plutôt une réaction devant les initiatives prises par d'autres, qu'il s'agisse de l'évolution de la situation dans la région, des résolutions adoptées à l'ONU, ou même de pressions internes. En outre, la politique n'a évolué que très lentement, non seulement parce qu'elle avait un caractère essentiellement de réaction, mais aussi parce que les gouvernements canadiens n'étaient pas disposés à aller au-delà du consensus minimum exprimé dans la résolution 242 tant que les principaux alliés du Canada n'auraient pas déjà fait un pas dans ce sens. Il s'agissait là d'une condition nécessaire, mais pas suffisante, si l'on voulait que la politique canadienne évolue.

Quoi qu'il en soit, le Moyen-Orient n'occupait qu'une place secondaire dans la politique étrangère du Canada. Si, par voie de conséquences, la politique canadienne à l'égard du conflit arabo-israélien avait tendance à être essentiellement passive, vague et d'évolution lente, cela était encore plus vrai de la politique canadienne à l'égard de la question palestinienne. Cela n'était pas surprenant vu que ce problème avait mis un certain temps à voir le jour, même dans le monde arabe, et qu'il était devenu hautement controversé dès son apparition.

La deuxième caractéristique fondamentale de l'attitude du Canada en ce qui concerne le Moyen-Orient ayant influé sur la position du pays à l'égard de la question palestinienne était le penchant pro-israélien des attitudes et de la politique du pays. Cela résultait de plusieurs facteurs.

Le premier facteur, le plus important, résidait dans les conceptions de légitimité qui existaient parmi les Canadiens concernant le conflit arabo-israélien. Connaissant bien certains aspects de l'histoire et de l'expérience juive, en particulier la promesse biblique et le sort désespéré des juifs dans l'Europe d'Hitler, le public et l'élite politique canadiens étaient convaincus de la légitimité de l'établissement d'un Etat juif en Palestine. Cette acceptation de la légitimité intrinsèque d'Israël se trouvait renforcée par des idées de légitimité factuelle tenant à une vingtaine d'années d'existence ainsi qu'à la reconnaissance accordée par une bonne part de la communauté internationale. Par ailleurs, pour ce qui était des intentions et du comportement, on avait généralement tendance à considérer Israël comme la partie innocente et lésée qui voulait seulement protéger ce qui lui appartenait et qui n'agissait que pour réagir aux initiatives arabes. Les Palestiniens et les Arabes, pour leur part, étaient considérés non seulement comme cherchant à détruire Israël mais aussi comme étant constamment des agresseurs ou les auteurs des heurts qui se produisaient dans la région. Le ton extrémiste d'un grand nombre de déclarations arabes ne faisait que renforcer cette impression.

Un second facteur ayant contribué à l'orientation pro-israélienne de la politique canadienne était la structure fondamentale d'intérêts dans le cadre de laquelle opéraient les gouvernements canadiens. L'élément le plus important à cet égard était la présence au Canada d'une communauté juive de dimension modeste mais néanmoins influente. Grâce à son nombre, à sa concentration stratégique dans les grandes villes canadiennes, à sa situation économique, à son organisation politique et à l'accès qu'elle avait aux dirigeants et aux médias, cette communauté représentait une force politique avec laquelle il fallait compter. Par les efforts incessants qu'elle déployait pour définir les questions et diffuser des informations, la communauté juive pouvait influencer les idées et les jugements de l'élite politique, des moteurs de l'opinion et du public canadien. Alors même que les hommes politiques et les responsables de la prise de décisions au Canada étaient déjà favorablement disposés à l'égard d'Israël, les vues de la communauté juive sur les questions faisant l'objet du conflit étaient néanmoins constamment portées à leur attention. Cela permettait non seulement de renforcer, et quelquefois même de faire naître, leurs idées de légitimité, mais aussi de leur faire prendre conscience des coûts politiques que pouvait impliquer l'adoption d'attitudes contraires à celles de la communauté juive. Ces coûts pouvaient se présenter sous forme de critiques dans les médias, de critiques d'autres hommes politiques, y compris des membres de son propre parti, la perte de contributions politiques et la perte d'un soutien électoral dans certaines circonscriptions. Naturellement, une telle situation est de nature à faire réfléchir tout homme politique, et surtout tout dirigeant politique.

Entre 1967 et 1973, il n'existait guère de pressions inverses sur le Gouvernement canadien concernant les questions en jeu au Moyen-Orient. La communauté arabe canadienne était relativement restreinte et dispersée, et nombre de ses membres étaient assez nouvellement arrivés dans le pays. De ce fait, elle n'avait que peu d'influence. Par ailleurs, très rares étaient les personnes qui pouvaient défendre directement la cause arabe devant les Canadiens. Parmi celles-ci, certaines l'ont fait d'une façon qui n'a fait que renforcer le penchant pro-israélien qui existait dans l'opinion canadienne. Mais, comme on l'a noté ci-dessus, la chose la plus importante, à ce stade, était que le Canada n'avait virtuellement aucun intérêt tangible au Moyen-Orient et n'y était guère impliqué. Par conséquent, l'on se sentait peu vulnérable aux pressions qui pourraient être exercées par le monde arabe pour réagir devant l'adoption d'une attitude pro-israélienne. Pour la même raison, il n'existait guère de groupes d'intérêts internes ayant des liens étroits avec le monde arabe qui puissent faire pression sur le gouvernement pour le mettre en garde contre les conséquences néfastes que pourraient avoir de telles politiques.

Le dernier facteur qui a contribué au penchant pro-israélien du Canada était un facteur extérieur, à savoir les vues des autres pays occidentaux. Compte tenu de l'importance du Moyen-Orient dans le contexte plus large de la politique Est-Ouest ainsi que de l'importance de ses ressources énergétiques pour l'économie d'un grand nombre de pays occidentaux, et compte tenu des responsabilités limitées du Canada dans la région, le Gouvernement canadien était soucieux de veiller aux vues de ses alliés concernant le Moyen-Orient. Le Canada cherchait à suivre une politique aussi proche que possible

de celle de ses principaux alliés non seulement pour être en "bonne compagnie" mais aussi dans l'intérêt de l'Alliance elle-même. En tout état de cause, les conceptions de légitimité et la façon dont étaient envisagés les intentions et le comportement de chacun étaient largement partagées en Occident pendant cette période. En particulier, la politique des Etats-Unis, leader de l'Alliance atlantique et le plus proche allié du Canada, était nettement pro-israélienne. Les attitudes des responsables canadiens n'étaient pas très différentes de celles de leurs homologues américains mais, même si elles l'avaient été, le Gouvernement canadien aurait hésité à adopter en ce qui concerne le Moyen-Orient des attitudes s'écartant de celles des Etats-Unis. Le Canada se rendait compte en effet de l'importance que le Gouvernement américain accordait à la région et du rôle de premier plan qu'il y avait assumé. De ce fait, le Gouvernement canadien ne voulait pas compliquer la tâche des Etats-Unis ni s'en faire un adversaire dans un domaine aussi délicat. Les autres gouvernements occidentaux étaient aussi favorablement disposés à l'égard d'Israël à la fin des années 1960, à l'exception de la France, qui avait adopté une attitude plus critique. Cependant, à la fin des années 1970, les autres gouvernements des pays d'Europe occidentale manifestaient aussi un certain scepticisme à propos des intentions et du comportement israéliens et adoptaient progressivement une attitude plus équilibrée. Cette différence de conception s'est reflétée essentiellement dans les votes intervenus à l'ONU sur les résolutions relatives au Moyen-Orient plutôt que dans des déclarations de politique générale. Cette divergence de vues entre ses alliés, bien que limitée, a suscité une certaine inquiétude de la part du Canada. En pareil cas, toutefois, le Canada généralement continuait à suivre les Etats-Unis et ainsi maintenant une orientation pro-israélienne dans sa politique 2/.

Pendant cette période, donc, les conceptions de légitimité qu'avait l'élite politique, la structure des intérêts et des sensibilités israéliens que de ceux des Arabes. Cela s'est reflété, comme nous le verrons plus loin, non seulement dans les votes exprimés et dans l'attitude généralement adoptée en ce qui concerne les résolutions relatives au Moyen-Orient à l'ONU mais aussi, dans une certaine mesure, dans l'attitude adoptée par le pays à propos de la question territoriale. Cette orientation a constitué un obstacle important à l'évolution de la politique canadienne sur le problème palestinien.

Le troisième facteur qui a influé le plus directement sur la politique canadienne à l'égard de la question palestinienne a été l'idée que les Canadiens se faisaient de la question palestinienne elle-même ainsi que des intentions et du comportement des Palestiniens. Aux yeux du Canada, l'approbation par l'Organisation des Nations Unies du partage de la Palestine et l'établissement de l'Etat d'Israël avaient définitivement réglé le problème de Palestine. Comme les responsables canadiens étaient fermement convaincus du droit d'Israël à l'existence, ils rejetaient comme illégitimes les exigences palestiniennes, qui voulaient éliminer Israël. Ils se sont également fait une idée très négative des Palestiniens, et des Arabes en général, en raison de leur refus d'accepter Israël et de l'hostilité qu'ils continuaient de manifester à son égard. Cette attitude s'est trouvée renforcée à la fin des années 1960 lorsque les nouvelles organisations de commandos ont commencé à se livrer à des actes de violence contre Israël et contre les Israéliens pour faire valoir leurs revendications nationales.

Etant donné que les Palestiniens n'exprimaient leurs aspirations nationales qu'en préconisant la disparition d'Israël et son remplacement par un Etat palestinien "séculier et démocratique", il est compréhensible que les responsables canadiens aient été peu disposés, à ce stade, à tenir compte des vues de ceux qui demandaient la reconnaissance des "droits nationaux" palestiniens. A part l'élimination d'Israël, ils ne savaient guère quelles étaient les aspirations nationales palestiniennes ^{3/}. Autrement dit, pour eux, il n'y avait pas d'aspirations nationales palestiniennes qui puissent s'exprimer à l'égard d'autres Arabes afin d'obtenir l'établissement d'un Etat palestinien dans les territoires occupés par les Palestiniens sur lesquels les Etats arabes voisins exerçaient leur contrôle depuis 1948. Ce n'est pas surprenant car, à la fin des années 1960, cette idée n'avait suscité aucun écho, même dans le monde arabe. En bref, donc, étant donné que les aspirations nationales palestiniennes étaient considérées soit comme illégitimes, soit comme inexistantes, les responsables canadiens estimaient qu'il n'existait pas véritablement de question de Palestine en tant que telle au sens national ou politique. Il n'y avait que la question des Palestiniens qui était considérée comme étant simplement un problème de réfugiés auquel il faudrait trouver une solution de caractère humanitaire.

Au début des années 1970, cependant, l'attitude arabe à l'égard du problème a commencé à s'infléchir. Les palestiniens ont commencé à être considérés non seulement comme une force politique importante et autonome mais aussi comme un peuple ayant une conscience nationale distincte qui lui était propre. En outre, quelques gouvernements arabes ont commencé, au moins implicitement, à interpréter les "droits nationaux palestiniens" et "l'autodétermination" de façon plus limitée (c'est-à-dire comme tendant simplement à l'établissement d'un Etat palestinien comprenant la Rive occidentale et Gaza). Toutefois, le Canada ne s'en est pas ému. Il a continué à douter que le changement d'attitude des Arabes soit réel, spécialement faute de claire déclaration des Palestiniens à cet effet. C'est ainsi que le Canada est demeuré opposé à toute formule de droits nationaux palestiniens qui ne serait pas assortie d'une assurance expresse concernant le droit d'Israël à l'existence.

Même avec une assurance explicite, les responsables canadiens n'étaient pas disposés à appuyer le principe des droits nationaux palestiniens. Cette situation était due essentiellement au souci manifesté par le gouvernement en ce qui concerne la sécurité d'Israël et aux craintes causées par l'instabilité dans la région, de même qu'à une vive suspicion quant aux intentions palestiniennes. En outre, certains facteurs internes autres que ceux que l'on a déjà mentionné ont eu tendance à limiter l'écho que de telles propositions ont rencontré au Canada. Un facteur indirect était le fait qu'au cours des années, le Canada lui-même avait accepté un grand nombre d'immigrants, souvent des réfugiés échappés de leur propre pays. C'est peut-être là la raison pour laquelle les Canadiens avaient peine à comprendre le refus des Arabes d'accepter que le problème palestinien soit résolu par la réinstallation des réfugiés et l'insistance mise à faire valoir les "droits" nationaux palestiniens (que ce soit intégralement ou sous une forme plus limitée). Toutefois, il ne s'agissait là, dans le meilleur des cas, que d'un facteur subconscient, et il ne faut pas y attacher trop d'importance. L'autre facteur, plus important, tenait à la situation au Québec. A la fin des années 1960, on a été témoin

d'un regain de nationalisme au Québec et de l'apparition d'un parti "séparatiste" solide préconisant l'autodétermination et l'indépendance du Québec. Les dirigeants politiques canadiens étaient certainement conscients des répercussions que pourrait avoir dans le pays leur attitude sur la question des "droits nationaux" palestiniens et de "l'autodétermination". A ce propos, le recours à des méthodes terroristes par certains éléments du mouvement nationaliste québécois, qui a abouti à la crise d'octobre 1970, ainsi que la vive réaction que cette situation avait suscité au Canada, peuvent fort bien avoir influencé les idées que l'élite et le public se faisaient du mouvement national palestinien. Cette situation, en tout cas, n'a pas créé un climat favorable aux aspirations nationales palestiniennes, au nom desquelles des méthodes semblables avaient périodiquement été employées.

Le quatrième et dernier facteur influençant la politique du Canada à l'égard des Palestiniens était l'attitude fondamentale du gouvernement en ce qui concerne le processus de règlement du conflit arabo-sraélien. Pour commencer, le Canada était très opposé à l'idée d'un règlement imposé. Le seul règlement durable, estimait-on, serait un règlement qui soit librement accepté par les parties elles-mêmes. En conséquence, les conditions du règlement devraient être négociées par les parties directement. Néanmoins, le gouvernement croyait également que le conflit était trop grave pour laisser aux parties elles-mêmes le soin de le régler. La communauté internationale avait un rôle à jouer, par l'intermédiaire du Conseil de sécurité de l'ONU, pour aider à trouver une solution à ce conflit périodique et dangereux. Ce rôle pourrait revêtir deux formes: l'une était la nomination d'un médiateur des Nations Unies qui utiliserait ses bons offices pour chercher à lancer les négociations entre les parties. L'autre était la formulation de certains principes généraux qui pourraient inspirer un règlement. Ces principes ont en définitive été énoncés dans la résolution 242 du conseil de sécurité, en date du 29 novembre 1967, résolution à la rédaction de laquelle le Canada, membre du Conseil de sécurité à l'époque, avait beaucoup participé. Les dispositions de base de cette résolution étaient la reconnaissance par les Arabes de l'existence d'Israël et l'acceptation des dispositions satisfaisantes visant à assurer la sécurité d'Israël en échange d'un retrait de ce pays des territoires occupés pendant la guerre de 1967. La résolution mentionnait également la nécessité d'une juste solution au problème des réfugiés.

Comme il n'existait qu'un minimum de consensus entre les grandes puissances concernant les conditions possibles d'un règlement et comme la résolution 242 ne devait constituer qu'un cadre pour les négociations et n'était pas un plan de prix détaillé, les principes énoncés dans la résolution étaient exprimées en termes assez généraux. De ce fait, ils étaient assez ambigus et permettaient une vaste gamme de solutions possibles et de dispositions concrètes. (les dispositions concernant le retrait territorial d'Israël en sont le meilleur exemple). Il appartenait aux parties elles-mêmes de s'entendre sur les conditions effectives d'un règlement dans les limites établies par ces principes. Ainsi, de l'avis du Canada, une fois les principes établis, le rôle de l'ONU était relativement limité. Le Canada était opposé à une intervention répétée des organes des Nations Unies dans le conflit sous forme d'un rôle de "législateur" ou "d'arbitre".

Plus précisément, le Canada était opposé à trois types d'intervention de l'ONU. Le premier était toute tentative d'interpréter ou de préciser les principes contenus dans la résolution 242 4/. La résolution 242, de l'avis du Gouvernement canadien, représentait le maximum de consensus possible à l'époque. Les grandes puissances y avaient souscrit, y compris les principaux partisans des parties au conflit, et la résolution avait reçu l'acquiescement tacite de la plupart des parties au conflit elles-mêmes. Toute tentative de l'ONU d'aller au-delà de ces dispositions et d'interpréter les principes qui y étaient consacrés d'une façon spécifique pourrait compromettre ce consensus fragile. En particulier, cela pourrait mécontenter l'une ou l'autre des parties et ainsi compromettre les possibilités de négociation. Les deuxième et troisième types d'intervention de l'ONU appelant des objections de la part du Canada étaient toute tentative de modifier la résolution 242 soit en mettant l'accent sur l'un des éléments de l'ensemble par rapport à d'autres, soit en y ajoutant de nouveaux éléments 5/. Selon le Canada, la résolution représentait un compromis soigneusement élaboré couvrant tous les principaux éléments qui devaient faire partie d'un règlement. Elle constituait par conséquent un ensemble équilibré d'obligation liées les unes aux autres, dont les éléments ne devaient pas être modifiés.

La conception que le Canada se faisait du processus de règlement et son opposition à un rôle interventionniste de l'ONU dans le conflit avaient de grandes conséquences. La première était de placer le Canada dans une situation d'opposition aux Etats arabes et ainsi de donner l'impression que le Canada manquait d'objectivité. Ainsi, que cela ait été intentionnel ou non, le soutien apporté par le Canada à un rôle modeste de l'ONU était implicitement favorable à Israël car ce pays était non seulement la partie la plus forte mais avait également la possession des territoires contestés. Plus le rôle de la communauté internationale serait passif, plus le pouvoir de négociation d'Israël risquait d'être fort. Inversement, plus la communauté internationale jouerait un rôle d'intervention, plus la supériorité d'Israël pourrait se trouver compensée par les pressions diplomatiques exercées de l'extérieur pour le pousser à conclure un règlement raisonnable.

Ce problème s'est posé en particulier lorsque le Canada s'est opposé à l'adoption des résolutions de l'ONU insistant sur la nécessité d'appliquer certaines dispositions de la résolution 242 et demandant à Israël de les observer. Les explications habituellement avancées pour justifier cette position étaient que les résolutions en questions soit allaient au-delà des dispositions de la résolution 242, soit manquaient d'équilibre car elles mettaient l'accent sur certains éléments de l'ensemble seulement sans en mentionner d'autres, ou ne critiquaient que l'un des côtés. Ces arguments ne manquaient pas de mérite, particulièrement tant qu'il n'y avait pas d'indication permettant de croire à des objectifs expansionnistes de la part d'Israël ou à une volonté de la part des Arabes d'observer les obligations qui leur incombaient en vertu de la résolution 242 (par exemple la reconnaissance d'Israël et l'acceptation de disposition appropriées en matière de sécurité). Cependant, au début des années 1970, non seulement y avait-il des indications montrant que certains Etats arabes clés (l'Egypte ainsi que la Jordanie) étaient disposés à accepter tous les éléments de la résolution 242 6/, mais encore le comportement israélien dans les territoires occupés a commencé à soulever des questions sérieuses quant aux intentions d'Israël. A ce stade, un certain nombre des arguments présentés pour s'opposer à l'adoption de résolutions de l'ONU soulignant

la nécessité d'appliquer des dispositions particulières de la résolution 242 et demandant à Israël de le faire ont semblé perdre de leur validité. Cela étant, en continuant à s'opposer à ces résolutions ou même en s'abstenant, on donnait l'impression que l'on acceptait tacitement les actes ou l'inaction d'Israël. Dans le même esprit, les gouvernements canadiens successifs ont semblé faire grand cas des sensibilités d'Israël et ont exprimé l'inquiétude que des résolutions visant Israël puissent en faire un adversaire et par conséquent compromettre les possibilités de négociation. Les gouvernements canadiens successifs n'ont cependant guère tenu compte du fait que l'hésitation montrée par l'Occident à critiquer les comportements israéliens contestables puisse mécontenter les Arabes et amenuiser leur volonté de participer aux négociations. De même, on n'a pas semblé non plus prendre conscience du fait qu'une manifestation de volonté de la part de l'ONU ou de l'Occident d'agir pour résoudre le conflit puisse encourager les Arabes à avoir confiance dans la possibilité d'un règlement honorable.

L'autre grande conséquence de la conception que le Canada se faisait du processus de règlement était directement liée à la politique palestinienne du pays. En refusant d'accepter toute modification de la résolution 242, le Canada adoptait à l'égard du conflit arabo-israélien une attitude quelque peu statique. Cette politique visant à empêcher toute créativité diplomatique en s'opposant à l'adjonction de tout élément nouveau aux principes fondamentaux contenus dans la résolution 242, alors même que ces éléments visaient des questions qui n'avaient pas été soulevées lorsque la résolution 242 avait été adoptée. Par ailleurs, aucune distinction n'était faite entre les modifications qui pourraient être contraires aux principes fondamentaux et celles qui pourraient les compléter. Si cette attitude n'était pas la principale cause du manque d'intérêt manifesté par le Canada à l'égard des Palestiniens, elle l'a certainement renforcée. De ce fait, le Canada s'est trouvé dans une situation nettement opposée à celle des Palestiniens et aux efforts déployés pour faire reconnaître leurs aspirations et leurs "droits" légitimes, particulièrement au sein de l'Organisation des Nations Unies.

Les idées et la politique en 1967: la période Pearson-Martin

Maintenant que nous avons examiné les principaux facteurs qui ont influencé la politique canadienne sur la question palestinienne pendant la période 1967-1973, analysons maintenant l'évolution de la politique elle-même.

En 1967, le centre du conflit demeurait, comme toujours, les revendications rivales d'Israël, d'une part, et des Palestiniens et des Etats arabes, d'autre part, sur l'ancien territoire de la Palestine. Pour les raisons que l'on a déjà mentionnées, l'opinion canadienne était fermement convaincue de la légitimité de l'Etat d'Israël, d'une part, et des palestiniens et des Etats arabes, d'autre part, sur l'ancien territoire de la Palestine. Pour les raisons que l'on a déjà mentionnées, l'opinion canadienne était fermement convaincue de la légitimité de l'Etat d'Israël. Par conséquent, les dirigeants politiques canadiens ont toujours insisté sur le fait que le droit d'Israël à l'existence était au centre du conflit et que la reconnaissance de ce droit devrait constituer le principal élément de tout règlement. Le Premier Ministre

Pearson a clairement exprimé cet avis à la veille de la guerre de 1967. "La question fondamentale, en l'occurrence, est la reconnaissance du droit d'Israël de vivre en paix et en sécurité. Le rejet de ce droit fondamental a été pendant des années et demeure encore aujourd'hui une source de danger pour nous" 7/. Cet avis était partagé par virtuellement tous les orateurs qui ont participé aux débats parlementaires pendant la guerre de 1967 ou qui ont parlé de la question par la suite 8/.

Si le soutien manifesté en ce qui concerne le droit d'Israël à l'existence était aisément compréhensible, l'on décelait parmi les hommes politiques canadiens une méconnaissance surprenante du fait que la question était beaucoup plus complexe qu'on ne l'avait généralement présentée et que le peuple palestinien pouvait légitimement exprimer des griefs concernant l'établissement d'Israël. Indépendamment d'un petit nombre de députés du Crédit social du Québec et d'un député d'opposition du Nouveau parti démocrate, il n'a guère été exprimé de compréhension en ce qui concerne la cause palestinienne pendant les débats de 1967 9/. On estimait que la question avait été réglée par le partage du territoire en 1947-1948. Par conséquent, les aspirations nationales palestiniennes vis-à-vis d'Israël étaient rejetées comme étant illégitimes et déraisonnables.

Tout en appuyant fermement le droit d'Israël à l'existence, le Gouvernement Pearson et les gouvernements qui lui ont succédé ont cherché à établir un certain équilibre dans la politique canadienne en appuyant le principe du retrait israélien des territoires arabes occupés pendant la guerre de 1967 10/. Cependant, ils ont également adopté une politique d'ambiguïté délibérée pour ce qui est de l'étendue ultime de ce retrait. C'est ainsi qu'un retour au statu quo territorial d'avant 1967 n'a jamais été officiellement écarté, mais la possibilité de certaines modifications territoriales en faveur d'Israël ne l'a pas été non plus. En fait, des indications permettent de penser que le Gouvernement canadien était sensible, dans une certaine mesure, aux arguments israéliens concernant la nécessité de modifications territoriales, soit pour des raisons de sécurité, soit même, comme dans le cas de Jérusalem, pour des raisons religieuses et symboliques 11/. En bref, le Canada semblait disposé à accepter la perspective que le modeste reste de territoire palestinien qui se trouvait sous souveraineté arabe avant 1967 puisse être réduit encore plus lors du règlement. Toutefois, cela ne serait acceptable que dans le cadre d'un règlement définitif et ne pouvait pas résulter d'une action unilatérale 12/.

Bien que le sort de l'ancien territoire de Palestine demeure, sous une forme ou sous une autre, au centre de l'attention et au coeur du conflit, une certaine attention était également accordée au sort des Palestiniens eux-mêmes. Virtuellement sous les orateurs, lors des débats qui ont eu lieu au Parlement en 1967, ont parlé du problème des réfugiés palestiniens. Bien que l'on n'ait guère parlée des raisons de leur fuite initiale 13/, plusieurs orateurs ont soulevé la question de la responsabilité encourue pour le maintien de la situation. Le thème prédominant dans ces interventions était que l'existence continue de camps de réfugiés était une tentative, de la part des gouvernements arabes, de perpétuer le conflit et d'utiliser les Palestiniens comme des pions dans leur combat avec Israël. Le Premier Ministre Pearson lui-même a exprimé cet avis.

"Ils ont été utilisés comme pions tragiques dans le jeu de la politique du Moyen-Orient... Pour ce qui est des réfugiés, je crois qu'un grand nombre des gouvernements arabes veulent qu'ils continuent à être des réfugiés pour les envoyer constituer un Etat arabe palestinien au cas où Israël devrait disparaître. Ces gouvernements pensent que si ces réfugiés étaient éparpillés de par le monde, ils seraient peut-être plus heureux individuellement, mais ils ne seraient plus disponibles le jour où Israël disparaîtrait pour s'installer à sa place. Cela a frustré, tout au moins en partie, les efforts qui ont été faits pour résoudre le problème des réfugiés" 14/.

En bref, on supposait que les gouvernements arabes auraient pu résoudre le problème des réfugiés sans grandes difficultés en démantelant les camps et en intégrant les Palestiniens dans leurs propres sociétés 15/.

Indépendamment de la question de savoir à qui incombe la responsabilité de la création et de la persistance du problème des réfugiés, on s'accordait généralement à penser qu'il fallait faire des efforts sérieux pour trouver une solution. Cette préoccupation était motivée surtout par des considérations humanitaires. De nombreux députés étaient véritablement émus par le sort malheureux des réfugiés, et en particulier par leurs conditions de vie déplorables 16/. Au-delà des préoccupations humanitaires, toutefois, on était également vivement conscient des conséquences politiques du problème des réfugiés. De nombreux orateurs ont fait observer que le sort désespéré des réfugiés rappelait constamment aux Palestiniens et aux Arabes en général leurs griefs contre Israël et ainsi attisait le conflit. Les partisans d'Israël, en particulier, étaient d'avis que le démantèlement des camps et la dispersion des réfugiés élimineraient les principaux foyers de sentiments anti-Israéliens et rendraient plus difficile aux Palestiniens de s'organiser et d'agir contre Israël. Dans les intérêts de la paix et de la stabilité dans la région, par conséquent, il faudrait trouver une solution au problème des réfugiés. Parlant au nom du gouvernement, le Ministre des affaires étrangères, Martin, a déclaré ce qui suit:

"Nous devons résoudre le problème terrible des familles écartelées et des populations de la Bande de Gaza et des régions où se trouvent les réfugiés et veiller à ce qu'ils aient la possibilité de vivre une vie pleine, ce qui éliminera une des tentations d'un nationalisme excessif" 17/.

Cet avis a été exprimé de façon plus énergique encore par l'ancien Ministre conservateur de la défense, Douglas Harkness:

"Tant qu'il y aura un problème de réfugiés palestiniens vivant dans des camps dans une situation misérable à la périphérie d'Israël, on aura un risque de guerre... Je crois que tant que ces gens ne seront pas dispersés... les sentiments de haine extrêmement vifs qui existent dans toutes ces régions continueront de se manifester et seront renforcés par l'existence des camps de réfugiés" 18/.

Pour ce qui était des solutions au problème, une distinction était établie entre les méthodes à court terme et à long terme. A court terme, les responsables et députés canadiens pensaient que la communauté internationale devrait fournir une aide accrue pour alléger les souffrances des réfugiés initiaux ainsi que du nombre substantiel de nouveaux réfugiés créés par la guerre de juin. A cet égard, l'on s'accordait à penser que le Canada, qui était déjà au nombre des principaux contributeurs à l'office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) 19/, devrait accroître son aide vu les besoins substantiellement accrus de l'Office. Ce consensus s'est rapidement traduit dans les actes, et le Premier Ministre Pearson a annoncé le 10 juin que le Canada était disposé à fournir des fonds supplémentaires pour les réfugiés 20/.

Cette aide financière, bien que considérée comme nécessaire, n'était cependant envisagée que comme un simple palliatif. L'accent continuait d'être placé, comme cela avait été le cas avant 1967, sur la nécessité de trouver une solution permanente au problème 21/. Cette solution, estimait-on, exigerait le démantèlement des camps et la réinstallation des réfugiés. Certains d'entre eux, reconnaissait-on, devraient se voir autorisés à rentrer dans leurs foyers en Israël (rapatriement), mais les porte-parole du gouvernement ont indiqué clairement que leur nombre serait très limité. C'est ainsi que le Premier Ministre Pearson a noté à la Chambre des communes que "... peut-être n'a-t-on jamais fait un effort suffisant pour obtenir qu'au moins certains d'entre eux rentrent dans leurs foyers en Israël 22/.

De l'avis du Canada, la seule solution réaliste résidait dans la réinstallation de la grande majorité des réfugiés, avec indemnisation, dans le monde arabe et, dans certains cas, même en dehors de la région. Le Ministre des affaires étrangères Martin a exprimé cet avis clairement lorsqu'il a dit, dans une allocution devant l'Assemblée générale des Nations Unies, qu'il "serait illusoire de continuer à penser que le problème pourrait être résolu simplement par leur retour en Israël 23/. Cet avis a été développé par le Premier Ministre Pearson lorsqu'il a dit ce qui suit:

"Il n'a jamais été offert à ces réfugiés une possibilité véritable de décider s'ils pourraient se réinstaller dans d'autres pays ou s'ils seraient disposés à le faire" 24/.

Pour faciliter l'absorption des réfugiés dans l'économie et dans la société des Etats arabes, le Gouvernement canadien proposait d'entreprendre un programme de développement régional à grande échelle avec une assistance financière substantielle de la communauté internationale.

"... on ne peut attendre des Etats arabes qu'ils supportent à eux seuls toute la charge que représentent la réinstallation et l'intégration dans les pays arabes des réfugiés qui pourraient faire ce choix. Un effort international, dans le contexte des Nations Unies, visant au développement économique régional du Moyen-Orient et lié à la réinstallation, est une condition indispensable que les Membres de l'Organisation des Nations Unies ont l'obligation d'envisager" 25/.

Si la réinstallation des réfugiés dans le monde arabe était manifestement la solution préférée, les parlementaires et le Gouvernement canadiens étaient également disposés à accepter une certaine immigration de Palestiniens au Canada. Cette suggestion était faite aussi bien par Andrew Brewin, porte-parole du NAP pour les affaires étrangères 26/ et par le dirigeant conservateur John Diefenbaker 27/. Cependant, bien que le Toronto Globe and Mail ait annoncé que le gouvernement était disposé à accepter jusqu'à 40 000 réfugiés 28/, le Premier Ministre Pearson est demeuré très prudent dans ses déclarations publiques:

"Il est impossible de dire, pour l'instant, combien de réfugiés seraient accueillis car cela dépendra des dispositions internationales qui seront prises pour résoudre le problème. En fait, cela dépendrait essentiellement, dans une très large mesure, de l'attitude manifestée par les gouvernements arabes à l'égard de l'urgence du problème. Lorsque cette question a été mentionnée l'autre jour, il y a eu dans les journaux arabes des articles critiquant le Canada car nous essayions d'éloigner de ces pays des réfugiés arabes dont le seul désir était de retourner vers leurs familles en Palestine" 29/.

Ces dernières remarques de M. Pearson mettent en relief une importante difficulté dans la conception canadienne du problème. La réinstallation des réfugiés dans les Etats arabes ou ailleurs dans le monde aurait pu améliorer leurs conditions de vie. Cependant, elle aurait également constitué une aide considérable pour Israël sur les plans tant symbolique que pratique et c'est ce qu'ont incontestablement compris les partisans d'Israël au Parlement et au Gouvernement canadiens. Sur le plan symbolique, l'existence des camps de réfugiés représentait à la fois le maintien des revendications palestiniennes sur leur patrie et une affirmation de l'existence collective des Palestiniens en tant que peuple. Par conséquent, l'élimination des camps aurait signifié la fin de leurs revendications sur la Palestine et l'acceptation du caractère permanent de leur nouvelle situation. Elle aurait également symbolisé, à bien des égards, leur dissolution en tant que "peuple". Par ailleurs, d'un point de vue pratique, l'élimination des camps aurait éliminé les principaux foyers de sentiments anti-israéliens et aurait rendu plus difficile aux Palestiniens de s'organiser et d'agir contre Israël. Pour ces raisons, la politique canadienne concernant les réfugiés palestiniens était considérée dans le monde arabe comme représentant une attitude politique autant, sinon plus, qu'une attitude humanitaire.

Bien que conscients de leur malheureuse situation l'élite politique canadienne ne semblait pas avoir conscience des Palestiniens comme d'autre chose que des réfugiés et ne paraissait donc pas disposée à chercher autre chose qu'une solution humanitaire. Tel n'avait pas toujours été le cas. En 1947, le Gouvernement canadien, en appuyant le partage de la Palestine, avait dans une certaine mesure reconnu le caractère distinctif et les aspirations nationales des Palestiniens. Depuis lors, l'établissement de l'Etat d'Israël et la prise de contrôle par les Etats arabes voisins du reste arabe du territoire avaient débouché sur la disparition de la Palestine en tant qu'entité politique. par ailleurs, la fragmentation des Palestiniens entre divers Etats, le fait qu'ils étaient partout subordonnés à la juridiction

d'autrui, ainsi que l'absence de tout organe autorisé à agir en leur nom, avaient contribué à donner l'impression qu'ils avaient disparu en tant que communauté nationale. Ces événements, joints aux similitudes linguistiques, culturelles et religieuses entre les Palestiniens et le monde arabe, avaient amené les dirigeants politiques canadiens, ainsi que la plupart des milieux internationaux, à perdre de vue le fait que les Palestiniens étaient un peuple ayant une identité et une conscience nationale distinctes de celles de leurs frères arabes. Aux yeux des Canadiens, l'identité palestinienne s'était fondue soit dans une identité arabe plus vaste, soit dans les différentes identités nationales de leurs pays de résidence.

Cette méconnaissance relative, parmi l'élite politique canadienne, d'une identité et d'une conscience nationale palestiniennes distinctes s'est manifestée de plusieurs façons. Une indication était les termes utilisés pour décrire les Palestiniens. Pendant les débats au Parlement en 1967, nul n'a parlé des palestiniens en tant que peuple ou que collectivité de quelque nature que ce soit (par exemple les "Palestiniens" ou le "peuple palestinien"). On en a simplement parlé comme de réfugiés et même dans ce contexte, leur identité nationale a rarement été mentionnée. C'est ainsi qu'ils ont toujours été décrits comme des "réfugiés arabes" ou, simplement, comme des "réfugiés" 30/. Le premier Ministre Pearson et le Ministre des affaires étrangères Martin ont généralement utilisé la même terminologie 31/, bien qu'ils aient à l'occasion fait référence à l'identité palestinienne des réfugiés 32/. Leur longue expérience du conflit, particulièrement à l'ONU, les avait incontestablement familiarisés, dans une certaine mesure, avec la dimension palestinienne du problème 33/.

Indépendamment de la méconnaissance de l'identité nationale palestinienne, il y avait également une tendance à sous-estimer la force et l'opiniâtreté de la conscience nationale palestinienne. Comme on l'a déjà noté, on supposait généralement que le maintien de l'existence des camps de réfugiés était dû essentiellement au désir des gouvernements arabes de se servir des Palestiniens comme de pions dans leur lutte contre Israël. L'on supposait en outre, lors des discussions consacrées aux solutions possibles du problème des réfugiés, que ceux-ci, s'ils étaient assurés d'avoir des conditions de vie satisfaisantes, auraient accepté d'être intégrés dans d'autres sociétés arabes. Nul n'a mentionné la possibilité que les Palestiniens eux-mêmes puissent considérer les camps comme une expression de leur revendications continues sur leur patrie, passée une fois de plus sous la juridiction des Etats arabes voisins. Autrement dit, la fragmentation et l'absence d'autonomie des Palestiniens étaient considérées comme un Etat permanent. A toutes fins utiles, la question palestinienne était traitée simplement comme un problème de réfugiés auquel il faudrait trouver une solution humanitaire plutôt que politique.

Si l'élément palestinien de la solution définitive était extrêmement limité, le rôle que pourraient jouer les Palestiniens dans le processus de règlement était considéré comme virtuellement inexistant. Avant 1948, les Palestiniens, de même qu'les colons juifs, avaient été les principaux participants au conflit. Ce qui était au début un conflit entre Palestiniens et sionistes en est cependant rapidement venu à être considéré comme un conflit

arabo-israélien, les Palestiniens ne jouant qu'un rôle très limité. Les griefs palestiniens continuaient certes à alimenter le conflit avec Israël. Cependant, par suite de leur faiblesse, de leur fragmentation, de leur absence d'autonomie et d'organisation efficace, les Palestiniens ont cessé d'être considérés comme une force majeure ou même comme des acteurs distincts dans le conflit. Les Etats arabes, pour leur part, ont non seulement fait leur la cause palestinienne et l'ont transformée en une cause arabe, mais ont également assumé la direction de la lutte contre Israël. Bien que les activités des palestiniens puissent conduire à des actes de violence, les Etats arabes, avec leurs ressources démographiques, économiques et militaires infiniment supérieures, étaient les seuls à constituer une menace véritable pour Israël.

Comme les palestiniens n'étaient pas considérés comme une force majeure, ni même comme des acteurs distincts dans le conflit, l'on ne ressentait pas la nécessité qu'ils soient représentés dans les négociations devant aboutir à un règlement. On estimait que leurs intérêts et leurs vues pourraient être représentés de façon adéquate par les gouvernements des Etats arabes de première ligne, dans lesquels résidait la vaste majorité des Palestiniens. En outre, ces Etats de première ligne étant les principaux acteurs du côté arabe, il fallait surtout parvenir à un règlement entre eux et Israël. Dans le cadre de ces négociations, les problèmes centraux seraient ceux de la reconnaissance et de la sécurité d'Israël, en échange d'un retrait israélien des territoires arabes occupés. La question palestinienne serait manifestement secondaire. Si un règlement de base pouvait être élaboré entre les Etats arabes de première ligne et Israël, la dimension palestinienne du problème pourrait être réglée de façon accessoire. Les palestiniens seraient obligés d'accepter ce règlement car ils n'étaient ni assez forts, ni assez autonomes, pour y faire obstacle.

La première période Trudeau-Sharp (1968-1973)

La rapide victoire d'Israël dans la guerre de juin a eu un certain nombre de conséquences importantes du point de vue de la question palestinienne. Pour commencer, elle a laissé les Etats arabes voisins dans une position politique et militaire beaucoup plus faible vu les piètres résultats qu'ils avaient obtenus pendant les hostilités et du fait que l'étendue de leur défaite avait considérablement terni leur prestige. La défaite a conduit les palestiniens à perdre confiance dans la capacité des Etats arabes de promouvoir ou même de défendre les intérêts palestiniens. Cela a conduit de nombreux Palestiniens à insister sur la nécessité d'être autonomes et de développer leur propre force et leurs propres moyens de pression contre Israël. Ainsi, un certain nombre d'organisations palestiniennes de commandos ont vu le jour, qui ont pris une part de plus en plus active dans la lutte contre Israël. Par leurs activités, les organisations de commandos se sont acquises un soutien croissant des palestiniens de partout et ont, d'une façon générale, contribué à un renforcement de la conscience nationale palestinienne. Compte tenu de la nouvelle force du mouvement national palestinien et du soutien accordé à celui-ci tant parmi les Palestiniens que dans le monde arabe en général, les gouvernements arabes se sont trouvés forcés de faire une place accrue à la question palestinienne dans leurs activités diplomatiques relatives au conflit arabo-israélien. D'une façon un peu hésitante en 1969, mais plus énergique à partir de 1970, nombre de ces gouvernements ont lancé à l'Organisation des

Nations Unies une campagne visant à assurer la reconnaissance internationale des "droits inaliénables" du peuple palestinien, et notamment de son droit à l'autodétermination.

Cette prise de conscience nationale et cette nouvelle énergie des Palestiniens, ainsi que le soutien diplomatique que ces derniers ont reçu des Etats arabes, ont obligé le monde à se rendre compte que le problème palestinien n'était pas simplement un problème de réfugiés mais bien un problème national également. Ces événements ont contribué à faire comprendre aux gouvernements occidentaux l'importance de la question palestinienne et peuvent avoir modifié leur conception de la nature du problème. Cependant, ils n'ont guère eu d'influence sur les vues occidentales concernant la solution du problème.

Le durcissement de l'attitude des palestiniens à la fin des années 1960 a coïncidé avec l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement au Canada (1968). Sous le régime du premier Ministre Trudeau et du Ministre des affaires étrangères Sharp, il y a eu un changement d'accent dans la politique étrangère canadienne. L'on s'est moins inquiété de renforcer le rôle international du Canada que de la nécessité de promouvoir les intérêts nationaux canadiens. Cela a eu tendance à limiter les activités du nouveau gouvernement en ce qui concerne le Moyen-Orient vu le caractère extrêmement limité des intérêts du Canada dans la région 34/. D'un autre point de vue, toutefois, des considérations électorales internes ont suscité un regain d'intérêt du gouvernement pour la région car, à la différence de M. Pearson et M. Martin, le Premier Ministre Trudeau et le Ministre des affaires étrangères Sharp représentaient l'un et l'autre des circonscriptions contenant d'importantes populations juives. Ce facteur a été particulièrement important dans le cas de M. Sharp, comme nous le verrons plus bas.

Pour ce qui est de leurs conceptions fondamentales du conflit arabo-israélien, il y avait des divergences de vues entre M. Trudeau et M. Sharp. Si M. Trudeau appuyait nettement le droit d'Israël à l'existence et faisait preuve d'une certaine impatience vis-à-vis de tous ceux qui voulaient remettre ce principe en question 35/, il éprouvait également quelque sympathie à l'égard des préoccupations et des griefs arabes. Cela s'est reflété dans les observations critiques qu'il a faites concernant les politiques et le comportement israéliens dans différentes conversations privées 36/. En outre, il était mécontent des pressions exercées par la communauté juive 37/. Cette attitude relativement objective en ce qui concerne le conflit arabo-israélien lui a gagné le respect des milieux arabes, respect qui s'est cependant accompagné d'une certaine déception que cette attitude ne se traduise pas directement en politique 38/.

Pour ce qui est de la question palestinienne elle-même, plusieurs facteurs limitaient les possibilités d'action du Premier Ministre Trudeau. L'un était le refus des Palestiniens d'accepter l'existence d'Israël. Même si tel n'avait pas été le cas, toutefois, les vues de M. Trudeau concernant le nationalisme et l'autodétermination, nées de son analyse du problème québécois au Canada, posaient des obstacles intellectuels à l'acceptation des revendications palestiniennes. Ainsi, s'il considérait certainement les communautés éthno-

linguistiques comme des entités sociologiques ou des "peuples", il ne pensait pas que tous les "peuples" devaient devenir une "nation" au sens politique du terme 39/. Il était sceptique devant l'idée que chaque peuple a le droit à l'autodétermination politique et à l'établissement d'un Etat indépendant. La tiédeur de son attitude en ce qui concerne cette thèse était évidemment renforcée par la situation politique interne du Canada, et particulièrement par la force accrue du nationalisme québécois et des aspirations concomitantes à un Etat distinct. Un autre facteur qui a contribué à la prudence du Premier Ministre Trudeau en ce qui concerne la question palestinienne était sans aucun doute sa propre situation électorale, dans la mesure où il représentait une circonscription ayant une population juive importante. Il s'inquiétait sans doute aussi d'une opposition possible de la communauté juive canadienne en général, qui avait toujours fermement soutenu son parti libéral. Enfin, M. Trudeau était disposé à limiter sa participation publique aux affaires étrangères à un ou deux problèmes clés, en particulier la question de l'OTAN et des rapports avec l'Europe et, dans une moindre mesure, la question de la Chine et les rapports avec le Commonwealth 40/. Les autres questions, y compris le problème délicat du Moyen-Orient, étaient laissées presque exclusivement à son Ministre des affaires étrangères. Si le premier Ministre n'a pas pris position publiquement lui-même ni, dans une large mesure, même en privé, sur les questions du Moyen-Orient, c'est certainement, entre autres, parce qu'il s'agissait de problèmes délicats sur le plan interne.

Le Ministre des affaires étrangères Sharp, pour sa part, avait du conflit arabo-israélien une vue quelque peu différente de celle du Premier Ministre Trudeau. Son attitude était caractérisée par un net penchant pro-israélien qui provenait dans une large mesure de la façon dont l'Occident avait traditionnellement perçu le problème et le comportement des parties. Cette attitude était considérablement renforcée par ses inquiétudes quant à sa propre situation politique, la circonscription qu'il représentait (Toronto-Eglinton) renfermant une importante population juive 41/. Il se trouvait également, dans sa circonscription, dans une situation électorale beaucoup plus tendue que le Premier Ministre ne l'était dans la sienne. C'est là une chose dont M. Sharp était très conscient, et il était résolu à ne rien faire et à ne rien dire, en ce qui concerne le conflit arabo-israélien, qui puisse lui aliéner cette partie de ses électeurs 42/.

Pour ces deux raisons, sous la direction de M. Sharp, la politique canadienne concernant le Moyen-Orient, bien qu'elle se soit généralement exprimée en termes ambigus et soigneusement pesés, a eu un penchant pro-israélien plus net que sous M. Pearson et M. Martin 43/. Ce penchant a certainement joué un rôle dans la formulation de la politique canadienne concernant la question palestinienne pendant cette période.

LA POLITIQUE

Sous la direction de M. Sharp, la politique palestinienne du Canada est restée relativement statique entre 1968 et 1973 en dépit des événements intervenus à l'échelon régional ainsi qu'au sein de l'Organisation des Nations Unies. Les deux principaux éléments de cette politique étaient hérités du gouvernement précédent. Le premier était que la principale tâche à accomplir

consistait à régler directement les problèmes en jeu entre les Etats arabes et Israël. Le problème des Palestiniens était secondaire et serait résolu une fois que les conditions de base du règlement auraient été convenues par les principales parties au conflit. Le deuxième élément était que la question palestinienne était simplement un problème de réfugiés qui n'exigerait qu'une solution humanitaire. Ces deux hypothèses de base ont été énoncées clairement par M. Sharp lors de sa première allocution devant l'Assemblée générale des Nations Unies:

"Une solution au problème des réfugiés sera possible dans le contexte d'un règlement convenu entre les Etats arabes et Israël 44/.

A un égard, il y a eu au début un certain recul dans l'attitude adoptée par le Canada vis-à-vis du problème palestinien. Comme nous l'avons déjà vu, le premier Ministre Pearson et le Ministre des affaires étrangères Martin avaient à différentes occasions parlé des Palestiniens en tant que tels, ne serait-ce que dans le contexte de leur statut de réfugiés. Sous Mitchell Sharp, cependant, même cette reconnaissance limitée de l'identité palestinienne a été remise en question. Pendant les cinq premières années de son administration (printemps 1968-printemps 1973), M. Sharp n'a jamais parlé des palestiniens en tant que tels, ne serait-ce qu'une fois, et pas même lors de la discussion du problème des réfugiés. Il en a simplement parlé comme "de réfugiés arabes" ou simplement comme de "réfugiés" 45/. Cette omission était délibérée 46/. M. Sharp était apparemment parvenu à la conclusion, sur la base des discussions qu'il avait eues avec ses collaborateurs, qu'étant donné que la résolution 242 mentionnait seulement le "problème des réfugiés", il serait judicieux de s'en tenir à cette formulation. Des mentions expresses des "Palestiniens" ou même des "réfugiés palestinitne", estimait-on, pourraient être considérées comme une acceptation tacite d'une modification des principes de règlement contenus dans la résolution 242 47/.

Les premières déclarations canadiennes faites à l'ONU pendant le mandat de M. Sharp ont reflété cette attitude extrêmement timide. C'est ainsi que si, à la session de 1967 de l'Assemblée générale, le représentant du Canada avait parlé, lors du débat sur l'UNRWA, des "réfugiés palestiniens: 48/, à la session de 1968, le représentant du Canada a simplement parlé des "réfugiés" et du "problème des réfugiés" 49/. A la session de 1969, cependant, la situation avait considérablement changé. Lors du débat sur l'UNRWA à la Commission politique spéciale, le Canada devait maintenant prendre position sur une résolution, qui bénéficiait d'un soutien considérable, exigeant la reconnaissance des "droits inaliénables" du peuple palestinien. Les représentants du Ministère des affaires étrangères, et même le Ministre lui-même, étaient maintenant obligés de tenir compte de l'étendue de la conscience nationale palestinienne et donc de l'importance qu'il y avait à trouver une solution à la dimension palestinienne du conflit. Sur la base de ce fait nouveau, les représentants du Canada à l'Organisation des Nations Unies ont commencé à employer une terminologie différente pour parler du problème palestinien. C'est ainsi que le représentant du Canada à la commission politique spéciale a parlé des "Palestiniens" et les a qualifiés de "peuple" ayant des "droits", plutôt que de simples réfugiés dépourvus d'identité nationale 50/. A la session de 1970 de l'Assemblée générale, le représentant du Canada à la commission politique spéciale a employé des termes analogues, reconnaissant encore plus clairement l'existence d'une identité palestinienne distincte.

"...la tâche consistant à alléger les souffrances du peuple palestinien... cela ne signifie pas que la délégation canadienne mette en doute le principe de l'égalité des droits des peuples appliqué au Palestiniens" 51/.

Cependant, les représentants du Canada n'ont pas fait d'autres déclarations à ce sujet aux sessions de 1971 et de 1972 de l'Assemblée générale. Cela était dû en partie au fait que le Canada ne voulait pas réaffirmer sa position sur les mêmes résolutions années après années.

Indépendamment de cette prise de conscience accrue d'une identité palestinienne, le durcissement de l'attitude des Palestiniens a également rendu le gouvernement canadien plus conscient de l'importance de la dimension palestinienne du conflit. C'est ainsi que pendant son voyage au Moyen-Orient en novembre 1969, M. Sharp a été interrogé à plusieurs occasions quant à l'attitude du Canada à l'égard des mouvements de commandos palestiniens. A une occasion, il a reconnu que l'apparition et la force nouvelle de ces mouvements étaient "l'un des nombreux facteurs qui avaient compliqué la situation, par rapport à ce qu'elle était en novembre 1967" 52/. Deux jours plus tard, après une visite en Egypte, après s'être entretenu avec le Président Nasser ainsi qu'avec le Secrétaire générale de la Ligue des Etats arabes, M. Sharp est apparemment parvenu à la conclusion que la question palestinienne était plus importante pour le règlement du conflit qu'il ne le pensait à l'origine:

"M. Sharp... a fait observer qu'il continuait de penser qu'il ne pouvait pas y avoir de paix durable sans règlement du problème des réfugiés palestiniens. 'C'est là la question centrale', a-t-il dit." 53/

En dépit de cette prise de conscience accrue de l'importance de la question palestinienne, il n'y a pas eu de changement dans la politique canadienne concernant le statut des Palestiniens pendant cette période. La question continuait d'être définie simplement comme un problème de réfugiés à laquelle il faudrait trouver une solution humanitaire (réinstallation avec indemnisation). Les manifestations de la conscience nationale palestinienne accrue telles qu'elles étaient reflétées dans l'apparition d'un mouvement palestinien vigoureux et autonome, n'étaient pas suffisantes pour convaincre M. Sharp que la question palestinienne devrait être traitée comme un problème national auquel il faudrait trouver une solution politique. C'est ainsi que pendant son voyage au Moyen-Orient en 1969, tout en reconnaissant que l'apparition des mouvements de commandos palestiniens étaient un facteur nouveau qui avait compliqué la situation au Moyen-Orient, il refusait d'infléchir la position du Canada à l'égard de la question palestinienne. "Nous ne prenons pas position sur ce point (les mouvements de commandos palestiniens), si ce n'est pour rechercher un moyen de régler le problème des réfugiés" 54/. La question d'une entité palestinienne ou même d'une représentation palestinienne lors d'éventuelles négociations de paix ne se posait donc pas. par ailleurs, pour ce qui était des groupes de commandos eux-mêmes, il ne les acceptait pas comme constituant des représentants des Palestiniens et ne voyait par conséquent aucun besoin de s'entretenir avec leurs porte-parole.

"En un sens, ils semblent être un groupe sans pays et un groupe sans gouvernement, a dit M. Sharp des gérilleros" 55/.

La question d'une solution politique et des formes qu'elle pourrait revêtir a apparemment été discutée dans une certaine mesure au sein du Ministère des affaires étrangères au début des années 1970 56/. Cependant, faute de volonté politique de progresser sur la question palestinienne, rien n'a été fait pour infléchir la politique canadienne.

Au Parlement, les idées ont évolué plus lentement. Le nombre limité de députés qui posaient des questions concernant les problèmes du Moyen-Orient se référaient encore, presque invariablement, aux Palestiniens en tant que "réfugiés" 57/. Un petit nombre d'entre eux ont cependant eu l'occasion de se familiariser avec la dimension palestinienne du conflit à l'occasion de visites dans le monde arabe, à l'issue desquelles ils ont fait preuve d'une plus grande compréhension de la conscience nationale palestinienne. Un ou deux d'entre eux, notamment Heath Macquarrie, chez les conservateurs, ont alors commencé à appeler l'attention sur la question palestinienne, tant à la Chambre des communes qu'à l'extérieur. C'est ainsi qu'à l'automne 1970, pendant le débat qui a eu lieu à la Chambre des communes sur le Discours du trône, il notait ce qui suit"

"Il y a quelques mois, je me trouvais au Moyen-Orient pour assister à une réunion de Parlementaires et discuter de la situation au Moyen-Orient. (Le porte-parole palestinien) a commencé par dire 'il n'y a pas de problème du Moyen-Orient, il n'y a qu'un problème palestinien'. C'est là l'une des choses que nous commençons à comprendre lentement, et dans certains cas douloureusement, à savoir que le peuple palestinien doit être au milieu de la scène" 58/.

En particulier, il a souligné la nécessité d'une solution politique, sous forme d'un Etat palestinien indépendant:

"Ce problème ne concerne pas seulement quelques points sur une carte, mais plutôt un peuple ayant des griefs profonds, un peuple ayant des aspirations intenses, un peuple qui a des raisons de croire que la communauté mondiale ne l'a pas beaucoup considéré et n'a pas fait preuve à son égard de beaucoup de compassion et de compréhension. Il y a dans le monde, hors du Moyen-Orient, un certain progrès de l'opinion populaire, qui commence à penser qu'il faut établir une Palestine libre" 59/.

LES VOTES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Ce refus de considérer la question palestinienne comme autre chose qu'un problème de réfugiés s'est manifesté clairement dans l'attitude adoptée par le Canada à propos des différentes propositions tendant à reconnaître des "droits" palestiniens présentées à l'Assemblée générale des Nations Unies. C'est en 1969 que la question a été soulevée pour la première fois lors des débats qui ont eu lieu à la Commission politique spéciale sur l'UNRWA et la situation des réfugiés palestiniens. A partir de cette date, il a été présenté chaque année une résolution traitant expressément de la question des droits palestiniens. Entre 1969 et 1972, ces résolutions étaient virtuellement identiques. En 1969, le principal paragraphe du dispositif se lisait comme suit:

"L'Assemblée générale,

1. Réaffirme les droits inaliénables du peuple de Palestine" 60/.

Entre 1970 et 1972, cette disposition a été développée de façon à mentionner le droit à l'autodétermination:

"L'assemblée générale,

1. Reconnaît que le peuple de Palestine doit pouvoir exercer son égalité de droits et l'autodétermination, conformément à la Charte des Nations Unies" 61/.

A chaque session de l'Assemblée générale, le Canada s'est trouvé confronté à une divergence de vues au sein de l'Alliance occidentale à propos de ces résolutions. C'est ainsi que les Etats-Unis ont voté contre cette résolution à chacune des quatre occasions. Le Royaume-Uni et les pays membres de la CEE, pour leur part, se sont abstenus sur la résolution de 1969. De 1970 à 1972, lorsque la résolution a commencé à mentionner le droit à l'autodétermination, les Européens eux-mêmes étaient divisés. Le Royaume-Uni et la France ont continué de s'abstenir. Cependant, l'Italie et les pays du Bénélux se sont associés aux Etats-Unis et ont voté contre les résolutions. Le Japon, pour sa part, s'est abstenu de 1969 à 1971 mais, chose significative, a voté pour la résolution en 1972. Comme, indépendamment de la teneur et du ton général des résolutions, M. Sharp avait tendance à suivre les Etats-Unis pour toutes les questions relatives au Moyen-Orient, la délégation canadienne a voté contre les quatre résolutions reconnaissant les "droits" palestiniens 62/.

Les représentants du Canada ont justifié leur opposition en faisant valoir plusieurs explications. Pour commencer, ils ont argué que l'affirmation des droits palestiniens, et en particulier du droit à l'autodétermination, était ambiguë car elle ne définissait pas avec précision la portée de ces droits. Cela était troublant vu que les organisations palestiniennes refusaient de reconnaître le droit d'Israël à l'existence et continuaient de soutenir que leur droit à l'autodétermination devrait s'appliquer sur l'ensemble de l'ancien territoire de Palestine. Par conséquent, l'ambiguïté de la résolution remettait en question l'existence de l'Etat d'Israël.

"Les Palestiniens doivent jouir des mêmes droits que tous les autres peuples: cependant, les droits des Palestiniens ne doivent pas menacer les droits des Israéliens et, à cet égard, le représentant du Canada a regretté que le paragraphe 1 du projet de résolution B (1969) soit ambigu et jette un doute sur le droit d'Israël à l'existence" 63/.

Les conséquences de cet argument étaient que le Canada pourrait être disposé à accepter une résolution affirmant les droits palestiniens si l'on ajoutait une disposition reconnaissant le droit d'Israël à l'existence. Cependant, même cette possibilité a été écartée par le représentant du Canada à la session de 1970 de l'Assemblée générale. Il a fait valoir que la résolution 242 constituait le cadre de base du règlement du conflit du Moyen-Orient.

Cette résolution contenait une série équilibrée de propositions liées les

unes aux autres et traitant de tous les principaux aspects du conflit. Toute tentative soit de traiter d'un de ces aspects isolément, soit de modifier les dispositions de la résolution 242, serait peu judicieuse car elle ne manquerait pas d'aliéner l'une ou l'autre des parties et compliquerait ainsi la recherche d'un règlement.

"... les divers aspects de la question du Moyen-Orient, y compris une solution équitable du problème des réfugiés palestiniens, constituent un tout dont les éléments ne doivent pas être dissociés. toute tentative d'en régler certains et pas les autres est vouée à l'échec et ne peut qu'aggraver la situation. Toute démarche autre que celle envisagée dans la résolution 242 compliquera la recherche d'un règlement de la crise du Moyen-Orient. Par conséquent, la délégation canadienne votera contre le projet de résolution" 64/.

Autrement dit, le Canada était opposé à toute tentative de traiter séparément le problème palestinien, ainsi qu'à toute solution allant au-delà de celle qui était envisagée dans la résolution 242. Cette attitude avait pour effet de geler le problème palestinien dans l'état où il était en 1967.

En dépit du vote négatif sur ces résolutions, les représentants du Canada à la Commission politique spéciale ont insisté sur le fait que le Gouvernement canadien était convaincu que les Palestiniens avaient des droits.

"Les Palestiniens doivent jouir des mêmes droits que tous les autres peuples" 65/. "Cela ne signifie pas que la délégation canadienne doute que le principe de l'égalité des droits des peuples s'applique aux Palestiniens. Selon elle, ce principe s'applique à tous les peuples" 66/.

Il est cependant difficile de ne pas parvenir à la conclusion que ce que le Gouvernement canadien avait à l'esprit était les droits individuels des Palestiniens. En effet, le Canada n'était pas prêt, à ce stade, à reconnaître des droits collectifs des Palestiniens, et en particulier le "droit à l'autodétermination".

Indépendamment des résolutions annuelles adoptées à propos de l'UNRWA traitant exclusivement des droits palestiniens, le Canada a dû se prononcer sur d'autres résolutions de l'Assemblée générale au début des années 1970, résolutions qui mentionnaient les droits palestiniens mais, cette fois-ci dans le cadre d'un ensemble plus large. Ici, nous constatons une certaine divergence dans les votes exprimés par le Canada par rapport à ceux qui avaient été exprimés à propos des résolutions de l'UNRWA, mais aucune différence de politique.

Aux sessions de 1970, 1971 et 1972 à l'Assemblée générale, il y a eu un débat sur l'ensemble de la situation au Moyen-Orient. Pendant chacun de ces débats, une résolution globale a été présentée réaffirmant les ingrédients essentiels de la résolution 242 et déplorant l'absence de progrès vers un règlement, et en particulier l'absence de coopération de la part d'Israël. Les résolutions de 1970 et 1972 contenaient également une disposition affirmant la nécessité d'une reconnaissance des droits des Palestiniens.

"L'Assemblée générale,

3. Reconnaît que le respect des droits des Palestiniens est un élément indispensable à l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient" 67/.

Une fois de plus, les membres de l'Alliance occidentale ont adopté des attitudes différentes. Les Etats-Unis ont voté contre la résolution de 1970 mais se sont abstenus en 1971 et 1972. La France et le Japon ont voté pour la résolution aux trois occasions. Le Royaume-Uni, l'Italie et les pays du Bénélux se sont abstenus en 1970 mais ont voté pour les résolutions de 1971 et 1972. Le Canada, une fois de plus, a adopté une attitude semblable à celle des Etats-Unis. La seule divergence s'est produite à propos de la résolution de 1970, sur laquelle le Canada s'est abstenu, alors que les Etats-Unis ont voté contre. En 1971 et 1972, le Canada s'est abstenu, comme les Etats-Unis.

La différence entre les votes du Canada sur la résolution concernant la situation au Moyen-Orient et sur la résolution concernant l'UNRWA (abstention et non opposition) ne reflétait pas de changement de la politique canadienne à propos du statut du peuple palestinien. Elle semble plutôt imputable au caractère extrêmement modéré des nouvelles résolutions. Pour commencer, ces résolutions se référaient simplement, en termes vagues, aux "droits des Palestiniens" et ne mentionnaient pas le droit à l'autodétermination. En outre, à la différence des résolutions relatives à l'UNRWA, elles réaffirmaient tous les éléments essentiels de la résolution 242 et, en particulier, le principe du "respect et de la reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de tous les Etats de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de force" 68/. Il était donc impossible de dire que ces résolutions ne plaçaient pas de limites raisonnables à la portée des "droits des Palestiniens" ou remettaient en question, de quelque façon que ce soit, le droit d'Israël à l'existence.

En fait, si l'on considère que les représentants du Canada lors du débat relatif à l'UNRWA avaient reconnu que les Palestiniens avaient effectivement des droits et que les résolutions en question reconnaissaient clairement le droit d'Israël à l'existence, ce qui est surprenant, ce n'est pas l'abstention du Canada, mais plutôt le fait qu'il n'ait pu voter pour ces résolutions. La principale explication donnée était que le Gouvernement canadien était convaincu que la résolution 242 offrait un cadre satisfaisant pour les négociations et que l'adoption de nouvelles résolutions n'était aucunement de nature à contribuer à la réalisation d'un règlement.

"Ladélégation canadienne... a de sérieuses réserves à formuler en ce qui concerne l'opportunité d'un débat à l'Assemblée générale à ce stade et en ce qui concerne la possibilité de parvenir à un accord fondé sur les propositions des auteurs... (la résolution 242) est un document qui paraît complet et bien équilibré. Il ne faut pas l'affaiblir ni la tronquer" 69/.

En outre, ces résolutions étaient considérées comme ~~manquant~~ d'équilibre dans une certaine mesure, vu qu'elles portaient sur des questions à propos desquelles Israël avait le plus fait preuve de réticence.

"La résolution initialement présentée par un groupe d'Etats d'Afrique, à notre avis, manque nettement d'équilibre. Vu la présentation d'un autre projet latino-américain et vu les efforts déployés pour modifier le projet africain, notamment par la France, le texte qui a finalement été mis aux voix ne soulève pas de notre part d'objections de principe. Néanmoins, le Canada s'est abstenu car nous continuons à penser que certains éléments de la résolution sont ambigus et manquent d'équilibre, ce qui, à notre avis, pourrait compromettre l'application de la résolution 242" 70/.

Dans l'ensemble, donc, il est clair que le Canada n'était pas disposé, à ce stade, à souscrire au principe selon lequel les Palestiniens avaient des droits collectifs, quelle que soit la timidité de la formule, et ce, même si la résolution reconnaissait le droit d'Israël à l'existence et les principes fondamentaux énoncés dans la résolution 242. Néanmoins, bien qu'il n'y ait pas eu de changement de politique, on a manifestement commencé à prendre conscience, au début des années 1970, non seulement de l'identité nationale palestinienne, mais aussi de l'importance que revêtait le problème palestinien pour la recherche d'un règlement. L'on avait supposé précédemment que, si un règlement était élaboré entre les gouvernements arabes et Israël, une résolution relative à la question palestinienne s'ensuivrait naturellement. Les Palestiniens étant maintenant devenus une force importante et indépendante, ils ont commencé à être considérés comme obstacle sérieux à un règlement éventuel. C'est ainsi que l'on a commencé à mettre l'accent sur la nécessité de formuler une solution ou une autre au problème palestinien pour pouvoir réaliser un règlement d'ensemble. Ce changement d'accent se dénote clairement dans les observations que M. Sharp a faites devant la commission des affaires étrangères et de la défense nationale de la Chambre des communes, quelques mois avant la guerre d'octobre.

"Le Canada... est l'un des pays qui soutient le plus les secours aux réfugiés... Cependant, à notre avis, cela ne suffit pas... Si nous agissons ainsi, c'est parce que nous devons adopter une attitude humanitaire, mais cela, naturellement n'est pas une solution politique. En réalité, toute la question des réfugiés et du mouvement palestinien est au coeur du conflit du Moyen-Orient. Pour autant que je puisse le voir, c'est le coeur du conflit entre Israël et les pays arabes" 71/.

Si ces observations méritent d'être relevées, ce n'est pas seulement parce que M. Sharp a reconnu l'importance de la question palestinienne, mais aussi parce qu'il a identifié les "palestiniens" en tant que tels pour la première fois, parce qu'il a mentionné le mouvement palestinien et enfin parce qu'il a établi une distinction entre une solution humanitaire et une solution politique. par "solution politique", il ne voulait cependant pas dire que la question palestinienne doive être traitée comme un problème national devant être réglé par la mise en place d'un type ou un autre de structure politique

palestinienne. Il voulait simplement parler du fait que le problème palestinien ne pouvait être résolu dans le contexte d'un règlement d'ensemble entre les Etats arabes et Israël 72/. Néanmoins, il s'agissait là d'une distinction potentiellement importante qui devait revêtir une signification nouvelle les années suivantes.

II. De la guerre d'octobre à nos jours (1973-1980)

Facteurs déterminant la politique

La guerre d'octobre 1973 et les événements qu'elle a suscités ont modifié un certain nombre des paramètres de la politique canadienne à propos du conflit arabo-israélien.

Pour commencer, le déclenchement et la dynamique de la guerre de 1973 ont montré clairement l'instabilité de la situation au Moyen-Orient ainsi que les dangers qu'elle posait pour le monde. Avant 1973, on supposait que la claire supériorité militaire d'Israël dissuaderait les Etats arabes pendant un certain temps de déclencher un conflit à grande échelle. Pour la même raison, le risque d'un affrontement direct entre superpuissances dans la région paraissait limité. Lors de la guerre de 1973, les Etats arabes de première ligne ont démontré qu'ils avaient la capacité et la volonté de mener une guerre et, par conséquent, que les Etats-Unis et les autres pays occidentaux ne pouvaient plus compter sur une "stabilité" militaire dans la région. Pendant ses derniers jours, la guerre avait également mené les superpuissances au bord d'un affrontement direct. Cela a intensifié les craintes éprouvées à propos de l'instabilité militaire de la région. Il va sans dire que la perception du danger accru de guerre résultant du renforcement de la puissance militaire arabe a confirmé le sentiment que la situation était urgente. Cela a conduit les pays occidentaux, y compris le Canada, à accorder une importance accrue au conflit arabo-israélien et au problème du Moyen-Orient, en général, dans leur politique étrangère. Cela les a également conduits à accorder un peu plus d'attention aux vues des Arabes concernant le conflit avec Israël étant donné que les Etats arabes paraissaient maintenant être à même de pouvoir perturber la paix si leur mécontentement devenait excessif.

Deuxièmement, les événements intervenus pendant la guerre d'octobre ont montré que les pays occidentaux pouvaient être exposés à de graves pressions économiques du monde arabe. Les Etats arabes producteurs de pétrole, à cette occasion, ont imposé un embargo sur les livraisons de pétrole à différents pays et ont également limité la production en général afin d'amener les puissances occidentales à exercer des pressions sur Israël pour qu'il se retire des territoires occupés. Maintenant, pour la première fois, le Canada se trouvait avoir des intérêts nationaux tangibles en jeu dans la région. Bien que le Canada dépende beaucoup moins d'approvisionnements énergétiques extérieures que les autres pays occidentaux, le pays importait maintenant des quantités modestes mais croissantes de pétrole de sources arabes. Pendant un certain temps, Ottawa s'est beaucoup inquiété des rumeurs selon lesquelles le Canada figurait sur la liste des pays frappés par l'embargo on pourrait souffrir indirectement de l'embargo imposé aux Etats-Unis du fait qu'une partie considérable du pétrole arabe importé transitait par le Nord-Est des

Etats-Unis. Bien que ces rumeurs se soient révélées sans fondement, elles ont alerté le gouvernement et le public quant à la vulnérabilité du Canada aux pressions arabes.

Cette prise de conscience, à son tour, a entraîné une modification importante de la structure d'intérêts dans le cadre de laquelle le gouvernement opérait pour formuler sa politique relative au Moyen-Orient. Jusqu'en 1973, cette structure dénotait un net penchant en faveur d'Israël en raison de l'influence substantielle que la communauté juive canadienne pouvait exercer et de l'absence de pressions en sens inverse. Par voie de conséquences, si le gouvernement devait peser les coûts politiques internes qu'il pourrait avoir à supporter s'il donnait suite aux vues des Arabes, une politique d'inaction ou même un penchant pro-israélien ne comportait aucun risque. Maintenant que les Etats arabes pouvaient exercer des pressions sur le Canada, la structure des intérêts devenait beaucoup plus équilibrée. Si l'on ne tenait pas compte des préoccupations arabes, les intérêts nationaux canadiens pouvaient maintenant se trouver affectés. Ces risques ne constituaient pas pour le gouvernement, au milieu des années 1970, une menace aussi directe que l'opposition de la communauté juive, mais ils étaient suffisants pour inquiéter le gouvernement. En fait, pendant la période qui a suivi immédiatement la guerre d'octobre, ces risques ont probablement été le facteur le plus important qui a amené le gouvernement à adopter une attitude plus objective à l'égard de la question palestinienne 73/.

A partir du milieu des années 1970, les intérêts économiques du Canada dans le monde arabe se sont considérablement accrus 74/. Le Canada non seulement importait davantage de pétrole arabe mais aussi a commencé à développer des débouchés pour certains de ses biens et services. Par ailleurs, à mesure que les pays producteurs de pétrole acquéraient des quantités substantielles de pétro-dollars, le Canada profitait également d'une entrée modeste de fonds arabes déposés dans le pays à différentes fins. Ces nouveaux liens économiques, à leur tour, ont créé des intérêts internes dont les détenteurs étaient directement affectés par l'état des rapports avec le monde arabe. Au milieu des années 1970, ces intérêts étaient encore bien trop faibles pour contrebalancer l'influence de la communauté juive canadienne. Cela ressort clairement de la décision prise par le Gouvernement canadien en 1975 "d'ajourner" la tenue de la Conférence des Nations Unies sur la lutte contre la criminalité et le traitement des délinquants à Toronto, pour ne pas devoir autoriser une délégation de l'OLP à y assister 75/. A la fin des années 1970, cependant, ces intérêts étaient suffisamment forts pour influencer de façon décisive la décision du Gouvernement Clark de ne pas donner suite à la proposition tendant à déplacer l'Ambassade du Canada en Israël de Tel-Aviv à l'Ouest de Jérusalem 76/. Bien que, dans l'ensemble, ces intérêts aient continué à avoir beaucoup moins d'influence que la communauté juive pour toutes les questions relatives au conflit arabo-israélien, ils constituaient maintenant, manifestement, une force avec laquelle il fallait compter.

le troisième changement concernait les conceptions de légitimité. Les responsables politiques canadiens continuaient à soutenir inconditionnellement le droit d'Israël à l'existence. Cependant, il y a eu certains changements, particulièrement dans la façon dont on concevait les intentions et le comportement arabes, qui ont débouché sur un jugement plus nuancé quant à la légitimité

des positions des parties opposées au conflit. Ainsi, à la suite de la guerre de 1973, il est apparu très clairement que l'Egypte, comme la Jordanie, était disposée à conclure un règlement avec Israël; la Syrie était beaucoup plus hésitante mais semblait aller dans la même direction. Par ailleurs, le principal Etat arabe producteur de pétrole, l'Arabie saoudite, de même que les autres pays conservateurs producteurs de pétrole, appuyaient cette attitude. Cela a considérablement amélioré l'image que les personnalités, les responsables et les Parlementaires canadiens se faisaient du monde arabe, et les a conduit à accorder un peu plus d'attention aux préoccupations et aux vues arabes 77/. Simultanément, nombre de personnes, parmi ce groupe, ont envisagé d'un oeil plus critique les intentions et le comportement d'Israël, particulièrement après l'accession du Gouvernement Begin au pouvoir, au printemps 1977.

Cette évolution des conceptions de légitimité était très importante. En effet, même si ces conceptions n'étaient pas le principal motif des mesures initialement prises à l'automne 1973 en vue de suivre une politique plus équilibrée, cet élément était un élément indispensable à toute évolution ultérieure de la politique. En particulier, l'évolution des idées a eu tendance à éliminer certaines des contraintes que les vues et les attitudes des médias, des dirigeants communautaires et du public dans son ensemble exerçaient sur l'action gouvernementale. Cependant, s'il y avait manifestement une évolution à cet égard en ce qui concerne le conflit arabo-israélien en général, elle était beaucoup plus limitée pour ce qui est du conflit entre palestiniens et Israéliens, comme nous le verrons ci-dessous.

Le quatrième changement affectait les perspectives et les politiques des autres gouvernements occidentaux. L'évolution susmentionnée des idées et des attitudes parmi les responsables canadiens après 1973 avait commencé plus tôt et était allée plus loin en Europe occidentale, non seulement en ce qui concerne le conflit arabo-israélien en général mais aussi, plus particulièrement, la question palestinienne. Cette évolution s'est manifestée dans les votes exprimés à l'organisation des Nations Unies et, dans une certaine mesure, dans les déclarations de politique générale aussi. En tout état de cause, l'évolution des vues et des politiques européennes ont eu des effets sur la position du Canada après la guerre de 1973. Un important facteur à cet égard était le fait que le Canada mettait maintenant l'accent sur l'établissement de "liens contractuels" avec le Marché commun afin d'appliquer sa politique de "troisième option" afin de diminuer sa dépendance à l'égard des Etats-Unis. Un autre facteur important était le fait que quelques représentants du Ministère des affaires étrangères ont fait valoir, particulièrement pendant le mandat de M. MacEachen (1974-1976), que le Canada avait plus intérêt à suivre les Etats d'Europe occidentale que les Etats-Unis pour ce qui était des questions du Moyen-Orient vu le rôle particulier joué par les Etats-Unis en tant que superpuissance alliée et que protecteur d'Israël 78/. Sur ce point, il y a même eu une certaine évolution de la politique des Etats-Unis à propos de la question palestinienne sous le Président Carter. Cette évolution des perspectives et des politiques de la part des alliés du Canada a contribué à modifier le climat en Occident, ce qui a facilité un infléchissement de la politique canadienne.

Bien que les changements intervenus dans les quatre domaines susmentionnés aient certainement facilité une évolution de la politique canadienne à propos de la question palestinienne, il subsistait des contraintes importantes à cet égard. En premier lieu, l'on se posait des questions sérieuses quant aux intentions et au comportement des Palestiniens. En dépit de certaines indications qui, à partir de 1974, permettaient de penser que la tendance majoritaire de l'OLP pourrait être disposée à parvenir à un règlement avec Israël si cela devait se traduire par un Etat Palestinien indépendant, les responsables et hommes politiques canadiens demeuraient très sceptiques. Rien de moins qu'une déclaration formelle de l'OLP à cet effet ne les aurait satisfaits. Même alors, ils doutaient qu'il soit judicieux d'établir un Etat palestinien distinct en raison de la sympathie qu'ils éprouvaient pour les problèmes de sécurité d'Israël et des craintes que leur inspirait l'instabilité dans la région.

Au-delà, il y avait d'importantes considérations sous-nationales. La communauté juive était très hostile à toute initiative, de la part du Canada, d'accorder une reconnaissance accrue aux Palestiniens ou à l'OLP. Cette communauté avait des liens directs avec les responsables de la politique et les parlementaires qui lui permettaient de défendre ses vues. Elle suivait également de très près la politique canadienne et était à même de susciter une opposition considérable à toute mesure du Gouvernement canadien avec laquelle elle n'était pas d'accord (par exemple, la convocation de la Conférence des Nations Unies sur la criminalité en 1975). Comme la politique canadienne existante concernant la question palestinienne correspondait d'assez près aux vues de la communauté juive, la tâche de celle-ci était simplement un effort de dissuasion afin de veiller à ce qu'il n'y ait pas de changement politique. Comme dans le cas de la plupart des situations de ce genre, il est beaucoup plus facile à un groupe d'intérêts de réussir à dissuader un gouvernement d'apporter un changement que ce ne l'est de l'obliger à édicter un changement qu'il préconise 79/.

La situation au Québec est un autre des facteurs sous-nationaux qui constituaient une contrainte à la politique palestinienne du Canada, bien que son influence ait été loin d'être égale à celle de la communauté juive. Au début des années 1970, le parti indépendantiste, le parti québécois, avait subi de grandes défaites électorales, et le problème du "séparatisme" du Québec avait, pensait-on, perdu de son intensité. En novembre 1976, cependant, le parti québécois est apparu comme le vainqueur incontesté aux élections au Québec, événement qui a causé des vagues de choc dans tout le Canada, et surtout à Ottawa. La menace d'une indépendance du Québec et la lutte à mener pour sauvegarder l'unité du pays sont alors devenues une préoccupation majeure du gouvernement fédéral. Dans ce contexte, ce gouvernement devait faire preuve d'une assez grande prudence dans son attitude adoptée sur le plan international sur les questions de l'"autodétermination" et de "l'indépendance nationale", surtout dans le cas des Palestiniens 80/.

A l'échelon international, la position et la politique des Etats-Unis représentaient une autre contrainte pesant sur la politique canadienne. Comme on l'a noté plus haut, pendant les années qui ont immédiatement suivi la guerre d'octobre, et particulièrement les années 1974 à 1976, le Gouvernement canadien a décidé qu'il n'était pas nécessaire pour lui d'adopter la même politique

que les Etats-Unis vis-à-vis du conflit arabo-israélien. Cela a débouché sur une évolution de la politique canadienne sur la question palestinienne, alors que la politique des Etats-Unis, pour l'essentiel, demeurait inchangée. Cependant, le gouvernement n'était pas prêt à pousser cette divergence de vues trop loin de crainte de compromettre les efforts de médiation américains et de causer de graves tensions au sein de l'Alliance atlantique. Le Canada restait donc influencé par la politique palestinienne des Etats-Unis. Par la suite, pendant la première année de l'Administration Carter (1977), les Etats-Unis ont rattrapé et peut-être même dépassé le Canada sur la question palestinienne. Cependant, par suite de l'initiative de paix du Président Sadate (novembre 1977), le président Carter s'est rapidement trouvé obligé d'abandonner sa tentative de promotion d'un règlement d'ensemble qui aurait donné la priorité à la question palestinienne en faveur d'une paix presque séparée entre l'Egypte et Israël, reléguant la solution du problème palestinien à une date bien plus tardive. Comme le Gouvernement américain, par suite des investissements politiques considérables qu'il avait faits, accordait désormais une importance considérable à l'approche dite "de Camp David" de la question palestinienne, le Gouvernement canadien hésitait beaucoup à la mettre en question. En fait, il a décidé de s'y associer entièrement.

Enfin, la conception fondamentale du processus de règlement du Canada est demeurée la même. La résolution 242 a continué d'être considérée comme constituant le cadre de base d'un règlement du conflit arabo-israélien. Toutefois, s'il continuait d'y avoir une vive opposition à toute tentative de modification de cette résolution 81/, il y avait aussi quelques indications permettant de penser que l'on commençait à accepter implicitement, bon gré, mal gré, une approche dualiste. Il s'agissait en l'occurrence de laisser la résolution 242 intacte tout en tolérant occasionnellement, tout au moins sous la forme d'une abstention, des résolutions distinctes traitant expressément du problème palestinien 82/. Néanmoins, cette situation continuait de constituer un dilemme. Les pays occidentaux insistaient sur le fait que les Palestiniens devaient accepter la résolution 242, et par conséquent l'existence d'Israël, à moins qu'elle ne soit modifiée d'une façon ou d'une autre de façon à reconnaître "leurs droits nationaux". Le Canada et la plupart des autres pays occidentaux n'étaient cependant pas disposés à modifier la résolution 242 de façon à assurer la reconnaissance des "droits nationaux" des Palestiniens et, tout au plus, n'étaient disposés qu'à s'abstenir sur les résolutions distinctes affirmant ces droits même si lesdites résolutions comportaient tous les éléments essentiels de la résolution 242. Cette situation a simplement empêché tout progrès sur la question palestinienne à l'échelon international.

Vu ces contraintes, il n'est pas surprenant qu'alors même qu'il y a eu une certaine évolution de la part du Canada pendant cette période, la politique canadienne sur la question palestinienne soit demeurée très prudente.

La fin de la période Trudeau-Sharp (1973-1974)

En octobre 1973, l'attention des responsables et des parlementaires canadiens était centrée sur la guerre en cours au Moyen-Orient ainsi que sur l'embargo sélectif et les limitations de la production imposés par les Etats

arabes producteurs de pétrole. La plupart des participants aux débats parlementaires canadiens était centrée sur la guerre en cours au Moyen-Orient ainsi que sur l'embargo sélectif et les limitations de la production imposés par les Etats arabes producteurs de pétrole. La plupart des participants aux débats parlementaires, cependant, ont également mentionné la situation des Palestiniens. Ces déclarations ont reflété une conscience accrue de l'identité palestinienne. Tandis qu'en 1967, et par la suite, les Palestiniens étaient presque'universellement qualifiés de "réfugiés arabes" ou de simplement de "réfugiés", presque tous les orateurs en parlaient maintenant comme de "réfugiés palestiniens". Cela était vrai non seulement de ceux qui, comme Heath Macquarrie et Ralph Stewart, suivaient d'assez près la situation au Moyen-Orient et éprouvaient une certaine sympathie à l'égard du monde arabe, mais également d'autres qui en avaient moins ou qui ne suivaient pas de près la situation au Moyen-Orient 83/.

En dépit de cette prise de conscience accrue de l'identité palestinienne, le problème palestinien continuait d'être considéré par la vaste majorité des Parlementaires canadiens comme étant simplement un problème de réfugiés 84/. La seule solution viable, selon cette thèse, était une solution humanitaire, à savoir la réinstallation des réfugiés en leur assurant des conditions de vie décentes dans leur pays de résidence ou ailleurs dans le monde arabe 85/. En outre, un scepticisme considérable exprimé à propos des appels à la reconnaissance des "droits palestiniens". Ce scepticisme s'est reflété dans les vues exprimées par Andrew Brewin, porte-parole du NPD pour les affaires étrangères:

"... même aujourd'hui, lorsque le Président égyptien, le Colonel Sadat, a parlé de mettre fin à la guerre, il a posé deux conditions, l'une étant le retrait total, immédiat et inconditionnel d'Israël de tous les territoires occupés perdus en 1967, ce à quoi il a ajouté la phrase 'ainsi que la restitution des droits du peuple palestinien'. Que sous-entend cette phrase vague? Les Israéliens, comme cela est compréhensible, l'interprètent comme une autre formule visant à liquider Israël en tant qu'Etat juif souverain" 86/.

LA POLITIQUE

A l'échelon du gouvernement, on a été témoin d'une sensibilité un peu plus grande à l'égard de la question palestinienne après la guerre de 1973, non pas tant parce que l'on aurait mieux compris les mérites de la question, mais plutôt parce que l'on craignait que les Arabes ne considèrent le Canada comme manquant d'objectivité, avec les dommages que cela pouvait causer aux intérêts et à l'image du pays. Avant la guerre d'octobre, le gouvernement croyait apparemment qu'il avait fait preuve d'objectivité sur les questions relatives au Moyen-Orient et qu'il était en fait considéré comme tel dans le monde arabe 87/. Les événements survenus pendant et immédiatement après la guerre ont sérieusement remis en question cette supposition. Tout d'abord, à l'origine, le Gouvernement égyptien a soulevé des problèmes à propos d'une participation canadienne à une nouvelle forme de maintien de la paix 88/. Ces objections procédaient apparemment des inquiétudes égyptiennes quant à la politique canadienne passée et présente concernant

le conflit arabo-israélien. Chose plus importante, il a commencé à circuler des rumeurs selon lesquelles le Canada avait été inscrit sur la liste des pays qui seraient frappés par un embargo sur le pétrole en raison de son penchant allégué en faveur d'Israël 89/.

Pour projeter une image d'objectivité et ainsi protéger à la fois la position internationale du Canada et ses intérêts économiques, le gouvernement a décidé de faire quelques gestes à l'égard du monde arabe 90/. Cela s'est manifesté principalement à propos de la question palestinienne, domaine dans lequel on estimait possible de faire un geste sans s'aliéner Israël. Une autre considération était que la communauté européenne avait déjà fait un pas dans cette direction 91/.

Une indication de la nouvelle sensibilité du gouvernement à l'égard de la question palestinienne se trouve dans la terminologie employée par le Ministre des affaires étrangères Sharp. Précédemment, il avait délibérément évité d'utiliser le terme "Palestiniens" dans ses déclarations publiques, sauf lors des déclarations qu'il avait faites devant la Commission des affaires étrangères et de la défense nationale de la Chambre des communes au printemps 1973. Il a maintenu cette pratique au début des débats parlementaires concernant la guerre d'octobre 92/. Cependant, il y a eu un changement en novembre 1973. M. Sharp a commencé à parler des "réfugiés palestiniens", puis des "Palestiniens" et enfin du "peuple palestinien" 93/.

La simple reconnaissance de l'identité palestinienne n'a pas été jugée suffisante, toutefois, et, avec la perspective de pourparlers de paix entre quelques gouvernements arabes et Israël, des pressions ont commencé à être exercées pour que les Palestiniens soient inclus dans ces négociations. Cela s'est trouvé reflété dans les décisions adoptées par la Conférence arabe au Sommet d'Alger (novembre 1973), qui a reconnu l'OLP comme étant le représentant légitime du peuple palestinien. La nécessité d'une participation palestinienne aux négociations de paix a également été soulevée par l'Union soviétique à la fin novembre. Manifestement conscient du fait que cette question serait soulevée et ayant décidé qu'il fallait prendre quelque initiative à l'égard du monde arabe, M. Sharp a souscrit à cette idée en principe:

"Sharp, parlant aux reporters après s'être entretenu avec Kossiguine, a déclaré que, d'une façon générale, le Canada accueillait favorablement la suggestion tendant à ce que les Palestiniens soient représentés aux négociations de paix au Moyen-Orient devant s'ouvrir à Genève" 94/.

M. Sharp a peut-être estimé qu'il serait plus sage de prendre une telle initiative à l'étranger, où la couverture des médias serait minime, vu le caractère délicat de l'ensemble de cette question dans le pays. Quoiqu'il en soit, quelques jours plus tard, lors de son retour au Canada, il a réaffirmé sa déclaration à la Chambre des communes, en réponse à une question posée par Heath MacQuarrie.

"Lorsque M. Gromyko m'a dit que le Gouvernement soviétique était d'avis qu'il faudrait qu'il y ait un représentant du peuple palestinien (à la Conférence de paix sur le Moyen-Orient), j'ai dit que le Gouvernement canadien, d'une façon générale, était favorable à ce point de vue" 95/.

L'acceptation par le Canada du principe d'une représentation palestinienne était significative, surtout du point de vue symbolique. Elle constituait une reconnaissance du fait que les Palestiniens étaient devenus une force politique indépendante et avaient des intérêts collectifs légitimes dont il faudrait tenir compte lors de toutes les négociations de paix. Elle sous-entendait également, pour la première fois, que le problème palestinien était autre chose qu'un simple problème de réfugiés et qu'il faudrait trouver des solutions politiques plutôt que simplement humanitaires. Cependant, M. Sharp a délibérément été vague quant à la forme que pourrait revêtir une représentation palestinienne. En bref, il s'agissait d'un geste diplomatique qui n'avait guère de contenu concret et qui pourrait facilement être vidé de toute signification pratique par l'introduction de nombreuses restrictions.

S'il y a eu une certaine évolution de la part du Canada sur cette question de procédure, M. Sharp n'a eu rien de nouveau à dire quant à la principale question de fond, à savoir l'avenir politique du peuple palestinien. Comme pendant la période précédente, la supposition semblait être que les territoires palestiniens dont Israël se retirerait seraient restitués aux juridictions jordanienne et égyptienne. Toutefois, vu la prise de conscience accrue de l'identité et de la conscience nationale palestiniennes à ce stade, on pensait apparemment que les liens qui seraient pré-établis seraient plus lâches que précédemment.

LES VOTES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Bien qu'aucune déclaration de politique générale n'ait été faite sur ce point, le Gouvernement canadien, dans un autre geste à l'égard du monde arabe à l'automne 1973, a essayé de donner l'impression d'une souplesse accrue concernant l'avenir politique futur du peuple palestinien. L'occasion a été le débat annuel sur l'UNRWA qui a eu lieu à la session de 1973 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Comme cela avait été le cas tous les ans depuis 1969, une résolution a été présentée au cours de ce débat affirmant les droits du peuple palestinien, y compris son droit à l'autodétermination. La résolution de 1973 (résolution 3089 D) était pratiquement identique à elle qui avait été soumise en 1972, à l'exception de l'adjonction d'une disposition stipulant que la reconnaissance du droit des réfugiés palestiniens de retourner dans leurs foyers et vers leurs biens en Israël était "indispensable" non seulement pour "la réalisation d'un juste règlement du problème des réfugiés" mais aussi pour "l'exercice par le peuple de Palestine de son droit à l'autodétermination" 96/. Cela semblait laisser ouverte la possibilité que le droit des Palestiniens à l'autodétermination s'applique également au territoire israélien et pas seulement au territoire palestinien passé sous contrôle arabe après 1948.

Comme les années précédentes, les pays occidentaux ont adopté une attitude divergente à propos de cette résolution. Les Etats-Unis, comme d'habitude, étaient contre. Cependant, tous les pays membres de la CEE, y compris la République fédérale d'Allemagne, qui venait d'être admise à l'organisation des Nations Unies, ont décidé de s'abstenir. Le Canada, qui avait précédemment voté contre cette résolution, a décidé de s'abstenir, s'alignant ainsi sur l'Europe occidentale. Cette décision a été prise en dépit du fait que les objectifs précédemment soulevés par le Canada, notamment l'absence de toute

référence à la résolution 242, n'avaient pas été satisfaites. En fait, la résolution en question a été peut-être un peu plus loin. Aucune justification n'a été offerte pour expliquer ce changement de vote. Le représentant du Canada a simplement déclaré qu'il ne pouvait pas appuyer la résolution en raison de "déclarations politiques sans rapport avec l'UNRWA", "ces déclarations pouvant affecter l'application des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité" 97/. Il se peut cependant aussi que le Canada se soit fondé sur des indications permettant de penser que la notion des "droits palestiniens" était alors repensée au sein du monde arabe, comme en attestait la déclaration faite par le Ministre des affaires étrangères égyptien au Conseil de sécurité en juin 1973.

Lors de ce vote, le Gouvernement canadien est allé au-delà de sa politique déclarée sur la question palestinienne. Jusqu'alors, les seuls intérêts collectifs légitimes des Palestiniens qu'il avait reconnus étaient leur demande tendant à être représentés d'une façon ou d'une autre lors de négociations éventuelles concernant un règlement de la question du Moyen-Orient. Maintenant, par son abstention, le Canada sous-entendait qu'il n'écarterait plus l'autodétermination des Palestiniens, encore que cela ne constituait manifestement pas la solution préférée. Cependant, il ne faut pas accorder trop d'attention à ce vote pour ce qui est d'une évolution de la façon de voir du Canada sur la question palestinienne. Ce vote était essentiellement un geste visant à donner au monde arabe une impression d'objectivité du Canada, plutôt que le reflet d'une nouvelle politique canadienne concernant la teneur d'un règlement éventuel.

Pendant les mois qui ont suivi la guerre d'octobre, l'attention s'est portée essentiellement sur les efforts visant à ouvrir des négociations entre les Etats arabes de première ligne et Israël. Initialement, l'accent était placé sur la Conférence de Genève, qui s'est réunie brièvement en décembre 1973 et à laquelle ont participé l'Egypte, la Jordanie et Israël ainsi que les Etats-Unis et l'Union soviétique. L'attention s'est ensuite portée sur les efforts déployés par Henry Kissinger, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, pour organiser des accords bilatéraux de dégagement, tout d'abord entre l'Egypte et Israël (décembre 1973) puis entre la Syrie et Israël (mai 1974). La question palestinienne ayant temporairement été laissée de côté et, pendant la fin de cette période, le gouvernement se trouvant impliqué dans la campagne électorale (mai-juillet 1974), il n'y a plus eu d'évolution de la politique étrangère pendant le reste du mandat de M. Sharp en tant que Ministre des affaires étrangères.

La période Trudeau-MacEachen (juillet 1974-septembre 1976)

Une fois les accords de dégagement conclus, l'attention s'est portée à nouveau sur la recherche d'une solution permanente du conflit arabo-israélien. A cet égard, les gouvernements arabes insistaient maintenant sur le fait qu'un progrès véritable vers un règlement exigerait la reconnaissance des droits nationaux palestiniens et la participation directe de représentants palestiniens lors de toute négociation. Un pas important dans ce sens a été la reconnaissance de l'OLP en tant que "représentant légitime et exclusif" du peuple palestinien par les Chefs d'Etat arabes lors du Sommet de Rabat d'octobre 1974. Cette décision a été rapidement suivie d'une importante campagne visant à obtenir la reconnaissance internationale du peuple palestinien et, en particulier, de l'OLP. Cette campagne de reconnaissance internationale s'est accompagnée

d'une modification apparente de la politique de l'OLP visant à rendre les revendications palestiniennes plus acceptables pour la communauté internationale. C'est ainsi qu'en juin 1974, le Conseil national palestinien avait décidé de modifier sa politique précédente du tout ou rien et de se fixer plutôt comme objectif immédiat l'établissement d'une "autorité nationale indépendante" sur toute partie du territoire palestinien dont Israël se retirerait. A partir de ce moment-là, la création d'un Etat palestinien indépendant englobant la Rive occidentale et Gaza est devenue un élément central dans les propositions d'un règlement arabe. Cela a semblé ouvrir de véritables perspectives d'un règlement arabe. Cela a semblé ouvrir de véritables perspectives d'un règlement honorable de ce très ancien conflit. Quoiqu'il en soit, ces deux événements intervenus à la fin de 1974 ont fait passer la question palestinienne au premier plan des préoccupations tant régionales que mondiales. L'importance accrue accordée à la question s'est retrouvée reflétée lors de la session de 1974 de l'Assemblée générale des Nations Unies, pendant laquelle il y a eu un débat spécial sur "la question de Palestine", marqué par la participation du Président de l'OLP, Yasser Arafat. Désormais, le Canada et le reste de la communauté internationale ne pouvaient plus éluder la question.

Le Gouvernement canadien qui s'est trouvé confronté à cette nouvelle situation était différent, à certains égards, du gouvernement précédent. Le Premier Ministre Trudeau continuait d'assurer la direction du gouvernement, mais était maintenant à la tête d'un gouvernement majoritaire plutôt que minoritaire par suite de la victoire remportée aux élections de juillet 1974. Cela mettait le gouvernement dans une position plus forte car il n'avait plus à se préoccuper d'un vote de défiance à la Chambre par suite d'une erreur de calcul. En outre, ce qui représentait apparemment le prolongement de sa tentative visant à amoindrir la dépendance à l'égard des Etats-Unis en diversifiant les contacts et les rapports internationaux, le Premier Ministre Trudeau était apparemment favorable maintenant à la poursuite d'une politique plus activement orientée vers le tiers monde. A cet égard, le Moyen-Orient en général et le monde arabe en particulier assumaient une importance accrue en raison de leur signification économique effective et potentielle pour le Canada 98/.

Le Canada avait également un nouveau Ministre des affaires étrangères en la personne d'Allan MacEachen. En tant qu'ancien universitaire très préoccupé par les questions sociales, il avait tendance à être plus sensible aux préoccupations des pays en développement que son prédécesseur, qui fait carrière dans les affaires et la fonction publique. Plus précisément, pour ce qui était de la politique relative au Moyen-Orient, M. MacEachen, à la différence de son prédécesseur, ne représentant pas une circonscription ayant une importante population juive. Comme sa situation politique personnelle ne se trouvait pas mise dans la balance par suite de son attitude sur les problèmes du Moyen-Orient, M. MacEachen avait une plus grande latitude pour examiner objectivement ces questions, compte tenu des intérêts nationaux du Canada. Cependant, son action a continué d'être limitée par le désir du Gouvernement d'éviter de s'aliéner la communauté juive d'une manière significative.

LA POLITIQUE

Lorsque M. MacEachen a assumé la direction du Ministère des affaires étrangères, il a constaté que certains de ses collaborateurs se préoccupaient du fait que la politique canadienne en ce qui concerne le conflit arabo-israélien n'avait pas été parfaitement objective et estimaient que cette politique devait être revue 99/. Cette conviction a été renforcée par l'importance accrue accordée à la question palestinienne sur la scène internationale et par le fait que cette question occuperait une place de premier plan à l'ordre du jour de la session d'automne de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Bon gré, mal gré, le Canada serait obligé de se prononcer directement sur la question, sachant que pour les Etats arabes, la position des autres pays sur cette question serait la pierre de touche de leur politique à l'égard du monde arabe.

Lors de la révision de la politique qui s'en est suivie, la question palestinienne a été examinée non seulement du point de vue de ses répercussions sur les intérêts canadiens et sur les rapports entre le Canada et les autres pays, mais aussi quant au fond. Au cours de la discussion, plusieurs personnalités ont fait valoir qu'il fallait continuer à progresser sur cette question non seulement parce que cela se justifiait quant au fond mais aussi pour tenir compte des intérêts canadiens. Il a été dit aussi qu'il n'était pas nécessaire pour le Canada d'adopter la même position que les Etats-Unis étant donné que ceux-ci jouaient un rôle particulier en tant que superpuissance protectrice et principal allié d'Israël 100/. Les Etats d'Europe occidentale étaient pour le Canada un meilleur point de référence.

Le Ministre a été sensible à un grand nombre de ces arguments. De ce fait, à l'automne 1974, le Canada a défini les grandes lignes d'une nouvelle politique palestinienne qui, dans un domaine tout au moins, représentait un progrès significatif par rapport à la précédente. Cette politique, bien que plus favorable aux aspirations palestiniennes que par le passé, restait relativement prudente et largement soucieuse de sauvegarder les intérêts d'Israël. Cette nouvelle approche a été définie dans ce que l'on a appelé une "déclaration majeure sur la politique canadienne" 101/ faite par le Ministre lui-même lors du débat sur la "Question de Palestine" à la session d'automne de l'Assemblée générale. Les thèmes énoncés ici ont été développés par M. MacEachen à différentes occasions tant à la Chambre des communes qu'ailleurs.

Dans son allocution devant l'Assemblée générale, M. MacEachen a commencé par reconnaître indirectement que la question palestinienne était maintenant devenu beaucoup plus centrale dans le conflit du Moyen-Orient:

"... les événements récents ont jeté une lumière nouvelle sur certains éléments, parmi les nombreux facteurs dont il faudra tenir compte si l'on veut véritablement progresser vers un règlement de paix" 102/.

Il a alors sous-entendu clairement que les Palestiniens eux-mêmes devrait occuper une place de choix dans la recherche d'un règlement.

"Le principal souci du Canada a toujours été de contribuer à instaurer une paix juste et durable. Pour être juste, elle doit tenir pleinement compte des intérêts légitimes de tous les peuples et, pour être durable, elle doit être formulée et acceptée par tous" 103/.

Ce point a été précisé quelques instants plus tard:

"Des événements récents, y compris le présent débat, témoignent du fait que l'on reconnaît de plus en plus qu'il faut tenir compte de la nécessité que le peuple palestinien soit représenté et entendu lors des négociations portant sur son destin. Le Canada souscrit pleinement à l'avis selon lequel tout règlement pacifique durable du différent arabo-israélien doit tenir compte des préoccupations légitimes des Palestiniens" 104/.

Ici, le Ministre a reconnu clairement non seulement que les Palestiniens constituaient un peuple distinct, mais aussi qu'ils étaient devenus une force importante et indépendante et devraient par conséquent avoir voix au chapitre lors des négociations de paix. Chose plus importante, toutefois, il a reconnu que les Palestiniens avaient des aspirations et des intérêts collectifs dont il faudrait tenir compte lors d'un éventuel règlement. Cela sous-entendait que le problème palestinien était devenu plus qu'un simple problème de réfugiés, et qu'une solution humanitaire n'était plus suffisante.

Si M. MacEachen avait reconnu avec plus de franchise que son prédécesseur l'identité et les aspirations collectives des Palestiniens, il a été relativement prudent lorsqu'il s'est agi de définir le contenu précis de leurs intérêts légitimes". Ainsi, sur la question d'une éventuelle participation palestinienne aux négociations de paix, il a déclaré que le Canada soutenait "le droit du peuple palestinien à être entendu et à participer lors des négociations portant sur son destin" 105/. Simultanément, cependant, il a posé un certain nombre de conditions, tant de fond que de procédure, limitant effectivement l'exercice de ce "droit" 106/.

Si les modifications apportées par M. MacEachen à la position du Canada concernant la représentation palestinienne aux négociations de paix n'était que cosmétique, tel n'était pas le cas de la politique canadienne concernant le statut futur du peuple palestinien. Jusqu'à ce moment-là, comme nous l'avons vu, le Canada n'avait pas envisagé de solution autre qu'une solution humanitaire, à savoir le rapatriement et/ou la réinstallation des réfugiés. Le passage par le Canada d'un vote négatif à l'abstention sur la résolution adoptée en 1973 concernant l'UNRWA affirmant le droit des Palestiniens à l'autodétermination était sans doute une indication qui permettait de penser que cette position était progressivement reconsidérée. Cependant, rien n'avait été dit publiquement sur la question.

Un mois avant l'allocution de MacEachen devant l'Assemblée générale, le député d'opposition Heath Macquarrie qui, à différentes reprises, avait préconisé la création d'une patrie ou d'un Etat pour les Palestiniens, a encore une fois soulevé la question à la Chambre:

".. il y a eu un manque cruel et douloureux d'intérêt pour les masses de réfugiés qui croupissent dans les camps du Moyen-Orient. L'UNFPA a fourni des fonds mais rien qui puisse approcher des conditions de vie décentes, même si nous laissons de côté la question vitale du droit de ces gens à avoir un foyer qui leur soit propre plutôt qu'une station d'attente sur une route qui ne semble jamais s'ouvrir" 107/.

M. MacEachen n'a pas répondu à l'époque mais, dans son discours à l'Assemblée générale, il a déclaré expressément pour la première fois que le Canada soutenait une solution politique, plutôt que simplement humanitaire, du problème palestinien. Ainsi, après avoir noté "l'aspiration déclarée de l'OLP d'établir une autorité nationale indépendante", il a poursuivi en parlant des perspectives de création d'une "entité palestinienne" 108/. La formule employée était délibérément vague mais elle sous-entendait l'établissement d'un type ou d'un autre de structure politique palestinienne distincte doté d'une autonomie authentique. Cette structure politique pouvait revêtir de nombreuses formes possibles, allant d'une autonomie locale limitée à une fédération ou même, comme M. MacEachen l'a reconnu par la suite dans une interview, un Etat palestinien indépendant.

"Le Ministre des affaires étrangères MacEachen, dans son discours à l'Assemblée générale des Nations Unies le mercredi soir, a, avec prudence, exprimé la conviction du Canada qu'une nation palestinienne indépendante pourrait voir le jour. Choisisant soigneusement ses propos - et utilisant le terme 'entité' plutôt que les termes 'Etat' ou 'nation' - M. MacEachen a répondu par l'affirmative à la demande d'éclaircissements faite par un reporter, qui souhaitait savoir si le Canada - dans le jargon mesuré de la diplomatie - acceptait en fait la 'possibilité' d'un Etat palestinien indépendant" 109/.

Bien que M. MacEachen n'ait certainement pas entendu dire ici que la solution préférée du Canada était la création d'un Etat palestinien indépendant, il est intéressant de noter qu'il a mentionné la possibilité d'une telle issue et en a parlé en termes neutres plutôt que négatifs. Simultanément, il a assorti de conditions importantes l'établissement d'une quelconque structure politique palestinienne.

"Si la création d'une quelconque entité palestinienne devait être envisagée à un stade déterminé, il sera essentiel que cela soit le résultat d'un accord entre les parties directement intéressées, lesquelles comprennent évidemment Israël. A cet égard, l'établissement, l'évolution de l'existence d'une telle entité ne devront en aucune façon préjuger l'existence continue de l'Etat d'Israël" 110/.

La seule condition, à savoir que toute entité palestinienne devrait être soumise à différentes obligations et restrictions qui limiteraient ses possibilités de menacer Israël, était fort compréhensible. L'autre condition, fondamentale, cependant, pouvait plus facilement être mise en question. En effet, elle donnait à Israël le droit de déterminer le degré d'expression politique éventuelle qui serait accordé aux Palestiniens. Cela reflétait peut-être les réalités de l'équilibre des forces dans la situation, mais il n'était peut-être pas sage d'avoir stipulé ce principe de façon non nuancée. En tout état de cause, et

alors même que certaines des conditions prévues limitaient la signification pratique du geste de M. MacEachen, le fait qu'il ait été disposé à envisager favorablement l'établissement d'une entité palestinienne a marqué un tournant important dans la pensée canadienne concernant le problème palestinien.

Au cours de l'année suivante, le gouvernement n'en a guère dit plus quant au statut futur des Palestiniens. L'attention s'est portée plutôt sur le problème plus immédiat de la représentation palestinienne et, en particulier, sur la politique du Canada à l'égard de l'OLP. Cette question est devenue une source de débats considérables vu la participation proposée de l'OLP à deux grandes conférences de l'Organisation des Nations Unies qui devaient se tenir au Canada - la Conférence sur la criminalité prévue pour septembre 1975 et la Conférence Habitat qui devait se tenir à Vancouver en juin 1976. Face aux pressions intenses exercées dans le pays pour obtenir qu'il soit interdit aux représentants de l'OLP d'entrer au Canada, le gouvernement a décidé de demander un ajournement de la Conférence sur la criminalité, qui s'est en définitive tenue hors du Canada 111/. Simultanément, il a formulé, sur la question de l'entrée des membres de l'OLP, une politique qui avait pour effet d'autoriser une participation de l'OLP à la Conférence Habitat 112/.

M. MacEachen s'est trouvé confronté à la question du statut futur des Palestiniens une fois de plus en janvier 1976 pendant sa visite au Moyen-Orient. Le sujet a apparemment été soulevé lors des discussions avec les dirigeants gouvernementaux dans tous les pays où il s'est rendu (Egypte, Arabie saoudite, Irak, Jordanie et Israël). Dans ses déclarations publiques, le Ministre a réaffirmé que le Gouvernement canadien était conscient de l'existence d'une entité palestinienne distincte et de la nécessité de tenir compte, lors de tout règlement, de ce que l'on décrivait de façon diverse comme étant les préoccupations, les intérêts, les aspirations légitimes des palestiniens 113/. Il s'est cependant abstenu de toute référence publique aux "droits légitimes" des Palestiniens en raison des connotations incertaines et potentiellement inacceptables de ce terme. M. MacEachen et ses collaborateurs éprouvaient deux craintes à cet égard 114/. La première tenait à l'imprécision du terme. A moins de nuancer son soutien en le limitant à certains droits spécifiques, cette expression pourrait équivaloir à un chèque en blanc car la liste des droits était potentiellement illimitée. Le qualificatif "légitime" n'était apparemment pas, pensait-on, une garantie suffisante à cet égard. La deuxième crainte tenait aux connotations de non négociabilité attachées au terme "droits". Par-dessous, toutefois, il y avait la crainte que l'expression "droits légitimes" ait effectivement une signification très spécifique, à savoir le droit à l'autodétermination, y compris la création d'un Etat indépendant, ce à quoi le Canada n'était pas prêt à s'engager comme étant la seule solution ou même la solution préférée du problème palestinien. M. MacEachen était cependant disposé à réaffirmer publiquement qu'une solution humanitaire était insuffisante et qu'il faudrait trouver une solution politique, comportant sans doute la création d'une forme ou d'une autre de structure politique palestinienne.

"Je suis convaincu que le Canada considère la question palestinienne comme un problème politique qui exige une solution politique, et non comme un problème de réfugiés. Voilà des années que nous appuyons les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour aider

les réfugiés. Cependant, il est clair que le problème va plus loin" 115/.

Bien que la position adoptée publiquement par le Canada soit restée relativement prudente, le Ministre et ses collaborateurs étaient un peu plus francs en privé. C'est ainsi qu'un haut fonctionnaire a déclaré ce qui suit aux reporters canadiens pendant le voyage:

"Nous avons toujours appuyé les droits des Palestiniens en tant qu'individus. Maintenant, nous reconnaissons leurs droits collectifs: 116/.

M. MacEachen a apparemment utilisé des propos semblables lors de discussions avec des personnalités israéliennes.

"M. MacEachen a déclaré fermement (aux Israéliens) qu'il faut reconnaître les droits collectifs palestiniens" 117/.

Il a également dit ce que le Gouvernement canadien entendait par là en termes plus concrets.

"Le Gouvernement de Yitzak Rabin constatera que le Ministre des affaires étrangères MacEachen est favorable à certaines des vues les plus modérées des nouveaux amis arabes quant à l'apparition d'une entité politique palestinienne" 118/.

LES VOTES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

L'évolution de la politique palestinienne du Canada sous M. MacEachen s'est trouvée reflétée dans une certaine mesure dans les votes du Canada sur la question palestinienne à l'Organisation des Nations Unies pendant cette période. Cependant, les votes exprimés par un pays à l'ONU ne sont pas seulement fondés sur sa politique. Le contenu des résolutions présentées, les indications que le pays veut communiquer aux autres et les intentions de vote d'Etats amis sont également des éléments qui interviennent. Par conséquent, la corrélation qui existe entre un changement de politique et un changement de vote est fréquemment imparfaite.

A la session de 1974 à l'Assemblée générale, l'avenir politique du peuple palestinien a cessé d'être traité comme étant simplement l'un de plusieurs sujets examinés lors du débat annuel sur l'UNRWA et est devenu plutôt l'objet d'un débat distinct et prolongé en séance plénière. Au cours de ce débat, il a été présenté une résolution allant un peu plus loin que les résolutions relatives à l'UNRWA présentées les années précédentes. Ainsi, dans les principaux paragraphes du dispositif, il était expressément déclaré que les droits inaliénables du peuple palestinien comprenaient le droit à l'indépendance et à la souveraineté nationale et le droit de retourner dans leurs foyers 119/. En outre, cette résolution cherchait à conférer un certain degré de légitimité et de reconnaissance à l'OLP 120/.

Comme on l'a noté précédemment, à la session de 1973 de l'Assemblée générale, le Canada plutôt que de voter contre comme les années précédentes, s'était abstenu sur la résolution relative aux droits des Palestiniens.

Ce vote ne correspondait pas à la politique canadienne de l'époque car aucune des objections que le pays avait soulevées les années précédentes n'avaient été satisfaites et car rien n'avait été dit en public, jusqu'à ce moment-là, pour indiquer que le Canada considérerait le problème palestinien comme autre chose qu'un simple problème de réfugiés. Comme nous l'avons vu, il s'agissait essentiellement d'un geste diplomatique vers le monde arabe visant à donner une impression d'objectivité. En 1974, le Canada a maintenu l'attitude adoptée en 1973, encore une fois en dépit du fait que ses objections précédentes n'avaient pas été satisfaites et que la résolution allait un peu plus loin que celles des années précédentes. Cette fois-ci, toutefois, son vote était plus logique en raison de l'évolution intervenue dans la politique. En effet, comme nous l'avons vu, le Ministre des affaires étrangères MacEachen avait insisté, dans son discours à l'Assemblée, non seulement sur le fait que les Palestiniens avaient le droit d'être représentés lors de toute négociation de paix, mais aussi qu'il faudrait envisager sérieusement une solution politique au problème sous la forme de la création d'une entité palestinienne. Le Canada a refusé de prendre position quant à la forme que pourrait revêtir une telle entité, disant que c'était là une chose qui devrait être réglée lors des négociations entre les parties. Cependant, il n'a pas écarté la possibilité qu'en définitive, les Palestiniens puissent obtenir un Etat indépendant. Il n'a pas écarté non plus, d'ailleurs, la possibilité que l'OLP puisse être acceptée comme étant le représentant des Palestiniens. De ce fait, même avec les adjonctions apportées à la résolution, l'abstention était une attitude beaucoup plus plausible alors qu'elle ne l'avait été en 1973.

Un autre des facteurs qui ont contribué à l'abstention du Canada sur cette résolution a été une évolution de la façon de concevoir les buts des Arabes et, dans une moindre mesure, des Palestiniens.

"Il se peut que nous soyons en présence d'un changement fondamental d'idées quant aux réalités existantes de la part des deux parties au différend. D'une part, les gouvernements arabes paraissent plus disposés à reconnaître le droit d'Israël à l'existence" 121/.

Précédemment, le Canada avait craint que, faute de restrictions expresses, des références aux droits inaliénables des Palestiniens et particulièrement au droit à l'autodétermination puissent être interprétées comme remettant en question le droit d'Israël à l'existence. Ses craintes quant aux intentions arabes ayant diminué, les références aux droits palestiniens et à l'autodétermination palestinienne paraissaient désormais moins menaçantes, même si elles n'étaient pas accompagnées par une mention de la résolution 242. Il semblait possible d'interpréter ces références de façon plus restrictive comme s'appliquant simplement aux territoires palestiniens occupés par Israël en 1967 plutôt qu'à l'ensemble de l'ancien territoire sous mandat. C'est ce que M. MacEachen a semblé sous-entendre lorsqu'il a parlé de "l'aspiration déclarée de l'OLP d'établir une autorité nationale indépendante dans la région" 122/.

Une dernière considération motivant l'abstention a été les intentions de vote des amis et des alliés du Canada. Comme en 1973, les Etats-Unis ont voté contre la résolution, mais les neuf pays membres de la CEE ont tous

décidé de s'abstenir. M. MacEachen a souscrit aux vues de ses collaborateurs, qui pensaient qu'il n'était pas nécessaire de suivre automatiquement les Etats-Unis sur les questions relatives au Moyen-Orient vu le rôle spécial joué par les Etats-Unis en tant que superpuissance protectrice et alliée d'Israël. En outre, le Ministre cherchait à renforcer les liens entre le Canada et l'Europe et le tiers monde afin de réaliser la politique de "troisième option" du gouvernement. Etant donné que tous les pays membres de la CEE étaient d'accord pour s'abstenir et que le Japon avait adopté une attitude semblable, le Canada a pensé qu'il serait en "bonne compagnie" dans sa décision de s'abstenir.

Si le Gouvernement canadien n'était plus opposé, en principe, à de telles résolutions concernant les "droits palestiniens", il avait néanmoins d'importantes réserves à formuler à propos de celles-ci. En premier lieu, en dépit de la diminution apparente des craintes du Canada à l'égard des intentions arabes, l'absence de toute mention de la résolution 242 ou du droit d'Israël à l'existence dans la résolution suscitait certaines inquiétudes.

"Le Canada ne peut pas appuyer une résolution qui ignore l'existence de l'Etat d'Israël et son rôle en tant que partie essentielle dans la recherche d'un règlement pacifique négocié du différend arabo-israélien. Dans ce contexte, la résolution ne fait aucune référence aux principes énoncés dans la résolution 242 qui, de l'avis du Canada, continue de fournir un cadre valable et tout prêt pour un tel règlement" 123/.

Même si cette résolution avait contenu une référence à la résolution 242 ou au droit d'Israël à l'existence, il reste extrêmement douteux que le Canada l'aurait appuyée. En effet, si le gouvernement était disposé à admettre la nécessité d'un type ou un autre de structure politique palestinienne, il n'était pas convaincu qu'un Etat palestinien indépendant soit la seule ni même la meilleure solution 124/. En outre, quelles que soient ses propres vues sur la question, il ne pensait pas que l'organisation des Nations Unies doive faire sienne une solution déterminée. Les termes précis du règlement du conflit devraient être définis lors des négociations entre les parties. La résolution dont l'Assemblée était saisie, selon le Canada, préjugait l'issue de ces négociations.

"... il n'y a aucune mention de la nécessité de négociations entre les parties directement en cause dans ce différend, comme prévu par la résolution 338 du Conseil de sécurité, ce que le Canada croit être la seule façon dont le conflit arabo-israélien pourrait être résolu" 125/

Plus généralement, le Gouvernement canadien pensait, comme nous l'avons vu plus haut, que la résolution 242 constituait le meilleur cadre d'un règlement étant donné qu'elle établissait, à son avis, un équilibre équitable des obligations et avait été acceptées par la plupart des parties. Il estimait aussi que les résolutions relatives aux droits des Palestiniens et les autres résolutions de ce type modifiaient l'équilibre fondamental des obligations énoncées dans la résolution 242, soit en ajoutant de nouveaux éléments, soit en insistant sur un des aspects de la solution, pour valide qu'il soit, indépendamment des autres. Par conséquent, il ne voyait pas comment il pourrait les soutenir, quelque puisse en être la modération.

"L'intégrité des résolutions du Conseil de sécurité doit être sauvegardée, particulièrement en s'abstenant de toute mesure qui puisse avoir pour effet de mettre en relief un aspect de la question à l'exclusion d'autres principes tout aussi valables. Cela s'applique évidemment à la question palestinienne comme à toutes les autres questions en cause. Bien qu'elle soit importante, voire fondamentale, dans le conflit arabo-israélien, cette question ne peut évidemment être réglée séparément et sans qu'il soit tenu compte des autres éléments du problème. Nous devons nous opposer à toute mesure unilatérale qui puisse préjuger le règlement négocié d'ensemble qui est recherché" 126/.

A partir de la session de 1975 de l'Assemblée générale, le Canada est entré dans une nouvelle phase de vote sur la question palestinienne à l'ONU. Cette phase a été caractérisée par un renversement des tendances aux votes négatifs existant avant 1973. Ce changement de votes du Canada n'a pas représenté un durcissement de la politique à l'égard de la question palestinienne, tout au moins pas en 1975. Il procédait plutôt du fait que les Etats arabes avaient présenté sur ce sujet des résolutions plus ambitieuses, ainsi que d'une réaction adverse à ce que l'on considérait comme un durcissement des revendications arabes à l'organisation des Nations Unies.

Le raidissement des votes canadiens s'est manifesté le plus clairement par la position que le Canada a adoptée à propos de la résolution annuelle relative aux droits palestiniens à la session de 1975 de l'Assemblée générale. La résolution présentée à cette occasion n'était guère différente de celles qui avaient été adoptées l'année précédente. Dans cette résolution, l'Assemblée commençait par exprimer sa préoccupation devant le fait qu'aucun progrès n'avait été réalisé vers la réalisation des droits mentionnés dans la résolution de l'année précédente 127/.

Cette résolution établissait ensuite un Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien (par. 3), en demandant au Comité de formuler un plan visant à permettre au peuple palestinien d'exercer les droits susmentionnés tels qu'ils avaient été reconnus par l'Assemblée générale. L'Assemblée autorisait également le Comité à établir des contacts avec l'OLP dans le cadre de ses travaux (par. 5). Enfin, elle priait le Conseil de sécurité d'examiner la question des "droits inaliénables" du peuple palestinien une fois que le Comité aurait présenté son rapport (par. 8).

En bref, cette résolution ne contenait aucune proposition de fond allant au-delà de celles qui étaient déjà contenues dans la résolution de l'année précédente. La seule différence véritable résidait dans les procédures à suivre pour s'attaquer au problème palestinien, à savoir l'établissement d'un Comité chargé de recommander des plans afin d'assurer la réalisation des droits palestiniens. Néanmoins, le Canada est passé de l'abstention à l'opposition. Dans son explication de vote, le représentant du Canada a élevé deux objections à propos de la résolution. La première portait sur l'absence de toute référence au droit d'Israël à l'existence ou à la résolution 242.

"En étant directement liée à la résolution 326 (1974) et en réaffirmant cette résolution... la présente résolution ignore le droit de l'Etat

d'Israël à l'existence ainsi que son rôle en tant que partie essentielle à la recherche d'un règlement négocié" 128/.

La deuxième objection avait trait à la création proposée du comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. La délégation canadienne a fait valoir que l'ONU avait déjà établi un cadre de négociation (c'est-à-dire la Conférence de Genève) et que la création d'un nouveau comité compromettrait le cadre existant.

"En outre, le Canada ne peut pas appuyer la création d'un comité spécial des Nations Unies sur la Palestine. Si un tel comité se conformait strictement au mandat proposé, il préjugerait inévitablement les résultats des activités d'un autre organe chargé du processus de négociation déjà établi par les Nations Unies, organe que le Canada a appuyé et continue de soutenir. Un tel comité compliquerait et gênerait les arrangements existants sans contribuer lui-même à la solution des problèmes fondamentaux" 129/.

Le représentant du Canada aurait pu ajouter que ce que le Ministre et ses collaborateurs craignaient réellement, c'était que le Comité soit nettement favorable aux Palestiniens et que, par conséquent, c'était que le Comité soit nettement favorable aux Palestiniens et que, par conséquent, ses recommandations ne soient pas équilibrées 130/. Autrement dit, ce dont il s'agissait, c'était de la création d'un organe des Nations Unies qui renforcerait la légitimité de la cause palestinienne et qui jouerait le rôle de groupe de pression en sa faveur.

Pour ce qui est de ces objections, la première, à savoir que la résolution ne mentionnait pas la résolution 242 ni le droit d'Israël à l'existence, s'appliquait également aux résolutions adoptées en 1973 et 1974 concernant les droits palestiniens. Or, cela n'avait pas empêché le Canada de s'abstenir sur les deux résolutions. Par conséquent, on voit difficilement comment cela aurait pu être le facteur décisif ayant déterminé le changement de vote du Canada.

La seconde objection, à savoir les répercussions du Comité proposé sur le processus de paix, ne manquait pas de poids, particulièrement dans le contexte, dont on n'avait pas parlé, de la composition et de l'orientation vraisemblables de ce comité. Cependant, cet argument n'avait peut-être pas autant de poids qu'il semblait. En premier lieu, la Conférence de Genève n'avait pas pu fonctionner du tout depuis 1973, et il était guère probable qu'elle soit convoquée à nouveau dans un proche avenir, essentiellement parce qu'il n'avait pas été possible de régler la question de la représentation palestinienne. Ce cadre avait en fait été remplacé, tout au moins temporairement, par la diplomatie "par étapes" de Henry Kissinger. Dans ces conditions, le comité proposé ne porterait pas atteinte aux travaux d'un organe fonctionnant déjà de façon satisfaisante. Par ailleurs, la résolution concernait non pas l'adoption de nouvelles propositions de fond allant au-delà de ce qui avait déjà été accepté, mais simplement une mesure de procédure, à savoir la création d'un comité chargé de formuler des recommandations. On avait sans doute de bonnes raisons de soupçonner que les propositions du comité manqueraient d'équilibre. Si tel devait se révéler le cas, il était

toujours possible de voter contre le moment venu (c'est-à-dire si ces propositions étaient incorporées dans de futures résolutions de l'Assemblée générale). L'argument inverse, évidemment, était qu'une fois le comité créé, si les pires craintes qu'il inspirait se révélaient fondées, il serait pratiquement impossible de l'éliminer. De ce fait, il continuerait de produire des résolutions manquant d'équilibre et des résolutions non productives, sinon contre-productives.

Si les objections soulevées avaient un certain mérite, elles ne semblent pas suffisantes, en soi, pour expliquer le passage à un vote négatif. Le facteur qui a sans doute fait pencher la balance était l'inquiétude éprouvée par différents gouvernements de pays occidentaux à propos de l'énergie accrue manifestée par les pays arabes et par les pays du tiers monde à propos des questions intéressant le Moyen-Orient au sein de l'Organisation des Nations Unies. Avant cette session, l'on avait parlé de la possibilité de chercher à suspendre ou à exclure Israël de l'Organisation des Nations Unies. C'est également pendant cette session qu'avait été adoptée la résolution extrêmement controversée mettant le sionisme sur le pied du racisme. Tout cela avait créé un climat négatif parmi les pays occidentaux et les avait amenés à vouloir faire comprendre aux Palestiniens et aux Etats arabes en général qu'ils voulaient aller trop loin trop rapidement en ayant recours à des majorités parlementaires plutôt qu'à des négociations 131/. L'idée était par conséquent d'amener ces pays à relâcher leurs pressions pendant un certain temps. Il est difficile de dire dans quelle mesure le Canada souscrivait à cet avis. Cependant, le Canada a certainement été influencé par lui dans une certaine mesure. C'est ainsi que lorsque non seulement les Etats-Unis mais aussi la majorité des pays membres de la CEE ont décidé de s'opposer à cette résolution, le Canada a fait de même.

Ce durcissement des votes sur la question des droits palestiniens à la session de 1975 de l'Assemblée générale s'est également manifesté dans le vote du Canada sur la résolution d'ensemble concernant la situation au Moyen-Orient. Il convient de se rappeler que le Canada s'était abstenu sur les trois résolutions à ce sujet avant la guerre d'octobre (1970, 1971, 1972). En 1973 et 1974, il n'y avait pas eu de débats sur la situation d'ensemble au Moyen-Orient au sein de l'Assemblée générale, les Membres de l'Organisation des Nations Unies ayant décidé soit de laisser au Conseil de sécurité le soin d'examiner le problème (session de 1973), soit de faire porter leurs débats sur la question palestinienne exclusivement à la session de 1974. En 1975, toutefois, l'Assemblée générale a repris le débat sur la situation d'ensemble au Moyen-Orient.

La résolution présentée à cette occasion traitait de plusieurs sujets 132/. Elle commençait en insistant sur la nécessité pour Israël de se retirer de tous les territoires occupés, se poursuivait en demandant "la pleine reconnaissance des droits nationaux inaliénables du peuple palestinien et la réalisation de ces droits", ainsi que la participation de l'OLP à toute négociation de paix, ce qui reconnaissait par le fait même sa prétention d'être le représentant du peuple palestinien. Enfin, elle recommandait à tous les Etats de cesser de fournir à Israël toute aide de quelque sorte que ce soit "tant qu'il continue d'occuper les terres arabes et à refuser au peuple palestinien la jouissance de ses droits inaliénables".

Le Canada a voté contre cette résolution, sans donner de raison pour justifier son opposition. Ce n'est que deux mois plus tard, dans une réponse donnée par M. MacEachen à une question posée à la Chambre, que le Gouvernement canadien a fait des observations publiques sur cette résolution. Expliquant le vote du Canada, M. MacEachen à une question posée à la Chambre, que le Gouvernement canadien a fait des observations publiques sur cette résolution. Expliquant le vote du Canada, M. MacEachen n'a aucunement mentionné les dispositions relatives à la question palestinienne. Quelles que puissent avoir été les réserves du Canada à ce sujet, on voit difficilement comment elles auraient pu justifier son vote négatif. En effet, la disposition relative aux droits palestiniens, bien que plus énergique que celle qui était contenue dans les résolutions relatives à la situation au Moyen-Orient, était plus faible que celles qui étaient contenues dans les résolutions adoptées en 1973, 1974 et 1975 à propos de la question palestinienne. Toutes ces résolutions avaient expressément affirmé le droit des Palestiniens à l'autodétermination et, dans le cas des résolutions de 1974 et 1975, le droit à un Etat indépendant également. Vu l'basentention du Canada sur les résolutions de 1973 et 1974 ainsi que sa nouvelle politique à ce sujet, on voit difficilement comment le Canada aurait logiquement pu faire autre chose que s'abstenir à propos de cette disposition déterminée. La même chose vaut pour la disposition concernant la participation de l'OLP aux négociations de paix. Bien plus forte que celles qui étaient contenues dans les résolutions adoptées en 1974 et 1975 à propos des droits palestiniens, elle était identique, pour ce qui est du fond, à une résolution concernant l'OLP présentée à la même session de 1975 de l'Assemblée générale. Le Canada s'était abstenu sur cette résolution aussi et, par conséquent, il est peu vraisemblable que cette disposition ait pu motiver son opposition à cette résolution.

La principale raison donnée par M. MacEachen pour expliquer le vote négatif du Canada était l'absence de toute mention de la résolution 242 ou du droit d'Israël à l'existence.

"L'intention de la résolution 3414 de l'Assemblée générale des nations Unies... était de rechercher une paix juste et durable au Moyen-Orient. Le Canada a voté contre cette résolution... car nous ne pensions pas qu'elle puisse effectivement contribuer d'une façon positive à l'instauration de la paix dans la région. Notre principale objection à cette résolution était qu'elle représentait essentiellement un exposé peu équilibré de la situation. Elle ne mentionnait pas expressément les résolutions 242 et 338 du conseil de sécurité, qui demeurent la base de l'instauration d'une paix durable" 133/.

Il a ensuite critiqué la demande adressée à Israël pour qu'il se retire de tous les territoires occupés, pour la même raison.

"... le Canada ne pensait pas que 'l'Assemblée générale des Nations Unies puisse servir l'objectif consistant à instaurer une paix durable au Moyen-Orient en condamnant l'occupation continue par Israël des territoires tout en demeurant muette sur les autres éléments de la résolution 242, comme le droit de tous les Etats de la région de vivre en paix et dans la sécurité" 134/.

Enfin, il a manifesté de vives objections à propos de la demande tendant à ce que des sanctions soient imposées contre Israël.

"... la résolution lançait un appel à tous les Etats 'pour qu'ils s'abstiennent de fournir à Israël une aide militaire ou économique quelconque' mais ignorait le soutien militaire accordé à d'autres Etats de la région. Cette résolution sous-entendait également que des sanctions devraient être imposées contre Israël, mesure que le Canada considère comme totalement injustifiée" 135/.

On voit difficilement comme ces dispositions, à l'exception de la dernière, auraient pu, en soi, justifier le vote négatif du Canada. L'absence de toute mention de la résolution 242 ou du droit d'Israël à l'existence n'avaient pas empêché le Canada de s'abstenir sur les résolutions adoptées en 1973 et 1974 à propos des droits palestiniens. En outre, la politique canadienne concernant la question territoriale n'excluait pas le retrait d'Israël de tous les territoires et, par conséquent, l'inclusion d'une telle disposition ne pouvait pas, en soi, expliquer le vote négatif du Canada. Si le durcissement du vote canadien ne peut pas être expliqué par d'autres dispositions de la résolution, à l'exception peut-être de celle concernant l'éventualité de sanctions contre Israël, il a peut-être fort bien été dû à la combinaison de toutes ces dispositions dans un tout. Autrement dit, si le Gouvernement canadien aurait incontestablement pu s'abstenir sur une quelconque des différentes dispositions envisagées séparément, à une exception près, le fait de les combiner dans une même résolution donnait une impression d'ensemble de manque d'équilibre faisant qu'il était difficile pour le Canada de s'abstenir. La décision de s'opposer à l'adoption de cette résolution pour ce motif a incontestablement été renforcée par le désir de manifester un certain mécontentement à propos de la tendance à l'adoption de résolutions plus énergiques concernant Israël, qui se manifestait clairement à cette session.

La période Trudeau-Jamieson (septembre 1976-mai 1979)

Après la signature du deuxième accord de dégagement égypto-israélien en septembre 1975, les efforts déployés pour encourager un règlement du conflit arabo-israélien se sont enlisés pendant un certain temps. La pierre d'achoppement s'est révélée être la question palestinienne et, plus particulièrement, le problème de la représentation palestinienne aux négociations de paix. Les Etats-Unis s'étaient engagés envers Israël à ne pas entamer de pourparlers avec l'OLP à moins que cette dernière n'accepte la résolution 242 et le droit d'Israël à l'existence. L'OLP, pour sa part, refusait d'accepter la résolution 242 à moins qu'elle soit modifiée de façon à reconnaître le droit des Palestiniens à l'existence sous forme d'un Etat indépendant, ce que les Etats-Unis n'étaient pas disposés à faire. Cette impasse était renforcée par le fait que la plupart des principaux acteurs étaient préoccupés par des problèmes politiques qui leur étaient propres. Ainsi, les Etats-Unis étaient en période électorale en 1976, pendant laquelle les possibilités d'initiatives diplomatiques étaient sévèrement limitées, particulièrement en ce qui concerne le Moyen-Orient. Le Gouvernement israélien était conscient de ce fait et, par conséquent, ne se sentait pas poussé à prendre des initiatives de son propre chef; cette tendance à l'inaction était renforcée par la conscience du fait que les élections devaient avoir lieu en Israël en 1977. Enfin, les Etats arabes en général et les Palestiniens en particulier s'étaient trouvés sérieusement enlisés dans la guerre "civile"

libanaise, qui s'était intensifiée nettement depuis 1976.

Ce n'est qu'à l'automne 1976 qu'un certain mouvement est à nouveau devenu possible. Le conflit libanais se trouvant provisoirement contrôlé par suite du sommet de Ryad d'octobre 1976 et les élections présidentielles des Etats-Unis s'étant achevées en novembre 1976, les principaux Etats arabes ont entrepris un effort majeur pour parvenir à un règlement du conflit. Un élément important de cette campagne, qui était dirigée largement vers l'administration américaine et vers les pays occidentaux en général, était la tentative de sortir de l'impasse en ce qui concerne la question palestinienne. En cela, ces pays ont réussi dans une certaine mesure. En juin 1977, les pays membres de la CEE sont allés au-delà de leur approbation précédente des "droits légitimes" des Palestiniens (novembre 1973) pour soutenir l'établissement d'une "patrie" palestinienne 136/. Chose plus importante, cependant, la nouvelle administration Carter, aux Etats-Unis, a décidé de passer de la méthode "par étapes" de l'administration précédente, selon laquelle l'examen de la question palestinienne était laissée pour la fin à une conception "d'ensemble" accordant la priorité au problème palestinien. A cet égard, le Gouvernement des Etats-Unis a également commencé à faire preuve d'une plus grande ouverture envers les palestiniens, parlant en particulier de la nécessité d'une "patrie" palestinienne.

Comme suite à ces événements, les pays occidentaux ont eu le sentiment que l'on commençait à progresser sur la question palestinienne. A l'automne 1977, il y a cependant eu un tournant. Comme conséquence de l'initiative de paix du Président Sadat, le Président a été obligé d'abandonner sa conception d'ensemble d'un règlement en faveur d'une paix quasi-séparée entre l'Egypte et Israël, qui reléguait la solution du problème palestinien à une date bien plus tardive. Cela a transformé la situation aussi bien pour les palestiniens que pour les autres pays occidentaux, comme nous le verrons plus loin.

Juste avant l'initiative diplomatique arabe susmentionnée, un journal a déclaré à la fin d'août 1976, que des milieux influents, au sein du Ministère des affaires étrangères, étaient favorables à un infléchissement de la politique canadienne à l'égard du Moyen-Orient, et en particulier à l'égard des Palestiniens.

"... Il existe maintenant au sein du Ministère des affaires étrangères un groupe influent qui est favorable à un mouvement 'penchant' vers les Arabes ainsi qu'à des 'pressions' périodiques sur Israël pour amener ce pays à faire des concessions. Quelques membres de ce milieu activiste ont été mécontents par l'annulation de la Conférence des Nations Unies sur la criminalité de Toronto, due en partie aux objections juives soulevées à l'encontre de la présence de représentants de l'OLP. Un petit nombre ont été frappés par les arguments soulevés par le Ministère du commerce selon lesquels une position pro-arabe équivaut à de l'argent comptant. Par ailleurs, un certain nombre de fonctionnaires sont influencés par les 'gourus', à savoir des diplomates à la retraite qui sont énergiquement anti-Israël" 137/.

Ces nouvelles ont été infirmées par Ivan Head, qui était responsable des affaires étrangères au Cabinet du Premier Ministre, ainsi que par le Ministre des affaires étrangères MacEachen 138/. Néanmoins, bien qu'exagéré, cet article contenait un certain élément de vérité. Vu que le Canada allait vraisemblablement être membre du Conseil de sécurité à partir de janvier 1977, quelques hauts fonctionnaires ont estimé que le pays devrait désormais accorder une importance accrue à certains événements mondiaux comme l'influence croissante du tiers monde en général et des Etats arabes en particulier dans la formulation de la politique canadienne. Cela était particulièrement vrai en ce qui concerne la politique au Moyen-Orient qui, selon beaucoup, était loin d'être équilibrée. Etant donné que le Canada en tant que membre du conseil de sécurité, aurait probablement à traiter souvent des questions touchant le Moyen-Orient, on pensait que le Canada devait accorder une oreille plus attentive aux préoccupations arabes et palestiniennes légitimes si l'on voulait qu'il puisse jouer au sein du conseil un rôle efficace 139/.

Bien que ces suggestions soient faites à l'échelon officiel, elles n'avaient apparemment pas, à ce stade, été approuvées à l'échelon ministériel. On peut discuter de la question de savoir si elles l'auraient ou non été un jour. Quoi qu'il en soit, toute expectative en ce sens s'est trouvée dissipée par la nomination d'un nouveau Ministre des affaires étrangères peu après 140/. Le nouveau Ministre, don Jamieson, avait des questions du Moyen-Orient une vue très différente de celles de M. MacEachen. Tout d'abord, il semblait personnellement avoir une grande sympathie pour Israël. Chose plus importante, il s'agissait d'un politicien qui était extrêmement sensible à la situation politique interne et aux vues des différents éléments de la communauté. par conséquent, alors même qu'il n'avait lui-même pratiquement pas d'électeurs juifs, il était nettement enclin à cultiver le soutien de la communauté juive pour les avantages politiques qu'il pouvait apporter au parti libéral. Du fait de ces deux facteurs, il abordait le problème du Moyen-Orient avec net penchant pro-israélien. En fait, il a été le plus ouvertement pro-israélien de tous les ministres des affaires étrangères du Canada pendant cette période. Cela s'est manifesté par un certain nombre de déclarations et d'observations qu'il a faites, souvent officieusement. Ainsi, par exemple, deux semaines après avoir pris ses fonctions, il a achevé son discours lors d'une réception donnée en l'honneur du Ministre des affaires étrangères israélien Allon, en visite, sur les mots "l'année prochaine à Jérusalem", à la consternation des hauts fonctionnaires des affaires étrangères qui se trouvaient parmi les auditeurs. Peu après un journal a publié l'interview suivante:

"Le penchant naturel de Jamieson est de sympathiser avec Israël. Il se dit objectif sur les problèmes du Moyen-Orient mais il les interprète dans une optique pro-israélienne. 'Les israéliens ne peuvent perdre qu'une guerre' a-t-il dit citant le Ministre des affaires étrangères israélien Allon, manifestement d'accord. Il a convenu sans hésitation que c'était là politiquement, une bonne chose au Canada, où il n'y pas beaucoup de votes arabes', mais il a insisté sur le fait que cela va beaucoup plus loin" 142/.

Pendant son voyage en Israël, en octobre 1977, il a dit ce qui suit:

"A notre retour, lors des réunions des internationales, nous prendrons la parole pour soutenir Israël... Je dis sans hésitation, nous avons un faible pour Israël" 143/.

Ce penchant pro-israélien a nettement influencé sa conception du problème palestinien, qu'il a abordé dans un esprit moins ouvert que son prédécesseur. L'ironie de la situation était que certains des facteurs même qui l'avaient conduit à sympathiser avec Israël s'appliquaient tout autant aux Palestiniens.

"Je suis très attaché à cette idée de groupe de personnes ayant souffert de terribles privations et ayant été terriblement maltraitées, cherchant à établir une sorte d'Etat (!!!)." 144/

Par suite de l'orientation de M. Jamieson, et encore qu'officiellement la politique palestinienne du Canada soit demeurée la même pendant cette période, cette politique a été conçue dans un esprit plus critique et, à l'occasion, énoncée sur un ton plus négatif. La différence d'esprit et de ton était importante car l'ambiguïté de la politique suivie créait de nombreuses possibilités d'interprétation différentes.

LA POLITIQUE

Sous M. Jamieson, les aspects symboliques de la politique canadienne sont demeurés inchangés. L'identité distincte des Palestiniens ainsi que l'existence d'une forme ou d'une autre d'aspirations collectives légitimes de leur part continuaient d'être reconnus. Par conséquent, on reconnaissant la nécessité d'une solution non seulement humanitaire, mais aussi politique.

"Plus récemment, nous avons reconnu... que le peuple palestinien a des aspirations légitimes qui exigent une solution politique. Nous appuyons pleinement la résolution 242 sous tous ses aspects, dont l'un est l'appel lancé en faveur d'un juste règlement du problème des réfugiés palestiniens. Pour le Canada, cela signifie une solution politique juste ainsi qu'une solution humanitaire, devant être négociées lors de futurs pourparlers de paix" 145/.

A une occasion, M. Jamieson a même parlé de "droits" dans le contexte des revendications palestiniennes.

"... il y a ces centaines et ces milliers de personnes qui ont des droits qui, encore une fois, ont été reconnus par la communauté mondiale, et que nous devons considérer comme un élément essentiel de l'équation et de la solution" 146/.

Cependant, comme M. MacEachen, et pour les raisons déjà mentionnées, il hésitait beaucoup à utiliser ce terme.

"Du point de vue du Canada, ces questions ne doivent pas être polarisées par la rhétorique, spécialement en utilisant à grands risques des slogans comme 'droits légitimes'... Le Gouvernement canadien craint qu'une mauvaise interprétation ou une mauvaise utilisation des termes n'attise trop les problèmes" 147/.

Pour le monde arabe, cependant, une reconnaissance symbolique de l'existence d'une identité palestinienne et de la légitimité de certaines aspirations palestiniennes non spécifiées ne suffisait pas. Comme on l'a noté ci-dessus, à la fin de 1976, plusieurs Etats arabes ont entrepris un effort majeur pour permettre de sortir de l'impasse en ce qui concerne la question palestinienne. L'ultime objectif de cette campagne était d'obtenir la reconnaissance du droit des Palestiniens de constituer un Etat indépendant et, plus directement, de leur droit à l'autodétermination, c'est-à-dire de leur capacité de décider eux-mêmes de leur statut politique futur.

Au début de cette campagne diplomatique arabe, le Gouvernement canadien a pensé pouvoir déceler certains signes de souplesse de la part du Gouvernement travailliste israélien dans ce domaine. Ainsi, lors de sa visite à Ottawa en septembre 1976, le Ministre israélien des affaires étrangères, Yigael Allon, a dit à M. Jamieson, qui venait de prendre ses fonctions, à l'occasion de discussions privées, que le Gouvernement israélien considérait actuellement les Palestiniens comme "nation en formation" 148/. Lors d'une conférence de presse ultérieure, il a parlé de la nécessité d'assurer "l'autodétermination" des Palestiniens 149/.

Par suite de ces circonstances, M. Jamieson et ses collaborateurs sont parvenus à la conclusion que le moment était venu de revoir la politique canadienne concernant le statut politique futur des Palestiniens et de l'énoncer d'une façon qui tienne compte de la question de l'autodétermination. La situation a cependant été compliquée par les événements intervenus au Canada. L'accession au pouvoir au Québec, en novembre 1976, d'un parti (le parti québécois) qui était voué à l'autodétermination et à l'indépendance politique du Québec, a cristallisé une menace interne qui était latente depuis près de 10 ans. Le Gouvernement canadien devait maintenant être très prudent en parlant de la question de l'autodétermination à l'échelon international de crainte d'entraîner des répercussions sur la scène politique intérieure. Le Ministre des affaires étrangères et ses collaborateurs étaient certainement très conscients des incidences possibles, sur le plan interne, de la question. En outre, cependant, il y avait apparemment des communications officieuses entre un membre du Cabinet et un ou plusieurs hauts fonctionnaires des affaires étrangères à ce sujet 150/. L'essentiel des observations faites était que les affaires étrangères devaient éviter dans toute la mesure du possible de parler du problème mais que, s'il fallait le faire, il faudrait trouver une formule autre que "l'autodétermination". C'est précisément ce qui fut fait.

La nouvelle formule mise au point par le Ministère des affaires étrangères concernant le statut futur des Palestiniens a été énoncée pour la première fois à la session de 1976 de l'Assemblée générale. Elle se composait de deux éléments. Le premier élément traitait du processus dans le cadre duquel une solution politique de la question palestinienne devait être recherchée, c'est-à-dire de la question de l'autodétermination. Dans des propos rappelant ceux qu'avait tenus M. Allon lors de la conférence de presse d'Ottawa, un représentant du Canada a déclaré pendant le débat sur l'UNRWA:

"Chacun reconnaît qu'un aspect crucial du problème du Moyen-Orient et un élément essentiel dont devra tenir compte toute solution pour qu'elle soit durable est la nécessité pour le peuple palestinien de trouver un moyen d'expression, y compris l'expression politique,

conforme au principe de l'autodétermination. Il est certainement clair aussi que le peuple palestinien doit participer au processus consistant à mettre au point la structure appropriée pour cette expression ..."
151/.

Autrement dit, le Canada reconnaissait que les palestiniens avaient droit à une forme ou à une d'expression politique ainsi que celui de participer à la détermination de leur avenir politique. Cependant, il n'était pas disposé à reconnaître le droit à l'autodétermination dans leur cas, entendu comme le droit de décider eux-mêmes de leur avenir politique. Le dernier mot en ce qui concerne leur statut futur devrait provenir des autres parties au conflit et en particulier d'Israël, qui conserverait en fait un droit de veto en la matière.

Le deuxième élément de la nouvelle formule traitait de la nature de la solution politique ultime elle-même. Ici, les termes employés semblaient supposer un type d'arrangement politique plus limité que celui qu'avait envisagé M. MacEachen. Ce dernier, nous l'avons vu, avait parlé de la création possible d'une "entité palestinienne" et, lors de discussions avec des personnalités israéliennes en janvier 1976, avait apparemment parlé d'une "entité politique palestinienne". Maintenant, à la session de 1976 de l'Assemblée générale, le représentant du Canada parlait de la nécessité d'une "structure appropriée pour leur expression politique dans un cadre territorial approprié" 152/. Cette formule a été répétée fréquemment par M. Jamieson et par d'autres représentants du Canada au cours des deux années et demi qui ont suivi.

Quelques soient les différences de connotations des deux formules il y avait néanmoins un dénominateur commun, à savoir la nécessité d'un type de structure gouvernementale distincte dirigée par les Palestiniens. L'étendue de ses compétences et son degré d'autonomie pourraient cependant varier considérablement. La mention d'un "fondement territorial" sous-entendait simplement qu'un arrangement selon lequel une autre puissance, que ce soit Israël ou la Jordanie, assurait simplement la représentation des Palestiniens au sein de son gouvernement ou la représentation des partis politiques palestiniens, ne suffirait pas à satisfaire le droit des Palestiniens à l'expression politique 154/. Il devrait y avoir une structure gouvernementale distincte exerçant sa juridiction sur un territoire spécifié. Si la mention d'un "fondement territorial" ne répondait pas à de quelconques propositions concrètes, elle a cependant acquis plus de sens après l'arrivée au pouvoir de Menachin Begin et de son gouvernement Likud en 1977. Manifestement, son plan "d'autonomie" palestinienne sous contrôle israélien était contraire à cette formule car elle prévoyait une juridiction sur les populations mais pas sur un territoire 155/. La formule canadienne, cependant, n'excluait pas logiquement un maintien du contrôle israélien sur les territoires occupés à condition qu'il existe une structure gouvernementale palestinienne distincte exerçant sa juridiction sur un territoire spécifié. Néanmoins, l'ensemble de la politique canadienne, spécialement en ce qui concerne le retrait d'Israël des territoires occupés, ne semblait pas exclure cette possibilité 156/.

Indépendamment du fait qu'elle excluait les arrangements n'ayant pas de fondement territorial et apparemment aussi les arrangements supposant un contrôle continu de la part d'Israël, la politique canadienne concernant

le statut futur des Palestiniens demeurait ambiguë. La formule de M. Jamieson, comme celle de M. MacEachen, recouvrait une très vaste gamme de possibilités allant d'une forme ou une autre d'autonomie sous régime jordanien à une fédération avec la Jordanie ou même à un Etat palestinien indépendant. Le fait que cette dernière éventualité soit au moins une issue possible a été reconnu à une occasion par M. Jamieson:

"Je ne pense pas qu'il soit utile pour nous de chercher à déterminer comment le problème de la Rive occidentale devrait être résolu, que ce soit forme d'un Etat palestinien indépendant ou sous forme d'une affiliation ou de lien avec la Jordanie" 157/.

M. Jamieson était cependant peu enthousiasmé par une telle possibilité. En tout état de cause, le Gouvernement canadien rejetait d'emblée les exigences des Palestiniens tendant à ce que leur droit à un Etat indépendant soit reconnu officiellement dès le début, avant l'ouverture de négociations:

"... Les parties intéressées doivent être disposées à abandonner des positions extrêmes et examiner toutes les solutions raisonnables que l'imagination et la bonne volonté permettent de formuler... Nous ne pouvons qu'être inquiets devant les efforts qui sont faits pour pré-déterminer la nature d'une solution, que ce soit sous forme de changements démographiques, ou par une insistance, à titre de condition préalable à toute négociation, sur le fait qu'une seule forme d'expression politique peut être acceptable" 158/.

Plus profondément, tandis que M. MacEachen avait conservé un ton neutre en parlant de la possibilité d'un Etat palestinien indépendant, M. Jamieson donnait l'impression d'être peu favorable à une telle solution. Ainsi, il s'est abstenu de suivre l'exemple de la Communauté européenne et du Président Carter et d'utiliser des termes plus attrayants comme "homeland" ou "patrie" en décrivant la façon dont le Canada concevait le statut futur des Palestiniens. C'était chose délibérée, comme le montrent clairement les rapports de presse publiés pendant le voyage de M. Jamieson au Moyen-Orient en octobre 1977.

"S'il évitera certainement la phrase du Président Carter concernant la nécessité d'une 'patrie palestinienne', Jamieson fera valoir que tout accord de paix doit avoir un fondement territorial" 159/.

"M. Jamieson a déclaré que le Canada ne prendrait pas de position ferme sur des questions aussi délicates que... celle de savoir s'il devrait y avoir une patrie palestinienne." 160/

En outre, il a eu tendance à passer relativement sous silence la solution consistant à créer un Etat palestinien indépendant et à mettre l'accent sur d'autres types de solutions.

"Jamieson fera valoir que tout accord de paix doit reposer sur un fondement territorial. Il insiste sur le fait que cette formule ne préjuge pas l'avenir de la Rive occidentale, la Rive occidentale de demain pouvant fort bien être un élément d'une union avec la Jordanie". 161/.

"Tout règlement doit reposer sur un fondement territorial. Je ne veux pas dire l'établissement d'un Etat palestinien séparé. J'ai soigneusement évité de parler soit d'une patrie palestinienne, soit d'un Etat palestinien distinct car utiliser ces expressions équivaut à agiter une cape rouge devant un taureau." 162/

Enfin, en insistant, comme son prédécesseur, sur le fait que toute solution finale du problème palestinien dépendait de l'accord des parties intéressées et particulièrement d'Israël, il éliminait en fait cette éventualité comme solution possible.

Pour ce qui est de la question connexe de la participation palestinienne au processus de règlement, la politique canadienne n'a pas évolué davantage non plus sous M. Jamieson. Le principe fondamental selon lequel les Palestiniens devraient participer d'une façon ou d'une autre aux négociations de paix a continué d'être affirmé. Cependant, au lieu d'utiliser simplement une formule standard ("les Palestiniens ont le droit d'être entendus et de participer à toute négociation concernant leur avenir"), quelques variantes étaient maintenant employées pour exprimer leur avenir"), quelques variantes étaient maintenant employées pour exprimer la même idée, bien que parfois en termes un peu plus vagues 163/. Les porte-parole canadiens ont refusé d'être plus précis quant à la forme ou à l'étendue que pourrait revêtir la participation palestinienne aux négociations.

Dans l'ensemble, donc, après 1976, tandis que les pays occidentaux soit avaient progressé soit, comme dans le cas des Etats-Unis, avaient rattrapé le Canada pour ce qui est de la reconnaissance des aspirations palestiniennes et de la souplesse manifestée quant à la question de la représentation, la politique canadienne est essentiellement demeurée statique dans ces domaines. Cette répugnance au changement a été encore plus prononcée après l'initiative de paix du Président Sadat à l'automne 1977 et l'ouverture ultérieure des négociations égypto-israélienne qui ont débouché sur les accords de Camp David (septembre 1978) et sur le traité de paix égypto-israélien (mars 1979). M. Jamieson et plusieurs de ses proches collaborateurs étaient fermement convaincus qu'il s'agissait là d'un tournant important dans le conflit arabo-israélien et d'un progrès significatif vers une paix d'ensemble 164/. En outre, ils se sont rendus compte que l'administration Carter accordait beaucoup d'importance au processus de Camp David et pourrait être extrêmement mécontente de toute initiative prise par des alliés pouvant compromettre ce processus en soutenant une approche différente. Par conséquent, le Gouvernement canadien a fermement soutenu les efforts des Etats-Unis et s'est abstenu de faire d'autres observations ou déclarations de politique générale sur la question palestinienne tant que le processus serait en cours. Cette situation ne manquait cependant pas d'ironie car, jusqu'à cette date, le Canada avait eu tendance à s'opposer à toute initiative qui aurait pour effet de traiter la question palestinienne indépendamment des autres aspects du conflit. Au contraire, il avait insisté sur le fait que tous les problèmes étaient liés les uns aux autres.

"Pour importante, voire fondamentale, qu'elle soit pour le conflit arabo-israélien, cette question (la question palestinienne) ne peut évidemment pas être réglée séparément sans tenir compte des autres éléments du problème. Nous devons nous opposer à toute mesure

unilatérale qui pourrait préjuger le règlement d'ensemble négocié que l'on recherche actuellement." 165/

Maintenant, cependant, le Canada soutenait pleinement des efforts diplomatiques semblant comporter des éléments de la conception même qu'il avait critiquée dans le passé. Cette fois-ci, en revanche, c'était la question égypto-israélienne qui était traitée indépendamment des autres problèmes.

LE VOTE A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Pour comprendre les votes du Canada à l'Organisation des Nations Unies pendant cette période à propos des résolutions traitant de l'avenir politique des Palestiniens, il est bon de commencer par examiner certains éléments de base de la conception que M. Jamieson se faisait des activités réalisées dans ce domaine. En premier lieu, il était énergiquement opposé à l'adoption de résolutions sur le même sujet année après année, activité qui, à son avis, ne servait aucune fin utile.

"Permettez-moi de vous rappeler le discours que j'ai fait à l'ONU il y a quelques semaines et dans lequel j'ai exprimé l'inquiétude de plus en plus grande que j'éprouvais devant l'inefficacité d'une bonne part des débats qui s'y déroulent, devant le caractère rhétorique de ces débats et devant le fait qu'un grand nombre des résolutions adoptées ne faisaient en réalité qu'accroître la méfiance, les discussions et les affrontements. Je pense - et il s'agit là qu'une question de principe - que l'ONU doit revoir ses procédures à cet égard de façon que ses résolutions ne soient pas présentées année après année avec pour seul effet d'asseoir chacun sur ses positions." 166/

Comme cette tendance était particulièrement marquée en ce qui concerne les problèmes du Moyen-Orient, c'était contre les activités de l'ONU dans ce domaine que ces critiques étaient dirigées. Cette opposition aux activités de l'ONU était considérablement renforcée par le fait que la principale cible des critiques était Israël.

"Nous continuerons à nous opposer à de futiles exercices de propagande ou à des résolutions pleines de critiques exagérées et extrêmes d'Israël et contenant des allégations non documentées et des recommandations déraisonnables qui ne servent aucunement la cause de la paix au Moyen-Orient." 167/

M. Jamieson a incorporé certaines de ses critiques des activités de l'ONU, particulièrement en ce qui concerne le Moyen-Orient, dans le discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée générale en 1977. Cela a aliéné un certain nombre d'Etats arabes et a presque entraîné l'annulation de la visite qu'il devait faire en Egypte en automne.

Un deuxième élément de l'attitude adoptée par M. Jamieson à l'égard de l'ONU était sa conviction que l'abstention n'était pas la position à prendre car elle équivalait à une absence de courage de ses opinions. "Lorsqu'on ne peut se décider dans un sens ou dans un autre, il me paraît évident qu'on se dérobe à ses responsabilités" 169/. La plupart des nouveaux ministres

des affaires étrangères étaient arrivés au pouvoir avec les mêmes idées mais, généralement, avaient été convaincus par leurs collaborateurs que l'abstention était une attitude valable dans le contexte des Nations Unies dans le cas de résolutions contenant des dispositions avec lesquelles on pouvait être d'accord ainsi que des dispositions avec lesquelles on n'était pas d'accord, tant que ces dernières n'étaient pas trop importantes. M. Jamieson a cependant continué de soutenir son avis initial.

Enfin, M. Jamieson était convaincu que, pour déterminer les votes qui seraient exprimés par le Canada à propos des résolutions, il fallait accorder beaucoup plus de poids aux intentions de vote des Etats-Unis, particulièrement sur la question du Moyen-Orient, qu'à celles de bien d'autres pays amis, y compris les pays membres de la communauté européenne 170/. Aussi, l'idée de ce qui pouvait être considéré comme étant en "bonne compagnie" lors des votes à l'ONU était un peu différente de celle qui prévalait sous M. MacEachen:

"... Je me demande souvent pourquoi nous (c'est-à-dire certains députés) faisons le genre d'observations qui, disons-nous, sont contraires aux vues de nos bons amis les Japonais, ou aux vues de nos bons amis les Européens, et oublions que nous ne sommes pas en désaccord avec nos meilleurs amis, les Etats-Unis. Autrement dit, l'on a tendance à supposer que, d'une façon ou d'une autre, être aux côtés des Etats-Unis lors du vote sur l'une ou l'autre de ces résolutions est être en mauvaise compagnie." 171/

C'est ainsi que M. Jamieson a donné pour instruction à ses collaborateurs que le Canada devrait suivre autant que possible, dans son vote, les Etats-Unis sur les questions du Moyen-Orient et qu'en tout état de cause, le vote du Canada sur ces questions ne devrait jamais être plus éloigné d'un degré de celui des Etats-Unis (c'est-à-dire que si les Etats-Unis votaient non, le Canada devrait, dans le pire des cas, s'abstenir) 172/.

Pour ces raisons, ainsi qu'à la suite du net penchant pro-israélien de M. Jamieson, il y a eu un nouveau durcissement des votes du Canada sur les questions du Moyen-Orient pendant cette période. Cela est devenu particulièrement évident en 1977 et 1978.

En ce qui concerne les résolutions annuelles sur les droits palestiniens, le vote du Canada était dû beaucoup plus à la portée considérable des résolutions qu'aux facteurs susmentionnés. En 1976 et 1978, ces résolutions approuvaient pleinement les propositions contenues dans le premier rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, présenté en 1976. Ces propositions, qui n'étaient pas expressément énumérées dans les résolutions, envisageaient tout d'abord une évacuation complète et inconditionnelle par Israël, dans un délai d'un an, des anciens territoires palestiniens qui avaient été occupés par Israël pendant la guerre de 1967. Ces territoires devaient être administrés temporairement par l'ONU, avec l'assistance de la Ligue des Etats arabes, puis remis à l'OLP, en tant que représentant du peuple palestinien. Ce n'était qu'après qu'une "entité palestinienne indépendante" aurait été établie sous la direction de l'OLP que l'on s'efforcerait de parvenir à un règlement négocié avec Israël. Ces propositions affirmaient également le droit inconditionnel des Palestiniens de retourner dans leurs foyers en Palestine, droits qui devaient être réalisés en deux étapes. Pendant la

première étape, tous les Palestiniens qui avaient été déplacés de leurs foyers sur la Rive occidentale et à Gaza depuis 1967 seraient autorisés à retourner sans retard. Un peu plus tard (sans doute après la création de l'"entité palestinienne indépendante"), tous les Palestiniens qui avaient été déplacés de leurs foyers en Israël entre 1948 et 1967 auraient un droit inconditionnel au retour. Ceux qui décideraient de ne pas y retourner auraient droit à une indemnisation équitable 173/. En bref, donc, ces résolutions allaient beaucoup plus loin que les résolutions précédentes concernant les droits palestiniens. Elles avaient au-delà d'un simple énoncé de principes reconnaissant certains droits au peuple palestinien et approuvaient plutôt une série spécifique de propositions assorties d'un calendrier d'application.

Pendant ces trois années, le Canada s'est associé aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, à la République fédérale d'Allemagne et aux pays membres du Bénélux et a voté contre ces résolutions. La France, l'Italie et le Japon se sont abstenus, sauf en 1978, année où l'Italie a voté non. Les raisons de l'opposition du Canada étaient doubles. En premier lieu, bien qu'il y ait seulement fait allusion lors des explications de vote, le Canada était énergiquement opposé à la teneur des propositions elle-même. Ces propositions, estimait-on, étaient très partiales, particulièrement en ce qui concerne le moment auquel les mesures recommandées devraient être appliquées.

"Vu l'importance considérable que revêt l'objet de ces résolutions, la délégation canadienne tient à énoncer clairement les raisons pour lesquelles elle votera contre. La principale raison est essentiellement que mon gouvernement a de sérieuses réserves à formuler à propos de certaines des principales recommandations que l'Assemblée générale est invitée à adopter dans le présent projet de résolution et qui devraient être appliquées." 174/

Plus généralement, toutefois, le Canada a manifesté une vive opposition à toute tentative par l'Assemblée générale de souscrire à un plan de paix détaillé. Selon lui, une telle initiative non seulement compromettrait le cadre fondamental des négociations établies par la résolution 242 du Conseil de sécurité, mais encore serait contraire au principe selon lequel les conditions ultimes du règlement devraient être déterminées dans le cadre de négociations entre les parties au conflit elles-mêmes, comme stipulé dans la résolution 338. En bref, le Canada était opposé à toute tentative de l'ONU de préjuger les conditions règlement.

"Ces recommandations, en indiquant les détails et même un calendrier de l'application de mesures qui n'ont pas encore été convenues par les parties concernées, sont directement contraires au cadre convenu pour les négociations sur le Moyen-Orient énoncées dans les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité. C'est ce cadre qui a été généralement accepté et c'est ce cadre qui, à notre avis, continue d'offrir les meilleures perspectives de règlement du conflit du Moyen-Orient. De l'avis du Canada, le présent projet de résolution aurait seulement pour effet d'approuver la substitution d'une solution imposée aux négociations entre les parties demandées dans les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité." 175/

La résolution de 1978 était un peu différente des deux précédentes. Elle contenait également une approbation générale des propositions susmentionnées du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. En outre, elle affirmait les droits généraux des Palestiniens qui avaient déjà été reconnus par l'Assemblée générale (c'est-à-dire le droit de retour et le droit à l'indépendance nationale et à la souveraineté en Palestine) et demandait que l'OLP participe "sur un pied d'égalité avec les autres parties" à toutes délibérations ou négociations concernant le règlement tenues sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies 176/. Enfin, la résolution contenait également une disposition critiquant implicitement les accords de Camp David de septembre 1978, considérés comme contraires aux principes reconnus par l'Assemblée générale comme essentiels à un juste règlement du problème palestinien.

"L'Assemblée générale,

4. Déclare que pour être valables, les accords prétendant résoudre le problème de Palestine doivent s'inscrire dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et de sa charte ainsi que de ses résolutions, sur la base de la pleine réalisation et du plein exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, y compris le droit de retour et le droit à l'indépendance nationale et à la souveraineté en Palestine, avec la participation de l'OLP." 177/

Les références générales aux droits palestiniens et à la participation de l'OLP aux négociations n'auraient pas constitué pour le Canada un motif d'opposition à cette résolution car il s'était abstenu sur des résolutions semblables dans le passé. M. Jamieson a cependant élevé des objections à propos des critiques dirigées contre les accords de Camp David, car, comme on l'a noté plus haut, le gouvernement canadien considérerait que ces accords représentaient un progrès significatif vers une paix d'ensemble.

Le durcissement des votes canadiens s'est manifesté plus clairement par l'attitude du Canada concernant les résolutions traitant de l'ensemble de la situation au Moyen-Orient pendant cette période. En 1976, la résolution sur ce sujet a été très semblable à celle qui avait été présentée en 1975.

C'est ainsi qu'elle demandait le retrait d'Israël de tous les territoires occupés, "la réalisation par le peuple palestinien de ses droits inaliénables", ainsi que la participation de l'OLP à toutes négociations de paix. En outre, comme en 1975, elle demandait à tous les Etats de cesser d'accorder à Israël tout type d'assistance "qui puisse lui permettre de consolider son occupation" 178/.

Les Etats-Unis ont voté contre cette résolution, tandis que la communauté européenne s'est partagée, le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne votant contre, et la France, l'Italie, la Belgique et le Luxembourg s'abstenant. Le Japon s'est également abstenu. Le Canada s'est associé aux Etats-Unis et à deux des trois grandes puissances occidentales et a voté contre la résolution. Une fois de plus, l'objection majeure du Canada semblait être l'absence de toute référence à la résolution 242 179/. Cependant, l'on voit difficilement comment cela aurait pu justifier le vote négatif du Canada

étant donné que l'absence d'une telle référence ne l'avait pas empêché de s'abstenir sur les résolutions adoptées en 1973 et 1974 à propos des droits palestiniens. Les dispositions relatives à la question palestinienne ne justifiaient pas non plus un tel vote étant donné que le Canada s'était abstenu sur des résolutions contenant des dispositions semblables dans un passé récent. Les dispositions territoriales n'étaient pas une bonne raison non plus, étant donné que la politique du Canada concernant la question territoriale n'excluait pas le retrait d'Israël de tous les territoires. Comme en 1975, donc, la seule justification pouvant expliquer l'opposition du Canada devait résider dans la disposition demandant la cessation de l'aide militaire à Israël ou encore la combinaison de plusieurs propositions controversées en un même tout.

C'est en 1977 et 1978 que le durcissement de l'attitude et des votes canadiens est devenu le plus apparent à l'ONU. A ces deux assemblées générales, la résolution présentée à propos de la situation du Moyen-Orient était sensiblement plus modérée qu'en 1975 ou 1976. En particulier, les deux éléments de la résolution précédente qui avaient suscité la majeure partie des objections du Canada ont été modifiés. Le changement le plus important était l'addition d'une disposition contenant quelques-unes des dispositions essentielles de la résolution 242, qui équivalait à une reconnaissance implicite de l'existence d'Israël.

"L'Assemblée générale,

2. Réaffirme qu'une paix juste et durable au Moyen-Orient, dans laquelle tous les pays et tous les peuples de la région pourront vivre en paix et dans la sécurité à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, ne pourra pas être réalisée sans..." 180/

La deuxième modification avait consisté à éliminer le paragraphe demandant à tous les Etats de cesser de fournir une aide à Israël tant qu'il n'aurait pas observé les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

Les autres parties de ces résolutions étaient essentiellement les mêmes qu'en 1975 et 1976. Ainsi, la disposition demandant le retrait d'Israël des territoires occupés depuis 1967 avait été conservée. Par ailleurs, les dispositions concernant le statut politique du peuple palestinien étaient virtuellement identiques à celles des années précédentes. Les deux résolutions réaffirmaient "les droits nationaux inaliénables du peuple palestinien" et demandaient la participation de l'OLP à toute conférence de Genève sur la paix, sur un pied d'égalité avec les autres parties. La seule adjonction, par rapport aux résolutions précédentes, étaient une disposition se référant indirectement à l'initiative de paix du Président Sadat (1977) et aux accords de Camp David (1978). Ce paragraphe insistait sur la nécessité d'un

"règlement d'ensemble couvrant tous les aspects du problème et élaboré avec la participation de toutes les parties intéressées dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies." 181/

S'il s'agissait là d'une critique implicite des négociations et de l'arrangement de paix séparé entre l'Egypte et Israël, cette critique était exprimée en termes indirects et très modérés.

En bref, donc, sur la base du texte de la résolution et des votes précédemment exprimés par le Canada, il y avait toute raison de penser que le Canada s'abstiendrait sur cette résolution aussi bien en 1988 qu'en 1978. C'est d'ailleurs ce qu'avaient conseillé la plupart des hauts fonctionnaires du Ministère des affaires étrangères, sinon tous 182/. Cependant, le Ministre a rejeté leurs avis et a décidé que le Canada devrait s'opposer à la résolution. Ce faisant, il a nettement associé le Canada aux Etats-Unis et s'est écarté de la position des pays d'Europe et du Japon, qui se sont tous abstenus.

L'explication de vote donnée par le représentant du Canada à l'Assemblée générale a semblé peu convaincante. Il a simplement parlé de certaines incompatibilités non spécifiées entre ces résolutions et les résolutions 242 et 338.

"Nous reconnaissons que cette résolution représente une amélioration par rapport à la résolution 31/61 de l'année dernière, à laquelle nous nous sommes opposés. Nous croyons cependant qu'il s'y trouve certains éléments qui sont incompatibles avec les résolutions 242 et 338 du conseil de sécurité et qui préjugent l'issue des discussions actuellement en cours entre les parties et les négociations qui s'ouvriront en définitive à Genève." 183/

Il a également soulevé une autre objection qui n'avait guère de rapport avec le contenu effectif de la résolution. Elle reflétait l'opposition apparente du Gouvernement à l'adoption de toute résolution, quelle qu'elle soit, à ce stade. Le gouvernement estimait simplement qu'étant donné que des négociations sérieuses étaient entamées entre l'Egypte et Israël, ces pays devaient pouvoir mener ces négociations à bien sans aucune intervention de l'Organisation des Nations Unies.

"Nos débats et nos résolutions constituent une expression d'opinion de la part de la communauté internationale... Cependant, à ce stade, il importe surtout pour nous d'encourager les parties intéressées à poursuivre les consultations en cours et de leur permettre de le faire." 184/

Les raisons du vote négatif du Canada ont été développées plus en détail par M. Jamieson en réponse à des questions posées à la Chambre des communes et à la commission des affaires étrangères et de la défense nationale. Pour ce qui était du contenu de la résolution, il a déclaré que:

"Le débat et la résolution auxquels il a été fait allusion allaient au-delà des résolutions 242 et 338. La résolution prévoyait par exemple l'abandon de ce que l'on appelait je crois 'toutes les terres occupées' mais, chose tout aussi importante, elle tendait à confirmer que l'OLP était le représentant des Palestiniens." 185/

Il a insisté ensuite sur le fait que, fondamentalement, il était contre l'adoption de toute résolution à ce stade.

"... très franchement, je suis de plus en plus irrité par le fait qu'à mon avis, ces résolutions, sans guère d'objet, des Nations Unies ne

font rien pour favoriser la réalisation du but et du principal objectif, qui sont évidemment la réunion des parties à Genève." 186/

"Je ne crois pas que la résolution, ni le débat, n'aient eu quelque utilité que ce soit. L'Organisation des Nations Unies et ses membres auraient eu intérêt, vu la situation actuelle, à suspendre toutes les discussions." 187/

Néanmoins, ceux qui avaient posé les questions n'ont pas été satisfaits de ces réponses. Pour ce qui est du fond de la résolution, ils estimaient que les raisons avancées par le Ministre justifiaient une abstention plutôt qu'un vote négatif. Heath Macquarrie, en particulier, a exprimé cet avis:

"Je dirai en passant que toutes les phrases de l'excellente réponse du Ministre auraient été, à mon avis, une excellente justification d'une abstention. Ayant moi-même été à l'ONU de très nombreuses années, je suis convaincu que c'est là l'erreur la plus grave que nous ayons commise à un moment extrêmement délicat. Je regrette profondément que cela se soit produit à un moment où nous aurions pu suivre notre rédaction habituelle de Pavlov et nous abstenir. " 188/

Cet argument semblait avoir beaucoup de poids. Etant donné que le Canada acceptait la possibilité qu'Israël doive peut-être se retirer de tous les territoires occupés lors d'un règlement définitif et que l'OLP puisse être acceptée comme constituant le représentant du peuple palestinien, la logique aurait voulu que le Canada s'abstienne. Telle était en fait la façon dont le Canada avait voté sur des résolutions semblables les années précédentes.

Outre tout cela, un député libéral, M. Duclos, a fait valoir que le Canada devrait, dans son vote, s'inspirer simplement du contenu de la résolution plutôt que de ce qu'il a appelé les considérations extérieures mentionnées par M. Jamieson.

"Je crois que ce genre de considérations est sans rapport. C'est là l'une des objections que j'ai à formuler à propos de notre politique au Moyen-Orient, car elle tient souvent compte de considérations qui n'ont rien à voir avec le contenu, en tant que tel, de la résolution et qui déterminent la façon dont nous votons." 189/

A la session suivante de l'Assemblée générale, en 1978, le Canada a voté contre une résolution presque identique. Une fois de plus, il s'est aligné avec les Etats-Unis et s'est dissocié de l'Europe et du Japon. Aucune explication de vote n'a été donnée. Il y a lieu de présumer que les mêmes considérations ont prévalu, en particulier l'objection concernant l'adoption par l'ONU de résolution tandis que l'on était censé progresser dans les négociations de paix, ne serait-ce qu'au plan bilatéral.

NOTES

* L'auteur tient à remercier le Centre québécois des relations internationales pour son assistance financière, qui lui a permis de réaliser les recherches sur lesquelles la présente étude est fondée. Il tient également à rendre hommage pour leur assistance au personnel de la Bibliothèque du Ministère des affaires extérieures et à la Section de la recherche du Comité Canada-Israël. Enfin, l'auteur apprécie beaucoup la bonne volonté manifestée par un certain nombre de représentants, tant passés que présents, du Ministère des affaires extérieures, qui ont bien voulu mettre leur temps à la disposition de l'auteur pour le guider dans le labyrinthe de la politique du Canada concernant le Moyen-Orient.

1. Voir J. Stein "Canada: Evenhanded Ambiguity" dans J.C. Hurewitz (Ed.). Oil, the Arab-Israeli Dispute and the Industrial World (1976, Boulder, Colorado, Westview Press), p.96.
2. Voir plus bas, note 62.
3. Voir plus bas, p. 27.
4. Voir, par exemple, l'observation du Ministre des affaires extérieures Sharp: "... nous acceptons la résolution 242 dans son intégralité, ... nous sommes contre tout effort tendant à l'interpréter, ... nous sommes convaincus qu'elle offre un cadre approprié de règlement et, par conséquent, nous n'acceptons aucune interprétation particulière... nous sommes certains qu'elle a été très soigneusement rédigée et que toute tentative de l'interpréter publiquement et de faire accepter une interprétation déterminée ne pourra que compromettre les perspectives de paix".
Canada, Débats de la Chambre des communes, 25 octobre 1973, p. 7207-7208.
5. Voir les observations du Ministre des affaires extérieures Sharp, "Le Canada a appuyé la résolution 242 depuis qu'elle a été adoptée en 1967. Notre adhésion a été totale mais strictement limitée aux dispositions de la résolution elle-même et nous avons toujours refusé d'y ajouter ou d'en retrancher quoi que ce soit".
Canada, Débats de la Chambre des communes, 16 octobre 1973, p. 6925. Voir également ci-dessous, p. 41.
6. Voir par exemple la réponse égyptienne au Memorandum du médiateur de l'ONU Gunnar Jarring, février 1971.
7. Canada, Débats de la Chambre des communes, 24 mai 1964.
8. Voir par exemple les déclarations du leader de l'opposition John Diefenbaker, Canada, Débats de la Chambre des communes, 8 juin 1977, p. 1297; et David Lewis, Ibid., 5 juin 1967, p. 1125.

9. Voir par exemple la déclaration du dirigeant du Crédit social Réal Caouette, Ibid., 5 juin 1967, p. 1126. Voir aussi les remarques de Colin Cameron (NDD).

"Je tiens à dire que j'ai de graves inquiétudes quant à la sagesse de l'établissement de l'Etat d'Israël et, compte tenu des événements qui sont survenus depuis lors, ces inquiétudes ne manquaient peut-être pas de fondement... Lorsqu'Israël a été créé comme suite directe d'interminables années de persécutions... la facture a été présentée non pas aux auteurs des persécutions... mais aux autres peuples, sémites eux aussi, qui ont également été persécutés par notre prétendue civilisation occidentale".

Ibid., 8 juin 1967, p. 1296.

10. Voir par exemple la réaffirmation par le Premier Ministre Pearson, à la Chambre des communes, d'une déclaration qu'il avait faite à l'ONU peu après le conflit de Suez en 1956.

"Il doit s'agir d'une paix qui soit équitable non seulement pour Israël mais équitable aussi pour ses voisins... A mon avis, force est de convenir que si Israël a le droit de vivre et de prospérer à l'abri d'une crainte d'étranglement par ses voisins, les Etats arabes doivent pouvoir être certains qu'Israël ne cherchera pas à étendre son territoire à leurs dépens".

Ibid., 8 juin 1967, p. 1296.

11. Voir par exemple la déclaration du Ministre des affaires étrangères Martin: "Cette mesure (l'opposition du Canada à toute action unilatérale) ne préjuge en aucun cas nos vues sur les conditions ultimes d'un règlement concernant Jérusalem".

Canada, Débats de la Chambre des communes, 5 juin 1976, p. 2272. Voir également le rôle joué par le Canada dans la rédaction de la résolution 242, qui laissait ouverte la possibilité d'une modification territoriale.

12. Ibid.

13. Voir cependant les observations de Colin Cameron.

"S'il y a incontestablement des Arabes qui sont partis volontairement et s'il y en a incontestablement beaucoup qui ont été incités à le faire, d'autres - c'est là un fait incontestable - ont été expulsés du pays dans des conditions de brutalité sauvage. Ils croupissent aujourd'hui dans des endroits d'où ils peuvent contempler à l'oeil nu les terres dont ils ont été expulsés ou dont ils se sont enfuis".

Ibid., 6 juin 1967, p. 1199.

14. Ibid., 8 juin 1967, p. 1295-1296. Voir également les observations du dirigeant conservateur Diefenbaker, Ibid., p. 1300, ainsi que des députés conservateurs Nesbitt, Ibid. p. 1332 et Harkness, Ibid., 23 mai 1967, p. 511.

15. Colin Cameron a cependant fait observer que cet argument surestimait la capacité d'absorption des Etats arabes voisins. Ibid., 6 juin 1967, p. 1199.

16. Voir par exemple les observations du dirigeant conservateur Diefenbaker, Ibid., 8 juin 1967, p. 1300, et de Colin Cameron, Ibid., 6 juin 1967, p. 1201.
17. Ibid., 8 juin 1967, p. 1321.
18. Ibid., 23 mai 1967, p. 511; 24 mai 1967, p. 526.
19. Voir les chiffres concernant le montant de l'aide canadienne à l'UNRWA, Ibid., 14 décembre 1970, p. 1996.
20. Ibid., 26 juin 1967, p. 1928.
21. Voir la déclaration faite par le Premier Ministre Pearson à la Chambre, Ibid., p. 1929.
22. Ibid., 8 juin 1967, p. 1295.
23. Documents officiels de l'Assemblée générale (DOAG), Cinquième session extraordinaire d'urgence, 1553ème séance plénière, p. 12.
24. Canada, Débats de la Chambre des communes, 8 juin 1967, p. 1295.
25. DOAG, op. cit., p. 12. Voir également la déclaration du représentant du Canada à la Vingt-deuxième session ordinaire de l'Assemblée générale (1967), 589ème séance de la Commission politique spéciale, p. 270.
26. Canada, Débats de la Chambre des communes, 8 juin 1967, p. 1303.
27. Ibid., 19 juin 1967, p. 1650.
28. Toronto Globe and Mail, 23 juin 1967.
29. Ibid., 19 juin 1967, p. 1651.
30. Voir par exemple les remarques du dirigeant NDP Tommy Douglas, Ibid., 6 juin 1967, p. 1186, ainsi que M. Diefenbaker, Ibid., 8 juin 1967, p. 1300, M. Nesbitt, Ibid., p. 1326, M. Olson, Ibid., p. 1324, de M. Starr, Ibid., 23 juin 1967, p. 1870, M. Patterson, Ibid., 26 juin 1967, p. 1929.
31. Voir le discours de M. Pearson le 8 juin 1967, Ibid., p. 1296, et l'allocution de M. Martin devant l'Assemblée générale des Nations Unies, DOAG, Vingt-deuxième session, séance plénière, 27 septembre 1967.
32. Ibid., 8 juin 1967, p. 1295; DOAG, Cinquième session extraordinaire d'urgence, 1553ème séance plénière, p. 12.
33. Le Premier Ministre Pearson, ancien de l'Organisation des Nations Unies, connaissait bien l'intitulé initial du conflit arabo-israélien, à savoir "la question de Palestine" et s'en est servi à l'occasion même en 1967. Voir Ibid.,

8 juin 1967, p. 1289. Voir également les déclarations du Ministre des affaires extérieures Martin, DOAG, op. cit., p. 10.

34. Voir par exemple la réponse de M. Sharp à la question de Heath Macquarrie quant à la question de savoir ce que le Canada faisait pour améliorer ses rapports avec les pays arabes:

"Nous avons tendance à considérer la représentation comme proportionnelle aux intérêts canadiens. Cela vaut pour le commerce, pour les affaires culturelles, pour les localités considérées et pour la réalité. D'une façon générale, nous n'ouvrons pas d'ambassade pour des raisons de prestige ni pour manifester un intérêt politique au sens propre. Je peux, d'une façon générale, répondre que nous ne considérons pas que le Moyen-Orient justifie en aucune façon un traitement spécial".

Canada, Chambre des communes, Commission des affaires extérieures et de la défense nationale, Compte-rendu des débats, 5 mai 1975.

35. Interview avec un haut fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures.

36. Voir par exemple les observations qu'il aurait faites quant aux tendances expansionnistes israéliennes au Ministre des affaires étrangères égyptien à Riad, Christian Science Monitor, 9 janvier 1969: ce rapport a été infirmé par M. Trudeau à la Chambre des communes. Canada, Débats de la Chambre des communes, 30 janvier 1969, p. 4935. Voir également ses discussions avec le Premier Ministre Robin lors d'une visite effectuée à titre privé en Israël en septembre 1976. Selon un représentant du Ministère des affaires extérieures, ces discussions ont été intenses. Pour un bref rapport, voir Toronto Star, 3 septembre 1976.

37. Interview avec un haut fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures. Voir également les observations du Premier Ministre Trudeau publiées dans le Toronto Star du 24 octobre 1969.

"Trudeau a prédit que la guerre au Moyen-Orient se poursuivrait 'tant qu'Israël maintiendrait sa position dure sur la Rive occidentale de la Jordanie'. Cette position d'Israël, a-t-il dit, rend impossible le règlement de la question palestinienne... Les sionistes aux Etats-Unis, dont le zèle dépasse celui des sionistes d'Israël, ont fait qu'il a été difficile pour Carter de favoriser les négociations en disant à Israël qu'il doit être plus souple sous peine de risque de perdre le soutien américain. Trudeau a dit que des groupes de pression semblables au Canada avaient réussi à convaincre les conservateurs, lorsqu'ils étaient dans l'opposition, de 'soutenir une législation contre le boycottage plus dur que la nôtre ainsi que le transfert de l'ambassade'. Ces promesses, a dit Trudeau, ont lésé le Canada sur le plan économique et ont risqué d'engendrer des sentiments antisémites".

38. Interview avec un représentant du Ministère des affaires extérieures.

39. P.E. Trudeau, Federalism and the French Canadians.

40. Interview avec un haut fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures.

43. Cela s'est reflété particulièrement dans la position adoptée par M. Sharp sur la question territoriale. L'ancien Premier Ministre Pearson et le Ministre des affaires extérieures Martin avaient essayé de combiner une politique d'ambiguïté sur la question territoriale avec certaines assurances données aux Arabes quant à l'étendue des modifications territoriales éventuelles. Il s'agissait notamment de suggestions selon lesquelles la solution des problèmes de sécurité d'Israël résidait essentiellement dans des arrangements militaires et dans des garanties politiques plutôt que dans des modifications territoriales, ainsi que d'observations donnant à entendre que les modifications territoriales éventuelles seraient de portée très limitée. Voir par exemple, Canada, Débats de la Chambre des communes, 8 juin 1967, p. 1293, 1926. Le Ministre des affaires extérieures Sharp, pour sa part, a simplement adopté une attitude ambiguë sur la question territoriale sans l'assortir d'assurances; voir par exemple, Ibid., 21 octobre 1971, p. 8883.

De même, sur la question de Jérusalem, le Gouvernement précédent avait voté en juillet 1967 en faveur d'une résolution de l'Assemblée générale critiquant les mesures unilatérales prises par Israël en ce qui concerne l'Est de Jérusalem, DOAG, Cinquième session extraordinaire d'urgence, 1548ème séance plénière, p. 4. Peu après que M. Sharp eu pris ses fonctions, pendant la campagne électorale de 1968, le Canada s'est abstenu sur une résolution du Conseil de sécurité virtuellement identique à la précédente, Documents officiels du Conseil de sécurité (DOCS), 21 mai 1968, p. 3.

44. Ministère des affaires extérieures, Déclarations et discours, No. 68/15, p. 4.

45. Voir par exemple son allocution, citée ci-dessus, à l'Assemblée générale à sa session de 1968. Voir également Canada, Débats de la Chambre des communes, 19 novembre 1969, p. 983. Une exception possible à cet égard était les remarques qui lui ont été attribuées par le Montreal Star pendant son premier voyage au Moyen-Orient, en novembre 1969. Voir ci-dessous, p. 47. Il se peut simplement que ce soit là les termes employés par le journaliste.

46. Interview avec un haut fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures.

47. Ibid.

48. DOAG, vingt-deuxième session, Commission politique spéciale, 595ème séance, p. 269 et 270.

49. DOAG, vingt-troisième session, Commission politique spéciale, 618ème séance, p. 1.

50. DOAG, vingt-quatrième session, Commission politique spéciale, 686ème séance, p. 241.

51. DOAG, vingt-cinquième session, Commission politique spéciale, 743ème séance, p. 300, c'est nous qui soulignons.
52. Ottawa Citizen, 12 novembre 1969.
53. Montreal Star, 17 novembre 1969.
54. Toronto Star, 17 novembre 1969.
55. Ottawa Citizen, 12 novembre 1969.
56. Interview avec un haut fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures.
57. Voir par exemple les observations de M. Fairweather et de M. Brewin à la suite du rapport que M. Sharp a fait à la Chambre sur son voyage au Moyen-Orient en novembre 1969. A la même occasion, M. Laprise a cependant parlé des "réfugiés palestiniens". Canada, Débats de la Chambre des communes, 19 novembre 1969, p. 984 et 985.
58. Canada, Débats de la Chambre des communes, 21 octobre 1970, p. 430.
59. Canada, Débats de la Chambre des communes, 21 octobre 1970, p. 430.
60. DOAG, vingt-quatrième session, Supplément No. 30 (A/7630), Résolution 2535 B de l'Assemblée générale.
61. DOAG, vingt-cinquième session, Supplément No. 28 (A/8028), Résolution 2672 C de l'Assemblée générale. Voir également les résolutions 2792 D (1971), par. 1 et 2963 (1972) par. 11.
62. Interview avec un haut fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures. Ce haut fonctionnaire a déclaré que M. Sharp était absent d'Ottawa au moment du vote sur certaines questions au Moyen-Orient en 1972. Lorsqu'il a été contacté, ses instructions étaient de s'enquérir de la façon dont les Etats-Unis allaient voter et de faire de même.
63. DOAG, vingt-quatrième session, Commission politique spéciale, 686ème séance, p. 241. Pour un argument semblable, voir la déclaration du représentant du Canada l'année suivante, Ibid., vingt-cinquième session, Commission politique spéciale, 743ème séance, p. 300.
64. Ibid., vingt-cinquième session, Commission politique spéciale, 743ème séance, p. 300.
65. DOAG, vingt-quatrième session, Commission politique spéciale, 618ème séance, p. 1.
66. Ibid., vingt-cinquième session, Commission politique spéciale, 743ème séance, p. 300.

67. DOAG, vingt-cinquième session, Supplément No. 28 (A/8028), Résolution de l'Assemblée générale, p. 5, Résolution 2628. Voir également la résolution 2949, par. 9 (1972).
68. Résolution 2628, par. 2B, Résolution 2949, par. 5B.
69. DOAG, vingt-cinquième session, 1896ème séance plénière, p. 6. Voir également Canada, Débats de la Chambre des communes, 25 novembre 1970, p. 1470 et DOAG, 27ème session, 2105ème séance plénière, p. 8.
70. Canada, Chambre des communes, Commission des affaires extérieures et de la défense nationale, compte rendu des débats, 11 février 1971, p. 9.
71. Canada, Chambre des communes, Commission des affaires extérieures et de la défense nationale, compte rendu des débats, 5 mai 1973, p. 14.
72. Interview avec un haut fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures.
73. Voir ci-dessous, p. 56.
74. L.A. Delvoie, "Growth in Economic Relations of Canada and the Arab World". International Perspectives, novembre-décembre 1976. Pour plus amples détails sur les relations économiques entre le Canada et les pays arabes dans différents domaines, voir le Financial Post, 30 juin 1979.
75. Voir l'article de Michael Benedict dans le Toronto Star, 26 juillet 1975.
76. Voir la thèse fascinante sur ce sujet de George Tkach, School of International Affairs, Carleton University (thèse de maîtrise non publiée).
77. Voir par exemple l'étude qui a été faite des images de l'élite de la politique étrangère canadienne (hauts fonctionnaires, députés et universitaires), dont il ressort qu'en 1975-76, l'image que ce groupe se faisait d'Israël était moins favorable que celle qu'ils se faisaient de l'Egypte, et un peu meilleure seulement que celle qu'ils se faisaient de l'OLP. R.E. Byers, D. Leyton-Brown, P. Lyon, "The Canadian International Image Study", International Journal, Vol. XXXII, No. 3 (été 1977), p. 625, 628, 629.
78. Interview avec un fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures.
79. Cela est devenu évident lors du débat de l'Ambassade à Jérusalem pendant 1979.
80. Par exemple, lors des étapes préparatoires de l'activité diplomatique qui a débouché sur la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, le Canada s'employait, à un moment donné, à obtenir que, dans l'acte final, la question de l'autodétermination nationale soit traitée de façon "équilibrée". Voir l'étude, qui doit paraître prochainement, de Peyton Lyon et Geoffrey Nimmo.

81. Voir plus haut, notes 4 et 5.
82. Voir plus bas, p. 59 et 71.
83. Voir par exemple, les observations de M. Lalonde, M. Brewin et M. Lewis, Canada, Débats de la Chambre des communes, 16 octobre 1973, p. 6930, 6932, 6935. Voir également les remarques de M. Laprise, Ibid., 30 octobre 1973, p. 7345, ainsi que de M. Rowland et M. Allard, Ibid., 14 novembre 1973, p. 7804, 7805.
84. Indépendamment de Heath Macquarrie, qui avait proposé l'établissement d'une patrie palestinienne trois ans plus , le seul député à suggérer qu'une solution humanitaire ne suffisait pas était le député libéral Ralph Steward, Ibid., 16 octobre 1973, p. 6937.
85. Voir par exemple la déclaration du dirigeant NPD David Lewis, Ibid., 16 octobre 1973, p. 6935.
86. Ibid., p. 6929.
87. Interview avec un fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures.
88. Interview avec un haut fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures. Voir Ottawa Citizen, 27 octobre 1973, Ottawa Journal, 29 octobre 1973, Toronto Star, 2 novembre 1973.
89. Voir Canada, Débats de la Chambre des communes, 25 octobre 1973, p. 7209.
90. Interview avec un haut fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures.
91. Voir la déclaration faite par les gouvernements des neuf pays membres de la Communauté européenne concernant la situation au Moyen-Orient dans le Bulletin des communautés européennes, 1973, No. 10, p. 105 et 106.
92. Canada, Débats de la Chambre des communes, 16 octobre 1973, p. 6927.
93. Déclaration faite par M. Sharp à la Chambre des communes, 14 novembre 1973, Ministère des affaires extérieures, Déclarations et discours, No. 73/23, p. 8; Toronto Star, 22 novembre 1973; Canada, Débats de la Chambre des communes, 27 novembre 1973, p. 8174. Il est intéressant de noter qu'avant 1973, il n'y avait pas de rubrique distincte pour l'OLP ou les Palestiniens dans le dossier des coupures de presse de la Bibliothèque du Ministère des affaires extérieures. Les documents concernant l'OLP et les Palestiniens étaient classés soit sous la rubrique générale Moyen-Orient, soit sous les rubriques concernant les différents pays, soit sous la rubrique terrorisme. Une rubrique séparée concernant l'OLP a été créée en 1974.
94. Toronto Star, 22 novembre 1973.
95. Canada, Débats de la Chambre des communes, 27 novembre 1973, p. 8174.

96. DOAG, vingt-huitième session, Supplément No. 30 (A/9030), Résolutions de l'Assemblée générale, p. 27, Résolution 3089 D.
97. Ibid., vingt-huitième session, Commission politique spéciale, 889ème séance, p. 173.
98. L.A. Delvoie, "Growth in Economic Relations of Canada and the Arab World" International Perspectives, novembre-décembre 1976. Voir également le Financial Post, 30 juin 1979.
99. Interview avec un fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures.
100. Interview avec un fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures.
101. Winnipeg Free Press, 21 novembre 1974.
112. Voir la transcription partielle de la Conférence de presse de M. MacEachen le 21 juillet 1975 et la réponse qu'il a faite à une question posée à la Chambre concernant Habitat dans Ministère des affaires extérieures, Déclarations du Secrétaire d'Etat aux affaires extérieures, 28 juillet 1975.
113. Voir la déclaration faite par M. MacEachen en Egypte, Ministère des affaires étrangères, Déclaration et discours, No. 76/1, en Arabie saoudite, Ministère des affaires extérieures, Déclaration du Secrétaire d'Etat aux affaires extérieures (15 janvier 1976) et en Israël, Déclarations et discours, No. 76/6.
114. Interview avec un fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures.
115. Interview, radio le Caire, 14 janvier 1976, citée dans Foreign Broadcast Information Service (FBIS), Volume V, 15 janvier 1976, p. 04 (national Technical Information Service, Département du commerce des Etats-Unis).
116. Ottawa Citizen, 13 janvier 1976.
117. Montreal Gazette, 23 janvier 1976.
118. Ottawa Citizen, 19 janvier 1976.
119. DOAG, vingt-neuvième session, Supplément No. 31 (A/9631), Résolutions de l'Assemblée générale, p. 4, Résolution 3236.
120. "7. Prie le Secrétaire général d'établir des contacts avec l'Organisation de libération de la Palestine pour toutes les questions concernant la question de Palestine".
121. Ibid., discours de M. MacEachen à l'Assemblée générale, 20 novembre 1974, op. cit.
122. Ibid.

123. Déclaration du représentant du Canada lors du débat sur la question de Palestine, 22 novembre 1974, op. cit.,
124. Interviews avec des fonctionnaires et hauts fonctionnaires du Ministère des affaires extérieures.
125. Déclaration du représentant du Canada lors du débat sur la question de Palestine, 22 novembre 1974.
126. Ibid.
127. DOAG, trentième session, Supplément No. 34 (A/10034), Résolutions de l'Assemblée générale, p. 3, Résolution 3376, par. 2.
128. DOAG, trentième session, séance plénière, 18 novembre 1975.
129. Ibid.
130. Interview avec un fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures.
131. Voir par exemple le discours fait par le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Henry Kissinger, devant le Milwaukee Institute of World Affairs New York Times, 15 juillet 1975. Voir également l'article de Jeff Endrst dans Ottawa Journal, 28 juillet 1975, et de Charles Lynch dans Ottawa Citizen, 24 septembre 1975.
132. DOAG, trentième session, Supplément No. 34 (A/10034), Résolution de l'Assemblée générale, p. 6-7, Résolution 3414.
133. Canada, Débats de la Chambre des communes, 5 février 1976, p. 10663.
134. Ibid.
135. Ibid.
136. Bulletin des communautés européennes, 1977, No. 6, p. 62.
137. Article de Mark Gayn, Toronto Star, 30 août 1976.
138. Pour la dénégarion de M. Head, voir le Toronto Star, 1er septembre 1976. Pour la dénégarion de M. MacEachen, voir Montreal Gazette, 13 septembre 1976.
139. Interview avec un haut fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures. Un autre fonctionnaire a dit que l'on envisageait, à l'époque, d'inclure une plus grande reconnaissance de l'OLP dans le discours que le Ministre devait faire à la session d'automne de l'Assemblée générale.
140. Le remplacement de M. MacEachen par M. Jamieson n'avait apparemment rien à voir avec la politique concernant le Moyen-Orient. Mark Gayn du Toronto Star, a fait les observations suivantes sur les effets sur la politique canadienne à l'égard du Moyen-Orient.

"Les diplomates qui, au nom du commerce et de l'objectivité, cherchaient à faire en sorte que le Canada resserre ses liens avec les Etats arabes font actuellement preuve de prudence avec le nouveau Ministre des Affaires extérieures. Cependant, Jamieson peut être certain qu'il sera soumis aux mêmes pressions et aux mêmes arguments que M. MacEachen."

Toronto Star, 6 octobre 1976.

Quelques mois après sa nomination, M. Jamieson a déclaré dans un discours prononcé devant l'Institut canadien des affaires internationales à Toronto, le 3 décembre 1976:

"... beaucoup diront, comme on l'a déjà dit, qu'en entrant au Conseil de sécurité, d'une façon ou d'une autre, la politique du Canada à l'égard du Moyen-Orient s'infléchira d'une façon notable. Je tiens à vous rassurer sur ce point, notre politique continuera d'être celle que j'ai exposée."

Ministères des affaires extérieures, Déclarations et discours, No. 76/32, p. 6.

141. Interview avec des fonctionnaires et hauts fonctionnaires du Ministère des affaires extérieures.

142. Toronto Star, 12 octobre 1976.

143. Toronto Star, 28 octobre 1977. Voir également les observations faites par M. Jamieson devant la Conférence annuelle du comité Canada-Israël:

"Il est déraisonnable d'exercer des pressions sur Israël pour qu'il fasse des concessions simplement parce qu'il faudra un peu plus de temps pour faire la paix... Israël est un allié de plus en plus précieux de l'Occident, et les Juifs comme les non Juifs devraient veiller à ce qu'Israël demeure à l'avenir une société démocratique, un exemple pour les autres pays et un allié du monde occidental... Au Canada, nous devons veiller à ce que lorsqu'Israël fait de tels sacrifices, nous soyons prêts à aider Israël en lui fournissant du pétrole et une assistance matérielle."

Jewish Telegraph Agencu (JTA) Daily News Bulletin, 15 février 1979.

144. Toronto Star, 12 octobre 1976.

145. Discours de M. Fernand Leblanc, Secrétaire parlementaire du Ministère des affaires extérieures devant le huitième séminaire national sur les affaires publiques de Hadassah-WIZO, Montréal, 15 juin 1977, Ministère des affaires extérieures, Déclarations et discours, No. 77/12.

146. Discours prononcé devant l'Institut canadien des affaires internationales, Toronto, 3 décembre 1976, Ministère des affaires extérieures, Déclarations et discours, No. 76/32, p. 6.

147. Ottawa Journal, 27 octobre 1977.

148. Interview avec un fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures.

149. Toronto Globe and Mail, 29 septembre 1976.
150. Interview avec un fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures. Cependant, de hauts fonctionnaires ont déclaré qu'ils n'avaient pas souvenir d'une quelconque communication, officieuse ou non, entre un membre du Cabinet et le Ministère des affaires extérieures à ce sujet.
151. Interview avec un fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures. Cependant, un autre fonctionnaire a dit qu'il n'avait pas souvenir d'une quelconque communication, officieuse ou non, entre un membre du Cabinet de le Ministère des affaires extérieures à ce sujet.
152. Déclaration de M. Stanbury devant l'Assemblée générale concernant la situation au Moyen-Orient, 6 décembre 1976, délégation du Canada auprès de l'ONU, communiqué de presse No. 49, p. 2.
153. Voir, par exemple, la déclaration faite par M. Jamieson pendant sa visite en Israël, 27 octobre 1977, Ministère des affaires extérieures, Déclaration du Secrétaire d'Etat aux affaires extérieures, p. 2, et Toronto Star, 22 octobre 1977. Voir également l'interview accordée par M. Jamieson au Toronto Star, 10 mars 1978, et sa déposition devant la Commission des affaires étrangères et de la défense nationale, Canada, Chambre des communes, 13 avril 1978, p. 33-34.
154. Interview avec un haut fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures.
155. Ibid.
156. Ibid.
157. Canada, Chambre des communes, Commission des affaires extérieures et de la défense nationale, Compte rendus des débats, 13 avril 1978, p. 34.
158. Déclaration de M. Standury à la Commission politique spéciale, 3 novembre 1976, délégation du Canada auprès des Nations Unies, Communiqué de presse, No. 31, p. 2.
159. Toronto Star, 27 octobre 1977.
160. Toronto Globe and Mail, 28 octobre 1977.
161. Toronto Star, 27 octobre 1977.
162. Interview accordée par M. Jamieson au Toronto Star, 10 mars 1978.
163. "Il est certainement clair aussi que le peuple palestinien doit participer au processus de mise sur pied d'une structure appropriée pour cette expression".

Déclaration de M. Standury à la Commission politique spéciale, 3 novembre 1976, op. cit.

"... Nous sommes convaincus que les Palestiniens ont le droit de participer à tout règlement final de la crise du Moyen-Orient."

Déposition de M. Jamieson devant la Commission des affaires extérieures et la défense nationale; Chambre des communes, 25 novembre 1976, p. 31.

164. Interview avec un haut fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures. Voir également la déclaration de M. Jamieson en 1978:

"Pour ce qui est de ce que nous entendons faire, il ne fait aucun doute - j'ai certainement dit cela assez fréquemment et je suis heureux d'avoir la possibilité de le répéter maintenant en répondant à votre question - que nous appuyons pleinement l'initiative que le Président Sadat a prise en novembre dernier."

Chambre des communes, Commission des affaires extérieures et de la défense nationale, Comptes rendus des débats, 13 avril 1978, p. 33.

165. Déclarations de M. MacEachen devant l'Assemblée générale, 20 novembre 1974, Ministère des affaires extérieures, Déclarations et discours, No. 74/16.

166. Canada, Chambre des communes, Commission des affaires extérieures et de la défense nationale, Comptes rendus des débats, 29 novembre 1977, p. 15.

167. Déclaration de M. Jamieson devant le B'nai Brith, Toronto, 13 mars 1967, Ministère des affaires extérieures, Déclarations du Ministre des affaires extérieures, p. 5.

168. Interview avec un fonctionnaire du Ministère des affaires étrangères.

169. Canada, Chambre des communes, Commission des affaires extérieures et de la défense nationale, Compte rendu des débats, 29 novembre 1977, p. 15

170. Interview avec un haut fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures.

171. Déposition de M. Jamieson devant la Commission des affaires extérieures et de la défense nationale, op. cit.,

172. Interview avec un haut fonctionnaire du Ministère des affaires extérieures.

173. Rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, DOAG, trente-et-unième session, Supplément No. 35 (A/31/35), p. 13-15. Pour le texte des résolutions de 1976 et 1977, voir DOAG, trente-et-unième session, Supplément No. 39 (A/31/39). Résolutions de l'Assemblée générale, résolution 31/20 et DOAG, trente-deuxième session, Supplément No. 45 (A/32/45), résolution 32/40.

174. DOAG, trente-et-unième session, 77ème séance plénière, p. 1191.

175. Ibid.

176. DOAG, trente-troisième session, Supplément No. ... résolution 33/28.

177. Ibid.

178. DOAG, trente-et-unième session, Supplément No. 39 (A/31/39), résolution 31/61.

179. Délégation du Canada auprès de l'ONU, Communiqué de presse No. 49, 6 décembre 1976, p. 2.

180. DOAG, trente-deuxième session, Supplément No. 45 (/32/45), résolution 32/20. Voir également DOAG, trente-troisième session, Supplément, résolution 33/29.

181. Ibid.

182. "M. Duclos"

... le Ministre pourrait-il nous dire pourquoi, vu que vos hauts fonctionnaires vous ont recommandé l'abstention, vous avez donné pour instructions à la délégation canadienne de voter contre cette résolution?"

M. Jamieson:

... Il y avait ... des questions très fondamentales de politique générale qui, à mon avis, et j'en accepte l'entière responsabilité ... allaient au-delà de ce que nous pensions soutenir."

Canada, Chambre des communes, Commission des affaires extérieures et de la défense nationale, Comptes rendus des débats, 29 novembre 1977, p. 15.

186. Canada, Débats de la Chambre des communes, 29 novembre 1977, p. 1356.

187. Canada, Chambre des communes, Commission des affaires extérieures et de la défense nationale, op. cit., 29 novembre 1977, p. 15.

188. Ibid., p. 17.

189. Ibid.

190. DOAG, trente-et-unième session, Supplément No. 39 (A/31/39), Résolutions de l'Assemblée générale, p. 93. Résolution 31/34. Voir également DOAG, trente-deuxième session, Supplément No. 45 (A/32/45), p.133, résolution 32/14.

LA RESPONSABILITE DES ETATS-UNIS EN DROIT INTERNATIONAL TOUCHANT
LES VIOLATIONS PAR ISRAEL DES DROITS PALESTINIENS
SUR LA RIVE OCCIDENTALE ET DANS LA BANDE DE GAZA

John Quigley

M. William E. Griffith, professeur au Massachusetts Institute of Technology, écrivait récemment au sujet de la réaction des Etats-Unis face à l'occupation par Israël de la Rive occidentale et de la Banque de Gaza:

Pendant près de 15 ans, nous avons à maintes reprises demandé à Israël de se retirer en échange de garanties pour sa sécurité. Mais nous n'avons jamais rien fait pour contraindre les Israéliens à évacuer ces territoires. Au contraire, ce sont les armes et les fonds que lui fournissent les Etats-Unis (2,2 milliards de dollars l'année dernière) qui permettent à Israël de persister dans son intransigeance. (Souligné dans le texte) 1/.

Les Etats-Unis appuient l'occupation par Israël de la Rive occidentale et de la Bande de Gaza ainsi que d'autres violations des droits palestiniens commises par Israël en lui apportant une aide considérable tant sur le plan financier que sur le plan politique. Cette occupation viole les droits des Palestiniens, lesquels sont protégés par le droit international. De plus, depuis qu'il occupe ces zones, Israël a pris de nombreuses mesures qui constituent de nouvelles violations des droits palestiniens.

Comme M. Griffith l'a fait observer, Israël n'a été en mesure d'adopter une position intransigeante vis-à-vis des Palestiniens que parce qu'il reçoit un appui financier des Etats-Unis.

La violation par Israël des droits palestiniens, d'une part, et l'appui financier apporté par les Etats-Unis à Israël, d'autre part, soulèvent la question de la responsabilité des Etats-Unis touchant ces violations. Notre propos est de montrer ici que la responsabilité des Etats-Unis en droit international est engagée en ce qui concerne les violations des droits palestiniens commises par Israël. Cette responsabilité découle des principes juridiques internationaux en vertu desquels un Etat est responsable non seulement de ses propres violations de normes internationales, mais également des violations commises par d'autres états dans la mesure où il y a joué un rôle.

La conséquence de cette responsabilité est que les Etats-Unis doivent répondre devant la communauté mondiale de l'appui qu'ils apportent à Israël et sont passibles des mesures que celle-ci pourrait prendre pour les contraindre à y mettre fin.

RESPONSABILITE INDIRECTE EN DROIT INTERNATIONAL

Dans le présent document, nous analyserons les violations des droits palestiniens commises par Israël sur la Rive occidentale et dans la Bande de Gaza et la manière dont les Etats-Unis y ont contribué. Toutefois, il est nécessaire tout d'abord d'examiner le principe de la responsabilité indirecte en droit international. Ce principe découle, en premier lieu, de la notion de responsabilité de l'Etat touchant la violation des droits d'autres Etats et de la violation des droits de son propre peuple, et, en deuxième lieu, de l'idée que toute la violation des normes internationales intéresse les autres Etats et l'ensemble de la communauté mondiale.

Le droit international impose souvent à un Etat l'obligation de s'abstenir d'aider un autre Etat à violer des normes internationales. Par exemple, si la communauté internationale estime qu'un Etat viole le droit à l'autodétermination de ses ressortissants, elle peut imposer des sanctions collectives, comme le conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies l'a fait dans le cas de la Rhodésie dans les années 60. Dans ce cas, le Conseil de sécurité a demandé aux Etats de soumettre la Rhodésie à un boycottage économique pour exercer sur elle des pressions afin qu'elle change de politique. Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies étaient légalement tenus d'observer le boycottage en vertu de l'Article 25 de la Charte. Ainsi, les autres Etats étaient légalement tenus en vertu d'une obligation juridique internationale de s'abstenir de toute action qui contribuerait à perpétuer les violations du droit international commises par la Rhodésie.

L'idée que la responsabilité d'un Etat peut être engagée du fait des actes commis par un autre Etat auquel il prête assistance est une notion familière du droit relatif au recours à la force. Un Etat qui admet que son territoire soit utilisé par un autre Etat pour commettre une agression contre un Etat tiers est responsable de l'agression 2/.

De même, un Etat qui envoie des mercenaires pour violer la souveraineté territoriale, d'un autre Etat se rend coupable d'agression 3/. Cela étant, il est également vrai qu'un Etat engage sa responsabilité s'il paie les forces armées d'un autre Etat (au lieu de payer des mercenaires) pour perpétrer une agression.

De plus, dans de nombreuses situations, la responsabilité internationale d'un Etat est engagée en ce qui concerne des actes qui ne lui sont pas directement imputables. En vertu des dispositions relatives à la responsabilité de l'Etat, celui-ci est tenu pour responsable s'il ne prend pas de mesures pour arrêter les déprédations commises par des particuliers et qui portent atteinte aux intérêts de ressortissants d'un Etat étranger 4/. La responsabilité de l'Etat est également engagée touchant certains actes commis à l'intérieur de ses frontières par des insurgés dont l'action n'a pas été couronnée de succès, dans la mesure où ces actes ont des conséquences dommageables pour des ressortissants étrangers 5/. Un Etat est également responsable des actes dommageables pour des étrangers commis sur son territoire par un autre Etat, tout au moins dans la mesure où il pouvait exercer un certain contrôle sur les actes de cet Etat 6/.

Par ailleurs, l'histoire abonde d'exemples dans lesquels un Etat a été tenu pour responsable, en vertu du droit international, de faits imputables à un protectorat. Tel fut le cas dans une affaire réglée par voie d'arbitrage relative à des plaintes déposées par des sujets britanniques, qui a opposé la Grande-Bretagne et l'Espagne, alors que normalement seule la responsabilité des autorités marocaines aurait été en cause. Mais puisque la puissance protectrice assume la responsabilité des relations internationales de la puissance protégée, on a estimé que la puissance protectrice "devait accepter que les faits de l'Etat protégé engagent au moins indirectement sa responsabilité" 7/. Il en va de même lorsqu'un Etat exerce un mandat sur un autre Etat.

Les actes du gouvernement d'un territoire sous mandat qui portent préjudice

à des ressortissants étrangers mettent également indirectement en cause la responsabilité de la puissance mandataire 8/.

La responsabilité d'un Etat peut aussi être engagée en ce qui concerne les actes d'un autre Etat auquel il fournit des fonds et qui les utilise pour violer des normes internationales. Dans ce cas, la responsabilité dépend de l'intention de l'Etat qui apporte son aide et elle n'est mise en cause que si celui-ci connaissant l'utilisation qui devait en être faite. Par exemple, si un Etat A donne des fonds à un Etat B pour que celui-ci achète des munitions pour attaquer l'Etat C, l'Etat A se rend coupable d'une violation de l'interdiction du recours à la force armée énoncée au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies. De même, si l'Etat A fournit du matériel de torture à l'Etat B en sachant qu'il sera utilisé par ce dernier pour torturer des opposants politiques dans l'Etat B, l'Etat A devient responsable des violations des droits de l'homme commises par l'Etat B.

Le principe de la responsabilité indirecte est bien connu en droit interne. Si un employé cause un dommage dans l'exercice de ses fonctions, son employeur est responsable de ce dommage. La théorie est que l'employé agit au nom de l'employeur. Ce dernier doit donc non seulement bénéficier de l'activité de l'employé, mais également en supporter les risques.

On peut trouver en droit interne d'autres exemples dans lesquels il n'est pas nécessaire qu'un avantage soit tiré de l'acte. Celui qui donne à un autre les moyens de commettre un crime peut être reconnu coupable de complicité, même s'il ne souhaitait pas que le crime soit commis. Il suffit qu'il ait su que les moyens mis à disposition seraient utilisés à des fins illégales 9/. Dans cette situation, il n'y a pas de rapport employé-employeur ou agent-mandataire. la responsabilité de la personne en question est engagée du seul fait qu'elle savait que l'auteur du crime utiliserait les moyens mis à sa disposition pour commettre le crime.

La responsabilité d'un Etat en droit international peut être indirectement engagée si cet Etat donne des fonds à un autre Etat qui les utilise pour violer des normes internationales, et ce dans deux cas: d'une part, dans le cas où l'Etat bénéficiaire agit pour le compte de l'Etat qui fournit les fonds et, d'autre part, même si l'Etat bénéficiaire n'agit pas pour le compte de cet Etat, dans le cas où ce dernier sait que l'argent sera utilisé pour violer des normes internationales.

Si ces deux conditions sont réunies, l'on dispose de solides arguments en faveur de la mise en cause de la responsabilité. Comme nous le montrerons ci-après, ces deux éléments existent dans le cas d'Israël et des Etats-Unis et l'on est donc tout à fait fondé à faire valoir que la violation des droits palestiniens devrait engager la responsabilité des Etats-Unis.

Deuxièmement, les Etats-Unis ont fourni à Israël des fonds extrêmement importants. Ils ne lui apportent pas cette aide aux fins de son développement économique, mais parce qu'ils y voient un moyen de servir leurs propres intérêts au Moyen-Orient. Dans une interview 10/ qu'il a accordée le 16 février 1982,

le Secrétaire d'Etat, Alexander Haig, parlant du rôle que jouent les Etats-Unis dans les rapports israélo-arabes, a présenté Israël comme un Etat de "première ligne" face aux pays arabes. Israël est en "première ligne, les Etats-Unis sont derrière lui.

Les Etats-Unis ont toujours considéré que leurs liens avec Israël étaient différents de ceux qui les unissaient à d'autres pays. En 1977, le Vice-Président Walter Mondale évoquait "les liens uniques et profonds qui nous rattachent à l'Etat d'Israël depuis sa création, voici plus d'une génération 11/. Les Etats-Unis ont renforcé ces "liens uniques et profonds" en donnant à Israël des sommes d'argent sans précédent dans l'histoire des rapports entre Etats, en particulier au cours de la période qui a suivi la guerre de 1973 au Moyen-Orient. Dans un discours prononcé en 1978 à la Knesset, Mondale a souligné l'ampleur de cette aide:

Depuis la guerre de 1973, les Etats-Unis ont approuvé le versement à Israël de plus de 10 milliards de dollars d'aide militaire et économique. Sous l'administration Carter, Israël a reçu un cinquième de toute l'assistance économique et militaire que nous avons apportée au monde.

Dans le budget de l'année prochaine, près de la moitié des crédits et des dons que nous accorderons pour l'achat de matériel militaire iront à Israël. C'est là une somme sans précédent, mais nous n'avons aucun regret 12/.

M. Thomas Stauffer du Center of Middle East Studies de Harvard dit qu'Israël est "presqu'entièrement tributaire de l'appui économique des Etats-Unis, aussi bien direct qu'indirect" 13/. L'aide accordée par les Etats-Unis à Israël dépasse de loin l'aide normalement apportée par les pays développés aux pays moins développés. Au demeurant, et en grande partie grâce à l'aide des Etats-Unis, Israël jouit d'un niveau de vie (3 500 dollars par an de revenu par habitant) qui fait qu'on ne saurait le compter parmi les pays en développement.

Malgré son niveau de vie élevé, Israël a reçu des Etats-Unis, entre 1973 et 1978, les 10 milliards de dollars mentionnés par Mondale. Entre 1979 et 1981, le montant de l'aide est passé en moyenne à 3 milliards de dollars par an 14/, ce qui représente près de la moitié du revenu national d'Israël. Il est évident que, sans cela, Israël ne pourrait pas se permettre de mettre à exécution une bonne partie de sa politique actuelle.

Près de la moitié de ces trois milliards de dollars se présente sous forme de dons purs et simples ou de prêts dont le remboursement est immédiatement ajourné sine die. Il s'agit pour le reste de prêts à long terme. Les autres formes d'aide, moins directes, portent à nettement plus de la moitié du revenu national le montant total de l'assistance fournie à Israël par les Etats-Unis. Ainsi, le matériel militaire que les Etats-Unis vendent à Israël l'est à des conditions hautement favorables. Souvent les armes sont facturées à des prix réduits spéciaux 15/.

Sous une forme déguisée, les Etats-Unis aident Israël par le biais des conditions spéciales qu'ils réservent aux produits israéliens importés aux Etats-Unis. Pour cela, ils classent Israël parmi les "pays en développement", malgré le montant élevé de son revenu par habitant. Cela permet à Israël

de bénéficier de tarifs douaniers réduits ou nuls. Il en résulte que 96 p. 100 des exportations annuelles d'Israël vers les Etats-Unis, dont le montant s'élève à 1 milliard de dollars, sont admis en franchise 16/.

L'aide indirecte des Etats-Unis prend une autre forme, celle d'avantages fiscaux accordés aux particuliers des Etats-Unis qui offrent un appui financier à Israël. Chaque année, Israël reçoit près d'un milliard de dollars de contributions privées en provenance de l'étranger, la plupart des Etats-Unis. En vertu de la législation fiscale américaine, la plus grande partie de cet argent entre dans la catégorie des contributions versées à des "oeuvres de bienfaisance" et se trouve donc totalement exonéré d'impôts. En somme, c'est le Trésor américain qui fait les frais de l'opération 17/.

Dans le monde actuel, il n'est sans doute pas un pays qui soit aussi tributaire d'un autre pays, pour sa survie économique, qu'Israël l'est des Etats-Unis. Le montant élevé de cette aide et le fait qu'elle n'est pas accordée essentiellement pour le développement économique témoignent de ce que les Etats-Unis ont uni leur destinée à celle d'Israël dans une alliance politique. Depuis 1973 en particulier, les Etats-Unis soutiennent les principales décisions d'Israël sur le plan politique et s'abstiennent de prendre des mesures vigoureuses pour l'empêcher de faire certaines options politiques. Au cours de cette période, le niveau de l'aide, comme on l'a montré plus haut, est monté en flèche.

En outre, au cours de la même période, Israël et les Etats-Unis ont étroitement coordonné leurs politiques. Les deux pays se consultent, tant pour les questions politiques que militaires.

les Etats-Unis considèrent Israël comme leur plus proche allié au Moyen-Orient et se reposent sur lui pour sauvegarder ce qu'ils considèrent comme leurs intérêts dans la région.

Un porte-parole de l'armée américaine a indiqué que les avantages militaires que les Etats-Unis retirent de leur assistance à Israël leur sont précieux face à l'URSS. A l'occasion d'une interview, le général George Keegan a dit en 1977 que:

"Chaque dollar d'aide accordé par notre pays à Israël nous rapporte 1 000 dollars en fait d'accès au matériel, aux documents, etc. Nous sommes ainsi mieux prêts à faire face aux forces et au matériel soviétique déployés de par le monde. Ces renseignements ont pour nous une valeur incalculable" 18/

Vu le montant extravagant de l'aide apportée à Israël par les Etats-Unis et compte tenu du fait que les Etats-Unis estiment en retirer des avantages considérables, il est réaliste de considérer qu'ils sont responsables de ce qu'Israël fait de cette aide.

LA REACTION DES ETATS-UNIS DEVANT LES VIOLATIONS DES DROITS PALESTINIENS COMMISES PAR ISRAEL

La responsabilité des Etats-Unis en ce qui concerne les violations des droits palestiniens commises par Israël ne peut être fondée exclusivement sur la dépendance économique de ce pays par rapport aux Etats-Unis. Il semblerait de surcroît que les Etats-Unis acquiescent à certaines violations ou, du moins, que leurs objections ne sont pas suffisantes pour les amener à tarir leur aide. Depuis 1967, l'attitude des Etats-Unis consiste à élever des objections contre certains actes illégaux, mais à le faire mollement et à continuer à financer Israël, qui peut de la sorte continuer à agir illégalement.

LA REACTION DES ETATS-UNIS DEVANT L'ACQUISITION DE LA RIVE OCCIDENTALE ET DE LA BANDE DE GAZA PAR ISRAEL

Israël a pris possession de la Rive occidentale et de la Bande de Gaza en juin 1967, à la suite d'une guerre qui l'a opposé à l'Egypte, à la Jordanie et à la Syrie. Il a déclenché les hostilités le 5 juin 1967 19/. De très bonne heure, des avions israéliens ont lancé une attaque contre des avions égyptiens qui étaient au sol, sur leurs bases. Quelques minutes après cette attaque aérienne, des troupes israéliennes se dirigeant vers le sud ont pénétré dans la péninsule du Sinaï 20/. La Jordanie, qui avait conclu peu de temps auparavant un traité d'alliance avec l'Egypte, a engagé les hostilités plus tard dans la matinée, le long de la frontière jordano-israélienne 21/.

Il semblerait que l'action de la Jordanie était justifiée, conformément au droit de légitime défense collective énoncé à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies, dans la mesure où Israël avait ouvert les hostilités contre l'Egypte. Initialement, Israël a prétendu, à l'Organisation des Nations Unies, que l'Egypte avait déclenché les hostilités, mais il est revenu ultérieurement sur cette accusation et a affirmé qu'il était fondé à attaquer le premier étant donné l'imminence d'une agression égyptienne 22/.

Israël fondait son argumentation sur l'Article 51. Il soutenait que l'Egypte avait laissé pressentir son intention d'attaquer Israël en prenant des mesures hostiles à son égard, à savoir qu'elle avait demandé le retrait des membres de la FUNU postés du côté égyptien, le long de la frontière israélo-égyptienne, qu'elle avait interdit aux navires israéliens l'accès au golfe d'Aqaba, qu'elle avait proféré des menaces de guerre, qu'elle avait renforcé ses forces militaires le long de la frontière israélo-égyptienne, et qu'elle avait signé peu de temps auparavant un traité de défense avec la Jordanie 23/. Selon Israël, ces mesures l'autorisaient à lancer une attaque préemptive.

Cependant, une telle théorie n'a jamais été acceptée en droit international. Conformément à l'Article 51 de la Charte, un Etat doit faire l'objet d'une "agression armée" pour pouvoir arguer de la légitime défense pour justifier un recours à la force. Selon un ancien conseiller principal en droit international de la Mission des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies, la grande majorité des opinions exprimées dans les organes de l'ONU s'occupant de la définition de l'agression confirment le libellé de l'Article 51 qui, par l'emploi de l'expression "agression armée", rend toute attaque préemptive illégale 24/.

Toutefois, on a avancé que la condition imposée à l'Article 51, à savoir l'exigence d'une "agression armée", n'était qu'apparente dans la mesure où la référence, dans ce même article, au droit "naturel" de légitime défense venait la contredire. Il s'ensuivrait que l'Article 51 consacrerait le droit de légitime défense tel qu'il était reconnu, avant l'adoption de la Charte, en droit international coutumier, en vertu duquel ce droit n'était pas soumis à l'existence d'une agression armée.

Cette interprétation de l'Article 51 n'est pas généralement acceptée. Cependant, même si elle l'était en l'espèce, elle ne légitimerait pas l'agression israélienne contre l'Egypte. Même en droit coutumier, la nécessité de recourir à la force doit être impérative. L'on doit la formulation de cette théorie au Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Daniel Webster, qui, lors d'entretiens avec Lord Ashburton du Royaume-Uni, à propos d'un incident survenu en 1852 près de la rivière Niagara qui sépare le Canada des Etats-Unis, avait déclaré que l'emploi de la force ne se justifiait que si "la nécessité de recourir à la légitime défense [était] immédiate et impérative, et ne [laissait] aucun autre choix ni aucun délai de réflexion." 25/ On ne saurait honnêtement dire que cela s'applique aux circonstances dans lesquelles se trouvait Israël le 5 juin 1967 26/.

Puisque l'agression israélienne contre l'Egypte n'était pas justifiée, la Jordanie était en droit de recourir à la force contre Israël, en vertu du principe de la légitime défense collective énoncé à l'Article 51 de la Charte. En conséquence, la contre-attaque israélienne contre la Jordanie n'était pas justifiée et constitue donc une agression. Aux termes du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, il est interdit d'acquérir des territoires par la force. En conséquence, Israël ne peut pas conserver la Rive occidentale et la Bande de Gaza.

Israël a répondu que ce n'était que temporairement qu'il maintenait sous son contrôle la Rive occidentale et la Bande de Gaza et qu'il n'avait donc pas "acquis" ces territoires par la force. Toutefois, cet argument n'est pas valable puisque le droit international ne fait pas de distinction entre l'occupation d'un territoire que l'occupant qualifie de "temporaire" et celle qu'il qualifie de "permanente". Ces territoires ayant été acquis illégalement, Israël aurait dû les restituer immédiatement, comme il l'a fait dans le cas de la péninsule du Sinaï après s'en être emparé illégalement durant la guerre de 1956.

Même en admettant qu'Israël ne faisait qu'exercer son droit de légitime défense en attaquant l'Egypte le 5 juin 1967, cela ne l'autoriserait pas pour autant à conserver la Rive occidentale et la Bande de Gaza. Dans l'exercice de son droit de légitime défense, un Etat ne peut prendre que les mesures nécessaires pour repousser l'agression dont il fait l'objet. Il ne peut pas garder un territoire qu'il a occupé en repoussant cette agression 27/.

Un autre argument a été avancé pour légitimer le maintien de l'occupation israélienne sur la Rive occidentale et dans la Bande de Gaza. Un professeur de l'Université de Yale, Michael Reisman, affirme, en laissant de côté le point de savoir si Israël était autorisé à recourir à la force le 5 juin 1967, que puisqu'il a acquis ces territoires durant un conflit armé, il est en droit

de les conserver jusqu'à ce "qu'une paix générale soit instaurée" et "jusqu'à ce que l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) soit prête à reconnaître l'existence d'Israël". Il déclare toutefois, qu'Israël "n'a pas le droit d'annexer d'autres territoires", ce dont il le soupçonne 28/.

Bien que Reisman ait raison d'affirmer que l'annexion d'autres territoires serait illégale, il a tort de prétendre que l'occupation "temporaire" - qui dure depuis 1967 - de la Rive occidentale et de Gaza par Israël est légitime. Le fait qu'Israël ait acquis ces territoires durant un conflit armé, auquel il n'a pas été mis fin par un traité de paix, ne l'autorise pas à les conserver. Si c'était le cas, tout Etat ayant acquis un territoire par la force au cours d'une guerre pourrait le conserver indéfiniment, en refusant de conclure un traité de paix ou en persistant à réclamer des conditions inacceptables pour l'autre partie.

L'affirmation de M. Reisman concernant l'Organisation de libération de la Palestine est également à côté de la question. Le maintien de l'occupation illégale d'un territoire ne se justifie pas par le fait que le gouvernement représentant ce territoire ne reconnaît pas l'Etat qui le détient illégalement. Il n'y a absolument aucun rapport entre ces deux questions. En outre, même si une telle théorie était acceptée, on pourrait rétorquer qu'Israël ne reconnaît pas non plus l'OLP. Enfin, l'existence de l'OLP n'a pas d'incidence sur la question du maintien de l'occupation par Israël de la Rive occidentale et de la Bande de Gaza. Conformément aux principes énoncés ci-dessus, Israël ne peut pas conserver légalement ces territoires. Il doit les évacuer, quelle que soit l'autorité habilitée à revendiquer la Rive occidentale et la Bande de Gaza.

LA REACTION DES ETATS-UNS DEVANT LE REFUS D'ISRAEL DE SE RETIRER DE LA RIVE OCCIDENTALE ET DE LA BANDE DE GAZA

Après la guerre de 1967, les Etats-Unis n'ont rien fait pour encourager Israël à évacuer la Rive occidentale et la Bande de Gaza 29/. En revanche, en 1956, ils avaient participé aux efforts déployés, avec succès pour amener Israël à se retirer du territoire égyptien qu'il avait occupé 30/. En qualité de membre du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, les Etats-Unis se devaient particulièrement de faire en sorte qu'Israël respecte les dispositions de la Charte interdisant l'acquisition de territoires par la force 31/.

Au cours des discussions qui ont eu lieu au conseil de sécurité les 5 et 6 juin 1967, les Etats-Unis ont soutenu l'opinion selon laquelle le Conseil devait demander un cessez-le-feu (ce que ce dernier a fait, le 6 juin, dans sa résolution 233) mais ont rejeté la proposition de l'Inde, de l'Union soviétique et de la Bulgarie tendant à ce que le Conseil exige un retrait des forces israéliennes des territoires pris à cette date 32/. En outre, les Etats-Unis n'ont pas contesté les déclarations fallacieuses des représentants d'Israël devant le Conseil, selon lesquelles l'Egypte aurait déclenché les hostilités. Contrairement à d'autres membres du Conseil, ils ont refusé de considérer Israël comme l'agresseur.

Lorsque, le 8 juin 1967, l'URSS, a une nouvelle fois, présenté un projet de résolution demandant que les forces armées se replient sur les positions qu'elles occupaient avant le 5 juin 1967, les Etats-Unis ont riposté en soumettant un autre projet de résolution qui prévoyait simplement l'établissement d'un cessez-le-feu et l'ouverture de pourparlers en vue du retrait et du dégagement du personnel militaire, ainsi que du maintien des droits internationaux fondamentaux et de l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient 33/. Ces derniers objectifs ne pouvaient pas être réalisés immédiatement. En conséquence, le projet de résolution présenté par les Etats-Unis visait à autoriser Israël à conserver les territoires qu'il avait acquis. A juste titre, le représentant de la Bulgarie avait objecté que le projet de résolution des Etats-Unis mettait la Jordanie et la République arabe unie sur le même pied que l'agresseur et revenait à permettre aux forces israéliennes de rester sur leurs positions pour garantir que les concessions territoriales et autres qu'Israël exigeait des Etats arabes lui soient accordées 34/.

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité, le 13 juin 1967, le représentant des Etats-Unis proposa à nouveau un règlement définitif de toutes les questions en suspens entre les parties, ainsi qu'il était prévu dans les résolutions de l'organisation des Nations Unies depuis près de 20 ans. Cette fois encore, le représentant de la Bulgarie fit observer très justement que cette proposition aurait pour effet de laisser Israël en possession des territoires qu'il venait d'acquérir. Il déclara que le projet de résolution des Etats-Unis visait à servir les objectifs d'Israël et à légaliser son agression 35/.

Le représentant des Etats-Unis resta absolument inébranlable tandis que le représentant après le représentant demandaient le retrait des troupes israéliennes. L'Ethiopie, le Nigéria et l'Argentine demandèrent le retrait immédiat, de même que le représentant de la France, qui déclara que le droit d'occuper un territoire ne saurait être fondé sur la conquête par les armes. C'est pourquoi, le représentant de la France approuvait le projet de résolution proposé par l'URSS. Mais lorsque ce projet fut mis aux voix, il fut repoussé, six membres ayant voté pour, aucun n'ayant voté contre, mais neuf membres s'étant abstenus 36/.

Quand l'URSS demanda à l'Assemblée générale de se réunir en session extraordinaire pour examiner la crise du Moyen-Orient, 98 Etats approuvèrent cette idée, trois s'abstinrent, et trois seulement - Israël, les Etats-Unis et le Botswana - élevèrent des objections 37/. A la session extraordinaire, l'URSS accusa les Etats-Unis et d'autres puissances d'être "complices de l'agression", arguant que ces pays avaient tout à fait pour aider Israël à gagner du temps de façon à ce qu'il puisse opérer de nouvelles conquêtes 38/.

Lorsque l'URSS présenta devant l'Assemblée générale un projet de résolution analogue à ceux qu'elle avait déposés devant le Conseil de sécurité, le représentant des Etats-Unis le déclara inacceptable et répliqua en proposant à son tour un projet de résolution comparable à ceux que son pays avait présentés au conseil de sécurité 39/. Le représentant des Etats-Unis attribuait principalement à l'Egypte la responsabilité des hostilités 40/.

Les représentants arabes accusèrent les Etats-Unis d'avoir "donné leur bénédiction à l'agression" israélienne en proposant des solutions qui n'imposaient pas le retrait immédiat des forces israéliennes 41/.

Depuis l'été 1967, les Etats-Unis n'ont pas fait grand-chose pour encourager Israël à évacuer la Rive occidentale et Gaza. Du fait de la position adoptée par eux et par certains autres Etats, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 242 du 22 novembre 1967, n'a pas exigé de façon claire et inconditionnelle qu'Israël évacue les territoires occupés en 1967 42/.

La seule initiative majeure que les Etats-Unis aient prise par la suite a été l'accord conclu en 1978 à Camp David, lequel ne prévoyait pas l'évacuation de la Rive occidentale ou de Gaza par Israël, mais constituait plutôt un moyen de perpétuer l'occupation 42a/.

LA REACTION DES ETATS-UNIS DEVANT LES ATTEINTES PORTEES PAR ISRAEL AUX DROITS DES PALESTINIENS DANS LES TERRITOIRES OCCUPES

Tout comme les Etats-Unis ont admis qu'Israël conserve la Rive occidentale et Gaza, ils ont de même acquiescé aux nombreuses atteintes aux droits des Palestiniens qui vivent sous occupation militaire dans ces secteurs. Toutefois, ils ne se sont pas totalement abstenus d'émettre des critiques. Au contraire, ils ont reproché à Israël un certain nombre de violations graves. Mais ils n'ont pas fait grand-chose pour chercher à y mettre fin et dans bien des cas ils ont cherché à en minimiser l'importance.

L'implantation de colonies de peuplement sur la Rive occidentale et dans la Bande de Gaza représente l'une des violations les plus graves des droits palestiniens commises par Israël. Elle a été condamnée par un grand nombre de pays et par de nombreux organes de l'ONU qui y ont vu une violation de la Convention de Genève de 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre 43/. L'article 49 de cette convention interdit à la puissance occupante de transférer dans un territoire occupé des éléments de sa propre population civile.

Les Etats-Unis se sont associés au tollé qui s'est élevé contre les colonies de peuplement jugées illégales. Dans ses rapports annuels sur les droits de l'homme, le département d'Etat a pendant plusieurs années qualifié le maintien et le développement de ces colonies de violation de l'article 49 de la Convention de Genève. C'est la position adoptée dans les rapports publiés jusqu'en 1980. Toutefois, dans son rapport de 1981, pour la première fois, le Département d'Etat s'est abstenu dans l'analyse consacrée aux colonies de peuplement, de les déclarer illégales 44/.

De plus, Israël dépense des sommes considérables pour établir et entretenir ces colonies, ce qu'il ne pourrait pas faire sans les subsides qu'il reçoit des Etats-Unis. Le gouvernement israélien a reconnu que jusqu'en juin 1977, il leur avait consacré 400 millions de dollars 45/. Ce chiffre a fortement augmenté depuis en raison du très grand nombre de nouvelles colonies établies sous le gouvernement du Premier Ministre Menachem Begin. Le Gouvernement israélien fournit aux colonies de peuplement l'eau, l'électricité, le téléphone,

des moyens de transport, ainsi que du matériel et des matériaux de construction 46/. Il accorde en outre aux colons des exonérations d'impôts et des prêts à faible intérêt 47/.

Bien qu'ils aient, du moins dans le passé, qualifié les colonies d'illégales, les Etats-Unis ont continué à fournir à Israël des capitaux considérables qui servent indirectement à les financer.

Parmi les violations commises par Israël, les Etats-Unis ont également critiqué la tentative d'annexion de la partie Est de Jérusalem. Cette initiative, prise dès le début de l'occupation, a suscité une réprobation universelle. Les Etats-Unis considèrent la partie Est de Jérusalem comme une entité distincte d'Israël. Ils y ont un bureau consulaire distinct de celui qui opère dans la partie Ouest de la ville. Ces deux consulats ne relèvent pas de l'Ambassade américaine à Tel-Aviv, mais directement de Washington, puisque les Etats-Unis ne considèrent pas qu'Israël ait légalement autorité sur Jérusalem (Est ou Ouest). Les Etats-Unis ont à maintes reprises voté pour des résolutions par lesquelles le conseil de sécurité critiquait Israël pour avoir annexé la partie Est de Jérusalem, s'y être approprié des biens appartenant aux Palestiniens et en avoir expulsé ces derniers 48/.

De même, les Etats-Unis ont critiqué Israël pour avoir refusé d'autoriser le retour sur la Rive occidentale des Palestiniens qui avait dû la quitter lors des hostilités de 1967. Bien qu'ils n'aient pas reproché à Israël d'avoir à cette époque contraint de nombreux Palestiniens à partir, les Etats-Unis ont voté pour une résolution du Conseil de sécurité qui demandait à Israël de "faciliter le retour des habitants qui se sont enfuis de ces zones depuis le déclenchement des hostilités" 49/. Le Département d'Etat a noté dans ses rapports sur les droits de l'homme qu'Israël persistait à refuser le retour de plusieurs centaines de milliers de Palestiniens qui avaient dû quitter la Rive occidentale au moment des hostilités de 1967 50/.

Les critiques du Département d'Etat ont aussi porté sur les nombreuses expulsions de Palestiniens de la Rive occidentale et de Gaza, opérées pour des raisons politiques. Dans ses rapports sur les droits de l'homme, le Département d'Etat a argué que ces expulsions violaient l'article 49 de la Convention de Genève. Il a en outre reproché à Israël de refuser d'autoriser le retour des personnes expulsées précédemment, dont le nombre dépasse largement le million 51/.

Le Département d'Etat a reproché à Israël de détenir certaines personnes sans aucun chef d'inculpation. Il a déclaré que cette pratique, qui se traduit souvent par une détention de plusieurs années, était contraire à la convention de Genève 52/.

Le Département d'Etat a aussi critiqué les démolitions de maisons habitées par des personnes soupçonnées d'atteinte à la sécurité, et a déclaré que ces démolitions étaient contraires à la convention de Genève 53/.

Mais si les Etats-Unis ont marqué leur désapprobation à l'égard d'Israël sur ces points, ils ont gardé le silence sur d'autres atteintes aux droits de l'homme ou ont tenté de les justifier.

En ce qui concerne les nombreuses allégations de tortures opérées par des officiers israéliens sur des détenus palestiniens 54/, elles ont été admises par les Etats-Unis qui ont reconnu que la torture avait parfois été pratiquée. Ils ont toutefois argué que les actions en justice intentées à plusieurs occasions contre des Israéliens coupables d'actes de torture attestaient que le Gouvernement israélien était conscient de ses devoirs à cet égard 55/.

En outre, les Etats-Unis ont minimisé l'étendue de cette pratique de la torture dont les allégations font état. Le fait le plus marquant à cet égard est leur indifférence à l'égard des rapports que leur consulat installé dans la partie Est de Jérusalem avait adressés au Département d'Etat à ce sujet. Ces rapports étaient fondés sur des enquêtes effectuées par des agents consulaires à l'occasion de demandes de visas d'entrée aux Etats-Unis présentées par des Palestiniens. La réglementation américaine fait obligation aux personnes qui n'ont pas un casier judiciaire vierge d'expliquer pourquoi leur condamnation ne devrait pas être considérée comme l'indice d'un comportement douteux. Il était fréquent que des palestiniens se trouvant dans ce cas déclarent qu'ils avaient été injustement condamnés sur la base d'aveux extorqués par la torture. Après avoir effectué des enquêtes pour vérifier un certain nombre de ces allégations, le consulat avait conclu que la torture était fréquemment pratiquée 56/.

Le Département d'Etat n'a apparemment pas tenu compte de ces renseignements. Dans les rapports annuels sur les droits de l'homme établis depuis la communication du consulat installé dans la partie Est de Jérusalem, il a continué à minimiser l'étendue de la pratique de la torture.

Les Etats-Unis n'ont pas reproché à Israël de s'ingérer dans le fonctionnement des institutions politiques, des établissements médicaux et des écoles de la Rive occidentale et de Gaza. S'ils ont bien mentionné les restrictions imposées ces dernières années aux universités palestiniennes, ils n'ont pas critiqué le comportement des Israéliens à cet égard 57/. En ce qui concerne la santé, ils n'ont pas parlé des efforts déployés par le Gouvernement israélien pour empêcher les Palestiniens de mettre en place des services de soins autonomes et ils n'ont prêté aucune attention aux informations selon lesquelles le niveau des services de santé reste médiocre 58/.

En ce qui concerne les institutions politiques, le Département d'Etat a affirmé catégoriquement que les municipalités situées sur la Rive occidentale et dans la Bande de Gaza étaient dotées d'une large autonomie, alors qu'en réalité, l'occupation militaire ne laisse guère d'autonomie sur le plan local. Le Département d'Etat a insisté essentiellement sur les élections municipales organisées en 1976 et sur le fait que de nombreux candidats hostiles à Israël avaient été élus. A son avis, ces deux facteurs sont un signe de liberté politique 59/. Toutefois, lorsqu'en 1980, le Gouverneur militaire israélien de la Rive occidentale, Benjamin Eliezer, a annulé des élections qui ont normalement lieu tous les quatre ans, le Département d'Etat a indiqué dans son rapport que ces élections avaient été annulées parce qu'"il était possible que des élections aient lieu plus tard dans l'année pour constituer l'Autorité autonome prévue dans les accords de Camp David" 60/. Il n'a pas tenu compte

d'une déclaration faite par M. Eliezer lui-même donnant à penser que la véritable raison était que l'on craignait que des Palestiniens encore plus hostiles à Israël ne soient élus 61/.

Quant aux libertés politiques, le Département d'Etat a noté que de sévères restrictions étaient imposées, mais les rapports annuels sur les droits de l'homme ne s'appesantissent pas sur cette question et n'indiquent pas la portée de ces restrictions. Il ressort de cette étude de la réaction des Etats-Unis face aux violations, par Israël, des droits des habitants de la Rive occidentale et de Gaza, que les Etats-Unis ont critiqué certaines violations commises par Israël mais qu'ils en ont justifié d'autres ou qu'ils ont gardé le silence à leur sujet 62/.

ARGUMENTS QUE POURRAIENT OPPOSER LES ETATS-UNIS

Les Etats-Unis pourraient s'exonérer de toute responsabilité en droit international concernant les violations des droits palestiniens commises par Israël s'ils pouvaient prouver qu'ils se sont efforcés d'utiliser l'aide qu'ils apportent à Israël pour amener ce pays à mettre fin à ces violations. Or, le Gouvernement des Etats-Unis s'est publiquement engagé à ne pas se servir de cette aide pour faire pression sur Israël. Evoquant l'appui financier que les Etats-Unis ont fourni à Israël en 1977, le Secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, a fait la déclaration suivante:

"Les Etats-Unis ne prendront aucune mesure susceptible de compromettre la sécurité d'Israël et ne chercheront pas à exercer des pressions en supprimant leur assistance économique et militaire." 63/

Lors d'une interview avec la presse, M. Vance a été interrogé au sujet d'une éventuelle suppression de l'aide financée des Etats-Unis pour amener Israël à évacuer les territoires occupés. Le journaliste chargé de l'interview a fait l'observation suivante:

"Monsieur le Secrétaire, le Vice Président [Walter Mondale] a carrément dit qu'il ne menacerait pas de réquiere l'aide militaire fournie à Israël pour le contraindre à renoncer aux territoires occupés."

Ce à quoi M. Vance a répondu:

"C'est exact." 64/

Ainsi, non seulement les Etats-Unis n'ont pas utilisé leur aide pour faire pression sur Israël et l'obliger à respecter les normes internationales, mais ils ont déclaré publiquement qu'ils se garderaient bien de le faire.

CONCLUSION

Force est de conclure que les Etats-Unis ont manqué aux obligations qui leur incombent, en vertu du droit international, à l'égard du peuple palestinien en appuyant les violations des droits palestiniens commises par Israël. Cette conclusion repose sur les considérations suivantes: 1) les Etats-Unis sont au courant de ces violations; 2) ils voient dans la politique

suivie par Israël à l'égard du monde arabe un moyen de servir leurs propres intérêts; 3) ils n'ont pas fait grand-chose pour mettre un terme aux violations des droits palestiniens par Israël; 4) ils ont continué à fournir à Israël des fonds sans lesquels il serait impossible à ce pays de continuer à commettre ces violations.

Les violations des droits des Palestiniens et les rapports entre Israël et les Etats-Unis offrent un parfait exemple de responsabilité indirecte en droit international: un Etat qui finance un autre Etat, comme les Etats-Unis financent Israël, n'est pas moins responsable des violations des normes internationales que l'Etat qui les commet directement.

NOTES

1. William E. Griffith, "Countdown in the Middle East; Yet Another Arab-Israeli Conflict is Brewing-And Only the United States Can Prevent It," "Reader's Digest", février 1982, p. 122 et 123.
2. Définition de l'agression, résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1974, annexe, art. 3 f). Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, supplément No 31.
3. Ibid., art. 3 g).
4. La responsabilité internationale: Rapport établi par P.V. Garcia Amador, Rapporteur spécial, document A/CN.4/96, Annuaire de la Commission du droit international, 1956, vol. II, p. 175 à 188.
5. Haig Silvanie, Responsibility of States for Acts of Unsuccessful Insurgent Governments, Columbia University Press, New York, 1939, p. 7.
6. Garcia Amador, op. cit. p. 187.
7. Annual Digest of Public International Law Cases, 1923-1924, John Fischer Williams et H. Lauterpacht, éditeurs, p. 164.
8. Quincy Wright, Mandates Under the League of Nations, University of Chicago press, Chicago, 1930, p. 511.
9. Voir, par exemple, National Coal Board v. Gamble, Divisional Court (Royaume-Uni), 1958, 42 Crim. App. 240.
10. MacNeil-Lehrer Report, Public Broadcast System, New York.
11. Department of State Bulletin, 11 juillet 1977, p. 43
12. Ibid., août 1978, p. 37.
13. Christian Science Monitor, 29 décembre 1981, p. 7.
14. Département d'Etat des Etats-Unis, Country Reports on Human Rights Practices, 1982, p. 1011, ci-après dénommé: rapport du Département d'Etat sur les droits de l'homme pour l'année considérée.
15. Christian Science Monitor, 29 décembre 1981, p. 7.
16. Ibid.
17. Ibid.
18. Interview du General Keegan par Wolf Birtzer, "The Arab Plan to Destroy Israël", Jerusalem Post, 9 août 1977; cette interview a également été publiée dans le Near East Report du 10 août 1977.

19. Pour le texte de la décision du 4 juin 1967 par laquelle le cabinet israélien a ordonné d'attaquer l'Egypte, voir le Jerusalem Post, du 5 juin 1972. Voir aussi Janice Cross Stein et Raymond Tanter, Rational Decision-Making: Israel's Security choices, 1967, Ohio State University Press, Colombus, Ohio, 1980, p. 241.
20. Pour le récit des combats, voir Randolph S. et Winston S. Churchill, The Six Day War, Houghton Mifflin, Boston, 1967, et Edgar O'Bannance, The Third Arab-Israeli War, Archon Books, Hamden, Connecticut, 1972.
21. Churchill, op. cit. p. 128, O'Ballance, op. cit., p. 181.
22. Allan Gerson, Israël, the West Bank and International Law, Frank Cass, Londres, 1978, p. 70 à 74.
23. Ibid., p. 71, Yearbook of the United Nations: 1967, p. 195 et 196.
24. John Lawrence Hargrove, "Abating the Middle East Crisis Through the United Nations (and Vice Versa)", University of Kansas Law Review, vol. 19, 1971, p. 365 à 367.
25. Moore, Digest of International Law, vol. II, p. 412, 1906.
26. Les services de renseignements des Etats-Unis ne s'attendaient pas à une attaque de l'Egypte. Voir Charles W. Jost, "How the Arab-Israeli War Began", Foreign Affaires, vol. 46, p. 304, 1967.
27. Quincy Wright, "The Middle East Problem", American Journal of International Law, vol. 64, p. 270, 1970.
28. Reisman, "International Law and the Israeli Occupation", The Nation, 5 décembre 1981, p. 616 à 619.
29. Wright, "The Middle East Problem", op. cit., p. 272.
30. Ibid., p. 271
31. Aux termes de l'Article 24 de la Charte, le Conseil de sécurité a "la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales".
32. Voir le compte-rendu des débats du Conseil de sécurité dans le Yearbook of the United Nations: 1967, op. cit., p. 177
33. Ibid., p. 179.
34. Ibid., p. 180.
35. Ibid., p. 186.
36. Ibid., p. 188.
37. Ibid., p. 191.

38. Ibid., p. 192
39. Ibid., p. 194. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que le retrait des troupes placerait les forces dans la même situation d'affrontement direct que le 5 juin et que l'on ne disposerait d'aucun mécanisme international pour les séparer. Ibid., p. 193 et 194.
40. Ibid., p. 193
41. Ibid., p. 197
42. Ibid., p. 257 et 258.
- 42a. Le fait que le Gouvernement israélien considère que l'Accord de Camp David n'exige pas l'évacuation de la Rive occidentale et de Gaza ressort de la Déclaration prononcée en 1982 par le Ministre israélien des affaires étrangères, M. Yitzhak Shamir: "Nous voulons la paix, mais seulement dans des conditions qui nous permettent de continuer à exister, en d'autres termes, les Hauteurs du Golan, la Judée et la Samarie doivent faire partie du territoire israélien". New York Times, 25 janvier 1982, p. 6, col. 2.
43. Recueil des Traités des Nations Unies, vol. 72, p. 287.
44. Rapport du Département d'Etat sur les droits de l'homme pour 1981, p. 1008 et 1009.
45. Jerusalem Radio, 11 juin 1977, cité dans Treatment of Palestinians in Israeli-occupied West Bank and Gaza: Report of the National Lawyers Guild 1977 Middle East Delegation, National Lawyers Guild, New York, 1978, p. 11.
46. Treatment of Palestinians, op. cit.,
47. Ibid.
48. Voir par exemple les résolutions 250, 251, 252 et 271 du Conseil de sécurité, datées respectivement des 27 avril 1968, 2 mai 1968, 21 mai 1968, 3 juillet 1969, et 15 septembre 1979.
49. Résolution 237 du Conseil de sécurité en date du 14 juin 1967.
50. Rapport du Département d'Etat sur les droits de l'homme pour 1980, p. 1009 et 1010. Ibid., pour 1981, p. 1007.
51. Ibid., pour 1981, p. 1002
52. Ibid., pour 1980, p. 1004. Ibid., pour 1981, p. 1003.
53. Ibid., pour 1980, p. 1005. Ibid., pour 1981, p. 1004.

54. Voir, par exemple, le Sunday Times de Londres du 19 juin 1977; Amnesty International, Report of the Treatment of Certain Prisoners under Interrogation in Israel (Rapport d'Amnesty International sur le traitement de certains prisonniers soumis à des interrogatoires en Israël), avril 1970; Treatment of Palestinians, op. cit., p. 116.
55. Rapport du Département d'Etat sur les droits de l'homme pour 1979, p. 761 ("La réaction publique et officielle d'Israël face aux allégations de torture et de mauvais traitements a été vigoureuse et prompte"); Ibid., pour 1980, p. 1002 ("il n'existe aucune preuve corroborant" les allégations de torture ou celles prétendant que les actes de torture sont approuvés par les autorités"); Ibid., pour 1981, p. 1001 ("Les autorités israéliennes ont déclaré à maintes reprises qu'en Israël les actes de torture sont interdits par la loi et que leurs auteurs sont punis"). Il convient particulièrement de noter que, dans le rapport pour 1981, la phrase citée ci-dessus constitue la seule référence à la question de la torture alors que les rapports portant sur les années précédentes contenaient un examen détaillé des allégations.
56. Le rapport du consulat des Etats-Unis dans le secteur oriental de Jérusalem figurait dans un télégramme intitulé "Jerusalem 1500" que le consulat avait adressé au Département d'Etat des Etats-Unis le 31 mai 1978. Le texte de ce télégramme a été publié par le Christian Science Monitor le 4 avril 1970, p. 26.
57. Voir, par exemple, le rapport du Département d'Etat sur les droits de l'homme pour 1980, p. 1008; Ibid., pour 1981, p. 1001 et 1010.
58. Pour la critique de la politique israélienne en matière de prestation de services de santé, voir Treatment of Palestinians, op. cit., p. 47 à 51; et les observations d'un médecin à l'hôpital d'Etat de Ramallah présentées lors de l'émission "20/20" sur la chaîne de télévision ABC et publiées dans Al-Fajr (Jérusalem, édition anglaise), 19-25 février 1982, p. 16.
59. Rapport du Département d'Etat sur les droits de l'homme pour 1980, p. 1010. Ibid., pour 1981, p. 1007.
60. Ibid., pour 1980, p. 1010. Les mêmes termes sont repris dans le rapport pour 1981. Ibid., pour 1981, p. 1007.
61. New York Times, 27 mars 1981, p. 4, col. 6
62. Les Etats-Unis ont également voté contre les résolutions de l'ONU contenant des critiques de la politique d'Israël dans le domaine des droits de l'homme. Ainsi, les Etats-Unis ont voté contre trois résolutions adoptées par la Commission des droits de l'homme le 11 février 1982, résolutions dans lesquelles la commission a condamné les pratiques israéliennes dans les territoires arabes occupés. New York Times, 12 février, p. 4, col. 2.
63. Department of State Bulletin, 28 novembre 1977, p. 765.
64. Ibid., 18 juillet 1977, p. 82.

EVOLUTION DE LA POLITIQUE DES ETATS-UNIS AU SUJET DE LA
QUESTION DE PALESTINE SOUS LA PRESIDENCE DE CARTER ET DE REAGAN

Seth P. Tillman

Bien que le concept d'autodétermination soit en grande partie d'origine américaine, les Etats-Unis ont depuis 1919 une attitude ambiguë quant à son application au cas de la Palestine. Comme il était impossible de concilier le sionisme et l'autodétermination d'une population déjà établie, la politique des Etats-Unis a évolué de façon erratique au sujet de la question de la Terre Sainte. Les Etats-Unis ont parfois reconnu que le principe de l'autodétermination s'appliquait au moins partiellement au cas des Palestiniens, comme ils l'ont fait dans le rapport officieux King-Crane après la première guerre mondiale ou dans la déclaration faite en 1969 par le Secrétaire d'Etat, M. Rogers, selon laquelle un "juste règlement" du problème palestinien "doit tenir compte des vœux et aspirations des réfugiés" ou encore lorsque le Président Carter a déclaré au début de son mandat que "les réfugiés palestiniens doivent avoir une patrie (homeland) après tant d'années de souffrances". Cependant, depuis l'époque du Président Wilson, lorsque le Juge Brandeis de la Cour suprême estimait, comme Arthur Balfour, que la politique des Etats-Unis devait être conçue comme un engagement pris à l'égard d'une communauté à venir plutôt que d'une communauté existante, les Etats-Unis ont le plus souvent considéré que la Palestine constituait un problème particulier du fait du rôle que le concept sioniste jouait dans la pensée et la politique américaines.

Depuis son installation à la Maison Blanche en 1977, l'Administration Carter a agi de façon à encourager dans un premier temps puis à décevoir les espoirs du peuple palestinien. Lorsque le Président Carter a déclaré à Clinton, Massachusetts, le 16 mars 1977, qu'il fallait une patrie palestinienne, il a suscité une vague d'espoirs et d'intérêt dans tous les territoires occupés. Carter a été encore plus clair deux mois plus tard en affirmant le 12 mai, lors d'une conférence de presse, "Je ne pense pas qu'il soit raisonnablement possible d'espérer régler la question du Moyen-Orient sans une patrie pour les Palestiniens". Les Palestiniens ont cru retrouver dans cette déclaration l'écho de l'autodétermination du Président Wilson, de cet esprit "idéaliste" qu'ils continuent d'associer, en dépit de nombreuses désillusions, aux Etats-Unis. Les Palestiniens ont moins prêté attention à la nuance que le Président Carter a immédiatement apportée à sa remarque le 12 mai 1977: "La définition exacte de ce que cette patrie pourrait être, le degré d'indépendance de l'entité palestinienne, ses relations avec la Jordanie ou peut-être avec la Syrie, et d'autres encore, ainsi que ses limites géographiques sont autant d'aspects qui doivent être précisés par les parties intéressées".

Les Etats-Unis ont pris un réel engagement historique vis-à-vis du principe d'autodétermination, mais au fil des ans, comme on l'a vu, ils ont adopté, pour des raisons qui tiennent à leur engagement fondamentalement inconciliable vis-à-vis du sionisme, des positions ambiguës et incohérentes pour ce qui de l'application de ce principe à la Palestine. L'Administration

Carter a perpétué cette tradition mais elle s'est en définitive opposée à l'autodétermination palestinienne pour se prononcer en faveur d'une certaine forme d'autonomie pour les Palestiniens sur la rive occidentale et à Gaza, sous la souveraineté d'une puissance étrangère ou d'une autre. Ayant parlé d'une "patrie" palestinienne au printemps 1977, le Président Carter, dans ses allocutions ultérieures, a de nouveau employé le terme plus neutre d'"entité" pour parler de l'hypothétique unité politique palestinienne; il n'a pas caché non plus que, quelle que soit la forme que prendrait cette "entité", il préférerait qu'il ne s'agisse pas d'un Etat indépendant. Le Président en est venu à accepter le principe posé par les Israéliens selon lequel un Etat palestinien ne saurait être qu'extrémiste. Son "opinion personnelle", a-t-il dit le 28 décembre 1977, était que, "un état de paix permanent serait mieux maintenu s'il n'existe pas de nation nouvelle, indépendante et relativement radicale au coeur du Moyen-Orient".

Le Président Carter semblait aussi avoir souscrit, au cours de l'année 1977, à la proposition selon laquelle les voisins des Palestiniens, et tout particulièrement Israël, avaient le droit, au moins autant que les Palestiniens eux-mêmes, de participer aux décisions concernant l'avenir de la Palestine et que toute tentative de sa part pour leur dénier ce droit constituerait une atteinte injustifiée à leur souveraineté. En affirmant, à au moins deux reprises, qu'il préférerait personnellement qu'il n'y ait pas d'Etat palestinien indépendant, le Président s'est empressé d'ajouter qu'il ne désirait pas imposer cette préférence mais qu'il accepterait volontiers tout règlement convenu entre les "parties". Il ressortait implicitement de l'attitude qui se dessinait chez le Président qu'il était décidé à dénier aux Palestiniens l'autodétermination puisque, par définition l'"autodétermination" signifie que c'est au groupe dont l'avenir doit être déterminé, et non à d'autres, qu'il revient de prendre les décisions fondamentales sur son avenir. En concédant à Israël, et dans une mesure plus réduite à l'Egypte voire aussi à la Jordanie - une certaine marge de liberté de choix, ou à tout le moins un droit de veto en ce qui concerne le sort des Palestiniens, le Président semblait penser qu'il ne faisait que respecter la souveraineté de ces pays tout comme il accepterait plus tard la politique des colonies implantées par Israël sur la rive occidentale, même s'il jugeait ces colonies illégales car, selon ses propres termes, "il y a une limite à ce que nous pouvons faire pour imposer notre volonté à un pays souverain". La souveraineté d'un pays est donc définie de façon extensive, pour des raisons de sécurité, comme une souveraineté qui s'étend au-delà des affaires internes du pays pour couvrir celles de son voisin.

C'est ainsi qu'est née la formule ambiguë d'Assouan du 4 janvier 1978. Ce jour là, à Assouan, en présence du Président Sadat, le Président Carter a énoncé la formule qui devait être citée et répétée maintes fois par la suite et aux termes de laquelle un règlement du Moyen-orient doit résoudre le "problème palestinien sous tous ses aspects", reconnaître "les droits légitimes du peuple palestiniens" et "permettre aux Palestiniens de participer à la détermination de leur propre avenir". Le peuple palestinien était donc ainsi avisé que s'il pouvait "participer" à la détermination de son propre avenir, Israël et peut-être d'autres prendraient aussi part à ce processus ce qui

excluait certainement la possibilité de l'apparition d'un Etat palestinien indépendant. Le postulat de Wilson était donc amendé de façon à en maintenir les termes tout en les vidant d'une grande partie de leur contenu.

Bien que les hauts fonctionnaires du Département d'Etat se soient évertués à expliquer que la formule d'Assouan, qui avait été si habilement mise au point, avait pour objet d'amorcer un rapprochement entre des positions divergentes, elle avait pour effet de permettre aux différentes parties de comprendre des choses différentes. Le Président Sadat a déclaré que sa position et celle du Président Carter étaient "identiques" et un journaliste égyptien a pu dire de la formule d'Assouan "nous sommes à présent arrivés au concept d'autodétermination, si ce n'est que le terme lui-même n'est pas employé". Le Premier Ministre Begin s'est déclaré satisfait du fait que ni Carter ni Sadat n'aient parlé à Assouan d'un Etat palestinien, auquel correspondait, a-t-il fait remarquer, le concept d'autodétermination. Toutefois, les Palestiniens auxquels on espérait donner satisfaction en employant le mot "détermination" pour évoquer leur avenir, même si ce terme n'était pas précédé de celui d'"auto", ainsi que la référence du Président Carter à leurs "droits légitimes" n'ont pas été satisfaits. Un porte-parole de l'OLP à Beyrouth a suggéré au Président Carter de "nous dire où il veut que ces droits soient concrétisés - dans la Lune ou sur la Terre". D'après ce responsable de l'OLP, le Président "reste dans le vague et ne semble pas savoir ce qu'il veut vraiment".

Entre la réunion d'Assouan, en janvier, et l'Accord de Camp David, le 17 septembre 1978, il est devenu évident que quel que soit le sens des références faites par les Américains aux "droits légitimes" palestiniens, et que le Président Carter l'ait jamais voulu ou non, il était opposé à un Etat Palestinien indépendant. Le Président a clairement déclaré dans sa conférence de presse du 6 mars 1978: "nous ne sommes pas favorables, et n'avons jamais été favorables, à une nation palestinienne indépendante". Il a de nouveau exprimé cette position fin avril en se disant "convaincu" qu'un "règlement permanent ne prévoira pas de nation palestinienne indépendante sur la rive occidentale" ni n'obligera Israël à se retirer complètement des territoires occupés. A cette occasion, le Président a aussi exprimé sa conviction qu'un règlement permanent reposerait essentiellement sur le plan d'autonomie ("self-rule") du 27 décembre 1977 du Premier Ministre Begin. Cependant, au cours de cette période, Carter a manifesté une impatience croissante au sujet de l'attachement obstiné de Begin pour son propre plan concernant la rive occidentale et Gaza et la confusion qui en a résulté a peut-être éclipsé le fait que le Président était à peine moins déterminé que Begin lui-même à rejeter la notion d'un Etat palestinien indépendant.

Bien qu'il soit le fruit de négociations très délicates entre Carter, Begin et Sadat, le "Plan de paix" de Camp David, qui prévoyait une autorité palestinienne autonome aux pouvoirs limités, le maintien des forces israéliennes, un droit de veto d'Israël sur le retour des réfugiés palestiniens de la guerre de 1967 et accordait un rôle politique important à Israël, à l'Egypte et à la Jordanie pour déterminer le statut ultime des territoires occupés, a constitué en fait une élaboration détaillée de la formule d'Assouan,

telle qu'elle avait été définie et interprétée par l'Administration Carter ou cours des premiers mois de 1978. Sans doute, comme la formule d'Assouan, le "Plan de paix" a-t-il été différemment interprété par les parties mais on n'a pu y voir un précurseur de l'autodétermination qu'en supposant que son contenu serait finalement modifié et qu'Israël accepterait ce changement. Tel qu'il était, l'Accord représentait une version légèrement plus libérale du Plan Begin du 27 décembre 1977 - soit un résultat qui correspondait autant à la position officielle et publique de l'Administration Carter qu'à celle du Gouvernement Begin. Aucune question de principe ne divisait les deux gouvernements: ils étaient tous deux contre l'autodétermination. Les éclats et les récriminations qui ont caractérisé leurs relations, tant avant qu'après Camp David, n'avaient trait qu'au degré de contrôle qu'Israël exercerait sur l'"entité" palestinienne qui était prévu et au degré relatif de participation des Palestiniens dans la détermination de leur propre avenir. Les grands espoirs qu'avait fait naître chez les Palestiniens le fait que l'Administration Carter ait au départ fait référence à la "patrie" palestinienne et aux "droits légitimes" du peuple palestinien ont été déçus une fois de plus par les accords de Camp David et par le Traité égypto-israélien de mars 1979. Les Palestiniens auraient alors volontiers souscrit à la remarque faite en 1978 par Hyman H. Bookbinder, représentant à Washington de l'American Jewish Committee, selon laquelle l'Administration Carter ne savait vraiment pas ce qu'elle faisait en appliquant aux Palestiniens des termes aussi explosifs que "patrie" et "droits". Bookbinder déclara en effet à un journaliste à cette époque "Je suis convaincu qu'ils n'ont pas compris les craintes que ces mots peuvent susciter pour la sécurité d'Israël".

L'OLP a continué à s'opposer avec véhémence au "processus de paix" qui s'était amorcé à Jérusalem, refusant, tout comme la Syrie, la Jordanie et l'Union soviétique, de participer à une conférence préliminaire au Caire à laquelle le Président Sadat, à son retour de Jérusalem, avait invité "toutes les parties au conflit". Dès lors, le Président Carter a semblé décidé à exclure l'OLP. "L'OLP a été entièrement négative" a-t-il déclaré à sa conférence de presse du 15 décembre 1977. Le Président a déclaré que l'OLP ayant "complètement rejeté" les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité et ayant refusé de reconnaître publiquement le droit d'Israël à exister, "ils ont eux-mêmes exclu l'OLP de toute perspective immédiate de participation à des négociations de paix". Le conseiller du Président Carter en matière de sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski, a dit, lors d'un entretien accordé au magazine français Paris Match à la fin de décembre 1977, que les Etats-Unis avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour convaincre l'OLP de participer au processus de paix sans y parvenir et qu'il était temps maintenant de dire "adieu à l'OLP". Le Président Arafat a répliqué que lorsque le Président Carter disait "adieu à l'OLP" il devrait plutôt dire "adieu à ses intérêts dans cette région".

Comme Israël refusait avec véhémence de prendre tout contact, direct ou indirect, avec l'Organisation de libération de la Palestine, Carter et Sadat ont été sans doute plus soulagés que déçus par le refus de l'OLP de participer à la réunion du Caire à laquelle Sadat avait invité "toutes les parties". En lançant cette invitation, Sadat n'avait pas fait explicitement

mentionné l'OLP (pas plus que lors de son discours le 20 novembre 1977 devant la Knesset israélienne) et le Président Carter n'avait pas fait référence à la réunion du Caire lorsqu'il avait condamné l'OLP le 15 décembre 1977, bien qu'il ait exprimé le regret à cette occasion que l'Union soviétique et la Syrie aient refusé de se rendre à l'invitation de Sadat. L'OLP, qui aurait pu forcer les Américains et les Israéliens à se prononcer sur la nature de leurs rapports avec elle, en acceptant l'invitation au Caire, a choisi, sans doute pour des raisons qui tiennent à ses propres divisions, d'épargner à Israël ce dilemme embarrassant. A cette question, Khalid Fahoum, Président du Conseil national de la Palestine, a répondu en octobre 1978, en présence d'Arafat, que l'invitation de Sadat ne visait qu'à diviser l'OLP: "Il n'était pas sérieux".

Sur la longue route que devait l'amener à Camp David et au Traité égypto-israélien, l'Administration Carter n'a guère manifesté d'intérêt à partir du début de 1978 pour établir des contacts avec l'OLP. Des déclarations indirectes et officieuses selon lesquelles des contacts seraient indispensables à la mise en oeuvre du plan d'autonomie de Camp David n'ont pas été écoutées. A une occasion, peu après Camp David, le Président Carter a comparé l'OLP aux Nazis, comme Begin l'avait souvent fait, ce qui a profondément choqué Arafat et a été approuvé par Begin qui a déclaré à la Knesset "Nous avons entendu dans la bouche du Président des Etats-Unis la comparaison qui était appropriée". Dans un entretien accordé le 19 janvier 1979, l'Ambassadeur Andrew Young, le représentant permanent des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies, a déclaré que les représentants de l'OLP à l'ONU étaient "des hommes politiques extrêmement avertis et intelligents ainsi que des êtres humains respectables;" qu'il fallait reconnaître de façon réaliste que l'OLP avait "saisi l'imagination du peuple palestinien" et disposait d'une grande influence dans les Etats arabes; que le refus des Etats-Unis de reconnaître ce fait "ne l'empêchait pas d'être vrai" et qu'il pensait que les Etats-Unis "devraient trouver un moyen d'entrer en contact avec le peuple palestinien". L'Ambassadeur Young, comme dans d'autres occasions, semblait parler davantage en son propre nom qu'au nom de l'Administration Carter. Le 23 mars 1979, trois jours avant la signature du traité de paix égypto-israélien, le Président Carter a déclaré que les Etats-Unis avaient un "problème" en ce qui concerne leurs relations avec l'Organisation de libération de la Palestine mais qu'il "prendrait immédiatement des contacts directs avec cette organisation" si elle renonçait à s'opposer à la résolution 242 du Conseil de sécurité et reconnaissait le droit d'Israël à exister.

Au cours de cette période Israël est resté inébranlable en ce qui concerne tant sa propre conception de l'OLP que ce qu'il jugeait être la position américaine appropriée. A son arrivée à New York, avant la signature du Traité avec l'Egypte, le Premier Ministre Begin a repris la terminologie qui lui était familière pour qualifier l'OLP de "l'organisation la plus barbare depuis les Nazis". Au cours de la célébration du 31ème anniversaire d'Israël en 1979, Begin a non seulement proclamé qu'Israël ne restituerait jamais la rive occidentale ou les hauteurs du Golan mais a fait savoir qu'il avait adressé au Secrétaire d'Etat, Cyrus Vance, une note de protestation contre l'octroi d'un visa au Directeur du Bureau de l'OLP à Beyrouth, Shafik al-Hout qui s'était rendu aux Etats-Unis en avril de la même année. Faisant apparemment

allusion au memorandum d'accord du 1er septembre 1975, aux termes duquel les Etats-Unis étaient convenus de "consulter pleinement" Israël au sujet de ses contacts avec l'OLP, tout au moins dans le cadre d'une conférence de la paix à Genève, Begin a dit qu'il avait exigé qu'Israël soit préalablement consulté avant que les Etats-Unis prennent quelque contact que ce soit avec des responsables de l'OLP. "Il s'agit là d'un devoir des Etats-Unis" a déclaré Begin qui a ajouté: "si un jour les Américains ouvrent des négociations avec cette organisation de meurtriers, ce sera un jour funeste pour le monde libre".

Comme les négociations sur le statut de la rive occidentale et de Gaza ont commencé de façon désordonnée au lendemain du Traité de paix égypto-israélien, les Etats-Unis ont vu leur marge de manoeuvre réduite par des accords et des déclarations politiques antérieures. Comme l'Administration Carter s'était officiellement opposée à la constitution d'un Etat palestinien indépendant, elle avait également pris un engagement vis-à-vis d'une certaine procédure, dans le cadre de l'Accord de Camp David, qui conférait effectivement à Israël le droit de refuser l'autodétermination aux Palestiniens aux termes de la période de transition projetée qui était de cinq ans. En outre, l'Administration Carter ne disposait de guère, voire d'aucune liberté - selon la façon dont elle interprétait l'Accord du 1er septembre 1975 et les différentes déclarations ultérieures des responsables de l'OLP - pour communiquer officiellement avec la seule autorité palestinienne qui soit en mesure, si elle choisissait de s'y intéresser, de permettre le fonctionnement du mécanisme de Camp David. L'Administration Carter n'était pas responsable de l'Accord du 1er septembre 1975 mais à aucun moment, pour autant que l'on sache, elle n'a cherché à se soustraire aux termes de cet Accord ni à en interpréter les termes d'une façon moins restrictive. En revanche, l'Administration Carter a été tout à fait responsable du changement, qui revenait à une négation du principe d'autodétermination, apporté dans la formule d'Assouan telle qu'elle a été développée dans le plan de paix de Camp David.

Dans les premiers mois de son arrivée au pouvoir, l'Administration Reagan a fait preuve d'encore moins d'intérêt que son prédécesseur pour la cause de l'autodétermination palestinienne ou pour l'ouverture d'un dialogue avec l'OLP. Lorsqu'on a demandé au Président Reagan dans une interview donnée peu après son arrivée à la Maison Blanche, s'il éprouvait de la sympathie pour les Palestiniens ou "un sentiment moral à leur égard et vis-à-vis de leurs aspirations", le Président Reagan n'a pas directement répondu à la question mais a choisi de condamner certaines déclarations remettant en cause le droit d'Israël à exister, de dénoncer le terrorisme et de poser la question de la représentation de l'OLP. A la suite du cessez-le-feu entre Israël et l'OLP au Liban, en juillet 1981, le Président Sadat a lancé un appel personnel à Reagan pour "commencer à construire sur cette base", abandonner l'interdiction de 1975 et entamer un dialogue avec l'OLP. Reagan a rejeté cette proposition; d'après le Secrétaire d'Etat Haig, le Président a dit à Sadat que les Etats-Unis devaient respecter "tous leurs engagements".

En s'opposant à l'autodétermination des Palestiniens, les Administrations Carter et Reagan, sans en avoir apparemment l'intention, ont maintenu la

tendance séculaire des Etats-Unis, qui remonte à l'époque du Président Wilson, consistant à considérer que l'engagement traditionnel des Etats-Unis vis-à-vis du principe de l'autodétermination en tant que norme internationale ne s'appliquait pas à la Palestine. On peut retrouver dans l'histoire américaine d'autres épisodes comparables tels que la brève période de constitution d'un empire à la fin du 19ème siècle, laquelle a été cependant suivie d'un processus prolongé de décolonisation et a abouti à l'indépendance des Philippines, à la création de l'Etat d'Hawaï et à l'octroi à Porto Rico de la liberté de choisir son statut. Les Etats-Unis ont également parfois accepté la violation par d'autres du principe d'autodétermination, telle que l'imposition de la domination soviétique sur l'Europe orientale après la deuxième guerre mondiale. Il ne s'agissait pas toutefois d'actes politiques formulés et mis en oeuvre par le Gouvernement des Etats-Unis mais plutôt de cas où celui-ci devait s'y résigner dans des situations où il ne semblait pas y avoir de choix possible. L'Administration Carter elle-même a en effet appliqué une norme rigoureuse d'autodétermination en ce qui concerne le gouvernement biracial provisoire qui a été élu et établi au Zimbabwe, ou Rhodésie, en 1979 puisqu'il a refusé "pour une question de principe" de lever les sanctions imposées à ce gouvernement parce que le Président jugeait que la procédure électorale qui l'avait porté au pouvoir n'était pas satisfaisante.

La politique de l'Administration Carter vis-à-vis du peuple palestinien, qui reposait sur la formule d'Assouan, a représenté une tentative de discerner une différence indiscernable. Le principe de l'autodétermination peut être appliqué de différentes façons et peut également être interprété avec des restrictions et des nuances explicites en ce qui concerne par exemple le niveau d'armement de l'unité politique en question, les droits de ses citoyens ou le traitement des groupes minoritaires dans le cadre de ses frontières. Il ne peut toutefois être appliqué en stipulant des règles et des conditions telles que le peuple dont l'avenir doit être déterminé dispose d'un droit de participer à l'élaboration de son destin qui soit à peine égal, en théorie, aux droits de plusieurs puissances extérieures, toutes plus puissantes que les Palestiniens, et dont les préoccupations diffèrent des leurs ou leur sont opposées. Le poète et écrivain palestinien Fawaz Turki a écrit "Un peuple est libre ou n'est pas libre, indépendant ou dépendant, il joue un rôle déterminant dans son propre destin ou il est gouverné par la force. Le problème du choix, dans le contexte des droits palestiniens, ne peut pas être évité. Les Palestiniens ont des droits ou ils n'en ont pas".

En tant que norme internationale, le principe de l'autodétermination est en grande partie un apport des Etats-Unis, une application aux relations internationales de la proposition, qui est énoncée dans la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis, selon laquelle les gouvernements tirent "leur juste pouvoir du consentement de ceux qu'ils gouvernent". Ses origines sont à la fois éthiques et pragmatiques et elles se rattachent tant au droit des peuples, tel qu'il est codifié par l'expérience des nations, qu'au maintien de l'ordre dans les relations internationales. Elibhu Root a écrit en 1922: "L'organisation des nations indépendantes qui a fait suite à la disparition du Saint empire romain germanique est en fait le résultat des progrès de la civilisation qui amènent les peuples à chercher à se gouverner eux-mêmes en

fonction de leurs propres idées. Quelle que soit la forme que revêtent les gouvernements locaux, il ne peut y avoir de tyrannie aussi odieuse que le contrôle des affaires locales par des dirigeants étrangers qui sont entièrement indifférents aux conceptions de la population locale. L'indépendance nationale est une défense organisée contre ce type de tyrannie. L'organisation des nations n'est sans doute qu'un stade de développement mais grâce à elle l'humanité ne s'est jamais autant rapprochée de l'objectif visant à disposer d'un degré raisonnable de liberté dans les limites d'un certain ordre acceptable". I.F. Stone a donné une application succincte de la formulation de Root au problème palestinien en posant la question: "Si les Palestiniens doivent se gouverner eux-mêmes, qu'est-ce qui donne à Carter le droit de déposer le premier bulletin de vote?"

LE ROLE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES DANS LA QUESTION
DE PALESTINE

Charlotte M. Teuber

Le but des Nations Unies est de... développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes.

Article 1
Charte des Nations Unies

Qu'est-ce que le tiers Etats? - Tout
Qu'est-il jusqu'à maintenant dans l'ordre politique? - Rien
Que veut-il être? - Quelque chose

L'abbé Siéyes, 1789

Toute étude du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la lutte menée par le peuple palestinien pour retrouver sa patrie et assurer sa propre existence doit débiter par une analyse de la politique de l'Organisation des Nations Unies au cours de ses premières années d'existence, lesquelles ont été dominées par les grandes puissances et, presque toujours, par les préoccupations immédiates de ces puissances; il faut même remonter plus loin encore jusqu'à la politique de la Société des Nations après la première Guerre mondiale. Tous les ouvrages et les études qui ont été consacrés à ce sujet constituent, en eux-mêmes, à quelques exceptions près, des documents illustrant une conscience politico-juridique théorique relativement hémertique qui est pénétrée par la pensée euro-américano-centrique. L'héritage de la tradition impériale du 19ème siècle dans la pensée juridique internationale, ainsi que l'esprit politico-missionnaire spécifique des Américains, qui est évident dans le Pacte de la Société des Nations, n'ont été en aucune façon dépassés par les auteurs de la Charte et par les principaux acteurs qui ont joué un rôle dans les premières années de l'Organisation des Nations Unies. Sans doute la lettre et l'esprit de la Charte peuvent-ils être considérés comme une étape importante dans la voie d'une prise de conscience globale et de la mise en oeuvre pragmatique d'idéaux élevés - il suffit de comparer le langage désagréablement arrogant des dispositions relatives au mandat du Pacte de la Société des Nations, ainsi que leur classement en différents degrés d'inaptitude socio-politique des anciens sujets des empires ottoman et allemand, avec les articles consacrés aux territoires non autonomes ainsi qu'au Conseil de tutelle 1/ de la Charte de l'Organisation des Nations Unies afin de se rendre compte du réel progrès qui a été réalisé sur le plan des attitudes. Toutefois, le vague mépris éprouvé pour les situations et les aspirations spécifiques des peuples placés sous la domination ou la tutelle de puissances coloniales continuait de prévaloir comme l'a particulièrement démontré le traitement réservé à la question de Palestine et au sort des Palestiniens. Reprenant les termes des dispositions du mandat de la Société des Nations qui procédait à une division asymétrique des habitants de la Palestine en "juifs" et "arabes" - le premier terme dénotant une préférence religieuse, le second visant l'origine ethnique - les comités et commissions chargés par

l'Organisation des Nations Unies d'étudier les problèmes de la Palestine et de soumettre des propositions de solution - opérant à partir d'un point de départ erroné. C'est ce qui a également permis aux groupes de pression sionistes de faire de l'horrible expérience des communautés juives européennes un argument dans le contexte à la situation en Asie occidentale, qui revêtait un caractère aussi pressant, voire beaucoup plus pressant encore, que le sort des populations locales non juives de la Palestine. Trois propositions ont été débattues au sein de la Commission sur la Palestine - la partition, appuyée par les puissances favorables au sionisme, un Etat unitaire, qui avait la faveur de quelques Etats membres arabes 2/ et une proposition indienne visant à créer un Etat fédéré où la population arabe aurait la majorité et où des secteurs autonomes seraient confiés à la population juive. La proposition de partition a été transmise à l'Assemblée générale comme constituant le rapport de la majorité au sein de la Commission tandis que la proposition indienne figurait dans le rapport de la minorité. Au sein de l'Assemblée générale, les partisans de la partition ont eu gain de cause et grâce aux voix des blocs occidental et oriental, une majorité des deux tiers de l'Assemblée générale a privé les Palestiniens des deux tiers de leur territoire et a fait d'eux des habitants défavorisés d'un Etat confessionnel. Avec son sens habituel de la litote Jawaharlal Nehru a prononcé l'épilogue suivant:

"... Prenez par exemple la question de Palestine qui a posé de graves problèmes et continuera d'en poser. Nous avons adopté une certaine attitude à cet égard en prévoyant une sorte d'Etat fédéral comportant des régions autonomes - ... toute autre solution aurait amené des combats et des conflits. Cependant notre solution n'a pas été agréée par la majorité des membres de l'Organisation des Nations Unies. Certaines des grandes puissances qui étaient en faveur de la partition ont exercé des pressions en ce sens et ont finalement obtenu ce qu'elles voulaient... Par conséquent, la majorité des deux tiers s'est finalement prononcée en faveur de la partition tandis qu'un grand nombre d'Etats s'abstenaient, ce qui est à l'origine des problèmes actuels qui se posent au Moyen-Orient et risque de créer de graves difficultés à l'avenir" 3/.

Tandis que les dispositions de la fatidique résolution 181 (du 20 novembre 1947) - qui préoyaient des mesures minimales de sauvegarde pour les Palestiniens dans le secteur juif - étaient en grande partie inappliquées, la guerre qui s'en est suivie a contraint 750 000 personnes terrorisées à quitter leurs foyers dans cette partie de leur territoire et l'Organisation des Nations Unies a créé une Commission de conciliation pour succéder à la Commission de la Palestine et a nommé un médiateur 4/. Les Israéliens ont accaparé un territoire bien supérieur à celui qui leur était alloué dans le document de partition, ils n'ont pas tenu compte de la Commission de conciliation et certains de leurs terroristes ont assassiné le médiateur nommé par l'Organisation des Nations Unies, le Comte Folke Bernadotte 4/. Pourtant l'Assemblée générale, agissant sur une recommandation du Conseil de sécurité, où les cinq membres permanents était de nouveau d'accord, a jugé bon d'adopter la résolution 273 (III), du 11 mai 1949, qui déclarait que l'Etat d'Israël "accepte sans réserve aucune les obligations découlant de la Charte des Nations Unies et s'engage à les observer du jour où il deviendra membre des Nations Unies" et elle a donc

décidé que

1. Israël est un Etat pacifique qui accepte les obligations de la Charte, qui est capable de remplir lesdites obligations et est disposé à le faire;
2. Dédice d'admettre Israël à l'Organisation des Nations Unies.

Un peu plus tard en 1949, l'Assemblée générale a réaffirmé les dispositions prévues pour l'internationalisation de Jérusalem dans la résolution de partition et a confié la ville au Conseil de tutelle 5/. Inutile de dire que toutes les dispositions formulées dans les nombreuses résolutions relatives aux différents aspects du problème fondamental n'ont pas été respectées par Israël pas plus que celles qui figuraient dans la résolution globale, en dépit du fait que toutes les résolutions étaient favorables aux Israéliens et qu'alors même qu'une condamnation devait être formulée on s'est contenté d'exprimer des regrets 6/.

Même si l'on tient compte du fait que l'Organisation des Nations Unies a agi en fonction de l'équilibre des forces au sein de l'Organisation et était influencée par la situation mondiale qui prévalait à la suite de la seconde Guerre mondiale, il n'est pas possible de nier que son rôle initial dans la question de Palestine a causé un préjudice irréparable à la cause du peuple palestinien en le privant de ses droits sur les deux tiers de son territoire et laissant le dernier tiers être incorporé à la Jordanie, ce qui a éliminé la Palestine en tant qu'entité territoriale. Les décisions de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de la Palestine et des Palestiniens, même si elles étaient enrobées dans le langage semi-juridique des documents de l'Organisation des Nations Unies, ont été entièrement politiques et ont même constitué une violation des principes juridiques précaires du mandat prévu dans le Pacte de la Société des Nations qui reconnaissait la souveraineté des peuples placés sous mandat et ne transférait pas celle-ci à la puissance mandataire. La violation de ce principe était déjà inscrite dans les dispositions mêmes du mandat de la Société des Nations - comme l'a démontré la Grande-Bretagne en s'arrogeant "les pleins pouvoirs de législation et d'administration" 7/.

De 1948 à 1956, au cours de ce que nous pouvons appeler la deuxième phase du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la question de Palestine, la tragédie palestinienne n'a plus été considérée que comme un problème de réfugiés et c'est seulement dans ce contexte que les Palestiniens étaient évoqués dans les instances de l'Organisation des Nations Unies. Mis à part les dispositions prévoyant de confier le sort des réfugiés à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, les seules mesures prises en faveur de ce peuple exilé ont consisté à réaffirmer rituellement chaque année non pas le droit des réfugiés à revenir chez eux mais la permission qui leur est accordée, ce rituel annuel ayant été perpétué jusqu'à la trente-sixième session de l'Assemblée générale 8/.

Après la guerre de 1956, qui a entraîné de nouvelles souffrances pour les Palestiniens, tout particulièrement dans la région de Gaza, le traitement de la question de Palestine par l'Organisation des Nations Unies est entré

dans une nouvelle phase qui a pris fin avec la guerre de 1967. Au cours de cette quatrième phase, les Palestiniens, quand on parlait d'eux, ont été considérés, sauf pour ce qui est des situations qui caractérisaient comme on l'a vu la seconde phase, comme un élément relativement secondaire de la "situation du Moyen-Orient" qui devenait de plus en plus dangereuse. Bien qu'Israël, ainsi que la Grande-Bretagne et la France, aient été évidemment les agresseurs, la Force d'urgence des Nations Unies a été placée en territoire égyptien et non en Israël 9/. La décision du Président Nasser de mettre fin à cette situation est généralement considérée comme étant la principale raison de la guerre préventive qu'Israël a déclenchée en juin 1967. La rapide victoire israélienne sur des forces arabes mal coordonnées a créé une nouvelle situation pour les Palestiniens et a semblé ruiner définitivement leurs dernières aspirations à la constitution territoriale de leur nation. Cette guerre a paradoxalement réuni les anciens territoires de la Palestine, même si c'était dans le cadre d'une occupation juridique et de plus en plus illégitime d'Israël. La situation confuse que pose l'appartenance de la rive occidentale à la Jordanie a donné aux forces palestiniennes au sein de l'Organisation des Nations Unies une occasion pour rédiger et faire adopter la célèbre, ou infâme, résolution 242 du Conseil de sécurité qui est devenue, au moins dans l'esprit de certains membres permanents, une sorte de vache sacrée et qui constitue du point de vue des Palestiniens et de leurs partisans ce qu'elle était déjà pour un observateur extérieur - un document dangereusement ambigu ayant trait au règlement pacifique réel et équitable de la situation au Moyen-Orient 10/.

Avec la guerre de juin 1967, le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la question de Palestine est entré dans sa cinquième phase. Un certain nombre de facteurs ont contribué à l'évolution, d'abord lente puis spectaculaire, du rôle de l'Organisation des Nations Unies qui a affecté de nombreuses autres organisations et conseils; certains de ces facteurs étaient liés à des changements intervenus dans les rapports politiques au sein de l'Organisation, certains autres tenaient à des phénomènes politiques survenus hors de l'Organisation des Nations Unies.

Le phénomène qui a certainement joué le rôle le plus important à l'intérieur de l'Organisation des Nations Unies a été l'augmentation massive du nombre des Etats Membres du fait de l'accession à l'indépendance des pays d'Afrique et d'Asie, ce qui a manifesté à l'ensemble du monde non seulement la diversité des êtres humains et des cultures mais a aussi apporté la preuve, au sein de l'instance suprême internationale, que les problèmes et les affrontements entre les Membres euro-américains ne constituaient pas les seuls problèmes de toute l'humanité même s'ils en étaient souvent responsables. Il n'était plus possible pour les puissances dominantes d'imposer leurs attitudes et leurs phobies au sein de tous les organes de l'Organisation des Nations Unies en excluant les préoccupations et les besoins de la majorité des pays. La liberté, l'autodétermination, les mouvements nationaux, les luttes de libération sont sortis des discours diplomatiques pour rentrer dans la réalité, ils ont été discutés par l'Organisation des Nations Unies qui ont pris des décisions à leur sujet. Sans doute les accords ou désaccords entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité pouvaient encore bloquer des problèmes

extrêmement importants mais l'Assemblée générale pouvait empêcher le Conseil de sécurité de geler l'examen de ces questions 11/. Dans les organes de l'Organisation des Nations Unies, les membres représentants les nouveaux pays ont pris leur place et ont apporté des conceptions nouvelles dans les travaux de l'Organisation. L'importance attribuée à une question ne dépendait plus des puissances traditionnelles même si celles-ci jouaient encore un important rôle d'arbitre pour la prise de décisions. Ce groupe en rapide développement a été dénommé le tiers monde par analogie avec le tiers Etat qui était apparu en France avant la révolution de 1789 12/. Les Palestiniens et le sort qu'ils connaissaient semblaient symboliser tous les problèmes du tiers monde et ne pouvaient que susciter la compassion de leurs amis dans le monde afro-asiatique 13/. L'Organisation des Nations Unies a été appelée "l'Académie des sciences politiques des dirigeants du tiers monde" auxquels elle a permis de tirer, même involontairement, certains enseignements.

Les événements les plus importants qui sont intervenus à l'extérieur de l'Organisation des Nations Unies ont été la rupture de l'alliance nouée en temps de guerre entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, la formation de deux blocs hostiles et la montée ultérieure du mouvement des non alignés ce qui devait renforcer les positions des nouveaux Etats Membres au sein de l'Organisation des Nations Unies. Aussi tragiques et dangereuses que puissent être les conséquences des guerres froides I et II (il est à craindre que la deuxième guerre froide soit à présent en cours) pour le monde dans son ensemble, la modification de l'équilibre des forces dans le monde en général a eu des conséquences imprévues, mais qui n'étaient pas toutes néfastes, au sein de l'Organisation des Nations Unies et en tout cas pour la politique de l'Organisation en ce qui concerne le Moyen-Orient. D'une certaine façon la guerre froide a annoncé la fin de la profonde communauté d'intérêts des puissances européennes ainsi que celle d'une ère que Sartre a ainsi décrite rétrospectivement:

"Il n'y a pas si longtemps, la Terre comptait 2 milliards d'habitants: 500 millions d'hommes et 1 milliard 1/2 d'indigènes. Les uns avaient le verbe, les autres savaient l'employer... Tout ceci est fini: les bouches se sont ouvertes d'elles-mêmes; les voix jaunes et noires parlaient encore de notre humanisme mais seulement pour nous reprocher notre inhumanité" 14/.

Comme les grandes puissances sont à la recherche d'alliés dans le tiers monde, elles ont dû écouter celui-ci et cesser leur prêche permanent. Le second événement extrêmement important qui est survenu à l'extérieur de l'Organisation des Nations Unies a été le renforcement de la solidarité des pays arabes dont la manifestation la plus éclatante a été le boycott pétrolier de 1973 pendant la guerre brève et acharnée qui a opposé Israël et ses voisins. Mis à part leur lutte contre Israël en tant que puissance occupante des terres arabes, la question des Palestiniens qui est étroitement liée à celle de ce combat constitue le seul problème qui unisse le monde arabe, ou, comme le dit Michel Hudson, constitue le principal facteur de légitimité de la politique arabe 15/.

Peu après la guerre de juin 1967, l'Organisation des Nations Unies a commencé de modifier son attitude vis-à-vis de la question de Palestine et cette évolution

a caractérisé la cinquième phase actuelle de son rôle dans ce domaine. Alors que la résolution 242 de novembre 1967 parvenait à éviter d'employer les termes même de Palestine et de Palestiniens, l'Assemblée générale adoptait à peine un an plus tard une résolution exprimant le souci que, du fait de la domination étrangère, de nombreux peuples ne jouissent pas du droit à l'autodétermination. Cette résolution condamna alors les gouvernements qui refusent aux peuples "auxquels ces droits sont reconnus, tout particulièrement les peuples d'Afrique australe et de Palestine" 16/. A la suite de la conquête en 1967 du secteur oriental de Jérusalem, l'Assemblée générale a adopté un ensemble de résolutions relatives au statut de la ville sainte. L'UNESCO est également intervenue en mettant en garde contre les activités archéologiques qui risquent de menacer ou de détruire des monuments qui revêtent une importance universelle 17/. Le plus important pour les Palestiniens était le maintien de l'appui apporté depuis la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale aux droits, à l'égalité et à l'autodétermination 18/, ainsi que le renforcement du soutien apporté aux relations entre le droit à l'autodétermination et le droit au retour, lors de la vingt-huitième Assemblée générale 19/. Le rôle de l'Assemblée générale s'est accru au cours des sessions ultérieures jusqu'à l'adoption des résolutions de 1974. Au cours de cette session, l'Assemblée générale a solennellement réaffirmé ses engagements antérieurs qu'elle a complétés par une reconnaissance sans équivoque des droits inaliénables du peuple palestinien en Palestine et notamment de leur droit à l'indépendance et à la souveraineté nationale. Elle a également réaffirmé "la légitimité de la lutte populaire pour la libération de... l'oppression étrangère, par tous les moyens, y compris la lutte armée" 20/. Cette vingt-neuvième Assemblée générale a également reconnu la légitimité de l'Organisation de libération de la Palestine comme représentant exclusif du peuple palestinien, a demandé que l'OLP participe activement à toutes les discussions ayant trait à la Palestine et aux Palestiniens et, fait particulièrement important, a invité le Président de l'Organisation de libération de la Palestine à prendre la parole devant l'Assemblée générale 21/. Yasser Arafat a prononcé un discours devant l'Assemblée générale où il promettait de poursuivre la lutte pour parvenir à une paix véritable 22/, discours qui a été favorablement accueilli par les délégués et, condamné avec véhémence par la presse américaine. Un an plus tard, l'Assemblée générale a déclaré que le sionisme constituait une forme de racisme au même titre que l'idéologie et les pratiques de l'apartheid en Afrique du Sud, ce qui apportait une confirmation au point de vue que les Palestiniens s'étaient longtemps efforcés de faire partager à l'opinion publique internationale 23/.

Il est certain que c'est en 1974 que l'Organisation des Nations Unies a joué son rôle le plus actif en ce qui concerne la question de la Palestine; cette activité s'est poursuivie avec un succès certain au sein de l'Assemblée générale tandis qu'au Conseil de sécurité le droit de veto a souvent été utilisé pour paralyser toute action dans ce sens 24/. La position de l'Organisation des Nations Unies est restée la même, comme il ressort clairement des résolutions ayant trait à la question de Palestine 25/. C'est pourquoi le protecteur de l'intransigence israélienne et des intérêts sionistes, les Etats-Unis, du temps de l'Administration Carter, ont décidé de chercher à agir en dehors de l'Organisation des Nations Unies et se sont efforcés de parvenir à un accord

séparé entre l'Egypte et Israël dont les Palestiniens constituent les hotages. Les acteurs de Camp David ont tenté de défaire tout ce que l'Organisation des Nations Unies avait accompli, tout au moins sous la forme de résolutions, pour les Palestiniens et leur représentant légitime, l'OLP. L'Assemblée générale a protesté à la suite du déroulement du processus de Camp David et l'Organisation des Nations Unies a refusé de soutenir, voire de reconnaître, la légitimité des accords finalement passés entre Israël et l'Egypte au sujet des Palestiniens 26/.

Le rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la question de Palestine ressort clairement à de nombreux égards des activités du Groupe spécial sur les droits palestiniens, du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, des études et des documents et des témoignages actuellement présentés à l'Assemblée générale pour tenter de sensibiliser l'opinion publique internationale à la cause des Palestiniens. Il y a lieu d'espérer que ces activités pourront amener l'Organisation des Nations Unies à prendre des mesures visant à mettre en oeuvre les appels répétés qui ont été lancés à Israël pour qu'il respecte les règles et normes énoncées dans la Charte, comme le demande l'opinion publique internationale. Il y a lieu d'espérer que la Conférence sur la question de Palestine qui est envisagée pour 1984 aboutira à des résultats concrets. En attendant, nous ne devons ni oublier, ni cesser de dénoncer, les violations flagrantes de tous les principes du droit international commises par Israël, l'annexion des hauteurs du Golan, l'installation d'une administration d'occupation civile, l'imposition de Quislings à la population palestinienne dans les territoires occupés, la destruction des institutions palestiniennes dans tous les secteurs de l'éducation - toutes mesures qui constituent une violation de la Charte et d'autres conventions internationales. Tous les groupes spéciaux qui sont investis de la responsabilité de l'existence de la nation palestinienne doivent trouver ses façon d'inciter toutes les organisations possibles à apporter leur aide tant qu'aucune solution satisfaisante n'aura pas été trouvée au problème des Palestiniens 27/.

Toute étude du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la question de Palestine ne peut qu'amener à reconnaître les nombreux sacrifices, parfois en vies humaines, qui ont toujours été accompagnés de frustration et de déceptions, que les hommes et les femmes au service de l'Organisation des Nations Unies ont consentis et continuent d'accepter. Les équipes internationales de la FINUL se trouvent dans une situation dangereuse et sont exposés aux mêmes risques que les Palestiniens qui se trouvent au Liban. Nous nous devons tous d'encourager leurs travaux et leur engagement.

Pour conclure, il est permis de dire que l'analyse des "cinq phases" du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la question de Palestine permet d'établir que de grands progrès ont été réalisés: l'Organisation des Nations Unies, qui a été l'instrument juridique de la destruction du territoire et du peuple qui constituent l'entité palestinienne, est devenue l'instrument de légitimation des revendications et des aspirations nationales des Palestiniens. D'une certaine façon, le rôle actuel de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la question de Palestine apporte une légitimité à la responsabilité dévolue par la Charte à l'Organisation des Nations Unies pour préserver la paix et la justice internationales.

NOTES

1. Voir: la déclaration britannique concernant le mandat sur la Palestine du 24 juillet 1922 qui est incorporée à l'article 22 du Pacte de la Société des Nations; ainsi que les articles XI, XII et XIII de la Charte de l'Organisation des Nations Unies
2. En 1947, les Etats arabes Membres de l'Organisation étaient les suivants: Arabie saoudite, Egypte, Irak, Liban, Syrie et Yémen - ces Etats ont voté contre le plan de partition et la Jordanie s'est abstenue.
3. India's Foreign Policy, Selected Speeches, 1946-1961, Jawaharlal Nehru (Nouvelle-Delhi, 1962).
4. Le Conseil de sécurité a adopté des résolutions "regrettant" la mort du Comte Bernadotte et "réprouvant" Israël pour ne pas avoir rendu compte des circonstances de son assassinat ainsi que pour "les difficultés rencontrées par les membres de la Commission de cessez-le-feu pour la Palestine". (Résolutions 57 et 59 du 18 octobre 1948 du Conseil de sécurité.)
5. Résolutions 187 (III) et 194 (III) du 11 décembre 1948 de l'Assemblée générale.
6. Voir l'exécution des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, étude de Henri Cattani présentée au premier Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine à Arusha (Tanzanie) du 14 au 19 juillet 1980.
7. Voir Stages in the History of the Legal Issues in the Palestine Problem, étude présentée par Abdeen Jabara au SNUQP à Arusha (Tanzanie).
8. Cette "réaffirmation" a été d'abord formulée dans la résolution 194 (III) du 11 décembre 1948 de l'Assemblée générale et a été reprise par la suite chaque année.
9. Au départ, la session extraordinaire de l'Assemblée générale (XI) du 2 novembre 1956 a adopté la résolution 997 (ES-I) qui prévoyait l'envoi d'une force d'urgence de l'Organisation des Nations Unies (FONU) au Moyen-Orient "pour assurer et superviser la cessation des hostilités" mais la FONU est restée sur place jusqu'en 1967.
10. Il y a lieu de noter ici que le Président Carter a défendu avec passion la résolution 242, avant que le caractère sacro-saint de celle-ci soit formellement rejeté par tous, lors d'un entretien télévisé, le 1er juin 1980, au cours duquel il a déclaré:

"Nous ne tolérerons aucune action au sein de l'Organisation des Nations Unie qui pourrait porter atteinte au caractère sacrosaint

et à la forme actuelle de la résolution 242 de l'Organisation des Nations Unies. Nous disposons d'un droit de veto que nous pouvons exercer, le cas échéant, pour empêcher que le processus de Camp David soit détruit ou enrayé et je n'hésiterai pas à le faire si nécessaire". (Cité par Henri Cattani, voir note 6 supra);

Feu le Dr. Fayez Sayegh, dont l'avis faisait autorité au sujet de la question de Palestine, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Organisation des Nations Unies, a commenté en ces termes la résolution 242 et les accords de Camp David:

"Le plan de Camp David prendra place, dans l'histoire de la Palestine, au côté de la Déclaration Balfour, du mandat de la Société des Nations, de la partition adoptée par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies et de la résolution 242 du Conseil de sécurité - qui ont toutes considéré les Palestiniens comme des objets et n'ont pas tenu compte de leurs droits inaliénables et de leurs aspirations bien connues".

F.A. Sayegh, Camp David Agreement and Palestine, Ligue des Etats arabes, 1980, p.3.

11. L'Assemblée générale a été dotée de ce pouvoir grâce à la résolution 377 A (V) du 3 novembre 1950 dite Résolution de l'union pour la paix. La résolution 377 qui est le fruit des rivalités des superpuissances dans le contexte du problème coréen, a joué un rôle de boomerang si l'on considère les intentions de ses auteurs et s'avère être l'un des moyens les plus utiles pour parvenir à une démocratie représentative au sein de l'Organisation des Nations Unies.
12. D'où la citation du pamphlet de 1789 de l'Abbé Sieyès qui figure en prologue au présent exposé.
13. L'Egypte a informé de la situation en Palestine la Conférence afro-asiatique de Bandoug de 1955 mais comme l'examen du problème n'a pas été mentionné dans le communiqué final, l'importance de Bandoug pour la question de Palestine n'a pu être discernée que bien plus tard.
14. Extrait de la Préface de J.P. Sartre à l'ouvrage de Franz Fanon Les damnés de la Terre (New York, 1965);
En ce qui concerne l'impact du mouvement des non alignés sur la politique de l'Organisation des Nations Unies, et tout particulièrement pour la question de Palestine, voir A.W. Singham et Shirley Hume The Non-Aligned Movement and the Internationalization of the Palestine Question, texte présenté au deuxième séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine à Vienne (Autriche), le 25-29 août 1980.
15. Hudson développe l'argument selon lequel le problème palestinien revêt un caractère de légitimité pour tous les gouvernements arabes dans son

ouvrage intitulé Arab Politics, the Search for Legitimacy (Yale University Press, 1977).

16. Résolution 2249 (XXV) du 30 novembre 1970 de l'Assemblée générale.
17. Le "Statut de Jérusalem" a suscité un grand nombre de résolutions tant au sein du Conseil de sécurité que de l'Assemblée générale - il est également devenu un rituel annuel dont Israël ne tient absolument pas compte. Il est également inquiétant de noter que les anciens monuments religieux de cette ville semblaient presque préoccuper davantage les délégués que le sort des habitants palestiniens de Jérusalem.
18. Résolutions 2535 B (XXIV) du 10 décembre 1969 et 2672 C (XXV) du 8 décembre 1970 de l'Assemblée générale.
19. Résolution 3085 D (XXVIII) du 7 décembre 1973 de l'Assemblée générale.
20. Résolution 3236 (XXIX) du 22 novembre 1974 de l'Assemblée générale.
21. Résolution 3237 (XXIX) du 22 novembre 1974 de l'Assemblée générale.
22. Yasser Arafat, Président de l'Organisation de libération de la Palestine a pris la parole devant l'Assemblée générale le 13 novembre 1974 au cours du débat consacré aux résolutions en question: voir les notes 20 et 21 supra.
23. Résolution 3379 (XXIV) 1979 de l'Assemblée générale.
24. Voir le compte-rendu de l'élaboration d'une résolution sur les Palestiniens, des débats qui lui sont consacrés et de l'échec final de cette résolution au sein du Conseil de sécurité qui a été fait par le président sénégalais du Groupe spécial sur les Palestiniens, Son Excellence l'Ambassadeur Kane dans le Bulletin 8, août 1979.
25. Les numéros de janvier des bulletins de 1979, 1980, 1981 et 1982 consacrés à l'état des droits des Palestiniens présentent une collection complète des projets de résolutions et des résolutions élaborés au sein des différents organes de l'Organisation des Nations Unies.
26. En ce qui concerne les débats et les résolutions ayant trait à Camp David, voir le rapport du Groupe spécial sur les droits des Palestiniens, janvier 1980.
27. En ce qui concerne les débats du Conseil de sécurité sur l'annexion par Israël des hauteurs du Golan, lors des quatre réunions des 16 et 17 décembre 1981, voir la Chronique de l'ONU, Vol. XIX/2, février 1982, p.11-15; en ce qui concerne l'appel lancé par l'Assemblée générale pour une "Conférence internationale sur la Palestine au plus tard en 1984" voir ibid., p.24-30; sur la discussion par l'Assemblée générale des "difficultés rencontrées par les experts pour se rendre dans les territoires occupés de la Palestine", voir ibid., p.54-55.

L'INFLUENCE DES MASSMEDIAS ET LE ROLE DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES EN CE QUI CONCERNE LA QUESTION DE PALESTINE

M.V.J. Gauci

Nous avons pris connaissance d'un nombre remarquable d'analyses détaillées et riches d'enseignement portant sur des différents aspects de la question de Palestine. Ces analyses en elles-mêmes illustrent suffisamment la complexité du problème et la profondeur des émotions qui le sous-tendent. Ces contributions et le débat qui leur fait suite constituent pour le Comité une source d'inspirations et de satisfaction. En ma qualité de Rapporteur au présent séminaire, je voudrais féliciter les orateurs pour le caractère stimulant de leurs contributions et les assurer que, sous réserve de leur accord, le texte intégral révisé de leur présentation figurera dans le rapport.

Il convient à présent d'examiner ensemble et de façon succincte ce qui a été fait sein de l'Organisation des Nations Unies - ou de ce qui n'a pas été fait - depuis que le comité a été créé en vue de résoudre ce problème humain et politique qui se pose depuis longtemps déjà. Le Professeur Teuber a très bien évoqué les événements qui se sont déroulés au sein de l'Organisation des Nations Unies avant la création du Comité.

Je souscris à sa présentation car je suis convaincu que l'Organisation des Nations Unies se doit à l'évidence de régler cette pénible question. Nul ne saurait remettre en question les objectifs essentiels de l'Organisation des Nations Unies tels qu'ils sont exprimés dans le tout premier article de la Charte:

"Maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin: prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agresssion ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix".

Si cette description ne s'applique pas à la Palestine, alors M. le Président, je suis Alice au pays des Merveilles.

Chercher à éviter de discuter de cette question, la glisser pour ainsi dire sous le tapis, comme certains le voudraient, revient à renoncer à ses propres responsabilités.

Il n'est peut-être en fait aucune autre situation internationale qui ne relève davantage de la compétence de l'Organisation des Nations Unies car cette organisation universelle est saisie de la question de Palestine depuis le premier jour de son existence, ou presque.

Il est tout aussi évident que la meilleure façon que l'homme connaisse de résoudre un problème est i) d'étudier le problème; ii) de solliciter l'avis de tous les intéressés; iii) de respecter et d'examiner les opinions déjà exprimées à ce sujet; puis iv) de formuler des recommandations pour une solution et ultérieurement v) de promouvoir la mise en oeuvre de cette solution en faisant connaître ses recommandations et exerçant des pressions pour qu'elle soit mise à exécution.

C'est en somme ce qu'a fait le Comité. Cette tâche n'a pas été facile; elle a demandé beaucoup de temps mais nous avons pu agir librement et sans être soumis à la pression des événements. Nous avons respecté toutes les décisions antérieures de l'Organisation des Nations Unies en nous inspirant surtout des résolutions qui ont été adoptées à l'unanimité. Nous croyons aux chances de la paix et nous avons foi en l'Organisation des Nations Unies pour assurer sa réalisation.

Les brochures publiées par le Département de l'information de l'Organisation des Nations Unies et le discours d'ouverture de notre Président décrivent précisément les travaux de notre Comité et les propositions qu'il a avancées sous forme de recommandations. Ces textes retracent les six années d'activités de notre Comité.

A mon avis, tout observateur objectif doit admettre que le Comité, dans ses recommandations - que ses 20 membres originels ont adoptées par consensus - a respecté toutes les décisions antérieures des organes de l'Organisation des Nations Unies ayant trait à la question de Palestine dans le contexte complexe du Moyen-Orient; il doit être admis également que notre Comité cherche avec assiduité une solution pacifique, que ses recommandations tiennent compte des préoccupations authentiques et légitimes de tous les Etats de la région, qu'il ne néglige pas de prendre en considération tout domaine de responsabilité relevant soit de certains Etats soit des Nations Unies en tant qu'organisation et qu'il insiste enfin pour que le Conseil de sécurité et ses membres permanents jouent un rôle positif en tant que garants et inspireurs de la paix. Cette conviction a été confirmée lors de chacun des séminaires organisés jusqu'ici et à chaque fois que les membres du Comité ont pris la parole devant des groupes intéressés par cette question.

Nous avons fait ressortir au sein de l'Organisation des Nations Unies les aspects fondamentaux essentiels de ces recommandations; nous avons demandé au Conseil de sécurité de les examiner et de prendre des mesures à partir de celles-ci en fonction de ses responsabilités. Jusqu'ici, le Conseil de sécurité ne s'est pas prononcé alors que le Comité l'y a périodiquement incité et que de nouveaux éléments ont été apportés par d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies qui s'intéressent à cette question.

La voie que nous avons recommandé de suivre est difficile - mais beaucoup moins difficile que le problème lui-même. Nous aimerions que celui-ci soit mieux compris pour qu'il puisse être réglé de façon équitable et pacifique;

nous ne voudrions pas le laisser s'aggraver, s'envenimer et devenir plus catastrophique qu'il ne l'est déjà.

Nous prenons des mesures positives mais nous sommes également tenus d'exprimer fréquemment notre extrême préoccupation et, souvent, nos critiques au sujet des activités d'Israël dans les territoires illégalement occupés.

Le titre de l'exposé du Professeur Noble, "Un terrain où nul ne se hasarde?" était particulièrement approprié. Le Général de Gaulle n'a-t-il pas lui-même déclaré: "J'ai visité l'Orient compliqué avec des idées simples". Le Comité n'a jamais perdu de vue le caractère extrêmement complexe du problème mais des responsabilités nous ont été confiées et nous sommes tenus par les termes de notre mandat.

Nous nous heurtons bien sûr à des difficultés considérables dont certaines tiennent à certains préjugés. Les études et les films qui ont été produits par le Groupe font partie de l'effort visant à apporter un jour nouveau et exact sur la question de Palestine. Le présent Séminaire constitue un autre aspect de nos efforts.

A vrai dire, la diffusion d'informations exactes est à elle seule une tâche écrasante car la campagne de désinformation des mass medias déjà puissante dans le passé est loin de s'être calmée. A mon avis, les enquêtes d'opinion publique dont ont fait état différents orateurs illustrent clairement les effets cumulés de cette campagne des medias. Mais je tiens à relever certains des aspects les plus évidents des compte-rendus de presse que je trouve particulièrement criticables.

Le fait que l'Organisation des Nations Unies ait conçu un plan de règlement pacifique ne retient pas du tout l'attention de la presse américaine. L'attention est plutôt tournée vers les informations, malheureusement trop fréquentes, qui ont trait à l'introduction dans la région d'armes de plus en plus dévastatrices et aux aspects artificiellement prestigieux de la diplomatie dite "de la navette" qui peut servir à empêcher l'éclatement d'un conflit mais n'apporte malheureusement aucun élément permettant de parvenir à un règlement global.

Il est regrettable que la presse se détourne avec indifférence des efforts déployés par le Comité de l'Organisation des Nations Unies pour parvenir à un règlement pacifique et global du problème. Lorsque les organes de presse condescendent à rendre compte de certains faits ils adoptent une perspective incroyablement faussée.

Tout d'abord les barons de la presse ne semblent pas se douter que les membres des Nations Unies puissent réellement se préoccuper d'une question particulière; qu'ils sont tenus, du fait de leur appartenance à l'Organisation, de juger les questions de façon objective et la lumière de principes internationalement reconnus. Les moyens de communication de masse paraissent incapables d'admettre que les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies aient d'autre but que de plaire ou de déplaire à l'un des super-grands.

Les Membres de l'Organisation des Nations Unies se doivent d'être indépendants, objectifs et honnêtes et le fait que la plupart d'entre eux sont opposés aux politiques israéliennes ne veut pas dire, comme la presse américaine voudrait nous le faire croire, qu'ils le font en tant que membres d'un groupe de pression "anti-israélien" ou "anti-américain". Il s'agit là d'une des erreurs les plus dénuées de fondement, les plus ridicules et pourtant les plus répandues de la presse locale.

En tant que représentant d'un petit pays situé au centre de la Méditerranée je trouve cette attitude regrettable, pour ne pas dire plus. Depuis des dizaines d'années, nous avons tellement souffert - sur le plan économique, social et politique - de la poursuite de ce conflit qui contribue à accroître la tension affectant l'ensemble du bassin méditerranéen, que nous avons estimé de notre devoir de contribuer objectivement au règlement du problème posé - non par la force mais en jouant un rôle authentique de courtier honnête afin de sortir de l'impasse. Il s'agit là de la seule raison pour laquelle je fais partie du Comité.

S'il est possible d'admettre que certaines erreurs ont été commises de bonne foi par la presse, il y a eu dans d'autres cas des tentatives délibérées de distortions qui constituent parfois une forme de provocation politique. L'éditorial d'un grand journal - que beaucoup considère comme "le plus grand journal du monde" - cherchait, le 3 mars dernier, à faire croire aux lecteurs moyens, dans des termes péjoratifs, que "la moitié du monde" ne reconnaît pas que Jérusalem est la capitale d'Israël.

Pour une question aussi délicate, les journaux se doivent de présenter les faits avec exactitude. Or, à l'exception d'Israël, aucun pays au monde, ne reconnaît Jérusalem comme étant la capitale d'Israël.

Les récentes résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur l'ensemble de la question du Moyen-Orient semblent avoir porté au paroxysme la fureur des responsables locaux de l'information.

Au sujet de la condamnation aux Nations Unies de l'annexion illégale des hauteurs du Golan par Israël, un représentant de la presse a déclaré - "par le plus récent des actes d'infamie de l'Organisation, 86 de ses membres ont adopté une nouvelle résolution 'anti-israël'. L'époque respectable de l'Organisation des Nations Unies est désormais révolue". Le fait que ce soit Israël qui ait commis un tort est complètement négligé; le fait qu'il n'y aurait pas eu de débat et encore moins de critiques si cet acte illégal n'avait pas été perpétré est également passé sous silence. Par une remarquable perversité de la logique, le fait que le tort ait été débattu et critiqué est décrit comme "un acte d'infamie".

Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a dû faire face depuis sa création aux distortions, aux interprétations erronées et au silence assourdissant dont la presse s'est rendue coupable pendant les trois dernières décennies au sujet de la question de Palestine. Tout

récemment encore, un important journal de télévision a publié deux articles intitulés de façon appropriée "Un point aveugle au Moyen-Orient". Il ressort clairement de ces recherches sur les événements contemporains que les chaînes de télévision des Etats-Unis défendent beaucoup plus souvent la perspective israélienne que celle des palestiniens. En tout cas, leurs préjugés sont encore plus marqués que par le passé.

Sur ce fond de partialité, il n'est pas surprenant que la tâche du Comité de la Palestine ne soit guère facilitée par la façon dont la presse présente la question. Dans un éditorial, un journaliste américain a estimé que l'Organisation des Nations Unies représentait le lieu idéal pour "enterrer les questions insolubles" et il a inclus dans cette catégorie le conflit du Moyen-Orient.

Or l'Organisation des Nations Unies est évidemment l'organe même qui a été créé et investi d'une responsabilité pour examiner ces questions, proposer des solutions et, le cas échéant, veiller à leur exécution lorsque tous les efforts de persuasion ont finalement échoué.

C'est en fait à cette tâche que le Comité s'est attelé au cours des six dernières années et dont la presse a si peu parlé. Le Comité a présenté des recommandations qui, si elles étaient mises en oeuvre, constitueraient une première étape pour résoudre de façon équitable cette "question insoluble".

En ce qui concerne les moyens d'information locaux, notre Comité et ses recommandations sont encore les enfants pauvres du débat du Moyen-Orient; un débat qui est présenté en termes de "real politics" entre superpuissances plutôt que sous le jour de la tragédie humaine qu'il est assurément. Pour se rendre compte de ce qu'est la situation sur le terrain, de ce que cela signifie d'être Palestinien vivant dans les territoires occupés, le lecteur averti doit s'adresser ailleurs. Le Comité s'efforce de combler cette lacune. Les rapports établis par les professeurs américains et par M. Matu qui se sont rendus dans la région sont arrivés à un moment particulièrement opportun et j'estime quant à moi que ces rapports sont extrêmement révélateurs et émouvants.

Comme ces quelques exemples le montrent, les membres du Comité, mais aussi les lecteurs insuffisamment informés, sont constamment mis en présence d'articles qui cachent la vérité ou ne présentent que la position d'Israël et des Etats-Unis - mais seulement dans la mesure où les rédacteurs, dans leur sagesse, le jugent utile.

Prenons un dernier exemple, est-ce que quelqu'un pourrait imaginer le scandale que provoquerait un responsable politique important s'il disait: "Ce ne sont pas des êtres humains, ce n'est pas un peuple, ce sont des Arabes". Or ce sentiment a bien été exprimé et par nul autre que le Président du Comité des affaires étrangères de la Knesset au sujet des réfugiés palestiniens en 1967; inutile de dire que cette déclaration n'a pas été citée dans la presse.

En dépit du fait que le Comité ait été décrit comme une entité "illégitime", que son mandat ait été jugé "pernicieux", que ses recommandations soient considérées comme "illicites" par un seul Etat Membre, il n'en reste pas moins que ces mêmes recommandations, d'après les derniers scrutins, ont reçu l'appui de 111 des 157 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. Il s'agit là d'un verdict remarquable qui a été prononcé sans passion et de façon objective par des membres indépendants de la communauté internationale attachés au maintien des principes de justice et d'équité et désireux de promouvoir la paix. Bien que cet appui considérable encourage grandement le Comité, nous nous rendons compte qu'il reste beaucoup à faire et que nous devons intensifier nos efforts pour parvenir à une solution équitable.

La presse reste indifférente et n'éprouve aucun remords. Un éditorial récent prétend en fait que "le débat ouvert et les scrutins de l'Organisation des Nations Unies cherchent à substituer une théorie déjà usée à une authentique diplomatie". Surprenante opinion en vérité venant de la part d'un important journal d'un pays qui se considère comme un défenseur acharné du processus démocratique. L'Organisation des Nations Unies est la meilleure instance possible pour sonder l'opinion publique internationale et prendre en commun des mesures pacifiques.

On s'efforce également, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Organisation des Nations Unies, de critiquer le temps et l'argent consacrés à l'examen des questions palestiniennes et à la création d'un Groupe spécial pour la Palestine.

Si cela n'était pas si tragique, il serait quelque peu ironique d'observer que les censeurs les plus convaincus de ces dépenses finalement réduites - qui sont exclusivement consacrées à la mise en oeuvre d'un processus de paix - sont précisément ceux-là même qui exportent et importent dans la région des quantités massives d'armes, de l'ordre de plus de 2 milliards de dollars par an.

Même les auteurs de Camp David ne sont pas parvenus à restreindre ce gaspillage massif et économiquement néfaste que constitue l'achat d'armes de destruction. Par conséquent, le Comité peut affirmer que depuis sa création aucun conflit important n'a éclaté dans la région - ce qui n'est pas un si mauvais résultat pour un placement qui n'est que de l'ordre de 2 millions de dollars par an.

Il est certainement inquiétant de constater qu'aucune attention n'est accordée à la question de Palestine ou que la présentation des faits est complètement faussée. Sans doute existe-t-il d'autres problèmes importants de par le monde mais ceux-ci n'amoindrissent pas pour autant l'importance de la question de Palestine. Ils devraient en fait nous encourager à redoubler d'efforts pour résoudre au moins un problème particulièrement aigu qui envenime constamment les relations internationales et porte atteinte aux droits de l'homme. Pourquoi faut-il que l'on s'efforce de cacher la vérité - surtout dans des pays qui se targuent de garantir la liberté d'expression? Tant d'amertume aurait pu être épargnée, tant de conflits auraient pu être évités si seulement, au

cours de la dernière décennie, on avait pu tirer parti de certaines occasions favorables pour entreprendre une action globale. C'est ce qui aurait pu être fait au moment où le Comité soumettait ses recommandations. Le Comité n'en a pas moins poursuivi ses efforts depuis cette date. Il reste encore à convaincre quelque 30 pays dont nous ne sous-estimons par l'importance.

D'après le numéro du 1er mars de Time Magazine, les responsables du Département d'Etat des Etats-Unis "cherchent davantage à atténuer d'une certaine façon l'animosité entre Israéliens et Arabes au sujet de la question de Palestine mais ils ne semblent pas avoir d'idées nouvelles sur la façon dont ces progrès pourraient être réalisés".

Ils ne semblent pas avoir appris - ou peut-être ne le veulent-ils pas - qu'il existait déjà une proposition dans ce sens qui a été approuvée par plus de 110 pays et qui a été soumise pour examen au Conseil de sécurité "en tant que base d'une solution de la question de Palestine".

Après avoir examiné le passé et le présent - particulièrement les événements qui se sont produits dans les territoires occupés - le Comité doit penser à l'avenir.

Notre démarche comporte à cet égard deux volets.

Réformer et informer l'opinion publique qui jouit d'une influence certaine. C'est l'objet du Séminaire d'aujourd'hui ainsi que des études et du film produits par le Groupe. Presser le Conseil de sécurité, et ses protagonistes sur le terrain, d'agir de façon positive - c'est cette voie que nous suivons à l'Organisation des Nations Unies et que nous n'abandonnerons pas jusqu'à ce que soit atteint un règlement pacifique qui ne refuse pas à un peuple - quel qu'il soit - les droits fondamentaux reconnus dans une société civilisée.

A cet égard, le Comité trouve encourageants les résultats obtenus à ce jour. Nous savons bien que nous avons encore des obstacles considérables à surmonter. C'est sur ces obstacles que nous devons faire porter notre attention. Comme il est dit dans la célèbre Déclaration d'indépendance qui a eu un tel retentissement dans l'histoire:

"Nous considérons comme évidentes ces vérités: tous les hommes sont créés égaux et leur Créateur leur a donné des droits inaliénables tels que la vie, la liberté et la poursuite du bonheur".

Ces mots prononcés il y a plus de 200 ans continuent d'émouvoir l'humanité. Aucun pays ne peut refuser de les entendre. Cette déclaration s'applique tout autant au Palestiniens qu'aux autres pays du monde: je pense que nul dans cette salle, en Amérique du Nord ou dans toute autre partie du monde, ne pourra nier la validité de ce principe. Les Palestiniens attendent encore le jour où leur cause triomphera comme les victimes de l'apartheid et d'autres opprimés.

Pour eux il n'y a pas d'égalité, de bonheur ou de liberté - donc pas de vie à proprement parler. Jamil hamadd dit d'ailleurs:

"La génération qui a grandi sous l'occupation n'a jamais connu un univers sans gouvernement militaire, sans cartes d'identité, sans barrages de police, sans arrestations arbitraires et sans châtiments collectifs. Les écoles sont périodiquement fermées, les parents interrogés et les maisons rasées par les bulldozers israéliens".

Il ajoute plus loin dans le même article:

"Je connais un garçon de 15 ans qui a passé deux nuits dans une cellule glaciale. Je l'ai vu sortir de cette cellule. Ce n'était pas un voyou ni un clochard mais un adolescent bien élevé, de bonne famille. Le garçon a décrit comment des soldats lui ont craché à la figure, l'on giflé, l'on insulté et accablé d'injures - et il m'a dit: 'J'aurai ma revanche'. Un peu plus tard il imprimait une brochure intitulée 'Comment fabriquer une bombe'".

Si c'est ainsi qu'Israël veut établir la paix, son effort est voué à l'échec. Sa méthode est bien différente de l'approche progressive mais pacifique qui est inscrite dans les recommandations du Comité. C'est pourquoi, même si nous éprouvons un certain découragement et que la crise semble se rapprocher de nous, nous continuons de manifester notre inquiétude au sujet de la nature des actions israéliennes dans les territoires occupés, de l'inaction du Conseil de sécurité paralysé par l'emploi du veto et de tout le temps qui est ainsi perdu - même si aujourd'hui l'OLP a demandé que le Conseil de sécurité se réunisse - et nous continuons d'espérer en l'avenir.

L'Acte final d'Helsinki contient la dernière version en date des principes reconnus au plan international. Ce texte a été signé l'année où le Comité de la Palestine a vu le jour. Aux termes des dispositions de cet Acte, les pays d'Europe, ainsi que le Canada, les Etats-Unis et l'URSS ont solennellement déclaré:

"En vertu du principe de l'égalité des droits et de l'autodétermination des peuples, tous les peuples ont toujours le droit, en toute liberté, de déterminer quand ils le veulent et comme ils l'entendent leur statut politique interne et externe, sans interférence politique et de poursuivre comme ils le jugent bon leur développement politique, économique, social et culturel.

Les Etats participants réaffirment l'importance universelle du respect de l'exercice effectif de l'égalité des droits et de l'autodétermination des peuples pour le développement de relations amicales entre eux et entre tous les Etats; ils rappellent également l'importance de l'élimination de toute forme de violation de ce principe".

Une fois encore, il est difficile de ne pas conclure que ces dispositions s'appliquent évidemment aux Palestiniens.

Tous les pays doivent tenir cet engagement non seulement à l'intérieur de leurs propres frontières mais dans le monde entier; non seulement en paroles mais aussi en actes. Sans doute, à l'heure actuelle, ce principe n'est-il pas jugé essentiel par tous les pays car d'autres préoccupations semblent prévaloir. C'est certainement pourquoi si peu de progrès paraissent présentement être réalisés dans de nombreux domaines. Mais l'esprit d'Helsinki est universel dans sa portée et son application. Pour parvenir à l'instauration de la paix universelle, les plus grandes puissances devront se rendre compte que la fourniture massive d'armements dans des régions sous tension dessert la cause de la paix mais qu'il faut plutôt procéder à l'analyse objective des causes fondamentales d'un conflit et consentir des efforts soutenus et collectifs pour résoudre ce dernier. La Palestine reste un des derniers bastions de la répression pour lequel une action doit être menée par la communauté internationale - et par tous les membres de celle-ci. C'est la raison d'être de l'ONU. C'est ce que notre Comité a proposé, réaffirme et continue de réclamer.

Tout est encore possible. Dans quelques jours le Comité entreprendra la préparation d'une Conférence internationale sur la Palestine. Nous avons déjà pris un bon départ. Une autorité éminente et dévouée à cette cause a déjà été choisie et accepté de diriger les travaux de cette Conférence. L'attention de l'opinion internationale a été éveillée. La vérité commence à être connue et acceptée. Des idées nouvelles commencent à être émises dans un cadre national ou régional. Nombreux sont ceux qui cherchent à participer à ce processus. Avec autant d'atouts, et en ayant la paix et la justice comme objectifs, nous ne pouvons pas échouer à condition que nous consentions un réel effort. Il ne fait pas de doute à cet égard que certains pays ont, pour le meilleur ou pour le pire, une responsabilité écrasante dans ce domaine - à commencer par les pays de la région et par les superpuissances.

9. LISTE DES PARTICIPANTS

Délégation du Comité sur l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

S. Ex. M. Massamba Sarré (Sénégal)
S. Ex. M. Raúl Rao-Kouri (Cuba)
S. Ex. M. Victor J. Gauci (Malte)
S. Ex. M. Harry Ott (République démocratique allemande)
M. Zehdi L. Terzi (Organisation de libération de la Palestine)

Orateurs

M. Eqbal Ahmad (Etats-Unis d'Amérique)
M. Mordecai Briemberg (Canada)
Prof. Frank Epp (Canada)
M. Khaled Abu Hudayb (Organisation de libération de la Palestine)
Prof. Harold McDougal (Etats-Unis d'Amérique)
L'Honorable Sénateur Heath Macquarrie (Canada)
M. Khalil Nakhleh (Etats-Unis d'Amérique)
Prof. Jamal Nassar (Etats-Unis d'Amérique)
Prof. Thomas Naylor (Canada)
M. Jack O'Dell (Etats-Unis d'Amérique)
Mlle Gail Pressberg (Etats-Unis d'Amérique)
Prof. John Quigley (Etats-Unis d'Amérique)
M. Philip Rivera (Etats-Unis d'Amérique)
Rev. Joseph L. Ryan, S.J. (Etats-Unis d'Amérique)
Prof. Mark Solomon (Etats-Unis d'Amérique)
Prof. Charlotte Teuber (Etats-Unis d'Amérique)
Rev. Donald Wagner (Etats-Unis d'Amérique)
Prof. Elia Zureik (Etats-Unis d'Amérique)
Prof. Seth Tillman (Etats-Unis d'Amérique)

Représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

M. William B. Buffum

Pays participants

Afghanistan, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Chine, Chypre, Cuba, Egypte, Equateur, Espagne, Ghana, Guinée, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iraq, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Maroc, Mexique, Mozambique, Nicaragua, Nigéria, Oman, Pakistan, Philippines, Qatar, République de Corée, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Sénégal, Sierra Leone, Sri Lanka, Tchécoslovaquie, Togo, Tunisie, Turquie, Viet Nam, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zambie.

Organisations

African national Congress
Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO)
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FA)
Organisation internationale du Travail (OIT)
Ligue des Etats arabes
Organisation de la Conférence islamique
Organisation de libération de la Palestine (OLP)
Pan Africanist Congress of Azania
South West Africa People's Organization (SWAPO)
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)

Organisations non gouvernementales

Association of Arab-American University Graduates
Alliance baptiste mondiale
B'nai Brith
Conférence chrétienne pour la paix
Friends World Committee for Consultation
Mouvement international de la réconciliation
Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples
Mouvement international de la jeunesse et des étudiants pour les Nations Unies
International Peace Congress
Conseil national des églises
Fondation du Moyen-Orient
Mission pontificale pour la Palestine
Bureau méthodiste pour les Nations Unies
Assemblée mondiale de la jeunesse
Mouvement islamique international
Union mondiale des organisations de femmes catholiques

Presse

Middle East International (Londres)
Palestine Affairs (Beyrouth)